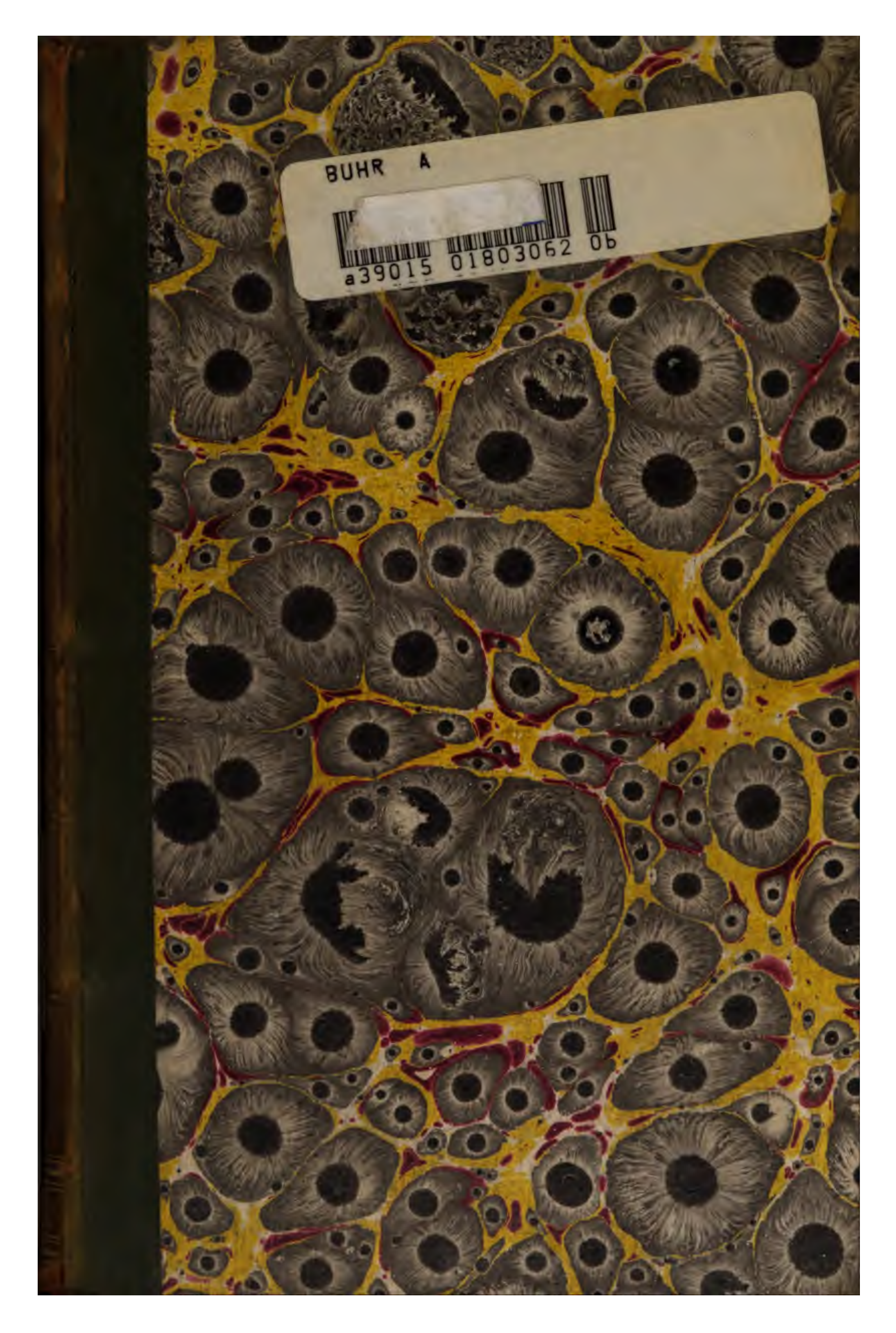

BUHR A
a39015 01803062 0b


1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

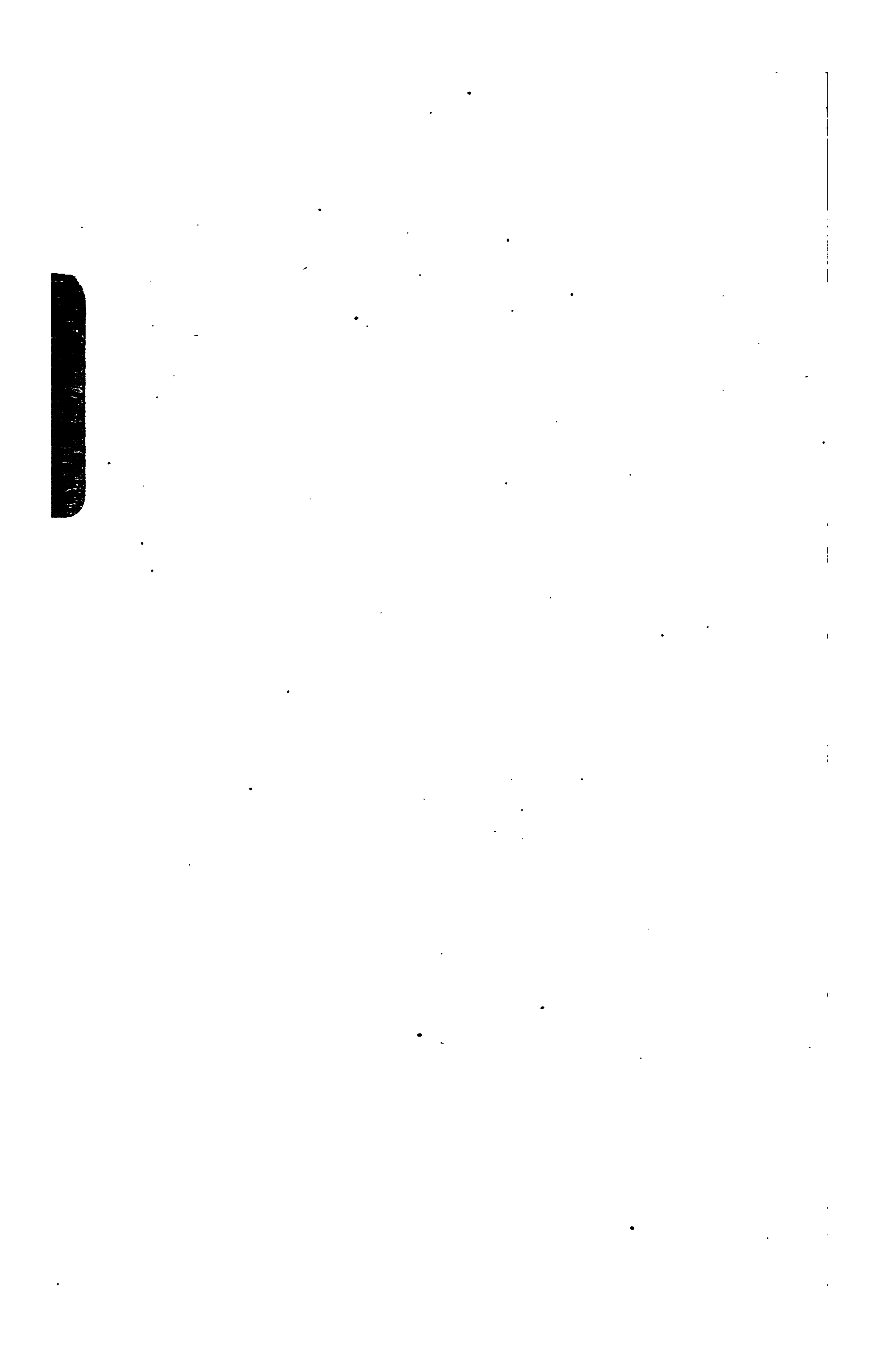
DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNERAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1823.



DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNERAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1823.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, N° 15,
DERRIÈRE L'ODÉON.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1823,

Jean B. P. S.

PAR M. LE CHEVALIER DE COURCELLES,

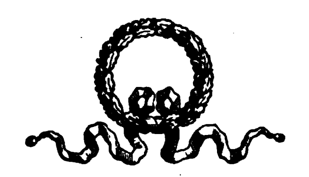
ANCIEN MAGISTRAT, CHEVALIER ET HISTORIOGRAPHE DE PLUSIEURS ORDRES,

Éditeur de la continuation de l'*Art de vérifier les dates*, et auteur de l'*Histoire généalogique et héraldique des pairs de France, grands-dignitaires de la Couronne*, etc.

Vixere fortes ante Agamemnona
Multi : sed omnes illacrymabiles
Urgentur, ignotique longâ
Nocte, carent quia vate sacro.
HORAT., *Od. IX, lib. IV.*

TOME HUITIÈME.

MONTESQ — RIVA



A PARIS,

Chez
l'AUTEUR, rue de Sèvres, n° 111, faubourg Saint-Germain.
ARTHUS BERTRAND, libraire, rue Hautefeuille, n° 23.
TREUTTEL et WURTZ, libraires, rue de Bourbon, n° 17.

M. DCCC. XXIII.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1823.

DE MONTESQUIOU D'ARTAGNAN (Pierre), *maréchal de France*, descendait d'une ancienne et illustre famille du comté d'Armagnac, qui subsiste encore. Il naquit en 1645, et fut connu sous le nom de *comte d'Artagnan*, jusqu'à sa promotion à la dignité de maréchal de France. Il entra page du roi, en 1660, et passa, en 1666, comme cadet dans la compagnie des mousquetaires, qu'il rejoignit à Pignerol, où il séjourna pendant la même année. Il marcha, en 1667 et 1668, aux siéges de Tournay et de sa citadelle; à ceux de Douay, du fort de Scarpe, de Lille, de Besançon et de Dôle. On lui donna une enseigne aux gardes, le 5 mars 1669, et on le fit sous-lieutenant, le 20 avril 1670. Il servit, sous le roi, en 1672, au siége et à la prise d'Orsoy; au passage du Rhin, et à la soumission d'Utrecht et de Doesbourg. Nommé lieutenant au même régiment, le 23 mars 1673, il se trouva au siége de Maestricht, rendu au roi, le 29 juin. Il reçut sept contusions au combat de Seneff, le 11 août 1674. On le fit aide-major, par brevet du 27 septembre. Il se trouva aux siéges et à la prise de Condé et de Bouchain, en 1676; à la prise de Valenciennes, le 17 mars 1677; à celle de Cambray, le 5 avril; à la bataille de Cassel, et à la réduction de Saint-Omer, de Gand et d'Ypres, en 1678. Il obtint une compagnie au régiment

des gardes, par commission du 28 avril de cette dernière année. Il eut un ordre du 28 décembre pour faire les fonctions de major, en l'absence du marquis de Césan, par brevet du 15 février 1681. Il eut, le même jour, un autre brevet qui lui conservait son rang de capitaine. Le roi l'envoya, en 1682, dans toutes les places du royaume pour établir dans l'infanterie l'exercice uniforme que ce prince avait réglé. On le créa major-général de l'infanterie, par brevet du 28 avril 1683. Il servit en cette qualité au camp de la Sarre, sous le duc de Villeroy; et fut employé en la même qualité à l'armée de Flandre, sous MONSIEUR, et sous le maréchal de Schomberg, en 1684. Promu au grade de brigadier d'infanterie, par brevet du 24 août 1688, on l'envoya, par ordre du 30 octobre, commander à Cherbourg, que le prince d'Orange menaçait. Il fut fait inspecteur-général de l'infanterie, par ordre du 16 novembre 1689. Il servit à l'armée de Flandre, en 1690, sous le maréchal de Luxembourg, comme major-général de l'infanterie, et combattit à la bataille de Fleurus, où les Hollandais furent battus, le 1er juillet. Il eut le commandement à Dixmude, par ordre du 29 octobre. Major-général à l'armée du roi pour le siége de Mons, par lettres du 14 mars 1691, il se trouva à la prise de cette place, le 9 avril. Il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 25, et major-général de l'armée de Flandre, par lettres du 9 mai. Il combattit à Leuze, le 18 septembre. Confirmé dans la fonction de major-général à l'armée de Flandre, par lettres du 30 avril 1692, il suivit le roi au siége de Namur, qui se rendit le 5 juin, et du château, qui fut pris le 30. Il combattit, le 3 août, à Steinkerque, où l'infanterie du prince d'Orange fut entièrement défaite. Toujours en qualité de major-général de l'armée de Flandre, en 1693, il servit, le 29 juillet, à la bataille de Neerwinde, et apporta au roi la nouvelle de la victoire que les Français y avaient remportée. Il obtint, par provisions du 13 août, la lieutenance-générale d'Artois et le gouvernement des ville et citadelle d'Arras, vacant par la mort du chevalier de Mont-Chevreuil. Major-général de l'armée de Flandre, en 1694, il suivit M. le

dauphin dans sa marche de Vignamont au pont d'Espierre, le 22 août. Il fut créé directeur-général de l'infanterie, par ordre du 21 décembre. Il servit comme maréchal-de-camp et directeur de l'infanterie, en 1695, dans l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Villeroy, et se trouva au bombardement de Bruxelles, le 13 août. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 janvier 1696, il servit à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy, par lettres du 17 avril. Le roi ayant formé un régiment d'infanterie de 13 compagnies franches, qui étaient en garnison à Arras, le comte d'Artagnan en fut fait mestre-de-camp, par commission du 22 janvier 1697. Ce régiment porta le nom d'Artagnan, et servit à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy. La paix se fit, le 20 septembre. Le comte d'Artagnan se démit, le 25 février 1698, de la majorité du régiment des gardes. Il servit au camp de Coudun, par lettres du 13 août. On réforma son régiment, par ordre du 30 décembre. Commandant dans la Flandre espagnole, par lettres du 27 février 1701, il entra dans Mons, et conserva ce commandement jusqu'au 30 juin, époque à laquelle on l'envoya à l'armée de Flandre, sous le marquis de Boufflers. Il commanda pendant l'hiver à Anvers et dans ses dépendances, par ordre du 25 octobre. Employé, par lettres du 21 avril 1702, à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne et le maréchal de Boufflers, il se trouva à l'attaque des Hollandais, qui se retirèrent en désordre, le 11 juin, sur les remparts de Nimègue. Il servit en Flandre, sous les maréchaux de Villeroy et de Boufflers, en 1703, et se trouva au siége de Tongres, qui se rendit le 10 mai. Employé en Flandre, sous le maréchal de Villeroy, en 1784, il tint les ennemis en échec, se jeta dans Namur, menacé d'un siége, et commanda pendant l'hiver entre la Sambre et la Meuse. Employé dans l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy, en 1705, il entra dans Louvain, après que les ennemis eurent forcé les lignes du Brabant, le 18 juillet. Chargé d'assiéger Diest, il l'emporta l'épée à la main, le 25 octobre, et y fit prisonniers de guerre 3 ba-

taillons et un régiment de dragons. Il servit, en 1706, sous le maréchal de Villeroy, à la bataille de Ramillies, le 23 mai, et y commanda l'infanterie. Il fut employé, en 1707, dans l'armée de Flandre, sous le duc de Vendôme, qui veilla à la conservation de la frontière. En 1708, sous M. le duc de Bourgogne, et sous le duc de Vendôme, il commanda l'infanterie au combat d'Oudenarde, le 11 juillet. A la tête d'un détachement, il emporta, le 19, un fort situé entre Gand et le Sas-de-Gand, appelé le *Fort-Rouge*. Sur 200 hommes qui gardaient ce fort, une partie fut taillée en pièces, et le reste demeura prisonnier. Employé, en 1709, dans la même armée, sous le maréchal de Villars, il força, le 4 juillet, Warneton sur la Lys, et fit prisonnier de guerre le commandant et 700 hommes de la garnison. Il rejoignit ensuite l'armée, combattit, le 11 septembre, à la bataille de Malplaquet, où il commanda l'aile droite, et y eut 3 chevaux tués sous lui. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 15 du même mois, il prit le nom de maréchal de Montesquiou. Il se démit alors de la direction générale de l'infanterie, et commanda toutes les frontières des Pays-Bas pendant l'hiver, par ordre du 31 octobre. Il commanda l'armée de Flandre, conjointement avec le maréchal de Villars, par pouvoir du 24 avril 1710, et concourut à la prise d'Oisy, le 24 mai. Commandant la même armée, par pouvoir du 2 mai 1711, il rompit, en décembre, toutes les écluses de l'Escaut, et rendit cette rivière impraticable pendant l'hiver. Il prit Thuin au-dessus de Mortagne, près l'Escaut, le 6 février 1712. Le 2 mars, le duc d'Albemarle s'étant avancé pour bombarder Arras, et s'étant emparé du faubourg de Bapaume, le maréchal de Montesquiou, après un combat opiniâtre, chassa 300 hommes qui s'y étaient retranchés, incendia ce faubourg, et fit servir si bien l'artillerie de la place, que le duc d'Albemarle se retira avec précipitation, abandonnant quantité de bombes toutes chargées, et toutes sortes d'outils propres à remuer la terre. Le maréchal de Montesquiou eut, le 30 avril suivant, un pouvoir pour commander l'armée

de Flandre. Il proposa l'attaque du camp de Denain : elle se fit avec succès, le 23 juillet, et le maréchal de Montesquiou y commanda la droite de l'infanterie, avec le maréchal de Villars. De 17 bataillons qui défendaient ce camp, à peine échappa-t-il 400 hommes. Le maréchal de Montesquiou fit ouvrir la tranchée devant Marchienne, dans la nuit du 27 au 28; et, après avoir emporté une redoute, il s'empara d'un autre poste qui couvrait la Scarpe, et où 120 hommes furent faits prisonniers de guerre : la place se rendit le 30. Il servit aux siéges et à la prise de Douai, le 8 septembre; du Quesnoy, le 4 octobre, et de Bouchain le 19. Il commandait en Flandre pendant la campagne de 1713 : la paix se fit alors. Il commanda en chef en Bretagne, par pouvoir donné à Paris, le 1er août 1716, et se démit, au mois de décembre, de la lieutenance-générale d'Artois. Nommé conseiller au conseil de régence, le 16 juin 1720, il quitta le commandement de Bretagne. Il eut celui du Languedoc et de la Provence, au mois d'octobre de la même année, et le conserva jusqu'en 1721. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 3 juin 1724. Il mourut au Plessis-Piquet, près Paris, le 12 mai 1725, âgé de 85 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 191; *Mém. du Père d'Avrigny, Journal de Louis XIV, par le Père Griffet*; *Histoire militaire de M. de Quincy, mémoires du temps, le président Hénaut, Histoire de France par Anquetil, tom. VIII, pag.* 262 *et* 265; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXIX, pag.* 523.)

DE **MONTESQUIOU-FEZENSAC** (Anne-Pierre, *marquis*), *général en chef*, né, le 17 octobre 1739, d'une autre branche de la famille du précédent, fut élevé à la cour et attaché comme menin aux enfants de France. Son goût pour les lettres lui mérita la bienveillance particulière de S. A R. Monsieur, frère du roi (aujourd'hui Sa Majesté Louis XVIII), dont il fut nommé premier écuyer en 1771, et qui, jusqu'à l'époque de la révolution, ne cessa de le combler de faveur. Le marquis de Montesquiou était entré fort jeune au service militaire, et il y obtint un avance-

ment rapide. Après avoir servi dans les mousquetaires et dans les chevau-légers, il reçut le grade de colonel dans les grenadiers de France, et devint ensuite colonel du régiment Royal des vaisseaux, le 20 février 1761. On le créa brigadier d'infanterie, le 20 avril 1768, et maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. Il fut fait chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, le 1er janvier 1784. A la mort de M. de Coëtlosquet, évêque de Limoges, le marquis de Montesquiou devint son successeur à l'académie française, et sa réception fut honorée de la présence du roi de Suède Gustave III. Député aux états-généraux, en 1789, par la noblesse de Paris, il fut l'un des premiers de cet ordre qui se réunirent au tiers-état. Il s'occupa particulièrement de questions de finances, et y développa des connaissances très-étendues. A la fin de la session il fut appelé au commandement de l'armée du Midi. Désirant s'illustrer dans la guerre qui, en 1792, venait de s'allumer, il projeta une invasion en Savoie, et soumit au gouvernement le plan de cette expédition ; mais il éprouva de grandes difficultés de la part du conseil exécutif. A peine eut-il reçu l'autorisation positive de mettre son projet à exécution, que dix jours lui suffirent pour réunir tous ses moyens d'exécution. Il s'empara, dans la nuit du 21 au 22 septembre, des redoutes que les Piémontais avaient construites aux abîmes de Mians. Les troupes piémontaises prirent la fuite devant les Français; et, l'esprit public du pays se montrant d'ailleurs favorable à la cause de la révolution, Montesquiou fut invité, dès le 23, par les habitants de Chambéry à venir prendre possession de leur ville. Ainsi sans tirer presqu'un coup de fusil, Montesquiou, par la seule habileté de ses manœuvres, parvint à conquérir la Savoie. Il donna en même temps au général Anselme l'ordre positif de s'emparer du comté de Nice, qui fut également pris sans beaucoup d'efforts. La perte du général Montesquiou avait été jurée par les révolutionnaires, qui ne pouvaient lui pardonner les démarches qu'il avait faites, vers le 10 août, pour attacher les *Girondins* à la cause du trône. Les succès de Montesquiou en Savoie

firent d'abord suspendre l'exécution d'un décret qui prononçait sa destitution; mais, un mois plus tard, le 9 novembre 1792, il fut décrété d'accusation, sous le prétexte spécieux qu'il avait compromis la dignité nationale dans une négociation dont il avait été chargé vis-à-vis des magistrats de Genève. Il crut devoir se soustraire à l'exécution de ce décret, et se retira en Suisse. En 1795, le retour du gouvernement vers les idées de morale et de justice firent naître en lui le désir de rentrer dans sa patrie, et, à cet effet, il adressa un mémoire justificatif à la convention nationale, qui, sur le rapport du représentant Doulcet, rapporta l'acte d'accusation et fit rayer Montesquiou de la liste des émigrés. Il revint alors à Paris, et y mourut, le 30 décembre 1798, à l'âge de 57 ans. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXIX, pag.* 523.)

DE MONTESQUIOU-FEZENSAC (Philippe-André, *comte*), *lieutenant-général*, et appartenant à la famille des précédents, naquit, en 1753, au château de Marsan près Auch. Il entra d'abord dans le régiment de Royal-Vaisseaux infanterie, et passa ensuite comme capitaine dans le régiment de Lorraine dragons. Il fut fait colonel du régiment de Lyonnais, le 13 avril 1780. La discipline qu'il parvint à maintenir dans ce corps, au milieu de la défection que la révolution mit dans l'armée, lui fit le plus grand honneur. Promu au grade de maréchal-de-camp, par S. M. Louis XVI, en 1792, il fut envoyé à Avignon, pour y arrêter les désordres auxquels se portaient des bandes marseillaises, qu'il força de se retirer. Dans la même année 1792, il fut envoyé à Saint-Domingue, pour y commander la partie du sud de cet île. Il s'y maintint, malgré toutes les menées des commissaires Polverel et Santhonax, qui ravageaient les autres parties. A la nouvelle de la mort de Louis XVI, il quitta son commandement. Les commissaires le firent arrêter et mettre en prison sur un vaisseau, pour l'envoyer à la convention, dès que les communications par mer seraient devenues libres. Il passa

un an dans cette prison, refusant constamment la liberté qu'on lui offrait, sous la condition de reprendre du service. La mort de Robespierre l'ayant délivré, il passa aux État-Unis, où il vécut jusqu'à l'époque du consulat de Buonaparte. Il rentra alors en France, se retira dans ses propriétés, et y resta, sans prendre part aux affaires, jusqu'à la restauration du trône des Bourbons, en 1814. S. M. Louis XVIII le créa lieutenant-général et lui donna le commandement du département du Gers. Le comte de Montesquiou quitta ce commandement, lors de l'invasion de Buonaparte, en 1815. Après la seconde restauration, il fut nommé, au mois de septembre 1815, président du collége électoral du même département. Il a été créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er novembre de la même année. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE MONTFALCON, *voyez* ADHÉMAR.

DE MONTFORT DE LAVAL DE LOHÉAC (André), *maréchal de France*, n'avait que 12 ans lorsqu'il fut armé chevalier au combat de la Gravelle, en 1423. Les Anglais le prirent dans le château de Laval; mais il paya sa rançon, en 1428. Il servit à la défense d'Orléans, dont les Anglais levèrent le siége, le 8 mai 1429; et à la journée de Patay, le 18 juin. Il représenta un des pairs au sacre de Charles VII, le 17 juillet. Nommé amiral de France, en 1437, il remit cette charge, et reçut la dignité de maréchal de France, en 1439. A l'assaut-général de Pontoise, le 19 septembre 1441, le maréchal de Lohéac commanda une des trois attaques, força la brèche, monta sur le rempart, et poursuivit les Anglais l'épée dans les reins : 600 furent tués, et 400 mirent bas les armes. En 1442, dans l'expédition de Charles VII en Guienne, le maréchal de Lohéac commanda l'avant-garde de l'armée française. La ville de Tartas fut remise au roi, le 23 juin. On emporta Saint-Sever, défendu par 5 forts : 800 Anglais y périrent. Acqs tint cinq semaines, et Marmande se rendit sans résistance. On prit d'assaut la Réole, dont le château capitula après six se-

maines de siége. Le roi licencia ensuite ses troupes, et se retira à Montauban, au mois de décembre. Lohéac suivit le dauphin, en 1443. Ce prince assiégea le comte d'Armagnac, qui s'était enfermé dans l'île Jourdain. Le comte vint au camp sans sauf-conduit, et on l'y retint prisonnier. On se saisit du comté d'Armagnac et du comté de Comminges. Les forteresses de Cadenac et de Severac capitulèrent, après une défense de quelques jours. Lohéac se trouva aux siéges et à la prise du Mans, en 1447; de Coutances, de Saint-Lô, de Carentan, de Gauray, en 1449; au combat de Fourmigny et à la prise de Cherbourg, de Vire, de Caudebec, de Valognes, de Saint-Sauveur-le-Vicomte et de Caen, en 1450. Le roi le fit, cette même année, capitaine (gouverneur) de Renneville, et, en 1451, capitaine de 40 hommes d'armes. Lohéac prit Bayonne, sous le comte de Dunois, et marcha en Guienne, l'année suivante, pour arrêter les progrès des Anglais qui avaient surpris Bordeaux. Il assiégea, avec Jaloignes, la ville de Castillon, en Périgord, le 13 juillet 1453. Il défit Talbot, le 17, et reçut à discrétion la ville de Castillon, le 18. Il prit Saint-Émilion et Livourne; se saisit de Lormond vis-à-vis de Bordeaux, sur le bord de la rivière, et se logea dans une bastille qu'on y éleva : Bordeaux, bloqué de toutes parts, se rendit le 17 octobre. Il fut nommé, la même année, capitaine d'Avranches. Au mois de mai 1455, étant secondé par Saintrailles, il soumit toutes les forteresses du comté d'Armagnac; assiégea et prit Lectoure. Louis XI le suspendit de sa charge, le 3 août 1461. On lui donna la lieutenance-générale au gouvernement de Paris, par provisions du 22 août 1465. Il fut rétabli dans sa dignité de maréchal de France, par le traité conclu à Saint-Maur-les-Fossés, le 20 octobre suivant. Lohéac, en 1468, partit pour la Normandie, y maintint le bon ordre, et garantit cette province de l'invasion des Bourguignons. Le roi lui rendit la charge d'amiral de France, l'honora du collier de son ordre, et le chargea de se saisir une seconde fois des domaines du comte d'Armagnac; ce qu'il exécuta, avec le comte de Dammartin, en 1469. Il se démit de

la lieutenance-générale du gouvernement de Paris, et obtint, en 1471, le gouvernement et la lieutenance-générale de Picardie. Le duc de Bourgogne ayant assiégé Beauvais, en 1472, y fit donner l'assaut; mai Lohéac, accompagné de Gamaches, le repoussa, lui tua 100 hommes et lui en blessa 1000. Il se démit, en 1476, du gouvernement de Picardie, ainsi que de la lieutenance-générale de Champagne et de Brie. Le 24 septembre de la même année, le roi lui accorda le droit de gabelle à Neufchâtel, et, le 18 décembre suivant, il lui fit don des ville, château, châtellenie, terre, seigneurie et capitainerie de Sainte-Ménéhould: on y joignit, le 16 mai 1481, la capitainerie de Pontoise. Il mourut en janvier 1486, âgé de 75 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 182; *Histoire du Languedoc*, *Histoire de France*, *du Père Daniel*, *le président Hénault*, *l'abbé le Gendre*, *Monstrelet*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Bauclas*, *Moréri*, *mémoires du temps*.)

DE MONFORT, *voyez* D'ALBERT *et* PUNIET.

DE MONTGOMMERY DE LORGES (Jacques), *commandant d'armée*, servit long-temps en Piémont. Il était capitaine de 100 hommes d'armes, dès 1529. Le comte de Saint-Paul assiégeait Pavie, avec le duc d'Urbin, et la brèche étant faite, les deux généraux disputaient à qui aurait l'honneur de donner l'assaut. Ils convinrent que le sort en déciderait. Le sort fut favorable aux Vénitiens, qui se préparèrent à l'assaut, et escarmouchèrent de loin à coups d'arquebusades. Pendant tous ces préparatifs, de Lorges se jeta entre les Vénitiens et la brèche, et la força. Il fut fait colonel de 3000 légionnaires de Picardie, et payé en cette qualité, à compter du 1er avril 1543. En 1544, il fut pourvu de la compagnie des gardes-du-corps écossais, et de la compagnie des gendarmes de la même nation, qu'on avait ôtée à Jean Stuart, comte d'Aubigny, à cause de la défection de Mathieu, comte de Lenox, son frère. Nommé, par provisions du 8 mars 1545, lieutenant-général commandant l'armée que le roi envoyait en Écosse

contre le roi d'Angleterre, son ancien ennemi, il arriva en Écosse, le 31 juillet, et sut, par sa conduite, gagner le cœur de la reine d'Écosse et de tout le peuple. Il y resta jusqu'à la conclusion de la paix faite avec les Anglais, le 7 juin 1546. Il servit depuis dans toutes les guerres, et se trouva à la bataille de Saint-Quentin, en 1557. Après cette bataille, il se jeta dans Noyon pour la défendre. Il se démit, peu de temps après, de la compagnie des gardes et des gendarmes écossais, en faveur de son fils. Il reprit ces compagnies, le 1er janvier 1559, après la retraite de son fils, et les garda jusqu'à sa mort, qui arriva au mois de juillet 1562. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 200.)

DE MONTGROS, *voyez* DE BANNES.

DE MONTHION, *voyez* BAILLY.

DE MONTIGNY, *voyez* BRICE.

DE MONTIGNY (François-Emmanuel DEHAIES, *chevalier*), *lieutenant-général*, naquit à Versailles, le 7 août 1743. Il entra comme sous-lieutenant au régiment de Médoc, en 1768, y fut fait lieutenant en 1770, et passa, en 1772, capitaine à la légion de Lorraine. Il fit dans ces divers grades la guerre de Corse, et fut ensuite employé à la reconnaissance des frontières des Alpes, de Flandre et d'Artois. Il entra, en 1776, comme major au service de la marine. Chargé de missions importantes pour diverses contrées, il se rendit à Vienne, et de là à Constantinople, où il s'embarqua pour Alexandrie d'Égypte. Il alla de cette ville au Caire, puis à Suez, par le vallon de Geudely; descendit la mer Rouge jusqu'au détroit de Babel-Mandel; poussa ses reconnaissances dans le golfe Persique jusqu'à l'embouchure de l'Indus; alla à Surate, et arriva enfin à Goa. Pendant ces voyages, il courut de grands dangers, notamment de la part des pirates de Zafrevade, qui le prirent, et des partis anglais qu'il rencontra. Il ne parvint à s'échapper qu'à force d'adresse, en se revêtissant des costumes des pays qu'il parcourait, et en parlant la lan-

gue des différents peuples au milieu desquels il se trouvait. De Goa, il se rendit à Delhy et à Sounah. Ayant terminé près de ces deux cours les missions qui avaient été le principal but de ses voyages, M. de Montigny vint se rembarquer à Goa pour Lisbonne, d'où il rentra en France, par l'Espagne, en 1779. S. M. Louis XVI avait déjà récompensé la partie qu'elle connaissait de ses voyages, en le nommant colonel et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 septembre 1778. Le roi, jugeant que la présence du chevalier de Montigny était de nouveau nécessaire dans l'Inde, y renvoya cet officier, en 1781, et lui confia des pouvoirs pour agir auprès des princes du pays. Le chevalier de Montigny fut plus particulièrement chargé de missions près la cour des Marattes; et ce fut là qu'il put enfin se reposer des fatigues de ses précédents voyages. Pendant sept années, il fut comblé d'honneurs et de distinction par la cour de Sounah, qui l'entoura de tout le luxe asiatique. Il reçut du Grand-Mogol le diplôme de Nabab. Chargé, en 1788, d'une mission importante près du Soubab de Decan, le chevalier de Montigny s'en acquitta d'une manière tellement satisfaisante, que le roi, pour l'en récompenser, le fit gouverneur du Chandernagor et des possessions françaises au Bengale. Dans ce poste éminent, le chevalier de Montigny donna de grandes preuves de zèle et surtout de désintéressement. Administrateur intègre, il fit reconnaître le prix de l'opium dont le gouvernement profite encore, et dont les prédécesseurs du chevalier de Montigny n'avaient rendu aucun compte. La confiance qu'il sut inspirer dans le Bengale suffit pour qu'il y trouvât, sur sa seule garantie, des ressources de toute espèce, au moyen desquelles il parvint à conserver à la France des établissements fort avantageux dans l'Inde. La révolution française ayant étendu ses ramifications dans ce pays, le chevalier de Montigny en fut une des premières victimes. Il fut arrêté, emprisonné, et embarqué par ceux dont il avait réprimé les abus. Il fut bientôt après délivré et conduit à Calcutta, d'après les ordres du gouverneur anglais, lord Cornwallis. Étant parti pour re-

venir en France, il fit naufrage sur la côte est de l'Afrique, et revint par l'intérieur du pays jusqu'au cap de Bonne-Espérance. Il s'y embarqua pour la Hollande, et arriva enfin à Paris, à la fin de 1791, à travers mille périls. Créé général de brigade, en 1800, il repartit, en 1803, pour son gouvernement de Chandernagor; mais, forcé de se replier sur les îles de France et de Bourbon, il y resta jusqu'au moment de la prise de ces colonies, en 1810. Il rentra en France, en 1812. Il fut élevé, en 1817, par le roi, au grade de lieutenant-général. Affaibli par plusieurs blessures qu'il avait reçues en servant son pays; privé de la vue, et ayant perdu, à plusieurs reprises, ses effets, ses livres et ses cartes, le général de Montigny ne put laisser après lui que quelques fragments manuscrits de ses longs et périlleux voyages, dont l'histoire entière eût été pleine d'intérêt et de faits aussi curieux qu'instructifs. Il est mort à Paris, le 27 juin 1819. (*Etats et brevets militaires.*)

DE MONTJOYE, *voyez* DU BOUZET.

DE MONTLEART (Thibault), *grand-maître des arbalétriers*, exerçait cette charge en 1270. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 471.)

DE MONTLEZUN (Pierre-Joseph, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, naquit à Duraval en Quercy, le 15 mai 1738. Il entra dans les gardes-du-corps, compagnie de Villeroy, en 1758, et fit les campagnes de Hanovre, en 1759, 1760 et 1761. Il fut breveté capitaine de cavalerie, en 1772, et devint fourrier-major de la compagnie des gardes-du-corps, dans laquelle il servait, en 1775. On le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1786. Il fut fait maréchal-des-logis de sa compagnie, en 1787, et licencié, en même temps que les gardes-du-corps, en 1789. Ayant émigré, en 1791, il alla joindre les princes français en Allemagne, et fit sous leurs ordres la campagne de France, en 1792, avec le grade de sous-lieutenant porte-étendard des gardes-du-corps. Il passa, en 1794, à l'armée du prince de Condé, dans laquelle il servit activement jus-

qu'en 1797. Il fut appelé, dans cette dernière année, auprès de la personne de S. M. Louis XVIII, qui se trouvait alors à Mittau, et fit le service auprès de ce prince, avec le grade de sous-lieutenant de ses gardes. Il reçut, en 1798, le brevet de colonel de cavalerie, et fut licencié en 1802. Après la restauration du trône des Bourbons, le chevalier de Montlezun fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er juin 1814. On l'admit, dans la même année, à la retraite de ce grade. Il est mort en 1821. (*Etats et brevets militaires.*)

DE MONTLHERY (Guy), *sénéchal de France*, et issu d'une branche de la maison de Montmorency, est le second sénéchal que l'on connaisse avec certitude. Il signa en cette qualité une charte de Philippe I, datée du jour des calendes de mars de l'an 1093, 26e du sacre de ce monarque. Philippe I, qui estimait son mérite et qui craignait son crédit, résolut de se l'attacher, et détermina son fils aîné (Louis le Gros), d'épouser la fille de ce seigneur. Plus cet honneur devait flatter le sénéchal, et moins il pardonna au roi la rupture d'un mariage que sa fille avait contracté, et qui fut cassé, par ordre de S. M., pour cause de parenté. Il arma contre le roi, qui le défit auprès du château de Gournay, et prit ce château qu'il confisqua. Le sénéchal de Montlhery mourut en juillet 1108. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 53; *le Gendre*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

DE MONTLHERY (Hugues), *sénéchal de France*, fils du précédent. Les services qu'il rendit à l'état sous Philippe I lui firent mériter la place de sénéchal de France, sur la démission de son père, qui se retira, mécontent de la cour, à cause de la dissolution du mariage de sa fille. Il signa dans cette qualité, en 1107, une patente du roi, en faveur du prieuré de Saint-Éloi de Paris. Après avoir servi utilement l'état sous Philippe I, il pensa le renverser, sous Louis le Gros, par ses violences, ses injustices et ses intrigues. Le roi l'ayant obligé de quitter sa charge, il se fit

religieux à Cluni, vers 1118. Il y mourut quelques années après. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 53.)

DE MONTLOUET, *voyez* D'ANGENNES.

DE MONTLUC DE BALAGNY (Jean), *maréchal de France*, et fils naturel de Jean de Montesquiou-Lasseran-Massencome de Montluc, fut légitimé par lettres du mois de janvier 1567. Il demeurait à Padoue, lorsque la reine, en considération de son père, le chargea d'aller en Pologne, en 1572. Cette princesse se proposait d'inspirer, sans affectation, aux Polonais quelque estime pour le nom français, et de les disposer à donner au duc d'Anjou leur couronne, après la mort de Sigismond-Auguste, dont la santé était désespérée. Balagny répondit aux vues de la reine, et revint en France, au commencement du mois d'août. Il accompagna, en 1573, le duc d'Anjou, que les Polonais avaient élu roi de Pologne, et revint en France avec ce prince. Il se trouva au siége de Livron, en 1574, et y commanda les gentilshommes volontaires à l'assaut général, où il fut blessé. Il s'attacha au duc d'Alençon, et l'accompagna aux Pays-Bas, en 1578. Il secourut Cambray, en 1581, à la tête de 1000 fantassins; et, secondé par une sortie que fit le gouverneur de la place, il repoussa les Espagnols. Le duc d'Anjou les contraignit, quelques jours après, de lever le blocus de Cambray, y mit garnison française, et en donna, le 20 août, le gouvernement à Balagny, qui se trouva à la prise d'Arleux, de l'Écluse et de Cateau-Cambresis. Balagny reçut devant cette dernière place un coup d'arquebuse à la cuisse. Le duc d'Alençon, étant mort, le 10 juin 1594, laissa, par testament, ses droits sur Cambray au roi, qui céda cette ville à Catherine de Médicis, sa mère : celle-ci confirma Balagny dans le gouvernement et la lieutenance-générale de Cambray et du Cambrésis, par lettres données à Fontainebleau, le 21 juillet de la même année. Balagny embrassa depuis le parti de la ligue, et envoya, en 1587, 300 chevaux au duc de Guise contre les Allemands protestants que les calvinistes avaient appelés en France. Le duc d'Aumale assiégeant Senlis, en 1589, Balagny arriva à son camp

à la tête de 4000 hommes, et suivi de 7 pièces d'artillerie. La Noue, sous les ordres du duc de Longueville, vint, le 17 mai, secourir les assiégés, parut devant la place vers midi, et battit le duc d'Aumale, ainsi que Balagny, qui, blessé légèrement, s'enfuit à Paris. Celui-ci mena ensuite 2000 hommes au duc de Mayenne, qui marchait vers Rouen, menacée par l'armée du roi. A la bataille d'Arques, 400 cavaliers qu'il commandait prirent la fuite sans combattre. 2000 hommes, qu'il fournit au duc de Mayenne, en 1590, contribuèrent à faire lever le siége de Paris. Pendant le siége de Rouen, en 1592, il battit un parti que le roi avait détaché pour reconnaître l'armée du duc de Parme. Par traité conclu à Dieppe, le 29 novembre 1593, Balagny s'accommoda avec le roi, qui lui assura la possession héréditaire de la principauté de Cambray, sous la protection de la couronne. Henri IV consentit qu'il gardât, à titre de lieutenant de roi, les châteaux de Marle, de Beaurevoir, de Bohaim et de Ribbemont, qui étaient du patrimoine du roi, et dont Balagny s'était saisi pendant la guerre. Le roi le confirma encore dans le gouvernement de Cambray et du Cambrésis, par lettres données à Paris, le 31 mai 1594, et le créa maréchal de France, par état du même jour. Balagny fournit au roi pour le siége de Laon 2000 hommes de pied et 500 chevaux, qu'il y conduisit en personne. Après la réduction de Laon, le 2 août, le roi vint à Cambray, à la prière de Balagny, auquel il expédia, le 12, de nouvelles lettres qui ratifiaient le traité de Dieppe. Les Espagnols assiégèrent Cambray, le 13 août 1595. Balagny l'aurait aisément défendu contre les efforts des ennemis trop faibles pour emporter la place ; mais il avait en même temps à se soutenir contre ses propres sujets, qui, fatigués de la dureté de son gouvernement, se révoltèrent, et capitulèrent avec l'Espagnol (1). Balagny se retira dans la citadelle, qu'il

(1) Renée d'Amboise, sa femme, digne sœur de Bussy d'Amboise, opposa une défense héroïque, et fit tous ses efforts pour ranimer le courage de la garnison, qui était paralysée par la mollesse, la lâcheté et l'indolence de Balagny. Elle expira de douleur avant la signature de la capitulation.

rendit le 9 octobre. Par commission du même jour, il forma, avec les débris de la garnison de Cambray, un régiment d'infanterie qu'on licencia, le 6 mai 1598. Il entreprit inutilement, en 1599, de surprendre Cambray par intelligence. La découverte du complot devint funeste aux conspirateurs que les Espagnols punirent du dernier supplice. Il mourut quatre ans après, en 1603. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 380; *Dupleix, Mézeray, de Thou, l'abbé le Gendre, Histoire de France du Père Daniel, le président Hénaut, Mémoires de Sully, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Beauclas, Moréri, Davila, d'Aubigné, la Popelinière, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXIX, pag.* 596.)

DE MONTLUC, *voyez* DE MONTESQUIOU.

DE MONTMARIE (Aimé-Sulpice-Victor, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Boury, dans le Vexin-Français, le 14 novembre 1772. Il fut fait, le 10 août 1792, sous-lieutenant au 17ᵉ bataillon de Paris, dans lequel il obtint le grade de lieutenant, le 21 novembre 1793. Ce bataillon ayant été incorporé dans un autre corps, Montmarie entra comme dragon dans le 3ᵉ régiment, le 9 avril 1794. Il devint adjoint aux adjudants-généraux, le 27 septembre de la même année; fut nommé sous-lieutenant au 3ᵉ régiment de dragons, le 30 juillet 1796; lieutenant au même régiment, le 22 septembre 1799, et capitaine, le 26 janvier 1800. Il obtint le grade de chef d'escadron à la suite de ce corps, et le commandement des Mameloucks (en Égypte), le 26 janvier 1801. Il passa chef d'escadron titulaire au 19ᵉ régiment de dragons, le 24 avril 1802, et major au 9ᵉ régiment de chasseurs à cheval, le 23 février 1804. Il fut créé membre de la Légion-d'Honneur, le 26 mars suivant. Napoléon le nomma colonel du 9ᵉ régiment de chasseurs à cheval, le 4 avril 1807. Il devint officier de la Légion-d'Honneur, le 27 juillet de la même année; obtint la croix de chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer du royaume d'Italie, le 30 mai 1809, et fut titré, par Napoléon, baron d'empire avec dotation de

4000 francs dans le Hanovre, le 15 août suivant. Le grade de général de brigade, qu'il obtint au mois de septembre 1813, fut la dernière récompense qu'il reçut de ses brillants et utiles services militaires. Il avait fait les campagnes de 1792, 1793, 1794 et 1795 aux armées de Sambre-et-Meuse et du Nord; de 1796, 1797 et 1798 aux armées d'Italie et d'Helvétie; de 1798, 1800 et 1801, à l'armée d'expédition d'Égypte; de 1802 et 1803 à l'armée de Hanovre; de 1804, 1805, 1806, 1807 et 1808 à l'armée de Naples; de 1809 à la grande-armée d'Allemagne; de 1812 à l'armée d'expédition de Russie, et enfin de 1813 à la grande-armée en Saxe. Il reçut un coup de sabre à la tête au passage de la Piave, le 9 mai 1809, et eut, dans la même action, son cheval tué sous lui. Il fut blessé au côté gauche, par un coup de biscayen, à la bataille de la Moskowa, le 7 septembre 1812. Parmi les faits d'armes qui signalèrent la carrière militaire du général Montmarie, nous citerons les suivants. La 4ᵉ division de cavalerie légère dont il faisait partie rejoignit, le 24 août 1813, le corps d'armée que commandait le général Vandamme. Le 27 du même mois, Montmarie fut chargé de pénétrer en Bohême avec sa brigade et 2 bataillons d'infanterie. Arrivé à Marckersbach, tout en chassant devant lui la cavalerie ennemie, il trouva à cette hauteur des forces triples des siennes. Dans cette position critique, il importait d'imposer à l'ennemi, et c'est à quoi il parvint jusqu'au 28; mais ce second jour, les ennemis, informés du peu de troupes qu'ils avaient devant eux, attaquèrent vivement la colonne du général Montmarie, qui, n'ayant point d'artillerie à opposer, fut très-maltraitée par celle des assaillants. Cependant, grâce à la bravoure de la troupe française et à la fermeté du général Montmarie, la position fut conservée jusqu'à l'arrivée du prince de Reuss, général d'infanterie, et du général Vandame avec son corps d'armée : les Français reprirent alors l'offensive. Le 29, au point du jour, les ennemis furent repoussés jusqu'à Kulm : le prince de Reuss fut tué. Le général Corbineau ayant été blessé, le commandement de sa division de cavalerie légère fut confié au gé-

néral Montmarie, que l'on remplaça à la tête de sa brigade par le général Emeroder. Dans cette journée, on poussa vivement les ennemis, et on arriva jusqu'à 5 lieues de Tœplitz; mais ceux-ci, ayant reçu des renforts considérables pendant la nuit, se trouvèrent en mesure d'attaquer avec l'avantage du nombre. Ils le firent; et le général Vandamme, qui de son côté attendait aussi des renforts, se défendit à plusieurs reprises et avec des avantages marqués contre des forces quadruples. Cependant le temps s'écoulait sans que les secours arrivassent. Le général Vandamme, voyant les ennemis prêts à l'envelopper, se détermina à effectuer sa retraite, et chargea le général Montmarie de la couvrir avec la cavalerie. Les montagnes de la Bohême ne sont pas favorables aux opérations de cette arme; néanmoins le plus grand ordre régna dans les manœuvres que le général Montmarie fit exécuter, et qui empêchèrent l'ennemi de l'entamer. Tout semblait présager le succès, lorsque l'on vit déboucher sur les derrières du corps de Vandamme l'armée prussienne, commandée par le général Kleist. En se plaçant à cheval sur la route, les Prussiens mettaient dans une position très-critique toute la colonne française, à laquelle ils faisaient d'ailleurs un mal horrible par le feu de leur artillerie. Il n'y avait pas un moment à perdre pour tenter de se frayer un passage; aussi le général Montmarie proposa-t-il au général Vandamme de forcer ce passage avec la cavalerie qu'il commandait. Ce moyen même présentait de grandes difficultés : la route, en sortant de Kulm pour aller vers Girna, forme une espèce de rampe dominée à droite par une montagne, et soutenue à gauche par un mur de 40 pieds d'élévation destiné à empêcher les éboulements. Une partie de l'infanterie prussienne, placée sur la hauteur, dominait le passage, tandis que l'autre partie, avec l'artillerie, coupait la route. Cependant le général Montmarie entame une charge dont les Prussiens sont aussi effrayés qu'étonnés. On arrive sur eux avant qu'ils eussent même pensé que l'attaque fût possible; et, comme ils ne pouvaient se déployer, ils ne virent point que cette charge

était faite par moins de 400 cavaliers; aussi se mirent-ils en déroute. Bientôt leurs colonnes se pressent sur la route avec leur artillerie, dont tous les canonniers sont tués. La terreur devenant générale parmi les Prussiens, ils font demi-tour et prennent la fuite. Le général Montmarie les poursuit vivement; et, pendant plus d'une heure, sa cavalerie, galopant sur la route au milieu des ennemis, sabre, à droite et à gauche, tout ce qu'elle rencontre. Si les circonstances eussent permis que le général Montmarie se fût trouvé appuyé par des troupes en bon ordre et en nombre plus considérable, il est probable que l'armée prussienne eût été totalement prise ou détruite. Le général Montmarie, ayant aperçu dans un des groupes ennemis le général en chef Kleist, redoubla de vitesse pour l'atteindre; mais son cheval, harassé de fatigue, ne put arriver à temps, et le commandant prussien s'échappa à la faveur d'un bois dans lequel il se jeta. Au moment où le général Montmarie arrivait avec 25 cavaliers, presque tous blessés, sur l'arrière-garde ennemie, il eut son chapeau traversé de balles et sa capote coupée par un éclat d'obus. Le cheval qu'il montait reçut un coup de lance à l'épaule et deux coups de feu à la jambe droite. Cette charge brillante, dont on n'a pas fait mention dans le temps, parce que les résultats subséquents de la journée furent désastreux pour l'armée française, valut au général Montmarie les félicitations du général Vandamme et celles de tous ses compagnons d'armes, qui, l'ayant vu ainsi engagé au milieu des bataillons prussiens, ne croyaient pas qu'il pût en revenir. Le général Montmarie combattit avec sa bravoure accoutumée à la bataille de Wachau, devant Léipsick, le 16 octobre 1813 : il y eut la jambe droite emportée par un boulet de canon; et, par suite de cette blessure, il fut fait prisonnier de guerre et conduit à Léipsick. Quelque temps après, il obtint son échange, et il espérait rentrer en France, lorsqu'une fièvre très-forte, joignant ses dangers à ceux occasionés par l'amputation, fit succomber le général Montmarie, et priva sa patrie de

l'un de ses bons officiers-généraux (1). (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE MONTMIRAIL, *voyez* LE TELLIER.

DE MONTMORAND, *voyez* BRENNIER.

DE MONTMORENCY (Thibault), *connétable de France*, jouit à la cour du roi Henri Iᵉʳ d'une très-grande considération. Il fut du nombre des princes laïcs qui souscrivirent le diplôme que Henri Iᵉʳ donna, en 1060, pour le rétablissement de l'abbaye de Saint-Martin-des-Champs, près de Paris. Le roi Philippe Iᵉʳ se l'attacha plus étroitement, en lui donnant la charge de connétable. Il souscrivit aussi la charte que Gervais, premier sénéchal connu avec certitude, donna en l'année 1083 (23ᵉ du règne de Philippe Iᵉʳ). Suivant Moréri et l'historien des *Grands-Officiers de la Couronne*, Thibault de Montmorency souscrivit encore d'autres chartes, en 1085 et 1086. Il mourut vers l'an 1090, sans laisser de postérité (2). (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 65; *Moréri, le Père Anselme, Art de vérifier les dates, édition de* 1818, in-8ᵒ, *tom. XII, pag.* 6.)

DE MONTMORENCY (Mathieu, Iᵉʳ du nom), *connétable de France*, et arrière-neveu du précédent. Il sut plaire en même temps à Louis le Gros, roi de France, et à Henri Iᵉʳ, roi d'Angleterre. Ce dernier monarque lui fit épouser, vers 1126, Alise ou Aline, l'une de ses filles naturelles. En 1138, le roi de France, Louis VII, *dit* le Jeune, conféra à Mathieu de Montmorency la charge de conné-

---

(1) Le prince Berthier, major-général de l'armée, dit à son état-major, en lui apprenant la mort du général Montmarie : « L'armée vient » de faire une perte réelle; c'était le meilleur officier-général de cava» lerie. »

(2) Thibault de Montmorency était neveu d'Alberic de Montmorency, qui avait été connétable de France sous le règne de Henri Iᵉʳ.

table (1). En 1141, après la mort d'Aline, le roi Louis le Jeune, d'après l'avis des états-généraux du royaume, fit épouser à Mathieu de Montmorency la reine Adélaïde, veuve de Louis le Gros. Le connétable accompagna, la même année, le roi de France dans l'expédition que ce prince fit, sans succès, pour se rendre maître du comté de Toulouse. Il suivit assidûment son souverain dans différents voyages, et signa un grand nombre de chartes et de diplômes. L'historien Duchesne dit que le roi Louis le Jeune, ayant entrepris, en 1147, une croisade contre les infidèles, confia l'administration de son royaume au connétable Mathieu de Montmorency et à l'abbé Suger. Ce connétable vivait encore en 1160 (2), et la date de sa mort est demeurée inconnue. (*Chronologie militaire, tom. I, p.* 67, *du Cange, Moréri, le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Art de vérifier les dates, tom. XII, pag.* 10; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXX, pag.* 4.)

DE MONTMORENCY (Mathieu, IIe du nom), dit *le grand connétable*, était petit-fils de Mathieu Ier, qui précède. Après avoir été fait chevalier par Baudoin V, comte de Hainaut, il accompagna le roi Philippe-Auguste dans

(1) Le Glossaire de du Cange, au mot *comes stabuli* (connétable), dit par erreur que Mathieu de Montmorency ne succéda à Hugues de Chaumont qu'en 1139.

(2) Moréri, le Père Anselme et le Gendre mettent pour connétable, après Mathieu de Montmorency, Simon de Nauffle, et citent l'épitaphe de ce dernier, qui lui donne cette qualité. Indépendamment de ce que le monument élevé à Simon de Nauffle était récent et pouvait être un renseignement peu certain, on trouve dans le Recueil des ordonnances, par Secousse, tom. III, pag. 303, qu'en 1158, Mathieu de Montmorency souscrivit des lettres du roi en faveur des habitants du lieu nommé Muralia près de Paris. Raoul de Clermont fut nommé connétable, dans la même année 1158. Il n'y a donc eu aucun connétable entre lui et Mathieu de Montmorency.

Hervé de Montmorency, frère utérin de Mathieu Ier, était, en 1172, connétable d'Angleterre et d'Hibernie.

la guerre de Normandie contre les Anglais, en 1203, et commença à se distinguer au siége du Château-Gaillard, place forte située au milieu de la Seine, près des Andelys, et que l'on regardait comme le boulevart de la Normandie, du côté de la France. Ce fut là que Mathieu de Montmorency fit briller son habileté et son courage, en dirigeant tous les travaux des assiégeants. Il marcha toujours des premiers aux assauts. Il déploya encore beaucoup de courage, en 1204, à la prise de Mortemer, de Boulavant et de Gournay-en-Bray. Il fit des prodiges de valeur, le 25 juillet 1214, à la bataille de Bouvines, où il engagea le premier le combat avec l'aile droite de l'armée française qu'il commandait conjointement avec le duc de Bourgogne et le comte de Beaumont. Dans cette journée, Mathieu de Montmorency enleva aux ennemis 16 bannières. Il se croisa, en 1215, contre les Albigeois, et fit contr'eux, en Languedoc, une guerre qui dura trois années. Il fut fait connétable à la mort de Dreux-de-Mello, en 1219. Il suivit Louis VIII, en Poitou et au pays d'Aunis, pour s'opposer aux forces des Anglais, sur lesquels il prit Niort et Saint-Jean-d'Angely. Il se signala, le 28 juillet 1224, à la prise de la Rochelle. Il marcha une seconde fois, en 1226, contre les Albigeois, et prit, le 15 août de cette année, Avignon qu'il assiégeait depuis le 12 juin. Après la mort de Louis VIII, le connétable de Montmorency, qui avait accepté la garde du jeune prince, fils de ce souverain, fut chargé par la reine Blanche, régente du royaume, de s'opposer aux factieux qui troublaient la France pendant la minorité de Louis IX. Il emporta sur eux la forteresse de Bellesme, en 1228; et, les ayant repoussés jusqu'à Langres, en 1229, il contraignit le duc de Bretagne et le comte de la Marche de se soumettre au roi. Au retour de cette glorieuse expédition, le connétable mourut le 24 novembre 1230 (1). (*Chronologie militaire*, to-

---

(1) Le connétable Mathieu de Montmorency avait mérité le surnom

me I, *pag.* 90; *sa vie dans André Duchesne*, *Histoire de la maison de Montmorency*, *pag.* 125; *le Père Daniel* (1), *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. XXX*, *pag.* 5, *Art de vérifier les dates*, *tom. XII*, *pag.* 12.)

DE MONTMORENCY (Charles, *baron*), *maréchal de France*, issu, au 5e degré, du connétable Mathieu II de Montmorency, qui précède, fut d'abord fait grand-panetier de France, en 1336. Il servit, en 1339, dans l'armée qui marcha au secours de Tournay, menacé par les Flamands révoltés, et fut fait prisonnier. Rendu peu de temps après à la liberté, il servit dans l'armée que le duc de Normandie conduisit, en 1343, contre Édouard, roi d'Angleterre, qui assiégeait Vannes : ce siége finit par une trève. Créé maréchal de France, au mois de mars 1344, à la place de Robert Bertrand de Briquebec, il fut fait chevalier de l'ordre du roi. Il eut le commandement de l'armée française, sous le duc de Normandie (depuis Jean II). En 1345, la guerre s'étant renouvelée avec l'Angleterre, cette armée fut destinée à agir contre la Gascogne, où commandait le comte d'Erby : elle remporta plusieurs avantages sur les Anglais. Montmorency, qu'on en détacha avec le maréchal de Saint-Venant, reprit, en 1346, les forteresses de Miremont et de Villefranche. Ils formèrent le siége d'Angoulême, qui se rendit le 1er février. On emporta d'assaut la forteresse de Damassen, et Tonneins capitula. On força le pont de Sainte-Marie, et on entreprit le siége d'Aiguillon. A ce siége, le maréchal de Montmorency avait un jour mis à contribution les environs de cette

---

de *grand*, autant par ses vertus, que par son courage et son habileté dans les affaires. Il partagea avec Simon de Montfort et Guillaume des Barres la réputation des trois plus braves de la nation.

(1) Le Père Daniel, dans son *Histoire de la milice française*, tom I, pag. 171, dit que le connétable commanda les armées, *seulement par commission*. Il confond cette commission avec le *pouvoir* de commander, *pouvoir* sans lequel ce connétable ne pouvait entreprendre aucune expédition militaire.

place, et revenait chargé de butin et de vivres. Gautier de Mauny, capitaine anglais, était également sorti d'Aiguillon dans le même dessein. Le maréchal l'attaqua; mais Mauny, quoique démonté et investi par les Français, se défendit en désespéré. Bientôt le danger que courait le général anglais ayant été connu dans la ville, les assiégés accoururent à son secours; et, devenus supérieurs aux Français, ils les poussèrent à leur tour. Montmorency entretint le combat pendant que le butin filait vers le camp, et fit sa retraite en bon ordre. Il commanda, sous le roi, à la bataille de Crécy, gagnée par les Anglais, le 26 août 1346. Dans cette journée malheureuse, le baron de Montmorency, après avoir combattu vaillamment auprès du roi, fut un des cinq barons qui seuls l'accompagnèrent dans sa retraite. En récompense de ce dévouement, il fut fait grand-chambellan. Il se démit de la charge de maréchal, en 1347, et fut fait capitaine-général sur les frontières de Flandre et de la mer, et en toute la langue picarde. En 1371, il accompagna Charles V, à l'entrevue que ce prince eut à Vernon avec le roi de Navarre, pour régler les prétentions de ce dernier sur la Champagne, la Brie et la Bourgogne. Il contribua plus qu'aucun des plénipotentiaires du roi au traité de Bretigny, en 1360. Il mourut le 11 septembre 1381 (1). (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 121; *Froissard, l'abbé le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Dictionnaire des maréchaussées, Histoire de France, du P. Daniel, Mézeray, Histoire de Montmorency, par Duchêne, Moréri, Art de vérifier les dates, tom. XII, pag.* 25.)

DE MONTMORENCY (Anne), *baron*, puis *duc*, *pair de France et connétable*, issu du précédent, au 4ᵉ degré, naquit à Chantilly, le 15 mars 1492. Il fut élevé, par ordre du roi Louis XII, enfant d'honneur auprès de François,

---

(1) Le baron de Montmorency eut la réputation de l'un des seigneurs les plus humains, les plus braves et les plus judicieux de son temps.

comte d'Angoulême, fils de ce monarque. Le jeune prince étant devenu roi, sous le nom de François Ier, Anne de Montmorency le suivit dans son expédition d'Italie. Dès sa première campagne, Anne de Montmorency déploya une telle valeur, le 13 septembre 1515, à la bataille de Marignan, où il servait en qualité de lieutenant d'une compagnie d'ordonnance, que le roi l'en récompensa par les gouvernements de Novarre et de la Bastille. En 1516, il fut fait capitaine d'une compagnie de 50 lances. Admis de bonne heure au conseil du roi, il fut chargé des plus importantes négociations. Il accompagna François Ier, en 1520, à l'entrevue que ce prince eut avec Henri VIII, roi d'Angleterre, entre Ardres et Guines, et fut, aussitôt après, envoyé à Londres pour éclairer les démarches de l'empereur Charles V. En 1521, la Champagne étant menacée d'une invasion par les troupes impériales, Anne de Montmorency revint en France, et fut fait premier gentilhomme de la chambre. Il part de suite pour la Champagne, s'enferme dans Mézières; et, de concert avec le chevalier Bayard, il contraint l'armée de Charles-Quint d'en lever le siége. En 1522, la désertion des Suisses ayant obligé le maréchal de Lautrec d'abandonner Milan, le roi, qui pensait à rattacher les troupes helvétiques à son service, jeta les yeux sur le baron de Montmorency, qu'il jugea le plus propre à bien disposer les Suisses. Effectivement, sur la seule parole du baron, les cantons helvétiens ayant repris leur première confiance, il en obtint 10,000 hommes, et fut nommé pour les commander. Dans la même année, la présence d'esprit et le courage du baron de Montmorency éclatèrent au siége du château de Milan. Le maréchal de Lautrec le chargea d'enlever aux ennemis un convoi considérable; et, pendant que Montmorency, avec les arquebusiers, marchait à petits pas, le capitaine du Refuge eut ordre de s'avancer avec la cavalerie. Ce dernier ayant aperçu le convoi, n'attendit point les arquebusiers du baron de Montmorency, et attaqua l'escorte ennemie; mais il fut rompu et mis en fuite. Français et ennemis courant alors à toute bride, le bataillon de Montmorency eût été

enfoncé, si celui-ci ne l'eût ouvert lui-même. Après avoir reçu du Refuge et sa troupe, il referme son bataillon, marche sur l'ennemi, le bat, et fait prisonniers le lieutenant, l'enseigne et le guidon. Au siége de Novarre, les Suisses refusant de monter à l'assaut, Montmorency se met à la tête de la gendarmerie, se précipite dans la ville, marche aux retranchements l'épée à la main, s'en empare, chasse les ennemis; et, pour punir les cruautés inouïes exercées par les habitants sur les Français, il abandonne la place au pillage. Le 27 avril, au combat de la Bicoque, forcé par l'impatience opiniâtre des Suisses, qui demandaient l'assaut avec fureur, et par les ordres du maréchal de Lautrec, il attaqua des retranchements inaccessibles, défendus par de profonds fossés et une nombreuse artillerie. L'aveugle valeur des Suisses ne put tenir contre des obstacles insurmontables, et un grand nombre y périt. Montmorency fut retiré du fossé presque étouffé dans la foule des morts. Le 6 août de la même année, le roi le fit maréchal de France et chevalier de son ordre. En 1523, de concert avec le duc de Vendôme, il sauva Corbie et Térouanne. Le baron de Montmorency combattit fortement dans le conseil du roi le projet d'une nouvelle expédition dans le Milanais; mais, l'avis de l'amiral Bonivet ayant prévalu, Montmorency accompagna le roi François Ier à cette expédition. En 1525, au siége de Pavie, il força un pont qui joignait la campagne à la ville assiégée, et qui était défendu par une tour et une forte garnison. Le 24 février, à la bataille de Pavie, il fit des efforts prodigieux pour secourir le roi, et ne se rendit qu'après avoir été blessé dangereusement et avoir perdu presque tous ses gens. Ayant recouvré sa liberté, il vint, de la part du roi, trouver la régente à Lyon, au mois de mai 1525. Il fut fait grand-maître de la maison du roi, par provisions données à Acqs, le 23 mars 1526. Par d'autres provisions données au même endroit, le même jour, et registrées au parlement de Toulouse, le 27 mai, il fut pourvu du gouvernement de Languedoc, qui vaquait depuis la défection du connétable de Bourbon. Au mois de juin 1531, il con-

duisit à Bayonne la reine de Portugal, que le roi devait épouser, et les deux fils de France, qui avaient été donnés en otage à l'empereur. Le 27 juillet 1533, il fit son entrée à Toulouse comme gouverneur-général du Languedoc. Henri VIII, roi d'Angleterre, lui envoya l'ordre de la Jarretière, en 1534. En 1536, il fut nommé commandant d'une armée, par un pouvoir donné à Lyon, le 14 juillet, qui l'autorisa à la mener tant deçà que delà les monts. Par son habileté, la bonté de ses campements, et sans tirer l'épée, il détruisit l'armée que Charles V avait fait descendre en Provence, et l'obligea de lever le siége de Marseille et de se retirer : cette armée impériale, composée de 60,000 hommes lorsqu'elle était entrée en Provence, se trouvait réduite à environ 6000 quand elle en sortit. Le maréchal de Montmorency fut nommé général de l'armée de Picardie, par pouvoir donné à Ouchy, le 10 mars 1537, et on lui donna le commandement de la même armée, sous M. le dauphin, par un autre pouvoir du 15 juin de la même année. Il prit Hesdin, ravitailla Térouanne, y fit entrer des hommes et des vivres, et termina la campagne de ce côté, par une trève de 3 mois. Le roi s'étant déterminé à conduire cette même armée en Italie, le maréchal de Montmorency en fut nommé général, sous le roi et M. le dauphin, par pouvoir donné à Lyon, le 8 octobre. Il la dirigea alors vers le Pas-de-Suze. César Maggi, célèbre capitaine de Charles-Quint, était posté dans un défilé flanqué à droite et à gauche de deux forts, et s'y croyait invincible. Les Français eux-mêmes jugeaient le passage impossible; mais le maréchal fit monter sans bruit des troupes sur des hauteurs qui commandaient les forts, et marcha droit aux retranchements, qu'il attaqua de front. Les ennemis, assaillis de tous côtés, abandonnèrent le passage, et furent entièrement défaits. Le maréchal prit ensuite les châteaux de Suze et de Veillane, et mit ses troupes en quartier. Une trève fut alors conclue pour l'Italie, et dut se prolonger jusqu'au mois de février suivant. Au mois de janvier 1538, le cardinal de Lorraine et le maréchal de Montmorency furent nommés ministres pléni-

potentiaires pour se rendre à Leucate et y traiter de la paix; mais après plusieurs négociations, on ne put conclure qu'une trève de six mois. Cette mission achevée, le maréchal se rendit à Moulins, où le roi le nomma connétable, par provisions du 10 février, registrées au parlement de Paris, le 4, et à la chambre des comptes, le 9 mars suivant. Il fut fait en même temps chef de toutes les affaires d'état, surintendant des finances, et lieutenant-général du roi, représentant la personne de S. M. partout où il serait. Il traita quelques mois après au nom du roi, avec l'empereur, d'une trève qui fut signée, le 18 juin, et publiée pour dix ans. En 1539, l'empereur voulant punir les Gantois qui s'étaient révoltés, fit agir auprès du connétable, par le moyen duquel il obtint du roi la permission de passer par la France pour se rendre à Gand. Charles-Quint avait, depuis long-temps, promis l'investiture du duché de Milan à un fils de France; et, lorsque ce souverain fut arrivé à Paris, on conseilla au roi de ne l'en point laisser sortir qu'il n'eût rempli son engagement. Le connétable de Montmorency, qui avait reçu de Charles sa parole d'honneur de donner cette investiture, s'opposa vivement au conseil donné à François Ier; mais, l'empereur ayant oublié bientôt après une promesse qu'il n'avait pas faite sincèrement, le roi, qui en fut irrité, disgracia le connétable, et l'exila dans ses terres. Par lettres du 27 juin 1542, on révoqua le pouvoir de lieutenant-général représentant la personne du roi, et par autres lettres du 11 janvier 1543, on le destitua du gouvernement de Languedoc. La disgrace du connétable ne cessa qu'à la mort de François Ier. Henri II le rappela, en 1547, et lui rendit le gouvernement du Languedoc, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 12 avril. Il fut aussi rétabli dans les fonctions de ses charges et dans tous ses honneurs. Le premier usage qu'il fit de l'autorité que lui confiait le roi, fut de fortifier les frontières, de régler les fonctions de tous les officiers militaires, et même celles des maréchaux de France, sans profiter de sa faveur pour étendre les droits de sa charge. Il fut nommé, par pouvoir du 15 mai 1548, commandant l'armée de Guienne, destinée à soumettre les ré-

voltés, au sujet des droits de gabelle. Il entra dans Bordeaux, le 20 août, par une brèche qu'il fit faire, et châtia avec sévérité tous les habitants de la ville et de la province, qui s'étaient soulevés contre la perception des impôts. En 1549, le roi, ayant rompu avec l'Angleterre, se rendit à Abbeville, au commencement du mois d'août : le connétable commanda l'armée sous ce prince. On marcha sur Boulogne, on prit les forts qui environnaient cette place, et on la tint bloquée pendant tout l'hiver. La paix fut conclue avec l'Angleterre, le 24 mars 1550, et le traité par lequel on assura à la France la possession de pays qu'elle revendiquait, fut l'ouvrage du connétable. La ville de Boulogne ayant été rendue, le roi y entra, le 15 mai. Le connétable de Montmorency fut créé duc et pair de France, par lettres données à Nantes, au mois de juillet 1551, registrées au parlement de Paris, et à la chambre des comptes, le 4 août suivant. Il fut reçu au parlement, le 12 novembre. En 1552, il commanda l'armée de Lorraine, sous les ordres du roi. Il marcha droit à Toul, qui ouvrit ses portes, et où le roi entra, le 13. Il força l'abbaye de Gorze, et marcha sur Metz, qui reçut les Français, le 10 avril. Après cette conquête, le roi se rendit en Alsace avec son armée. Le connétable força Haguenau, soumit Weissembourg, et ramena son armée en Lorraine, où Verdun se soumit. Le connétable fit attaquer, le 22 juin, la ville d'Ivoy, qui se rendit quelques jours après. On força le château de Hume, ainsi que Chimay, Arlon et Gloyan, et l'armée se sépara, au mois de juillet. En 1553, le connétable battit, près de Doullens, un corps considérable d'Impériaux, dont 600 furent tués et 500 faits prisonniers : le duc d'Arschot, leur général, fut du nombre de ces derniers. On assiégea Cambray, le 9 septembre ; mais le connétable étant tombé malade, le roi, qui ne voulait rien faire sans son conseil, sépara l'armée, le 21 du même mois. En 1555, il fut un des ministres plénipotentiaires envoyés à Ardres et à Gravelines, pour négocier avec l'empereur une paix qui ne put se faire. Il conclut, en 1556, avec Charles V, une trêve que les Guises empêchèrent le roi d'accepter. Il s'opposa, mais inutilement, à la

guerre d'Italie, en faveur du pape Paul IV. Nommé, par pouvoir du 10 juin 1557, général de l'armée de Picardie contre les Anglais, il perdit, le 10 août de la même année, la bataille de Saint-Quentin, et y fut entièrement défait. Dans cette malheureuse journée, les vivandiers de l'armée française, effrayés par les attaques de l'ennemi, se jetèrent dans les bataillons du connétable et les mirent en désordre. Le connétable, après avoir long-temps tenu contre l'artillerie du duc de Savoie, qui tirait sur son infanterie, sentit ses forces s'épuiser, fut abattu sous son cheval, et fut fait prisonnier, tout couvert de blessures. La faveur dont jouissaient déjà les princes de la maison de Guise allant toujours croissant, le connétable, auquel cette faveur donnait beaucoup d'inquiétude, parvint à sortir de prison sur sa parole, en 1558, et revint à la cour. Il porta le roi à consentir à la paix qui fut signée au Cateau-Cambrésis, les 2 et 3 avril 1559. Il essuya, la même année, une seconde disgrâce, et les Guises s'emparèrent de toute la faveur sous François II. Le connétable se retira alors à Chantilly. La cour étant à Blois, lui et son fils se démirent de la charge de grand-maître de la maison du roi. Il fut rappelé, en 1560, et eut, en 1562, le commandement de l'armée, sous le roi de Navarre, contre le prince de Condé. Il gagna la bataille de Dreux, le 19 décembre; mais il y eut son cheval tué sous lui, et fut blessé d'un coup de pistolet au visage. Les escadrons qui l'entouraient ayant pris la fuite, il resta presque seul, et se rendit prisonnier de guerre. Il fut échangé avec le prince de Condé, qui avait également été fait prisonnier à la même bataille, et reprit le commandement de l'armée sous le roi, en 1563. Il se démit du gouvernement de Languedoc, le 12 mai de cette année, en faveur de son fils aîné. Il assiégea le Havre, et le prit par composition, le 28 juillet. Nommé, en 1567, général de l'armée que le roi opposait à celle du prince de Condé, il remporta, le 10 novembre, une victoire complète sur les protestants, près Saint-Denys. Dans cette journée, le courage du connétable ne se ressentit point de son grand âge, et on le vit combattre avec une vigueur surprenante. Blessé mortellement d'un coup

de pistolet dans les reins, il se servit encore du pommeau de son épée qu'il avait rompue dans le corps d'un cavalier, et brisa la mâchoire d'un Anglais, nommé Stuard, qui l'avait blessé. Il mourut, le surlendemain 12, des blessures qu'il avait reçues à cette bataille (1), la huitième à laquelle il s'était trouvé (2). (*Chronologie militaire, tom. I, pag. 137; manuscrits de Brienne, le président Hénaut, Histoire de France du Père Daniel, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. III et VI; Histoire du Languedoc, tome V; Histoire de M. de Thou, édition de 1734, in-4°; Histoire de la Vie du connétable de Montmorency dans les manuscrits de du Puy, à la bibliothèque du roi; sa Vie dans André Duchesne, Histoire de France, par Anquetil, tom. IV et V; Biographie universelle, ancienne et moderne, t. XXX, pag. 7; Art de vérifier les dates, t. XII, p.*36.)

DE **MONTMORENCY** (**François**, *duc*), *pair et maréchal de France*, fils aîné du connétable Anne de Montmorency qui précède, naquit le 17 juillet 1530, et eut pour parrain le roi François Ier. Il fut appelé duc de Montmorency jusqu'à sa promotion à la dignité de maréchal de France. Il fit sa première campagne sous le maréchal de Brissac, au siége de Lantz, en 1551 : cette place, située au pied des Alpes, se rendit aussitôt. Le maréchal paraissant désespérer de pouvoir réduire la citadelle bâtie sur une montagne escarpée, les princes et Montmorency mirent les premiers la main à l'œuvre avec le soldat. En moins de vingt-quatre heures, les chemins furent aplanis et les batteries dressées,

---

(1) Un cordelier, son confesseur, ayant voulu l'exhorter à la mort : « Pensez-vous, lui dit-il, que j'aie vécu près de 80 ans avec honneur, » pour ne pas savoir mourir un quart d'heure ? »

(2) Le connétable Anne de Montmorency était un homme intrépide à la cour comme aux armées, plein de grandes vertus, dont l'éclat fut obscurci par quelques défauts. Général habile, il fut souvent malheureux. Son esprit était austère, difficile et opiniâtre. Il était honnête homme, et pensait avec beaucoup d'élévation.

ce qui effraya tellement la garnison de la citadelle, qu'elle capitula. Le duc de Montmorency suivit le roi sur les frontières d'Allemagne, et servit aux siéges de Damvilliers et d'Yvoi, et à la défense de Metz, en 1552. Il prit, en 1553, le commandement dans Térouanne, après la mort d'Essey, et s'y défendit avec courage; mais, la ville étant ouverte de toutes parts, le fossé comblé, la plupart des assiégés tués ou blessés, il offrit de rendre la place. N'ayant pas pris la précaution de proposer une trève, il en resulta que, tandis que l'on discutait les conditions de la capitulation, les Allemands et les Flamands entrèrent par les brèches, saccagèrent et ruinèrent la ville : Montmorency fut fait prisonnier. A son retour en France, le roi lui donna le collier de son ordre. Pourvu du gouvernement de Paris et de l'Ile-de-France, sur la démission de Gaspard de Coligny, par provisions du 17 août 1556, il fit son entrée dans la capitale, le 25. Il combattit à la journée de Saint-Quentin, en 1557, et se trouva au siége et à la prise de Calais, en 1558. Il obtint, cette dernière année, la charge de grand-maître de France, en survivance du connétable, son père. Ambassadeur auprès d'Élisabeth, reine d'Angleterre, il reçut, en 1559, le serment de cette princesse pour l'exécution de la paix de Cateau-Cambrésis. Il se démit de la charge de grand maître, fut créé maréchal de France, le 10 octobre de cette année, et capitaine du château de Nantes. Il réprima, en 1561, les mouvements séditieux des calvinistes de l'Ile-de-France. Au siége du Havre, en 1563, il commanda sous le roi et le connétable : la ville ayant capitulé, le 28 juillet, le maréchal de Montmorency porta la capitulation au roi. A la bataille de Saint-Denys, en 1567, il tailla en pièces une partie de la cavalerie du prince de Condé. Il fut reçu pair de France, au parlement de Paris, le 17 novembre, après la mort de son père. Il conclut, en 1572, au nom du roi, une ligue défensive avec la reine Élisabeth, qui lui donna l'ordre de la Jarretière. Soupçonné de quelques intelligences avec le duc d'Alençon et le roi de Navarre, que quelques séditieux avaient résolu d'enlever de la cour, le maréchal de Mont-

morency fut arrêté et mis à la Bastille, le 4 mai 1574. Le roi le remit en liberté, au mois d'avril 1575, et, par lettres-patentes entérinées au parlement de Paris, le 7 du même mois, annula son emprisonnement, et rendit justice à son innocence. François de Montmorency, après avoir signalé sa vie par plusieurs actions dignes d'un héros, mourut d'apoplexie dans son château d'Écouen, le 6 mai 1579, à l'âge de 49 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 286; *Dupleix*, *de Thou*, *Histoire du Languedoc*, *Mézeray*, *le Père Daniel*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Dictionnaire des maréchaussées*, *l'abbé le Gendre*, *Moréri*, *Additions aux Mémoires de Castelnau*, *Histoire de la maison de Montmorency*, *Journal d'Henri III*, *Davila*, *d'Aubigné*, *la Popelinière*, *Art de vérifier les dates*, *tom. XII*, *pag.* 43.)

DE MONTMORENCY (Henri Ier, *duc*), *pair et connétable de France*, second fils du connétable Anne de Montmorency, naquit à Chantilly, le 15 juin 1534. Il porta d'abord le nom de comte de Damville, et fut connu, depuis 1566, sous celui de maréchal de Damville. Il succéda à François, son frère aîné, dans le duché de Montmorency, et prit le nom de maréchal de Montmorency, le 6 mai 1579. On le pourvut du gouvernement de la ville et du château de Caen, en 1551. Il se distingua à la défense de Metz, en 1552. Étant passé en Piémont, en 1555, il y servit comme commandant de la cavalerie, se comporta avec la plus grande bravoure au combat du pont de Sture, et y mérita les éloges du maréchal de Brissac. Il se signala encore, le 13 août 1557, au combat d'Avesne. Il reçut, la même année, la décoration de l'ordre de Saint-Michel. Il combattit, le 10 août, à la bataille de Saint-Quentin, et y fut fait prisonnier. En 1560, on le nomma colonel-général de la cavalerie delà les monts, en l'absence du colonel-général. En 1561, il accompagna la reine Marie en Écosse, et revint, la même année, en France. Il se trouva, le 19 décembre 1562, à la bataille de Dreux, et s'y engagea tellement dans la mêlée, qu'il courait le risque d'y être tué, si un gen-

darme de sa compagnie ne lui eût promptement donné son cheval, et ne l'eût dégagé. Dans cette même journée, le comte de Damville fit prisonnier Louis I, prince de Condé, qui fut par la suite échangé avec le connétable de Montmorency, père de Damville, pris à la même bataille. Le comte de Damville fut pourvu du gouvernement de Languedoc, sur la démission de son père, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 12 mai 1563 (1). Il fit son entrée à Toulouse, le 16 octobre, et prêta serment au parlement de cette province, le même jour. La pacification de la province attira à Damville les applaudissements de la cour; mais, en même temps, elle aigrit contre lui les protestants, qui, pour se venger, travaillèrent à rendre sa fidélité suspecte au roi; mais le monarque, jugeant que tous les chefs d'accusation avaient été dictés par des passions haineuses, n'en continua pas moins d'accorder sa confiance au comte de Damville. En 1564, Charles IX, ayant résolu de faire un voyage dans les provinces de son royaume, et surtout en Languedoc, Damville s'avança jusqu'à Avignon pour recevoir le roi, qui y fit son entrée le 24 septembre. Il quitta le roi pour aller présider les états qui se tinrent le 21 octobre. Il fut fait maréchal de France, le 10 février 1566. En 1567, il commanda l'armée contre le prince de Condé, sous le connétable, son père, et sous François de Montmorency, son frère aîné. Il dégagea le connétable, le 10 novembre, à la journée de Saint-Denys. Il se démit, la même année, en faveur de Guillaume de Montmorency-Thoré, son frère, de la charge de colonel-général de la cavalerie delà les monts. En 1569, il eut le commandement-général des troupes en Languedoc, Provence, Dauphiné et Guienne. Arrivé dans cette dernière province, il se brouilla avec Montluc, et lui

(1) L'*Histoire du Languedoc*, tom. V, pag. 253, le qualifie, dans ses provisions, chevalier de l'ordre du roi, capitaine de 100 gentilhommes d'armes des ordonnances du roi, et colonel des chevau-légers delà les monts.

prêta cependant les 10 compagnies du Languedoc commandées par Savignac. Ils firent de concert le siége du Mont-de-Marsan, et prirent le château par escalade. Après cette prise, Montmorency retira ses troupes et retourna dans son gouvernement. Il fit le siége de Fiac, qui se rendit à discrétion. le 15 août. Il alla ensuite assiéger Mazères, au comté de Foix, et battit la place avec 14 pièces de canon. La garnison soutint l'assaut avec fureur, et 40 capitaines des assiégeants furent blessés; la ville capitula cependant le 18 octobre. En 1570, le maréchal, qui jusque-là n'avait pu s'opposer aux ravages de l'armée des princes, se mit en campagne, dès qu'il eut reçu un renfort d'infanterie et de cavalerie. Il suivit de près les protestants, les harcela, et défit, aux environs de Montpellier, 3 de leurs enseignes et quelques cornettes. Il détacha une partie de la garnison de Montpellier pour se jeter dans la ville de Lunel, assiégée par l'amiral de Coligny, qui se retira. L'armée protestante s'avançant vers le Rhône, et paraissant vouloir en tenter le passage, le maréchal de Damville se porta en toute hâte vers Avignon, où il arriva, le 23 avril. Il détacha, le lendemain, un de ses capitaines, qui surprit un corps des ennemis, à Pujault, en tua plusieurs, enleva quelques prisonniers et 100 chevaux. Pendant ce temps, le maréchal de Damville côtoyait la rive gauche du Rhône, pour empêcher le passage des calvinistes. Il repassa ce fleuve, le 12 mai, défit 2 cornettes de cavalerie, et 8 enseignes d'infanterie. Ces troupes ayant reparu le lendemain, il les battit une seconde fois, et continua de suivre l'armée protestante jusque sur les frontières du Forez. De retour à Avignon, le 27 mai, il soumit la ville de Saint-Gilles, le 2 juin, après trois jours d'attaque. Il emporta de vive force la tour du pont et des moulins de Lunel, que les ennemis occupaient. Il prit d'assaut le château de Bellegarde, le 8 : la paix fut publiée le 17 août suivant. Les troubles ayant recommencé dans le Languedoc, en 1572, le maréchal eut ordre de s'y rendre pour y remédier. Il arriva, le 20 octobre; tenta inutilement de s'emparer d'Uzès, prit Saint-Geny, et se

prépara à soumettre toutes les villes rebelles. En 1573, il partit de Beaucaire à la tête de ses troupes, se rendit maître de Lunel-Viel, de Teissargues, et enleva d'assaut le château de Cauvisson, ainsi que Leques et Montpesat. Il investit, le 11 février, Sommières, qui capitula, le 9 avril, après 4 assauts. Il soumit Quisac, Pont, et Beaufort. Il accorda une suspension d'armes d'un mois aux religionnaires de Nîmes, et prorogea la trève jusqu'au 20 octobre, à condition qu'on lui rendrait Florensac et Pommeyrols : cette condition n'ayant point été remplie, il assiégea et prit cette dernière place. Il fit avec les protestants, le 29 mai 1574, une trève que le parlement de Toulouse cassa par arrêt du 19 juin. Le roi, mécontent du maréchal, voulut le faire arrêter, et lui ôta le commandement du Languedoc. Après la mort de Charles IX, la reine Catherine de Médicis, régente en l'absence de Henri III, permit au maréchal de Damville de se retirer; mais il ne profita point de cette offre; et, en attendant qu'il pût justifier sa conduite, il s'assura de Beaucaire, de Montpellier, de Lunel et de Pézenas. Il alla ensuite à Turin au-devant de Henri III, pour prendre les ordres de ce monarque. Congédié, avec une réponse ambiguë, il retourna en Languedoc, y signa un traité de confédération avec les protestants, et devint le chef du parti surnommé *des politiques*. Henri III lui fit ordonner de remettre toutes les villes du Languedoc dont il était le maître. Damville, par un manifeste, rendit compte de ses bonnes intentions pour la paix, et cependant il assembla une armée, fit construire une citadelle à Montpellier et une à Lunel, fortifia les villes de Beaucaire et de Nîmes, et prit Saint-Gilles, le 8 décembre. L'union du maréchal avec les protestants fut confirmée de nouveau, en 1575, dans une assemblée tenue à Nîmes, et où, de concert avec les politiques, on se promit sous serment de se soutenir mutuellement. La haine que Damville portait à la maison de Guise fit naître et entretint long-temps cette union d'autant plus bizarre, que Damville était au fond bon catholique, et que la jalousie seule le faisait agir. Il s'assura d'Aigues-Mortes et prit par assaut le château de Bailargues. Il s'empara d'Alais et de son châ-

teau, par composition, le 2 avril; du château de Ville-Vieille, à la fin de juin, et de la ville d'Aimargues, au mois d'août. Pendant ce temps, il assiégeait Sommières; mais le duc d'Uzès s'avança pour la combattre, le 17 septembre. Le maréchal perdit d'abord 2 capitaines et 60 soldats, et repoussa enfin le duc, qui se retira. Le lendemain, le duc reparut près de Sommières, et le maréchal, qui l'attaqua à son tour, fut battu. Damville reprit bientôt après le siége de Sommières, qui se rendit le 15 octobre. Les progrès du maréchal dans les diocèses d'Agde et de Béziers furent plus considérables et plus rapides. Il s'en rendit maître dans les derniers jours de décembre, autant par ses manières insinuantes que par la force, et soumit presque tout le pays à son obéissance, excepté les villes d'Agde, de Pézenas et de Béziers. Pendant ces hostilités, la reine avait négocié, et était convenue d'une trève de six mois, que le maréchal eut ordre de faire publier dans la province. N'ayant pas jugé à propos de l'accepter d'abord, il envoya en cour, le 10 janvier 1576, des députés catholiques et protestants, pour y traiter de la paix. Il continua cependant ses conquêtes, prit plusieurs places aux environs de Béziers; et, après avoir soumis Gignac, Clermont-Lodève et 60 autres villes, bourgs et villages, il mit le siége devant Frontignan. Il emporta d'assaut Pouzols, et revint à Montpellier, le 2 février. Il en partit, au mois de mai, et se rendit maître de Loupian, de Valeros et de Puymisson. Il se préparait à assiéger Pézenas, lorsqu'il reçut le nouvel édit de pacification, publié à Paris, le 14 mai. Rétabli par un édit particulier dans la jouissance de ses gouvernements, charges, états et biens, et déclaré innocent, il mit de bonnes garnisons dans les villes de sûreté que le roi lui avait accordées, et ne retint auprès de lui qu'un petit nombre de troupes avec lesquelles il visita les places de son gouvernement : la paix fut de peu de durée. Du consentement du roi, la ville du Pont-Saint-Esprit fut enlevée au maréchal, par une surprise qui l'irrita. Les religionnaires reprirent alors les armes. La cour cependant travaillait à détacher le maréchal du parti des protestants; et, comme il disposait du Languedoc en souverain,

on sentait de quelle conséquence il était d'ôter cet appui aux factieux de la province. Les états-généraux assemblés à Blois, en 1577, envoyèrent au maréchal des députés chargés d'agir auprès de lui pour l'engager à rompre avec les calvinistes et avec les politiques. Ils étaient porteurs d'un brevet du roi, par lequel la personne, les biens, les dignités du maréchal étaient mis sous sa protection et sa sauvegarde, sous la garantie, la foi et l'honneur des princes et des grands du royaume. Des avances et des propositions aussi flatteuses pour le maréchal de Damville, inspirèrent de l'ombrage aux protestants, qui recommencèrent leurs hostilités. Le roi offrit encore au maréchal le marquisat de Saluces pour sa retraite, et pour en jouir à foi et hommage, en donnant la démission de son gouvernement. Ces offres ne furent pas du goût du maréchal, qui se ligua de nouveau avec les calvinistes, le 6 avril; mais cette nouvelle confédération ne subsista pas long-temps, parce que le maréchal reconnut bientôt que les protestants se proposaient d'établir dans la province une espèce de république. Il conclut sa réconciliation avec le roi, le 21 mai. On le vit bientôt après, à la tête d'une armée, assiéger Thesan, à la fin du mois de mai. Cette place, après un assaut, fut abandonnée par le commandant, qui se retira à Cessenon. Le maréchal l'y suivit, et l'obligea à capituler. Il investit ensuite Montpellier, le 9 juin. Les assiégés ayant fait une sortie dans les premiers jours de juillet, Damville enveloppa le détachement, le passa au fil de l'épée, et fit pendre 3 capitaines faits prisonniers de guerre. La ville ayant été serrée de près, personne ne put en sortir pour faire les récoltes, et l'armée du maréchal en profita. Les protestants armèrent pour secourir Montpellier, et il se donna sous les murs de cette ville un sanglant combat, qui ne finit qu'avec la nuit. Le maréchal se préparait à en livrer un second, le 1er octobre; mais le nouvel édit de pacification qu'on lui apporta, ne le lui permit pas. Le roi aurait bien souhaité que le maréchal eût accepté le marquisat de Saluces, et eût cédé son gouvernement de Languedoc. Il le fit de nouveau presser à ce sujet; mais, désespérant de l'y faire consentir, et ne vou-

lant pas l'y forcer, il se détermina à le lui laisser, et lui envoya même des lettres datées du 25 novembre, qui l'y confirmaient. En 1578, malgré l'édit de pacification, les hostilités continuèrent dans la province. Les religionnaires assiégèrent et prirent des places, et les catholiques usèrent de représailles. Le maréchal remit sous l'obéissance du roi la ville et le château de Beaucaire, au mois de septembre. Il devint, le 6 mai 1579, duc de Montmorency, par la mort de son frère aîné, et prit alors le titre de maréchal de Montmorency. Il se donna des soins infinis pour rendre le calme au Languedoc; mais les esprits, aigris depuis long-temps, et nourris dans une défiance réciproque, avaient de la peine à se contenir. Les voies d'insinuation et d'autorité ne lui réussissant point, le maréchal de Montmorency eut recours aux armes, pour se faire restituer les places envahies par les infracteurs de l'édit. Il reprit Saint-Thibery, le 27 octobre. Le château de Caux lui fut abandonné aussitôt qu'il parut. Il allait assiéger Cabrières, lorsque le roi de Navarre l'invita à une conférence, qu'il accepta sous le bon plaisir du roi. On devait y traiter des moyens propres à rendre la paix au Languedoc; mais, après avoir beaucoup négocié, on ne termina rien. En 1584, la mésintelligence qui survint entre les maréchaux de Montmorency et de Joyeuse occasiona de nouvelles violences. A la faveur de cette division, les catholiques et les religionnaires continuèrent leurs entreprises les uns contre les autres. Montmorency résolut de se venger de Joyeuse, qui, fier de la faveur dont son fils jouissait auprès de Henri III, paraissait vouloir enlever au maréchal son gouvernement du Languedoc. Il assembla son armée, et assiégea Clermont de Lodève. Joyeuse y fit entrer quelques troupes, le 4 novembre; mais le duc de Montmorency fit canonner l'église et les murailles, et la ville capitula. Il se préparait à assiéger Cessenon, que le maréchal de Joyeuse avait surpris, lorsqu'il reçut ordre de se réconcilier avec le maréchal. Après leur réconciliation, ils concoururent à la pacification de la province : elle était alors désolée par une troupe de brigands que la licence des guerres avait en-

fantés, et qui occupaient plusieurs châteaux. Le duc de Montmorency en remit une bonne partie sous l'obéissance du roi, en 1585. La ligue, dont les forces croissaient tous les jours, rompit bientôt la bonne intelligence qui paraissait régner entre le duc de Joyeuse et le maréchal de Montmorency : ce dernier haïssait les Guises et condamnait la ligue. Instruit des desseins de ses ennemis par le roi lui-même, il fortifia plusieurs places, et entr'autres les villes de Béziers, de Montpellier et de Nîmes. Il convoqua, le 4 mai, le ban et l'arrière-ban de la province avec ordre de se trouver à Paris, le 20; et, en même temps, il défendit de faire aucune levée sans la permission du roi. Henri III, peu d'accord avec lui-même, entraîné d'ailleurs par les circonstances et par sa propre faiblesse, se joignit enfin aux ligueurs. Ce prince fit plus : il pressa Montmorency d'embrasser le parti de la ligue; et, sur le refus du maréchal, il menaça de le dépouiller de son gouvernement. Peu intimidé de ces menaces, Montmorency s'unit, le 10 août, avec le roi de Navarre et le prince de Condé contre les Guises et la ligue. Il ne pensa alors qu'à s'attacher les villes de la province, et à lever des troupes. Pendant que le Haut-Languedoc reconnaissait Joyeuse, Montmorency s'étendait depuis Narbonne jusqu'au Rhône. Il leva 100 compagnies d'infanterie, et leur ordonna de se rendre à Pézenas, pour le 20 septembre. Il réduisit la ville de Saint-Pons de Tomières, y mit garnison, et y fit construire une citadelle. Lodève refusant de lui obéir, il l'assiégea et la prit par composition, le 18 octobre. Lunas capitula, le 31 du même mois. Il soumit Saint-Marcel, Villepassans, Montjoire, Agel, Maillac, Aiguesvives, Mirepeisset et Bise. Il se rendit maître de Pepieux, le 2 janvier 1586; de Peyriac et de Trousse, de Gaujac et de son château, du village d'Angles et de Saint-Geniès, qu'il prit à discrétion. Il s'empara de Tresque, le 29 mars, et de Villeneuve d'Avignon. Il passa le Rhône, le 27 juin, et fit le dégât aux environs d'Arles et de Tarascon. Arles lui remit le château de la Motte sur le Rhône. Il prit possession de Saint-Alexandre et de Saint-Estève, abandonnés par les

ligueurs. En 1587, il donna rendez-vous à ses troupes à Castres, pour le 28 octobre. Son dessein était de secourir Brugairolles, petite ville fortifiée, assiégée par les ligueurs; mais il se contenta de la ravitailler, et elle ne se rendit qu'après une défense de cinq mois. Il reprit, au commencement de mai 1588, Sainte-Anastasie, que les ligueurs avaient surprise, et où ils n'avaient point eu le temps de se fortifier. Il fit encore quelques autres conquêtes. En 1589, la mort du duc de Guise remit le duc de Montmorency dans les bonnes grâces du roi, qui le confirma dans le gouvernement du Languedoc, et lui en donna le commandement, à l'exclusion de *tous autres*, par lettres-patentes signées à Blois, le 2 mars. Ces lettres, qui sont une apologie de la conduite précédente du duc, furent enregistrées, le 30 mai suivant, à la cour des aides du Languedoc, et au parlement de Toulouse, le 15 juin. Le maréchal de Montmorency bloquait Narbonne, lorsqu'il apprit la mort tragique de Henri III. Ce funeste événement le détermina à conclure, le 31 août, une trève de quatre mois avec le duc de Joyeuse. Henri IV, instruit que le maréchal de Montmorency conservait la haine qu'il avait portée à la ligue, lui donna, en 1590, l'armée du Languedoc à commander, et lui promit, pour se l'attacher plus fortement, l'épée de connétable. Le maréchal ne fit rien de considérable dans cette année. En 1591, le gouverneur de la Provence ayant entrepris de faire lever le siége de Berre, formé par le duc de Savoie, Montmorency marcha en Provence, et secourut le gouverneur. De retour en Languedoc, il s'approcha de Carcassonne, dans le dessein de ravitailler cette place que Joyeuse tâchait d'affamer. Pour faire diversion, il assiégea Azillanet; et Joyeuse, étant accouru au secours de cette place, qu'il lui était important de conserver, fut arrêté dans sa marche par 500 arquebusiers postés dans une église de l'autre côté du chemin. Montmorency laissant alors assez de troupes pour continuer le siége, vint au-devant de Joyeuse, et lui livra un combat qui dura trois heures. Joyeuse ne put forcer le passage, et se retira : Azillanet capitula. Le duc de Mont-

morency eut encore quelques avantages sur les ligueurs, et leur prit plusieurs places, en 1592. Ayant reçu, en 1593, une lettre par laquelle Henri IV lui apprenait sa conversion, il se hâta de faire part de cette heureuse nouvelle aux états de la partie de la province restée fidèle au roi. Henri IV le rappela à la cour; mais, avant son départ, le maréchal travailla à pacifier les troubles de la Provence et du Dauphiné, et prolongea, avec les ligueurs, la trève conclue entr'eux et lui, et qui devait finir le dernier jour de cette année. Il fit nommer pour lieutenant-général de la province, pendant son absence, le duc de Ventadour, son neveu, et se rendit auprès de Henri IV, qui le fit connétable, par provisions données à Vernon, le 8 décembre. Il eut, en 1595, le commandement de l'armée du Lyonnais. Étant parti de Pézenas, le 23 juillet, avec 400 hommes d'infanterie et 400 chevaux, il fondit dans le Lyonnais, la Bresse et le Dauphiné, en chassa tout ce que les ducs de Savoie et de Nemours y avaient laissé de troupes; prit Vienne et Monluel, et joignit ensuite le roi en Bourgogne. Il prêta serment au roi comme connétable, à Dijon, le 2 juillet 1595. Il fut reçu au parlement de Paris, comme pair de France, le 14 novembre. Il fit enregistrer ses lettres de connétable à la connétablie et au parlement, le 21 du même mois. On le reçut chevalier du Saint-Esprit, le 5 janvier 1597. Il eut ensuite le commandement de l'armée, sous le roi, pour le siége d'Amiens. En 1598, il eut le commandement de l'armée de Picardie. La paix s'étant faite cette année, il se retira en Languedoc, et mourut à Agde, le 2 avril 1614, à l'âge de 79 ans. (*Chronologie militaire, tom. I, page* 146; *Histoire du Languedoc, tom. V; Histoire de M. de Thou, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, le président Hénaut, Histoire de France du Père Daniel, sa Vie écrite par André Duchêne; Histoire de la maison de Montmorency, Histoire de France par Anquetil, tom. V; Art de vérifier les dates, t. XII, pag.* 45; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXX, pag.* 12.)

DE MONTMORENCY (Henri, IIe du nom, *duc*), *pair et maréchal de France*, et fils du connétable Henri Ier de Montmorency qui précède, naquit à Chantilly, le 30 avril 1595, et eut pour parrain, environ deux ans après sa naissance, le roi Henri IV, qui depuis ne l'appelait plus que son fils (1). Ce prince voulut que, dès l'âge de treize ans, le jeune de Montmorency fût reçu gouverneur du Languedoc, en survivance du connétable, son père. Ses provisions, datées du 27 janvier 1597, furent registrées au parlement de Toulouse, le 19 juin 1598. Il fut fait gouverneur de Narbonne, sur la démission du maréchal de Joyeuse, par provisions du 9 mars 1599. Louis XIII le créa amiral de France et de Bretagne, sur la démission du duc de Damville (oncle du duc de Montmorency), par provisions du 17 janvier 1612, registrées le 12 juillet suivant, au parlement de Paris, où on le reçut le même jour. Il obtint la charge de vice-roi de la Nouvelle-France (Canada), à la mort du comte de Soissons, par provisions du 6 novembre 1612. Devenu duc de Montmorency, pair de France, sur la démission de son père, en date du 6 juillet 1613, acceptée par lettres-patentes du 29, on le reçut au parlement, le 8 août. Il prit alors l'administration du gouvernement de Languedoc. Le vicomte de Lanat s'étant emparé, en 1616, de Lombers, au diocèse d'Alby, le duc de Montmorency assiégea aussitôt cette ville, d'où le vicomte sortit par composition. Andredieu, gentilhomme calviniste, se saisit, au commencement de mars 1617, du château de Grezes dans

(1) Montmorency se montra digne de cet honneur par les belles qualités de corps et d'esprit qui en firent un seigneur accompli. Henri IV, le montrant un jour à MM. de Villeroy et Jeannin, leur dit : « Voyez » mon fils Montmorency, comme il est bien fait ; si jamais la maison de » Bourbon venait à manquer, il n'y a pas de famille dans l'Europe qui » méritât si bien la couronne de France que la sienne, dont les grands » hommes l'ont toujours soutenue et même augmentée au prix de leur » sang. » La reine Marguerite de Valois disait aussi que, s'il eût plu au ciel de lui donner un fils, elle n'eût jamais rien tant souhaité que de le voir ressembler au duc de Montmorency.

le Gévaudan. Un second gentilhomme, nommé du Broutet, s'assura du fort de Brescou, d'où il infestait toute la côte; et enfin, Saint-Amand d'Assas avait assemblé 900 hommes aux environs de Saint-Pons. Montmorency dissipa la troupe de Saint-Amand. Il détacha, en même temps, ses lieutenants, qui contraignirent Andredieu de se retirer, et du Broutet, de remettre le fort de Brescou. Le duc de Montmorency reçut le collier des ordres du roi, le 31 décembre 1619. En 1620, des intrigues et des troubles, dont la religion était le prétexte, agitaient la cour et déchiraient le royaume. Le duc de Montmorency réprima, au mois de juillet, les calvinistes qui remuaient à Privas, et soumit, le 6 mars 1621, Villeneuve de Berg que menaçait Châtillon. Les habitants de Vals ayant refusé de recevoir un régiment qu'il envoyait en quartier, le duc s'avança vers cette ville, à la tête de 3000 hommes de pied et de 500 chevaux. Une troupe de calvinistes enveloppa un de ses maréchaux-de-camp, déjà dangereusement blessé, en allant reconnaître la place; mais le duc de Montmorency se jeta dans la mêlée, chargea cet officier sur ses épaules, et le ramena au camp : dès que les batteries eurent commencé à jouer, Vals capitula. Il assiégea ensuite Vallons, qu'il prit après un assaut; battit Brison, qui leva le siége de Serviez, lui tua 100 hommes, et lui prit le seul canon qu'il avait. Il enleva Marguerittе, à une lieue de Nîmes, le 2 juillet; força, le 10 août, le château de Cournon-Terrail, et conduisit, sur la fin de septembre, au siége de Montauban, 6 régiments d'infanterie, 500 chevaux et 100 gentilshommes volontaires. Il assiégea Lunas, le 6 février 1622 : cette place se rendit le 9. Le fort de Graissesac, Fougères et Soumattre capitulèrent ensuite. Il soumit Cournon-Sec, le 17 avril, et ravagea les environs de Montpellier, le 9 juin. 300 de ses soldats, déguisés en moissonneurs, et conduisant des chariots qui cachaient de l'artillerie, attirèrent dans une embuscade 500 hommes sortis de Montpellier : 150 de ces derniers périrent, et les autres furent blessés ou faits prisonniers. Il joignit le roi avec son corps d'armée, le 13 juillet, à Alzonne. Après avoir re-

çu la soumission de Gignac, de Villeneuve, d'Argentières, de Pignan, de Montferrier et d'Alsas, il investit, sur la fin de juillet, sous les ordres de M. le prince de Condé, la ville de Maugino, qui se rendit presque aussitôt. Massillargues capitula le 3 août. Le duc de Montmorency reçut deux blessures au siége de Montpellier, qui se rendit le 19 octobre. Il se démit, au mois de mai 1625, de la vice-royauté du Canada. Commandant la flotte que les Hollandais envoyaient à Louis XIII, pour servir contre les Rochelois, il détacha 6 vaisseaux, pour soutenir la Rochefoucauld, Saint-Luc et Toiras, qui descendaient dans l'île de Ré. Il attaqua la flotte de M. de Soubise, le 15 septembre, dans la Fosse de l'Oye, et obligea les plus grands vaisseaux de s'échouer. Ils se relevèrent avec la marée; mais il les poursuivit si vivement, qu'il en prit 9 des plus gros. Les rebelles mirent le feu aux poudres, et 2 vaisseaux ayant sauté, les Rochelois qui les montaient y périrent avec les royalistes, qui s'étaient jetés sur le premier pont. Le fort de Saint-Martin se rendit, le 18, et celui de l'île d'Oleron, le 20. Le duc de Montmorency se démit, au mois de décembre 1626, de la charge d'amiral de France qu'on supprima; mais qui fut rétablie aussitôt sous le titre de surintendance de la marine, en faveur du cardinal de Richelieu. Il commanda l'armée du Bas-Languedoc, de 1627 à 1629, en l'absence du prince de Condé, par pouvoir donné au camp de l'Estrées, le 16 octobre 1627. Il combattit, le 3 novembre suivant, le duc de Rohan entre Souillanet et Souilles, près de Saint-Papoul; lui tua 120 hommes, 8 de ses meilleurs officiers et 15 de ses gendarmes. Il prit, le 12, le château de Montmaur. Il servit sous M. le prince de Condé, au siége de Pamiers, commencé, le 6 mars 1628. Le gouverneur et la plus grande partie de la garnison abandonnèrent la place, le 10, le prince n'ayant voulu les recevoir qu'à discrétion. Nommé mestre-de-camp du régiment de Languedoc, lors de son rétablissement, par commission du 2 avril 1628, il emporta d'assaut Chomeiras, dans le Vivarais, le 20 mai, et défit, le même jour, 600 calvinistes qui étaient sortis de Priva

pour secourir cette place. Il soumit le château de Grenoux, et ruina celui de Mauras. Il assiégea le Poussin, sur le Rhône, fortifié de 4 bastions : ce fort capitula le 3 juin. Mirabel, investi le 10, se rendit le 15. Il marcha au secours de Vesenobre; mais, cette place ayant été emportée avant qu'il arrivât, il se retira à Beaucaire, et s'y prépara à ravager les environs de Nîmes. Il commença le dégât, le 15 juillet, et força le bourg Saint-Geniès, où l'on tua ou prit 100 hommes. 400 calvinistes étant sortis, le 18, de Montpezat, Montmorency les chargea, les poussa jusque dans Clarensac, où ses troupes entrèrent avec eux, s'emparèrent du bourg, tuèrent 100 hommes, en prirent 100, sans que le duc de Rohan, posté à un quart de lieue avec 6000 hommes, fît aucun mouvement. Le prince de Condé et le duc de Montmorency s'étant réunis, obligèrent le duc de Rohan de lever le siége de Creisseil, le 11 septembre, d'abandonner le pont de Camarès, le 13, et de se retirer dans les Cévennes. Le duc de Montmorency se sépara du prince de Condé, et prit à discrétion le grand Gallargues, le 11 octobre. Il prit sur les calvinistes le château de Lunas, le 26 février 1629; brûla les moulins de Nîmes, malgré le duc de Rohan qui était dans la place avec son armée; prit 3 forts aux environs, et entreprit le siége de Soyon, que le gouverneur lui remit. Il alla joindre le roi à Valence, où ce monarque arriva, le 8 mai. Au siége d'Alais, il attaqua, le 9 juin, un petit fort qu'il emporta : il y fut blessé d'un coup de pierre. Le duc de Montmorency présenta au roi, à Bessouse, le 5 juin, les députés de Nîmes, qui implorèrent sa clémence. Ce prince accorda la paix aux calvinistes par le traité du 27. Montmorency suivit le cardinal de Richelieu, qui partit de Paris, le 29 décembre, pour aller commander l'armée d'Italie. Il se démit, en 1630, du régiment du Languedoc. Il se rendit à Saint-Jean-de-Maurienne, auprès du roi, qui lui donna le commandement de l'armée du Piémont. Montmorency, ayant repassé les monts, conduisit 10,000 hommes, avec le marquis d'Effiat, pour renforcer les troupes du maréchal de la Force, campé à Javennes. Ils en étaient à une lieue et

demie, lorsqu'ils rencontrèrent le prince de Piémont, qui les attendait à Veillane avec 18,000 hommes, dans le dessein d'empêcher la jonction des deux armées. Le prince de Piémont attaqua, le 10 juillet, l'arrière-garde française par l'endroit où elle était le plus faible. Déjà le régiment de Picardie succombait, quand Montmorency, se mettant à la tête de quelques escadrons, chargea si brusquement les ennemis, qu'ils prirent la fuite. Avec 260 gendarmes, il soutint le marquis d'Effiat, et tous deux taillèrent en pièces 600 cavaliers commandés par le prince Doria. Le prince de Piémont perdit un grand nombre de soldats tués, 600 prisonniers et 17 drapeaux (1). Montmorency et d'Effiat étant parvenus après cette brillante action à se réunir au maréchal de la Force, les 3 généraux s'avancèrent jusqu'à Massé, dont le château capitula, le 15 juillet. Saluces envoya des députés pour capituler; mais, pendant que l'on traitait avec eux, 500 hommes appartenant au duc de Savoie y entrèrent. Les députés à leur retour trouvèrent les portes fermées, et on tira sur eux, ainsi que sur les Français qui les conduisaient. Cependant les batteries ayant été dressées, la ville se rendit, le 20, et le château, le 21. Le fort Saint-Pierre, le château de Bresol, et toute la vallée se soumirent. On força, le 6 août, une redoute des ennemis au bout du pont de Carignan; et, dans ce combat, qui fut vif, dom Martin d'Arragon demeura prisonnier. Une trève fut conclue, le 4 septembre, et le duc de Montmorency revint à Lyon. Le roi le créa maréchal de France, par état donné à Saint-Germain-en-Laye, le 11 décembre (2). Marie de Médicis, contrainte de céder au crédit d'un ministre qui lui devait son élé-

---

(1) Le combat de Veillane fut un des plus beaux faits d'armes de la guerre de cette époque, et Louis XIII en félicita le duc de Montmorency en ces termes : « Je me sens obligé envers vous, autant qu'un roi » le puisse être. »

(2) On assure qu'en présentant le bâton de maréchal de France au duc de Montmorency, le roi lui dit : « Acceptez-le, mon cousin; vous » l'honorerez, plus que vous n'en serez illustré. »

vallon, était allé chercher une retraite chez l'étranger. Gaston, frère du roi, touché des disgrâces de sa mère, et personnellement aigri par le ressentiment de plus d'un affront, était aussi sorti du royaume. Il y rentra les armes à la main, en 1632, et tenta une irruption dans le Languedoc et le Roussillon, avec les Espagnols qu'il avait décidés à prendre son parti. Quoique le duc de Montmorency eût également à se plaindre du cardinal de Richelieu, il n'écouta pas d'abord son ressentiment, et se transporta sur les frontières de son gouvernement, pour mettre en sûreté les places fortes qui pouvaient être attaquées. Cependant les ennemis du cardinal faisant revivre tous les griefs que le maréchal avait contre ce ministre, Montmorency crut pouvoir servir la mère et le frère contre le cardinal de Richelieu, sans blesser la fidélité due au roi. Il reçut Gaston dans son gouvernement, et aussitôt une partie de la province se déclara pour ce prince. Le roi, mécontent, envoya en Languedoc le maréchal de Schomberg, qui prit sur lui de proposer un accommodement. Montmorency, qui mettait toute confiance dans sa seule bravoure, répondit : « On parlementera après la bataille. » Les deux armées se rencontrèrent à Castelnaudary, le 1er septembre. Le maréchal de Montmorency, à la tête de 100 chevaux, s'avança jusqu'à trente pas de l'aile gauche de l'armée du roi; mais l'infanterie, mise en embuscade par Schomberg, fit une rude décharge, et mit en fuite cet escadron. Montmorency, qui avait reçu un coup de mousquet à la gorge, entre en fureur, et, poussant son cheval, il franchit un fossé, accompagné seulement de cinq personnes. Il tue d'un coup de pistolet un soldat qui venait de tirer sur lui; d'un autre coup, il blesse un capitaine de chevau-légers : celui-ci lui porte un coup de pistolet, qui lui perce la joue droite, et lui casse trois dents. Montmorency, emporté par sa valeur et sa colère, se jette au milieu des troupes du roi, tue ou blesse tout ce qu'il rencontre; mais il reçoit lui-même tant de blessures, que déjà il ne pouvait presque plus avancer, lorsque son cheval, percé de plusieurs coups, s'abattit sous lui. Au même mo-

ment, un autre cheval se renverse sur le sien, et le maréchal, ne pouvant se débarrasser, s'écrie : « A moi, Montmorency! » Dans cet état, et couvert de 17 blessures, il tomba au pouvoir de Schomberg, qui le fit conduire à Castelnaudary. On le transféra ensuite à Toulouse, où le parlement eut ordre d'instruire son procès. Le maréchal de Montmorency était universellement aimé; aussi vit-on toute la cour, les princes et les grands du royaume se jeter aux pieds du roi, et demander sa grâce. Louis XIII fut inflexible, et le cardinal de Richelieu, qui pouvait sauver le maréchal, demeura inexorable. Le maréchal fut décapité, le 30 octobre 1632, dans l'Hôtel-de-Ville de Toulouse. Il reçut le coup fatal en héros chrétien, après avoir dit au bourreau, d'une voix haute : « Frappe hardiment. » Il était alors âgé de 38 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 479; *Histoire du Languedoc, Histoire de Louis XIII, par le Père Griffet; Histoire de Louis XIII, par le Vassor; l'abbé le Gendre, le Père d'Avrigny, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Bauclas, Bassompierre, Moréri, Mercure français, Histoire de France, par Anquetil, tom. VI et VII; Art de vérifier les dates, tome XII, pag.* 7; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXX, pag.* 14.)

DE MONTMORENCY (Charles), *duc de Damville, pair de France, colonel-général des Suisses et Grisons*, et parent des précédents, fut d'abord connu sous le nom de baron de Méru. Il fit ses premières armes en 1557; combattit, le 10 août, à Saint-Quentin, et y fut fait prisonnier. Il se trouva à la bataille de Dreux, le 19 décembre 1562. Charles IX le pourvut de la lieutenance-génerale du gouvernement de Paris et de l'Ile-de-France, par provisions données à Amboise, le 19 mars 1563. Il commanda à Paris jusqu'au mois de janvier 1564, époque à laquelle il se démit de cette charge. A la bataille de Saint-Denis, le 10 novembre 1567, il combattit avec la plus grande valeur, à la tête des Suisses, que les ennemis ne purent faire plier. Nommé colonel-général des troupes de cette nation, par

commission du 20 janvier 1568, il combattit à leur tête, à la bataille de Moutcontour, le 3 octobre 1569. Il négocia la soumission de Saint-Jean-d'Angély, qui se rendit le 2 décembre, après 6 semaines de siége. Il accompagna Charles IX, à son entrée dans Paris, le 7 mars 1571. Lorsque ce prince créa la charge de colonel-général des Suisses et Grisons, il l'accorda au baron de Méru, par provisions données à Gaillon, le 17 juin 1571. Le baron de Méru servit au siége de la Rochelle, commencé le 24 septembre 1572, et qui finit par la prise de cette place, le 25 juin 1573. Il pensa y être tué et s'y exposa plusieurs fois avec beaucoup de valeur. Disgracié, en 1574, il se tint dans ses terres pendant plusieurs années. Après la mort de son frère aîné, le 6 mai 1579, le maréchal de Damville prit le nom de maréchal de Montmorency, et le baron de Méru prit celui de vicomte de Damville. Touché des malheurs de Henri III, il vint le joindre, avec une suite de 100 gentilshommes, après la journée du 12 mai 1588, celle des *barricades*. Il suivit ce prince jusqu'à sa mort, et s'attacha ensuite au roi Henri IV. A la bataille d'Arques, le 11 septembre 1589, combattant à la tête du régiment suisse de Gallaty, il résista aux efforts des ennemis, les arrêta tout court, et favorisa la retraite de l'armée royale. Il soutint quelques jours après un assaut de deux heures au château d'Arques, repoussa les ennemis et leur tua près de 100 hommes. Il se trouva à l'attaque des faubourgs de Saint-Jacques et de Saint-Michel de Paris, le 1er novembre suivant. Au combat de Craon, le 24 mai 1592, les princes de Conti et de Dombes se retirèrent contre l'avis du comte de Damville, qui voulait qu'on attaquât : ils furent battus par le duc de Mercœur, et contraints de se replier dans le plus grand désordre, après avoir soutenu et repoussé 3 attaques des plus vives. Créé amiral de France, après la mort du marquis de Villars, par provisions données à Folembray, le 21 janvier 1596, il prêta serment le 28 janvier. Il servit ensuite au siége de la Fère, et se démit de la charge de colonel-général des Suisses. Il fut reçu chevalier des ordres du roi, le 5 janvier 1597. Il servit la même année, au siége d'Amiens. Créé duc de Damville

et pair de France, par lettres données à Paris, au mois de septembre 1610, il fut reçu au parlement, le 30 décembre suivant. Il mourut en 1612, âgé de 75 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 564; *Histoire du Languedoc*, *Mémoires de Castelnau*, *d'Aubigné*, *le Père Daniel*, *de Thou.*)

DE MONTMORENCY (François-Henri), *duc de Luxembourg*, *maréchal de France*, issu de la même famille que les précédents, fut connu sous le nom de comte de Bouteville, jusqu'au mois de mars 1661. Il combattit sous M. le prince de Condé, à la bataille de Rocroy, le 19 mai 1643, et servit au siége de Thionville, rendu le 10 avril. Il se trouva à la première attaque des retranchements des Bavarois auprès de Fribourg, le 3 avril 1644; à la seconde attaque, le 5; à la prise de Spire, le 27; de Philisbourg, le 9 septembre, et de Mayence, le 17. Il combattit à la bataille de Nortlingue, le 3 août 1645; à la prise de Furnes, le 7 septembre 1646; à celle de Dunkerque, le 7 octobre; à la levée du siége de Lérida par les Français, le 17 juin 1647; à la prise d'Ypres, le 26 avril 1648, et à la bataille de Lens, le 20 août. S'étant déclaré contre la cour, après la détention de M. le prince de Condé, il servit dans l'armée espagnole, et fut pris à la bataille de Rethel, le 15 décembre 1650. Réuni au même prince après que ce dernier eut recouvré la liberté, en 1651, il attaqua à Bleneau les quartiers du maréchal d'Hocquincourt, le 7 avril 1652. Il se trouva à la journée de la porte Saint-Antoine, le 2 juillet. Il suivit le prince de Condé au siége et à la prise de Rethel, le 30 octobre; de Sainte-Menéhould, le 14 novembre, et à la levée du siége d'Arras par les Espagnols, avec lesquels il fut battu, le 25 août 1654. Il concourut à la défaite du maréchal de la Ferté devant Valenciennes, le 16 juillet 1656; à la prise de Condé par les Espagnols, le 18 août, et de Saint-Guilain, le 12 mars 1657. Il se trouva à la défaite des Espagnols, près des Dunes, le 14 juin 1658, et il y demeura prisonnier. Il rentra en France à la paix de Pyrénées, le 7 novembre 1659. Il épousa,

le 17 mars 1661, l'héritière du duché de Piney-Luxembourg, et devint, par cette alliance, duc de Luxembourg, pair de France et prince de Tingry. Ayant eu des lettres de confirmation de ce duché, données en sa faveur à Paris, au mois de mars 1661, on le reçut au parlement, le 22 mai 1662. Il servit à la première conquête de la Franche-Comté, achevée par la prise de Gray, le 19 février 1668. Il commanda un corps d'armée entre Metz et Thionville, par pouvoir du 30 mars : la paix se fit le 2 mai. Il eut un pouvoir du roi, du 17 février 1672, pour traiter alliance et neutralité avec les princes d'Allemagne. Il commanda un corps d'armée dans l'électorat de Cologne, par pouvoir du 6 mai, et y demeura jusqu'au mois d'août 1673. De concert avec l'évêque de Munster, il prit Groll, le 9 juin 1672; Dewenter, le 21, et surprit Woerden. Le prince d'Orange, ayant résolu de reprendre cette dernière place, feignit d'en vouloir à Naerden, et tomba sur Woerden. Le duc de Luxembourg, après avoir traversé une inondation de 2000 pas, accompagné de 3000 hommes, attaqua les Hollandais, qui étaient retranchés dans un fort et dans un moulin, à la tête de la chaussée qui va d'Utrecht à Woerden; les força, le 12 octobre, et contraignit le prince d'Orange, qui avait déjà donné quelques assauts à Woerden, d'en lever le siége : l'armée du prince d'Orange était de 12,000 hommes. La gelée étant survenue, le duc de Luxembourg se mit en campagne, et commença par enlever le village de Weles, où les Hollandais étaient retranchés à la tête d'une digue; le commandant de Nieutbruch abandonna la place, dès que les Français parurent. Bodegrave et Swrammerdan se défendirent; mais le duc les emporta, dans la nuit du 28 novembre. Au milieu des ténèbres, le soldat français, ne distinguant plus la voix de l'officier, se porta à tous les excès, passa au fil de l'épée hommes, femmes, enfants, et n'épargna pas même les maisons : l'embrasement de Bodegrave porta l'effroi dans tout le pays. Le dégel obligea le duc de Luxembourg de renvoyer ses troupes dans leurs quartiers. Il fut fait capitaine de la 1re compagnie française des gardes-du-

corps du roi (depuis Villeroy), sur la démission du comte de Lauzun, par provisions du 11 février 1673. Commandant l'armée du Bas-Rhin, après le départ de M. le prince de Condé, par pouvoir du 5 août, il évacua une partie des conquêtes faites en Hollande, et se retira avec ses troupes à Maestricht, où le prince d'Orange tenta inutilement de l'attaquer (1). Il suivit le roi à la conquête de la Franche-Comté, en 1674. Employé dans l'armée de Flandre, par lettres du 7 juin de la même année, il combattit à Seneff, le 11 août. Les ennemis occupaient au commencement de cette affaire le village du Say, qui avait un château environné d'une forte haie; il y avait d'un côté un marais, et de l'autre un bois défendu par plusieurs bataillons du prince d'Orange et toute la cavalerie allemande. Le duc de Luxembourg attaqua les ennemis du côté du bois : la nuit même ne finit pas le combat, qui continua pendant deux heures au clair de la lune. Le duc de Luxembourg fut employé à l'armée de Flandre, sous le prince de Condé, par lettres du 1er mai 1675. Il marcha au siége de Limbourg, que le comte de Nassau rendit le 21 juin. Il commanda en chef cette armée, par pouvoir du 29 juillet. La mort du vicomte de Turenne ayant appelé M. le prince de Condé au commandement de l'armée d'Allemagne, le duc de Luxembourg fut créé maréchal de France, par état du 30 du même mois. Les détachements qu'on avait faits de ses troupes l'obligèrent de se tenir sur la défensive. Nommé commandant de l'armée d'Allemagne, par pouvoir du 10 mars 1676, il repoussa les Allemands à Kokesberg, et se saisit de Montbelliard, le 19 novembre. L'un des commandants de l'armée de Flandre, sous le roi et sous MONSIEUR, par pouvoir du 25 février 1677, il servit au siége de Valenciennes. Ayant fait les dispositions nécessaires pour l'attaque de la con-

(1) Cette belle retraite, vantée par les ennemis mêmes, fut opérée par le maréchal de Luxembourg au travers de l'armée hollandaise, forte de 70,000 hommes, quoiqu'il n'en eût que 20,000 sous ses ordres.

trescarpe, les troupes s'y jetèrent en plein jour, renversèrent tout ce qui se présenta, gagnèrent l'ouvrage couronné, entrèrent dans la demi-lune, suivirent les assiégés dans le pâté, pénétrèrent dans la ville, par le pont qu'on avait baissé pour faciliter la retraite aux fuyards; se retranchèrent sur les remparts, et tournèrent contre la place quelques pièces de canon. Le maréchal de Luxembourg fit alors jeter les morts dans le fossé, pour déboucher les passages, entra dans la ville, désarma 1200 cavaliers, qui étaient en bataille sur la place, se saisit des principaux postes, et, envoya au roi les otages de la ville et de la garnison, qui implorèrent la clémence de Sa Majesté. Cambray se rendit aussi, le 5 avril. Le maréchal de Luxembourg fut détaché de l'armée du roi, et alla joindre Monsieur devant Saint-Omer. Ce prince étant sorti de ses lignes, et ayant marché contre le prince d'Orange, les armées furent en présence, le 10, et combattirent, le 11, auprès du Mont-Cassel. Le maréchal de Luxembourg commanda l'aile gauche, emporta l'abbaye de Pienne, poussa la droite des ennemis, la fit plier, et la chassa de plusieurs postes avantageux, et, quoiqu'elle se fût ralliée, le maréchal la chargea et la replia jusqu'au-delà d'un ruisseau. Sur ces entrefaites, le centre de l'armée française et l'aile gauche pressant de leur côté le prince d'Orange, le désordre devint général parmi les ennemis, qui prirent la fuite, et abandonnèrent le champ de bataille. La victoire du Mont-Cassel fut suivie de la prise de Saint-Omer, qui capitula, le 20. Le duc de Luxembourg obligea le prince d'Orange de lever le siége de Charleroy, le 14 août. Il se trouva, en 1678, à la prise de Gand, le 9 mars, et à celle d'Ypres, le 25. Il fut nommé l'un des commandants de l'armée de Flandre, sous Monsieur, par pouvoir du 28 avril. Quoique la paix eût été signée, le 11 août, le maréchal se vit attaqué inopinément, le 24 du même mois, par le prince d'Orange, à Saint-Denis, près Mons. Comptant sur la foi d'un traité, il ne put se persuader que les ennemis marchaient, que lorsqu'il aperçut, vers le midi, que leur infanterie se portait dans un bois, vis-à-vis de l'abbaye de Saint-Denis,

où il était logé. Cette surprise n'empêcha pas le duc de Luxembourg de chasser le prince d'Orange de l'abbaye de Saint-Denis et du village de Casteau, après un combat opiniâtre, qui dura jusqu'à dix heures du soir, et qui fut également funeste par la perte d'hommes qui se fit de part et d'autre. Pendant l'action, le commandant des troupes espagnoles s'avançant pour faire le coup de pistolet, le maréchal courut à lui, le blessa, et le fit prisonnier. Il obtint, par provisions du 25 septembre 1688, le gouvernement-général de Champagne et de Brie, vacant par la mort du maréchal de Vivonne. Le roi le fit chevalier de ses Ordres, le 31 décembre suivant. Commandant l'armée de Flandre, par pouvoir du 19 avril 1690, il passa la Sambre, emporta les redoutes des ennemis, qui disputaient le passage de cette rivière, investit et prit le château de Froidemont à discrétion : 8 capitaines, 8 lieutenants, un enseigne et 80 soldats y furent faits prisonniers. Il attaqua le prince de Waldec, à Fleurus, le 1er juillet, le prit en flanc, mit en déroute sa cavalerie, et enveloppa son infanterie, qui s'était formée en bataillon carré, et qui soutint trois charges sans être rompue. Le canon que l'ennemi fit approcher n'ébranla point le maréchal, qui forma une ligne d'un nouveau corps d'infanterie, et la mit en bataille à la portée du pistolet. Ce renfort déconcerta l'ennemi, et le bataillon carré, se trouvant en désordre, gagna une hauteur. Les Français pénétrèrent alors dans la colonne, et passèrent tout au fil de l'épée, à l'exception de 800 hommes, qui se sauvèrent dans une chapelle et dans des haies, où ils furent faits prisonniers. Le lendemain, le maréchal emporta les châteaux de St.-Amand, et prit à discrétion 3000 hommes qui les défendaient. Il remporta une victoire complète, le 1er juillet, à Fleurus, sur le prince de Waldec, qui perdit, dans cette journée, 6000 hommes tués, 8000 prisonniers, parmi lesquels on comptait 700 officiers, 49 pièces de canon, 200 chariots remplis de munitions de guerre, 200 drapeaux ou étendards, 5 pontons, et plusieurs paires de timbales. Il commanda l'armée sous le roi, sous M. le dauphin et Monsieur, par pouvoir du 14 mars 1691, et

couvrit le siége de Mons, qui se rendit, le 9 avril. Il commanda en chef cette même armée, par pouvoir du 27, et s'empara, au commencement de juin, de la ville de Hall, que la garnison avait abandonnée, peu de temps après qu'elle fut investie. Il enleva, le 5, un fourrage des ennemis, près de Braine-le-Comte, à la vue de l'escorte; prit 30 chevaux, et fit 15 prisonniers. Etant à la tête de 28 escadrons, il attaqua, le 18 septembre, à Leuse, 75 escadrons anglais et hollandais qui composaient l'arrière-garde de l'armée du prince d'Orange, conduite par le prince de Waldec. Les ennemis ayant plié dès la première charge, on tomba sur leur seconde ligne, qui fut culbutée. La maison du roi fit halte, par ordre du maréchal, qui alla lui-même à la demi-portée du pistolet des ennemis, donner ordre aux commandants de la gendarmerie de se mettre en mouvement. La fierté avec laquelle elle se présenta obligea les escadrons du prince de Waldec, qui n'avaient point encore été rompus, de s'enfuir, après avoir fait leur décharge. La gendarmerie les poussa quelque temps, mais le maréchal, qui ne voulait point engager une action générale, rappela les troupes et se retira au petit pas. A la première charge, un garde du prince d'Orange, ayant reconnu le maréchal de Luxembourg, était venu, à toutes jambes, le pistolet à la main, l'épée suspendue au bras, et s'était approché pour le tuer; mais le maréchal avait détourné le pistolet avec sa canne, et le garde avait été aussitôt percé de plusieurs coups par ceux qui accompagnaient leur général. Les ennemis perdirent 1500 hommes tués et autant de blessés, et laissèrent 400 prisonniers, 40 étendards, et quelques timbales. Commandant l'armée de Flandre, sous M. le dauphin, par pouvoir du 30 avril 1692, il couvrit le siége de Namur, que le roi prit, le 5 juin. Le château se rendit, le 30. Le maréchal de Luxembourg avait, auprès du roi Guillaume, un espion, qui fut découvert, et contraint de donner un faux avis au maréchal. Cependant, ce dernier avait pris ses mesures. Son armée fut attaquée, à Steinkerque, le 3 août, par le prince d'Orange, qui arriva à la vue du camp des Français, avant

qu'on eût avis de sa marche. Le maréchal s'attacha d'abord à repousser la gauche de l'ennemi, afin de la mettre en déroute; ce qu'il exécuta, en gagnant peu à peu les haies dont le champ de bataille était coupé. Il s'opposa ensuite à l'aile droite, et la repoussa avec le même succès. Le parti qu'il prit enfin, de faire charger les ennemis l'épée à la main, lui donna la victoire. Le maréchal resta maître du champ de bataille, de 10 pièces de canon, de 5 étendards, de 8 drapeaux, et de 1300 prisonniers : il eut deux chevaux tués sous lui. Dans cette journée, 7000 Français furent tués ou blessés, et le prince d'Orange perdit, de son côté, environ 10,000 hommes. Le maréchal de Luxembourg commanda l'armée, sous le roi et M. le prince de Condé, par pouvoir du 27 avril 1693, puis sous M. le dauphin et le même prince, par pouvoir du 13 mai. Il investit Huy, et fit faire des lignes de circonvallation, pour plus grande sûreté, parce qu'il y avait trois postes à prendre, la ville, le château Picard et l'ancien Château. La ville capitula, le 20 juillet; mais le château Picard, situé sur la pointe d'un rocher, se défendit jusqu'au 23, que le commandant se rendit prisonnier de guerre, avec sa garnison. Le même jour, on emporta une tour, éloignée de cent pas de l'ancien Château, qui capitula. Le maréchal feignit ensuite de vouloir assiéger la ville de Liége. La conservation de cette place intéressait beaucoup les alliés, qui, non contents d'y jeter des troupes, passèrent la Geete, pour s'approcher de la place : ce mouvement donna lieu à la bataille de Neerwinde, le 29 juillet. Le maréchal de Luxembourg, persuadé que, pour vaincre les ennemis, il fallait se rendre maître du village de Neerwinde, le fit attaquer sur les neuf heures du matin. L'attaque réussit; et, après des efforts prodigieux, on emporta les retranchements qui défendaient l'entrée du village, d'où l'on chassa les ennemis. Le prince d'Orange vint, à son tour, en chasser les Français. Ceux-ci s'en rendirent maîtres une seconde fois; mais le prince d'Orange, avec un nouveau détachement, les repoussa, en partie, du village. Pendant ce temps, on se battait avec la même fermeté au village de Neerlanden. A midi, rien n'était encore

décidé, et le maréchal n'avait pu contraindre les ennemis à abandonner les deux villages. On revint à l'attaque de ces deux postes, et on parvint enfin à les enlever vers les deux heures après. Toute la cavalerie passa ensuite. Le prince d'Orange, se voyant pris en flanc, chargé en tête, partagé dans son centre, et enveloppé, fit enfin sa retraite. Le champ de bataille resta au maréchal de Luxembourg, avec 76 pièces de canon, 8 mortiers, 9 pontons, 60 étendards, 22 drapeaux, et 12 paires de timbales. Les alliés perdirent 12.000 hommes, non compris les prisonniers; qui étaient au nombre de 2000. La victoire coûta 6000 hommes aux Français. Le maréchal couvrit le siége de Charleroy, qui se rendit, le 11 octobre. Il commanda l'armée de Flandre, sous M. le dauphin, par provisions du 28 avril 1694. Il conduisit cette armée, de Vignamont au pont d'Espierres : la marche commença le 22 août. Le maréchal n'avait que 50,000 hommes, et les alliés comptaient 80,000 combattans. Cette supériorité leur inspira la pensée d'attaquer des places maritimes de France; et leurs vaisseaux, qui croisaient dans la Manche, favorisaient cette entreprise. Le prince d'Orange, ayant deux jours de marche sur l'armée française, avait ordonné à un détachement de s'emparer du pont d'Espierres; mais M. le dauphin et le maréchal de Luxembourg firent une si grande diligence, qu'en moins de quatre jours, ils arrivèrent, avant le prince d'Orange, sur les bords de l'Escaut, après avoir fait quarante lieues, et passé cinq rivières, quoiqu'ils eussent été retardés par des défilés, des bois, des villages et des villes: les alliés, se voyant prévenus, se retirèrent à Huy. Le maréchal de Luxembourg termina sa brillante carrière par cette longue marche. Il mourut à Tournay, le 4 janvier 1695, regretté comme le plus grand général qu'eût alors la France (1). (*Chronologie militaire, tom. III,*

---

(1) Après la bataille de Neerwinde, la cathédrale de Paris fut remplie de drapeaux pris sur les ennemis. Ce fut à cette occasion que, le maréchal s'étant rendu dans la cathédrale pour une cérémonie,

pag. 38; *Mémoires du Père d'Avrigny*, *Vie du prince de Condé*, *Histoire militaire de M. de Quincy*, *l'abbé de Nœufville*, *Journal historique du Père Griffet*, *Bauclas*, *Histoire de France*, *par Anquetil*, *tom. VI*, *VII et VIII*; *Art de vérifier les dates*, *tom. XII*, *pag.* 63.)

DE MONTMORENCY (Chrétien-Louis), *duc de Montmorency-Luxembourg, prince de Tingry, maréchal de France*, était le quatrième fils de François-Henri, duc de Pincy-Luxembourg, qui précède. Il fut d'abord appelé chevalier de Montmorency, et reçu chevalier de Malte de minorité, le 6 juin 1676. Il marcha, comme volontaire, sous son père, en Flandre, en 1692; servit au siége de Namur, que le roi prit, le 5 juin, et combattit à la bataille de Steinkerque, le 3 août. Il se trouva au siége et à la prise d'Huy, le 24 juillet 1693, et se signala à la bataille de Neerwinde. On le fit colonel du régiment d'infanterie de Provence, sur la démission du comte de Luxe, son frère, qui passait au régiment de Piémont, par commission du 20 août. Il se trouva, en 1694, à la marche de Vignamont au pont d'Espierres, le 22 août, et y apprit quelles sont les ressources dont un général habile sait tirer parti, lorsqu'il veut traverser les desseins des ennemis. Il prit le nom de chevalier de Luxembourg à la mort de son père, au mois de janvier 1695. Il servit à la défense de Courtray, dont les ennemis avaient dessein de former le siége, et n'en sortit qu'après leur retraite. Il marcha au bombardement de Bruxelles, les 13, 14 et 14 août. Il servit en Flandre, en 1696 : on s'y tint sur la défensive. Il se trouva, en 1696, au siége d'Ath, pris le 5 juin : la paix se conclut à Riswick, le 20 septembre suivant. Il obtint le régiment de Piémont, sur la démission du duc de Châtillon, son frère, par commission

---

prince de Conty dit, en écartant la foule : « Messieurs, laissez passer le » tapissier de Notre-Dame. » Le maréchal dit en mourant : « Je préférerais aujourd'hui à l'éclat des victoires, inutiles au tribunal du juge des » rois et des guerriers, le mérite d'un verre d'eau donné aux pauvres » pour l'amour de lui. »

du 8 mars 1700, et remit alors le régiment de Provence. Il servit en Allemagne, en 1701, sous le maréchal de Villeroy, qui ne fit aucune hostilité. Créé brigadier, par brevet du 29 janvier 1702, on l'employa à l'armée d'Italie, par lettres du 20 février, sous le duc de Vendôme. Il combattit à San-Vittoria, le 20 juillet; à Luzzara, le 15 août; et eut part à la prise du château de Luzzara, le 16. Il servit à la même armée, en 1703, sous le même général; se trouva à la prise de Boudanella, le 13 janvier, et y fut chargé de la principale attaque. Sur la fin de février, étant secondé par le comte de Vaubecourt, il mit en fuite, près de cette place, 2000 hommes que le comte de Stahremberg envoyait à Bersello. Il sortit de Modène, le 21 mars, avec le comte Albergotti, à la tête de 1600 hommes de pied qu'il commandait; marcha, par de très-mauvais chemins, à Boina et à Rivara, où se trouvait un régiment de dragons de l'empereur. Étant entré dans ce village, il y prit 60 chevaux, 40 dragons, et une partie des bagages de ce régiment. Il servit, en 1704, au siége de Révéré en Italie; attaqua cette ville, le 10 avril, à la tête de 30 compagnies de grenadiers, et essuya la décharge des Impériaux, qui abandonnèrent presque aussitôt la place : on le dépêcha pour porter à la cour les nouvelles de cette conquête. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre, et employé en cette qualité à l'armée d'Italie, en 1705, il partagea les travaux du siége de Vérue, qui se rendit à discrétion, le 10 avril. Il se signala à la bataille de Cassano, le 16 août. Les ennemis ayant fait des retranchements à la tête d'un pont, sur le Sério, le chevalier de Luxembourg les attaqua, le 18 octobre, les contraignit de repasser la rivière, et fut blessé au côté. Il concourut à la prise de Soncino, le 23. Pendant l'hiver, il emporta, l'épée à la main, le poste de Sarravalle. Il continua, en 1706, de servir en Italie, et se distingua à la bataille de Calcinato, où le comte de Reventlau fut battu le 19 avril; et à l'attaque des retranchements devant Turin, le 7 septembre. Après que ces retranchements eurent été forcés, il se retira dans ceux de Lucinte, avec les troupes qu'il commandait, et fit l'arrière-

garde de l'armée jusqu'à Pignerol. Il demeura en Italie jusqu'au mois de mars 1707, époque à laquelle les troupes repassèrent en France. On l'employa à l'armée de Flandre, par lettres du 20 avril 1707. Il obtint la lieutenance-générale du gouvernement de Flandre, sur la démission du comte de Montberon, par provisions données à Versailles, le 21 mars 1708, prêta serment, le 17 avril, et fit enregistrer ses provisions au parlement de Douay, le 28 juin. Il eut part à la surprise de Gand, le 5 juillet. A la bataille d'Oudenarde, le 11, il mena, jusqu'à 15 fois, à la charge les troupes qu'il commandait : après la bataille, il fit l'arrière-garde. Le 28 septembre, il entreprit d'entrer dans Lille, avec un secours d'armes et d'hommes. L'entreprise était hardie; elle demandait du génie, du secret : elle lui réussit. Pour mieux cacher son dessein, il envoya dans les villes de Douay, d'Arras et de Béthune des corps de cavalerie, sous prétexte d'arrêter les partis ennemis qui couraient dans la Flandre et dans l'Artois. Cependant on préparait à Douay ce qu'on destinait au secours de Lille : on tint les portes de Douay fermées. Le chevalier de Luxembourg partit, à la tête de 2500 chevaux; chaque cavalier portait un sac de 60 livres de poudre, et chaque dragon avait 3 fusils. Toute cette troupe, marchant au petit pas, arriva à une barrière des lignes de circonvallation, sur les dix heures de la nuit du 28 au 29. Au *qui vive!* de la sentinelle ennemie, on répondit *Hollande*. L'officier français qui répondait ainsi, parlait parfaitement bien hollandais, et savait le nom de tous les régiments qui battaient l'estrade hors du camp. Il eut le talent d'engager l'officier de garde à lui ouvrir la barrière, surtout lorsqu'il lui eut appris qu'il apportait de la poudre aux assiégeants, et qu'on était poursuivi par un détachement de l'armée de France. Déjà 1900 hommes avaient heureusement passé la barrière, lorsqu'un officier français cria imprudemment : *Serre, serre.* L'officier de garde voulut alors arrêter ceux qui suivaient; et, sur leur refus, il fit tirer sur eux. Le feu ayant pris à trois sacs de poudre, cet accident arrêta les Français: la barrière fut aussitôt fermée, et le reste du détachement français,

se voyant découvert, reprit la route de Douay. Bientôt l'alarme se répandit parmi les ennemis; ils coururent aux armes, et poursuivirent les Français qui s'avançaient du côté de la ville, aussi-bien que ceux qui marchaient vers Douay. Cependant le chevalier de Luxembourg, qui avait concerté son projet avec le maréchal de Boufflers, entra dans Lille, avec 1900 hommes, 80 milliers de poudre et 1200 fusils : ce secours ranima le courage de la garnison et la confiance de la bourgeoisie. Le chevalier de Luxembourg, prévoyant qu'il ne pourrait savoir au juste ce qui se passerait à la queue de sa troupe, avait ordonné à son secrétaire d'examiner tout ce qui se ferait à la barrière, et de se rendre ensuite à Douay, d'où il dépêcherait un courrier pour rendre compte au roi de ses observations. S. M. apprit avec joie les circonstances d'un événement aussi singulier; et, pour en récompenser le chevalier de Luxembourg, elle le créa lieutenant-général de ses armées, par pouvoir du 30. Pendant le siége de la citadelle de Lille, le chevalier de Luxembourg fit, le 12 novembre, une sortie, dans laquelle il tua 700 hommes aux ennemis. Employé à l'armée de Flandre, en 1709, sous le maréchal de Villars, il commanda le corps de réserve à la bataille de Malplaquet, le 11 septembre, et fit l'arrière-garde de l'armée dans sa retraite. Il servit à l'armée de Flandre, en 1710, sous les maréchaux de Villars et de Montesquiou, qui se tinrent sur la défensive. Il obtint le gouvernement de Valenciennes, à la mort du duc de Choiseul, par provisions du 17 mars 1711, et servit, la même année, à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Villars : on n'y entreprit rien. Il se maria le 7 décembre, et prit alors le nom de prince de Tingry. En 1712, il commanda à Valenciennes jusqu'au choc de Denain, où il se distingua, le 24 juillet. Il était à la prise de Marchiennes, le 30, et de Douay, le 8 septembre. Il emporta une demi-lune à cette dernière place. Il concourut à la prise du Quesnoy, le 4 octobre, et de Bouchain, le 19. Il commanda à Valenciennes et dans le Hainaut, en 1713. Chargé de traiter de la restitution des déserteurs avec l'empereur et la république de

Hollande, par pouvoir du 20 janvier 1718, il en conclut le traité à Quievrain, le 21 avril. Il commanda le camp de la Sambre, par lettres du 8 août 1727. On le fit bailli de Mantes et de Meulan, gouverneur des ville et château de Mantes, et lieutenant de roi au pays Mantais, à la mort du duc de Sully, par provisions données à Marly, le 22 février 1729. Il commanda le camp de la Sambre, par lettres du 15 avril 1730. Le roi le reçut chevalier de ses Ordres, le 2 février 1731. Il commanda le camp d'Aimeries, sur la Sambre, par lettres du 2 août 1732. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 15 septembre 1733, il servit au siége de Kehl, qui capitula, le 28 octobre. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1734, il s'empara, le 4 mai, à la tête de 10 bataillons, d'un fort qui défendait en partie les lignes d'Etlingen, qu'on força le même jour. Il marcha ensuite au siége de Philisbourg. Dans la nuit du 5 juin, il fit perfectionner les parallèles sur toute la longueur et la crête du rideau qui fait face au corps de la place. Il releva la tranchée, le 19 du même mois, et les 1er et 12 juillet : Philisbourg capitula, le 18. Il avait été créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 14 juin; cependant il continua de servir, comme lieutenant-général, à l'armée du Rhin, sous les maréchaux d'Asfeld et de Noailles, et se trouva au siége et à la prise de Worms, le 23 juillet. Sa promotion fut déclarée le 17 janvier 1734, et il prêta serment, le 25 du même mois : il n'a point servi depuis. Il mourut à Paris, le 23 novembre 1746. (*Chron. milit.*, *t. III, p.* 274; *mém. du temps, Hist. mil. de Louis le Grand, par le marquis de Quincy*; *Bauclas, Mémoires du Père d'Avrigny, Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet*; *Art de vérifier les dates, tom. XII, pag.* 73.)

DE MONTMORENCY (Charles-François-Frédéric), *duc de Luxembourg*, *maréchal de France*, et petit-fils de François-Henri de Montmorency qui précède, fut connu sous le nom de duc de Montmorency, du vivant de son père. Il fut fait colonel du régiment d'infanterie de Touraine, à la promotion du marquis de Maillebois au grade de

maréchal-de-camp, par commission du 15 mars 1718. Pourvu du gouvernement général de Normandie, sur la démission de son père, par provisions données à Paris, le 3 octobre, il prêta serment le 27 octobre, et le parlement de Rouen enregistra ses provisions le 19 août de l'année suivante. Il servit, en 1719, à la tête de son régiment, sur la frontière d'Espagne; se trouva au siége de Fontarabie, qui se rendit le 16 juillet; à celui de Saint-Sébastien qui capitula le 1er août; du château, rendu le 17; et à la prise d'Urgel, au mois d'octobre. Sur la fin de la campagne, il marcha au blocus de Roses, que les pluies obligèrent d'abandonner. Il servit, avec son régiment, en 1733, au siége du fort de Kehl, qui capitula le 28 octobre. Créé brigadier d'infanterie, par brevet du 20 février 1734, il servit en cette qualité à l'armée du Rhin, et se trouva à la prise de Traerbach, le 8 avril. Il combattit à Etlingen, le 4 mai; se trouva au siége de Philisbourg, qui capitula le 18 juillet, et à celui de Worms qu'on prit le 28. Il fut employé sur le Rhin, par lettres du 1er avril 1735. On le détacha, avec 37 compagnies de grenadiers, pour faire l'avant-garde des troupes, lorsqu'elles marchaient à Clauzen. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mars 1738. Employé en cette qualité à l'armée de Bohême, par lettre du 20 juillet 1741, il passa en Bavière avec les premières troupes qui s'y rendirent. Il se trouva à la prise de Prague, le 26 novembre. Lorsque le grand-duc de Toscane s'avança pendant l'hiver devant Pisseck, le duc de Montmorency fut chargé de la défense de ce poste que les ennemis attaquèrent et d'où il les repoussa. Il combattit à Sahai, le 25 mai 1742, et y commanda toutes les compagnies de grenadiers. Il concourut à la défense de Prague, et se distingua à la retraite de cette place, dans la nuit du 16 au 17 décembre. Il revint en France au mois de février 1743; fut employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril, et combattit, sous le maréchal de Noailles, à la bataille d'Ettingen, le 27 juin. Il fut reçu chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1744. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril, il devint aide-de-camp du roi, par brevet du 1er mai. Créé lieutenant-

général des armées du roi, par pouvoir du 2 du même mois, il servit au siége de Ménin, qui capitula le 4 juin. Il accompagna S. M. au siége de Fribourg, qui capitula le 6 novembre. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1745, et étant aide-de-camp du roi, il combattit à Fontenoy, le 11 mai; servit au siége de Tournay, qui capitula le 23, et de la citadelle qui capitula le 20 juin. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1746, il servit au siége de la citadelle d'Anvers, qui arbora le drapeau le 31. A la bataille de Raucoux, le 11 octobre, il entra dans le village de ce nom, à la tête du régiment de Beauvoisis, et en chassa les ennemis. Employé à la même armée, par lettres du 1er mai 1747, il combattit à Lawfeld, le 2 juillet. Le roi lui donna la compagnie de ses gardes-du-corps, vacante par la mort du maréchal de Harcourt, par provision du 19 juillet 1750. Il fut employé en Normandie, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle, par lettres du 19 mai 1756. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 21 février 1757, il prêta serment le 13 mars. Les Anglais ayant tenté une descente sur les côtes de Normandie, en 1758, le maréchal de Luxembourg partit, le 12 juillet, pour prendre le commandement des troupes dans cette province. Il les fit marcher à Saint-Lô, pour être à portée d'aller sur la droite ou sur la gauche, selon les mouvements de l'escadre anglaise; mais celle-ci instruite des dispositions du maréchal de Luxembourg, fit voile vers la Bretagne. Le maréchal de Luxembourg revint à la cour, après le départ des ennemis. Il mourut à Paris, le 18 mai 1764, à l'âge de 72 ans. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 414; *mémoires du temps, Art de vérifier les dates, tom. XII, pag.* 67.)

DE MONTMORENCY-LAVAL (Eugène-Alexandre, *marquis*), *maréchal-de-camp*, naquit le 20 juillet 1773, à Frescati, près Metz, chez le cardinal de Montmorency-Laval, son grand oncle, qui le baptisa. Il émigra en 1790, et se rendit à Trèves, avec la duchesse de Laval, sa mère, et ses deux frères aînés. Il reçut dans cette ville le brevet de garde-du-corps du roi (c'est le dernier brevet de ce

genre que Louis XVI ait donné). Il fit, sous les ordres de son père, la campagne de 1792, en qualité d'aide-de-camp, aux avant-postes de l'armée des princes. En 1793, il se rendit à l'armée de Condé, où il servit comme volontaire dans la légion de Mirabeau, et fit les fonctions d'aide-de-camp du maréchal comte de Viomesnil. Le 12 septembre de cette année 1793, son frère, Achille de Montmorency, aide-de-camp du même général, ayant été blessé au combat sanglant de Bodenthal, il le reçut dans ses bras, et eut la consolation de le voir se confesser sur le champ de bataille à l'aumônier de la légion de Mirabeau. Achille de Montmorency mourut huit jours après, à Manheim, en héros et en chrétien, entouré des regrets de son frère et de toute l'armée. Ce fut, peu de temps après ce triste événement, que, dans une action assez vive, le marquis de Montmorency fut démonté par un éclat d'obus, ce qui ne l'empêcha pas de franchir, un des premiers, les remparts des lignes de Weissembourg. Après une marche de nuit qui précéda l'attaque des lignes, l'avant-garde de la droite de l'armée royale, composée de la légion de Mirabeau, se trouva dans la position la plus critique : elle avait perdu beaucoup de monde, et ignorait le sort d'un détachement envoyé pour tourner l'ennemi. Le marquis de Montmorency eut l'heureuse pensée de proposer à son général de faire crier *vive le roi!* par toute la troupe, parce que de la sorte, disait-il, le détachement dont on ignorait la destinée pourrait entendre ces cris, y répondre, et donner la facilité de voler à son secours. Portés par l'écho des montagnes, ces cris furent effectivement entendus du détachement, qui les répéta avec transport, et qui fut sauvé. A ces cris inattendus, quelques bataillons républicains se croyant entourés par l'ennemi, prirent la fuite, ou mirent bas les armes. Le marquis de Montmorency reçut sur les lieux mêmes la récompense de ce double service. Les troupes crièrent *vivent les Montmorency!* A la fin de la campagne, le maréchal de Broglie lui remit, au nom du roi, le brevet de colonel de dragons. Cependant le duc de Laval, son père, était venu prendre, près du brave maréchal de Viomesnil,

la place de son fils Achille, se trouvant convenablement placé partout où était le péril et l'honneur. Après la victoire des lignes de Weissembourg, dont on n'avait point profité, le duc de Laval et le marquis de Montmorency jugèrent le véritable état des choses, et virent que la gloire n'abandonnerait jamais l'armée de Condé; mais qu'il était impossible de reussir de ce côté avec si peu de moyens. Ils se rendirent donc à Guernesey, où, sous la conduite de lord Moira, une division de royalistes mettait à la voile pour les côtes de France. Cette expédition ayant manqué, ils revinrent en Angleterre. En 1795, le marquis de Montmorency fut présenté à S. M. britannique, comme capitaine de grenadiers du régiment de Montmorency, que son père alla former en Allemagne. Ce régiment ayant été licencié près de Constance, le marquis de Montmorency fut de nouveau attaché, en qualité d'aide-de-camp, au maréchal Viomesnil, qui commandait alors l'armée russe dans les îles de Gersey et de Guernesey. Bientôt cette armée fut rappelée, et le marquis de Montmorency fut du nombre de ceux qui devaient accompagner en Suisse Son A. R. Monsieur : ce voyage, qui avait un but politique fort important, n'eut pas lieu. Le marquis de Montmorency se rendit alors à Saint-Pétersbourg, avec son père; mais, n'ayant point voulu entrer au service de la Russie, que ce dernier quittait, il revint à Mittaw, où il prit les ordres de son roi, comme il l'avait déjà fait à Blankembourg. Son zèle n'ayant pu être utilisé de ce côté, il retourna en Angleterre, avec le projet de se rendre dans la Vendée; mais les troupes vendéennes avaient alors déposé les armes, et il ne put exécuter son dessein. Il se fixa à Londres jusqu'en 1801, époque à laquelle il rentra en France. Il y épousa la veuve du comte de Béthune-Charost, dernier rejeton de la race illustre de Béthune-Sully. Après son mariage, il vécut dans la retraite, et n'en sortit qu'après la chute de Buonaparte. Le gouvernement provisoire, établi avant l'arrivée du roi, le chargea alors de diverses missions importantes. Il contribua à rétablir les communications entre Paris et la Normandie, et à empêcher cette dernière con-

trée de devenir le théâtre de dévastations causées par des résistances inutiles. A Dreux, à Verneuil, au milieu de différents corps d'armée livrés à l'insubordination la plus menaçante, il fit arborer le drapeau blanc, en vertu des pouvoirs qu'il avait reçus de MONSIEUR. Il fit également arborer ce drapeau à Beauvais et dans toutes les autres villes qui se trouvèrent sur son passage, jusqu'à Calais, où il s'embarqua, afin d'être à Douvres au moment de l'arrivée du roi. Reçu à bord du vaisseau que montait S. M., sur la demande de Mgr. le prince de Condé, il fut décoré de la croix de Saint-Louis, que lui avaient méritée ses services. En 1814, lors des promotions qui eurent lieu à l'occasion de la fête de S. M., il fut nommé maréchal-de-camp, et commanda en cette qualité la garde-d'honneur du département de l'Eure, formée à Evreux pour recevoir Mgr. le duc d'Angoulême. Au mois de mars 1815, il contribua, sous les ordres du maréchal comte de Viomesnil, à l'organisation des volontaires royaux casernés à Vincennes. A la même époque, il fut envoyé par MONSIEUR à M. le duc de Bourbon, qu'il joignit d'abord à Angers, puis à Beaupréau. Ce prince l'ayant chargé de différents ordres pour MADAME, il prit la route de Bordeaux. Ayant manqué de quelques heures le moment où cette princesse avait quitté la France, il ne put l'accompagner dans son exil. Il revint alors dans la Vendée pour se concerter avec les chefs royalistes, et contribua à mettre entre quelques-uns d'entr'eux plus d'ensemble et d'union. Poursuivi par les émissaires de Buonaparte, il leur échappa, en gagnant d'abord la Touraine, puis la Normandie, sans cesser pour cela de servir avec chaleur la cause sacrée du roi. Il se trouvait à Bayeux, lorsque le duc d'Aumont descendit sur une côte voisine, avec 120 royalistes. Il aida le duc de tous ses moyens dans une entreprise aussi hardie, et contribua à le faire recevoir avec un dévouement admirable dans cette ville, qui ne consulta que son amour pour son souverain légitime. Le général Vedel, qui commandait la 14e division pour l'usurpateur, ayant appris l'événement, marcha de Caen sur Bayeux à la tête de 2000 hommes.

Le marquis de Montmorency se rendit deux fois en parlementaire auprès de ce général, qui fut forcé de composer, et qui bientôt après quitta le pays. Le duc d'Aumont fit son entrée à Caen, et le marquis de Montmorency revint à Paris, où il fut autorisé par MADAME à remettre la décoration du lys, *avec ruban lilas*, aux braves qui s'étaient réunis, sous ses ordres, à la petite armée de M. le duc d'Aumont, pour défendre le drapeau que cette princesse avait confié à la valeur de ce général et des royalistes qu'il commandait. En 1816, le marquis de Montmorency suivit le maréchal de Viomesnil dans son gouvernement de la 13e division militaire, et fut chargé, par le duc de Feltre, de remplacer, au besoin, soit le lieutenant-général commandant la division, soit un des quatre commandants de département. En l'absence du comte d'Olonne, il eut pendant plusieurs mois le commandement du Morbihan, et fut peu de temps après chargé de faire, au lieu et place du maréchal de Viomesnil, l'inspection de toute la division. Il fit cette inspection à ses frais, et s'en acquitta de manière à mériter les éloges du duc de Feltre, et le suffrage du roi. Il n'a quitté la 13e division qu'au moment où le maréchal de Viomesnil fut rappelé, et depuis ce temps il est resté et se trouve encore en disponibilité. (*Moniteur, mémoires du temps, documents fournis* (1).)

DE MONTMORENCY, *voyez* LAVAL *et* MONTLHERY.

---

(1) C'est à son attachement à la foi de ses pères que le marquis de Montmorency doit la décoration de la croix de Malte, que le pape Pie VII lui a envoyée, sans qu'elle eût été demandée. Le bref qui accorde cette faveur au marquis de Montmorency est on ne peut plus honorable. Il rappelle tout à la fois et les services que ce marquis a rendus à la religion et ceux qu'il a spécialement rendus au vénérable chef de l'église, durant sa captivité en France. Il avait fait le vœu avec son épouse de doter la paroisse de Beaumesnil d'une église, dans le cas où la providence rendrait les Bourbons à l'amour de leurs peuples : il a accompli ce vœu. Cette église a été la première bâtie depuis la révolution, qui en a tant détruit. C'est au marquis de Montmorency que le roi a

DE MONTPENSIER, *voyez* DE BOURBON.

DE MONTPEZAT, *voyez* LETTES-DESPREZ.

DE MONTPLAISIR, *voyez* DE BRUC.

DE MONTPOUILLANT, *voyez* DE CAUMONT LA FORCE.

MONTRATIER DE PARAZOLS (François-René), *maréchal-de-camp*, naquit à Montauban, le 5 décembre 1744. Issu d'une des plus anciennes maisons de Quercy, il entra au service, le 10 avril 1760, comme cornette au régiment de Royal-Pologne cavalerie, où il fut fait sous aide-major, le 1er mars 1763; aide-major, le 21 mai 1766; aide-major avec rang de capitaine, le 11 mai 1769; capitaine en second, le 30 janvier 1778, et capitaine-commandant, le 10 avril 1782. Les connaissances qu'il avait acquises dans les manœuvres de la cavalerie, et la renommée qu'il s'était faite comme instructeur le firent demander par plusieurs colonels pour être major dans leurs régiments; et il passa en cette qualité au régiment d'Artois cavalerie, le 15 avril 1784. Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er mai de la même année. Nommé lieutenant-colonel dans le régiment de chasseurs des évêchés, le 29 juin 1788, il passa avec le même grade dans le régiment de chasseurs du Languedoc. En 1790, ce régiment tenant garnison à Aire en Artois, M. de Parazols,

---

remis la première croix de Saint-Louis, depuis le rétablissement de ce prince sur le trône de ses pères. Enfin c'est à ce descendant du *premier baron chrétien* que MADAME a remis la première bannière dont sa piété ait décoré nos temples. Cette bannière fut bénie entre les mains du marquis de Montmorency, à l'époque de la consécration de la nouvelle église de Beaumesnil, époque qui fut celle de la naissance de Mgr. le duc de Bordeaux.

Comme on le sait, la seconde devise de la famille de Montmorency est le mot grec *aplanos*, c'est-à-dire *sans erreur*. Tous les efforts du marquis de Montmorency n'ont jamais tendu qu'à le rendre digne de cette glorieuse devise.

qui se trouvait le plus ancien officier-supérieur, prit le commandement de la place; et, dans ce temps difficile où les orages révolutionnaires commençaient à se former, il sut maintenir l'ordre et la discipline, de manière à mériter les témoignages les plus honorables de la reconnaissance que les magistrats lui manifestèrent, pour les services rendus à la ville, par sa conduite ferme et mesurée. Au mois d'octobre de la même année, le commandement de plusieurs régiments de dragons lui ayant été proposé, il crut, eu égard aux circonstances, devoir le refuser. Il ne voulut point non plus accepter le commandement du régiment de Berry cavalerie, qui, par une députation, l'avait fait prier de se placer à sa tête. Nommé, le 13 novembre 1791, premier lieutenant-colonel de la garde à cheval du roi Louis XVI, il fut en même temps chargé de l'armement, de l'équipement et de l'organisation entière de ce corps qui, par ses soins, fut, en moins de cinq semaines, habillé, monté et instruit, de manière à faire son service comme une troupe ancienne et long-temps exercée. S. M. Louis XVIII étant à Blankembourg, M. de Parazols fut désigné, et compris comme commandant en second, à la création d'un état-major dans le Midi de la France, qui devait s'occuper et s'occupa en effet de remplir les ordres du roi et de servir ses intérêts. A l'époque de la restauration du trône des Bourbons en 1814, M. de Parazols, étant alors frappé de cécité, fut privé de l'avantage de pouvoir offrir de nouveau ses services à son souverain. Par une lettre de M. de Blacas, ministre de la maison du roi, datée du 10 décembre 1814, M. de Parazols fut informé que S. M. Louis XVIII l'avait récompensé de ses services, en l'élevant, le 5 du même mois, au grade de colonel, pour prendre rang du 15 novembre 1791, époque à laquelle il avait été nommé lieutenant-colonel de la garde à cheval de Louis XVI. M. de Parazols fut créé maréchal-de-camp, par brevet du même jour 5 décembre 1814, et admis à la retraite de ce grade, après 43 ans et demi de service. (*Etats et brevets militaires.*)

DE MONTRAVEL, *voyez* TARDY.

DE MONTRÉAL, *voyez* DE BALAZUC.

DE MONTREVEL, *voyez* DE LA BAUME.

DE MONTROSIER, *voyez* D'ALBOUY.

DE MONTSOREAU, *voyez* DU BOUCHET DE SOURCHES.

MOREAU (Jean-Victor), *général en chef*, naquit à Morlaix, en Bretagne, le 11 août 1763. Fils d'un avocat estimé, il fut destiné à la même profession et fit son droit à Rennes; mais, entraîné par un penchant prononcé pour la carrière militaire, il s'engagea dans un régiment où il ne resta que peu de temps, son père lui ayant acheté son congé, à la condition qu'il reprendrait ses études. Le jeune Moreau se trouvait prévôt de droit à Rennes et exerçait une grande influence sur les étudiants, lorsqu'en 1787 le ministère tenta d'opérer une révolution dans la magistrature. Moreau, qui s'était fait remarquer dès-lors par un air de franchise, des formes agréables et des connaissances acquises, figura dans les premiers troubles, comme chef de la jeunesse de Rennes; ce qui lui fit donner le nom de *général du parlement*. Il déploya dans ces circonstances une sagesse au-dessus de son âge, et particulièrement dans les journées des 26 et 27 janvier, où les autorités civiles, ainsi que le grand-prévôt de la maréchaussée, se servirent utilement de lui pour calmer l'exaspération de la populace, et prévenir l'effusion du sang : sa conduite, pleine de zèle et de prudence, lui valut des éloges. Au commencement de la révolution, il forma, dans la garde nationale de Rennes, une compagnie de canonniers volontaires, qui fut très-bien organisée et exercée par ses soins. Il commanda cette compagnie jusqu'en 1792, époque à laquelle, commençant à se lasser de cet emploi, qui ne pouvait conduire à rien, il s'enrôla dans le 1er bataillon de volontaires fourni par le département d'Ille-et-Vilaine, en fut nommé commandant, le conduisit à l'armée du Nord, et fit sa première campa-

gne sous les ordres de Dumourier. S'étant bientôt fait remarquer par ses talents militaires, il obtint le grade de général de brigade, en 1793, et fut promu à celui de général de division, le 14 avril 1794, sur la demande du général en chef Pichegru, qui lui confia le commandement d'un corps destiné à agir dans la Flandre maritime. Avec ce corps, le général Moreau s'empara successivement des villes de Menin, Ypres, Bruges, Ostende et Nieuport (1); de l'île de Cassandria (2), et du fort de l'Écluse (3), qui capitula, le 26 août. Toutes ces conquêtes avaient déjà jeté les bases de la haute réputation militaire que Moreau s'est acquise. Il commanda avec beaucoup d'éclat et de distinction l'aile droite de l'armée du général Pichegru, pendant la célèbre campagne d'hiver de 1794 à 1795, qui soumit la Hollande aux armes françaises. Pichegru ayant été appelé au commandement en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle, Moreau, qui déjà se trouvait appuyé des suffrages et de l'amitié de son chef, ainsi que de l'estime de tous ses compagnons d'armes, fut nommé général en chef de l'armée du Nord, en remplacement de Pichegru. Moreau, se débarrassant alors des entraves que lui opposait le gouver-

---

(1) A la prise de cette place, Moreau signala tout à la fois sa bravoure et sa générosité naturelle. Malgré la loi barbare qui ordonnait alors le massacre de tous les prisonniers anglais que l'on ferait, il reçut à capitulation toute la garnison de Nieuport, dans laquelle se trouvaient environ 2000 sujets du roi de la Grande-Bretagne. Cet acte d'humanité faillit devenir funeste au général Moreau, qui fut accusé d'avoir conservé la vie à des ennemis voués à la mort. Il eut beaucoup de peine à éviter de payer de sa tête une conduite aussi loyale.

(2) A la prise de l'île de Cassandria, Moreau donna un grand exemple d'intrépidité à ses soldats. Apercevant un batelet emporté par le courant, et presque submergé, il n'écoute que le cri de l'humanité, se jette à la nage, s'élance vers le batelet, le saisit d'une main vigoureuse, le ramène sur la rive, et sauve ainsi un capitaine de canonniers et plusieurs soldats.

(3) Le jour même où Moreau s'emparait du fort de l'Ecluse, les révolutionnaires de Brest envoyaient son père à l'échafaud, comme *aristocrate*.

nement révolutionnaire nouvellement établi en Hollande, détermina un plan d'opérations tout à la fois politique et militaire, et tint fermement la main à la mise à exécution de ce plan. Cette armée du Nord était destinée à garder les pays conquis, et devait au besoin donner la main à celle de Sambre-et-Meuse, en même temps qu'elle servait en quelque sorte de réserve à l'armée de Rhin-et-Moselle. Dans cette position, Moreau n'eut aucune occasion de faire agir ses troupes d'une manière remarquable; et ce ne fut que dans la campagne de 1796 qu'il acheva de fonder sa gloire militaire. Le général Pichegru ayant encouru la disgrâce du directoire-exécutif, Moreau, déjà formé par l'expérience des trois campagnes précédentes, fut jugé digne du commandement en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle : ce fut en cette qualité qu'il ouvrit la campagne de 1796. La force de l'armée de Rhin-et-Moselle était alors de 78,000 hommes. L'armée autrichienne qu'elle devait combattre était numériquement plus forte. Dès qu'il fut arrivé à son nouveau poste, Moreau projeta d'effectuer le passage du Rhin à Kehl, et fit reconnaître les bords de ce fleuve aux environs de Strasbourg. Cependant, pour donner le change aux Autrichiens, et faire croire qu'il voulait porter la guerre dans le Palatinat, il porta son quartier-général à Landau. Le 14 juin, il mit en mouvement quelques-unes de ses divisions, qui, après avoir passé la Rehbach, battirent les ennemis vers Franckenthal et Manheim, et leur firent éprouver une perte d'environ 900 hommes. Le général Moreau, résolu de passer le Rhin à Strasbourg, avait fait toutes ses dispositions avec l'activité et la prudence qui convenaient à une opération aussi importante. Le 23 juin, il tint un conseil secret dans la ville de Strasbourg, dont il avait fait fermer les portes, et l'on s'y occupa des derniers préparatifs de l'entreprise : tout fut en état au bout de quelques heures pour le passage des troupes. Moreau usa d'une ruse de guerre pour achever de tromper les Autrichiens sur le véritable objet de ces préparatifs. Il avait fait mettre en réquisition un nombre considérable de voitures, destinées, disait-on, à transporter en toute hâte des

troupes à l'armée d'Italie; et des ordres avaient été donnés pour que les vivres nécessaires à ces troupes fussent préparés depuis Landau jusqu'à-Huningue. Par suite de ce stratagème, les colonnes de troupes, qui croyaient effectivement partir pour l'Italie, arrivèrent à Strasbourg, où on leur fit faire halte, et où elles apprirent à quelle opération elles étaient véritablement destinées. Les habitants de Strasbourg secondèrent parfaitement les intentions de Moreau; et, le même jour 23 juin, à neuf heures du soir, toutes les embarcations avaient filé hors de la ville par le canal de navigation: à dix heures, elles se trouvaient réunies à l'écluse dite *du Péage*. A une heure et demie après minuit, les bateaux qui devaient porter 4 divisions de troupes étaient complétement chargés, et le général Desaix, chargé de diriger l'expédition, donna le signal du départ. L'ordre admirable avec lequel se fit l'embarquement, la bonne volonté du soldat et l'ardeur des chefs présagèrent par avance le succès. En effet, les Français débarquèrent avec leur audace accoutumée sur la rive opposée; et, sans tirer un coup de fusil, ils enlevèrent à la baïonnette tous les postes ennemis, qui s'enfuirent en toute hâte, après avoir fait une seule décharge. La surprise et l'effroi des Autrichiens furent tels, que les commandants ennemis ne songèrent même pas, en se retirant, à couper les petits ponts de communication qui se trouvaient sur les divers bras du Rhin. Le débarquement s'effectua sur différents points, et fut partout couronné du succès le plus complet. On marcha sur Kehl, et l'ennemi fut chassé du fort, de la ville et d'une redoute. Les Autrichiens ne disputèrent que faiblement le passage de la Kintzig; et, à dix heures du soir, le 24 juin, on les poursuivait sur la route d'Offembourg. Le résultat des différentes attaques faites par les Français fut la prise de 4 à 500 hommes, de 2000 fusils, 13 pièces de canon, 1 obusier et plusieurs caissons. Les Autrichiens avaient en outre perdu environ 600 hommes tués ou blessés. Du côté des Français, la perte ne s'élevait pas à 200 hommes. Dès le 24, on s'occupa de la construction d'un pont de bateaux, qui fut terminé le 25 avant

midi. Le passage du Rhin, ainsi effectué, donnait au général Moreau le moyen de traverser le pays situé entre les montagnes Noires; mais, comme le caractère militaire distinctif de ce général était une prudence extrême, il jugea convenable de s'emparer d'abord des gorges de cette chaîne de montagnes, pour ôter à l'ennemi tous moyens de déboucher sur les derrières de son armée. Les mouvements que Moreau fit faire à ses troupes pour atteindre ce but eurent encore les résultats les plus satisfaisants. En apprenant le passage du Rhin par Moreau, le général en chef autrichien Latour n'avait vu dans cette entreprise qu'une fausse manœuvre, ayant pour objet de lui faire quitter les fortes positions qu'il occupait dans les environs de Manheim; mais, apprenant de toutes parts que l'entreprise était sérieuse, il rassemble toutes ses forces dans une excellente position, entre Gersbach et Rastadt, et y fut encore renforcé par des troupes que le prince Charles avait détachées de l'armée qu'il commandait sur le Bas-Rhin. Moreau, pressentant les difficultés qu'il trouverait à attaquer le général Latour de front dans une position aussi formidable, résolut de déborder son aile gauche; mais il fallait que préalablement la prise de Gersbach eût lieu. Il fit attaquer ce poste à la pointe du jour, et on l'emporta, après une vive résistance, ainsi que la vallée de la Murg. On enleva de même les deux villages de Kappenheim et de Nieder-Bihel, et on occupa le bois de Rastadt. Se trouvant ainsi battus sur leur gauche, les Autrichiens commençaient à plier sur la droite, lorsque les nouveaux efforts que fit Moreau les contraignirent de faire leur retraite sur Etlingen, où Moreau les suivit. Le 9 juillet, le prince Charles, qui avait reçu des renforts, se préparait à attaquer; mais il fut prévenu par le général français, qui le rencontra près de la Murg. Le combat s'engagea avec une ardeur réciproque, et l'avant-garde ennemie fut repoussée. Après quatre attaques successives, le plateau de Rothensolhe, l'un des plus rapides des montagnes Noires, fut enlevé; le village de Maslach, pris et repris trois fois, resta aussi au pouvoir des Français; et enfin l'enne-

mi fut obligé d'abandonner précipitamment Esslingen, Durlach et Carlsruhe, et de se retirer vers le Danube. Moreau ayant fait avancer son armée sur le Necker, ce mouvement donna lieu à plusieurs combats sanglants, qui eurent lieu, les 18, 21 et 23 juillet, à Stuttgard, Canstadt, Berg et Etlingen : tous furent à l'avantage des Français. Depuis la prise d'Offembourg, qui avait eu lieu immédiatement après le passage du Rhin, Moreau avait détaché l'aile droite de son armée, sous le commandement du général Férino, qui devait gagner la rive droite du Danube, traverser les montagnes Noires, et opérer sa jonction avec le gros de l'armée, vers Ulm, afin de pénétrer de concert en Bavière. Les Autrichiens, après avoir été forcés de céder sur tous les points, voulurent essayer de se défendre à Neresheim, le 11 août. Ils engagèrent le combat sur cinq points différents. On se battit toute la journée avec le plus grand acharnement, mais avec des succès balancés. L'action recommença le lendemain matin avec une égale furie ; et les deux partis y furent encore tour-à-tour vainqueurs et vaincus. Le champ de bataille demeura néanmoins aux Autrichiens; mais, se trouvant trop affaiblis pour pouvoir le garder, ils se retirèrent sur la rive droite du Danube, et prirent position derrière le Lech. Moreau fit passer le Danube à ses troupes sur les points de Hochstedt, Dillingen et Lamgen. Pendant ce temps, le prince Charles passait aussi le même fleuve à Ingolstadt, avec un gros corps d'armée, dans le dessein de tenter une diversion importante contre l'armée de Sambre-et-Meuse. Ce mouvement du général ennemi, assez adroitement dérobé, détermina Moreau à passer le Lech, et à tenter une invasion en Bavière, espérant, par une marche rapide, forcer l'archiduc de venir au secours de ce pays. Ce plan fut aussitôt exécuté que conçu; et Moreau, après avoir passé le Lech, le 24 août, attaqua le même jour l'armée autrichienne dans sa position centrale de Friedberg, près d'Augsbourg. Cette armée ennemie, commandée par le général La Tour, et surprise par la rapidité de la marche du général français, fut forcée dans son camp, mise en déroute, et obligée d'aller se ral-

lier derrière l'Iser : ce combat valut aux Français 17 pièces de canon, 2 drapeaux et 2000 prisonniers. Les Autrichiens furent encore battus, le 1er septembre, au combat de Geissenfelds, où ils perdirent 1500 hommes tués ou faits prisonniers, et quelques centaines de chevaux. Moreau remporta de nouveaux avantages sur le général Latour, à Mosbourg, Mainbourg et Neustadt, du 1er au 8 septembre. Cependant au milieu des triomphes de son armée de Rhin-et-Moselle, Moreau, qui ne recevait plus aucunes nouvelles de l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par Jourdan, pensa qu'il pouvait être imprudent de s'avancer davantage dans la Bavière; et, prévoyant que ses convois de munitions et ses courriers pouvaient être interceptés par les paysans insurgés sur les derrières de l'armée, il suspendit sa marche et résolut de prendre une position plus resserrée. Cette mesure était d'autant plus sage, que Moreau avait à craindre que des corps autrichiens, bien supérieurs à son aile droite, qui, comme nous l'avons dit, était détachée sous les ordres de Ferino, ne s'emparassent de Lindau et de Bregentz, et n'interceptassent les communications avec le lac de Constance. Moreau pouvait également penser que l'archiduc Charles aurait réussi à éloigner l'armée de Sambre-et-Meuse, et chercherait ensuite à déboucher avec toutes ses forces sur celle de Rhin-et-Moselle. Ces pressantes considérations déterminèrent Moreau à resserrer son armée sur Neubourg, et à envoyer un corps de troupes sur la rive gauche du Danube pour inquiéter les derrières du prince Charles. Une partie de ce que Moreau avait prévu n'était que trop réel, et l'armée de Sambre-et-Meuse avait effectivement été obligée, dès les premiers jours d'août, de faire une retraite désastreuse vers le Rhin. Par suite de ce mouvement rétrograde de l'armée de Jourdan, celle de Moreau se trouva bientôt entourée d'ennemis, qui réunissaient des forces triples des siennes. Moreau allait être obligé de lutter tout à la fois contre ces forces, contre une nuée de paysans insurgés, qui devaient le harceler de tous côtés, et enfin contre tous les obstacles que présentait un terrain hérissé de rochers, coupé de

bois et de défilés. Ce fut alors que l'on vit Moreau effectuer cette mémorable et glorieuse retraite, admirée de tous les connaisseurs dans l'art militaire. Avec sa prudence ordinaire, il ne laissa rien au hasard des événements, et les mouvements les plus simples en apparence furent toujours le fruit de savantes combinaisons. Dans cette retraite, on vit briller au plus haut degré l'infatigable constance du soldat français, et le génie du chef qui le dirigeait. Le mouvement rétrograde de Moreau commença le 11 septembre. Il passa le Lech, le 17, et battit le même jour un corps ennemi qui voulait le presser de trop près. Toutes les précautions possibles avaient été prises par Moreau, pour qu'aucun corps de son armée ne fût oublié, et pour que ses diverses avant-gardes ne pussent être attaquées avec avantage par les ennemis. Quelques mouvements simulés que fit Moreau imposèrent au général La Tour, qui, craignant d'être attaqué, se replia et laissa gagner aux Français quelques marches sur lui. Cependant, à mesure que Moreau se retirait, l'armée ennemie voyait chaque jour augmenter le nombre de ses troupes. Moreau avait son quartier-général à Saulgau, le 27 septembre, où il resta jusqu'au 1er octobre, ayant devant lui les forces du général La Tour, qui s'était emparé de Biberach. Ce même jour, Moreau ayant fait reconnaître avec exactitude les positions des Autrichiens, y reconnut des vices, et se détermina à les attaquer. Le 2, il se mit en mouvement à deux heures du matin, commença l'action à sept heures et demie, et, après un combat très-acharné, battit complétement les ennemis, qui perdirent 4000 prisonniers, 18 pièces de canon, 2 drapeaux, et un assez grand nombre d'hommes tués. Ce succès eût été plus décisif, si l'aile droite de l'armée de Moreau avait pu recevoir les ordres que le général en chef envoyait par un de ses aides-de-camp, qui s'égara en les portant. Cette victoire, quoique très-importante, ne suffisait pas pour tirer totalement d'embarras l'armée de Rhin-et-Moselle, et lui ouvrir un passage jusqu'au Rhin : elle dut encore livrer plusieurs combats, pénétrer par les villes forestières, et

forcer les gorges de la Forêt-Noire. Le général Nauendorff fut battu à Rothweil et à Willingen; mais, les Autrichiens occupant avec des forces nombreuses les vallées de la Renchen et de la Kintzig, et coupant, par ce moyen, toute retraite sur Kehl, il fallut que Moreau songeât à forcer le passage du *Val-d'Enfer* pour arriver à Fribourg. Dans ce val, espèce de crevasse au milieu des montagnes Noires, et au fond duquel coule un torrent, est un chemin étroit, resserré entre des rochers à pic (1). Ce fut par ce défilé effrayant que l'armée commença, le 12 octobre, à traverser les montagnes Noires, ayant les ennemis en tête, à dos et sur les flancs : elle arriva enfin à Fribourg (2), et passa le Rhin dix jours après à Huningue. Avant d'effectuer ce passage, Moreau avait chargé Desaix de s'avancer rapidement par la rive gauche du fleuve, pour défendre le poste important de Kehl. Moreau se porta, avec le reste de ses troupes, à Strasbourg, afin de coopérer à cette défense; mais, ayant épuisé tous ses moyens de résistance contre les attaques très-vives des Autrichiens, il conclut, le 9 janvier 1797, une capitulation, d'après laquelle il évacua dès le lendemain le fort de Kehl, après en avoir enlevé les palissades, les bois des plates-formes, et jusqu'aux éclats de bombes. Après la reddition de Kehl, Moreau se rendit à Paris, afin d'y activer l'envoi de tout ce qui était nécessaire à son armée pour rentrer en campagne. Par les soins de Desaix, auquel il avait confié le commandement en son absence, tous

---

(1) En 1702, l'électeur de Bavière pressant le maréchal de Villars de traverser les montagnes Noires pour venir le joindre, Villars, tout audacieux qu'il était, répondit : « Cette vallée de Neustadt, que vous me » proposez, est le chemin qu'on appelle le *Val-d'Enfer*. Eh bien! que » Votre Altesse me pardonne l'expression, je ne suis pas diable pour y » passer. »

(2) On doit remarquer que Moreau, quoique pressé par des forces supérieures, n'en conserva pas moins un respect religieux pour la neutralité de la Suisse, et qu'il préféra se faire jour à travers les défilés de la Forêt-Noire, plutôt que de violer le territoire d'un peuple ami.

les préparatifs d'un passage du Rhin furent achevés, vers le 17 avril. Le 19 du même mois, Moreau, qui était revenu à Strasbourg, mit tout en mouvement pour effectuer ce passage, qui eut lieu sur plusieurs points, et notamment à Diersheim, où les Autrichiens firent une très-vive résistance. Le succès le plus complet couronna cette entreprise, marquée au coin de l'audace et du génie. Les ennemis perdirent dans cette journée 4 à 5000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Le fort de Kehl retomba au pouvoir des Français. Moreau, bien déterminé à mettre à profit les avantages qu'il venait de remporter, fit marcher ses colonnes en avant; et déjà elles avaient forcé les Autrichiens sur plusieurs points, lorsque, le 23 août, au moment où une bataille allait avoir lieu près de Rastadt, un courrier, arrivant en toute hâte de l'armée d'Italie, fit suspendre les hostilités, en apportant la nouvelle de la signature des préliminaires de paix conclus à Léoben. Peu de jours après la révolution du 18 fructidor an 5 (4 septembre 1797), le directoire-exécutif fit publier une lettre datée de Strasbourg, le 5 du même mois de septembre, et par laquelle le général Moreau donnait avis au directeur Barthélemy de la découverte d'une correspondance saisie dans les fourgons du général Klingling, lors du dernier passage du Rhin. Cette correspondance, toute en chiffres, avait eu lieu entre le prince de Condé et le général Pichegru, et son objet était le rétablissement de la famille des Bourbons sur le trône de France. Cette révélation fut généralement blâmée; et le gouvernement, qui sans doute la trouva tardive, fit perdre à Moreau le commandement en chef de l'armée du Rhin. Ce général fut même obligé de prendre sa retraite. Cependant, vers la fin de 1798, il reçut le titre d'inspecteur-général à l'armée d'Italie (1); et, lorsqu'au

(1) Joubert, qui avait commandé cette armée, adressant sa démission au directoire, avait désigné Moreau pour son successeur, et ce dernier avait provisoirement accepté le commandement; mais le directoire improuva le choix fait par Joubert, et envoya Schérer pour le remplacer.

commencement de la campagne de 1799, le mauvais début d'une nouvelle guerre eut rendu nécessaire le concours des grands talents militaires, il fut envoyé à cette armée. Le général Schérer, qui la commandait en chef, l'ayant divisée en 2 corps, donna au général Moreau la direction du premier de ces corps, qui fut composé des divisions Montrichard, Victor et Hatry. Moreau, quoique placé en sous-ordre, fixa cependant sur lui tous les regards; et il sut, par ses profondes connaissances militaires, épargner plusieurs fois de funestes revers à cette armée, mal dirigée, et qui se trouvait dans le plus affreux délabrement. Après la perte de la bataille de Magnano par l'armée française, les Austro-Russes ayant vivement poussé leurs succès, Schérer se trouva dans une position très-critique; et, ayant eu le bon esprit de reconnaître qu'il ne pouvait sauver l'armée française, il en remit provisoirement le commandement à Moreau : cette fois le directoire ne s'opposa pas au vœu unanime de l'armée, et Moreau fut conservé dans ce commandement. Cette nomination rendit la confiance aux soldats français, qui saluèrent leur nouveau généralissime, par les cris de : *Vive Moreau ! Vive le sauveur de l'armée d'Italie ! Il nous sauvera, comme il a sauvé l'armée de Rhin-et-Moselle dans la Forêt Noire.* En effet, il fallait tout le talent d'un général habile pour tirer cette armée de la fâcheuse position dans laquelle elle se trouvait placée. L'armée autro-russe, très-nombreuse, poussait sur tous les points son offensive avec la plus grande vigueur : et toutes les places fortes qui auraient pu protéger les Français se rendaient faute de vivres et d'approvisionnements. Dans cet état de choses, Moreau prit les dispositions qu'il jugea les plus convenables pour assurer sa retraite, et se rapprocher des Apennins et de la côte de Gènes, afin de faciliter sa jonction avec un corps que commandait le général Macdonald. Forcé dans sa position de Cassano, Moreau eut besoin de tout son sang-froid et de toute la valeur de ses troupes pour échapper à des ennemis qui le prenaient de front, à dos et en flanc. Il se replia cependant en bon ordre sur le Tésin. Le 2 mai 1799, Moreau avait établi

son quartier-général à Novarre, et son armée, affaiblie par les pertes qu'elle avait essuyées, se trouvait alors réduite à environ 20,000 hommes. Ces forces étaient insuffisantes pour garder les débouchés des Alpes, couvrir le pays de Gènes, et défendre les places forte du Piémont. Moreau quitta, le 7 mai, la ville de Turin, où il s'était rendu pour apaiser quelques commencements d'insurrections, et porta son quartier-général à Alexandrie. Il forma une espèce de camp retranché derrière le Pô et le Tanaro, entre Alexandrie et Valence, et prit la résolution de défendre opiniâtrément ce poste, pour donner le temps à Macdonald, qui se retirait du royaume de Naples, d'achever sa retraite et de tenter sa jonction avec l'armée d'Italie par le pays de Gènes. Le 11 mai, Moreau battit, près de Bassignano, 12,000 Russes commandés par le général Soworow; mais, se trouvant, bientôt après, assailli par des forces très-supérieures, il lui fallut quitter son camp retranché, et évacuer Valence ainsi qu'Alexandrie : il se replia sur Coni. Toujours occupé des moyens de faire sa jonction avec l'armée de Macdonald, Moreau fait filer la division du général Victor sur sa droite, et pénètre avec le reste de ses troupes dans le pays de Gènes, par les Apennins, dont il s'était assuré le passage et les hauteurs : cette jonction des armées d'Italie et de Naples eut enfin lieu, et les 2 généraux qui les commandaient concertèrent leurs plans pour reprendre l'offensive. Sorti de Gènes avec 15,000 hommes, Moreau battit le corps autrichien du général Bellegarde. Il débloqua ensuite Tortone et poussa les ennemis jusqu'à Voghera; mais la victoire, remportée à la Trebia par Soworow sur l'armée de Naples, le força de venir reprendre l'abri des Apennins. Sur ces entrefaites, Moreau avait été nommé au commandement en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle, et le directoire avait envoyé le général Joubert pour commander celle d'Italie. La remise de ce dernier commandement fut faite à Joubert vers le milieu du mois de juillet 1799. Dans les premiers jours d'août, Joubert voulut reconnaître tout le front de la position des ennemis, et fut aidé dans cette opération importante par

Moreau, qu'il avait invité à ne pas quitter l'armée sans lui donner des conseils utiles sur la manière de guerroyer dans un pays que celui-ci avait étudié avec sa profonde sagacité. A la bataille de Novi, perdue par les Français, le 15 août, Moreau, cédant aux instances de Joubert, accepta le commandement des deux divisions qui formaient le centre de l'armée. Il y courut les plus grands dangers, eut 3 chevaux tués sous lui, et reçut une balle dans ses habits. Joubert ayant été tué à cette bataille, Moreau prit le commandement en chef, et opéra sa retraite dans les Apennins, avec une telle supériorité, qu'il ôta aux Austro-Russes presque tout le fruit qu'ils pouvaient attendre de leur victoire. Après cette dernière opération, il pressa le général Championnet, qui était à Gènes, de prendre le commandement de l'armée d'Italie. En se rendant à son commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, le général Moreau vint à Paris. Le pouvoir directorial était alors chancelant, et en butte au mépris ainsi qu'à la haine. La faction qui voulait le renverser, jugeait qu'un général de haute réputation pouvait seul donner de la considération au nouveau gouvernement qu'on se proposait d'établir; en conséquence, on fit sonder Moreau, qui refusa de jouer le rôle dont il s'agissait. Il porta la modestie jusqu'à ne pas se croire en état de diriger les affaires de son pays, et aida de son influence et de ses moyens la révolution que le général Buonaparte effectua, le 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799). Buonaparte, devenu, par cette révolution, premier consul de la république française, appela presque aussitôt le général Moreau au commandement de l'armée du Rhin. Vers le 15 avril 1800, cette armée reçut l'ordre de commencer les hostilités contre l'Autriche. L'armée française du Rhin avait été divisée par Moreau en quatre grands corps. Les généraux Lecourbe, Gouvion-Saint-Cyr, et Bruneteau de Sainte-Suzanne commandaient trois de ces corps, et Moreau s'était réservé la direction immédiate du quatrième, qui était le corps de réserve. Le passage du Rhin fut effectué sur plusieurs points avec le plus grand succès, mais non sans éprouver

de la part des Autrichiens une vive résistance, et notamment à Reichlingen. Le 30 avril, toute l'armée française avait franchi le fleuve. Le 3 mai, Moreau livra aux ennemis les batailles d'Engen-Stockach et de Moeskirch, dans lesquelles les Autrichiens, battus complétement, perdirent 7 à 8000 hommes hors de combat, et 12 à 15,000 prisonniers. L'activité étonnante du général Moreau, et la rapidité des mouvements qu'il faisait faire à ses troupes, déconcertèrent toutes les mesures que le général autrichien Kray avait prises pour s'opposer aux progrès de son adversaire. Moreau avait le projet de pénétrer en Souabe, et de là jusqu'au centre des états autrichiens; mais Buonaparte, qui ne songeait qu'à reconquérir l'Italie, ne voulait faire de l'armée du Rhin qu'une armée d'observation, et improuvait le plan de campagne de Moreau. Celui-ci tint ferme; et dès-lors le germe de la haine de Buonaparte contre Moreau prit naissance. Après ses premières défaites, le feld-maréchal Kray, forcé de quitter sa ligne d'opérations dans les vallées du Brisgaw, s'était replié en bon ordre sur le Danube. Moreau, suivant alors les traces de son adversaire, marcha en Souabe. L'armée autrichienne passa le Danube; mais les Français l'atteignirent et la battirent complétement à Biberach et à Memmingen, le 9 mai. Le feld-maréchal Kray concentra alors ses forces dans son camp retranché d'Ulm (1), ce qui apportait quelques obstacles aux entreprises que Moreau voulait faire pour pénétrer dans la Bavière. Moreau, voyant le général autrichien s'opiniâtrer à rester dans sa position d'Ulm, conçut un projet plus étendu et plus décisif : ce fut de traverser le Danube au-dessus d'Ulm et de Donawerth, afin d'isoler l'armée autrichienne de ses magasins, et de la forcer à une retraite qui devait laisser la Bavière

(1) L'armée autrichienne des bords du Rhin se trouva alors sans communication avec le Tyrol, et hors d'état de rien entreprendre qui pût changer le cours des événements en Italie : cette circonstance facilita nécessairement le passage du Saint-Bernard et la conquête de l'Italie, par le premier consul Buonaparte.

sans défense : ce projet hardi fut couronné d'un plein succès. Après s'être posté au-delà du Lech, Moreau attaqua les Autrichiens sur toute la ligne. Il traversa, de vive force, le Danube à Bleinheim, et contraignit l'ennemi d'abandonner le rivage. Cependant le général Kray, instruit des progrès de Moreau, s'avance en toute hâte pour s'y opposer. Les deux armées se rencontrent à Hochstedt, le 19 juin; et Moreau y venge par une victoire l'affront fait aux armées françaises, sur le même terrain, le 13 août 1704 (1). Ainsi que Moreau l'avait prévu, Kray abandonne enfin sa position d'Ulm, et Moreau se met à sa poursuite. Il bat de nouveau les Autrichiens à Unterhausen, près de Neubourg, entre en Bavière, établit son quartier-général à Munich, remporte un avantage marquant à Landshutt, et ne suspend ses opérations militaires qu'après la signature de l'armistice conclu à Pasdorff, le 15 juillet. Cet armistice était une imitation de la convention faite à Alexandrie, après la bataille de Marengo. A la fin du mois de novembre suivant, l'armistice fut dénoncé, et les hostilités recommencèrent presque aussitôt. L'armée autrichienne, alors sous les ordres de l'archiduc Jean, s'élevait à 120,000 hommes, et avait sur celle de Moreau une supériorité numérique qui détermina l'archiduc à prendre l'offensive. Les deux armées étaient séparées par la rivière d'Inn, que l'armée autrichienne passa le 1er décembre; l'aile gauche des Français se replia, et Moreau, se retirant lui-même avec le gros de son armée, dirigea son mouvement sur Hohenlinden, attirant ainsi l'ennemi dans les défilés qui se trouvent entre l'Inn et l'Iser, et faisant donner le jeune archiduc dans un piége qu'il lui tendait depuis la reprise des hostilités. Tous ses préparatifs pour bien recevoir l'ennemi étant faits, et parfaitement combinés, Moreau attendit, sur le terrain favorable qu'il avait choisi, l'attaque de son adversaire. Le 3

(1) Les maréchaux de Tallard et de Marchin et l'électeur de Bavière y furent défaits par Marlborough et le prince Eugène.

décembre, à sept heures du matin, l'archiduc mit ses troupes en mouvement pour livrer une bataille, que déjà il regardait comme gagnée. Pour augmenter l'imprudente confiance du général ennemi, le général Moreau avait ordonné à ses avant-postes de résister faiblement. L'attaque des Autrichiens fut impétueuse; mais la supériorité numérique dut céder à l'expérience et aux savantes combinaisons stratégiques du général français, et, dès deux heures de l'après-midi, le centre de l'armée ennemie était déjà entièrement détruit. La gauche et la droite des Autrichiens combattaient encore avec opiniâtreté; mais, se trouvant éloignées à une distance telle qu'elles ne pouvaient ni s'entr'aider ni recevoir à temps les instructions convenables, ces deux ailes furent également défaites : à quatre heures du soir, la victoire la plus complète était remportée par les Français. Le résultat immédiat de cette victoire fut la prise de 100 pièces de canon et de 11,000 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient les généraux bavarois Deroi et Spanocchi, et 280 officiers de tous grades. Le désordre dans lequel on avait mis les Autrichiens était affreux; et, sans la brièveté du jour, l'archiduc n'eût pas sauvé une pièce de canon. La perte en hommes tués fut de 6000 du côté des Autrichiens : les Français eurent 2500 hommes tués ou blessés (1) (2) (3). L'archiduc Jean

(1) Parmi ces derniers, on entendait des voix s'écrier : « Il ne faut pas » mourir aujourd'hui, pour voir la fin d'une si belle journée. »

(2) La bataille de Hohenlinden est l'une des plus mémorables de la révolution : « Elle fut complétement gagnée, dit un judicieux historien, » (le lieutenant-général Dumas), par l'exécution la plus vigoureuse et la » plus littérale du plan prémédité : exemple bien rare dans les fastes de » la guerre. »

(3) Moreau reçut sur le champ de bataille même les félicitations de tous les généraux de son armée. Mais il n'y répondit, avec sa modestie ordinaire, qu'en leur attribuant la plus grande partie des succès de cette journée, et en ne faisant éclater sa joie que par ces paroles : « Mes amis, » vous avez conquis la paix. »

s'étant réfugié derrière l'Inn, Moreau le poursuivit sans relâche, le battit à Lauffen, passa la Salza et s'empara de Salzbourg. Sur ces entrefaites, l'effroi s'était répandu dans les états héréditaires, et l'archiduc Jean avait demandé à Vienne qu'on lui donnât un successeur. Le prince Charles fut rappelé au commandement en chef de l'armée autrichienne. Moreau, qui connaissait le génie et l'activité de son nouvel adversaire, ne voulut pas lui donner le temps de se reconnaître; et, après avoir effectué le passage de la Traun, le 20 décembre, il projetait de continuer sa marche rapide, et de se porter vers la capitale de l'Autriche, lorsque, le 21, un parlementaire envoyé par l'archiduc vint proposer au général français une suspension d'armes, pendant laquelle les gouvernements français et autrichien pourraient traiter de la paix : cet armistice fut conclu à Steyer, le 25 décembre (1), et suivi quelque temps après du traité de paix signé à Lunéville, le 9 février 1801. Le général Moreau, couronné des lauriers de la victoire, estimé par les ennemis qu'il avait vaincus, aimé et admiré de ses concitoyens, revint en France, où la reconnaissance nationale se plaisait à le placer au rang des sauveurs de la patrie. Le premier consul Buonaparte l'accueillit avec la plus grande distinction, et lui remit une paire de pistolets magnifiques, en lui disant : « J'aurais voulu y faire graver » toutes vos victoires; mais on n'y eût pas trouvé assez de » place. » Quoi qu'il en fût, Moreau, simple, modeste et aimant la retraite, se fixa dans la terre de Grosbois qu'il venait d'acquérir, et montra presque toujours beaucoup d'éloignement pour la nouvelle cour que Buonaparte avait créée. Nouvellement marié, il vivait au milieu d'un petit nombre d'amis et d'étrangers qui se succédaient pour lui

---

(1) A cette époque, l'armée aux ordres de Moreau avait conquis en 22 jours 80 lieues de terrain; les formidables lignes de l'Inn, de la Salzach, de la Traun et de l'Ens avaient été franchies sans pertes notables; 45,000 Autrichiens avaient été mis hors de combat ou faits prisonniers, et les Français s'étaient emparés de 147 pièces de canon, ainsi que d'une grande quantité de drapeaux.

témoigner leur admiration. Moreau désapprouvait hautement dans Buonaparte les moyens que celui-ci employait pour envahir le pouvoir suprême. Les conversations, souvent piquantes et épigrammatiques, qui avaient lieu à ce sujet, étaient trop fidèlement rapportées à Buonaparte, pour que ce dernier ne dût pas considérer Moreau comme l'homme le plus opposé à ses projets d'usurpation. Moreau fut dès lors entouré d'espions, chargés de rendre compte de toutes ses démarches. Sur ces entrefaites, un prêtre, nommé l'abbé David, fut arrêté à Calais, porteur d'une lettre de Moreau pour le général Pichegru, qui se trouvait alors en Angleterre. Sur ce premier indice d'un rapprochement entre ces deux généraux, la police fit épier Moreau avec un nouveau zèle. Dans les premiers jours de janvier 1804, Pichegru et 35 autres individus débarquent sur les côtes de Normandie, et arrivent à Paris, le 25, avec le dessein de renverser le gouvernement de Buonaparte, et de rétablir celui des Bourbons. La police consulaire, instruite à temps de ce qui se tramait, avait mis ses agents à la piste des conjurés, et dès le 17 février, un rapport du grand-juge ministre de la justice au premier consul annonça que la conspiration était découverte, et qu'elle avait échoué. Toute la capitale fut moins surprise d'apprendre ce complot, que de voir figurer, dans la « *liste des brigands envoyés* » *par l'Angleterre pour assassiner le premier consul*, » le nom de Moreau. Ce général avait été arrêté un des premiers, et traduit dans la prison du Temple, où, pendant trois mois, on le tint au secret le plus rigoureux. Cependant l'illustre accusé excita bientôt un intérêt général parmi les citoyens, comme dans l'armée. La procédure s'instruisait; et, plus le moment du jugement approchait, plus cet intérêt se manifestait hautement. Les militaires, et surtout ceux que Moreau avait conduits tant de fois à la victoire, se déclaraient en sa faveur, et faisaient éclater de violents murmures. Plusieurs hommes d'état, alors puissants, se réunirent au juge-rapporteur Thuriot, et au commandant de la gendarmerie de Paris, pour représenter à Buonaparte que la condamnation à mort de Moreau pou-

vait faire craindre un mouvement de la part des soldats, qui adoraient encore ce général. Ce motif, peut-être plus encore que l'absence de preuves matérielles de la participation de Moreau à la conspiration de Pichegru, influèrent sur le jugement rendu, le 10 juin 1804, qui ne condamna Moreau qu'à deux années de détention. Moreau avait prononcé devant ses juges un discours noble, touchant et justificatif de sa conduite. Aussitôt que le jugement fut connu, on entendit de toutes parts le peuple de la capitale s'écrier, en parlant de Moreau : « Il est sauvé. » Cependant, dans la crainte que ce général ne devînt victime de sa réclusion dans une prison d'état, l'épouse de Moreau sollicita comme une grâce, et obtint que son mari pourrait voyager hors de France pendant les deux années fixées pour sa détention ; mais à condition qu'il ne pourrait rentrer dans sa patrie qu'avec l'autorisation de Buonaparte. Le général Moreau partit donc pour l'Espagne, avec sa famille, et sous l'escorte de la gendarmerie. Il s'embarqua à Cadix, en 1805, et se rendit aux États-Unis, où il acheta une maison de campagne au pied de la chute de la Delaware. Entouré d'amis, il oubliait ses infortunes, lorsque l'agression de Buonaparte contre l'Espagne mit un terme à l'indifférence politique qu'il montrait depuis son départ de la France. Dès-lors, il parut se nourrir de l'espoir de contribuer un jour à réparer les maux dont il lui semblait que sa patrie allait être accablée. Lorsqu'il apprit les désastres de la fatale campagne de Russie, en 1812, il entra en fureur contre Buonaparte. Cette disposition le rendit d'autant plus accessible aux propositions que l'empereur Alexandre lui fit faire de s'unir à lui. Moreau s'embarqua secrètement, le 21 juin 1813, avec M. de Swinine, conseiller de l'ambassade de Russie, et aborda, le 24 juillet, dans le port de Gothembourg, en Suède. Il traversa la Prusse au milieu des acclamations des peuples, fut très-bien accueilli à Berlin, et se rendit à Prague, en Bohême, où se trouvaient réunis l'empereur de Russie et le roi de Prusse. Dès que son arrivée fut connue, l'empereur Alexandre le prévint, et eut avec lui une conférence de deux heures : et ce fut ce

prince qui le présenta lui-même au roi de Prusse. Moreau reçut des trois souverains l'accueil le plus distingué (1), et fut admis à délibérer avec eux sur les opérations militaires que l'on projetait contre Napoléon. A la rupture d'un armistice conclu quelque temps auparavant, les alliés firent déboucher leur grande-armée par la Bohême, pour se porter contre la ville de Dresde, qui était le point des opérations. Le 26 août, la capitale du royaume de Saxe fut effectivement attaquée, et Moreau s'en approcha en personne, à côté de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse. Il se porta sur le front des colonnes, et examina la position de Napoléon, au milieu des bombes et des boulets qui pleuvaient autour de lui. Le lendemain 27, Moreau venait de communiquer quelques observations à l'empereur Alexandre, et s'avançait pour examiner le mouvement des Français, lorsque le premier boulet de canon, tiré par l'artillerie de la garde de Buonaparte, lui fracassa le genou de la jambe droite, et, traversant le cheval qu'il montait, emporta le mollet de l'autre jambe. Moreau tomba dans les bras du colonel Rapatel, en disant : « Je suis perdu ; » mais il est doux de mourir pour une si belle cause. » Alexandre lui fit prodiguer avec beaucoup de sensibilité tous les secours possibles, et le fit transporter dans une maison voisine. Les blessures exigèrent deux amputations, que Moreau supporta avec le plus grand courage. Cependant l'armée des alliés ayant été battue, fit sa retraite, et Moreau fut porté sur un brancard jusqu'à Laun, où, malgré sa faiblesse, il écrivit une lettre à sa femme et une autre à l'empereur de Russie. Il expira dans la nuit du 1er au 2 septembre. Son corps fut conduit à Prague, pour y être embaumé ; et de là on le transféra à Saint-Pétersbourg, où, par les ordres de l'empereur, il fut enterré dans l'église catholique, avec les mêmes honneurs que ceux qui avaient

---

(1) Moreau ayant demandé à l'empereur Alexandre de n'avoir aucun titre près de sa personne : « Eh bien, lui avait dit le prince, vous serez » mon ami ; vous serez mon conseil. »

été rendus au maréchal prince Kutusow. L'empereur Alexandre écrivit une lettre touchante à la veuve de Moreau, et lui fit don de 500.000 roubles et d'une pension de 30,000. Après la restauration du trône des Bourbons, madame Moreau étant rentrée en France, le roi daigna lui faire remettre le bâton de maréchal de France qu'il avait destiné au général Moreau (1), et accorda à cette dame tous les honneurs dont jouissent les femmes d'officiers revêtus de cette éminente dignité (2). Par ordonnance du 27 février 1816, S. M. prescrivit l'érection d'une statue du général Moreau, et l'exécution de ce monument fut confiée au statuaire Convallet. Cet artiste étant mort, ce fut le statuaire Caldérari qui fut chargé du travail. (*Histoire du général Moreau, par M. Chateauneuf*; *Moniteur, annales du temps.*)

DE MOREL (Jean), *comte d'Aubigny, lieutenant-général*, entra au service comme capitaine de dragons, le 11 janvier 1719. Il passa successivement par tous les grades, fit toutes les campagnes de ce temps, et fut créé brigadier de dragons, le 1er mai 1745. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 1er mai 1758, et celui de lieutenant-général, le 25 juillet 1762. (*Chronologie, militaire tom. VI, pag.* 27.)

---

(1) Moreau fut l'un des plus grands généraux que la France a produits depuis la révolution. Il dut ses victoires, non-seulement à son génie, mais encore à un concours de dévouement de la part des généraux qui servaient sous lui, et à l'esprit de discipline de ses troupes dont il sut toujours captiver la confiance et l'affection par sa bienveillance naturelle. Moreau exerçait le commandement avec fermeté, mais jamais avec dureté. Il conservait toujours avec ses principaux officiers le ton affectueux d'un camarade, et son quartier-général était comme une réunion de famille, où chacun pouvait discuter avec une entière liberté sur tous les plans militaires et sur tous les autres objets d'intérêt public, tels que la politique et l'administration.

(2) Madame la maréchale Moreau est morte en 1821.

DE **MOREUIL** (Bernard), *maréchal de France.* Il avait servi, en 1314, pendant la campagne de Flandre, sous le comte de Saint-Pol, lorsqu'il fut créé maréchal de France, en 1326, à la place de Jean des Barres. Il obtint cette dignité, par lettres données à Becoisel, le 5 juillet 1328, afin de pouvoir être gouverneur de Jean, depuis roi de France. Il fut encore pourvu de la charge de grand'queue de France. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 119.)

DE **MORGES**, *voyez* DE BÉRENGER *et* DE CLERMONT-TONNERRE.

MORONI (Ange-Pierre, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Ortiporio, en Corse, le 29 mars 1762. Il entra au service le 1er mai 1793, comme capitaine-quartier-maître au 18e bataillon d'infanterie légère, qui fit ensuite partie de la 18e demi-brigade, laquelle devint 29e de la même arme. Ayant pris le commandement d'une compagnie, Moroni fit les campagnes de 1793 à 1801, à l'armée d'Italie, prit part à toutes les opérations militaires qui y eurent lieu, s'y distingua en plusieurs occasions, et mérita l'estime ainsi que l'approbation de ses chefs. Pendant cette période, il commanda la citadelle d'Ancône, le fort Saint-Léo, la place de Forli et celle de Rimini, sous les ordres du général Dombrowski. Il fut employé dans l'expédition de Toscane, sous les ordres du général Dupont, et eut le commandement de la place de Preito. Il se distingua, sous les ordres du général Pino, à l'affaire de Sienne, contre l'armée napolitaine. Il obtint le grade de chef de bataillon, le 25 mai 1798. Employé, en 1799, sous les ordres du général Gauthier, il commanda à Poggi-Ponti (en Toscane), poste important et dont la conservation était essentielle pour conserver les communications de l'armée française avec Sienne, Arezzo, Florence et Pise. Quoiqu'il eût alors fort peu de troupes sous ses ordres, il parvint à se maintenir dans ce poste, à repousser plusieurs fois les ennemis, et à conserver constamment, par de sages dispositions, ses communications avec le quartier-général de l'armée, jusqu'au moment où il reçut l'ordre d'évacuer la place. Dès

qu'il en fut sorti, on lui confia le commandement du fort Lontignano, sur les côtes, au levant de Livourne. Attaqué plusieurs fois dans ce fort, par des forces très-supérieures aux 150 hommes qu'il y commandait, il conserva son poste avec beaucoup de fermeté jusqu'à l'entière évacuation de la Toscane, et protégea la retraite de l'armée. Il a fait les campagnes de 1804, 1805, 1806 et 1807, à la grande-armée d'Allemagne, et a été employé dans le corps de troupes rassemblées au camp de Boulogne, sous les ordres du maréchal Soult. En 1807, il servit à l'expédition contre le Hanovre, commandée par le maréchal Mortier. Il devint major du 1er régiment d'infanterie de ligne, le 2 février de cette dernière année. Le 16 du même mois, la garnison de Stargardt, dont il faisait partie, ayant été attaquée par des forces nombreuses, le major Moroni sortit de la ville avec 5 compagnies, et repoussa les ennemis. Le lendemain 17, à l'attaque de Raigardt, étant à la tête d'un bataillon, il s'empara de vive force de la porte Weinneworth, qui était défendue par une pièce de canon, et chargea les ennemis jusqu'au-delà de la ville. Le 20, à Neumontholen, ayant le commandement des voltigeurs de la division sous les ordres du général Teulié, il les conduisit sous le feu des ennemis qui défendaient ce poste. Il fut des premiers à passer la rivière pour attaquer le village, avant qu'il y eût un pont établi, ce qui obligea les ennemis de se retirer en pleine déroute. Il servit ensuite au siége de Colberg et s'y distingua. Il fut créé chevalier de l'ordre de la Couronne de Fer, le 18 mai. Nommé, le 26 juin 1808, colonel du régiment royal-Dalmate, il servit pendant la campagne de 1809, en Allemagne, sous les ordres du prince Eugène, vice-roi d'Italie. Au commencement de cette campagne, il avait défendu, avec 10 compagnies de son régiment, le fort de Malghera, près de Venise; et, quoique ce fort ne fût pas encore en état de défense, le colonel Moroni y résista à l'attaque d'environ 5000 Autrichiens, qui furent repoussés avec une perte considérable : de cette défense dépendait la sûreté de Venise. Le colonel Moroni, à la tête de son régiment, s'empara, malgré les obstacles que lui opposaient le

terrain et des abattis, de 2 redoutes gardées par des forces autrichiennes très-imposantes, et construites sur la route de Willach, en Carinthie. Cette brillante action lui valut la décoration de la Légion-d'Honneur, qui lui fut accordée le 30 mai. Détaché dans le même mois avec 2 bataillons pour marcher contre un corps de partisans autrichiens, qui inquiétait les pays de montagnes limitrophes du Tyrol et de l'Italie, il parvint à chasser ces corps, auxquels il fit éprouver des pertes considérables, leur fit quelques prisonniers et s'empara de plus de 400 fusils qu'ils avaient abandonnés dans leur fuite. Il rejoignit ensuite l'armée d'Italie à Raab, en Hongrie. Employé au blocus de Presbourg, sous les ordres du général Baraguey-d'Hilliers, il fut détaché, dans une nuit, avec son régiment pour attaquer et prendre une redoute ennemie qui inquiétait les avant-postes français : cette redoute fut enlevée d'assaut; et sa prise, en obligeant les Autrichiens d'abandonner la ligne sur laquelle elle se trouvait, les força en même temps de rentrer dans Presbourg, et de laisser la rive droite du Danube au pouvoir des Français. Cette même affaire retint du côté de Presbourg une partie de l'armée autrichienne, commandée par le prince Charles, ce qui contribua au gain de la bataille de Wagram. Chargé d'une seconde expédition contre les partisans qui infestaient les derrières de l'armée sur les confins du Tyrol, il y marcha avec son régiment; battit les partisans au village de Spedal, au-dessus de Willach, et leur prit 1 canon. Il fut ensuite employé à l'expédition du Tyrol, sous le général Baraguay-d'Hilliers, prit part à toutes les affaires qui eurent lieu, et commanda la place de Boltzen. Rentré en Italie, il commanda aussi par *intérim* la ville de Venise, sous le général Meunier, ainsi que le département du Tagliamento. Il fut nommé, le 29 octobre 1810, colonel du régiment de conscrits de la garde royale d'Italie, qu'il organisa. Sept mois après, le prince vice-roi, ayant passé cette garde en revue, fut si content de la tenue et de l'instruction qu'il y remarqua, qu'il en fit les plus grands éloges au colonel Moroni, en présence de tous les officiers et généraux, qui assistaient à cette revue. Ce fut à cette occasion

que le prince Eugène fit don au colonel Moroni d'un beau sabre, portant cette inscription : *Le vice-roi d'Italie au colonel Moroni.* Il fut nommé, le 28 août 1811, colonel-commandant le régiment des vélites royaux. Il fit la campagne de 1812, en Russie, sous les ordres du prince Eugène, prit une part très-active aux opérations militaires que fit ce corps, dont il ne se sépara point pendant la désastreuse retraite de Moscou. Créé maréchal-de-camp, le 11 janvier 1813, il servit pendant la campagne de Saxe, dans le 4ᵉ corps d'armée, commandé par le général Bertrand. Il fut dangereusement blessé d'un coup de fusil dans le côté gauche, à l'affaire de Siégendorff, près de Berlin, le 23 août. Par décret impérial du 24 octobre, il fut créé baron d'empire et commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer. Il reçut à l'affaire de Hanau, le 31 du même mois, deux blessures d'arme blanche, très-graves, dont une sur la tête et l'autre sur le bras droit. Ces blessures l'ayant mis hors de combat, il fut fait prisonnier de guerre. Rendu à la liberté, le 11 juin 1814 ; il se retira dans ses foyers, où il jouit de la solde de non-activité de son grade jusqu'au 1ᵉʳ juillet 1818. A cette dernière époque, il fut mis à la retraite, par suite des dispositions de l'ordonnance royale du 20 mai. Une autre ordonnance de S. M. Louis XVIII, en date du 19 août de la même année, créa le baron Moroni chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

DE MORTEMART, *voyez* DE ROCHECHOUART.

MORTIER (Édouard-Adolphe-Casimir-Joseph), *duc de Trévise*, *pair et maréchal de France,* naquit à Cambrai, en 1768. Il fut placé, en 1791, comme lieutenant, dans le régiment de carabiniers; mais il ne rejoignit point ce corps, et entra dans le 1ᵉʳ bataillon des volontaires nationaux du département du Nord, où il fut fait capitaine, lors de la formation, le 1ᵉʳ septembre de la même année. Il se trouva, avec sa compagnie, à l'affaire de Quievrain, le 28 avril 1792, et y eut un cheval tué sous lui. Il combattit aux batailles de Jemmapes, de Neerwinde et de Pellemberg,

près de Louvain; et servit aux siéges des ville et château de Namur et de Maestricht. Les talents et le courage que Mortier déploya dans ces diverses actions le firent remarquer avantageusement par ses chefs. Détaché avec 150 hommes, sur la rivière de Persian, pendant le blocus de Valenciennes, il s'y maintint pendant six heures, après l'évacuation du camp de Famars, et ne rejoignit l'armée, à Bouchain, que le lendemain à quatre heures du matin. Sa conduite distinguée à la bataille d'Hondscoote, le 7 septembre 1793, lui valut le grade d'adjudant-général, qui lui fut conféré, le 16 octobre suivant. Il se trouva au combat d'Eskelbech, où le 1er bataillon du Nord, auquel il appartenait, et se couvrit de gloire, en s'emparant de ce poste important que les Anglais et les Hanovriens avaient fortement retranché. Au déblocus de Maubeuge, le 16 octobre 1793, Mortier fut blessé d'un coup de mitraille, en s'emparant du village de Dourlers, qui fut pris et repris trois fois dans la même journée. Il combattit encore à Mons, à Bruxelles, à Louvain et à la bataille de Fleurus. Il se trouva, le 3 octobre 1794, au passage de la Roër, effectué par l'armée française après un combat très-vif. Il marcha sur le Rhin avec le corps que le général Kléber commandait, et qui fit le siége de Maestricht. Il y fut spécialement chargé par le général Poncet de l'attaque du fort Saint-Pierre, qui se rendit par capitulation. Il se trouva ensuite, et sous les ordres du général Marceau, au passage du Rhin à Neuwied. En 1796, Mortier, étant alors adjudant-général, fut employé à l'armée de Sambre-et-Meuse, où il commanda les avant-postes de l'avant-garde, placée sous les ordres du général Lefebvre. Le 31 mai, il repoussa les Autrichiens au-delà de l'Acher. Le lendemain, le général Lefebvre passa la Sieg, et culbuta les Autrichiens dans les plaines d'Enns : Mortier prit encore part à cette action. Le 4 juin, jour du combat d'Altenkirchen, Mortier fut chargé de tourner la position de ce nom, pendant que le général Lefebvre, attaquant les ennemis de front, défit complétement le prince de Wurtemberg, auquel il prit 6000 hommes et 11 pièces d'artillerie. A la bataille de Friedberg,

Mortier passa de vive force la Nidda, à la tête de l'avant-garde du général Lefebvre. Le 4 juillet, il commanda la colonne du centre de cette avant-garde, attaqua les ennemis sur les hauteurs de Wildendorff, se rendit maître de la position après un combat très-opiniâtre, et fit 2000 prisonniers. Il s'empara de Giessen, le 8. La ville de Francfort-sur-le-Mein ayant été cernée, le 13, par le corps du général Kléber, Mortier fut chargé de porter au général autrichien Wartensleben, qui commandait dans la place, les propositions d'une capitulation, qui fut signée le même jour. Mortier s'empara de Gemmunden, le 22, y fit beaucoup de prisonniers, et se saisit de 15 bateaux chargés de bombes et de boulets. Il entra, le 23, dans Schweinfurt, où il prit un dépôt de 2000 fusils; et, ayant chassé les ennemis au-delà du Mein, il établit sa position sur les derrières des Autrichiens; ce qui obligea le général Wartensleben de quitter Wurtzbourg, et de se replier sur Bamberg. Le 6 août, au combat d'Hirscheid, Mortier remplaça l'adjudant-général Richepanse qui venait d'être blessé, et donna dans la mêlée de très-grandes preuves de courage et de sang froid (1). Kléber ayant formé le projet d'attaquer l'ennemi sur les deux rives de la Rednitz, dirigea, le 7 août, son avant-garde, commandée par Lefebvre, sur la rivière de Wisent. Les Autrichiens occupaient, avec 1200 hommes d'infanterie, 600 chevaux et quelques pièces d'artillerie, le poste d'Ehermaustadt. Mortier, dont les forces étaient bien inférieures, les attaque avec tant de vivacité, qu'il les en chasse après une heure de combat, et reste maître de la position. Le 8, il chasse également les ennemis de Greiffemberg. Le 11, il se présente devant le fort de Rothemberg, dont la garnison était composée de troupes palatines, et oblige ce fort de capituler après une

(1) Dans le rapport que Kléber fit de cette affaire, Mortier fut cité parmi les officiers auxquels le général appliquait cette phrase : « Avec » de pareils chefs, on se dispense de compter le nombre de ses en» nemis. »

première sommation : on y trouva 60 pièces de gros calibre et 2000 fusils. Chargé par le général Hatry de traiter directement de la reddition de Mayence avec l'électeur, Mortier fit deux voyages à Aschaffembourg, et y conclut une négociation, d'après laquelle les Français occupèrent Mayence, le 30 décembre. Après la paix de Campo-Formio, Mortier refusa le grade de général de brigade, et préféra prendre le commandement du 23ᵉ régiment de cavalerie. A l'ouverture de la campagne de 1799, il fut de nouveau nommé général de brigade : et ce fut dans ce grade qu'il alla prendre le commandement des avant-postes de l'avant-garde de l'armée du Danube. Au combat de Lieptingen, le 25 mars, Mortier, étant à la tête de la 26ᵉ demi-brigade d'infanterie légère, attaqua les Autrichiens avec tant d'intrépidité et de résolution, que ceux-ci ne purent résister, et laissèrent les Français pénétrer dans Lieptingen. Il exécuta dans la même journée plusieurs charges vigoureuses, à la tête de quelques régiments de cavalerie. Après la retraite de l'armée du Danube, Mortier resta détaché en avant d'Offembourg, avec un corps de 2 à 3000 hommes qu'il employa avec succès à contenir les ennemis. Nommé général de division, le 25 septembre 1799, il passa en cette qualité à l'armée d'Helvétie, où il reçut le commandement de la 4ᵉ division, forte de 6000 hommes. Il se trouva au passage de la Limath, et attaqua vigoureusement le village de Wollishoffen, qui fut enlevé après une vive résistance de la part des Russes. Il se signala également dans les différents combats qui précédèrent et suivirent la prise de Zurich. Avec sa seule division, Mortier soutint, à Mutten, tous les efforts du corps de Rosemberg, qui formait à peu près la moitié de l'armée russe. Après la défaite du général russe Korsakow, et la mort du général autrichien Hotze, le général en chef Masséna marcha sur Schwitz, pour attaquer le feld-maréchal Sowarow dans le Muttenthal. Chemin faisant, Masséna rencontra le corps de Rosemberg, qu'il résolut d'attaquer dès le lendemain, avec la seule division du général Mortier et une brigade de la division Lecourbe. Effectivement l'attaque eut lieu, et Mortier s'y

signala d'une manière brillante. Avec le feu de son infanterie et celui de son artillerie, il écrasa les nombreuses colonnes russes, rendit inutiles tous les efforts que fit l'ennemi pour conserver sa position, et s'en rendit maître. Après cette affaire, Mortier fut employé à la poursuite des Russes, qu'il concourut à chasser entièrement du territoite helvétique. Il prit ensuite part aux opérations militaires contre les Autrichiens, dans le pays des Grisons, le Voralberg et le Tyrol. Il quitta l'armée d'Helvétie pour aller prendre le commandement de la 2ᵉ division de l'armée du Danube; mais un arrêté du gouvernement, en date du 29 mars 1800, l'appela bientôt après au commandement des 15ᵉ et 16ᵉ divisions militaires, dont le chef-lieu était Paris. En 1803, après la rupture du traité d'Amiens, et lors de la reprise des hostilités contre l'Angleterre, le premier consul Buonaparte confia au général Mortier le commandement d'un corps qui se trouvait en Hollande, et que l'on destinait à s'emparer du Hanovre. Dès le 15 avril, Mortier quitta Nimègue, avec environ 12,000 hommes, traversa le Waal, et marcha contre les troupes hanovriennes, qui se concentraient alors dans les comtés de Diepholtz et de Haya. Les dispositions du général Mortier furent si bien prises, qu'après quelques combats assez peu importants, le feld-maréchal Walmoden, commandant les troupes hanovriennes, signa, le 3 juin, à Sublingen, une convention qui rendit les Français maîtres de tout l'électorat, et particulièrement des embouchures du Weser et de l'Elbe. Par suite de cette convention, le général Mortier, après avoir mis garnison dans Niembourg, où l'on avait trouvé 14,000 fusils, beaucoup d'artillerie et de munitions, se porta sur Hanovre, où il établit son quartier-général, le 5. Par la convention de Sublingen, l'armée hanovrienne devait se retirer derrière l'Elbe; mais le premier consul Buonaparte ayant improuvé cette clause du traité, Mortier dut se préparer à recommencer les hostilités, si l'armée du général Walmoden ne se rendait point à discrétion Les. chefs des vieilles bandes hanovriennes, convoqués dans un conseil tenu à Lauembourg, voulaient combattre et mourir,

plutôt que de consentir une capitulation qui allait les couvrir de honte; mais l'impérieuse loi de la nécessité contraignit ces braves de se soumettre; et, le 4 juillet, une nouvelle convention leur imposa la condition de mettre bas les armes, et de les livrer à l'armée française : l'armée hanovrienne fut dissoute, et les troupes s'engagèrent par serment à ne point servir contre la France, avant d'avoir été échangées. Mortier revint à Paris, où il fut nommé l'un des quatre commandants de la garde des consuls, et spécialement de l'arme de l'artillerie. Napoléon Buonaparte, devenu empereur des Français, comprit Mortier dans la première promotion des maréchaux de France, faite par lui, le 19 mai 1804. Mortier devint aussi chef de la 2ᵉ cohorte de la Légion-d'Honneur, et fut fait grand-officier de cet ordre, le 14 juin de la même année. Il obtint, le 2 février 1808, le grand-cordon du même ordre; et, quelque temps après, il fut décoré de la croix de l'ordre de Christ, de Portugal. Il commanda, en 1805, un des corps de la grande-armée d'Allemagne, et fit la campagne contre les Austro-Russes. Après la prise d'Ulm, Mortier fut détaché, avec son corps d'armée; et, ayant traversé le Danube à Lintz, il dut manœuvrer sur la rive gauche de ce fleuve, pour empêcher le passage de l'ennemi de ce côté. Arrivé, le 10 novembre, à Diernstein, il s'y établit avec sécurité pendant la nuit, ne supposant pas, d'après les reconnaissances qu'il avait fait faire, et les rapports qu'il avait reçus, qu'aucunes forces ennemies bien importantes se trouvassent près de lui. Cependant, 30,000 Russes attendaient que Mortier eût enfoncé ses troupes dans l'étroit défilé de Diernstein, et se préparaient à faire mettre bas les armes à la colonne française. Le 11 au matin, les Russes firent commencer l'attaque par leurs tirailleurs, et bientôt après leurs nombreux bataillons prirent part à l'action. Un combat opiniâtre s'engagea dans Loiben. Les régiments 4ᵉ léger, 100ᵉ et 103ᵉ de ligne y écrasèrent les Russes, qui perdirent 6 drapeaux, 5 canons, 300 hommes tués et 4000 prisonniers. Ce succès des Français n'ôtait cependant point aux Russes l'espoir de réussir à écraser le corps de Mortier. Pendant le

combat de Loiben, plusieurs colonnes russes avaient filé par les hauteurs boisées qui dominent Diernstein. Le maréchal Mortier ignorait encore tout ce que sa position avait de critique; mais, voulant attaquer Krems, et reconnaissant qu'il ne pouvait le faire avec des troupes harcelées et qui manquaient de munitions, il résolut d'attendre à Diernstein l'arrivée du général Dupont, qui faisait partie de son corps d'armée, et celle du parc de réserve d'artillerie. Vers le soir, Mortier, accompagné du général Gazan et d'une petite troupe de cavalerie, se porta au-devant du renfort qu'il attendait; mais à peine était-il parti, que le major Henriod, du 100e de ligne, voyant les hauteurs de Stein se couvrir de troupes ennemies, se hâte d'envoyer des ordonnances au maréchal, pour l'informer de ce qui se passait. Mortier ayant été joint par ces ordonnances, revint en toute hâte, et faillit être pris par un corps de 1500 Russes, avec lequel son escorte échangea quelques coups de pistolet. Avant d'atteindre Diernstein, le maréchal, apercevant plusieurs colonnes russes qui se dirigeaient sur le chemin qui conduit à ce village, hâta sa marche pour arriver à un hameau où il croyait trouver des troupes de sa division; mais déjà ce hameau était occupé par les Russes. Les colonnes ennemies, qui débouchaient par Diernstein, étaient fortes d'environ 12,000 hommes, et l'une d'elles suivait un chemin resserré entre deux murs de pierre sèche, pouvant donner le passage à 8 hommes de front. Par la marche de ces colonnes et la disposition de toutes les troupes russes, les 4000 Français qui occupaient le plateau de Leoben se trouvaient avoir devant et derrière eux deux masses énormes d'ennemis; à gauche, un escarpement qui n'offrait aucun débouché, et à droite, le Danube, sur lequel on n'avait aucun moyen de passage. Le maréchal Mortier et son état-major délibéraient sur les moyens de sortir de cette espèce de souricière, lorsque le brave major Henriod (du 100e de ligne) fit dire que, si l'on voulait seconder un mouvement qu'il allait faire, il répondait du salut de la division. Le projet du major fut approuvé par le maréchal; et Henriod, s'adressant alors aux grenadiers

qui formaient sa tête de colonne, leur dit : « Camarades! »nous sommes enveloppés par 30,000 Russes, et nous ne »sommes que 4000; mais les Français ne comptent pas »leurs ennemis. Nous leur passerons sur le ventre. Grena»diers du 100e régiment, vous aurez l'honneur de charger »les premiers; souvenez-vous qu'il s'agit de sauver les ai»gles françaises.» Le régiment entier répondit à cette courte mais énergique harangue : « Major, nous sommes tous »grenadiers.» Faisant alors tirer les 6 derniers boulets qui restent dans les coffres des 2 seules pièces que possédait la division, Henriod ordonne la charge, et recommande à ses soldats de crier tous ensemble : « Point de quartier : ce »sont les Russes.» La colonne s'avance avec impétuosité, sans répondre à une vive fusillade; et, dès que l'on est à portée, la première section enfonce sa baïonnette dans le corps des premières files russes, en déchargeant en même temps l'arme. Chaque section en fait autant, et se replie aussitôt par les côtés pour faire place à celle qui la suit. Enfin, au bout de trois quarts d'heure de pression, pendant lequel temps les Français, couvrant le terrain de Russes tués, avaient à peine gagné 200 pas, la tête de la colonne ennemie écrase son propre centre, que contenait la queue. Ce centre étouffé franchit alors ou renverse les murs pour échapper à une mort certaine, fuit à droite et à gauche, et se débande. Bientôt le désordre devient général parmi les ennemis, auxquels les ombres de la nuit dérobent le nombre de leurs adversaires : toute la colonne jette en partie ses armes, et se précipite confusément sur toutes les routes. Dans cette horrible confusion, quelques soldats russes, voulant éclairer leur retraite, mettent le feu au village de Loiben, où se trouvaient 500 de leurs blessés, qui furent tous brûlés : le maréchal Mortier avait pris place dans la colonne d'attaque entre le 1er et le 2e bataillon du 100e régiment. Cette affaire mémorable coûta aux Russes 6000 hommes blessés ou tués, des drapeaux, des pièces d'artillerie, et des milliers de fusils. Le général Schmitt et deux autres officiers-généraux russes étaient au nombre des morts. Le maréchal Mortier, s'étant ensuite porté en avant,

rencontra l'armée entière commandée par le général Kutusow; et, quoique le général français n'eût alors que 4000 hommes, il s'élança avec courage sur l'ennemi, et le culbuta. Ce combat, l'un des plus mémorables de la campagne, en fut aussi l'un des plus meurtriers (1). Napoléon, s'avançant dans la Moravie avec sa grande-armée, laissa en arrière Mortier pour couvrir Vienne. En 1806, Mortier commanda le 8e corps de la grande-armée, composé de troupes gallo-bataves, et fut chargé d'opérer dans la Hesse et le Hanovre. Il occupa la ville de Cassel, le 1er octobre, et soumit tout le pays sans combat. Il entra à Hambourg, au mois de novembre. Au moment de la signature de l'armistice de Charlottembourg, le 16 novembre, le maréchal Mortier gardait les embouchures de l'Elbe et du Weser, occupait le Hanovre, et pressait le siége des places de Hameln et de Nienbourg. A la reprise des hostilités, le corps du maréchal Mortier, qui formait l'extrême gauche de la grande-armée, s'avança par le Mecklembourg vers la Poméranie suédoise. A son approche, toutes les troupes suédoises se retirèrent à Stralsund. Il s'occupa alors du soin d'envahir toute la Poméranie, pour resserrer Stralsund. Après avoir déposté les Suédois de Greifswald et de Grimmen, il s'occupa d'accélérer les préparatifs pour le siége de Stralsund. Anklam et les autres ports de la Poméranie étant tombés au pouvoir des Français, le maréchal mit en réquisition tous les bâtiments qui s'y trouvaient, pour transporter sa grosse artillerie. Vers la fin de février 1807, les batteries étaient achevées; mais la position de Stralsund, et le petit nombre de troupes qu'avait le maréchal Mortier, ne permettaient point de poursuivre le siége avec activité. Les assiégés firent plusieurs sorties vigoureuses, qui furent repoussées avec beaucoup de valeur. Au commencement d'avril, le maréchal, ne laissant qu'un

(1) Les habitants de Cambray, patrie du maréchal Mortier, votèrent l'érection d'un monument destiné à immortaliser ce combat; mais le maréchal refusa positivement un pareil honneur.

cordon devant Stralsund, porta son quartier-général et une partie de ses troupes à Grimmen. Il avait alors le dessein d'aller prendre le commandement immédiat du siége de Colberg; cependant il fut obligé de revenir sur ses pas, pour secourir le général Grandjean, qu'il avait laissé devant Stralsund. Il remporta un avantage marquant, le 16 avril, à Anklam, où le général suédois Armfeld fut grièvement blessé. Après cette affaire, le général Effen ayant fait proposer un armistice, Mortier l'accepta : et cet armistice fut signé à Schlaskow, le 18. Le 8ᵉ corps resta en observation sur la Peene. Le maréchal se fit remarquer de nouveau à la bataille de Friedland, le 13 juin, en se maintenant à la gauche de l'armée, avec beaucoup de sang-froid et de fermeté, contre des troupes plus nombreuses que les siennes. Vers cette époque, il fut nommé duc de Trévise, et gratifié de 100,000 francs de rentes sur les domaines du pays de Hanovre. Employé, en 1808, à l'armée d'Espagne, il y commanda le 5ᵉ corps, concourut au siége de Saragosse, en 1809, et s'y distingua. Après la prise de cette place, le maréchal Mortier se mit en marche, avec son corps d'armée, pour se rendre dans la Castille, afin de soutenir les opérations des autres corps d'armée dans le midi de l'Espagne et sur les frontières du Portuagl. Il gagna, le 18 novembre, la bataille d'Ocana, où plus de 60,000 Espagnols furent dispersés et anéantis par moins de 30,000 Français. Ce combat fut sanglant : les Espagnols y eurent plus de 12,000 hommes tués, et les Français firent aussi une perte considérable en hommes tués et blessés : parmi ces derniers se trouvaient quelques généraux, et un bon nombre d'officiers de tous grades. Le maréchal Mortier seconda ensuite les opérations du maréchal Soult, contre Badajoz, et fut chargé du siége de Cadix. Il défit de nouveau les Espagnols à la bataille de la Gebora, le 19 février 1811. Rappelé d'Espagne, il fit partie de l'expédition contre la Russie, en 1812, et y commanda la jeune garde impériale. Lorsque l'armée française occupa Moskow, le duc de Trévise fut nommé gouverneur du Kremlin, et y fut laissé avec la jeune garde, quand cette même armée commença sa retraite, le 19

novembre. D'après les nouveaux ordres qu'il reçut, le 23, le duc de Trévise fit sauter le Kremlin, et se mit aussitôt en marche pour rejoindre la grande armée : il avait été obligé de laisser dans les hôpitaux de Moskow 1400 blessés russes et 700 malades français. Ces derniers, tombés au pouvoir des Russes, furent envoyés à Twer, sous la garde de quelques paysans, qui les égorgèrent presque au sortir de Moskow. Poursuivi dans sa retraite par des forces supérieures, et attaqué au passage de la Bérézina, le maréchal Mortier fit tout ce que l'on pouvait attendre d'un bon capitaine, et tout ce que permettaient les circonstances, pour sauver les troupes qu'il commandait. Après cette fatale retraite de Moskow, il se rendit à Francfort-sur-le-Mein, où il réorganisa la jeune garde, dont il eut encore le commandement pendant la campagne de 1813. Il combattit à la tête de ce corps aux batailles de Lutzen, Bautzen, Dresde, Wachau, Léipsick et Hanau. Il se dirigea sur Spire dans les premiers jours de décembre, et arriva à Langres, le 11 janvier 1814. Pendant la campagne de cette année, en France, le maréchal duc de Trévise combattit constamment, et déploya ses talents militaires accoutumés. Il défendit Paris, conjointement avec le duc de Raguse. Lors de l'attaque de cette ville par les puissances alliées, la bonne contenance que fit le maréchal imposait à l'ennemi, qui hésitait à aborder Montmartre : cependant, le duc de Raguse ayant conclu une suspension d'armes, le maréchal Mortier jugea qu'il fallait cesser de combattre, du moment où tous les moyens de résistance étaient épuisés, et adhéra à cette convention. Il concentra alors son corps d'armée au Plessis-les-Chèvres, d'où il envoya, le 8 avril, son adhésion à la déchéance de Buonaparte et aux actes du gouvernement provisoire. Après la restauration du trône des Bourbons, il fut nommé commissaire extraordinaire du roi dans la 16e division militaire (Lille), dont il fut ensuite fait gouverneur. S. M. le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 2 juin, et pair de France, le 4 du même mois. Lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, en mars 1815, le gouvernement destina au ma-

réchal Mortier le commandement d'une armée de réserve que l'on voulait former à Péronne; mais les circonstances s'opposèrent à l'exécution de ce projet. Le roi ayant été obligé de quitter Paris, dans la nuit du 19 au 20 mars, le maréchal devança S. M. à Lille. Lors du passage du roi dans cette place, le maréchal déclara à S. M. qu'il ne pouvait répondre de la garnison, étant informé qu'à la seule nouvelle de la prochaine arrivée de S. A. R. Mgr. le duc de Berry, avec la maison du roi, les troupes de cette garnison étaient prêtes à se soulever. Il supplia le roi de sortir de Lille, s'offrant de l'escorter lui-même hors des portes, afin d'imposer aux soldats par sa présence. Effectivement, il accompagna S. M. jusqu'au bas du glacis, et rentra ensuite en ville. Bientôt après, il se rendit à Paris, où Buonaparte le créa membre de sa chambre des pairs, et le chargea d'inspecter les places frontières de l'Est et du Nord. Après la seconde abdication de Buonaparte et le retour du roi dans ses états, le maréchal Mortier perdit sa dignité de pair de France; mais il fut nommé, le 10 janvier 1816, gouverneur de la 15e division militaire (Rouen). Il était membre du conseil de guerre, chargé de juger le maréchal Ney, et qui se déclara incompétent. En 1816, il fut élu membre de la chambre des députés, par le département du Nord. Créé pair de France, par ordonnance royale du 5 mars 1819, il fut reçu en cette qualité, le 13 du même mois. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

DE LA MOSKOWA, *voyez* NEY.

DE LA MOTHE-HOUDANCOURT (Philippe, *comte*), *duc de Cardone*, *pair et maréchal de France*, naquit en 1605. Cornette de la compagnie des chevau-légers du duc de Mayenne, il servit, en 1622, aux siéges de Nègrepelisse, de Saint-Antonin, de Sommières, de Lunel et de Montpellier : après ce dernier siége, le roi accorda la paix aux calvinistes. Il eut, en 1624, une compagnie d'infanterie dans le régiment de Joinville. Il se trouva, en 1625, au combat naval où le duc de Montmorency battit les Roche-

lais, le 15 septembre, et à la défaite des Anglais, dans l'île de Ré, le 8 novembre 1627. Devenu premier capitaine de son régiment, en 1629, il servit aux siéges de Soyon, de Pamiers, de Réalmont, de Saint-Séver, de Castelnau et de Privas. Il concourut à l'attaque de Pignerol, en 1630; de Brigneras, du pont de Carignan, où il fut blessé, le 6 août; et à la rencontre de Castelnaudary, le 1er septembre 1632. Il obtint, cette dernière année, le gouvernement de Bellegarde. Nommé mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie, qu'il leva par commission du 10 août 1633, il marcha au siége de Nancy. Il combattit, avec son régiment, à la bataille d'Avein, le 20 mai 1635. Il le commanda au siége de Louvain, qu'on leva, le 4 juillet; au siége et à la prise du fort de Schenk. Nommé sergent de bataille, en 1636, il servit en cette qualité dans l'armée de Bourgogne, et secourut Saint-Jean-de-Losne, assiégé par le duc de Lorraine et par le général Galas. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 31 mars 1637, et employé en cette qualité à l'armée d'Allemagne, il commanda un corps séparé, avec lequel il se signala, à la tête de l'infanterie française, au combat de Kintzingen. Il fut employé, en 1638, dans l'armée de Bourgogne, sous le duc de Longueville, qui prit les châteaux de Chaussin et de Raon; força une partie des retranchements du duc de Lorraine, à Poligny, et emporta cette place d'assaut, le 28 : le château se rendit, le 29. Le château de Vadaux ayant aussi capitulé, et le duc de Lorraine étant revenu à Poligny, la Mothe-Houdancourt y accourut avec 400 chevaux. Les ennemis se retirèrent à son approche; mais il les poursuivit, les chargea en queue et en flanc, en tua 300, et en prit 100, avec le colonel qui les commandait. Il défit Savelli, en 1639, et se rendit maître du château de Blamont. Il fut fait lieutenant-général, en Bresse, à la mort du marquis de Thianges, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 20 avril, et capitaine d'une compagnie de gendarmes, aussi vacante par suite du même décès, par commission du 25. Il passa alors en Piémont. A la retraite de Quiers, le 20 novembre, il soutint toutes

les attaques du marquis de Léganez. Il se trouva, en 1640, à la bataille et au dernier secours de Casal; au siége de Turin, et aux deux combats livrés devant cette place. La conduite distinguée qu'il tint à ce siége le signala aux yeux du roi, qui dès-lors le destina à un commandement supérieur. Promu au grade de lieutenant-général des armées de S. M., par pouvoir du 17 janvier 1641, il eut des lettres du même jour pour servir dans l'armée qui devait agir en Catalogne, Roussillon et Languedoc, sous M. le prince de Condé. Il leva un régiment de cavalerie, par commission du 19. Il prit Valz, Lescouvette, le fort de Salo, la ville et le château de Constantin; assiégea Tarragone; enleva, le 10 juin, un convoi; tailla en pièces l'escorte, et se saisit de 800 bêtes de charge. Les assiégés, placés sur les tours et les bastions de la ville, témoins du désastre des leurs, sortirent de la place avec le reste de leurs forces, afin de reprendre le convoi. L'attaque se soutint pendant cinq heures avec des efforts prodigieux de la part des ennemis, qui perdirent 400 hommes tués, et 300 faits prisonniers : les Français conservèrent le convoi. L'armée navale d'Espagne ayant ravitaillé Tarragone, le 10 août, malgré l'archêveque de Bordeaux qui bloquait le port, la Mothe-Houdancourt logea ses troupes dans Valz et Constantin. Il se démit de la lieutenance-générale de Bresse, au mois de septembre. Il partit de Constantin, le 14 du même mois, à la tête de 1000 chevaux et de 500 fantassins, pour couvrir Lérida; assiégea Tamarit dans l'Arragon, et l'emporta d'assaut. Ses troupes, chargées de butin, revinrent devant Tarragone, avec 1000 chevaux et 2500 fantassins. Au commencement de novembre, il marcha au secours d'Almenas, ville située sur la frontière de l'Arragon et de la Catalogne, et dont la possession lui était nécessaire pour s'assurer du pays. Les Espagnols, qui assiégeaient cette place, avaient des troupes deux fois plus nombreuses que celles du maréchal; cependant la Mothe-Houdancourt s'avança en ordre de bataille, et tendit un piége aux ennemis. Il envoya dans la nuit 100 chevaux, toutes les trompettes et tous les tambours de sa petite

armée par les montagnes voisines, pour donner l'alarme au-dessus du camp des Espagnols. Il prit en même temps la route de la vallée, dans le dessein de charger les ennemis en queue. Le bruit des trompettes attira les Espagnols du côté de la montagne, excepté ceux qui servaient à la garde des postes de la vallée. La Mothe chargea et passa au fil de l'épée tous les soldats qui s'étaient portés dans la plaine. Ce qui eut le bonheur d'échapper ayant porté l'effroi parmi les Espagnols qui n'avaient point encore combattu, ceux-ci abandonnèrent leur camp, leurs canons, leurs bagages, et levèrent le siége : on les poursuivit l'espace de deux lieues, on leur tua 300 hommes, et on leur en prit 200 : la Mothe mit garnison devant la place, et retourna à Tarragone. En 1642, après avoir pourvu à la sûreté de ses conquêtes en Arragon, il revint en Catalogne. Ayant marché sur Villelongue, il chargea, le 19 janvier, 500 fantassins espagnols, mit en fuite les chefs, et tailla en pièces les soldats. Une ravine séparant les deux camps, les ennemis la passèrent pour combattre; mais la Mothe en tua 800, et en fit 400 prisonniers. Le roi assiégeait Collioure, lorsque les Espagnols vinrent au secours de la place, le 24 mars. La Mothe les rencontra près de la rivière de Martoreil, et en tua 130. Il les surprit une seconde fois au passage d'un défilé, tailla en pièces 150 hommes, prit 40 chevaux, et 1 officier-général. Le dernier jour de mars, secondé par du Terrail, il attaqua les Espagnols de front, en queue et en flanc, et les força de mettre bas les armes, et de se rendre prisonniers de guerre, au nombre de 3000, parmi lesquels étaient 202 officiers ou seigneurs : on leur prit, chevaux, armes, bagages, 17 cornettes, 5 drapeaux, et 30,000 pistoles destinées à la solde de la garnison de Perpignan. Le comte de la Mothe-Houdancourt fut créé maréchal de France, par état donné à Narbonne, le 2 avril, et continua de commander l'armée. Il attaqua et reprit d'assaut Tamarit, au mois de mai. Nommé vice-roi de la Catalogne, sur la démission du maréchal de Brézé, par provisions du 25 juin, et duc de Cardone, par lettres données à Versailles, au mois

d'octobre, il fit lever le siége de Lérida, et pourvut à la sûreté de cette place. S'étant remis en campagne, le 7 du même mois, les ennemis s'avancèrent pour le combattre, avec 25 000 hommes : la Mothe, qui n'en avait que 12,000, prit position sur les hauteurs. Le combat se maintint depuis onze heures du matin jusqu'à la nuit; et, pendant qu'il durait, le maréchal rassura, par sa présence, la droite de l'armée, ébranlée d'abord par la cavalerie castillane. Le général ennemi, Léganez, eut 3000 hommes tués sur la place, et laissa 700 prisonniers. Parmi les morts, on compta 400 officiers et 300 chevaliers des quatre ordres d'Espagne. Le maréchal de la Mothe enleva, par un détachement de 1200 chevaux, un convoi de l'armée espagnole dont l'escorte fut taillée en pièce : on conduisit le convoi à Lérida. Les troupes se retirèrent ensuite dans leurs quartiers. Le maréchal fut reçu à Barcelonne comme vice-roi de Catalogne, au mois de décembre. Louis XIV le confirma dans cette vice-royauté, par lettres du 15 mai 1643. Quoique inférieur en forces à l'armée des Espagnols, le maréchal s'opposa aux progrès des ennemis, en 1643. Il les obligea de lever le siége de Flix, au mois de février, et le siége de Mirabel, le 1er mars, après leur avoir tué, près de cette dernière place, 400 hommes, et en avoir pris 1100 et 2 canons. Sur la fin de la campagne, il les obligea encore d'abandonner le siége du cap de Quiers. Les Espagnols étant venus inopinément mettre le siége devant Lérida, le maréchal marcha contre eux; mais, le désordre s'étant mis parmi ses troupes, il fut battu, le 15 mai 1644. Le secours qu'il avait voulu jeter dans Lérida y entra cependant sur la fin de l'action : les Français perdirent dans cette affaire 2000 hommes, 10 pièces de canon et le bagage. Lérida se rendit aux Espagnols, le 31 août. On fit un crime au maréchal de la perte de cette place, et on lui ôta la vice-royauté de la Catalogne, le 24 décembre. Arrêté, le 28 du même mois, il fut d'abord enfermé à Pierre-Encise, et traîné devant plusieurs tribunaux, jusqu'à ce qu'enfin le parlement de Grenoble le justifia : il sortit de Pierre-Encise, au mois de septembre 1648. On lui donna

un brevet qui lui réservait une place dans l'ordre du Saint-Esprit (il n'y a point été reçu), et se retira dans ses terres. Voulant se venger du cardinal Mazarin, auquel il imputait sa disgrâce, il se joignit aux mécontents qui demandaient l'éloignement de ce ministre, en 1649. On lui ôta, le 22 février de la même année, ses régiments d'infanterie et de cavalerie, qui avaient été conservés pendant sa détention. Rentré dans le devoir, on lui rendit la vice-royauté de Catalogne, sur la démission du duc de Mercœur, par de nouvelles provisions données à Poitiers, le 15 novembre 1651. On lui rendit aussi le commandement de l'armée, par pouvoir du même jour. On rétablit, par ordre du 6 janvier 1652, son régiment de cavalerie, sur son ancienne commission. Il en leva un d'infanterie, par autre commission du 7. On érigea son duché de Cardonne en pairie, par lettres données à Gien, au mois d'avril. Il força les lignes devant Barcelonne, le 23, et se jeta dans cette place, où il se défendit pendant plusieurs mois : la disette le contraignit de la rendre, le 13 octobre. La prise de Barcelonne fit perdre au maréchal de la Mothe son duché de Cardonne. On érigea sa terre de Fayel en duché-pairie, par lettres du mois de janvier 1653. Il se démit de sa vice-royauté de Catalogne et du commandement, au mois de mai, et revint à Paris. Il se démit de son régiment de cavalerie, en 1655, et on licencia celui d'infanterie, en 1656. Il mourut le 24 mars 1657, à l'âge de 52 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 529; *Mémoires du Père d'Avrigny, Dupleix, Histoire de France, continuée par le Père Griffet*; *l'abbé le Gendre, Histoire militaire de M. de Quincy, Histoire de France, par Anquetil, tom. VII*; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXX, pag.* 270.)

DE LA MOTTE-ROGER DE LA BLINIÈRE (Pierre), *maréchal-de-camp*, naquit le 7 juillet 1683. Il entra au service comme volontaire, en 1702, passa successivement par tous les grades, fit toutes les campagnes du temps, jusqu'en 1747, et fut créé brigadier des armées du roi, le 20

mars de cette dernière année. On le nomma maréchal-de-camp, le 23 juillet 1756. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 329.)

MOTTIER DE LA FAYETTE (Gilbert), *maréchal de France*, fut élevé près du duc de Bourbon, et fait sénéchal du Bourbonnais. Étant passé en Italie, il y servit, en 1412, sous le duc de Nemours, qui le chargea de la défense de Bologne, contre les Vénitiens. La ville n'avait point de dehors, le corps de la place ne valait rien, et la muraille était faible; cependant la Fayette et Lautrec y tinrent jusqu'à l'extrémité, repoussèrent les ennemis qui s'étaient emparés d'une partie de la muraille, les taillèrent en pièces, les culbutèrent dans le fossé, et donnèrent au duc de Nemours le temps de se procurer un secours, avec lequel il força les Vénitiens de lever le siége au commencement de février, 19 jours après qu'il eut été commencé. La Fayette, escortant, en 1413, un convoi destiné pour Thérouane, passa sur le ventre à tout ce qu'on rencontra d'Anglais, fit décharger les munitions dans le fossé, et sortit du camp ennemi presque sans perte. Il suivit le duc de Bourbon au siége de Soubise, et reprit Compiègne en 1415. Le duc de Bourbon, par lettres datées de Somsuy, le 20 juillet de la même année, le choisit pour son lieutenant-général, pendant son absence, dans les provinces de Languedoc et de Guienne. La Fayette assiégea, au mois de décembre suivant, les châteaux de Roquefort et de Caylar, dans la sénéchaussée de Carcassonne. Charles, dauphin de France, auquel il s'attacha (1), le fit bailli de Rouen, le 13 juin 1417, et lui confia la défense de Caen et de Falaise contre les Anglais; Falaise résista peu de temps; mais le château de Caen tint 3 semaines. Le dauphin le nomma ensuite son lieutenant et capitaine-général en Lyonnais et en Mâconnais. La Fayette fut reçu en cette qualité, le 1er juillet de

(1) Anquetil, dans son *Histoire de France*, dit que Lafayette était un des ornements de la cour de Charles VII, encore dauphin.

cette année. Il prit sur les ennemis, en 1419, le château de Beaulieu, dont le roi lui donna le commandement. Dans les actes passés sous son nom au commencement de 1420, il prenait la qualité de chevalier, de conseiller, et de chambellan du dauphin, régent du royaume. Ce prince donna, le 27 mai, le gouvernement de Dauphiné à la Fayette, qui le garda jusqu'au 1er octobre suivant. Créé, le 20 mai 1421, maréchal de France après la mort de Boucicaut par M. le dauphin, régent du royaume, il battit les Anglais à Baugé, le 22 mars 1422. Le duc de Clarence commandait, près de cette place, une armée assez nombreuse. Un prétendu déserteur, détaché à dessein par la Fayette, passa au camp du duc de Clarence, auquel il exagéra la faiblesse et le petit nombre des Français. Sur ce rapport, le général ennemi crut leur défaite infaillible; mais il donna dans une embuscade. Attaqué en queue et en flanc, le duc de Clarence périt de la main même de la Fayette, et les comtes de Sommerset, d'Huntington et du Perche demeurèrent prisonniers. Les Français perdirent 1100 hommes, et les Anglais 3000. Charles VII, à son avénement au trône, le 20 octobre suivant, confirma la Fayette dans sa dignité de maréchal de France. La Fayette marchait au secours d'Yvri, lorsqu'il fut pris au combat de Verneuil, le 17 août 1424. Le roi l'attacha au service de sa personne, par lettres du 26 novembre 1426. Le maréchal conduisit, en 1429, 300 hommes d'armes, au secours de la ville d'Orléans, dans laquelle il se jeta avec Gaucourt, Graville et Xaintrailles. Il accompagna Charles VII à son sacre, à Reims, le 17 juillet de la même année. Il était ministre plénipotentiaire du roi pour le traité de paix, qui fut signé à Arras, le 21 septembre 1435. On le fit sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, en 1439; garde, gouverneur et capitaine du château, de la ville et châtellenie de Toulouse, en 1441. Il accompagna, en 1449, le comte de Dunois aux conférences qui se tinrent avec le duc de Sommerset, pour la reddition du vieux palais de Rouen. On y convint que les Anglais sortiraient du vieux palais, et du château de Rouen, de Honfleur, d'Arques, de Caudebec, de Tancar-

ville, de Lillebonne et de Montivilliers. Le roi entra dans Rouen, le 10 novembre. La Fayette partagea dans la suite, avec les généraux de Charles VII, la gloire d'avoir chassé les Anglais de France. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 151; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Mézeray*, *Histoire du Languedoc*, *l'abbé le Gendre*, *le président Hénault*, *Histoire de France du Père Daniel*, *Bauclas*, *Monstrelet*, *Moréry*, *Histoire de Charles VII*, *de Jean Jouvenel des Ursins*, *Histoire de France*, *par Anquetil*, *tom. III*.)

DE MOULINS, *voyez* LE BASCLE.

DU MOURIER, *voyez* DU PERRIER.

DE MOUSIN (François-Gabriel), *baron de Bernecourt*, *lieutenant-général*, naquit à Bar-le-Duc, le 22 septembre 1747. Il fut fait commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 24 décembre 1814, et mourut au mois de mars 1821. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE MOUSTIER (Louis-Philippe-Xavier, *marquis*), *maréchal-de-camp*, et premier gentilhomme de la chambre du roi Stanislas de Pologne, duc de Lorraine et de Bar, descendait d'une maison de nom et d'armes du comté de Bourgogne. Il naquit au château de Nans, le 5 novembre 1707, et fut reçu chevalier de Saint-Georges, en 1724. (Il était le 14ᵉ de son nom qui recevait cet honneur, depuis 1430). Entré aux mousquetaires, en 1725, il obtint, en 1727, dans le régiment de Béthune cavalerie, une compagnie avec laquelle il passa dans celui de Bourbon, par ordre du 20 mai 1730. Il la commanda au camp de la Meuse, la même année; au passage du Rhin et à la prise de Kehl, le 29 octobre 1733; à l'attaque des lignes d'Etlingen, et au siége de Philisbourg, en 1734, sous les maréchaux de Berwick et d'Asfeld. Il se trouva à l'affaire de Clausen, en 1735, sous le maréchal de Coigny. Au commencement de la *guerre de la succession*, il fit partie de

l'armée du Bas-Rhin, sous le maréchal de Maillebois, et prit des quartiers d'hiver, avec elle, en Westphalie, en 1741. Il se porta au secours du maréchal de Bellisle, renfermé dans Prague, en 1742; se trouva à la prise d'Ellenbogen et de Caden; au ravitaillement d'Égra, et à la défense de plusieurs villes de Bavière. Nommé chevalier de Saint-Louis, par ordre du 20 juillet 1743, il fit la campagne de cette année sur le Rhin, sous le maréchal de Noailles, et servit, en 1744, sous le maréchal de Coigny, au siége et à la prise de Fribourg, où le roi vint en personne. En 1745, il accompagna le maréchal de Maillebois en Italie, comme aide-de-camp, et se fit remarquer dans cette campagne et la suivante. Il se distingua particulièrement, le 16 juin 1746, à Saint-Lazaro, au passage du Refudo, où, pour ramener au combat une colonne qui venait d'être enfoncée, il prit en main un drapeau, qu'il alla planter en avant de la ligne ennemie, au milieu d'une grêle de balles. Il se distingua de nouveau, le 10 juillet suivant, à la bataille de Plaisance. Au commencement de 1747, ayant repris le commandement de sa compagnie dans le régiment de Bourbon, il servit à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Saxe; se trouva à la bataille de Lawfeldt, le 2 juillet, et ensuite au siége et à la prise de Berg-op-Zoom, qui se rendit après 65 jours de tranchée ouverte. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 1er janvier 1748, il le commanda au siége de Maestricht, la même année. Il fut employé, pendant la guerre de *sept ans*, en 1756 et 1757, à l'armée du prince de Soubise, en Alsace, et au camp de Mézières. Il se trouva, le 25 juillet, à la bataille d'Hastembeck, sous le maréchal d'Estrées; à la prise de Minden et d'Hanovre; au camp de Closterseven, et à la marche sur Zell, sous le maréchal de Richelieu. Il demeura en position, devant l'ennemi, pendant tout l'hiver, sur le Haut-Necker, en avant de Goslar, à la tête de son régiment, qui fit en entier la course d'Ingostalt, au commencement de 1758. Dans la retraite de l'électorat d'Hanovre, il eut, le 3 mars, ordre du prince de Clermont de recon-

naître les forces du duc Ferdinand de Brunswick, en avant du Bober, sur la route de Hilze à Lavenau. Il fit cette opération avec 200 maîtres de son régiment, 150 dragons du roi, et 200 grenadiers du régiment suisse de Jenner et d'Auvergne. Attaqué par 1500 dragons prussiens, commandés par le prince Georges-Louis de Holstein-Gottorp, il parvint à se faire jour, l'épée à la main, au travers des ennemis, dont il tua 4 de sa main. Ce fait d'armes est d'autant plus remarquable, que dès le commencement de l'engagement, le marquis de Moustier avait été abandonné par l'infanterie, qu'il avait embusquée dans des ravins, pour protéger son retour. Il fut chargé, dès le lendemain, de faire l'arrière-garde du corps d'Armentières, avec le même détachement, que l'on renforça de 50 maîtres. Il se trouva, le 31 mai, à l'affaire de Kaiserswerth, et le 23 juin, à la bataille de Creveldt. Promu au grade de brigadier des armées du roi, par brevet du 10 février 1759, il fut employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Contades, par lettres du 1er mai, et combattit, le 1er août suivant, sous le duc de Broglie, à la bataille de Minden. Il servit à la même armée, par lettres des 1er mai 1760 et 1761; se trouva aux affaires de Corbach et de Warbourg, en 1760, et à celle de Fillingshausen, en 1761. Nommé maréchal des camps et armées du roi, par brevet du 20 février 1761, il ne se démit de son régiment qu'au mois de décembre de la même année. Les suites d'une blessure grave qu'il avait reçue à la jambe, en 1759, l'ayant obligé d'aller prendre les eaux d'Aix-la-Chapelle, il ne fut point employé dans les deux dernières campagnes de la guerre de *sept ans*. Après la paix, il obtint des lettres de service, datées du 22 mars 1764, pour commander en Franche-Comté, sous le duc de Randan. Par lettres du roi, du 9 août suivant, et des 1er mai et 10 août 1765, il eut l'inspection des régiments de cavalerie de la Reine, d'Orléans et de Royal-Navarre, à Besançon, à Vesoul et à Gray. Le 26 avril 1756, le roi avait daigné lui accorder le brevet d'une pension de 3000 francs, comme une marque de sa satisfaction de ses services. En 1768, S. M. y joignit le

don d'une gratification. Le marquis de Moustier mourut à Paris, en avril 1776, âgé de 69 ans, laissant la réputation d'un des plus braves et des meilleurs officiers de cavalerie de son temps (1). (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 508; *Nobiliaire universel de France, par M. de Saint-Allais; Titres originaux, Correspondance du ministre de la guerre avec le marquis de Moustier.*)

DE MOUSTIER (Charles, *marquis*), *maréchal-de-camp*, et fils aîné du précédent, naquit au château de Nans, en octobre 1739, et fut connu du vivant de son père, sous le nom de comte de Moustier. Il fut élevé à l'école des chevau-légers, et créé, dès l'âge de 8 ans, le 7 mai 1748, cornette dans le régiment de Moustier. Il y obtint, 2 ans après, une compagnie, à la tête de laquelle il commença, à l'âge de 14 ans, la guerre de *sept ans*. Il en fit toutes les campagnes et eut 2 chevaux tués sous lui, le 1er août 1759, à la bataille de Minden. Le régiment de Moustier ayant été incorporé, en 1761, dans celui Royal-Navarre, il y passa avec sa compagnie. Il entra comme major, avec le rang de mestre-de-camp, dans le régiment d'Artois cavalerie, en 1767. Il avait à cette époque la croix de Saint-Louis. Il fut créé lieutenant-colonel du même régiment, en 1772, et mestre-de-camp en second, en 1776. Le 1er mars 1780, il fut promu au grade de brigadier des armées du roi, et le 1er janvier suivant, à celui de maréchal-de-camp. Nommé, en 1788, député de la noblesse de Franche-Comté aux états-généraux, avec le prince de Beaufremont-Listenay; ils abandonnèrent tous deux cette assemblée, au moment de la réunion *du Jeu de Paume* et de la fusion des trois ordres. Il est mort à Paris, le 17 octobre 1801, à la suite de

---

(1) Le maréchal de Belle-Isle lui confia, en 1755, un travail sur l'instruction et les manœuvres de la cavalerie, matière sur laquelle il avait réuni de nombreux et utiles matériaux. Son régiment s'était toujours fait remarquer, autant par son intrépidité que par la discipline sévère et l'instruction méthodique qu'il avait su y introduire.

l'opération de la pierre, après avoir été renfermé en 1793 et 1794, dans les prisons de Sainte-Pélagie, de la Force et de Picpus. (*Etats militaires, annales du temps.*)

DE MOUSTIER (Éléonore-François-Élie, *marquis*), *lieutenant-général,* et frère puîné du précédent, naquit à Paris, le 15 mars 1751. Il fut reçu chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem de minorité, et porta le titre de chevalier de Moustier, jusqu'à son mariage, époque à laquelle il prit celui de comte de Moustier, qu'il a conservé jusqu'à la mort de son frère aîné, dont le décès a ouvert ses droits au marquisat de son nom, situé en Franche-Comté. Il entra au service, en 1765, à son retour de l'université de Heidelberg, comme simple volontaire, dans le régiment de la Reine cavalerie, en garnison à Besançon, où son père, par une autorisation spéciale du ministère de la guerre, lui fit faire en même temps le service de canonnier dans la brigade d'artillerie de Damasis. Il passa, en 1767, comme sous-lieutenant, dans le régiment de Royal-Navarre cavalerie, et, en 1768, comme surnuméraire dans la compagnie écossaise des gardes-du-corps. Il obtint, en 1771, une compagnie de dragons dans le régiment Dauphin, où il fut créé mestre-de-camp, par brevet de l'année 1778. Il fut nommé chevalier de Saint-Louis, par lettres du mois de juillet 1784. On le créa maréchal-de-camp, par ordonnance du roi du 30 décembre 1814, pour prendre rang du 1er janvier 1794, et enfin lieutenant-général, par ordonnance du 2 octobre 1816. Le marquis de Moustier s'étant voué dès sa jeunesse à la double carrière des armes et de la diplomatie, a été attaché, en 1769, à l'ambassade du marquis de Clermont d'Amboise, son beau-frère, à Lisbonne. Revenu en France, en octobre 1771, il obtint le brevet de conseiller d'ambassade à Londres, et passa, avec le même titre, à Naples, près du marquis de Clermont d'Amboise. Après y avoir été chargé des affaires de France pendant l'absence de celui-ci, il fut nommé, en 1778, à l'âge de 27 ans, ministre du roi près de l'électeur de Trèves. Il passa à Londres, comme envoyé

extraordinaire, en 1783, lors de la signature de la paix. Il fut envoyé de là aux États-Unis d'Amérique, en 1787, et près de la cour de Prusse, en 1790. Au mois de septembre 1791, il fut rappelé à Paris, par une lettre autographe du roi Louis XVI, qui lui proposait pour la seconde fois le ministère des affaires étrangères. Il refusa de nouveau le poste auquel la confiance du monarque avait voulu l'élever, parce que la fermeté de ses principes se refusait à toute concession vis-à-vis du parti démocratique, auquel depuis deux ans la monarchie se trouvait en proie. Il fut nommé à l'ambassade de Constantinople; mais son opposition constante aux principes révolutionnaires n'ayant pas tardé à lui faire abandonner la France, il se rendit auprès des princes à leur armée, et ceux-ci lui confièrent des pouvoirs illimités pour traiter des intérêts de la monarchie près des puissances coalisées. Il obtint, en faveur de MONSIEUR, aujourd'hui roi, la reconnaissance du titre de régent du royaume, pendant la captivité de Louis XVI; mais, la retraite imprévue de l'armée prussienne ayant donné un autre cours aux événements, il fut proscrit et décrété d'accusation, pour ce fait, par la convention, le 22 octobre 1792. Étant passé en Angleterre, la confiance dont l'honorèrent les princes, sa grande expérience et sa capacité en affaires, jointes à la considération personnelle dont il jouissait près du cabinet britannique, le firent choisir pour intermédiaire entre les généraux des armées royales de l'Ouest et le gouvernement anglais. En 1795, après le désastre de Quiberon, il fut nommé, par le roi Louis XVIII, commissaire pour résider en son nom au centre de ces armées, et fit tous ses efforts pour accélérer le départ de l'expédition maritime qui devait le porter sur les côtes de France, et qui, sous divers prétextes, fut toujours retardée. La pacification, qui eut lieu, en 1796, après la mort des généraux Charette et Stofflet, vint mettre le dernier obstacle à cette expédition, qui devait imprimer un plus grand esprit d'union et d'ensemble aux opérations des armées royalistes. Pour donner au roi un nouveau témoignage de son zèle, le marquis de Moustier

avait dans l'intervalle envoyé son fils unique, à peine âgé de 17 ans, combattre dans les armées vendéennes. En 1797, le marquis de Moustier vint de nouveau résider en Prusse, où l'affection et l'estime de Frédéric-Guillaume, et du roi son fils, le mirent à même d'y suivre utilement les intérêts du roi de France. En 1806, se trouvant du petit nombre de ceux qui avaient été maintenus définitivement sur la liste des émigrés par le gouvernement impérial, l'invasion de la Prusse l'obligea d'abandonner la maison qu'il avait acquise à Berlin, et de se réfugier encore une fois en Angleterre, d'où il n'est revenu en France qu'en 1814 à la suite du roi. Proscrit de nouveau par suite de l'usurpation des *cent jours*, il n'est rentré une seconde fois en France qu'avec le roi. Frappé d'apoplexie à Bailli, près Versailles, le 28 janvier 1817, il est mort le 1er février, et a été inhumé dans la terre de la Chapelle-sur-Crécy, en Brie, appartenant à son fils, aujourd'hui envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi près S. M. Britannique, roi de Hanovre. (*États militaires, documents fournis.*)

DE MOUSTIER-BERMONT (François-Melchior, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, est issu d'une branche bâtarde de la maison de Moustier, connue jusqu'en 1767, sous le nom de Bermont. Il naquit à Courchaton, en Franche-Comté, le 11 mars 1749, et fut admis, ainsi que son frère cadet, Claude-Charles-Félix de Moustier-Bermont, dans les gardes-du-corps du roi, compagnie de Noailles. A l'époque du départ du roi Louis XVI pour Varennes, en juin 1791, il fut choisi par ce prince, avec MM. de Valory et de Maleden, pour l'accompagner, déguisés en courriers : tous trois furent ramenés à Paris, enchaînés sur le siége de la voiture du roi, et enfermés à l'Abbaye. M. de Moustier-Bermont ayant émigré, continua de donner des marques de zèle et de dévouement aux princes dans toutes les occasions. Étant passé au service de Russie, il fut promu au grade de colonel, et fit en cette qualité la campagne de 1813. Il a été nommé, depuis la restauration, maré-

chal des camps et armées du roi, et commandeur de l'ordre de Saint-Louis. Il est décoré en outre de la Médaille russe de 1813, de la croix de Sainte-Anne de la seconde classe, et de celles du Phénix de Hohenlohe et du Saint-Sépulcre de Jérusalem. (*Etats militaires, documents fournis.*)

LE MOUTON DE BOISDEFFRE (René-Jean-Baptiste-Michel), *maréchal-de-camp*, entra en qualité de lieutenant dans le régiment Royal-Comtois, le 28 juillet 1773. Il y fut fait sous-aide-major, le 17 avril 1774; capitaine en second, le 3 juin 1779; capitaine commandant, le 6 août 1786, et capitaine commandant de grenadiers, le 14 mai 1789. Il fut employé, en 1790 et 1791, dans un comité militaire établi auprès du ministère de la guerre, et obtint, le 13 novembre 1791, une lieutenance-colonelle dans une des divisions de la garde de Louis XVI. Il servit dans ce corps jusqu'au licenciement, qui eut lieu, le 31 mai 1792 (1). Il se trouva au château des Tuileries dans la journée du 20 juin de la même année, et dans la nuit du 9 au 10 août suivant. Il quitta la France, en 1793, aussitôt après la mort du roi. Il entra, le 1er août 1794, en qualité de capitaine, dans le régiment d'Hervilly, devenu depuis le régiment Royal-Louis, à la solde du roi d'Angleterre. Il servit dans une expédition qui eut lieu, en juin 1795, sur les côtes de Bretagne, et fut blessé, le 16 juillet de la même année, d'un coup de feu, à la joue droite. Il fut nommé chevalier de Saint-Louis, le 1er octobre 1795. Le régiment Royal-Louis, dans lequel il servait, ayant été réformé, il fut placé quelque temps après sur la liste de la demi-paie, en considération de la blessure qu'il avait reçue, le 16 juillet 1795. Il était encore porté sur cette liste,

---

(1) Par une ordonnance royale, datée du 25 novembre 1814, S. M. Louis XVIII a daigné accorder à M. le Mouton de Boisdeffre, le grade de colonel à partir de l'époque où il avait été appelé dans la garde de Louis XVI.

lorsqu'il rentra en France, en juin 1814. Il fut fait maréchal-de-camp, avec la demi-solde de ce grade, le 5 décembre de cette même année. Il quitta de nouveau la France, au mois de mars 1815, et se rendit à Gand, d'où il revint avec le roi, au mois de juillet suivant. Il fut nommé par S. M., le 12 mars 1816, prévôt du département de Loir-et-Cher. Il a rempli les fonctions de cette place pendant la durée de la loi du 20 décembre 1815, qui avait établi les cours prévôtales. Par ordonnance de S. M., du 17 juillet 1816, son rang parmi les maréchaux-de-camp a été réglé au 13 novembre 1807. Il a été admis à la retraite, par suite de l'ordonnance du roi du 1er août 1815. (*Etats et brevets militaires.*)

DE MOUY, *voyez* ANSARD.

DE MOYDIER (Gabriel-Mathieu SIMOND), *maréchal-de-camp,* naquit à la Coste-Saint-André, département de l'Isère, le 26 septembre 1760. Il entra, le 1er janvier 1782, comme élève lieutenant du génie à l'école de Mézières. Étant lieutenant de cette arme, il fut un des collaborateurs associés à la commission de marine créée à Cherbourg, en 1789, pour le travail des sondes de la rade. Nommé capitaine, en 1791, il fut envoyé en Corse à cette époque, et eut part aux divers combats qui eurent lieu dans le Nebbio et le cap Corse, contre les insurgés du pays. Il fut attaqué par les Anglais, le 21 février 1794, au poste de Fornali dans le golfe de Saint-Florent. Au moment où, seul avec un canonnier, il construisait en sacs-à-terre, et sous le feu de la mitraille, un épaulement pour la pièce qui tourmentait le plus les batteries ennemies, il fut renversé d'un coup de canon et grièvement blessé. Il fut fait chef de bataillon à cette affaire. Rentré en France, lors de l'évacuation de l'île, il reçut l'ordre de se rendre à Toulon, pour presser le réarmement de la place, reprise depuis peu sur les alliés. Envoyé à l'armée d'Italie, au mois de mars 1795, il y fit les campagnes de 1795 et 1796. Le 30 mai 1795, il faisait partie de la colonne qui força le passage du Mincio au Borghetto, devant le général autrichien

Beaulieu; et le 1er juin, il entra avec Masséna dans Vérone. Il partit bientôt après pour l'expédition qui fut dirigée sur Livourne. La tranchée ayant été ouverte devant Mantoue, il fut rappelé devant cette place. La direction des attaques de la citadelle lui fut confiée avant la levée du siége qui donna lieu aux mémorables affaires de Lonato et de Castiglione, les 4 et 5 juillet 1796. A ce dernier combat, Moydier faisait partie de la division Serrurier, qui attaqua la gauche du général Wurmser. Le 24 août, il eut ordre de revenir sur Mantoue avec le général de division Sahuguet, qu'il accompagna au combat de la Favorite et aux différentes affaires qui eurent lieu sur la rive gauche des lacs, et qui précédèrent la reprise du blocus de cette place. Le 14 novembre, il fut chargé par le général en chef de se porter à Ronco, et de faire, de concert avec le directeur des ponts d'artillerie, les dispositions nécessaires pour le passage de l'Adige, effectué dans la nuit même par les troupes qui combattirent à Arcole, les 15, 16 et 17: Elliot, aide-de-camp du général en chef, fut tué à ses côtés le second jour. Le 13 janvier suivant, Moydier se trouva à la bataille de Rivoli. Peu de mois après, il fut fait prisonnier à Vérone, et faillit être une des victimes de l'insurrection de cette ville, où il était resté malade. Après le traité de paix de Campo-Formio, il fut successivement désigné pour faire partie de l'armée d'Égypte, et d'une expédition qui devait avoir lieu en Sardaigne, au mois de mars 1800. Des événements survenus dérangèrent ces dispositions. Promu au grade de colonel au mois de juillet 1801, Moydier repassa en Corse, avec le titre de directeur des fortifications. Le 11 décembre 1803, il fut fait chevalier de la Légion-d'Honneur, et reçut la décoration d'officier, le 14 juin suivant. Rappelé, à la fin de 1805, à l'armée d'Italie, il y remplit les fonctions de chef d'état-major du génie jusqu'au 4 mai 1807, époque à laquelle il eut ordre de se rendre à l'armée de Dalmatie. Bientôt ses occupations y furent partagées entre les travaux défensifs de la partie de cette nouvelle conquête comprenant l'état de Raguse et l'Albanie vénitienne, et ceux d'une route militaire à ou-

vrir sur toute cette lisière, pour communiquer avec Zara. Rentré de nouveau en Italie, au commencement de 1809, il eut ordre de se jeter dans Palma-Nova, menacée par l'irruption de l'armée autrichienne dans le Frioul, qui ouvrit cette campagne. A la paix, il rentra avec le quartier-général à Milan, et fut continué dans ses fonctions de chef d'etat-major, jusqu'à la reprise des hostilités, vers le mois de juillet 1813. Il reçut, dans la même année, la décoration de la Couronne-de-Fer. Nommé, le 11 juin, commandant en chef du génie à l'armée d'observation, il se trouva à la prise de Willach, le 29 août, et prépara, par les ouvrages qui couvraient le pont de Tschernuss sur la Save, près de Laybach, la belle défense de ce passage important, qui fut attaqué, le 25 septembre, par un gros corps de l'armée autrichienne. Il dirigea les diverses opérations de son arme, ayant pour objet de couvrir le mouvement rétrograde de l'armée depuis Laybach jusqu'à Véronne, et rentra en France avec les troupes qui évacuèrent l'Italie, au mois de mai 1814. Il fut fait chevalier de Saint-Louis, le 20 août de la même année, et commandeur de la Légion-d'Honneur, le 31 janvier suivant. Mis à la retraite, par suite de l'ordonnance du roi du 10 août 1815, à raison de son ancienneté de service, S. M. daigna jeter les yeux sur lui lors de la nouvelle organisation de service des ports, et le nomma, le 16 décembre suivant, intendant de la marine à Brest, avec le titre de maître des requêtes. C'est peu de temps après son entrée en exercice de cette nouvelle fonction, qu'il reçut, par ordonnance du 24 juin 1815, le grade honorifique de maréchal-de-camp. Il a été rappelé de Brest, à la fin de 1817. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

MOYNAT D'AUXON (Jacques-Nicolas), né le 22 septembre 1745, fut créé *maréchal-de-camp*, le . . . . On l'admit à la retraite, après 44 ans de service. (*Etats militaires.*)

DE MUN (Alexandre-François, *comte*), *lieutenant-général*, fut d'abord cornette au régiment de Noailles cavalerie. Ayant été réformé, il entra aux pages, et fut depuis capitaine au même régiment. Il fit les campagnes de Flandre et la guerre dite de *sept ans*. Blessé, en 1759, à la bataille de Minden, il reçut, à la suite de cette action, la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Passé ensuite dans les gardes-du-corps du roi, il fut nommé successivement brigadier, lieutenant, puis chef d'escadron, en 1784. Dès le 1er mars 1780, il avait reçu le brevet de brigadier de cavalerie des armées du roi. Il obtint celui de maréchal-de-camp, le 24 février 1784; fut nommé, le 25 août suivant, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis; grand'croix du même ordre, le 28 août 1814, et lieutenant-général des armées du roi, le 12 novembre de la même année. Le comte de Mun est décédé, le 16 mars 1816. (*Etats et brevets militaires*, *Histoire généalogique des Pairs de France*, *grands-dignitaires de la Couronne*, *etc.*, *par le chevalier de Courcelles, tom. III.*)

DE MUN DE CARDEILHAC (Bernard), *vicomte de Mun*, puis *comte de Sarlabous*, *maréchal-de-camp*, et frère puîné du précédent, naquit au château de Bize, le 3 décembre 1740. Il fut fait lieutenant dans le régiment de Noailles, le 4 mars 1757; cornette dans les carabiniers, le 28 avril 1761; capitaine, le 23 mai 1766; aide-major d'une brigade de carabiniers, le 20 avril 1768, et major du régiment de Noailles, en 1773. On le créa chevalier de Saint-Louis, en 1774; mestre-de-camp en second du même régiment, le 11 juin 1776, et colonel du 6e régiment de chasseurs à cheval, le 13 avril 1780. Il fut fait brigadier de cavalerie, le 5 décembre 1781; chef de brigade des gardes-du-corps de S. M., le 1er mars 1784, et maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. Il commanda, pour le roi, à Valenciennes et dans la province de Hainaut, en 1790. Il mourut en 1813. (*Etats et brevets militaires*, *Histoire généalogique des Pairs de France et grands-dignitaires de la Couronne*, *etc.*, *par le chevalier de Courcelles*, *tom. III.*)

DE MUN DE CARDEILHAC (Alexandre-Jean-François), dit *le marquis de Mun de Sarlabous*, *maréchal-de-camp*, et neveu du précédent, naquit à Tarbes, le 5 juillet 1758. Il fut premier page de la reine, depuis 1775 jusqu'en 1777. Il devint sous-lieutenant au régiment de Noailles dragons, avec rang de capitaine, le 3 septembre 1779, et sous-lieutenant dans la première compagnie des gardes-du-corps du roi, le 15 décembre 1781. Il a été nommé, en 1814, maréchal des camps et armées du roi, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Etats et brevets militaires*, *Histoire généalogique des Pairs de France*, *grands-dignitaires de la Couronne*, *etc.*, *par le chevalier de Courcelles*, *tom. III.*)

MURAT (Joachim, *prince*), *grand-duc de Clèves et de Berg*, puis *roi de Naples*, *grand-amiral et maréchal de France*, naquit à la Bastide-Fortunière, près Cahors, le 25 mars 1768, de parents aubergistes. Destiné à l'état ecclésiastique, il fit ses études à Toulouse. Elles étaient à peine terminées qu'il embrassa la carrière des armes, et servit dans le régiment des Ardennes, en qualité de chasseur. Il avait obtenu son congé et se trouvait dans ses foyers, lorsque la révolution de France éclata. Il servit comme cavalier dans la garde constitutionnelle du roi Louis XVI. Ce corps ayant été supprimé et la guerre déclarée, Murat entra dans le 21e régiment de chasseurs à cheval, où il fut fait sous-lieutenant, le 30 mai 1791. Employé à l'armée des Pyrénées-Occidentales, il se distingua dans plusieurs circonstances, et se fit remarquer comme un bon officier de cavalerie, dont la bravoure et les talents pouvaient être très-utiles. Il devint aide-de-camp du général d'Hurre, et passa successivement chef d'escadron, puis colonel du 21e régiment de chasseurs à cheval. Il servait à l'armée d'Italie, en 1796, avec le grade de chef de brigade, lorsque le général Buonaparte vint prendre le commandement de cette armée. La réputation que Murat s'était déjà acquise détermina le général en chef à le prendre pour l'un de ses aides-de-camp. A la journée

de Dego, Murat se fit remarquer par son zèle et son activité. A Céva, il mérita d'être cité avec éloges par Buonaparte, qui fit encore de lui une mention très-honorable dans son rapport sur l'affaire de Mondovi. Il y chargea à la tête du 21e régiment de dragons, et se porta ensuite avec beaucoup d'ardeur à la poursuite du général autrichien Stengel. Chargé d'apporter au directoire-exécutif 21 drapeaux pris sur les Austro-Sardes, il repartit bientôt après pour l'armée d'Italie, avec le grade de général de brigade. De concert avec le général Vaubois, il entra dans Livourne, le 26 juin 1796. Employé au siége de Mantoue, il conduisit, le 18 juillet, avec l'adjudant-général Vignolles, l'attaque de droite que l'on fit contre un petit camp retranché que les Autrichiens avaient établi à Migliaretto. Cette attaque eut le plus grand succès. Murat effectua, le 5 septembre, le passage du Lavis, à la tête du 10e régiment de chasseurs à cheval, dont chaque cavalier portait un fantassin en croupe. Il se distingua au combat de Roveredo. Les avant-gardes autrichiennes ayant été rencontrées, le 8 septembre, près du village de Solagna, furent mises en déroute; et Murat acheva leur défaite en les poursuivant l'épée dans les reins avec quelques détachements de cavalerie. Marchant à la tête d'une avant-garde de chasseurs à cheval, Murat rencontra, en arrivant au village de Cerca, les troupes légères du général autrichien Ott, qui entraient, en même temps, dans ce village. Quoique les troupes ennemies fussent supérieures en nombre, et que l'avant-garde française se trouvât éloignée des corps qui auraient pu la soutenir, Murat ne voulut point reculer devant l'ennemi; et, prenant l'offensive, il culbuta quelques escadrons; mais bientôt il fut obligé de céder à ses nombreux adversaires. Au combat de Saint-Georges, le général Murat fut blessé, en chargeant vigoureusement plusieurs escadrons ennemis qu'il renversa. Les talents et la bravoure qu'il déploya au combat de la Corona, le 15 janvier 1797, le firent considérer comme l'un des généraux les plus distingués de l'armée. Le 28 du même mois, malgré un très-mauvais temps, il s'embarqua avec ses troupes

sur le lac de Garda, descendit près de Torbole, fit ensuite une marche fatigante dans les montagnes qui longent le lac, tourna les Autrichiens, les força de s'éloigner, et leur fit 400 prisonniers. Le 23, il avait également fait quelques centaines de prisonniers sur un corps de chasseurs tyroliens, rétranchés dans la position de Fai, d'où il les avait chassés. Il concourut au passage du Tagliamento, le 16 mars, et fut du nombre des officiers que le général en chef Buonaparte cita particulièrement pour leur conduite au combat de Gradisca, le 19 du même mois. Après le traité de Campo-Formio, Murat fut envoyé dans les états romains, et il s'y trouvait, lorsque des mouvements insurrectionnels éclatèrent dans les premiers mois de 1798. Il marcha contre les rassemblements d'insurgés, les attaqua à l'improviste, les tailla en pièces, et enleva des otages dans les villes, bourgs ou villages qui avaient pris part à la sédition. Dans la même année 1798, il fut l'un des généraux choisis par Buonaparte, pour faire partie de l'expédition d'Égypte, et s'embarqua, le 19 mai, avec l'armée d'Orient. Il déploya la plus grande valeur au combat et à la prise d'Alexandrie, le 2 juillet, ainsi qu'à la bataille des Pyramides, le 23; fut blessé à ces deux affaires, et y gagna le grade de général de division, auquel il fut promu le le 25 du même mois. Après l'entrée des Français au Caire, les généraux Murat et Leclerc marchèrent dans la direction de Belbeis, ou le bey Ibrahim s'était retiré avec ses Mameloucks. Au combat de Salahieh, le 11 août, Murat chargea avec son intrépidité ordinaire à la tête du 3ᵉ de dragons, contre un corps de Mamelucks, qui fut défait et obligé de fuir dans le désert. Nommé commandant de l'une des provinces du Delta, il fut informé dans les derniers jours de septembre 1798, que les Arabes formaient un grand rassemblement auprès de la ville de Mit-Kramr, situé sur la branche du Nil, dite de Damiette. S'étant concerté avec le général Lanusse, qui commandait dans son voisinage, ils réunirent leurs troupes et partirent de Banha, le 29 septembre. Ils atteignirent les Arabes au village de Mit-al-Haroum, les battirent et leur prirent 2 pièces de

canon. Les Arabes se retirèrent alors sur une hauteur, appelée Gebel-al-Tell, dont le pied est inondé par le Nil : cette hauteur fut escaladée en un instant, et l'on poursuivit ensuite les ennemis à travers des marais, où le soldat français marcha pendant l'espace d'une demi-lieue, ayant de l'eau jusqu'aux aisselles, et de la vase jusqu'à la ceinture. Les Arabes eurent plusieurs centaines d'hommes tués, et on leur prit une quantité considérable de bestiaux. Murat eut quelque temps après plusieurs affaires peu importantes avec les Arabes et les Fellahs, qui refusaient de payer les contributions; mais tous les rassemblements furent dissipés au moyen de colonnes mobiles. Murat fit partie de l'expédition qui partit pour la Syrie, sous le général en chef Buonaparte, au mois de février 1799, et y commanda le corps de cavalerie, fort de 900 chevaux. Au combat de Gaza, il passa, à la tête de cette troupe, plusieurs torrents en présence de l'ennemi, et ordonna des mouvements qui furent exécutés avec la plus grande précision. Le 4 mars suivant, il fit avec un détachement de sa cavalerie une reconnaissance exacte de la place de Jaffa; et, quoique cette opération fût troublée par le feu de l'ennemi, Murat fit sur la situation de la place des observations qui furent très-utiles pour concerter le plan d'attaque : Jaffa fut enlevé d'assaut, le 7 mars. Pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre, Murat fut chargé de s'assurer du poste de Zafet (l'ancienne Béthulie). Il parvint sans malencontre jusqu'à ce fort, et s'en empara, après avoir fait tirer quelques volées de canon qui suffirent pour réduire la garnison : elle était composée de Maugrabins, qui proposèrent de servir avec les Français; ce que Murat accepta, ayant toutefois la précaution de les envoyer devant Saint-Jean-d'Acre. Murat, qui devait chercher à s'assurer s'il n'existait point de rassemblements dans le pays qu'il avait devant lui, continua sa marche, pénétra par la plaine d'Iacoub jusqu'au lac de Genezareth ou de Tibériade, fit faire halte à ses troupes, et envoya ses coureurs en avant. Sur les rapports qui lui furent faits, il jugea qu'aucun ennemi ne se trouvait sur ce point, et revint à Zafet et de là

devant Saint-Jean-d'Acre. Murat avait été mal informé, et les troupes qu'il avait laissées à Zafet furent peu de temps après attaquées par des forces supérieures. Il revint sur ses pas avec 1000 hommes d'infanterie, une pièce d'artillerie et un détachement de dragons, et manœuvra de manière à pouvoir prendre à revers les troupes qui investissaient Zafet. Après avoir débloqué ce poste, il chassa les ennemis du pont d'Iacoub, surprit le fils du pacha de Damas, et poursuivit ses adversaires jusqu'à la grande route qui conduit à la capitale de la Syrie. Ce succès, opéré la veille de la bataille du Mont-Thabor, contribua beaucoup à la victoire décisive que Buonaparte y remporta. Murat avait tué un grand nombre d'hommes aux ennemis, fait 300 prisonniers, arrêté un convoi de 500 chameaux, et enlevé les riches bagages, les munitions et les vivres qui se trouvaient dans le camp du pacha. Le lendemain, il courut s'emparer des magasins de Tabarieh, d'où la garnison s'enfuit à son approche. Les provisions trouvées dans cette ville étaient si considérables qu'on calcula qu'elles pouvaient nourrir toute l'armée pendant un an. L'armée d'expédition de Syrie étant revenue au Caire, Murat alla dissiper quelques rassemblements d'Arabes vers le lac Natron. Il reçut ensuite l'ordre de joindre aux pyramides de Gizeh, le général en chef Buonaparte, qui se préparait à repousser une armée turque qui, à bord d'une flotte de 100 voiles, mouillait dans la rade d'Aboukir. Le 25 juillet, Buonaparte attaqua cette armée dans sa position d'Aboukir, et Murat eut dans cette journée le commandement de l'avant-garde de l'armée française. Cette avant-garde se composait de la cavalerie et de 3 bataillons d'infanterie, avec 2 pièces d'artillerie légère. Murat fit des prodiges de valeur dans cette journée; et, par un mouvement tout à la fois habile et audacieux, s'étant jeté avec sa cavalerie entre le village et le fort d'Aboukir, il ferma toute retraite au commandant en chef Mustapha-Pacha. S'étant ensuite emparé du camp des Turcs, il pénétra jusqu'à la tente de Mustapha. Celui-ci s'avance rapidement sur Murat et lui tire un coup de pis-

tolet, dont la balle porte au-dessous de la mâchoire inférieure; mais Murat abat d'un coup de sabre deux doigts de la main droite du Pacha, le fait prisonnier, et l'envoie au quartier-général (1). Murat fut du nombre des généraux que Buonaparte choisit pour revenir en France, et qui quittèrent l'Égypte avec lui, le 22 août 1799. Le général Murat prit une très-grande part à la révolution du 18 brumaire an 8 (9 septembre 1799), et ce fut lui qui, à la tête de 60 grenadiers, entra dans la salle du conseil des *cinq-cents* à Saint-Cloud, et prononça la dissolution de ce conseil. Buonaparte le récompensa des services importants qu'il lui avait rendus en cette occasion, en lui donnant la main de l'une de ses sœurs et le commandement de la garde consulaire. Employé, en 1800, à l'armée d'observation, qui fit de nouveau la conquête de l'Italie, il entra dans Verceil de vive force, culbuta la garnison et s'empara des magasins. Il passa ensuite la Sésia, après avoir renversé 1000 hommes de cavalerie qui lui en disputaient le passage. Il s'empara de Novarre, franchit le Tesin, après un combat sanglant, et entra dans Milan. Il passa le Pô à Nocetto, occupa Plaisance, le 9 juin, et s'empara des magasins immenses des Autrichiens, auxquels il fit 2000 prisonniers. Le général Murat commanda toute la cavalerie de l'armée à la célèbre bataille de Marengo, le 14 juin, et contribua puissamment à la victoire remportée dans cette journée. A la suite de cette bataille, sa valeur fut récompensée par un sabre d'honneur que le premier consul lui décerna. En 1801, il eut le commandement en chef d'une expédition contre le royaume de Naples. S'étant mis en marche sur Ancône, sa seule approche suffit pour déterminer les Napolitains à évacuer le château de Saint-Ange et tout le territoire des états romains qu'ils occupaient. Murat signa, le 6 février 1801, à Foligno, un armistice conclu avec le roi des Deux-Sici-

(1) En rendant compte de la bataille d'Aboukir, Buonaparte disait de la cavalerie de Murat : « Elle a fait l'impossible. »

les, et qui devait donner le temps aux plénipotentiaires des deux puissances d'arrêter les conditions d'un traité de paix définitif. Murat resta cependant avec son armée sur les frontières du royaume de Naples et de la Toscane. La paix fut signée à Florence, le 28 mars, et Murat eut ordre de prendre possession de l'île d'Elbe que le roi avait cédée par ce traité; mais qui était alors occupée en partie par les Anglais. En même temps, il fut chargé de faire occuper les ports de l'Adriatique, et surtout de faire fortifier la belle rade et le port de Tarente. Quelques paysans toscans insurgés, réunis à des déserteurs italiens et allemands, inquiétaient le pays : ils furent soumis. L'expédition contre l'île d'Elbe eut lieu au mois de mai; et l'on faisait le siége de Porto-Ferrajo, lorsque la signature des préliminaires de paix avec l'Angleterre amena l'entière évacuation de l'île par les Anglais. De retour à Paris, Murat en fut nommé gouverneur, avec rang de général en chef. Buonaparte ayant été élevé à la dignité d'empereur, sous le nom de Napoléon, Murat fut un des maréchaux d'empire que ce nouveau souverain créa, le 19 mai 1804 (1). Murat fut élevé au rang de prince, le 1er février 1805, et reçut le titre de grand-amiral de France. Il fut nommé grand-aigle de la Légion-d'Honneur, le 2 du même mois. Pendant la campagne de 1805, contre l'Autriche, le prince Murat eut le commandement-général de la cavalerie de la grande-armée. Il se porta en Bavière au moment de la capitulation d'Ulm; et, avec l'étonnante activité qui le caractérisait, il poursuivit successivement tous les corps autrichiens qui faisaient leur retraite sur la Bohême, leur enleva deux drapeaux, et leur fit 3000 prisonniers. Il força la division autrichienne du général Werneck de mettre bas les armes, dans Langenau; se porta ensuite à Saint-Polten; et, après une foule de combats brillants et d'actions d'éclat, il se rendit maître

---

(1) Murat fut un des membres de la commission militaire qui fit fusiller le malheureux duc d'Enghien, au mois de mars 1804.

de Brünn en Moravie. Au combat d'Hollabrunn, il mit en déroute un corps russe très-nombreux. Il concourut puissamment à la mémorable victoire remportée sur les Austro-Russes à Austerlitz, le 2 décembre. Créé grand-duc de Clèves et de Berg, en 1806, il eut encore le commandement de toute la cavalerie de la grande-armée pendant la campagne de cette année, contre les Prussiens et les Russes. Ce fut à l'activité de ses manœuvres et à la rare intrépidité qu'il déployait dans toutes les occasions, que l'on dut une partie des succès remportés à Iéna. Il poursuivit ensuite les débris de l'armée prussienne jusqu'à Stettin, et força le prince de Hohenlohe de capituler. A la prise d'Anklam, le 31 octobre, il fit 4000 prisonniers. On le vit faire de nouveaux prodiges de valeur à la bataille d'Eylau, le 8 février 1807. Après la victoire remportée à Friedland, le 13 juin suivant, et à laquelle il avait contribué, il poursuivit vivement les ennemis dans leur retraite précipitée : la paix de Tilsitt termina cette campagne. Nommé général en chef de l'armée d'Espagne, en 1808, Murat s'y rendit à la tête d'un nombre assez considérable de troupes, et seconda tous les projets de Napoléon sur la famille régnante dans ce pays. Après les événements qui mirent tous les princes de cette famille au pouvoir de Buonaparte, Murat ayant manifesté de l'ambition, Napoléon en prit de l'ombrage; et ce fut Joseph Buonaparte qui fut nommé pour remplacer, sur le trône d'Espagne, le malheureux roi Charles IV et son fils Ferdinand. Cependant, le 1er. août de la même année 1808, Murat fut proclamé roi de Naples et des Deux-Siciles, sous le nom de Joachim-Napoléon. Comme allié de la France, il fit, avec la grande-armée, la campagne de Russie, en 1812 et y commanda toute la cavalerie. Il tua 5 à 6000 Russes, fit 7 à 8000 prisonniers, et prit 8 pièces de canon au combat d'Ostrowno. Il eut une grande part aux succès remportés par les Français à la bataille de la Moskowa, le 7 septembre. Pendant la fatale retraite de la Moskowa, Napoléon lui remit, à Wilna, le commandement en chef des débris de la grande-armée. Mais bientôt après, Joachim remit lui même ce

commandement au prince Eugène. En 1813, Joachim commanda encore la cavalerie de la grande-armée, et prit part à la bataille de Léipsick. Rentré dans ses états, il conclut, le 11 janvier 1814, un traité d'alliance offensive et défensive avec la cour de Vienne et marcha contre l'armée française d'Italie, En 1815, lors de l'invasion de Buonaparte en France, Murat prit les armes en faveur de son beau-frère et contre les souverains alliés. Après quelques faits d'armes, dont les résultats furent à son désavantage, il se vit obligé de quitter précipitamment sa capitale, et de fuir ses états. Il essayait d'y retourner, avec l'espoir d'y opérer une révolution favorable à ses intérêts, lorsqu'il fut arrêté sur la plage de Pizzo, en Calabre, le 8 octobre. Livré à une commission militaire, il fut condamné à mort, et fusillé le 13 du même mois. Il avait été décoré des ordres de la Couronne-de-Fer d'Italie, de la Couronne de Saxe, de Saint-Joseph de Wurtzbourg, de l'Aigle-Noire de Prusse, et de Saint-André de Russie. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE MUREAU, *voyez* DE MILLET.

DE MURINAIS, *voyez* D'AUBERJEON.

DE MUSQUINET, *voyez* DE BEAUPRÉ.

DE MUSNIER DE LA CONVERSERIE (Louis-François-Félix, *comte*), *lieutenant-général*, naquit le 8 janvier 1766, à Longueville, département du Pas-de-Calais. Il entra comme cadet-gentilhomme à l'école royale militaire de Paris, en 1780. Il pssaa, en décembre 1782, sous-lieutenant au régiment de Piémont, où il fut successivement promu aux grades de lieutenant et d'adjudant-major. Nommé capitaine, au même régiment, le 1er avril 1792, il fut employé, la même année, à l'armée du Rhin, en qualité d'aide-de-camp du général en chef Lamorlière. Devenu chef du 1er bataillon du 106e régiment d'infanterie, le 27 mars 1795, il servit à l'armée des côtes de l'Ouest, où il obtint, le 5 septembre, le grade de colonel avec le commandement de

la 187ᵉ demi-brigade. Le 18 juillet 1796, il fut nommé adjudant-général; passa en cette qualité à l'armée du Nord, en Hollande, et y remplit les fonctions de chef de l'état-major-général. Employé à l'armée d'Italie, vers la fin de 1798, il s'empara par surprise, au mois de décembre, de la forteresse de Novarre, en Piémont. Il fut promu au grade de général de brigade pour cette action, où, selon les expressions de la lettre dont le ministre de la guerre accompagna l'envoi du brevet de ce grade, *il avait déployé autant d'intelligence que de bravoure.* Pendant le reste de cette campagne, il remplit les fonctions de chef d'état-major-général de l'armée. Il fut chargé, l'année suivante, du commandement d'une brigade de l'armée de réserve, qui rentra en Italie, en franchissant le mont Saint-Bernard. Le général Musnier passa le Pô, le 8 juin 1800, à une lieue au-dessous de Plaisance, à la tête du 9ᵉ régiment d'infanterie légère; défit complétement et poursuivit, la baïonnette aux reins, le régiment autrichien de Klébeck, qui était accouru pour s'opposer à son passage, et entra de vive force dans Plaisance. Le 14 juin, il combattit à la célèbre bataille de Marengo, qui décida du sort de l'Italie, et s'y distingua à la tête du 9ᵉ régiment d'infanterie légère, qui formait l'avant-garde du corps de Desaix, et qui mérita dans cette journée le glorieux surnom d'*incomparable*. Le 25 décembre, il passa le Mincio au-dessous de Mozambano, entre le village de Pozzolo et le moulin de la Volta, avec les compagnies d'élite du 6ᵉ régiment d'infanterie légère et du 28ᵉ de ligne, et s'empara de l'autre rive, malgré les efforts d'un corps ennemi, fort de 1200 hommes, qui lui disputait le passage. Promu au grade de général de division, le 1ᵉʳ février 1805, il fut chargé du commandement de la 15ᵉ division militaire, et spécialement de l'inspection des côtes maritimes. Le gouvernement mettait alors une grande importance à surveiller et à protéger le rassemblement des bâtiments de la flottille, et tous les autres préparatifs de l'expédition qu'il méditait contre l'Angleterre. Au mois de novembre 1807, le général Musnier fut nommé au commandement de la 1ʳᵉ division du corps d'observation des côtes

de l'Océan, qui prit bientôt le nom de 3e corps de l'armée d'Espagne, et ensuite celui d'armée d'Aragon. Sa division fut employée au mémorable siége de Sarragosse, qui eut lieu à la fin de 1808, et s'y distingua par la persévérance et l'intrépidité avec lesquelles elle soutint les travaux et les combats sans cesse renaissants, qui marquèrent tous les moments de ce siége, dont la durée fut de 2 mois de tranchée ouverte, et qui ne finit que par la destruction presqu'entière d'une garnison, qui était double en nombre de l'armée assiégeante. Il combattit, le 16 juin 1809, à la bataille de Maria, devant Sarragosse, où l'armée espagnole, qui se vantait hautement de reprendre possession de cette place, fut entièrement défaite. La même armée s'étant ralliée, et étant allée occuper l'importante position de Belchite, le général Musnier culbuta, le 18 juin, la première ligne ennemie, et lui fit abandonner son artillerie et ses bagages. A Margalef, devant Lérida, il commandait la division qui fit, le 23 juin 1810, 6000 prisonniers sur la colonne ennemie qu'O'Donnell conduisait au secours de Lérida, dont l'armée d'Aragon faisait le siége. Posté à Uldecona, au royaume de Valence, pour couvrir le siége de Tortose, il battit, le 26 novembre, l'armée valencienne, forte de 12,000 hommes, qui était venue, par une marche forcée de trente heures, pour le surprendre de nuit, et faire lever le siége. Quoiqu'il n'eût avec lui que 2000 hommes d'infanterie et 500 cuirassiers, avec 6 pièces d'artillerie légère, il mit l'ennemi dans une déroute complète, le poursuivit jusque sous les murs de Penniscola, lui tua ou lui noya 5 à 600 hommes, et lui fit plus de 2000 prisonniers. Tortose ayant été obligée de se rendre cinq semaines après la brillante affaire d'Uldecona, le général Musnier fut nommé gouverneur de cette place. Il fut employé au siége de Valence, qui fut entrepris au mois de novembre de la même année, et terminé, le 12 janvier suivant, par la reddition de la place. Rentré en France, au commencement de décembre 1813, il fut chargé de mettre en état de défense et d'approvisionner les places de la frontière de l'Est; mais

l'invasion des armées ennemies l'ayant obligé de borner cette mission à la place de Besançon, il se rendit à Lyon, où, avec une poignée de monde, il tint en échec le corps autrichien aux ordres du comte de Bubna, jusqu'à l'arrivée du maréchal Augereau, qui réunit un corps d'armée composé de 3 divisions. Le lieutenant-général Musnier, à la tête de la 1re de ces divisions, obtint différents avantages contre les troupes autrichiennes à Bourg, à Lons-le-Saunier, etc., jusqu'au moment où, par leur nombre, les alliés forcèrent le maréchal Augereau d'évacuer Lyon, et de se retirer derrière l'Isère. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

N

DE NADAILLAC, *voyez* DU POUGET.

DE NANÇAY, *voyez* DE LA CHATRE.

DE NANCRÉ, *voyez* DE DREUX.

DE NANGIS, *voyez* DE BRICHANTEAU.

DE NANSOUTY (1) (Étienne-Antoine-Marie CHAMPION, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Bordeaux, le 30 mai

---

(1) Sa famille, originaire de Bourgogne, était noble, ancienne et alliée à ce qu'il y avait de plus distingué dans cette province. Depuis long-temps elle avait donné à l'état des militaires et des magistrats recommandables par leurs lumières, leurs talents et leurs vertus. Un des ancêtres du comte de Nansouty (le seigneur de Nansouty), par son zèle et par la prépondérance qu'il avait en Bourgogne, contribua, pendant la ligue, à ramener cette province à l'autorité légitime. Il sacrifia sa fortune pour une si belle cause, et sa conduite noble et généreuse fut appréciée par Henri IV, dont elle lui mérita les bontés. Cet excellent prince fit le seigneur de Nansouty conseiller-d'état, accorda la même faveur à son fils, et voulut que le château de Nansouty, qui avait beaucoup souffert pendant les guerres, fût réparé aux frais du gouvernement.

1768. Après avoir été élevé jusqu'à l'âge de 10 ans sous les yeux de son père, ancien et estimable militaire, il entra à l'école royale et militaire de Brienne, en 1779; et s'y étant distingué par sa bonne conduite et son application à l'étude, il obtint, dès 1782, la faveur d'être envoyé à l'école militaire de Paris, où il fut placé le 21 octobre. On lui donna, le 30 mai 1783, le rang de sous-lieutenant dans les troupes, et il passa avec ce grade dans le régiment de Bourgogne infanterie, le 26 mars 1785 (1) (2). Le maréchal de Beauvau, qui avait suivi les progrès de ce jeune officier et qui lui portait un intérêt particulier, le fit nommer capitaine de remplacement dans le régiment de Franche-Comté, le 6 avril 1788. Nansouty passa, le 24 mai suivant, dans le 5e régiment de hussards (Lausun), ou il apprit parfaitement les manœuvres de la cavalerie, sous les ordres de M. de Peztalozzi, officier du premier mérite. Au bout de quelque temps, Nansouty obtint un succès très-flatteur : malgré sa jeunesse, il fut demandé par les officiers et soldats pour commander une compagnie dont le chef était au choix du régiment. Au mois d'avril 1790, il se trouva à l'affaire de Nancy, où le régiment de Chateauvieux s'était mis en insurrection, et il y courut de véritables dangers, en restant fidèle aux ordres du roi. Nommé lieutenant-colonel du 9e régiment de cavalerie, le 4 avril 1792, il se livra avec zèle aux devoirs de son état, et sut conserver dans ce régiment, dont il fut nommé colonel, le 9 novembre 1793, toute la discipline qui se perdait alors. Employé à l'armée du Rhin, il y servit avec son régiment sous les or-

---

(1) En quittant l'école Militaire pour entrer dans ce régiment, le jeune Nansouty reçut de S. A. R. Monsieur (aujourd'hui Louis XVIII) la croix de chevalier-novice du mont Carmel, relevant de celui de Saint-Lazare, dont ce prince était grand-maître. Cet ordre n'était accordé qu'aux trois élèves sortant de l'école Militaire, qui, pendant deux ans, avaient été constamment les premiers dans toutes les classes, et qui s'étaient également distingués par leur bonne conduite.

(2) Il fut conduit au régiment de Bourgogne par son père, qui y avait été officier, et y avait laissé d'honorables souvenirs.

dres de divers généraux, et notamment sous ceux du général en chef Moreau. Il justifia dans beaucoup de circonstances, l'opinion que cet illustre général avait conçue de sa prudence et de sa brillante valeur (1). Attaché par affection au régiment qu'il commandait, dans lequel il était fort aimé, et où il avait introduit une excellente administration, Nansouty préférait en rester colonel; et il refusa, par ces motifs, le grade de général de brigade, qui lui fut offert plusieurs fois. Il accepta cependant ce grade, qui lui fut conféré le 29 août 1799. Il participa, en cette qualité, aux succès de l'armée du Rhin; seconda parfaitement le général Rey, dans les différentes attaques que ce général fit faire depuis Saltz jusqu'à Mayence. En 1800, il se distingua au combat de Stockach; contribua à la victoire remportée sur les Autrichiens à Engen, et déploya de grands talents militaires, à la tête d'une brigade de cavalerie, à la bataille de Mocskirch. Il repoussa le prince de Reuss, le 13 juin; et enfin il prit part à toutes les brillantes actions qui assurèrent la gloire de l'armée du Rhin. Il fit, en 1801, la campagne de Portugal sous les ordres du général Leclerc. Nommé général de division, le 24 mars 1803, il commanda, la même année, la grosse cavalerie de l'armée, qui, sous les ordres du général Mortier, fut chargée de conquérir le Hanovre. Ce fut dans ce pays que Nansouty, alors plus en évidence, fit remarquer ses excellentes qualités. La conduite qu'il y tint lui valut les témoignages les plus honorables de l'estime des habitants; et, quand il partit, les états de Hanovre lui envoyèrent un superbe cheval, en le priant de l'accepter comme une preuve de leur reconnaissance. Il fut nommé premier chambellan de l'impératrice Joséphine; mais son peu de goût pour les habitudes de la cour de Napoléon, lui fit prendre le premier prétexte plausible pour donner sa démission d'une place qu'il n'avait pas sollicitée. En 1805, il

---

(1) Après cette campagne, il revint à Paris, où il épousa la nièce de M. le comte de Vergennes.

commença de grandes inspections pour préparer les troupes à la célèbre campagne d'Austerlitz. Dans cette campagne, le général Nansouty commanda une réserve de grosse cavalerie. Il se fit remarquer dans toutes les premières affaires, et eut les plus brillants succès à la bataille de Wertingen, à celle d'Ulm, etc., etc. Par les manœuvres les plus savantes et les charges les plus intrépides, il concourut puissamment à la victoire d'Austerlitz. Après cette campagne, il alla prendre ses cantonnements à Anspach, d'où il ne partit qu'en 1807, pour la guerre contre les Russes. Il combattit aux batailles d'Eylau et d'Heilsberg, où il fit des prodiges de valeur. Il donna les preuves du plus grand talent à la bataille de Friedland, le 14 juin. Ayant reçu du maréchal Lannes, dans cette journée, l'ordre d'aller au-devant de l'armée française, il passa avec sa division de cavalerie sous un feu terrible de mousqueterie et d'artillerie; et, avec ce petit corps de troupes, il contint jusqu'à 6 heures du soir tous les efforts d'une masse considérable de Russes. Trompés par les manœuvres habiles de Nansouty, et intimidés par son audace, les Russes ne purent croire qu'une troupe aussi faible que l'était celle de Nansouty, pût oser, seule, résister à des forces aussi supérieures. L'habileté de Nansouty tenant en échec les ennemis, ceux-ci virent tous leurs essais rendus infructueux, et n'osèrent avancer. Par ce moyen, Napoléon eut le temps d'arriver avec son armée; et il s'ensuivit cette mémorable victoire qui donna, au moins pour quelque temps, la paix à l'Europe. Le général Nansouty fut récompensé de ses importants services par la grande décoration de la Légion-d'Honneur, et par des dotations en Allemagne. De retour à Paris, en 1808, il fut nommé premier écuyer de Napoléon, en remplacement du duc de Vicence, envoyé en ambassade à Saint-Pétersbourg. Ce fut en cette qualité de premier écuyer, que le général Nansouty accompagna Napoléon, d'abord en Espagne, puis à l'entrevue d'Erfurth. Dans cette ville, il reçut des souverains qui y étaient venus, l'accueil le plus distingué et des témoignages de leur estime et de leur approbation. En 1809, la guerre ayant éclaté de

nouveau entre la France et l'Autriche, le général Nansouty commanda encore toute la grosse cavalerie de la grande-armée. Ce fut surtout aux batailles d'Essling et de Wagram, qu'il fit exécuter ces belles charges qui achevèrent de fixer la victoire sous les drapeaux français. Pendant toute l'année 1811, le général Nansouty fit des inspections (1). Employé, en 1812, dans l'expédition contre la Russie, il y commanda la cavalerie de l'avant-garde, sous les ordres du roi de Naples (Murat). Ce fut en vain que dans cette campagne Nansouty s'efforça d'opposer son expérience à l'imprudente et trop bouillante valeur de Murat; il ne put que déplorer la perte du sang français, trop souvent répandu inutilement, et les succès particuliers qu'il remportait ne pouvaient le consoler des désastres dont il avait le pressentiment. A la bataille de la Moskowa, le 7 septembre, le général Nansouty rendit les plus grands services, et déploya beaucoup de valeur : il y fut blessé grièvement par une balle qui lui traversa le genou. Huit jours avant que la retraite de Moscou commençât, le général Nansouty, que sa blessure mettait momentanément hors d'état de servir en ligne, fut chargé de conduire en France un convoi de blessés. Il traversa la Russie d'une manière extrêmement pénible, et à travers mille dangers qui sans cesse l'environnaient, ainsi que sa petite troupe. Enfin, après avoir enduré toutes les souffrances du froid, de la faim et de la maladie, il parvint à regagner la France. La balle qui avait traversé son genou, n'ayant (chose extraordinaire) endommagé que les chairs; cette blessure se guérit parfaitement, et Nansouty se rendit ensuite aux eaux de Bourbonne pour achever d'y rétablir sa santé. A peine y était-il arrivé, qu'il reçut l'ordre d'aller prendre le commandement de la cavalerie de la garde impériale. A la tête de ce superbe corps, Nansouty fit des prodiges de valeur pendant la campagne

(1) Dans ces inspections, le général Nansouty déployait les plus profondes connaissances. Rien n'égalait la pénétration de son coup d'œil, son activité et sa sollicitude pour le soldat.

de 1813; il se distingua surtout aux batailles de Dresde et de Wachau. A la bataille de Léipsick, il joignit au commandement de la cavalerie de la garde celui de toute la cavalerie de l'armée. Vers le milieu de cette journée, si fatale à la cause de Napoléon, les Saxons, qui combattaient comme ses alliés, tournèrent leurs armes contre les Français. Le général Nansouty, qui avait prévu cette défection, s'était en même temps préparé à la rendre moins funeste, dès qu'elle aurait lieu; et, par son habileté, on trouva sur-le-champ le moyen de se défendre contre l'attaque inopinée des Saxons. Pendant la retraite de l'armée française vers le Rhin, Nansouty se surpassa à la bataille de Hanau, où les Français pouvaient être écrasés, si les Bavarois (peu de jours auparavant, encore alliés de Napoléon) eussent mieux concerté leur plan d'attaque. En tête de la cavalerie, Nansouty ouvrit à l'armée française un passage, en renversant tout devant lui, et en traçant une route sanglante par laquelle purent passer ses compagnons d'armes. Après cette mémorable bataille, il rentra en France, et fut nommé colonel-général des dragons, le 16 janvier 1814. Il passa une partie de l'hiver à faire des inspections, et repartit, dans le mois de février, pour la campagne de France. Pénétré de la plus profonde douleur, en voyant sa patrie envahie par les étrangers, il reprit le commandement de la garde impériale. Cette troupe d'élite, dirigée par un chef habile, fit partout des prodiges de valeur. Chargé de soutenir la retraite de Brienne, le général Nansouty déploya tout à la fois la plus rare prudence et la plus grande habileté. A travers un pays de plaines, il parvint à rendre infructueux tous les efforts de la nombreuse cavalerie des alliés, et ramena l'armée jusqu'à Pont-sur-Seine, sans avoir été entamé et sans avoir perdu un seul canon. Peu de temps après, se donna la fameuse bataille de Montmirail, où Napoléon ne craignit pas d'attaquer des corps ennemis très-nombreux avec des forces bien inférieures. Dans cette journée, le général Nansouty fit une charge tellement hardie et poussée si loin, que Napoléon, voyant cette troupe au milieu des rangs ennemis, ordonna

de tirer dessus, ne croyant pas qu'il fût possible que sa garde eût ainsi pénétré jusqu'au point où elle se trouvait: bientôt l'erreur fut dissipée, et on reconnut cette intrépide garde, à laquelle on dut la victoire. A Berry-au-Bac et à Craone (1), le général Nansouty justifia de nouveau la réputation qu'il s'était déjà acquise, d'être l'un des généraux de cavalerie les plus distingués de l'armée française. Quoique dès lors il fût atteint de la cruelle maladie qui l'enleva, un an après, à l'armée et à son pays, il avait voulu commander sa cavalerie à l'affaire de Craone, et la victoire qu'il remporta fut la dernière pour lui, comme elle fut aussi son dernier fait d'armes. Après cette bataille, il quitta l'armée, revint à Paris, et faillit être pris, chemin faisant, par les Cosaques. Aussitôt que la déchéance de Napoléon fut prononcée par le sénat, le comte de Nansouty se hâta d'envoyer son adhésion aux actes du gouvernement provisoire, et sa soumission à la maison de Bourbon. Cette adhésion fit le plus grand effet dans l'armée, et entraîna celle de beaucoup d'officiers qui n'hésitèrent pas à suivre la ligne qui leur était tracée par l'un des généraux les plus distingués de cette armée. S. A. R. Monsieur, lieutenant-général du royaume, daigna accueillir le comte de Nansouty avec la plus grande bonté. S. M. Louis XVIII étant venue prendre possession du trône de ses ancêtres, envoya le comte de Nansouty, avec le titre de son commissaire, dans la Bourgogne; et cette province, qui se rappelait les antiques vertus de la famille du comte, vit avec plaisir ce brave guerrier lui annoncer le retour de l'auguste famille

---

(1) Nous croyons devoir citer ici un trait qui peint la fermeté du caractère de Nansouty. A l'affaire de Craone, Napoléon lui donna l'ordre d'aller attaquer une redoute sous un feu horrible, qui depuis longtemps renversait des rangs entiers et frappait d'une mort aussi inutile qu'inévitable tous les assaillants que Napoléon y envoyait successivement. A cet ordre, Nansouty se retourne vers sa troupe, lui commande de faire halte, et s'avance seul. Napoléon, étonné, demande au général ce qu'il va faire: « J'y vais seul, répond Nansouty, en montrant la » redoute; il n'y a là qu'à mourir, et je n'y conduirai pas ces braves sol» dats. » Napoléon révoqua son ordre.

des Bourbons. Le comte de Nansouty fut ensuite nommé, par le roi, capitaine-lieutenant de la première compagnie des mousquetaires. Il organisa, avec autant de célérité que de talent, ce beau corps qui se fit remarquer par sa tenue militaire et par la sévère discipline qui y régnait. Le comte de Nansouty ne jouit pas long-temps du bonheur que la confiance de son roi semblait lui réserver. Il succomba, le 6 février 1815, à la longue et cruelle maladie qui le minait depuis long-temps, et qui avait été causée par les fatigues de la guerre et les blessures reçues en de nombreux combats (1). Il ne laissa qu'un fils qu'il recommanda en mourant à son souverain, et auquel il légua l'exemple de toute sa vie, comme le plus beau et le plus honorable de tous les héritages (2). (*Documents fournis, états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE NANTEUIL, *voyez* DE BOHAN.

DE NANTOUILLET, *voyez* LALLEMAND.

DE NAPLES (rois), *voyez* BUONAPARTE (Joseph) *et* MURAT.

DE NARBONNE-LARA (Jean-François, *comte*), *maréchal-de-camp*, naquit à Aubiac, le 27 décembre 1718.

---

(1) En voyant arriver ses derniers moments, le comte de Nansouty dit avec fermeté à ceux qui l'entouraient : « J'ai bien examiné toutes » mes actions depuis que je suis né, et dans toute ma vie je n'ai fait de » tort à personne. » Il mourut avec les sentiments les plus chrétiens.

(2) Le général Nansouty était d'un caractère fier et indépendant. Il vivait seul au milieu des camps, se battait avec habileté et intrépidité, et se montrait toujours humain et généreux. On le vit, dans les premières guerres de la révolution, s'empresser de sauver les malheureux émigrés qui tombaient en son pouvoir ; et souvent les soldats qu'il commandait imitèrent en cela l'exemple de leur chef. Il donna constamment des preuves de respect pour les propriétés et de désintéressement. Jamais il ne leva de contributions pour en détourner tout ou partie à son profit ; et plusieurs fois il renvoya les dons que lui offrait la reconnaissance. A une époque où il faisait la guerre dans le Tyrol, les autorités locales, apprenant tout ce qu'il avait fait pour sauver ce pays des horreurs du pillage,

Nommé lieutenant au régiment d'infanterie de Tallard (depuis Monaco et Belzunce), le 1er décembre 1733, il servit à l'attaque des lignes d'Etlingen et au siége de Philisbourg, en 1734 ; et sur le Rhin, sur la Moselle et à l'affaire de Clausen, en 1735. Il obtint une compagnie dans le même régiment, par commission du 16 août 1740. Il la commanda à l'armée de Flandre, en 1742 ; au camp de Dunkerque, en 1743 ; aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes, et au camp de Courtray, en 1744. Il servit, en 1745, à l'armée du Bas-Rhin, où il se trouva au passage du Rhin, en présence des ennemis. Il se trouva aussi, en 1746, à la marche de Maubeuge à Herenstals, sous le comte d'Estrées ; aux siéges de Mons, de Charleroy, des ville et châteaux de Namur, et à la bataille de Raucoux. Il combattit à la bataille de Lauwfeld, en 1747. Nommé colonel réformé à la suite du même régiment, en quittant sa compagnie, par commission du 8 janvier 1748, il eut, le même jour, un ordre pour commander les bataillons de milices qui étaient en garnison à Belle-Isle, sous les ordres du chevalier de Grossoles. Colonel du régiment d'infanterie de Soissonnais, par commission du 1er février 1749, il obtint, dans le même mois, une charge de gentilhomme de la

---

essayèrent de lui faire accepter une somme considérable, en la faisant porter clandestinement chez lui : Nansouty ne la prit que pour la distribuer aux hôpitaux de la ville où il se trouvait. Les dotations qu'il reçut pour prix de ses services composèrent seules sa fortune ; et jamais il ne se permit de chercher à en acquérir une plus forte, dans un état où il savait bien que la loyauté reste presque toujours pauvre. Etranger à presque tous les événements politiques et à toutes les intrigues de cour, il se contentait de bien servir son pays, et se rendait applicable ce vieil adage : « Fais ce que dois, advienne que pourra. » Son courage, au milieu des affaires les plus chaudes, était toujours plein de sang-froid, et le plus grand calme régnait sur sa physionomie, lors même que le danger était le plus pressant. Pendant une bataille, il faisait continuellement manœuvrer ses troupes, persuadé qu'en occupant les soldats on parvenait à les distraire du danger qu'ils pouvaient redouter. Il était avare du sang de ses troupes, et jamais il ne chercha à acheter un succès en les sacrifiant ; aussi la confiance qu'elles avaient en lui était entière, et les portait à ne point hésiter dans leur obéissance à ses ordres.

chambre de l'infant duc de Parme. Employé comme colonel en Languedoc, par lettres du 15 février 1753, il eut, le 19 avril 1755, un ordre pour commander dans les diocèses de Castres, de Lavaur et d'Alby, sous les ordres du lieutenant-général de la province. Il commanda le régiment de Soissonnais à la conquête de l'île Minorque, au siége, à l'assaut et à la prise de Mahon et du fort Saint-Philippe, en 1756. Il servit en Languedoc, depuis 1757 jusqu'en 1762, époque à laquelle il fut employé en Aunis, par lettres du 1er mai. Déclaré, au mois de décembre suivant, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 25 juillet précédent, il se démit du régiment de Soissonnais, et fut employé en Languedoc, en sa qualité de maréchal-de-camp, par lettres du 1er février 1763. Il mourut avant le 1er décembre 1781. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 577.)

DE NARBONNE-PELET (François-Raymond, *vicomte*), *lieutenant-général*, naquit le 21 octobre 1713. Il entra au service comme lieutenant réformé dans Orléans-Dragons, le 18 mars 1721; servit au camp de la Saône, en 1727, et obtint une compagnie dans le même régiment, le 28 décembre 1728. Il la commanda, en 1733, au siége de Kehl, après lequel on lui donna, le 1er novembre, une commission de mestre-de-camp réformé, à la suite du régiment d'Orléans-Dragons, en quittant la compagnie qu'il y commandait. Devenu troisième enseigne de la compagnie de Harcourt, des gardes-du-corps du roi, par brevet du 1er février 1734, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie du même jour, il servit sur le Rhin, et se trouva au siége de Philisbourg. On lui donna le gouvernement de Sommières, par provisions du 11 avril 1736. Il devint deuxième enseigne de sa compagnie, le 28 septembre 1739; premier enseigne, le 9 mai 1740; troisième lieutenant, le 12 octobre suivant, et deuxième lieutenant, le 13 juillet 1742. Il servit la même année, sur la frontière de Flandre. Créé brigadier, par brevet du 20 février 1743, il se trouva à la bataille de Dettingen. Il suivit le roi dans ses différentes campagnes de

Flandre, depuis 1744 jusqu'à la paix, et se trouva aux expéditions qui s'y firent. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mai 1745, et déclaré seulement au mois de novembre. Il devint premier lieutenant de sa compagnie, le 16 janvier 1747, et obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 6 juin 1750, en quittant les gardes-du-corps. Il fut employé en sa qualité de lieutenant-général à Caen, par lettres du 1er mars 1757, et jusqu'au 1er novembre de la même année. On l'employa ensuite dans le gouvernement de Bordeaux, par lettres des 1er mai 1758 et 1er mai 1759. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 571.)

DE NASSAU (Henri-Frédéric), *prince d'Orange*, *commandant d'armée*, naquit en 1583, et devint prince d'Orange, à la mort du prince Maurice, son frère, en 1625. Il servit, sous son frère, à la prise de l'Écluse, de Grave et de quelques autres places, pendant le fameux siége d'Ostende, en 1604. En 1609, les états de Hollande signèrent avec les Espagnols une trève de 12 ans, qui fut publiée à Anvers, le 14 avril; mais la guerre recommença, dès l'année 1621. En 1622, le Brabant étant sans troupes, le prince de Nassau vint à Bréda avec 1500 chevaux et 6000 hommes de pied. Il en partit au mois de mai, et s'empara du château d'Hacht. De là, le prince de Nassau divisa sa troupe en trois corps, en conduisit un vers Louvain, fit marcher le second vers Bruxelles, et le troisième vers Malines. Ils pillèrent et brûlèrent 20 bourgs et villages, et le butin qu'ils firent monta à 600,000 florins, sans compter la rançon de 400 prisonniers qu'ils emmenèrent à Bréda. Au mois d'octobre, le prince Henri vint joindre le prince Maurice son frère ; et tous deux de concert obligèrent le marquis de Spinola de lever le siége de Berghes. En 1623, le prince Henri était sur la flotte de son frère, destinée à la surprise d'Anvers, lorsque cette flotte fut dissipée par la tempête et par la gelée qui survint : le vaisseau que montaient les deux princes périt. En 1624, il con-

duisit au prince Maurice son frère 6000 fantassins et 18 cornettes de cavalerie pour s'opposer au siége de Bréda, que les Espagnols prirent par composition, le 5 juin 1625. Le prince d'Orange, après avoir tenté inutilement, à deux reprises, de surprendre la citadelle d'Anvers, était mort dès le 23 avril 1625. Henri-Frédéric de Nassau, devenu par cette mort prince d'Orange, devint aussi général des états de Hollande, par pouvoir des états-généraux du 25 du même mois. En 1626, il fit construire un fort, près d'Isselbourg, pour traverser le dessein que les Espagnols avaient formé de pratiquer un canal pour joindre le Rhin à la Meuse. Au mois de septembre, il se présenta devant le fort de Kalderec, en Flandre; mais la marée, qui se retira plus tôt qu'il ne convenait au succès de son entreprise, la fit échouer. Le comte de Berghes, qui soutenait avec son armée les travailleurs employés au canal du Rhin, enleva, au mois d'octobre, un quartier de l'armée du prince d'Orange. En 1627, ce prince assiégea Grool, à la vue du comte de Berghes, qui commandait 15,000 hommes de pied et 3000 chevaux. Le comte de Berghes attaqua les retranchements du prince d'Orange, le 15 août, et fut repoussé, avec perte de 200 hommes : la place capitula, le 20. Le 30 avril 1629, le prince d'Orange investit Bois-le-Duc, avec le maréchal de Châtillon. Cette place se rendit, le 14 septembre, après une longue résistance. Il se saisit d'Arsen, petite ville sur le bord de la Meuse, le 1er juin 1632, et de Venlo, le 3. Stralle se rendit le même jour, et Ruremonde, le 6. Le 10, il assiégea Maestricht. Il fut deux fois attaqué dans ses retranchements par Pappenheim; mais il attaqua à son tour ce général, dans son camp, et força Maestricht de capituler, le 22 août. En 1634, pour secourir cette place, par une diversion, il assiégea Bréda: les ennemis abandonnèrent alors le siége de Maestricht, et le prince d'Orange leva celui de Bréda. Il eut un pouvoir du 15 avril 1635, qui le constituait lieutenant-général du roi pour commander les armées de France et de Hollande, ayant sous lui les maréchaux de Châtillon et de Brézé. Au commencement de juin, les armées française et hollandaise se joi-

gnirent aux environs de Maestricht. Le prince d'Orange prit Trudeu, Lauden et Halen; il força et fit piller Tirlemont, le 8 juin. Diest, près Louvain, se rendit par composition, le 15, et Arscot capitula, le 16. Le cardinal-infant, étant sorti de Louvain, se retira à Bruxelles, et le prince d'Orange mit le siége devant Louvain, le 25; mais, les vivres manquant dans l'armée des confédérés, il leva le siége, le 4 juillet, sortit du Brabant, et s'approcha de Ruremonde. Le fort de Schenk ayant été emporté par les Espagnols, après trois assauts, au mois de juillet, il entreprit de le reprendre au mois de septembre. Au mois de janvier 1636, il reprit le château de Biland, et assiégea, le 16, la ville de Griethusen, dont la garnison capitula, le 17. Il se rendit maître de plusieurs autres petits forts qui défendaient le château de Schenk : cette place capitula enfin, sur la fin du mois d'avril. Au mois de juillet 1637, il investit Bréda, et fit les approches de cette ville avec des vaisseaux couverts de peaux et de fer-blanc au dehors, pour les garantir contre le feu. Il conduisit ainsi les travaux au travers du fossé, jusqu'au pied de la muraille; et les assiégés furent tellement déconcertés d'une manœuvre aussi nouvelle, qu'ils consentirent à ouvrir leurs portes, le 6. Le prince d'Orange y entra, le 9 octobre. Il obtint, cette même année, de tous les souverains de l'Europe, et par l'entremise du cardinal Richelieu, le titre d'Altesse. Le 31 août 1638, il leva le siége de Gueldres : le cardinal-infant avait forcé un de ses quartiers. En 1641, la ville de Genep se rendit au prince d'Orange, après 37 jours de siége. Son attention et sa bonté pour les troupes, qu'il a long-temps commandées, lui méritèrent le surnom de *Père des soldats*. Il mourut, le 14 mars 1647, âgé de 63 ans. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 441; *Mercure français, Mémoires chronologiques et historiques, depuis* 1600 *jusqu'en* 1716; *Histoire d'Allemagne, du Père Barre, tom. IX.*)

DE **NAVARRE**, *voyez* DE BOURBON.

DE **NAVAILLES**, *voyez* DE MONTAUT-BÉNAC.

DE **NEMOURS** (Gauthier, IIIe du nom, *seigneur*), *maréchal de France*, succéda dans cette charge à Jean de Beaumont. Il parut, en cette qualité, dans un acte inséré au trésor des chartes, portant confirmation faite, à Paris, au mois de novembre 1257, par le roi saint Louis, de l'accord passé entre Élisabeth, dame de La Haye et de Passavant, veuve de Philippe, seigneur de Nemours; Gauthier, seigneur de Nemours, maréchal de France, et ses frères, pour les biens de ce même Philippe qui leur étaient échus. Nous n'avons trouvé aucun renseignement sur ses services militaires, ni sur l'époque de sa mort. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 109.)

DE **NEMOURS**, *voyez* DE SAVOIE.

DE **NESLE**, *voyez* DE CLERMONT.

DE **NESLE-D'OFFEMONT** (Guy, IIe du nom), *maréchal de France*, fut élevé à cette dignité, le 22 août 1348, à la place de Robert Waurin de Saint-Venant. On le fit capitaine-général et souverain dans la Saintonge et les Marches, par provisions données à Blois, le 9 août 1549; et on le nomma lieutenant de roi, capitaine-général et souverain de l'Artois et du Bolonnais, en 1350. Il fut battu et pris par les Anglais, en Saintonge, le 1er avril 1351. Devenu capitaine-général et gouverneur de Bretagne, le 22 mai 1362, il livra aux Anglais, le 14 août, près du château de Moron, un combat plus funeste encore que le premier : 140 chevaliers y périrent avec lui. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 125*; Froissard, le Gendre, Histoire de France du Père Daniel, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Moréri.*)

DE **NETTANCOURT** (1) (Jean, Ve du nom), *baron*, puis *comte de Vaubecourt, maréchal-de-camp*, entra fort jeune

---

(1) Cette famille a constamment figuré avec éclat depuis plus de six

au service de France. La paix de Vervins, qui survint presque immédiatement, semblait lui fermer pour long-temps une carrière que son courage devait remplir de souvenirs honorables; mais ayant demandé et obtenu l'agrément du roi pour servir à l'étranger, il se rendit auprès de l'empereur qui l'employa dans son armée de Hongrie, en 1598. Depuis long-temps l'armée impériale était occupée au siége de Raab, autrement Javarin, contre les Turcs. Le baron de Vaubecourt, à la tête d'un détachement, moitié français et moitié walon, résolut de faire sauter une des portes de la ville. Il y fit attacher un pétard dont l'explosion produisit un tel effet, qu'il se rendit maître de cette place importante, dans laquelle il pénétra le premier, et où périrent, par le fer des chrétiens, 15 à 1600 Turcs avec leur bacha (1). L'empereur en donna aussitôt le gouvernement au baron de Vaubecourt; et, pour mieux attacher cet officier à son service, il le créa chevalier et baron de l'empire, avec une forte pension pour lui et pour ses descendants. Le siége d'Albe-Royal, commandé par le duc de Mercœur, général de l'armée chrétienne, fournit au baron de Vaubecourt une nouvelle occasion de se distinguer. Le succès de l'entreprise de Javarin lui en fit tenter une autre sur Belgrade. Il avait déjà fait couper les pa-

---

siècles parmi les anciennes races de chevalerie de la province de Champagne et du duché de Lorraine. Elle s'est illustrée par de nombreux services militaires et diplomatiques.

(1) On trouva dans Javarin, l'une des plus fortes places qu'on eût conquises snr les Turcs, 85 pièces d'artillerie, 600 chevaux et un grand nombre de munitions de guerre. (Voyez l'*Histoire des Turcs, par Chalcondyle d'Athènes, in-fol., édit. de* 1650, *tom. I, pag.* 848 *et* 849, où est relatée, avec détail, cette entreprise glorieuse du baron de Vaubecourt.) Cet historien rapporte que le comte de Schartzembourg, généralissime de l'armée impériale, ne nomma point ce courageux officier dans le rapport qu'il fit à l'empereur, cette action brillante ayant excité la jalousie des Impériaux contre les Français. Il est certain, ajoute Chalcondyle, que, sans la résolution du baron de Vaubecourt, on n'aurait jamais réussi à s'emparer de Javarin, pas un des Allemands ni des Hongrois n'ayant voulu se hasarder dans cette entreprise.

lissades, abattre le pont-levis, et fait jouer le pétard, lorsqu'une pièce de canon, placée sous la voûte de la porte, prit feu et cassa la cuisse au baron de Vaubecourt. Cet accident ayant mis cet officier hors de combat, fit échouer la tentative. La réputation qu'il s'était acquise dans l'armée de l'empire, engagea le roi Henri IV à le rappeler à son service. Il lui donna une pension de 5000 livres et le gouvernement du comté de Beaulieu, vacant par la mort de son père, par provisions du 24 mai 1609; le nomma gentilhomme de la chambre, conseiller-d'état, et le chargea de diverses négociations auprès de l'archevêque de Trèves, du comte palatin, des margraves de Brandebourg et de Baden-Dourlach, et des ducs de Wurtemberg et de Deux-Ponts. Le baron de Vaubecourt leva, par commission du 24 avril 1610, un régiment d'infanterie de son nom (depuis Chastellux); un régiment de cavalerie légère, de 6 compagnies de 100 hommes, et une compagnie franche de 100 chevau-légers. Son régiment de cavalerie fut licencié au mois d'août suivant. Celui d'infanterie, après plusieurs licenciements, fut rétabli, le 31 août 1616. Créé maréchal-de-camp, le 18 janvier 1617, le baron de Vaubecourt fut employé, sous le duc de Guise et le maréchal de Thémines, à la prise de Riscourt, de Rosoy et de son château; aux siéges et à la prise des ville et citadelle de Château-Porcien, de Cisigny et de Rethel. Employé sur les frontières, en 1620, sous le duc de Nevers et le maréchal de Vitry, il contribua à empêcher que les troupes levées au pays de Liége, pour le service de la reine-mère, entrassent en Champagne. Il continua de commander dans cette province; obtint, le 15 avril 1627, le gouvernement de Châlons, et se démit, au mois de décembre 1628, de son régiment d'infanterie en faveur de son fils. Il soumit à l'obéissance du roi la citadelle de Verdun, dont il fit le siége en 1631. Louis XIII lui donna la lieutenance-générale des comté et évêché de Verdun, le 3 juillet 1632, et le créa chevalier de ses Ordres, à la promotion du 14 mai 1633. Il servit au siége de Saint-Mihiel, sous le comte de Soissons, en 1635. Le roi le pourvut, la même année, du comman-

dement de 3000 gentilshommes de l'arrière-ban de plusieurs provinces. Étant logée dans son château de Vaubecourt, S. M. lui donna, le 13 avril, des lettres-patentes portant érection de cette baronnie en comté. Enfin, en 1636, il eut le commandement de tous les arrière-bans de Champagne. Le comte de Vaubecourt contribua, la même année, à chasser les Hongrois, les Croates et les Polonais de la frontière de Champagne. Il se distingua particulièrement au combat du 30 mai, et commanda à Verdun jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 4 octobre 1642. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 51; *annales du temps, Histoire généalogique et héraldique des pairs de France et grands-dignitaires de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, Paris*, 1822, *tom. II.*)

DE NETTANCOURT (Nicolas), *dit* DE HAUSSONVILLE, *comte de Vaubecourt, baron d'Haussonville, lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit le 27 juillet 1603. Le 2 juillet 1605, Jean, baron de Haussonville, son oncle, seigneur de St.-Georges et de Turquestin, et gouverneur de Verdun, l'adopta, à la charge par lui et ses descendants de prendre et de porter le nom et les armes *de Haussonville*, lui substituant son frère, en cas de mort sans enfants. Cette adoption fut confirmée par lettres-patentes de Henri IV, du 30 décembre 1607, registrées et insinuées au siége présidial de Châlons, le 30 avril 1608. Il fut connu, jusqu'en 1642, sous le nom *de marquis de Vaubecourt*. Entré au service, en 1620, comme lieutenant, au régiment de son père, il y fut fait capitaine, en 1623; servit dans la Valteline, en 1624; se trouva à l'attaque du passage de Steig, du pont du Rhin et de sa forteresse; de Pio-Domo, Platemale, Puschiavo, Tirano, Sondrio, Morbegno, Trano, Dubino; au siége de Chiapino de Bormio, au combat de Campo, au siége de Chiavène, et à la reprise des retranchements de Cercino et de Trano, en 1625. L'année suivante, il servit, dans le même pays, jusqu'au traité de Monçon. Il se trouva, en 1627 et 1628, au siége de la Rochelle, où périt le baron de Vaubecourt, son frère, et fut nommé mestre-

de-camp du régiment de Vaubecourt, le 28 décembre de cette dernière année, par la démission de son père. Il marcha à l'attaque du Pas-de-Suze, et à la levée du siége de Cazal par les Espagnols, en 1639; aux siéges de Privas et d'Alais; au combat de Veillane, à la prise de Saluces, au combat du pont de Carignan, en 1630; et servit en Italie jusqu'au traité de Querasque, en 1631. L'année suivante, son régiment fit partie de l'armée royale de Languedoc, et se trouva au combat de Castelnaudary. Passé à l'armée de Lorraine, en 1633, il concourut à la prise de Haguenau, de Saverne, de Lunéville, de Bitche et de la Mothe; au secours de Philisbourg et de Heidelberg, en 1634; à la défaite du duc de Lorraine, près Fresche; à l'assaut de Spire, à la prise de Vaudemont, en 1635, et à la reprise de Corbie, en 1636. Après la prise de Landrecies, où il avait eu occasion de signaler son courage, on lui donna le gouvernement de cette place, le 27 juillet 1637, et il y demeura jusqu'en 1642. Le choix spécial du roi, qui avait désigné au cardinal de la Valette le marquis de Vaubecourt, comme l'officier de son armée le plus capable de remplir ce poste éminent, fut pleinement justifié par les connaissances profondes que M. de Vaubecourt avait acquises dans l'art des fortifications, et qu'il fit valoir avec le plus grand succès pour la défense de cette ville, dont un bastion a pendant long-temps porté son nom. Créé maréchal-de-camp, le 25 janvier 1642, il fut employé à l'armée qui défendait la frontière de Picardie. Le 15 septembre, Louis XIII lui donna le gouvernement de Perpignan, et le commandement du Roussillon. Les provisions, signées par ce prince, portent que la satisfaction qu'il a des services de M. de Vaubecourt (services qui y sont énoncés) l'a fait choisir pour lui confier cette place, l'une des plus importantes et des plus fortes de l'Europe. Après la mort de son père, qui eut lieu le 4 octobre, on donna au comte de Vaubecourt, le 15 novembre suivant, la compagnie de 100 hommes d'armes des ordonnances, que son père avait commandée, et on le pourvut aussi, le 8 décembre, de la lieutenance-générale du gouvernement du Verdunois. Au

mois d'avril 1644, il se démit du gouvernement de Perpignan; servit au siége de Tarragone, et au ravitaillement de Lérida. En 1645, il se trouva à la prise de Roses, où il fut blessé; au combat de Lliorens, et à la reddition de Balaguier. Il fut pourvu, le 17 septembre 1646, de la lieutenance-générale au gouvernement des ville et évêché de Metz. En 1648, il concourut au siége d'Ypres, et à la bataille de Lens, où il perdit son fils, et à la reprise de Furnes. Il se démit de son régiment d'infanterie, au mois de janvier 1649. Le roi le nomma, par commission du 20 mai 1650, lieutenant-général dans ses armées de Flandre et de Champagne, grade dont il obtint les pouvoirs le 5 avril 1651. Le comte de Vaubecourt fut donné en otage au duc de Lorraine, en 1652, pour sûreté de la retraite de ce prince. Il mourut à Paris, le 11 mars 1678. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 100; *Histoire généalogique et héraldique des pairs de France et grands-dignitaires de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, tom. II.*)

DE NETTANCOURT DE HAUSSONVILLE (Louis-Claude), *comte de Vaubecourt, lieutenant-général,* et fils du précédent, fut pourvu, le 16 janvier 1673, de la survivance du grade de lieutenant-général au gouvernement des villes et évêchés de Metz et de Verdun, gouverneur et vidame de Châlons. Il fit les campagnes de 1675 et 1676, dans les gardes-du-corps du roi, et se trouva aux siéges de Dinant et de Condé. Il obtint un régiment d'infanterie de son nom (appelé depuis de Talora), le 18 février 1677; servit, la même année, sous le maréchal de Créquy, à la défaite du prince de Saxe-Eisenach et au siége de Fribourg. En 1678, il concourut à l'attaque des retranchements de Seckingen, et à la prise de Kehl, où il commanda, le 27 juillet, une attaque contre le fort. Il servit au siége du château de Lichtemberg, où son frère fut frappé mortellement et où lui-même reçut un coup de mousquet à la tête. Au siége de Luxembourg, formé par le maréchal de Créquy, en 1684, le comte de Vaubecourt enleva d'assaut plusieurs postes, à la tête de son régiment. Il fut nommé, le 30

juillet 1687, inspecteur-général d'infanterie, et créé brigadier, le 24 août 1688. Employé en cette qualité à l'armée du Rhin, commandée par M. le Dauphin, il servit au siége de Philisbourg, où il fut encore blessé d'un coup de feu à la tête. Il combattit à Valcourt, sous le maréchal d'Humières, en 1689, et à Fleurus, sous le maréchal de Luxembourg, en 1690. Il servit au siége de Mons, puis à l'armée de la Moselle, sous le maréchal de Boufflers, en 1691, et eut ordre, le 25 octobre, de commander, pendant l'hiver, sur cette rivière. Créé maréchal-de-camp, le 17 avril 1692, il fut employé sur les côtes de Normandie, dans l'armée du maréchal de Bellefonds. Il avait été désigné pour passer en Irlande avec un corps de troupes destiné à rétablir le prétendant; mais cette destination fut sans effet. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 27 avril 1693, il ouvrit la tranchée devant Heidelberg, le 21 mai. Chargé, le 10 juillet, de soutenir l'attaque du poste de Zwingemberg, il se mit à la tête des grenadiers, que le feu de l'ennemi avait d'abord fait plier, et les conduisit jusqu'à la palissade qui fut forcée : un de ses aides-de-camp fut tué à ses côtés, et lui-même eut la cheville du pied fracassée par un éclat de grenade. Il fit les deux campagnes suivantes sous les maréchaux de Lorges et de Joyeuse, qui se tinrent sur la défensive. Il se démit de son régiment, au mois d'avril 1695. Promu au grade de lieutenant-général, le 3 janvier 1698, il fut employé à l'armée d'Italie, par lettres du 17 avril, et monta, le 1er octobre, la tranchée devant Valence, dont le maréchal de Catinat leva le siége, après la trève conclue avec l'empereur. Il se trouva au siége d'Ath, en 1697; passa à l'armée d'Italie, en décembre 1700; combattit à Carpi et à Chiari, le même mois; à Santa-Vittoria et à la bataille de Luzara, en 1702. Après cette dernière victoire, le roi d'Espagne chargea le comte de Vaubecourt du siége de Guastalla. Ce général le poussa avec tant de vigueur, que la place fut réduite à capituler au bout de dix jours. Commandant à Carpi, pendant l'hiver, il attaqua et enleva d'emblée, le 13 janvier 1703, le poste retranché de Bondanella, et défit et dissipa 2000 hommes

que le comte de Stahremberg voulait jeter dans Bersello. Il fit la campagne de 1703 sous le duc de Vendôme; concourut à la défaite des ennemis, à Castelnovo-de-Bormia; et donna les plus grandes preuves de courage à l'attaque des retranchements de Montebaldo, forcés par le duc de Vendôme, le 24 juillet. Il commanda l'armée pendant le passage de ce prince dans le Trentin, et prit part à la défaite du général Visconti, et à la réduction d'Asti et de Villeneuve d'Ast. Il servit au siége de Verceil, où il ouvrit la tranchée, le 15 juin, et où il eut un aide-de-camp tué et un autre blessé près de lui. Après la reddition de cette place, le roi lui en donna, le 20 juillet, le gouvernement, ainsi que des pays circonvoisins. Le duc de Vendôme, ayant commencé le fameux siége de Vérue, fit venir le comte de Vaubecourt et le chargea de l'attaque d'un fort sur le Pô, qui, communiquant de la place avec l'armée du duc de Savoie, campée à Crescentin, rendait impossible la réduction de Vérue. Le comte de Vaubecourt s'empara de la forteresse; et cette action de valeur décida du sort de la place, qui fut réduite en peu de jours. Le duc de Vendôme s'étant rendu, la même année, à l'armée d'Italie, laissa au comte de Vaubecourt, comme au plus ancien lieutenant-général, le commandement de celle de Piémont. Informé qu'un parti ennemi était entré dans le Milanès, le comte de Vaubecourt sortit de Verceil à la tête d'un fort détachement pour le couper dans sa retraite, l'atteignit sur le Tésin, près de Vigevano, et le chargea vigoureusement; mais, bientôt enveloppé lui-même par un corps très-supérieur au sien, il fut tué après la plus vive résistance, et son détachement fut dispersé; cette action eut lieu le 17 mai 1705. Il fut inhumé dans l'église des Barnabites de Verceil, et sa famille fit transporter son cœur à Vaubecourt, lieu de la sépulture de ses ancêtres. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 413; *annales du temps, Histoire généalogique et héraldique des pairs de France et grands-dignitaires de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, tom. II.*)

DE NETTANCOURT-HAUSSONVILLE PASSAVANT, (Jean-Charles-François, *marquis de Vaubecourt*, *lieutenant-général*, issu de la même famille que les précédents, naquit à Neuville, le 7 mars 1726. Il fut connu d'abord, et jusqu'en 1747, sous le nom de vicomte de Vaubecourt. Il entra, à l'âge de 14 ans, le 30 juin 1740, enseigne dans le régiment de Dauphiné, dont son frère était colonel. Il servit en Flandre, en 1742; se trouva à la bataille de Dettingen, en 1743; à la reprise de Weissembourg et des lignes de la Lautern, à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg, en 1744. Il commença la campagne de 1745, sur le Bas-Rhin; joignit l'armée en Flandre, au mois de juin, et servit, la même année, aux siéges de Dendermonde, d'Oudenarde et d'Ath Il se trouva à la marche d'Herentals, aux siéges de Mons et de Charleroy, et à la bataille de Raucoux, en 1746. Le 19 octobre, on lui donna le commandement d'une compagnie, avec laquelle il passa en Provence, au mois de novembre, et concourut à repousser les ennemis au-delà du Var. A la mort de son frère, on le nomma colonel du régiment de Dauphiné, par commission du 10 mars 1747. Il le commanda à l'attaque des retranchements de Villefranche et de Montalban; à la prise de ces deux places, et à celle de Nice et de Vintimille, au mois de juin. Destiné pour servir au camp de Tournay, il y arriva, le 9 juillet, et en partit, le 10 septembre, pour retourner dans le comté de Nice. Il prit part au secours de Vintimille et aux deux combats qui se livrèrent sous les murs de cette place, et continua de servir en Italie jusqu'à la paix. Le régiment de Dauphiné ayant été réformé, le 10 février 1749, le marquis de Vaubecourt fut attaché au régiment des Grenadiers de France, par ordre du 20 du même mois. Il obtint, le 15 juillet 1755, un régiment d'infanterie de son nom (depuis Aunis), qu'il commanda au camp de Valence, la même année, et la suivante. Il se trouva à la bataille d'Hastembeck, à la prise de Minden, d'Hanovre et de plusieurs places de cet électorat, au camp de Closterseveru et à la marche sur Zell; et enfin, en 1758, à la retraite du pays d'Hanovre et à la bataille de Crevelt.

Créé brigadier d'infanterie, le 10 février 1759, il se conduisit avec beaucoup de bravoure et d'honneur aux batailles de Bergen et de Minden, la même année. Il se trouva aux affaires de Corbach et de Warboug, et à la bataille de Clostercamps, en 1760. Le 3 juillet 1761, il attaqua les ennemis retranchés au château et au moulin de Schaffhausen ; et malgré un feu meurtrier de canons chargés à mitraille et de mousqueterie, il enleva successivement le château et le moulin, l'épée à la main. Il se fit remarquer, les 15 et 16 juillet, à l'affaire de Fillinghausen, et se distingua, le 2 septembre, à l'attaque d'Osterode et des retranchements des ennemis dans les bois de Hartz, qui furent emportés, et où l'on fit 450 prisonniers. Chargé en chef du siége du château de Schartzfeld, il le força de se rendre par capitulation, le 25 septembre, et s'empara de 14 pièces de canon qui étaient dans la place. Durant toute cette guerre, il ne se fit pas moins remarquer par son amour de l'ordre et de la discipline, que par son humanité et son courage. Ce fut par sa grandeur d'âme et l'ascendant que ses vertus militaires et privées lui avaient acquis sur ses troupes, dont il était l'idole, qu'il parvint, en 1761, à sauver la ville de Clausthal, dans le canton de Hartz, au duché de Brunswick, de la fureur du soldat qui voulait la livrer au pillage et à l'incendie. Ce beau trait a été consacré sur une médaille d'argent que les habitants de cette ville firent frapper en témoignage de leur reconnaissance ; et une députation fut chargée de présenter au marquis de Vaubecourt une bourse remplie de semblables médailles, que sa famille conserve comme un monument précieux de son humanité. Il continua de servir en Allemagne, en 1762 ; s'empara, au mois de septembre, de la ville et du fort de Saint-Jean, en Terre-Neuve, et fut déclaré, au mois de décembre, maréchal des camps et armées du roi, dont le brevet lui avait été expédié, dès le 25 juillet précédent. Il fut créé grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 21 février 1779, et lieutenant-général des armées, le 1er mars 1780. Lors des troubles qui éclatèrent à Nancy, en 1790, le marquis de Vau-

becourt parvint à apaiser la fureur d'un régiment égaré qui menaçait les jours de ses officiers. Il émigra, en 1791, fit sa dernière campagne à l'armée de Condé, et rentra en France, après le licenciement définitif, en 1801. Il a été nommé grand'croix de l'ordre royal de Saint-Louis, le 23 août 1814, et chevalier des Ordres du roi, le 30 septembre 1820. Il est mort le 7 février 1822. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 538, *annales du temps, Histoire généalogique et héraldique des pairs de France et grands-dignitaires de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, tom. II.*)

DE NETTANCOURT (Louis, IIe du nom), *seigneur de Maugarny et de Brabant, baron de l'Echelle, lieutenant-général*, aussi issu de la même famille que les précédents, obtint, le 21 août 1615, une commission de capitaine au régiment de Vaubecourt. Il commanda le régiment d'Amboise, pendant l'expédition de la Valteline, en 1624, et servit au siége de la Rochelle, en 1627 et 1628. Il fut pourvu d'une compagnie de chevau-légers, au titre de 50 hommes d'armes des ordonnances, et leva un régiment de son nom (depuis Rosen), par commission du 26 octobre 1629. Il le commanda à la prise de la citadelle de Verdun, en 1631; au siége de Nancy, en 1633; à la prise d'Haguenau, au mois de janvier; de Saverne, en février; de Bitche, en mai, et de la Mothe, en juillet. Il contribua aux secours d'Heidelberg et de Philisbourg, au mois de décembre 1634, et se distingua au combat de Fresche, en Alsace, où le duc de Lorraine fut défait, au mois de mai 1635. Il concourut à la prise de Spire et à celle de Vaudemont, au mois de décembre; au ravitaillement d'Haguenau et au siége de Saverne, où il monta un des premiers à l'assaut, et reçut un coup de mousquet dans le corps, en 1636. Il se trouva aux siéges de Landrecies, de Maubeuge et de la Capelle, en 1637. Ce fut après la prise de cette première place, que le cardinal de Richelieu écrivait au cardinal de la Valette, que le roi avait jugé que les deux officiers de son armée les plus propres à remplir le gouvernement de Landrecies,

étaient les sieurs de Nettancourt et de Vaubecourt, mais que S. M. s'arrêtait au dernier à cause de la religion protestante que professait le premier : tel fut l'obstacle qui empêcha l'un des plus braves généraux de son temps de recevoir toute la récompense due à ses nombreux services. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 7 juin 1638, il se démit de son régiment et servit sous le duc de Longueville, au siége de Lunéville, qui fut emporté d'assaut. Il fut employé au siége de Brisack, la même année; à ceux de Saint-Omer et d'Hesdin, en 1639; d'Arras, en 1640; d'Aire, de la Bassée et de Bapaume, en 1641. Il était à l'armée de Champagne, en 1643; se trouva aux siéges de Thionville et de Sierck, et se distingua, les 3 et 4 août 1644, aux combats de Fribourg, où il fut blessé. Il servit aux siéges de Philisbourg, de Worms, de Mayence, où son régiment se montra d'une manière glorieuse; de Landau; de Manheim, où il repoussa avec succès une sortie des ennemis; de Neustadt et du château de Creutznack, en 1644. Il fit la campagne de 1645, en Franconie et en Souabe, et prit part aux succès du combat de Mariendall, de la bataille de Nordlingen, et des siéges d'Heilbron et de Trèves. Il fut créé lieutenant-général des armées, le 7 mai 1650, et mourut en 1673. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 151; *annales du temps, Recherches de Champagne, par M. de Caumartin, grand in-fol., Histoire généalogique et héraldique des pairs de France et grands-dignitaires de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, tom. II.*)

DE NEUFCHATEL, *voyez* BERTHIER.

DE NEUFVILLE D'AUDENHAM (Arnould), *maréchal de France*, était capitaine souverain au comté d'Angoulême, en 1349. Il fut pris par les Anglais, avec le maréchal d'Offemont, le 1er avril 1351, dans une rencontre en Gascogne. On le créa maréchal de France, le 1er septembre suivant, après le maréchal de Beaujeu. Il fut fait lieutenant-général en Saintonge, Poitou, Limosin, Angoumois et Périgord, par lettres données à Paris, le 6 mars 1352; lieutenant-général en Bretagne et en Normandie, par lettres

du 2 août 1353; et en Picardie, le 1er janvier 1354; enfin, lieutenant-général aux pays d'Anjou et du Maine, jusqu'au 17 décembre suivant. Il accompagna le roi, en 1356, lorsque ce prince vint à Rouen pour punir quelques seigneurs séditieux. L'esprit de révolte se répandant dans l'Artois, le roi y envoya le maréchal d'Audenham, qui s'y présenta, sous prétexte d'en visiter les places et de les fortifier. Il se saisit adroitement, à Arras, des plus coupables parmi les séditieux, en condamna 20 à perdre la tête, mit les autres en prison, et établit dans la ville une bonne garnison. Il accorda aux habitants de Douay plusieurs priviléges, le 12 mai : le roi les confirma, au mois de novembre suivant. Le 19 septembre de cette année, à la bataille de Poitiers, le maréchal d'Audenham conduisit 300 gendarmes par un défilé, qu'il fallait passer avant d'attaquer les archers du front de l'armée anglaise. Il était arrivé à la portée du trait de ces archers, lorsqu'un escadron anglais fondit sur lui, le renversa de son cheval, et le fit prisonnier (1). De retour d'Angleterre, on l'admit au grand-conseil du roi, par lettres du 4 novembre 1360. Il servit en Languedoc, sous le connétable de Fiennes, depuis le 13 avril jusqu'au 13 juillet 1361. Il fut nommé capitaine-général dans tout le Languedoc, à la place du connétable, le 20 septembre de la même année, et lieutenant de roi, en février 1362. Il assiégea et prit, sur les compagnies, le château de Salgues, situé dans le Gévaudan, et plusieurs autres places des environs, aux mois de mars et d'avril. Il engagea, le 23 juillet, les chefs des compagnies à se donner au comte de Transtamare, qui avait dessein de les emmener en Es-

(1) Pendant la captivité du maréchal d'Audenham, le dauphin régent du royaume commit, par lettres du 21 octobre, Jean de Nœufville, pour exercer la charge de maréchal de France jusqu'à la délivrance du maréchal d'Audenham son oncle, pendant les guerres de Gascogne, de Normandie et de Picardie, par provisions du 6 novembre de cette année. Cette commission a occasioné la méprise de plusieurs historiens qui, confondant l'exercice avec la charge, ont donné à Jean de Nœufville rang parmi les maréchaux de France.

pagne : ces brigands sortirent du Languedoc; mais ils y rentrèrent bientôt après. Le roi le confirma dans la lieutenance de cette province, par lettres du 13 août. Il attaqua, le 1er septembre 1363, le château de Minerve, dont les brigands s'étaient emparés, et les en chassa, ainsi que de la sénéchaussée de Beaucaire et du Gévaudan. Il entreprit le siége de Peyriac, qu'ils avaient surpris; mais la saison, trop avancée, ne lui permettant pas de le continuer, il le leva sur la fin de novembre. Charles V, à son avénement à la couronne, le 8 avril 1364, lui conserva la lieutenance du Languedoc. Il prit enfin le château de Peyriac, au mois de juin suivant, et fit passer tout ce qui s'y trouva au fil de l'épée : cette conquête était importante, en ce que les compagnies en avaient fait leur place d'armes. Il leur enleva encore, sur la fin de ce mois, le château de Gabian, au diocèse de Béziers. Le duc d'Anjou ayant obtenu le gouvernement du Languedoc, le 15 novembre, le maréchal lui fut laissé pour conseil. Bertrand du Guesclin eut, en 1365, l'habileté et le bonheur de délivrer le royaume des compagnies, qu'il conduisit en Espagne. Audenham l'y suivit, et ils y arrivèrent au commencement de 1366. Il seconda du Guesclin dans cette glorieuse expédition, et surtout au siége et à la prise de Magalon. A l'attaque du château de Bibiesca, Audenham se battit long-temps corps à corps avec le gouverneur, qui, placé à la plus large ouverture des murailles, étendait à ses pieds tout ce qui osait approcher. Après la prise de cette place, Burgos, Tolède et Cordoue reconnurent Henri de Transtamare, qui fut couronné à Burgos. On força aussi Séville, après deux assauts. Don Pèdre, compétiteur de Henri, s'étant retiré à Bordeaux, auprès du prince de Galles, Audenham revint en France, avec du Guesclin. Le prince de Galles, avec une armée de 90,000 hommes, ayant pris, en 1367, la résolution de remettre don Pèdre sur le trône, Audenham et du Guesclin, à la tête de 10,0000 hommes, repassèrent en Espagne. Henri de Transtamare, déférant moins à la sagesse des conseils de du Guesclin qu'à la bravoure inconsidérée des jeunes seigneurs espa-

gnols, qui s'enfuirent dès le commencement de l'action, livra, le 3 avril, la bataille de Navarette, qu'il perdit. Pendant l'action, Audenham, appuyé contre une muraillle, présenta toujours le visage aux ennemis, et leur résista long-temps; mais il fut enfin obligé de se rendre au prince de Galles. Sorti de prison, en 1368, il accompagna du Guesclin en Provence, sous les ordres du duc d'Anjou. Ils assiégèrent Tarascon, qu'on prit par intelligence, le 4 mars. Audenham se démit, cette année, de la charge de maréchal de France, et fut fait porte-oriflame. Cet emploi ne se confiait qu'à un chevalier d'une prudence et d'une valeur éprouvées. L'historien des grands-officiers de la couronne raconte que, malgré son grand âge, Audenham accompagna du Guesclin dans sa troisième expédition en Espagne, et qu'il y mourut, au mois de décembre 1370. La preuve qu'il en donne est *que le roi lui fit payer ce qui lui était dû de ses pensions, pour mieux se mettre en équipage, par lettres du 1er novembre* 1370. Si en effet le maréchal d'Audenham se mit en équipage à cette époque, ce n'était pas pour accompagner du Guesclin, qui en était revenu plusieurs mois auparavant. Depuis son retour, du Guesclin avait servi sous le duc d'Anjou en Guienne; et, le 2 octobre de la même année, il avait reçu, à Paris, l'épée de connétable. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 125; *Histoire de France, du Père Daniel; Belleforêt, Froissard, Mezeray, les Hommes illustres, par l'abbé Péraut; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

DE NEUFVILLE (Nicolas), *marquis,* puis *duc de Villeroy, pair et maréchal de France*, naquit le 14 octobre 1598, et fut élevé enfant d'honneur auprès de Louis XIII. On le nomma gouverneur et lieutenant-général en Lyonnais, Forès et Beaujolais, en survivance de son père, par provisions données à Paris, le 29 mai 1615. Il leva un rément d'infanterie de son nom (depuis Lyonnais), par commission du 13 novembre 1616. Ce régiment, après avoir été souvent licencié et réformé, fut rétabli pour la dernière fois, le 13 mai 1629. Le marquis de Villeroy servit,

sous le maréchal de Lesdiguières, aux siéges et à la prise de Felissan, de Non et de la Rogue, en 1617. Il commanda en Dauphiné, en 1620. Il se trouva à la prise de Saint-Jean-d'Angely, le 23 juin 1621. Après avoir commandé un corps de 6000 hommes au siége de Montauban, il le conduisit à Montpellier, qui se soumit au roi, le 19 octobre 1622. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 13 août 1624, il fit les campagnes d'Italie, sous le connétable de Lesdiguières, en 1625 et 1626; se trouva au siége de Gavi, au combat de Vérue, où le duc de Féria fut battu, et à la retraite d'Aqui. Il servit au siége de la Rochelle, en 1627 et 1628. Il attaqua les barricades du Pas-de-Suze, le 6 mars 1629 : le roi le laissa avec 8000 hommes, pour garder la place. Il marcha au pont de Carignan, que les Français emportèrent l'épée à la main, le 6 août 1630. Il commanda, en 1631, dans Pignerol. La France était convenue, par les traités de Quérasque, des 6 avril et 19 juin, de rendre au duc de Savoie la forteresse de Pignerol; mais le cardinal de Richelieu ne pouvait s'y résoudre, parce que cette place était sa conquête, et qu'elle lui facilitait l'entrée de l'Italie. Le duc de Savoie consentait bien qu'on la gardât; mais les Espagnols n'étaient pas d'aussi bonne composition. On feignit donc d'évacuer la place. Le marquis de Villeroy, de concert avec le cardinal de Richelieu, fit sortir tous les Français, excepté 300 hommes qu'il cacha dans un grenier, sous un amas de blé et de foin. La garnison défila en présence des commissaires espagnols et de ceux du duc de Savoie. Le marquis de Villeroy, d'un air très-naturel, mena ces commissaires partout; mais, pour rendre leur visite moins exacte, il avait adroitement répandu que la peste commençait ses ravages dans la ville. Les commissaires donnèrent un certificat que Pignerol avait été évacué. Les 300 hommes demeurèrent dans leur retraite pendant plusieurs jours, et le marquis de Villeroy allait les voir de temps en temps, ayant grand soin que rien ne leur manquât. Cependant, tandis que le duc de Savoie, que la France avait gagné, amusait les Espagnols, les soldats cachés se saisirent des portes et des

remparts de Pignerol : les Espagnols accoururent, mais trop tard, pour rentrer dans cette place. dont les Français étaient maîtres. Le marquis de Villeroy se démit de son régiment, au mois d'août de la même année, en faveur du chevalier d'Alincourt, son frère. Il demeura à Pignerol jusqu'en 1635, époque à laquelle il fut employé, comme maréchal-de-camp, à la prise du fort de la Vilate. Il commanda un quartier de l'armée du roi au siége de Valence, levé le 28 octobre. Il se trouva, en 1636, au siége de Dôle, que le roi ordonna de lever le 16 août. Il fut remis mestre-de-camp du régiment de Lyonnais, après la mort du chevalier d'Alincourt, son frère, le 16 août 1639. Nommé, par pouvoir du 31 mars 1640, commandant en Bourgogne et en Bresse, pendant l'absence du prince de Condé, qui allait se mettre à la tête des troupes en Guienne, il conduisit, au mois de juillet, 1500 hommes de pied et 400 chevaux au siége de Turin, qui fut pris le 24 septembre. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 7 mai 1643, il servit en cette qualité en Bourgogne, sous le maréchal de la Meilleraye. Il commanda en Saintonge et en Angoumois, par pouvoir du 22 avril 1644. De là il passa en Catalogne. Il commanda l'armée devant la Mothe, après la blessure de Magaloti, par pouvoir du 22 juin 1645. Aussitôt qu'il fut arrivé au camp, on éleva, par son ordre, des cavaliers et des batteries qui ruinèrent les dehors de la place. Les assiégés se retirèrent dans la forteresse, qui depuis long-temps servait d'asile à une troupe de brigands qui désolaient la frontière. Le marquis de Villeroy fut nommé gouverneur du roi, par provisions du 9 mars 1646. Créé maréchal de France, par état donné à Paris, le 20 octobre, il prêta serment, le 22, et fit enregistrer son état au parlement de Paris, le 3 mars 1651. Il fut nommé pour commander l'armée de la frontière de Picardie, par pouvoir du 20 mai 1647, et resta cependant auprès de la personne du roi. L'armée qu'il devait commander fut mise sous les ordres des maréchaux de Gassion et de Rantzau, par lettres du 22 mai. On le fit conseiller-d'honneur au parlement de Paris, par lettres

du 27 février 1651. Il devint duc et pair, par lettres d'érection du marquisat de Villeroy en duché-pairie, données à Paris, au mois de septembre de la même année, et enregistrées, le 15 décembre 1663, au parlement de Paris, qui le reçut le même jour. Il assista au sacre de Louis XIV, le 7 juin 1654, et y représenta le grand-maître de France. Il fut fait colonel de son régiment, le 28 juillet 1661, après la mort du colonel-général de l'infanterie. On le fit, par provisions du 15 septembre 1661, chef du conseil royal des finances, établi par règlement du même jour. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre. Il se démit de son régiment, le 18 janvier 1664, en faveur de son fils. Il suivit le roi à la campagne de Flandre, en 1667, et mourut à Paris, le 28 novembre 1685. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 564; *Histoire militaire de M. de Quincy, Histoire de France, continuée par le Père Griffet, Dupleix, Mémoires du Père d'Avrigny, l'abbé le Gendre, le président Hénaut, Histoire de France, par Anquetil, tom. VI et VII.*)

DE NEUFVILLE (François), *duc de Villeroy, pair et maréchal de France*, et fils du précédent, naquit, le 7 avril 1644, et fut d'abord connu sous le nom de marquis de Villeroy. Il obtint le gouvernement de la lieutenance-générale du Lyonnais, du Forez et du Beaujolais, en survivance de son père, par provisions du 3 mars 1650. Nommé colonel du régiment d'infanterie de Lyonnais, sur la démission de son père, par commission du 18 janvier 1664, il fit sa première campagne en Hongrie, sous le comte de Coligny, et combattit le 1er août, à la bataille de Saint-Godard, où il eut le bras percé d'une flèche. A la tête de son régiment, dans l'armée du roi en Flandre, il servit aux siéges et à la prise de Douay, de Tournay et de Lille, en 1667. En 1668, il se trouva à la conquête de la Franche-Comté. Au siége de Dôle, il entra dans une demi-lune, et arracha des mains des ennemis un drapeau qu'ils avaient enlevé. Créé brigadier d'infanterie, par brevet du 15 avril 1672, il servit dans l'armée de M. le prince de

Condé, se trouva à la prise de Vesel et d'Emmeric, et au passage du Rhin. Employé en Allemagne sous le vicomte de Turenne, en 1673, il concourut à la prise d'Unna, le 5 février. Il prêta serment au parlement comme pair de France, le 26 avril, et prit le nom de duc de Villeroy. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 13 février 1674, il se signala à la seconde conquête de la Franche-Comté, et particulièrement au siége de Besançon, qui se rendit au roi, le 15 mai. Il servit, en cette qualité, en Flandre, sous M. le prince de Condé, combattit à Seneff, le 11 août, et y fut blessé. Employé en Flandre, sous le roi et M. le prince de Condé, en 1675, il se trouva au siége de Limbourg, qui capitula le 21 juin. Il fut fait mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, sur la démission du marquis de Sessac, par commission du 11 février 1676. Employé dans l'armée du roi, en Flandre, il se trouva à la prise de Condé, de Bouchain, d'Aire et à la levée du siége de Maestricht par le prince d'Orange, le 27 août. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 février 1677, et employé dans l'armée de Flandre, sous le roi et MONSIEUR; il servit aux siéges de Valenciennes et de Cambray, et à la levée du siége de Charleroy par le prince d'Orange, le 14 août, et se trouva, en 1678, à la prise de Gand et du château, et à celle d'Ypres. A la bataille de Saint-Denis, près Mons, le 24 août, il commanda la droite de l'armée. Il se démit, au mois de mars 1683, du régiment de Lyonnais en faveur de son fils, et commanda le camp de la Sarre, par lettres du 28 avril. Il servit, en 1684, dans l'armée de Flandre, sous MONSIEUR et le maréchal de Schomberg, et couvrit le siége de Luxembourg qui se rendit le 4 juin. On le fit chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1688. Il fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 20 mars 1689, sous le maréchal de Lorges; sous M. le dauphin et le maréchal de Lorges, par lettres du 19 avril 1690, et sous le maréchal de Lorges par lettres du 28 avril 1691. On se tint sur la défensive pendant ces trois campagnes. Employé en Flandre, sous M. le dauphin et le maréchal de Luxembourg, par

lettres du 30 avril 1692, il marcha au siége de Namur, rendu au roi, le 5 juin. A la bataille de Steinkerque, le 3 août, les ennemis sortirent du bois; et, à la faveur des chevaux de frise, placés près des Français, ils faisaient un feu considérable. Le duc de Villeroy, étant avec plusieurs autres seigneurs à la tête de la brigade des gardes, s'avança l'épée à la main vers les ennemis, sans tirer un seul coup. Dès qu'ils les eurent joints, ils les tuèrent à coups d'épées et de piques. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 27 mars 1693, le duc de Villeroy prêta serment le 28. Il fut nommé l'un des commandants de l'armée de Flandre, sous le roi et M. le prince de Condé, par pouvoir du 27 avril. Après le départ du roi, il assiégea la ville d'Huy, le 23 juillet. A la bataille de Néervinde, le 29, s'étant mis, avec le prince de Conty, à la tête des gardes françaises et du régiment de la Sarre, il emporta le village de Néervinde, et il eut un cheval tué sous lui. Commandant l'armée de Flandre, sous M. le dauphin, par pouvoir du 28 avril 1674, il partagea la gloire de la fameuse marche des Français depuis Vignamont jusqu'au port d'Espierres, qui commença le 22 août. Le maréchal de Villeroy, ayant marché pendant 17 heures sans s'arrêter, arriva au pont avant le prince de Wurtemberg. Ce prince s'en approcha, le 24; mais sa surprise fut extrême, lorsqu'il aperçut de l'autre côté de l'Escaut 80 escadrons en bataille; il crut que toute l'infanterie y était, parce que le maréchal avait pris soin de faire paraître un grand nombre de drapeaux. Après une canonnade assez vive, le prince de Wurtemberg alla passer l'Escaut auprès d'Oudenarde, ce qui donna le temps à l'armée du roi d'arriver. Le maréchal de Villeroy fut pourvu de la première compagnie française des gardes du corps du roi, à la mort du maréchal de Luxembourg, par provisions du 1er février 1695, et prêta serment en cette qualité, le 3. Commandant l'armée de Flandre, par pouvoir du 20 avril, il prit Dixmude, le 27 juillet, Deinse, le 29, et bombarda Bruxelles les 13, 14 et 15 août. Il se démit, le 21 septembre, de son régiment en faveur du chevalier de Villeroy, son fils. Il commanda

l'armée de Flandre, par pouvoir du 17 avril 1696, et tint les ennemis en échec. Commandant la même armée, par pouvoir du 7 mai 1697, il couvrit le siége d'Ath, qui se rendit le 5 juin. La paix se conclut à Riswick, le 20 septembre. A la mort du chevalier de Villeroy, on lui rendit le régiment de cavalerie de ce nom, le 20 février 1700. Nommé commandant de l'armée d'Allemagne, sous M. le duc de Bourgogne, par pouvoir du 19 juin 1701, il n'y resta que jusqu'au mois d'août. Il commanda l'armée d'Italie, conjointement ave le maréchal de Catinat, sous le duc de Savoie, par pouvoir du 13 août. Il fit attaquer, le 1[er] septembre, le bourg de Chiari, ou les Impériaux étaient retranchés, et força le premier retranchement; mais il fut repoussé au second, après un combat qui coûta 2000 hommes. Le prince Eugène ayant entrepris de surprendre Crémone, le 1[er] février 1702, le maréchal de Villeroy, qui y était arrivé la veille, apprenant qu'il y avait du désordre, sortit à la pointe du jour pour s'en instruire, et fut presque aussitôt fait prisonnier. La garnison prit les armes et chassa les Impériaux. On conduisit cependant le maréchal à Inspruck, de là à Gratz où il resta 10 mois. Il commanda l'armée de Flandre, avec le maréchal de Boufflers, sous M. le duc de Bourgogne, par pouvoir du 12 avril 1703. Il força Tongres, le 10 mai, et y fit 2 régiments prisonniers. Il ne put cependant empêcher le duc de Marlborough de s'emparer de Bonn, de Huy et de Luxembourg. Commandant l'armée de Flandre, par pouvoir des 28 mars 1704, et 4 avril 1705, il se tint sur la défensive. Commandant encore l'armée de Flandre, par pouvoir du 27 avril 1706, il fut battu par les alliés à Ramillies, le 23 mai. La perte était égale de part et d'autre, lorsque les troupes françaises se débandèrent pour fuir plus vite. L'ennemi, averti de ce désordre, détacha sa cavalerie à la suite des fuyards, un grand nombre fut pris avec l'artillerie, les bagages et les caissons : la perte des Pays-Bas fut le résultat de cette défaite. Le maréchal ne servit point depuis. Il fut nommé ministre-d'état et chef du conseil royal des finances, à la mort du duc de Beauvilliers, par commission du 2 septem-

bre 1714. On l'établit gouverneur du roi, par provisions du 1[er] avril 1716. Il se démit, en 1718, de son régiment de cavalerie en faveur du marquis d'Alincourt. Il se retira à Villeroy, le 11 août 1722, revint à Paris au mois de juin 1724, et y demeura jusqu'à sa mort qui arriva le 18 juillet 1730. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 76; *Mémoires du Père d'Avrigny, Histoire miltiaire de M. de Quincy, Journal historique du Père Griffet, Bauclas, le président Hénaut, Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII.)*

DE LA NEUFVILLE, *voyez* DE BECQ.

DE NEUFVILLETTE, *voyez* BAUDRY.

DE LA NEUVILLE, *voyez* DE MONTMORENCY.

DE NEVERS, *voyez* DE CLÈVES, DE GONZAGUE *et* MAZARINI.

NEY (Michel), *duc d'Elchingen, prince de la Moskowa, maréchal de France*, naquit à Sarre-Louis, en Lorraine, le 10 janvier 1769. Il entra fort jeune au service, comme simple hussard dans le régiment Colonel-Général, et passa rapidement par tous les grades inférieurs. Il était sous-officier, lorsque la révolution éclata. Dès les premières campagnes, il se distingua et fut fait capitaine, dans son régiment, en 1794. Il devint bientôt après aide-de-camp du général La Marche. S'étant fait remarquer par Kléber, ce général le fit nommer adjudant-général chef d'escadron, l'employa près de lui et lui confia plusieurs missions de partisan, dont il s'acquitta avec le plus grand sucès. Dans la même année 1794, l'adjudant-général Ney commanda la cavalerie de la division du général Collaud à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il se signala, en 1795, dans les combats que l'armée eut à soutenir sur les bords de la Lahn. Sa bonne conduite lui fit donner alors le grade de général de brigade, mais il le refusa par modestie. Employé à la même armée pendant la campagne de 1796, il y donna de nouvelles preuves de zèle, et déploya une rare intrépidité et des talents supérieurs. Il se fit surtout remar-

quer, le 4 juin, à la bataille d'Altenkirchen, et s'empara des magasins de Dierdorff et de Bendorff, où l'on trouva des approvisionnements considérables qui furent fort utiles à l'armée. Après la bataille d'Altenkirchen, Ney se porta rapidement sur Montabaur, où il prit encore un magasin de subsistances. La division du général Collaud ayant rencontré le corps autrichien du général Kray, entre Obermesch et Nanheim, il s'engagea, le 9 juillet, un combat, pendant lequel Ney fit, avec quelques troupes d'infanterie et de cavalerie, plusieurs charges vigoureuses, à la suite desquelles il resta maître du village d'Obermesch. La prise de Wurtzbourg fut due, en grande partie, aux bonnes dispositions militaires faites par l'adjudant-général Ney. Les Autrichiens avaient évacué la ville de Wurtzbourg, dans laquelle il n'était resté qu'environ 2000 hommes de troupes du prince régnant. Ney arriva, le 26 juillet, devant Wurtzbourg, avec 100 hommes de cavalerie. S'avançant fermement, il somma le gouverneur de se rendre sur-le-champ, et celui-ci, intimidé, signa aussitôt une capitulation d'après laquelle les Français entrèrent dans la place le même jour. Dans un mouvement fait par l'armée française pour prendre position entre Kœnigsberg et Burg-Eberach, Ney, qui continuait de commander l'avant-garde de la division Collaud, rencontra 800 chevaux ennemis près de Zeill. Quoiqu'il n'eût que 400 chasseurs à cheval ou dragons, il n'hésita pas à charger l'ennemi, qui fut culbuté, mis en fuite et auquel on fit des prisonniers. A l'attaque des Autrichiens près Forcheim, le 10 août, l'avant-garde, conduite par Ney, se trouve inopinément accueillie par une décharge de 14 pièces d'artillerie. Ney, qui n'a que 2 canons, ne perd point contenance; et, joignant la ruse à l'audace, il débusque les Autrichiens de leur première position et s'y maintient, jusqu'à ce que la division Collaud arrivant, oblige les ennemis de rentrer dans Forcheim. Ce fut Ney que l'on chargea de sommer le commandant de cette place de se rendre. Pressé par le parlementaire, ce commandant capitula : on trouva dans Forcheim 70 bouches à feu de bronze, et une grande quantité de munitions. Les

services que Ney avait rendus dans cette campagne furent récompensés par le grade de général de brigade, qui lui fut conféré sur le champ de bataille, par le général Kléber (1). Ney ne tarda pas à se montrer digne de l'avancement qu'il venait d'obtenir. L'avant-garde de la division Collaud devait, pour arriver sur la Salzbach, traverser un très-grand bois et six lieues de défilés, le tout défendu par les troupes aux ordres du prince de Hohenlohe. Cette entreprise était difficile et périlleuse; mais Ney, déjà accoutumé à ne redouter aucun obstacle, a bientôt fait ses dispositions. Après une courte et énergique harangue qu'il adresse à ses troupes, il ordonne que le bois soit enlevé à la baïonnette. En vain les Autrichiens font de toutes parts un feu terrible; ils sont bientôt débusqués du bois et forcés à la retraite: Ney eut un cheval tué sous lui dans cette action. Il s'empara du fort de Rolhembourg, et contribua beaucoup à la victoire remportée, près de Neuwied, sur les Autrichiens, qu'il enfonça à la tête de la cavalerie. Au combat de Dierdorff, il acquit beaucoup de gloire en délogeant l'ennemi du village, et en soutenant, pendant près de 4 heures, avec 500 hussards seulement, tous les efforts d'une réserve de 6000 Autrichiens. Au combat de Giessen, la cavalerie que commandait Ney attaqua seule ce poste important, défendu par un ennemi très-supérieur en force. Les Autrichiens, étonnés de l'audacieuse attaque des Français, plient et se retirent, à travers les bois, jusqu'à Steinberg, où ils essaient de se rallier. Le combat s'y engage de nouveau et se soutint jusqu'à la nuit. Ney, en s'exposant comme il le faisait sans cesse, voulut sauver une pièce d'artillerie volante; mais il fut fait prisonnier de guerre. Le général en chef Hoche, qui estimait son courage, demanda son échange avec beaucoup d'instance; et,

(1) En demandant au directoire la confirmation de cette promotion, Kléber rappela que, 18 mois auparavant, le brevet de ce grade avait été envoyé à Ney, qui l'avait refusé par modestie, et ajouta: « Que cette » confirmation serait un acte éclatant de justice. »

l'ayant obtenu, il le nomma général de division. Employé en cette qualité à l'armée du Rhin, Ney battit, à Francfort-sur-le-Mein, un corps autrichien, et s'empara de Manheim, le 2 mars 1799. Au mois de mai suivant, il prit le commandement de la cavalerie de l'armée d'Helvétie, sous les ordres du général Masséna. Une diversion habile qu'il opéra alors, devint l'une des principales causes de la victoire remportée à Zurich sur l'armée russe. A la suite de cette bataille, l'archiduc Charles d'Autriche ayant amené un renfort aux Russes, ceux-ci reprirent l'offensive et attaquèrent les Français sur la ligne de la Thur, avec 30,000 hommes. Le combat commença à la pointe du jour, se prolongea fort avant dans la nuit, et fut des plus acharnés : le général Ney y fit des prodiges de valeur à la tête de l'avant-garde, reçut deux blessures et eut deux chevaux tués sous lui. Le général Ney se distingua par sa bravoure à l'attaque que l'archiduc Charles fit contre Manheim. Vers cette époque, le général Lecourbe fut nommé commandant en chef de l'armée du Rhin; et, jusqu'à ce qu'il se fût rendu à ce poste, le général Ney eut le commandement par *interim*. Ney fit faire, à la fin de septembre 1799, entre Seltz et Mayence, quelques attaques qui réussirent complétement. On s'empara de Francfort, Hochstedt fut enlevé de vive force, la Nidda fut passée; et l'on emporta et brûla un pont sur le Mein, malgré la résistance d'environ 4000 paysans armés qui le gardaient. Lors de la réorganisation de l'armée du Rhin, le général Ney eut le commandement de l'une des trois divisions formant l'aile gauche, sous les ordres de Lecourbe. Il s'empara d'abord de Manheim, et s'avança ensuite en Souabe, contre le corps du général Schwartzenberg, qu'il replia devant lui. Attaqué, le 4 octobre, à Lauffen, et se trouvant tellement avancé qu'il ne pouvait recevoir aucun secours de la part des autres divisions, il eut à soutenir un combat meurtrier entre un gros corps de troupes que le prince Charles conduisait au siége de Philisbourg. Ney se signala de nouveau dans ce combat, et reçut, en entrant dans Stuttgard, une blessure grave qui le mit hors de combat. Au

commencement de l'année 1800, le général Lecourbe donna provisoirement le commandement de l'armée du Rhin au général Ney, qui le conserva jusqu'à l'arrivée du général en chef Moreau. Ney prit une part glorieuse à la bataille de Moeskirch, le 8 mai. Après le gain de cette bataille, Ney poursuivit les ennemis avec son audace ordinaire, les mit en désordre, et leur fit 1800 prisonniers. Le succès de la bataille livrée sur l'Iller, le 5 juin suivant, fut dû en grande partie à la division que commandait le général Ney. Dès le commencement de cette affaire, Ney, après avoir débouché par le pont de Kelmuntz, s'était réuni au général Sabut, et avait poussé l'ennemi jusqu'à Diettenheim. Il était à peine dans ce village, qu'une forte colonne autrichienne s'avança par Kirchberg, avec 8 pièces de canon. Ney, ayant reçu ordre d'attaquer le village de Kirchberg, déploya dans l'exécution de cet ordre la plus grande vigueur : l'ennemi fut battu, poursuivi sur un terrain désavantageux pour sa retraite, et fut obligé d'abandonner son artillerie, ses caissons et 1100 prisonniers. Ney battit de nouveau les Autrichiens, le 12 juin, près de Gannershausen, et les poussa l'épée aux reins jusqu'à Weissenhorn. Il contribua au gain de la célèbre bataille de Hohenlinden, par la vigueur et l'audace qu'il mit à se porter dans le défilé de Malembott. Là il se réunit au général Richepanse; et, le général Grouchy et lui, prirent ou tuèrent tout ce qui s'était engouffré dans le bois. Après la victoire, Ney se chargea de ramasser tous les prisonniers, dont le nombre fut très-considérable. Le général Ney fut cité pour la belle conduite qu'il tint lors des opérations militaires qui eurent lieu dans le pays des Grisons, et notamment à la journée du 1er décembre 1801. Dans cette dernière affaire, il fit preuve d'une habileté et d'un sang-froid aussi rares qu'admirables. La paix ayant été faite, Ney rentra en France, et y reçut du premier consul Buonaparte un très-beau sabre égyptien. Il fut fait inspecteur-général de cavalerie. En octobre 1802, il fut envoyé, comme ministre plénipotentiaire du gouvernement français, près la république helvétique; et ce fut à son zèle et à ses

talents que furent dus, au moins en grande partie, la cessation des troubles qui avaient long-temps agité la Suisse, et les nouveaux liens qui depuis unirent ce pays à la France. De retour de cette ambassade, il fut créé maréchal d'empire, le 19 mai 1804. Napoléon le fit aussi grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin suivant, puis chef de la 7e cohorte de cette Légion, et enfin grand-aigle de la même Légion, le 2 février 1805. En 1805, le maréchal Ney fut l'un des commandants de l'armée réunie au camp de Boulogne. Il reçut du prince-régent de Portugal l'ordre de Christ. Les hostilités ayant recommencé dans la même année entre la France et l'Autriche, le maréchal Ney fut employé à la grande-armée d'Allemagne. Après avoir passé le Rhin avec le corps d'armée placé sous ses ordres, il se porta en Souabe, et contribua tellement au gain de la bataille d'Elchingen, le 14 octobre, que Napoléon le titra duc de ce nom à la fin de la campagne. Après la capitulation d'Ulm, il fut détaché avec un corps de 30,000 hommes, sur la droite de la grande-armée. Sa mission avait pour objet l'évacuation du Tyrol : il en chassa l'archiduc Jean, après s'être emparé des forts de Scharnitz et de Neustarck. Il entra à Hall et à Insprück, où il trouva des magasins considérables; poursuivit encore l'archiduc, et défit l'arrière-garde autrichienne, le 17 novembre, au pied du mont Brenner. Après la bataille d'Austerlitz et la signature des préliminaires de paix avec les empereurs de Russie et d'Autriche, le maréchal Ney occupa la Carinthie, avec son corps d'armée (le 5e). En 1806, le maréchal Ney soutint et accrut encore sa haute réputation militaire, dans la campagne de Prusse. Il fit des prodiges de valeur à Iéna, et concourut très-efficacement à la victoire remportée dans cette journée. Il marcha ensuite sur Magdebourg, bloqua cette place, et força le gouverneur de capituler, après un bombardement de courte durée : cette redoutable forteresse était cependant défendue par 22,000 hommes de garnison, parmi lesquels se trouvaient 20 généraux, 800 officiers et 2000 artilleurs. Tout fut fait prisonnier, et les Français gagnèrent en outre à cette con-

quête 54 drapeaux, 5 étendards, 800 pièces de canon, une quantité considérable de munitions, un matériel immense et un superbe équipage de pont. Le maréchal Ney entra ensuite à Berlin; et, s'étant porté sur Thorn, il le fit évacuer par les Prussiens, et s'en empara. Au commencement de 1807, le maréchal Ney obtint un succès marquant, près de Thorn, sur l'armée russe tout entière, qui était venue l'attaquer, croyant le surprendre dans ses quartiers d'hiver. Il se couvrit d'une nouvelle gloire à la bataille d'Eylau, le 8 février, et déploya toute son intrépidité à la bataille de Friedland, le 14 juin. L'aile droite, qu'il commandait à cette dernière bataille, décida en quelque sorte du succès de la journée, en s'emparant de la ville de Friedland, dont les rues furent jonchées de cadavres russes. Après la paix de Tilsitt, le maréchal Ney fut envoyé, en 1808, pour commander l'un des corps de l'armée d'Espagne. Dans le mois d'octobre, il s'empara de Logrono, sur la rive droite de l'Èbre, et battit les Espagnols au combat de Lerin. Il marcha ensuite sur Soria, dont il se rendit maître, le 22, et se mit à la poursuite des colonnes du général Castanos, qui faisaient leur retraite sur Valence et Madrid. Le 1er décembre, il fit sa jonction avec l'armée du Centre, entre Alcala et Guadalaxara. Le maréchal Ney continua de servir, en 1809 et 1810, à l'armée d'Espagne, et soutint dans toutes les circonstances la brillante réputation qu'il s'était acquise depuis long-temps. Lorsque Buonaparte voulut entreprendre son expédition contre la Russie, en 1812, le besoin de s'entourer de grands capitaines lui fit donner au maréchal Ney le commandement du 3e corps de la grande-armée : ce corps était fort de 35,000 hommes d'infanterie et de 2400 hommes de cavalerie. A l'attaque de Smolensk, le maréchal commanda la gauche de l'armée, et s'y distingua en enlevant plusieurs positions aux Russes, qu'il repoussa jusque dans les glacis de la place. Au combat de Valontina, il attaqua audacieusement les ennemis et les mit en déroute. Ce fut surtout à la bataille de la Moskowa, le 7 septembre, qu'il s'acquit une gloire immortelle, en dirigeant avec son ha-

bileté et son intrépidité ordinaires, le centre de toute l'armée. Il y mérita le surnom de *brave des braves*, qui lui fut donné par Napoléon, avec le titre de prince de la Moskowa. Lors de la fatale retraite de Moscou, il fut chargé du commandement de l'arrière-garde. Au combat de Krasnoï, que le général anglais Wilson a nommé *la bataille des héros*, le maréchal Ney parvint par son audace et son habileté à se tirer du mauvais pas dans lequel la force des circonstances l'avait engagé. Avec 6000 hommes déjà harassés de fatigues, il fallait traverser les masses ennemies que les Russes déployaient pour s'opposer au passage de l'arrière-garde française. Ney fait d'abord une attaque impétueuse, qui oblige la première ligne russe de plier jusqu'à trois fois; mais l'immense supériorité numérique de l'ennemi rend inutiles les efforts héroïques des bataillons français (1). Ney, reconnaissant l'impossibilité de forcer les lignes russes, se retire devant elles; profite de la nuit pour s'approcher du Dnieper; fait jeter dans le fleuve ses canons, ses bagages, et sa propre voiture qu'il ne put sauver; surprend le passage de ce fleuve; se fait jour à travers une nuée de Cosaques qui l'entourent, et parvient à rejoindre, à Orscha, l'armée dont il avait été séparé pendant deux jours. La conduite que tint le maréchal dans cette circonstance lui assigna un rang parmi les guerriers les plus intrépides (2). Étant ainsi parvenu à sauver les débris de son arrière-garde, il acheva sa retraite à travers mille périls, et après avoir échappé à une mort que le froid, la faim et toutes les autres calamités ren-

---

(1) La perte des Français fut considérable. Parmi les blessés, on compta le colonel Pelet du 48e régiment de ligne, aujourd'hui maréchal-de-camp. Ce brave officier ouvrit au maréchal l'avis du passage du Dniéper : et ce fut après avoir discuté ce projet sur une feuille de la grande carte de Russie, conservée par Pelet, que ce mouvement fut décidé.

(2) Dans un des bulletins de la grande-armée d'expédition de Russie, Napoléon désigna le maréchal Ney comme ayant l'*âme trempée d'acier*.

daient presque certaine. Il se rendit à Hanau, où il s'occupa activement de la réorganisation de l'armée que Buonaparte destinait à agir contre les alliés. En 1813, il eut une part très-active aux batailles de Lutzen, de Bautzen et de Dresde; et chacune de ces affaires fut l'objet d'un triomphe personnel pour le maréchal. Il attaqua et culbuta le général russe Sacken, près de Bautzlau, et lui fit des prisonniers. Il força, avec deux corps d'armée, le passage de la Neiss. Envoyé par Napoléon pour remplacer le maréchal Oudinot dans le commandement en chef des corps d'armée qui avaient échoué dans leur expédition sur Berlin, le maréchal Ney fut battu, à Jutterboch (ou Dennavitz), par les forces réunies du prince royal de Suède (Bernadotte) et du général prussien Bulow. Il se retira alors sur Torgau, où il rallia ses troupes. Quelques jours après, le maréchal Ney marcha sur Dessau, d'où il chassa les Suédois. Après cette affaire, il se retira sur la rive gauche de la Mulde; mais il revint bientôt après à Dessau, d'où il chassa 3000 Prussiens, auxquels il prit 3 pièces de canon. Il combattit avec sa valeur accoutumée aux journées de Léipsick, et fit avec l'armée la retraite sur la rive gauche du Rhin. Pendant la campagne de France, en 1814, le maréchal soutint encore l'éclat de sa réputation aux batailles de Brienne, Montmirail, Craone, Châlons-sur-Marne, etc., etc., et on le vit, pendant toute cette campagne, disputer le terrain pied à pied aux troupes alliées. Il se trouvait à Fontainebleau, lorsque Napoléon apprit que sa déchéance avait été prononcée par le sénat. Le maréchal contribua beaucoup à déterminer Napoléon à donner son abdication, et fut un des premiers généraux de l'armée qui se soumirent au gouvernement des Bourbons. Il fut nommé, le 6 mai, membre du conseil de guerre établi près de la personne de S. M. Louis XVIII. Créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er février suivant, il prêta serment en cette qualité entre les mains du roi. Ce monarque lui conserva tous ses titres et toutes ses pensions; le nomma membre de la chambre des pairs, le 4 du même mois; le fit commandant en chef du

corps royal des cuirassiers, dragons, chasseurs, et chevau-légers-lanciers de France; et lui confia le gouvernement de la 6e division militaire, dont la ville de Besançon était le chef-lieu. Le maréchal était à sa terre des Coudreaux, près de Châteaudun, lorsque Buonaparte fit son invasion sur le territoire français, au mois de mars 1815. Ayant reçu l'ordre de se rendre dans son gouvernement, Ney passa à Paris, se présenta devant le roi et promit de s'opposer, de tout son pouvoir, à la marche de Buonaparte. Arrivé au chef-lieu de son gouvernement, il réunit quelques régiments, se mit à leur tête, et se dirigea sur Lyon. Jusqu'au 12 mars, la conduite du maréchal ne démentit point ses promesses; mais, dans la nuit du 12 au 13 mars, deux émissaires de Buonaparte arrivèrent à son quartier-général, à Lons-le-Saunier, porteurs d'une lettre, par laquelle l'ex-empereur, tout en rappelant au maréchal les preuves de dévouement qu'il avait naguère reçues de lui, le chargeait d'exécuter les ordres qu'il lui faisait transmettre. Il paraît qu'en même temps les émissaires étaient chargés d'employer la ruse et le mensonge et qu'ils parvinrent à tromper Ney sur les intentions supposées que Buonaparte prêtait à l'Autriche. Le maréchal, cédant avec une coupable facilité à ces insinuations, signa, dans cette même nuit, une proclamation adressée aux troupes sous son commandement, et qui commençait par ces mots : « La cause des Bourbons est à jamais perdue. » La dynastie légitime, que la France a adoptée, va remon» ter sur le trône : c'est à l'empereur Napoléon, notre sou» verain, qu'il appartient seul de régner sur notre beau » pays....... » Le 18, le maréchal Ney arriva à Auxerre, où était Buonaparte, se présenta à lui, et promit de le soutenir dans son entreprise. Nommé, le 2 juin, membre de la nouvelle chambre des pairs, créée par Buonaparte, le maréchal reçut aussi le commandement de l'aile gauche de la grande armée, destinée à agir en Belgique. Cette armée ayant commencé ses opérations, le maréchal Ney reçut, le 16 juin, l'ordre de se porter en avant de la position dite des *Quatre-Bras*, et de placer ses troupes à

cheval sur la route de Bruxelles, en observant les chaussées de Nivelles et de Namur. Il eut, le même jour, avec les troupes ennemies, et notamment avec une partie de l'armée anglaise, un engagement, dans lequel il déploya toute l'intrépidité dont il avait si souvent donné des preuves. Il resta maître de sa position, après avoir fait éprouver aux alliés une perte que les relations anglaises ont elles-mêmes portée à près de 9000 hommes; le maréchal en perdit environ 4000. A la bataille de Vaterloo, le 18 du même mois, Buonaparte confia au maréchal Ney la grande attaque du centre. A midi, il commença l'action en faisant marcher contre la ferme de la Haye-Sainte tout son corps de troupes, soutenu par 80 bouches à feu, qui firent bientôt de grands ravages dans les rangs des alliés. Dans une des charges brillantes qui furent exécutées pendant cette journée, le maréchal, qui avait été démonté, marcha, l'épée à la main, à la tête des grenadiers du 1er bataillon du 3e régiment de la garde impériale, qui percèrent et firent plier une première ligne ennemie, et enlevèrent une batterie de canons. Cependant, vers la fin de la journée, toutes les chances ayant tourné contre l'armée française, une partie se mit en déroute; le maréchal Ney fut du nombre des officiers supérieurs qui se jetèrent alors avec Napoléon dans le bataillon carré que le général Cambronne forma avec les grenadiers de la garde qu'il commandait. Après la perte de la bataille, le maréchal Ney se rendit à Paris, et fit, au milieu de la chambre des pairs, le tableau, aussi alarmant que vrai, des désastres de l'armée. Celle-ci se réunit sous les murs de la capitale, et se porta bientôt après derrière la Loire. Le maréchal Ney, qui sans doute n'espérait pas trouver grâce auprès de la famille des Bourbons, se réfugia dans le département du Lot; il y fut arrêté dans le canton de Figeac, au mois d'août, fut conduit d'abord à Aurillac, et amené ensuite à Paris, où on l'emprisonna à la Conciergerie. Placé à la tête de la 1re catégorie de l'ordonnance du 24 juillet, il fut traduit d'abord au conseil de guerre de la 1re division militaire, qui se déclara incompétent. Par ordonnance du 11 novembre 1815, S.M. in-

vestit la chambre des pairs du droit de juger le maréchal Ney, qui y fut condamné, le 6 décembre, à la peine de mort, comme coupable de haute trahison. L'exécution de ce jugement eut lieu le lendemain, et le maréchal montra jusqu'au dernier moment le courage et la fermeté qui l'avaient toujours distingué dans les combats. Après avoir reçu les secours de la religion, que lui donna le curé de Saint-Sulpice, il commanda lui-même le feu au peloton de vétérans, chargé de le fusiller. Son corps fut remis à sa famille, qui le fit inhumer dans le cimetière *du P. Lachaise*, où elle lui fit élever un tombeau. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*, *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. XXXI, pag* 196 (1).)

DE NICOLAI (Antoine-Chrestien, *chevalier*), *maréchal de France*, naquit le 12 novembre 1712. Il entra cornette au régiment de dragons de Nicolaï, dont son frère aîné était colonel-propriétaire, le 18 mars 1729, et y obtint une compagnie le 14 octobre 1730. Il eut ce même régiment, sur la démission de son frère, par commission du 27 juin 1731, et le commanda à l'armée d'Italie, de 1733 à 1736. Il se trouva aux siéges de Pizzighitone, du château de Milan, en 1733; de Sarravalle, de Novarre et de Tortone; à l'affaire de Colorno, à la bataille de Parme, à celle de Guastalla, et au siége de la Mirandole, en 1734. Il servit aux siéges de Gonzague, de Reggiolo, et de Révéré, en 1735, et rentra en France, avec son régiment, au mois d'avril 1736. Créé brigadier par brevet du 1er janvier 1740, il alla servir à l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres du maréchal de Maillebois, et passa l'hiver à Andernack. Il fut employé en qualité de brigadier, par lettres du 1er avril 1742; marcha avec la première division des troupes de cette

---

(1) Le rédacteur de l'article consacré au maréchal Ney dans ce dernier ouvrage, termine sa narration par la phrase suivante : « Le maréchal » Ney fut, avec le colonel Labédoyère, la seule victime d'une révolu» tion, où il est évident qu'il n'avait pas joué le premier rôle, et dans » laquelle il avait été entraîné, plus qu'il n'avait donné l'impulsion. »

armée, de Westphalie, en Bohême, au mois d'août: se distingua particulièrement dans plusieurs escarmouches; contribua au ravitaillement de Braunau, dont on fit lever le siége aux ennemis, et cantonna pendant l'hiver à Eggenfeld, sous les ordres de M. le prince de Conti. Il concourut à la défense de ce poste et à la retraite audacieuse que fit le prince en présence des ennemis. Il rentra en France, avec la réserve de l'armée, commandée par le même prince, au mois de juillet 1743; finit la campagne en Haute-Alsace, sous les ordres du maréchal de Coigny, par lettres du 1er septembre, et contribua à la défense du Rhin. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1744, et créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 mai, il concourut, comme brigadier, à la reprise de Weissemboug et des lignes de la Lautern. Déclaré maréchal-de-camp, le 13 août, avec des lettres de service du même jour, il se démit de son régiment; se trouva à l'affaire d'Haguenau, le 23; servit au siége de Fribourg, et fut employé pendant l'hiver en Souabe et sur le Rhin, sous les ordres du maréchal de Coigny, par lettres du 1er novembre. Il fut employé par lettres du 1er avril 1745, à l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres de M. le prince de Conti, qui se tint sur la défensive. Employé, en 1746, à l'armée commandée par M. le prince de Conti, il servit, sous les ordres de M. de Ségur, dans le corps de troupes qui resta d'abord sur la Meuse, et qui marcha ensuite entre Sambre-et-Meuse, pendant le siége de Mons. Il servit, avec ce même corps, au siége de Charleroy. Il était de tranchée, le 2 août, devant Namur, lorsque les grenadiers, ayant emporté les lunettes de l'ouvrage à corne, pénétrèrent jusque dans l'ouvrage à corne même : ce qui intimida tellement le gouverneur, qu'il se rendit le même jour. Après ce siége, il retourna entre Sambre-et-Meuse, jusqu'au second siége de Namur qu'il investit, et où il servit toujours avec le même corps. S'étant réuni ensuite à l'armée, il combattit à Raucoux. Il se rendit à Sédan, le 1er mars 1747; fut employé à l'armée, par lettres du 1er avril; marcha avec le corps de troupes qui s'était assemblé au pays Messin, sous les ordres de

M. le comte de Clermont, et se trouva à la bataille de Lawfeld. Employé à l'armée des Pays-Bas, le 15 avril 1748, il servit au siége de Maestricht. Il obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 1er mai; eut la permission de revenir en France, le 16 juin, et fut déclaré lieutenant-général au mois de décembre. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il servit au corps séparé, commandé par le prince de Soubise, sous les ordres du maréchal d'Estrées : ce corps marcha le premier, et s'empara des différentes villes et postes qui devaient assurer la marche de la grande-armée. Après la jonction de ce corps à l'armée, on forma, dans le mois d'août, une autre armée qui fut commandée par le prince de Soubise : le chevalier de Nicolaï y fut employé comme premier lieutenant-général, par lettres du 15 juin, et en commanda l'avant-garde, après sa jonction avec l'armée de l'empire, commandée par le prince de Saxe-Hildburghausen. Il s'empara de Gotha, le 27 août; combattit avec la plus grande valeur à Rosback, le 5 novembre, et y fut blessé. Employé pendant l'hiver sous les ordres du maréchal de Richelieu, par lettres du 29, il resta avec ce corps, séparé de celui du prince de Soubise, et qui fut cantonné d'abord aux environs de Hanau, puis dans la Hesse, au mois de décembre. Employé à la même armée, par lettres du 16 mars 1758, il se trouva à la bataille de Crewelt, au mois de juin. Il continua de servir en Allemagne, sous les ordres du maréchal de Contades, par lettres du 1er mai 1759, et se trouva à la bataille de Minden, le 1er août. Commandant, le 8, l'arrière-garde de l'armée, lors de sa retraite d'Eimbecque, il battit les ennemis, leur tua plus de 500 hommes, et se retira en bon ordre. Le roi lui donna le commandement de la province du Hainaut, par ordre du 31 mai 1760. Il fut créé maréchal de France, en 1775. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire*, *tom. V*, *pag.* 456, *annales du temps.*)

DE NOAILLES (Anne-Jules, *duc*) *pair et maréchal de France*, naquit le 4 février 1650, et fut connu d'abord sous le nom de comte d'Ayen. Il obtint la compagnie des gardes écossaises du roi, en survivance de son père, par provisions du 12 mars 1661. Il suivit le roi au siége de Marsal, en 1663. Il servit, en 1665 et 1666, comme brigadier de la compagnie des gardes-du-corps dont il avait la survivance, dans l'armée commandée par Pradel contre l'évêque de Munster. En Flandre, il fit les fonctions d'aide-major des compagnies des gardes-du-corps, en 1667 et 1668. Il marcha, en 1670, sous le maréchal de Créquy, à la conquête de la Lorraine. Nommé aide-de-camp du roi, par brevet du 20 avril 1672, il le suivit à la prise d'Orsoy, le 3 juin; au passage du Rhin, le 12; à la soumission d'Utrecht, le 20; et de Doesbourg, le 21; enfin, au siége de Maestricht, le 29 juin 1673. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 13 février 1674, il se trouva à la prise de Besançon, le 15 mai, et de Dôle, le 6 juin. Il combattit à la bataille de Seneff, en Flandre, le 11 août; à la levée du siége d'Oudenarde, par le prince d'Orange, le 21; à la prise de Limbourg, le 21 juin 1675; de Condé, le 27 avril 1676; de Bouchain, le 11 mai, et d'Aire, le 31 juillet. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 25 février 1677, il servit aux siéges de Valenciennes et de Cambray. Créé duc et pair de France, sur la démission de son père, le 17 novembre, il prit le nom de duc d'Ayen. Nommé gouverneur-général du Roussillon, par provisions du 1er février 1678, sur la démission de son père, qui mourut le 15, il prit alors le nom de duc de Noailles. Commandant en Languedoc, par pouvoir du 29 mai 1682, il contraignit les rebelles de rentrer dans l'obéissance. On le créa lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 juin. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 6 avril 1684, il servit à l'armée d'observation pendant le siége de Luxembourg, qui se rendit au maréchal de Créquy, le 4 juin. Il commanda en Languedoc, par un nouveau pouvoir du 30 mai 1685. Il commanda aussi, en 1686, 1687 et 1688, les camps de toutes les troupes de la

maison du roi, dans la plaine d'Achères, près Saint-Germain en-Laye. Il leva, par commission du 20 août 1688, un régiment de cavalerie de son nom. On le fit chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre. Il commanda en chef l'armée du Roussillon, par pouvoir du 8 mars 1689. Il se rendit maître, le 19 mai, de la ville et du faubourg de Campredon, et prit le château, le 23. Tous les peuples des environs vinrent prêter serment de fidélité : Ripouilles, Saint-Jean de Las-Baldèses, toute la vallée de Ribes se soumirent. Le duc de Noailles laissa aux habitants de Ripouilles la garde de leur ville, mit garnison dans Saint-Jean et dans les tours de Ribes, poste important qui assurait un passage dans la Catalogne. Il réduisit aussi les habitants des montagnes, peuple le plus aguerri de tout le pays et le plus attaché à la domination espagnole. Il pourvut Campredon de toutes les choses nécessaires et d'une forte garnison. Il établit, le 15 juin, à Saint-Locaye, une nombreuse garnison et des magasins de vivres. Les Espagnols ayant entrepris, au mois de septembre, le siége de Campredon, le duc de Noailles fit évacuer la place. Le gouverneur en étant sorti avec la garnison, on fit sauter le château, ainsi que ses fortifications; les équipages et l'artillerie défilèrent; et on se retira en bon ordre en présence d'une armée supérieure en nombre, sans rien perdre des bagages. Nommé colonel d'un régiment de milice, levé en Roussillon, par commission du 1er mars 1690, le duc de Noailles commanda l'armée dans cette province, par pouvoir du 8 avril. Il reprit Saint-Jean de Luz-Baldèses et Ripouilles, bloqua Gironne, s'éloigna ensuite de cette place qu'il n'était point en état d'assiéger, fit subsister ses troupes aux dépens des Catalans, et ruina tout ce qu'il ne put consommer. Il observa les ennemis, et distribua son armée dans ses quartiers. Commandant l'armée du Roussillon, par pouvoir du 1er avril 1691, il assiégea Urgel, qu'il prit le 11 juillet. Il s'empara ensuite d'une abbaye considérable, fortifia Bellevert, et fit différents détachements qui enlevèrent le château de Valence et celui de Boy. Il leva, par commission du 31 octobre, un régiment d'infanterie de

son nom, dans lequel on incorpora son régiment de milice. Il obligea les Espagnols de lever le siége de Pratz-de-Mollo. Commandant l'armée du Roussillon, par pouvoir du 15 avril 1692, il se tint sur la défensive. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 27 mars 1693, il prêta serment le 28. Commandant la même armée, par pouvoir du 26 avril, il ouvrit la campagne par le siége de Roses, ville bien munie et bien fortifiée, et qui cependant capitula le 9 juin. Après cette conquête, il eut ordre d'envoyer un détachement de son armée au maréchal de Catinat; ce qui l'obligea de pourvoir à la sûreté de sa conquête, et de se retirer dans le Roussillon. Il commanda encore l'armée du Roussillon, par pouvoir du 24 avril 1694. Nommé vice-roi de Catalogne, par provisions du 1er mai, il passa le Ter, malgré le feu des Espagnols qui avaient sur l'autre bord 3 batatillons retranchés, soutenus de 10 escadrons. Il força ces troupes, tailla en pièces partie de l'infanterie, et fit le reste prisonnier : la cavalerie espagnole s'ébranla au premier mouvement des escadrons français, et lâcha pied. Les ennemis se remirent en bataille vis-à-vis de Berges, ayant devant eux un canal, dont les bords étaient entièrement relevés. La cavalerie française ne pouvant passer ce canal que sur un pont, les grenadiers le franchirent; la cavalerie espagnole plia, et l'infanterie se jeta dans des chemins creux, d'où elle s'enfuit dans les bois et dans les montagnes. Les Espagnols perdirent tous leurs équipages et toutes leurs tentes. On leur fit 2200 prisonniers, et on leur tua 3500 hommes. L'action avait commencé, le 27 mai, à la pointe du jour, entre 3 et 4 heures, et elle ne finit entièrement qu'à 11. Le maréchal ayant fait investir Palamos, on y ouvrit la tranchée, dans la nuit du 1er au 2 juin. Il établit son quartier à Saint-Jean, et y fut blessé de l'éclat d'une poutre que frappa un boulet de canon, lorsqu'il entrait dans sa chambre. Il emporta Palamos d'assaut, le 7 juin. On tua aux assiégés 300 hommes, et on leur en prit 600. Le reste de la garnison s'étant retiré dans le fort qui était séparé de la ville par un ravin, et défendu par 4 bastions, le maréchal fit pousser les tra-

vaux jusqu'aux glacis, et força le gouverneur de capituler le 10. Après la prise de cette place, le maréchal de Noailles entreprit d'assiéger Gironne, dont la garnison était de 5000 hommes de pied et de 600 chevaux. Le gouverneur de cette place, n'oubliant rien pour sa défense, fit faire des coupures, des barrières, et des retranchements dans la ville. Plusieurs forts et un grand nombre de redoutes, se liant au système défensif de la place, la mettaient d'ailleurs en état de soutenir plus d'un assaut. Le maréchal emporta, le 22, le fort des Capucins, et le 26, celui du Connétable. Le 29, on poussa la tranchée si près de la ville, qu'on se prépara à l'assaut pour le lendemain; mais les assiégés battirent la chamade, et capitulèrent le même jour : la garnison s'obligea de ne point servir le reste de la campagne. On trouva dans la place 42 pièces de canon, 2 mortiers, 72 milliers de plomb, 48 milliers de mèches, et 600 sacs de farine; ainsi cette place, qui n'avait jamais été prise, fut enlevée par le maréchal en cinq jours de tranchée ouverte. Il investit ensuite Ostalric, le 18 juillet. Les assiégés s'étant retirés dans le château, on l'attaqua aussitôt. Le 20 à midi, un grenadier du régiment de Noailles, impatienté de ce que les Espagnols jetaient continuellement des pierres dans le poste avancé que les grenadiers gardaient, monte sur la muraille du premier retranchement; et, s'apercevant qu'une partie des assiégés l'abandonnait, et que l'autre penchait à en faire autant, il aide alors un de ses camarades à monter avec lui. Tous deux se jettent dans le retranchement. Aux cris que jettent ces braves, surviennent d'autres grenadiers, ainsi que les détachements des postes avancés. Ils poursuivent les Espagnols, entrent avec eux dans le second retranchement, et forcent les autres avec le même succès. Les assiégés tiennent cependant ferme à une palissade; mais on l'emporte, et on les suit dans leur retraite. Les Français ayant ainsi pénétré avec eux dans le château, les Espagnols mettent bas les armes, et demandent quartier : on le leur accorde. Quant aux soldats ennemis qui se trouvaient dehors, et qui se sauvaient dans les bois, on tua les uns, et on fit les

autres prisonniers. Cette action ne coûta au maréchal que 8 hommes tués et 12 blessés. Les Espagnols eurent 100 hommes tués, 108 blessés, et laissèrent 500 prisonniers. Le maréchal s'empara ensuite du château de Carbera, poste avancé dans le pays, et qui lui donnait la facilité d'étendre les contributions. Il mit les troupes en quartiers de rafraîchissement; mais, bientôt après, il en détacha 12 bataillons, 300 chevaux, 100 carabiniers et 200 hommes des deux régiments de Noailles. Résolu de prendre Castelfollit, par un endroit où il était sûr de n'être pas attendu, il imagina de s'ouvrir un chemin, là où il n'y en avait point, et en fit effectivement pratiquer un de 1800 toises dans les montagnes. Il parut, le 4 septembre, devant Castelfollit; mais ayant trouvé que les paysans s'étaient joints à quelques soldats espagnols pour secourir la place, le maréchal détacha, le 6, quelques troupes qui battirent ce secours dans les montagnes, et tuèrent 150 hommes. Le 8, le gouverneur de Castelfollit capitula, et se rendit prisonnier de guerre, avec sa garnison, forte de 1000 hommes. Pendant que le maréchal de Noailles était occupé à faire ce siége, les Espagnols crurent le moment favorable pour reprendre Ostalric. Le maréchal se hâta de marcher au secours de cette place, qui était sur le point de capituler; mais à son approche, les ennemis levèrent le siége, le 11. Il se démit, au mois de décembre, de son régiment de cavalerie en faveur de son fils. Il commanda l'armée du Roussillon, par pouvoir du 20 avril 1695. Il apprit, en arrivant à Perpignan, que les ennemis avaient formé deux corps de miquelets, dont l'un serrait de près Ostalric, et l'autre bloquait Castelfollit. Le maréchal, arrêté par une indisposition que les fatigues d'un long voyage avaient encore augmentée, détacha une partie de son armée vers Ostalric avec un convoi : elle y arriva, le 3 mai. Les ennemis se retirèrent, et le convoi entra dans la place. Pendant qu'on marchait au secours d'Ostalric, le maréchal avait encore détaché 4000 hommes de milice du Roussillon dans les montagnes, pour y faciliter le passage d'un convoi destiné pour Castelfollit. On chassa des monta-

gnes 3000 ennemis, et on arriva devant Castelfollit, le 28. Malgré une longue résistance, opposée par les miquelets et par 5 bataillons espagnols, les troupes qui avaient ravitaillé Ostalric, réunies aux milices du Roussillon, forcèrent les passages; et on fit entrer dans la place 4 compagnies d'infanterie et 50 mulets de convoi. La maladie du maréchal continuant, il remit le commandement de l'armée au duc de Vendôme. Il obtint, par commission du 1er juin 1696, le régiment d'infanterie (depuis Montmorin), sur la démission du duc de Guiche, et s'en démit, au mois de décembre suivant. Il accompagna, avec le duc de Beauvilliers, en 1700, le duc d'Anjou, qui venait d'être appelé au trône d'Espagne, et suivit ce prince jusqu'à l'entrée de ses états. Il se démit, le 10 avril 1702, en faveur de l'un de ses fils, d'un régiment d'infanterie qu'il avait levé, en 1691. Ce fils étant mort, au mois d'octobre, le roi rendit ce régiment au maréchal, le 1er novembre de la même année. Il s'en démit de nouveau, en 1703, en faveur d'un autre de ses fils. Il en leva un, par commission du 3 février 1706, et le garda jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 2 octobre 1708. (*Chronologie militaire tome III, pag.* 96; *mémoires du temps, ceux du Père d'Avrigny, Journal historique du Père Griffet, Histoire militaire de M. de Quincy, Bauclas, le président Hénaut, Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII*; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXXI, pag.* 309.)

DE NOAILLES (Adrien-Maurice, *duc*), *pair et maréchal de France*, et fils du précédent, naquit à Paris, le 29 septembre 1678, et porta d'abord le titre de comte d'Ayen. Il entra aux mousquetaires, en 1692; fut fait cornette au régiment de cavalerie de Noailles, par brevet du 8 avril 1693; fit sa première campagne dans l'armée de Catalogne, sous le maréchal son père, et se trouva au siége de Roses, qui capitula, au mois de juin. Il obtint une compagnie dans le même régiment, par commission du 2 décembre de la même année. Il était à la tête de sa compagnie, en 1694, dans l'armée commandée par le maré-

chal son père, lorsque celui-ci défit entièrement les Espagnols auprès du Ter, le 27 mai. Il se trouva aussi au siége de Palamos, emporté d'assaut, le 7 juin; à la prise du château et de la garnison, et à celle de Gironne, d'Ostalric et de Castelfollit. Il prit part à l'opération militaire qui obligea le duc d'Escalonne de lever le siége d'Ostalric. Le roi lui donna le régiment de Noailles cavalerie, sur la démission de son père, par commission du 5 décembre. Employé, en 1695, sous le maréchal de Noailles et le duc de Vendôme, il marcha au secours d'Ostalric, de Castelfollit et de Palamos. Sur la fin de la campagne, il conduisit son régiment en Flandre. Le comte d'Ayen servit, en 1696 et 1697, sur la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, jusqu'à la paix de Riswick, conclue en septembre. Le roi le nomma gouverneur et lieutenant-général des comtés et vigueries du Roussillon, de Conflans et de Cerdaigne, et gouverneur particulier des ville, château et citadelle de Perpignan, sur la démission de son père, par provisions du 6 mars 1698. On conserva cependant au maréchal, son père, le commandement de la province et les appointements qui y étaient attachés. Il fut fait gouverneur et lieutenant-général du Berry, sur la démission du comte d'Aubigné son beau-père, par provisions du 14 du même mois. Il servit la même année au camp de Coudun près Compiègne, commandé par M. le duc de Bourgogne. En 1700, il accompagna le roi d'Espagne, qui allait prendre possession de ses états. En 1701, il suivit le maréchal de Villeroy qui commandait l'armée aux pays de Luxembourg et de Liége. On le créa brigadier de cavalerie, par brevet du 29 janvier 1702, et chevalier de la Toison-d'Or, le 14 mars suivant. Il marcha avec l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Catinat, et combattit à Fredelingen, sous le marquis de Villars, qui l'envoya porter au roi les drapeaux et les étendards pris à cette bataille : il arriva à Versailles, le 18 octobre. Employé, en 1703, sous M. le duc de Bourgogne et le maréchal de Tallard, le comte d'Ayen se trouva à la prise de Brisach, le 6 septembre; au combat de Spire, le 15 novembre, et à la prise de Landau, le 16. Il

devint duc de Noailles, sur la démission de son père, par brevet du 21 janvier 1704. Il servit sur le Rhin, sous le maréchal de Tallard, et combattit à la bataille d'Hochstedt, le 13 août. Le roi le fit maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre. Il commanda, en 1705, sur la frontière de Catalogne et dans le Roussillon, força le passage des montagnes, et jeta un convoi dans Roses, malgré la vigilance des frégates anglaises qui croisaient dans le golfe. Après le ravitaillement de Roses, il repassa en Roussillon pour y recevoir les régiments qui lui venaient de France. Colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, qu'il leva par commission du 2 février 1706, il joignit l'armée que le roi d'Espagne et le maréchal de Tessé conduisaient à Barcelonne. Le duc de Noailles, étant entré le 8 février, par le col de Porteils, dans le Lampourdan, attaqua milord Donegal et Virola chef des révoltés, les mit en fuite, et se saisit des châteaux occupés par les rebelles, jusqu'à la rivière de Fluvia : les milices de Bascara lui disputant le passage de cette rivière, il leur tua 130 hommes, et s'empara de Bascara, ainsi que de Navarra. Le chemin de Roses étant devenu libre, le duc de Noailles visita cette place, et assura la frontière par plusieurs postes fortifiés. Le commandant de Gironne s'étant avancé, le 14, dans le dessein de reprendre Bascara et Navarra, le duc de Noailles lui tailla en pièces 500 hommes, et fit 100 prisonniers. Il passa le Ter, le 16; se rendit maître d'un château au-dessous de Gironne, et accorda une amnistie à tous les rebelles qui se soumettraient, avec menace de passer au fil de l'épée tous ceux qu'on prendrait armés contre le roi d'Espagne : une grande partie de la Catalogne rentra dans le devoir, et prêta serment de fidélité. A la levée du siége de Barcelonne, le 12 mai, il commanda l'arrière-garde, et repoussa deux fois en un jour les ennemis qui le suivaient de près. Il accompagna le roi d'Espagne jusqu'à Madrid, et lui procura, sur son crédit, des secours considérables en argent. Le roi le nomma lieutenant-général, par pouvoir du 29 mai, et, par un second pouvoir du même jour, commandant de l'armée du Roussillon, sous le

maréchal de Tessé. Le roi d'Espagne lui donna le commandement dans le Lampourdan, par pouvoir du 28 juillet suivant. Devenu capitaine des gardes-du-corps, sur la démission de son père, par provisions du 17 février 1707, il continua de commander l'armée du Roussillon et des frontières, par pouvoirs des 5 avril 1707, 7 mai 1708, et 26 avril 1709. En 1707, il s'avança, dans la nuit du 25 au 26 juin, contre Bascara et contre le château de Calabous : la garnison de ce château, composée de 140 hommes, se rendit prisonnière de guerre, et on démolit le château. Il revint à Bascara, le mit à contribution et le fit démanteler. Le 9 septembre, il pénétra dans la Cerdaigne, et s'empara, le 12, de Livia, où les députés de Puicerda lui présentèrent les clefs de leur ville : la province entière suivit l'impulsion donnée par la capitale. Il bâtit une citadelle à 5 bastions avec des demi-lunes. Il fit aussi fortifier Bellevert, et chassa 800 hommes d'un fort voisin, qu'il fit raser. Le duc de Noailles, après avoir pourvu à la sûreté des places du Roussillon, revint à la cour. En 1708, il canonna les alliés au Pont-Major, et nourrit son armée à leurs dépens. Il fit une diversion favorable à l'entreprise du duc d'Orléans qui assiégeait Tortose, et conserva la ville de Roses. En 1709, les alliés étant campés à Châtillon, à Bascara et à Figuières, le duc de Noailles entreprit d'enlever ces trois quartiers. Pour y parvenir il évita les routes ordinaires, en choisit deux moins fréquentées, et fit suivre la meilleure par sa cavalerie. Il s'avança, avec 2000 grenadiers, par le col de Raquasens, le 5 août au soir; le 6 à deux heures après minuit, il entra dans la plaine de Figuières; mais une partie de sa cavalerie s'étant égarée dans les montagnes, il ne fut joint, une heure avant le jour, que par six escadrons : ce retard ne lui permit pas de couper les trois quartiers. Il tomba cependant sur deux régiments de cavalerie postés près de Figuières. La garnison sortit pour les soutenir; mais le duc de Noailles la poursuivit à toute bride dans un chemin coupé, où elle essuya 2 décharges de la cavalerie, et une de l'infanterie. Il força les troupes d'infanterie de la garnison de mettre bas les ar-

mes, et mit en déroute la cavalerie : tout y fut tué ou pris avec le bagage : 1 lieutenant-colonel, 1 major, 25 capitaines et 500 cavaliers ou soldats furent prisonniers. Frankemberg, général-major des troupes Palatines, s'étant retranché, avec 2000 hommes de cavalerie, sur le bord du Ter près de Gironne, le duc de Noailles vint à lui par un défilé qu'on ne croyait point praticable; et pour mieux tromper l'ennemi, il ordonna à son infanterie de marcher à la droite du Ter vers le Pont-Major. Le duc de Noailles était à trois quarts de lieue du camp du général Frakemberg, le 2 septembre à une heure de jour. Celui-ci, avec un détachement, s'avançait pour le reconnaître; mais il fut aussitôt enveloppé, blessé de deux coups de sabre, et fait prisonnier : on tua une partie de sa troupe, et on prit l'autre. Cependant les fuyards poursuivis donnèrent l'alarme au camp, en sorte que le duc de Navailles trouva les ennemis en bataille derrière un ravin : à son approche, ils s'enfuirent sous le feu de Gironne et dans les montagnes, laissant leurs tentes, leurs équipages et leurs munitions. Il pénétra en Catalogne jusqu'à Olot et à la plaine de Vique, et en tira des secours en grains et en argent qui répandirent l'abondance dans son armée. Il assura même pour tout l'hiver la subsistance des troupes en Roussillon, par la précaution qu'il eut d'y faire transporter une bonne partie de ces grains; aussi son armée ne se ressentit-elle point de la disette générale qui désolait alors la France. Il se démit de son régiment de cavalerie en faveur d'un de ses frères, le 7 décembre de cette année. Il commanda en chef l'armée de Catalogne, par pouvoir du 24 avril 1710. Étant campé à Boulou au-delà de Perpignan, il y reçut la nouvelle qu'une flotte de 24 vaisseaux anglais et hollandais avait débarqué, le 25 juillet, sur les côtes de Languedoc, entre Agde et Cette. Le duc de Noailles sentit le danger d'un pareil débarquement, et combien il serait facile aux ennemis de se soutenir par le secours de la mer. Jugeant aussi qu'avec un tel établissement ils entretiendraient la révolte du Vivarais et des Cevennes, il n'attendit aucun ordre, accourut du Roussillon, fit marcher 900 chevaux, 1000 grena-

diers, et un train d'artillerie dans lequel il y avait des pièces de 24 : tout arriva devant Agde en quarante-huit heures. Il força les Anglais d'abandonner Agde, en battit 600 près de Cette, et reprit, l'épée à la main, le fort dont ils s'étaient emparés : cette affaire obligea la flotte anglaise de mettre à la voile, et de se retirer. Après la bataille de Sarragosse, le 20 août, le duc de Noailles se rendit à Bayonne, et donna ses ordres pour assurer la frontière. Entré en Espagne avec le duc de Vendôme, et arrivé à Valladolid, il travailla au rétablissement des troupes d'Espagne. Il revint à Versailles, et y proposa le siége de Gironne. Philippe V le nomma commandant en Catalogne, avec un pouvoir absolu et illimité, sous la date du 25 septembre. A la mort de son frère, on lui rendit le régiment de cavalerie de Noailles, par commission du 25 octobre. On le fit lieutenant-général en Haute-Auvergne, et capitaine de Najac, le 28. Il arriva à Perpignan, le 8 novembre, avec les troupes qu'il avait pu rassembler. L'archiduc, craignant de se voir couper sa retraite, quitta la Castille, et regagna Barcelonne. Le duc de Noailles ouvrit la tranchée devant Gironne, le 27 décembre. Les pluies continuelles, le débordement des rivières, la séparation des quartiers, la défense opiniâtre des assiégés, une saison avancée auraient déconcerté une âme ordinaire et commune; mais le duc de Noailles persista dans son entreprise, surmonta tous les obstacles, et donna l'assaut, le 23 janvier 1711, à la ville basse, qu'il emporta. La ville haute capitula, et se rendit le 25 : les ennemis évacuèrent, le 31, les forts de la montagne des capucins. Le commandement de l'armée de Catalogne fut continué au duc de Noailles, par pouvoir du 2 mai 1711. Créé grand d'Espagne de la première classe, par décrets du roi d'Espagne des 13 février et 7 juin 1711, et 3 mars 1712, il reçut la permission d'accepter cet honneur, par brevet du 1er avril 1712. Il se démit, le 18 mars 1714, de son régiment d'infanterie, et le 20 juillet suivant, de la lieutenance-générale de la Haute-Auvergne. Pourvu du gouvernement de Brives, le 11 mai 1715, il se démit, le 12 août, du gouvernement

de Berry. Il devint président du conseil des finances, par commission du 24 septembre; directeur du temporel de la maison royale de Saint-Cyr, par commission du 16 février 1717; capitaine des chasses, et gouverneur de Saint-Germain-en-Laye, par provisions du 27 octobre. Nommé conseiller au conseil de régence, le 28 janvier 1718, après la mort de Louis XIV, il se démit le même jour de la place de président au conseil des finances. Le roi lui confia le gouvernement de Nogent-sur-Seine, par provisions du 4 juin 1724. Il se démit de son régiment de cavalerie en faveur de son fils aîné, le 4 mars 1730. Le duc de Noailles, qui dans les guerres précédentes avait commandé en chef les armées, offrit ses services pour la campagne de 1733, et préféra un emploi subordonné, mais utile à son pays, à une inaction qui blessait sa délicatesse. Il servit à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Berwick, par lettres du 15 septembre 1733. Dans la nuit du 20 au 21 octobre, il releva la tranchée au siége du fort de Kehl, qui capitula le 28. Il fut employé dans la même armée, par lettres du 1er avril 1734. Chargé d'attaquer, par les hauteurs, les lignes des ennemis, à Etlingen, le duc de Noailles, qui commandait 11 bataillons, 2 régiments de dragons et 100 carabiniers de la maison du roi, marcha à la tête d'un régiment de Piémont. Les ennemis le laissèrent approcher, et tirent, presque à bout portant, trois décharges; ce qui n'empêcha pas les troupes du duc de Noailles de monter sur les retranchements, et de les forcer, le 4 mai. Quelques jours auparavant, le duc de Noailles, observant attentivement ces lignes, s'était aperçu que les ennemis, dispersés dans les principaux ouvrages, n'avaient placé que 7 à 800 hommes vers la montagne, où ils ne soupçonnaient pas qu'on pût les attaquer. Le 16 mai, il partit du camp de Bruchsall avec 1600 hommes d'infanterie et 1200 hommes de cavalerie, pour aller reconnaître le pays du côté de Guelsheim et d'Épingen. Il rejoignit l'armée à Bruchsall, le 20. On forma, au mois de juin, le siége de Philisbourg, où le maréchal de Berwick fut emporté d'un coup de canon. Après la mort de ce maréchal, le duc

de Noailles fut créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 14 juin 1734, registré à la connétablie, le 22 septembre 1747. On le nomma, par pouvoir du même jour, 14 juin, pour commander l'armée d'Allemagne, sous l'autorité et conjointement avec le maréchal d'Asfeld, et en chef pendant son absence : Philisbourg se rendit le 18 juillet. Il commanda en chef, pendant l'hiver, en Alsace, sur le Rhin, en Franche-Comté et sur les frontières des Trois-Évêchés, de la Lorraine, de la Sarre, de la Moselle et y compris le Hundsruck, par ordre du 17 octobre. Il revint à la cour, et prêta serment comme maréchal de France, le 9 janvier 1735. Il eut le commandement de l'armée d'Italie, par pouvoir du 24 février, et le conserva jusqu'à la paix. Il prit le château de Gonzagues, le 30 mai; Reggiolo, le 31, et Reveré, le 7 juin. On signa les préliminaires de la paix, au mois d'octobre. Il fut nommé ministre plénipotentiaire pour les conférences qui devaient se tenir avec le comte de Kevenhuller, pour l'évacuation de l'Italie: il revint en France, en 1736. Commandant en chef dans les provinces de Flandre, d'Artois, du Hainaut, de Picardie, du Boulonnais, du Soissonnais, de la Champagne, des Trois-Évêchés, des frontières de la Lorraine et du Luxembourg, et commandant l'armée du roi en Flandre, par pouvoir du 21 août 1742, il garantit ces frontières de l'invasion dont les ennemis paraissaient les menacer. Le roi le déclara ministre-d'état, le 10 mars 1743, et ajouta à son commandement l'Alsace, celui du comté de Bourgogne, et des troupes répandues dans la Lorraine, par ordre du 1er avril. On lui donna, par pouvoir du même jour, le commandement en chef des armées sur toutes ces frontières. Le 13 du même mois, il fut investi d'un plein pouvoir pour conclure et signer avec l'empereur, les électeurs, les princes et les états de l'empire, *tels traités, articles et conventions qu'il aviserait bon être*. Le maréchal de Noailles s'approcha du Mein pour veiller sur les mouvements des alliés qui menaçaient la Lorraine et la Bavière. Par les postes qu'il occupa, il parvint à les resserrer et à les affamer tellement dans leur camp, que le roi d'Angle-

terre prit le parti de décamper et de se rapprocher de Francfort : le maréchal avait bien prévu ce mouvement. Le village d'Ettingen était coupé par un ruisseau formant un ravin, au-dessus du village, et dont les bords étaient couverts d'arbres et de haies vives, de sorte qu'on ne pouvait arriver à ce village que par un chemin creux, fort étroit. Le maréchal, sachant que l'armée des alliés devait défiler en colonnes par ce chemin, posta 5 brigades d'infanterie dans Ettingen, et ordonna à l'officier, qui les commandait, de n'en sortir que lorsqu'on le ferait avertir. Le plan du maréchal était qu'aussitôt que la première colonne ennemie se trouverait engagée dans le défilé en-deçà du ruisseau, ces 5 brigades se plaçassent entre la colonne et le ruisseau, et attaquassent la colonne à dos, pendant que la maison du roi, la cavalerie et le gros de l'infanterie, qui étaient maîtres de la plaine, la chargeraient en front. Pour empêcher les autres colonnes de secourir la première, on devait les foudroyer avec l'artillerie, et, pendant ce temps, plusieurs brigades françaises devaient encore donner sur les derrières de l'ennemi, afin de l'amuser en escarmouchant. Les mesures du maréchal étaient si justes, que le succès pouvait être considéré comme infaillible, et que le roi d'Angleterre, ainsi que la colonne qu'il conduisait, ne pouvaient échapper. L'impétueuse et intempestive bravoure d'un seul homme (le duc de Grammont, neveu du maréchal) fit échouer le projet le mieux concerté, et occasiona un combat sanglant, où la perte fut égale et qui ne décida rien. Grammont, qui commandait les 5 brigades, ne fut pas plus tôt arrivé à Ettingen, que, contre l'ordre du maréchal, il passa le ravin: la cavalerie de la maison du roi, et quelques régiments de cavalerie de la ligne le suivirent. Le temps que ces troupes mirent à faire ce mouvement et l'embarras qu'elles trouvèrent au passage, donnèrent au roi d'Angleterre le loisir de se ranger en bataille. Les Français, un peu plus en désordre par la difficulté du terrain, marchèrent aux ennemis : mais le projet du maréchal était éventé. Le ravin étant passé, l'artillerie devint inutile, tandis que celle des ennemis, avantageusemement placée,

faisait des ravages affreux. Le maréchal ne songea plus alors qu'à soutenir l'attaque. La maison du roi revint six fois à la charge, et on se battit pendant 4 heures et demie. Cette bataille fut livrée le 27 juin, et perdue par les Français : le duc de Grammont y fut tué. Le maréchal eut le commandement en chef de l'armée du Mein et de celle qui revenait de Bavière, par pouvoir du 2 juillet : les ennemis ne firent aucun progrès. Il commanda l'armée de Flandre, sous le roi, par pouvoir du 1er avril 1744. Menin, Ypres, la Knoque et Furnes se rendirent par capitulation. Le prince Charles de Lorraine, après avoir passé le Rhin, au mois de juillet, était entré en Alsace. Le roi voulut secourir en personne cette province, et nomma le maréchal de Noailles commandant de l'armée sur le Rhin, par pouvoir du 1er août. S. M. réunit ensuite l'armée du Rhin à celle de la Moselle et aux troupes détachées de Flandre, et en donna le commandement général au maréchal, par pouvoir du 13 août. Le maréchal battit les Impériaux à Haguenau, le 23, attaqua leurs retranchements, et leur tua 3000 hommes : il était 10 heures du soir, lorsque l'action finit. L'armée française resta en bataille toute la nuit, et ne se remit en marche qu'à la pointe du jour. Le maréchal ayant appris que le prince Charles avait profité des ténèbres pour repasser le Rhin, se hâta de dépêcher au roi un courrier, qui lui apporta cette nouvelle à Metz. Il suivit le roi au siége de Fribourg, qui capitula, le 26 novembre, et accompagna S. M. à sa campagne de Flandre, en 1745. Chargé d'une mission particulière et très-importante pour la cour de Madrid, il partit, le 31 mars 1746, et en revint le 12 juillet. Il joignit l'armée de Flandre, et y suivit le roi dans toutes ses campagnes jusqu'à la paix. Après la retraite du maréchal de Biron, il exerça les fonctions de premier maréchal de France, depuis le 1er janvier 1748 jusqu'au 23 juillet 1756. A la mort du maréchal de Biron, il fut fait président du conseil, d'où son grand âge le força de se retirer au mois de décembre 1757. Le maréchal de Noailles termina sa longue carrière le 24 juin

1766 (1). (*Chronol. milit.*, *tom. III*, *pag.* 260; *son état de maréchal de France*, *Histoire militaire de M. de Quincy*, *Mémoires pour servir à l'Histoire de l'Europe*, *Journal historique de Louis XIV*, *par le Père Griffet*; *Mémoires du temps*, *le président Hénaut*, *Gazette de France*, *Histoire de France*, *par Anquetil*, *tom. VIII*; *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. XXXI*, *pag.* 312.)

DE NOAILLES (Louis), *duc d'Ayen, maréchal de France*, et fils du précédent, naquit le 21 avril 1713, et fut d'abord connu sous le nom de *comte d'Ayen*. Il fut pourvu de la compagnie écossaise des gardes-du-corps du roi, du gouvernement-général du Roussillon, et du gouvernement particulier des villes et citadelle de Perpignan, du gouvernement de Saint-Germain-en-Laye, et de la capitainerie des chasses en dépendante, en survivance du duc de Noailles, son père, par provisions données à Paris, le 2 février 1718. Il entra aux mousquetaires, en 1729, et obtint, par commission du 4 mars 1730, le régiment de cavalerie de Noailles, sur la démission de son père. Il prêta serment pour la compagnie des gardes-du-corps, le 23 décembre 1731, et eut, le même jour, un brevet qui lui permettait de servir en qualité de capitaine des gardes-du-corps, conjointement avec son père : il commença ce service, le 1er janvier, 1732. Il se trouva au siége de Kehl, en 1733, à l'attaque des lignes d'Ettlingen, et au siége de Philisbourg, en 1734. Le maréchal, son père, ayant été nommé, au mois de février 1735, pour commander l'armée d'Italie, le duc d'Ayen l'y suivit, et servit au siége et

(1) Le duc de Noailles avait l'âme noble et belle, un esprit supérieur, une gaieté charmante et beaucoup d'amabilité. Il portait à un très-haut degré l'amour du roi et de la patrie. Son ardeur pour le travail était prodigieuse, et il avait, pour tout ce qui est digne d'éloges, l'émulation la plus vive. Son ambition était de mériter le titre de bon capitaine et de brave guerrier. Ce fut cependant comme ministre qu'il montra le plus de capacité; et il laissa, en quittant le conseil, des mémoires remplis de vues profondes et d'observations judicieuses.

à la prise du château de Gonzague, à celui de Reggiolo et de Réveré, et à la marche de l'armée dans le Trentin, ce qui obligea les ennemis de se retirer sur les frontières du Tyrol. Il fut créé duc d'Ayen, par lettres données à Versailles, au mois de février 1737. Il fut fait brigadier, par brevet du 1er janvier 1740. Employé à l'armée de Bavière, par lettres du 1er mai 1742, il y servit, d'abord, sous les ordres du duc de Harcourt, et ensuite sous ceux du comte de Saxe. Pendant le séjour de cette armée au camp de Nideraltaich, le duc d'Ayen se trouva à plusieurs escarmouches fort vives, entre les postes avancés des deux armées. Cette armée s'étant mise en marche pour joindre celle que commandait le maréchal de Maillebois, la brigade que commandait le duc d'Ayen passa à la réserve du comte de Saxe : on s'empara de plusieurs défilés, et on chassa de Falkenau un corps de hussards ennemis. Le duc d'Ayen concourut à la prise d'Ellenbogen, où 5000 hommes capitulèrent. Il continua de marcher avec la réserve du comte de Saxe, à Deckendorff, d'où il rentra en France avec son régiment, au mois de janvier 1743. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1743, et créé maréchal-de-camp, par brevet du 14 mai, avec des lettres de service du même jour, il combattit avec distinction à Dettingen, et finit la campagne en Basse-Alsace. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1744, il fut fait aide-de-camp du roi, par brevet du 1er mai; servit aux siéges de Menin, d'Ypres, de Furnes; passa ensuite en Alsace, et s'y trouva à l'affaire d'Haguenau, au siége et à la prise de Fribourg. Employé, à la même armée, par lettres du 1er avril 1745, et conservé aide-de-camp du roi, par brevet du 1er mai, il combattit à Fontenay, servit au siége des ville et citadelle de Tournay, et au siége d'Oudernarde. Il servit encore comme aide-de-camp du roi, par lettres du 1er mai 1746, et revint en France, avec S. M., au mois de juillet. Employé à l'armée de Flandre, et aide-de-camp du roi, par lettres du 1er mai 1747, il combattit à Lawfeld, au mois de juillet. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par

pouvoir du 1er janvier 1748, il fut destiné pour être employé à l'armée des Pays-Bas, par lettres du 15 avril; mais, la paix ayant été signée, dès le 30, il ne joignit point cette armée. Il fut créé chevalier des ordres du roi, le 1er janvier 1749, et reçu le 2 février suivant. Il se démit de son régiment de cavalerie, en faveur de son fils, au mois de janvier 1754, et entra en jouissance du gouvernement de Saint-Germain, sur la démission de son père, le 23 décembre de la même année. Employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal d'Estrées, par lettres du 1er mars 1757, il joignit l'armée vers le 15 mai; combattit à Hastembeck, au mois de juillet, et concourut à la conquête de l'électorat de Hanovre. Il commanda à Cassel, pendant quelque temps, puis un corps de cavalerie, et rentra en France, au mois de décembre, et prit possession de la compagnie des gardes-du-corps, sur la démission de son père, le 23 décembre 1758 (1). Il obtint, en 1766, le gouvernement-général de Roussillon. Il reçut le bâton de maréchal de France, le 24 mars 1775. Il mourut à Saint-Germain-en-Laye, le 22 août 1793 (2) (3). *Chronologie militaire, tom.*

---

(1) Le duc d'Ayen était de service comme capitaine des gardes-du-corps, le 5 janvier 1757, jour où Louis XV fut assassiné par Damiens, et fut heurté rudement par ce régicide, au moment où celui-ci passait pour porter le coup.

(2) Le duc d'Ayen était l'un des serviteurs du roi les plus fidèles, les plus zélés et les plus assidus. Cependant il était loin d'avoir la souplesse que l'on reproche aux courtisans. Il conservait dans son langage une indépendance rare, surtout à cette époque. Louis XV lui ayant dit un jour que les fermiers-généraux soutenaient l'état : « Oui, sire, répon» dit le maréchal, comme la corde soutient le pendu. » Il était d'un caractère humain et généreux, et il en donna une dernière preuve, en léguant, par son testament, 36,000 liv. aux pauvres de Saint-Germain, ce qui n'empêcha pas qu'on l'inscrivit sur la liste des émigrés, dont l'on eut beaucoup de peine à le faire rayer.

(3) La veuve du maréchal d'Ayen, née Cossé-Brissac, se fit aussi remarquer par sa piété et sa charité exemplaires. Traduite au tribunal révolutionnaire, et accusée d'avoir participé à des conspirations contre la république, elle chercha à se justifier en alléguant sa surdité, ce qui

V, pag. 390; *Tableau historique de la noblesse de France, par Waroquier, pag.* 274; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXXI, pag.* 321; *Gazette de France.*)

DE NOAILLES (Philipe), *comte de Noailles*, puis *duc de Mouchy*, *lieutenant-général*, et frère puîné du précédent, naquit le 7 décembre 1715. Il fut d'abord nommé gouverneur et capitaine des chasses de Versailles, Marly et dépendances, et intendant de ces domaines, par provisions données à Paris, le 11 juin 1720 : le duc de Noailles, son père, eut l'exercice de ces charges pendant sa minorité. Le comte de Noailles entra aux mousquetaires, le 20 novembre 1729. Il obtint une compagnie au régiment de cavalerie de Montrevel, le 23 mai 1731, et fit sa première campagne, au siége de Kehl, en 1733. Colonel d'un régiment d'infanterie de son nom (depuis Saint-Chamond), par commission du 10 mars 1734, il le commanda cette même année, à l'armée d'Allemagne. Il entra le premier, l'épée à la main, dans les lignes d'Etlingen, qui furent forcées par le comte de Saxe, sous les ordres du duc de Noailles. Il servit ensuite avec distinction au siége de Philisbourg. Le maréchal de Noailles, son père, ayant été nommé, le 24 février 1735, pour commander l'armée d'Italie, le comte de Noailles l'y suivit, par ordre du roi; se trouva à la prise de Gonzague, de Reggiolo, de Reveré, et suivit les ennemis, qu'on chassa jusqu'au-delà du Trentin, où ils furent resserrés jusqu'à la signature des préliminaires de paix. Il employa le reste du temps que son père demeura en Piémont, à parcourir les différentes cours d'Italie, et revint en France, au commencement de 1736. Il entra en exercice du gouvernement de Versailles, le 8 décembre 1747. Il fut fait grand d'Espagne de la première

---

donna lieu au sarcasme atroce que fit un des membres de ce tribunal, en disant: « Eh bien! la citoyenne mérite la mort, pour avoir *conspiré sourdement*. » La maréchale fut décapitée, le 22 juillet 1794, à l'âge de 70 ans, avec sa belle-fille, la duchesse d'Ayen, et sa petite-fille, la vicomtesse de Noailles.

classe, sur la cession de son père, par brevet du 20 janvier 1741, et par décret du roi d'Espagne, du 8 février suivant. Il fut créé chevalier de l'ordre de Malte, pour lui et ses fils aînés à perpétuité, par substitution aux priviléges de la maison d'Arpajon, dont il épousait l'héritière, et par bulle du grand-maître, du 28 septembre de la même année. Il passa à l'armée de Bavière, avec son régiment, au mois d'avril 1742, sous les ordres du duc de Harcourt. Le comte de Noailles se distingua, le 27 mai, dans un détachement de troupes françaises et impériales, que le duc de Harcourt et le maréchal de Turing commandèrent en personne, pour chasser 2,500 ennemis d'un camp qu'ils occupaient : ce camp fut abandonné à l'approche du détachement. Le duc de Harcourt continua alors sa marche, pour s'emparer d'un pont que le comte de Kevenhuller avait sur le Danube, près du château d'Hikesberg. Mais les troupes françaises, étant tombées dans une embuscade, furent obligées de se retirer dans le plus grand désordre. Le comte de Noailles, à la tête seulement de 5 compagnies de grenadiers et de 10 piquets, fit l'arrière-garde, chargea cinq fois les ennemis, qui se présentèrent au nombre de 3,000 hommes, et, par une manœuvre hardie, et un feu ménagé, rétablit l'ordre, ranima le courage par son exemple, et rentra au camp sans avoir pu être entamé, quoiqu'il eût été vivement suivi par les ennemis : cette action lui mérita les éloges de l'armée, qui en avait été témoin; et le duc de Harcourt donna particulièrement beaucoup de louanges au sang-froid, au courage et à l'intelligence que le comte de Noailles avait déployés en cette occasion. Ayant joint l'armée, commandée par le maréchal de Maillebois, sur les frontières de la Bohême, le comte de Noailles marcha avec la réserve, sous les ordres du comte de Saxe, et se trouva à la prise du défilé de Meringue. Il fit, le 3 octobre, à la tête de 13 compagnies de grenadiers et de plusieurs piquets, une brillante retraite; il avait marché avec le maréchal de Maillebois, dont le dessein était de reconnaître les ennemis; mais le détachement fut attaqué et entouré en plaine, par un détachement de

3,000 hussards. Le comte de Noailles forma alors, avec des grenadiers et des piquets, une double colonne, que les ennemis ne purent jamais entamer, et rentra au camp de Bramerhof dans le plus grand ordre, n'ayant eu qu'un lieutenant de grenadiers blessé, et quelques grenadiers tués ou blessés. Il se trouva ensuite sous les ordres du comte de Saxe, à l'attaque de Falkenau, à la prise d'Ellenbogen, du défilé de Closterlé, et de la ville de Caaden. Chargé, à poste fixe, par le comte de Saxe, de faire toutes les arrière-gardes de sa réserve, depuis Deckendorff jusqu'à Caaden, et depuis Caaden jusqu'à Deckendorff, il reprit, dans une de ces arrière-gardes, 10 pièces de canon de la grande-armée, dont les ennemis s'étaient emparés. L'armée s'étant repliée sur les frontières de la Bavière, le comte de Noailles la quitta, et reçut l'ordre de rentrer en France, avec son régiment, au mois de janvier 1743. Créé brigadier, par brevet du 20 février de la même année, et employé à l'armée du Rhin, sous les ordres de son père, par lettres du 1er avril, il reçut la croix de Saint-Louis, le 11; servit avec la plus grande distinction à la bataille de Dettingen, où il eut deux chevaux tués sous lui, en portant un drapeau de son régiment, et finit la campagne en Basse-Alsace. Employé à l'armée du roi, en Flandre, par lettres du 1er avril 1744, il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 mai; mais il servit comme brigadier, aux siéges de Menin et d'Ypres. Déclaré maréchal-de-camp, le 29 juin, il se démit de son régiment, servit au siége de Furnes, passa de Flandre en Alsace, au mois de juillet, commanda les grenadiers à l'affaire d'Haguenau, et y força, l'épée à la main, l'arrière-garde du prince Charles. Il servit ensuite au siége et à la prise des ville et château de Fribourg. Employé à l'armée du roi, par lettres du 1er avril 1745, il combattit à Fontenoy, où, avec une brigade de cavalerie, il enfonça la colonne d'infanterie des Anglais, et leur prit quelques pièces de canon. Il servit aux siéges des villes et citadelles de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath. Le maréchal de Noailles, son père, ayant été nommé, au mois de

mars 1746, ambassadeur extraordinaire en Espagne, pour s'y acquitter d'une commission importante dont S. M. l'avait chargé, le comte de Noailles lui fut adjoint par le roi. Il y reçut son diplôme de grand d'Espagne, sous la dénomination de duc de Mouchy, et y fut nommé, le 27 mai, chevalier de la Toison-d'Or, dont il reçut le collier des mains de M. le Dauphin, le 12 juillet. Il rejoignit peu de temps après l'armée de Flandre, où il était employé comme maréchal-de-camp, depuis le 1er mai précédent; y finit la campagne, et se trouva à la bataille de Raucoux. Employé à la même armée, par lettres du 1er mai 1747, il combattit à la bataille de Lawfeld, et couvrit avec l'armée le siége de Berg-op-Zoom. Il servit, en 1748, au siége de Maestricht, et obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai. Devenu grand' croix de l'ordre de Malte, par bulle du grand-maître, du 16 novembre 1750, il fut reçu par l'ambassadeur de Malte, le 15 janvier 1751. Nommé ambassadeur extraordinaire auprès du roi de Sardaigne, le 9 août 1755, il remplit à la satisfaction des deux cours l'importante mission dont il avait été chargé. Il se rendit ensuite à Parme, où il s'acquitta, auprès de l'infant-duc, d'une autre commission particulière que le roi lui avait donnée, et revint en France, au mois d'octobre. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il contribua à la conquête des premières villes que l'on prit au roi de Prusse. Il fut destiné, par lettres du 15 juin, à servir comme premier lieutenant-général de l'armée, que le maréchal de Richelieu devait commander en Allemagne; mais ce maréchal ayant pris, le 3 août, le commandement de celle qui était aux ordres du maréchal d'Estrées, le comte de Noailles retourna à cette armée, et concourut à la conquête de l'électorat d'Hanovre. Il marcha à la tête de 40 bataillons et de 36 escadrons, pour arrêter les ennemis lorsqu'ils eurent rompu la capitulation de Closterseven, et commanda la seconde ligne, lorsqu'on marcha à eux vers Zell : les habiles manœuvres et les sages dispositions du général les obligèrent de se retirer. Le comte de Noailles revint

en France, au mois de janvier 1758. Employé à la même armée, par lettres du 16 mars, il se trouva à la bataille de Crewelt, où il fit l'arrière-garde, avec le marquis d'Armentières. Il continua de servir à la même armée, par lettres du 1er mai 1759; y commanda l'avant-garde, et se trouva à la bataille de Minden, le 1er août. Il commanda, quelques jours après, l'arrière-garde de toute l'armée; et, quoique continuellement harcelé par les ennemis, il ne se laissa point entamer, et revint en France, au mois de novembre. Il fut créé chevalier du Saint-Esprit, le 7 juin 1767, et obtint le bâton de maréchal de France, le 24 mars 1775. Il fut pourvu du commandement en chef de la Guienne, en remplacement du duc de Richelieu, et obtint, dans cette province, l'estime et l'affection générale des habitants, par le caractère doux et conciliant qu'il déploya, et qui cependant ne l'empêcha pas de remplir scrupuleusement tous les devoirs de sa charge. Le maréchal de Mouchy était âgé de 70 ans, lorsqu'il se démit du gouvernement de Guienne et de celui de Versailles. Il fut membre de l'assemblée des notables, en 1787 et 1788; mais depuis cette époque, son grand âge l'empêcha de prendre part aux événements politiques. Il était à Montlhéry, lorsqu'une émeute populaire éclata dans cette ville; mais l'aspect de la figure imposante et vénérable du maréchal, et son langage simple et énergique, suffirent pour apaiser les perturbateurs. A la journée du 20 juin 1792, le maréchal de Mouchy donna les preuves les plus touchantes de son dévouement à la personne de Lois XVI. Quoique ce monarque eût invité tous ses fidèles serviteurs à se retirer, le maréchal, espérant que son grand âge ferait pardonner sa présence au château, persista à y rester, et ne quitta point son souverain. Ayant attaché sa canne à la boutonnière de son habit, il sembla avoir retrouvé des forces pour se soutenir sans cet appui, et on le vit, d'un bras encore assez ferme, repousser, à plusieurs reprises, des tentatives dont la violence pouvait faire craindre pour la vie du roi. Il voulait encore occuper le poste où l'honneur l'appelait, à la journée du 10 août; mais il ne put parvenir jusqu'à Louis XVI,

malgré les efforts qu'il fit pour arriver auprès de S. M. Dès ce moment, le maréchal de Mouchy fut en butte à toutes les persécutions. Accusé, ainsi que la duchesse sa femme (Anne-Claude-Laurence-d'Arpajon), d'assister les prêtres dits *réfrac aires* qui se trouvaient dans la misère, tous deux furent arrêtés et enfermés à la Force, d'où on les transféra au Luxembourg. Ils ne sortirent de cette dernière prison que pour être traduits au tribunal révolutionnaire, qui les condamna à mort. Le maréchal et sa femme furent immolés ensemble, le 27 juin 1794, l'un à l'âge de 79 ans, et l'autre à l'âge de 66 ans, après 53 ans de mariage. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 473; *Tableau historique de la noblesse de France, par Waroquier, pag.* 259; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXX, pag.* 302; *Gazette de France.*)

DE NOGARET (Bernard, I[er] du nom), *marquis de la Valette, commandant d'armée*, et frère aîné du duc d'Épernon, naquit en 1553. Il fit ses premières armes à Calais, en 1568. A la mort du marquis de Saint-Mégrin, le roi le nomma mestre-de-camp-général de la cavalerie, par provisions données à Fontainebleau, le 6 septembre 1578 : le colonel-général le reçut en cette qualité, le 5 août 1579. Il fut fait gouverneur et lieutenant-général du marquisat de Saluces, après la mort du maréchal de Bellegarde, par provisions du 9 avril 1580, provisions dans lesquelles il est qualifié capitaine de 50 hommes d'armes et mestre-de-camp-général de la cavalerie. On le nomma lieutenant-général commandant les armées delà les monts, par pouvoir du même jour. En 1581, il travailla à pacifier les troubles qui s'élevaient dans le marquisat de Saluces, et à faire échouer les intrigues des émissaires du roi d'Espagne. Créé chevalier des ordres du roi, le 31 décembre 1583, et servant en Dauphiné, sous le maréchal d'Ornano, il se trouva à la défaite de 400 arquebusiers et 3000 Suisses, au passage de la rivière d'Isère. Nommé bailli du palais, il prêta serment au parlement, le 1[er] février 1585. Il commanda l'armée du Dauphiné, par pouvoir donné à Paris,

le 16 novembre, et qui servit aussi pour l'année 1586. Il fut fait maréchal-de-camp-général, le 10 novembre; gouverneur-général de Provence, en survivance de son frère, et amiral de France, le 7 décembre. Il se rendit à Grenoble sur la fin de cette même année, et ouvrit la campagne de 1587 par le siége d'Eurre, qu'il prit, ainsi que l'Estic. Il eut un avantage dans un combat donné aux environs de Monestier, près de Clermont. Il eut la jouissance du gouvernement de Provence, le 4 mars, et la conserva jusqu'à sa mort (1). Le 16 août, la Valette (2) n'avait avec lui que 500 chevaux et 1200 arquebusiers, lorsqu'il attaqua, sur les bords du Drac et de l'Isère, un renfort de 4000 Suisses et de 400 Français protestants. Ses seuls arquebusiers suffirent pour mettre ces troupes en déroute; et, sa cavalerie les ayant poursuivies, elles furent taillées en pièces : à peine en resta-t-il 100 hommes. Deux officiers de marque et 60 Suisses, qui se retirèrent au bourg d'Oysans, y furent faits prisonniers. La Valette envoya au roi 9 drapeaux pris dans cette affaire. Il obtint, le 10 novembre, le gouvernement de l'Angoumois, de la Saintonge et du pays d'Aunis, vacant par la mort du duc de Bellegarde, tué à Coutras. Le roi ayant été contraint de s'unir aux ligueurs, en 1588, le duc de Mayenne se prépara à entrer en Dauphiné. La Valette, qui craignait de se voir exposé aux ressentiments de ses ennemis, crut devoir prendre ses précautions, avant que Mayenne arrivât. Il conclut avec Lesdiguières une ligue offensive et défensive au mois d'août, bien persuadé qu'il servait le roi en prenant les armes contre ceux qui usurpaient son autorité. Il eut part à la reprise du Château-Dauphin, par Lesdiguières, sur le duc de Savoie, et à la défaite de 500 hommes qui défendaient cette place. Com-

---

(1) Le Père Anselme, tom. III, pag. 855, et tom. VII, pag. 904, donne à la Valette le gouvernement de Lyon et de Dauphiné, dont il n'a eu que le commandement.

(2) Le président de Thou, tom. X, pag. 72, se trompe, en datant cet événement du 19.

mandant pour le roi (Henri IV), il assiégea, vers le milieu du mois d'août 1589, la ville de Lambesc, qui appartenait à la maison de Guise, et s'en rendit maître. Le château, après avoir reçu quelques volées de canon, demandait à capituler ; mais l'officier que la Valette avait chargé de dresser la capitulation, fut blessé à mort d'un coup d'arquebuse, qu'on lui tira du château, contre le droit des gens. La Valette, irrité de cette déloyauté, fit donner l'assaut, emporta le château, abandonna la place au pillage, et la réduisit en cendres. Les bourgeois de Tarascon, exclus de la ville, par le stratagème de quelques gentilshommes, tous serviteurs du roi, n'y rentrèrent qu'après avoir été désarmés et avoir prêté serment à la Valette. Il surprit lui-même sur le duc de Savoie le château de Toulon. En 1590, le duc de Savoie entra en Provence avec une nombreuse armée. La Valette arrêta les progrès du duc, fut toujours supérieur dans plusieurs petits combats qu'ils se livrèrent, et répandit la terreur dans tous les environs. Il prit, dans les mois de juin et de juillet, les châteaux de Perthuis, de Puimichel, de Valensole et de Montagnac; et, toujours secondé par Lesdiguières, il soumit ou força un grand nombre d'autres places. Le 15 avril 1591, au combat d'Esperron, où le duc de Savoie fut battu, la Valette commandait le centre de l'armée. Trente capitaines d'infanterie ou de cavalerie, 15 drapeaux et quantité de chevaux pris sur l'ennemi, furent partagés entre la Valette et Lesdiguières. La Valette se présenta ensuite à Marignane, qui se rendit le 24 avril. Gian fut emporté le lendemain. Le 23 octobre, la Valette reçut un renfort que lui amena Lesdiguières au siége de Digne, dont il se rendit maître par composition, le 4 novembre. Il avait pris auparavant à discrétion un bourg près de Sisteron, que l'ennemi avait fait fortifier, et dont la garnison incommodait les troupes par de continuelles sorties. Il s'était aussi emparé, le 3 novembre, d'un petit fort au-dessus de Digne, et avait presque forcé 30 soldats, enfermés dans une église hors les murs de la ville, de se rendre à discrétion. On leur accorda la vie par suite d'un traité que la ville conclut le lendemain. Le 20

novembre, la Valette vint mettre le siége devant Beynes. Les secours promis par Lesdiguières ne paraissant point dans le temps qu'il l'avait espéré, il changea le siége en blocus. Le duc de Savoie s'étant approché de Beynes avec toutes ses forces, la Valette décampa à la hâte. C'en était fait de la petite armée du roi, si le duc avait profité de la consternation où elle se trouvait pour l'attaquer; mais la Valette eut le temps de la rassurer, et en profita en homme de tête. Laissant les troupes nécessaires à la garde de son canon, il va sur le soir insulter le camp ennemi : le combat dura peu, et fut interrompu par la nuit, et l'on se retrancha de part et d'autre. Le duc de Savoie, content d'avoir ravitaillé Beynes, passa la rivière à Vinon, toujours inquiété dans sa marche par les royalistes. La Valette résolut alors de fortifier un pont pour arrêter les courses des ennemis, et couper les convois qui allaient à Aix: il en donna la garde à 400 arquebusiers, et revint devant Beynes, pour élever des forts et bloquer cette place. Cependant le duc de Savoie battait Vinon avec 2 coulevrines, et en avait pris le faubourg. Il était sur le point de donner un assaut, lorsque la Valette conduisit au secours de la place 500 chevaux, 600 arquebusiers et 50 gentilshommes. Déterminé à périr plutôt que d'abandonner les assiégés, et malgré l'inégalité de ses forces, la Valette range ses troupes en bataille auprès de Vinon, le 21 décembre, et fait commencer la charge par 150 chevaux. Les enfants perdus ayant pris les Savoyards en flanc, ceux-ci plièrent, et les 150 chevaux les enfoncèrent aisément. Pendant ce temps, la Valette courant dans tous les rangs, animait ses soldats à bien faire. Le reste de sa cavalerie étant arrivé, par son ordre, on força l'ennemi de prendre la fuite; et ceux qui échappèrent à l'épée du vainqueur, ou qui ne se noyèrent point dans le Verdon, furent obligés de rejoindre leurs compagnons, qui gardaient l'artillerie dans le faubourg de Vinon. Le duc de Savoie, lui-même, ne put se sauver qu'à la faveur des ténèbres. Le siége fut levé au milieu de la nuit, et le corps-de-garde du faubourg taillé en pièces par les arquebusiers, que la Valette avait laissés à la défense du pont. Martigues

et tous les forts des environs de Marseille se rendirent à la Valette. Il assiégea, au commencement de 1592, la forteresse de Roquebrune, près de Fréjus, dont le duc de Savoie était maître. La brèche étant faite, la Valette donna l'assaut; mais il fut repoussé avec perte. L'artillerie ne réussissant point d'un côté, il la fit transporter d'un autre : mais s'étant avancé inconsidérément, le 11 février, pour établir sa nouvelle batterie, il reçut un coup d'arquebuse, dont il mourut deux heures après, à l'âge de 39 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 307; *le président de Thou*, *Histoire des grands-officiers de la Couronne*, *Histoire de France*, *du Père Daniel*, *Histoire militaire des Suisses.*)

DE NOGARET DE CAUMONT (Jean-Louis), *duc d'Epernon*, *pair de France*, *commandant d'armée*, et frère puîné du précédent, naquit dans le Languedoc, au mois de mai 1554, et reçut de son père le nom de Caumont, qu'il porta jusqu'en 1581. Il fit ses premières armes au combat de Mauvesin, dans l'Armagnac, en 1570. Son père s'y étant engagé bien avant dans la mêlée, fut abattu sous son cheval, et courait risque de périr, lorsque le jeune Caumont (il n'avait que 16 ans) ne consultant que son amour filial, perce jusqu'à son père, écarte tout ce qui l'environne, et le dégage. Il servit au siége de la Rochelle, en 1573. Étant venu à la cour, et prévoyant qu'il n'obtiendrait rien de la reine-mère, il s'attacha d'abord au roi de Navarre, qu'il suivit en Normandie; mais, se repentant bientôt de cette démarche, il résolut de s'attacher à Henri III seul, et fut présenté, en 1577, à ce prince, qui sentit aussitôt un secret penchant pour lui. Bientôt la faveur dont il commençait à jouir s'accrut; et les bonnes grâces du roi, longtemps partagées entre plusieurs prétendants, furent enfin réservées à Joyeuse et à Caumont. Henri III fit présent à Caumont de 1200 écus d'or, dont celui-ci se servit pour se mettre en équipage. Il acheta des armes, des chevaux, et suivit le duc d'Anjou, qui marchait contre les calvinistes à la tête d'une armée que ce prince commandait, et qui prit la Charité, le 1er mai : Issoire se rendit, le 12 juin.

Le duc d'Anjou ayant été rappelé à la cour, Caumont y revint aussi, le 28 août : la paix fut conclue à Bergerac, sur la fin de cette année. Le roi le nomma, le 1er janvier 1579, mestre-de-camp du régiment qui porta depuis le nom de Champagne, sur la démission de Sainte-Colombe, et l'envoya comme ambassadeur auprès de Philibert, duc de Savoie, qui armait pour attaquer les Genevois alors protégés par la France. Caumont négocia avec tant de dextérité, que le duc renonça à son entreprise. Il eut en cette occasion l'avantage de contenter le roi, et de mériter l'estime et la confiance du duc de Savoie. Au siége de la Fère, en 1580, il eut le commandement d'un quartier. Il y éleva un cavalier, sur lequel il dressa une batterie, qui, dominant sur la place, et donnant sur les défenses des assiégés, les contraignit de capituler. Il obtint le gouvernement de cette place. Nommé colonel-général de l'infanterie française, sur la démission de Strozzi, par provisions données à Paris, le 15 septembre 1581, il prêta serment, le 16. Il fut fiancé à une sœur de la reine; mais la princesse n'étant point nubile, le mariage ne s'accomplit point. Il obtint la baronnie d'Épernon, que le roi érigea pour lui en duché-pairie. Les lettres d'érection sont du mois de novembre : elles furent registrées au parlement de Paris, le 27 du même mois, et à la chambre des comptes, le 16 mai 1632 seulement. Le roi y déclara que le *duc d'Épernon aurait séance tant au parlement qu'en tous autres lieux, après les princes, et avant tous les autres ducs et officiers de la couronne, à l'exception du duc de Joyeuse.* (Henri IV dérogea à cette disposition, au mois de septembre 1596). Caumont prit alors le nom de duc d'Épernon. Il fut fait premier gentilhomme de la chambre, en 1582. Il était gouverneur du Boulonnais et de Loches, dès 1583. Le roi le pourvut du gouvernement de Metz et du pays Messin, sur la démission du marquis de Rambouillet, par provisions données à Paris, le 8 avril. On le choisit pour aller traiter avec le roi de Navarre, dont Henri III voulait se faire un appui, en l'engageant à venir à la cour, afin de s'opposer aux Guises,

dont le crédit augmentait tous les jours. D'Épernon s'aboucha avec le roi de Navarre à Saverdun, dans le comté de Foix, en 1584; mais le conseil du roi de Navarre n'ayant qu'une médiocre confiance dans les promesses de Henri III, d'Épernon revint auprès de ce monarque à Lyon, sans avoir pu remplir les vues de ce prince. La charge de colonel-général de l'infanterie que d'Épernon possédait ayant été mise au rang des offices de la couronne, par déclaration du roi donnée à Saint-Germain-en-Laye au mois de décembre 1584, registrée au parlement de Paris, le 16 janvier suivant; il prêta serment, en cette qualité, le 21 du même mois. Il fut fait chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre de la même année. En 1585, les ligueurs, après avoir pendant quelque temps conduit sourdement leurs cabales, levèrent le masque et s'emparèrent de Verdun et de Toul. Metz serait aussi tombé en leur pouvoir, si d'Épernon n'eût donné ordre de faire sortir de la place ceux des habitants et de la garnison dont la fidélité était équivoque. Lui-même se rendit à Metz sur la fin de cette année, chassa de la ville un de ses parents qui y était son lieutenant, mais qu'il soupçonnait d'intelligence avec le duc de Guise, et conserva cette place au roi. Il fut fait gouverneur et lieutenant-général de la Provence, à la mort du grand-prieur Henri d'Angoulême, par provisions données à Saint-Maur-les-Fossés, le 14 juin 1586, registrées au parlement de Provence, le 15 septembre suivant. On le nomma amiral des mers du Levant, par d'autres provisions du même jour, et il eut un pouvoir, donné à Paris, le 22 juillet, qui l'autorisait à convoquer les officiers de justice de Provence, et à les suspendre. Devenu lieutenant-général commandant l'armée de Dauphiné et de Provence, conjointement avec son frère, par pouvoir donné à Paris, le 21 juillet, il entra avec son armée en Dauphiné, s'en rendit maître sans rencontrer de grandes difficultés, et le soumit entièrement à l'obéissance du roi; il laissa ensuite le commandement des troupes à son frère, et revint à la cour. Il se démit du gouvernement de Provence en faveur de son frère, au mois de mars 1587. Henri III étant sorti de Paris, le 12 sep-

tembre, joignit son armée à Étampes : le duc d'Épernon commanda l'avant-garde. Les Réitres, que les protestants avaient appelés en France, projetaient de passer la Loire; mais d'Épernon leur enleva un quartier de 1200 hommes, et leur prit 3 cornettes. Cet échec, joint aux autres incommodités qu'éprouve toujours une armée harcelée dans sa marche sur une terre étrangère, fit murmurer les Réitres. Des murmures ils passèrent aux clameurs et bientôt aux menaces. Le duc, qui avait habilement fomenté ces mécontentements, invita les Réitres et les Suisses à faire un accommodement avec lui. Toujours à la suite des uns et des autres, il leur faisait craindre les armes du monarque; mais, en même temps, leur faisait insinuer qu'ils pouvaient tout espérer de sa clémence. Enfin les troupes de ces deux nations, pressées tout à la fois par la crainte et par l'espérance, écoutèrent les propositions du duc d'Épernon. Les Suisses traitèrent les premiers, le 28 novembre, et consentirent à se retirer. Les Réitres, déconcertés par la retraite des Suisses, renouèrent la négociation commencée par d'Épernon, et signèrent leur traité, le 8 décembre (1). Ainsi fut dissipé un orage qui paraissait fort à craindre, et l'on dut en partie, au courage et à la prudence du duc d'Épernon, la retraite des 40,000 hommes qui menaçaient l'état. A la mort du duc de Joyeuse, d'Epernon obtint les charges que ce favori possédait. Le roi le pourvut, en un seul jour, de la charge d'amiral de France (il s'en démit dans la suite en faveur de son frère aîné), du gouvernement de Normandie et des gouvernements de Caen et du Havre-de-Grâce. Les provisions en furent expédiées à Jargeau, le 7 novembre. Il prêta serment pour la charge d'amiral, le 12 janvier suivant. En 1588, la faction des *seize* conspirant contre la personne du roi, S. M. prit des mesures pour prévenir la conjuration. D'É-

(1) Le duc d'Epernon avait vivement poursuivi ceux de ces étrangers qui avaient échappé à l'épée du duc de Guise, à la défaite d'Auneau.

pernon fut envoyé en Normandie, où il devait lever des troupes et s'assurer de Rouen et du Havre-de-Grâce, sous prétexte de prendre possession de son gouvernement. Dans le même temps, le roi résolut d'investir Paris, et de se saisir des principaux conjurés, sans causer un soulèvement général. La présence du duc de Guise renversa le projet de Henri III : les seize formèrent dans Paris, le 12 mai, ces *barricades* si fameuses dans notre histoire. Le roi abandonna alors sa capitale et se retira à Chartres. Le duc d'Épernon s'était assuré de Rouen, mais il n'avait pas eu le même succès au Havre, dont le gouverneur avait embrassé le parti de la ligue. Ayant appris dans quelle fâcheuse position se trouvait Henri III, d'Épernon se hâta d'accourir auprès de lui; mais le duc de Guise, fort de l'appui de la ligue et du peuple, dicta bientôt à son souverain des conditions, que celui-ci fut forcé d'accepter. Henri III céda à l'empire des circonstances ; mais, déterminé à perdre son ennemi, il se réconcilia en apparence avec le duc de Guise, et consentit même à lui sacrifier sa gloire et son favori, d'Épernon, qui quitta la cour, au mois de juin, et remit au roi le gouvernement de Normandie. Il ne s'éloigna cependant pas en courtisan disgracié, mais se rendit à Losches, suivi de 300 gentilshommes, et avec un pouvoir général de commander les armées dans les provinces d'Anjou, du Maine, du Perche, du Poitou, de la Saintonge, de l'Angoumois et du pays d'Aunis. Après avoir pris connaissance de l'état de ces provinces, d'Épernon, qui avait reçu des instructions du roi, leva des troupes, et les distribua dans les meilleures places. On travaillait cependant à le perdre à la cour. Henri III, susceptible de recevoir toutes les impressions qu'on voulait lui donner, soupçonna ou feignit de soupçonner la fidélité de d'Épernon. Celui-ci, n'étant pas en sûreté à Loches, contre une insulte, se retira à Angoulême, au mois de juillet. Le roi, à qui on faisait appréhender la jonction du duc avec le roi de Navarre, défendit aux habitants d'Angoulême de le recevoir; mais il y était déjà lorsque cette défense parvint. Le roi ordonna alors qu'on arrêtât d'Épernon, si on pouvait le

faire avec sûreté, ou qu'autrement on ne l'entreprît point, parce qu'il voulait simplement le retenir dans le devoir, et l'enlever aux ennemis de l'état. Mais le duc de Guise fit dire au député d'Angoulême, que l'intention de S. M. était qu'on prît d'Épernon mort ou vif. Sur cet ordre transmis d'une manière infidèle, on se détermina à assassiner d'Épernon. Il vivait à Angoulême dans la confiance et la sécurité que lui inspiraient la joie et l'empressement avec lesquels il avait été reçu, et il logeait dans le château qui n'était point fortifié. Un de ses amis commandait la citadelle, qui était beaucoup meilleure que le château; mais, par complaisance pour les habitants, d'Épernon n'y voulut point loger. Il eut même la délicatesse de n'introduire dans la ville aucuns des gens de guerre qui l'accompagnaient : cette sécurité faillit lui coûter cher. Le maire d'Angoulême étant venu lui faire sa cour, le 10 août, d'Épernon le caressa beaucoup, et l'invita à dîner. Le maire accepta, espérant avoir, par ce moyen, l'entrée du château plus libre et plus facile. De retour chez lui, le maire y rassemble 12 ligueurs des plus déterminés, et poste dans les maisons voisines du château 50 conjurés, pour soutenir les premiers. En même temps il envoie dans toutes les rues un grand nombre de ligueurs et les charge de donner l'alarme au peuple, en publiant que les protestants avaient pris le château par une fausse porte. On espérait engager par-là les habitants à prendre les armes. Pour rendre plus certaine la réussite du projet, on attira, par artifice, le gouverneur de la citadelle dans la ville, et on se saisit de sa personne. Les troupes du duc étaient à Saintes, et il n'avait auprès de lui que 8 de ses gardes. Tout étant ainsi préparé, le maire entre au château, et demande où est le duc. Celui-ci se trouvait alors dans son cabinet avec 2 de ses confidents. On lui crie de se rendre, et on menace de le tuer s'il refuse d'obéir. Étonné de ce tumulte, dont il ne connaissait point le motif, d'Épernon se barricade. Sur ces entrefaites, le tocsin sonnait dans toute la ville, le peuple courait aux armes, et investissait le château. D'Épernon, surpris dans une place ouverte de toutes parts, se défendit contre un

peuple nombreux, pourvut à toutes les attaques, tua de sa propre main les principaux conjurés, et fit les autres prisonniers. Assailli pendant deux jours et une nuit, il fut, ainsi que la petite troupe qui l'accompagnait, 40 heures sans boire et sans manger. La cavalerie qui était á Saintes arriva enfin; et les révoltés traitèrent avec le duc, qui rendit les prisonniers. Il pouvait se venger; mais il pardonna à tous, permit aux conjurés de se retirer dans leurs maisons, et les autorisa même à inhumer le corps du maire, chef de la sédition. Une clémence si rare et si inespérée lui mérita l'amour du peuple, qui, pendant 30 ans que d'Épernon conserva son gouvernement, le respecta comme un père. Vers le même temps, le roi avait convoqué les états-généraux à Blois; et cette ville avait été l'écueil et le terme des projets ambitieux du duc de Guise. Cependant la chute de ce chef de la ligue fut loin de guérir les maux dont le roi était depuis long-temps affligé. Haï et abandonné de tous les catholiques, étonné du soulèvement de la capitale et du royaume, il ne restait à Henri III d'autre parti à prendre que de se jeter entre les bras du roi de Navarre. Henri III prit cette résolution; et, comptant sur l'attachement et sur la reconnaissance de son ancien favori, il ordonna à d'Épernon, en 1589, de voir de sa part le roi de Navarre, et de le venir joindre incessamment. Le duc avait effectivement refusé de s'unir au roi de Navarre contre Henri III; et même après l'insulte d'Angoulême, il avait forcé les calvinistes de lever le siége de Périgueux. Sur l'ordre du roi, il part pour Saint-Jean-d'Angely, confère avec le roi de Navarre, qu'il trouve disposé à servir les projets d'Henri III, et après avoir obtenu ce qu'il désirait, se hâte d'aller rendre compte à ce monarque du succès de sa mission. Le duc d'Épernon partagea ses troupes, et en envoya une partie à Tours, où elle fut d'un grand secours au roi, qui fut bientôt attaqué par le duc de Mayenne. Il s'enferma avec l'autre dans Blois, qu'il munit et fortifia, et dont le roi lui donna le commandement, par pouvoir du 19 avril. Il commanda l'armée royale, conjointement avec le maréchal de Biron, sous le roi, par pouvoir du 26 avril. Pour retarder la

marche des ennemis, il logea 800 hommes dans Saint-Ouen, petite ville avancée sur le chemin de Paris. Le roi marchant contre Paris, le roi de Navarre commanda l'avant-garde, et le duc d'Épernon conduisit l'arrière-garde. L'ancienne inclination du roi pour d'Épernon était encore fortifiée par les services importants que ce duc venait de rendre; elle se manifesta plus fortement que jamais, et d'Épernon rentra dans la confidence la plus intime de son souverain. D'Épernon investit Jargeau; et, l'armée royale étant survenue quelques jours après, le roi de Navarre s'avança pour visiter les tranchées. Le duc mena le prince si près de la courtine, qu'il y eut 4 gentilshommes tués à leurs côtés. Après la prise de Jargeau, les villes de Pithiviers et de Chartres se rendirent, et Étampes fut forcée. Les soldats du roi de Navarre s'étant mis à piller et à profaner l'église du lieu, d'Épernon y accourut, et passa son épée au travers du corps du premier qu'il rencontra : le désordre cessa. Il emporta Montereau-Faut-Yonne avec le pétard. Au siége de Pontoise, il eut l'attaque d'un faubourg fortement retranché, et sauta le premier sur la barricade la plus avancée : plus de 100 hommes tués à ses pieds ne l'ébranlèrent point. L'épée à la main, il poussa les assiégés jusque dans la ville, et força les retranchements : la place se rendit. Le roi, résolu de punir sa capitale rebelle, avait pris son quartier à Saint-Cloud; mais l'assassinat de ce prince changea tout d'un coup la face des affaires. Henri IV aurait bien souhaité s'attacher le duc d'Épernon; mais celui-ci, sous prétexte que Henri n'était point catholique, s'éloigna pour un temps du légitime héritier du trône. Il accompagna le corps du feu roi à Compiègne, d'où il partit pour l'Angoumois, emmenant avec lui son armée, dans le moment où Henri en avait le plus grand besoin pour presser le siége de Paris. Il fit fortifier le château d'Angoulême, la citadelle de Saintes, retira Limoges des mains des ligueurs, assiégea et prit Saint-Germain. Rappelé dans l'Angoumois, pour réprimer les courses des ligueurs, il assiégea le château de Villebois, où ils s'étaient enfermés. Les avenues en étaient difficiles,

et ce ne fut qu'avec une peine extrême qu'on plaça 2 canons sur le coteau où le château était situé. La brèche ayant été faite, les ligueurs demandèrent la vie ; mais le duc d'Épernon ne voulut les recevoir qu'à discrétion, et en fit pendre 18, qui déjà avaient eu part à la sédition d'Angoulême. Il se décida à cet acte de rigueur, parce que le premier pardon qu'il leur avait accordé, loin de les rendre tranquilles et reconnaissants, les avait rendus plus insolents et plus audacieux. La ville de Bourg, près de Bordeaux, avait été enlevée par les ligueurs; mais le château tenait encore. Le duc d'Épernon reprit cette ville, et y laissa une bonne garnison, sous un gouverneur de son choix : il la remit depuis au roi. En quittant Henri IV, le duc avait promis de lui rendre bon compte des ligueurs, et c'était ainsi qu'il lui tenait parole. En 1591, le roi déclara qu'il voulait se faire instruire, pour professer publiquement la religion catholique. Sur cette assurance, le duc revint à la cour, suivi de 3500 hommes de pied et de 800 chevaux levés à ses dépens. Avec ce nouveau renfort, le roi, conjointement avec d'Épernon, tenta contre Paris une attaque qui ne réussit point. A la tête de 500 chevaux, d'Épernon marcha à Boulogne, dont il était gouverneur, pourvut à la sûreté de la place, et en changea le commandant. A son retour, le duc d'Aumale lui tendit une embuscade. Le gouverneur de Montreuil devait attaquer d'Épernon en queue, jusqu'à ce qu'il l'eût conduit à la vue du duc d'Aumale, qui l'attaquerait de front, avec des forces doubles de celles qu'avait d'Épernon. Le gouverneur de Montreuil, guidé par l'espoir du butin et plus encore par sa haine personnelle contre le duc d'Épernon, ne sut pas se contenir assez long-temps, et sortit de son embuscade plus tôt qu'il ne convenait. Le duc donna si vivement sur ses ennemis, qu'il les rompit : tous les chefs furent blessés ou tués ; le reste prit la fuite, et d'Aumale se retira. Échappé à ce danger, d'Épernon en courut bientôt après un aussi grand. Un de ses amis, qui assiégeait Pierrefonds, l'invita à l'aider dans son entreprise. D'Épernon y consentit sur l'heure, et se rendit à la tranchée sans armes défensives.

Il reçut dans la bouche un coup d'arquebusade, qui lui perça la joue, lui cassa la mâchoire et pénétra jusqu'au menton. Cependant en peu de jours, il fut en état de monter à cheval, et joignit le roi au siége de Chartres. Après la prise de cette ville, il retourna dans son gourvernement. Son frère aîné étant mort, en 1592, les Provençaux demandèrent au roi le duc d'Épernon pour leur gouverneur. Le roi lui donna, le 20 mars de cette année, un pouvoir pour servir en Provence, en qualité de général de ses armées, sans révoquer le titre de gouverneur, qu'il avait eu de Henri III, mais sans le confirmer. D'Épernon se mit en marche, le 5 juin, par le Périgord et le Quercy. Apprenant que les ligueurs assiégeaient Villemur à quatre lieues de Toulouse, il s'en approcha, fit lever le siége, et fortifia la place. Il fit ensuite lever le blocus de Montauban, par la prise de plusieurs châteaux qui resserraient cette ville. Arrivé en Provence, il commença ses opérations contre les ligueurs par le siége de Montauron. 18 compagnies de gens de pied défendaient cette mauvaise place, et le duc de Savoie en était assez proche pour la secourir. La garnison refusa d'abord de se rendre; mais la brèche étant faite, le commandant demanda à capituler. Le duc lui laissa le choix, ou de se rendre à discrétion, ou de soutenir un assaut. Le duc de Savoie étant venu, avec 3000 hommes de pied et 5000 chevaux, au secours des Savoyards, d'Épernon lui offrit le combat; mais le duc de Savoie l'évita, et se retira. Les habitants de Montauron se rendirent alors à discrétion. D'Épernon fit pendre les 14 capitaines qui se trouvèrent dans la ville, et condamna 500 soldats aux galères : le reste avait fui ou péri pendant le siége. D'Épernon recueillit dans Manosque les officiers du parlement de Provence, que la faction du duc de Savoie avait obligé de sortir d'Aix. Il parcourut la province avec une partie de sa cavalerie, confirma dans le devoir les villes fidèles au roi, et détacha du parti des ligueurs celles qui étaient tentées de l'embrasser. Il établit la subsistance des troupes et les contributions, et régla les étapes avec une telle modération et une telle égalité, qu'il ne fit aucun mé-

content. En cinq semaines, il soumit la ville d'Arles, qui lui donna trente otages pour gage de son obéissance au service du roi. Cependant Arles s'étant révoltée dans la suite contre le duc avec le reste de la Provence, d'Épernon était en droit de disposer de la vie des otages ; mais autant il avait été inexorable contre des étrangers pris dans Montauron, autant il usa de clémence envers des Français qui s'étaient dévoués au salut de leurs concitoyens : il renvoya les otages, sans même exiger d'eux aucune rançon. Antibes fut emporté d'assaut, et Cannes se rendit sans résistance. Enfin, par la prise de plusieurs autres places, le duc d'Epernon se vit, en 1593, maître absolu de la Provence, à la réserve d'Aix et de Marseille. Il bloqua Aix par plusieurs forts, et en fit élever un très-grand, d'où il put commander la ville. Il commença la construction de ce fort, au mois de juin, et on l'en croyait entièrement occupé, lorsqu'il entreprit de se rendre maître de la ville de Marseille. Au bruit des pétards qu'il fit jouer, la bourgeoisie s'étant éveillée, d'Epernon fut repoussé, et revint devant Aix. Un des canonniers de la garnison pointa un jour une coulevrine contre la tente du duc, tua 2 gentilshommes, entre lesquels il était assis, et le blessa lui-même dangereusement. En 1594, des députés de la ville d'Aix vinrent offrir au roi la soumission de ses habitants, et implorer sa protection contre le duc d'Epernon. Le roi reçut la soumission de la ville, et ordonna au duc d'abandonner le siége d'Aix. D'Epernon ayant refusé d'obéir, le roi envoya contre lui Lesdiguières, qui entra en Provence avec une armée. Ils se battirent à Orgon, et le champ de bataille demeura à Lesdiguières. Les deux ducs signèrent alors une trève, et le fort, construit par d'Epernon, fut remis à 400 hommes du Languedoc, en attendant les ordres du roi. Lesdiguières s'empara bientôt après de ce fort, qui fut rasé par les habitants. Le roi nomma le duc de Guise gouverneur de Provence, espérant qu'il serait en état d'en chasser le duc d'Epernon; mais celui-ci, auquel il était pénible de se voir dépouillé du gouvernement de Provence,

travilla avec ardeur à s'y maintenir (1). Battu à Saint-Tropès, en 1596, par le duc de Guise; abandonné de ses amis, odieux aux Provençaux, il finit par se soumettre au roi, qui le reçut avec bonté, et le dédommagea par le gouvernement du Limosin, dont le duc de Ventadour donna sa démission (2). En 1600, le duc d'Épernon se trouva à la prise de Montmélian. Il eut, en 1605, le commandement de l'armée envoyée en Limosin : elle était composée de 10 compagnies du régiment des gardes commandées par Créquy, et de 4 de cavalerie. Il pacifia la province, par sa prudence; et la rébellion, fomentée par le maréchal de Bouillon, n'eut point de suite (3). Il eut ordre,

(1) On rapporte que, Henri IV ayant fait menacer le duc d'Epernon d'aller lui-même le chasser de la Provence, celui-ci avait répondu : « Qu'il vienne; je lui servirai de fourrier, non pas pour lui préparer des » logis, mais pour brûler ceux qui seront sur son passage. »

(2) Dans une entrevue que le duc d'Epernon eut alors avec Henri IV, ce prince lui reprocha de ne l'avoir jamais aimé. « Sire, répondit d'Epernon, V. M. n'a point de serviteur plus fidèle que moi, et j'ai» merais mieux mourir que de manquer à mon devoir; mais pour ce qui est » de l'amitié, V. M. sait bien qu'elle ne s'acquiert que par l'amitié. » Cette franchise était faite pour plaire à Henri IV, qui en effet la trouva de son goût, et qui, depuis ce moment, montra à d'Epernon la plus grande confiance.

(3) Le duc d'Epernon était dans la voiture de Henri IV avec le roi et les ducs de Roquelaure, de Montbazon, de Lavardin et de la Force, lorsque ce prince fut assassiné par Ravaillac, le 14 mai 1610. Ce fut d'Epernon qui empêcha que Ravaillac ne fût tué par les gardes à pied qui l'arrêtèrent. Le lendemain de la mort de Henri IV, le duc d'Epernon se rendit au parlement; et, mettant la main sur son épée : « Elle » est encore dans le fourreau, dit-il; mais il faudra qu'elle en sorte, si » on n'accorde à l'instant à la reine-mère un titre qui lui est dû par l'or» dre de la nature et de la justice. » La reine fut nommée régente, et récompensa le service important que d'Epernon lui avait rendu, en le confirmant dans ses anciennes dignités, et en lui en accordant de nouvelles. Ce fut alors que d'Epernon déploya un faste porté à l'excès. Son historien rapporte qu'il allait ordinairement au Louvre, accompagné de 7 à 800 gentilshommes, qui se réunissaient chez lui tous les jours, et qu'il obtint même la permission de se faire suivre dans le cabinet de la

en 1621, de soumettre le Béarn, où les calvinistes remuaient; mais le roi ne lui donna ni hommes ni argent pour cette expédition. Le crédit du duc suppléa à l'un et à l'autre; il appela près de lui tous ses amis. Orthès, la première des villes rebelles qui se trouva sur son passage, se rendit ainsi que son château. Oleron, qu'on commençait à fortifier, fut abandonné. Nay, Saliès, Sauveterre et Pau ouvrirent leurs portes, et bientôt l'ordre, la justice, la religion furent rétablis. Le roi, Louis XIII, assiégeait Saint-Jean-d'Angély, lorsque d'Épernon vint lui rendre compte de ses succès dans le Béarn. D'Épernon eut le commandement d'un quartier pendant le reste du siége, et y avança si fort la tranchée, que les assiégés furent obligés de capituler, le 24 juin. Il commanda l'armée d'Aunis et des frontières, par pouvoir donné à Cognac, le 4 juillet, et conserva ce commandement en 1622. Il se démit, cette même année, des gouvernements de l'Angoumois, de la Saintonge, d'Aunis et du Limosin, et reçut en échange le gouvernement de Guienne, dont le roi le pourvut, à la mort du duc de Mayenne, par provisions données au camp de la Verune, le 27 août. Le roi joignit à ce gouvernement les gouvernements particuliers du château Trompette, des ville et citadelle de Bergerac, et des ville et château de Nérac. Le duc d'Épernon se démit de ce dernier gouvernement, au mois d'avril 1640. Il fut chargé de faire le dégât aux environs de Montauban, par commission donnée à Paris, le 20 mai 1625. En 1634, le duc d'Épernon, élevé avec cette fierté que donnent la faveur, les dignités et le commandement des armées, ne sut ou ne daigna pas vivre en bonne intelligence avec le parlement de Bordeaux. Il eut aussi avec l'archevêque de Bordeaux, M. de Sourdis, des démêlés très-vifs à l'occasion de quel-

---

reine par des gardes vêtus de ses livrées. Son influence était telle, que ce fut lui qui encouragea la reine à fuir de Blois, où elle avait été reléguée, et qu'il dicta les conditions du traité *dit d'Angoulême*, fait entre Marie de Médicis et son fils, le roi Louis XIII.

ques prérogatives, et il s'ensuivit des scènes qui ne firent honneur ni à l'un ni à l'autre (1). La cour épousa la querelle du prélat, que le parlement appuyait, et le duc fut exilé à Coutras. Quelque temps après, il se fit entre le duc et l'archevêque une réconciliation apparente (2); et le duc reprit les fonctions de gouverneur de Guienne, où il commanda jusqu'en 1636. Cette même année, il fut nommé pour commander l'armée, par pouvoir du 4 novembre, et repoussa, l'année suivante, avec beaucoup de valeur, les ennemis qui tentaient de faire des descentes dans cette province. Le roi, mécontent du duc d'Épernon, le relégua, en 1641, à Losches, où il mourut, le 13 janvier 1642, à l'âge de 88 ans (3). (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 325 ; *de Thou, Histoire militaire des Suisses, le Père Daniel, Davila, Aubigné, Histoire de la vie du duc d'Epernon par Girard, Histoire de France par Anquetil, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XIII, pag.* 324.)

---

(1) Le duc d'Epernon ayant fait arrêter le carrosse de l'archevêque, celui-ci en sort aussitôt et excommunie les gardes du duc. D'Epernon fait investir l'archevêché, s'y rend lui-même, frappe l'archevêque de plusieurs coups dans la poitrine, et fait tomber son chapeau d'un coup de canne : l'archevêque l'excommunie aussi.

(2) Le duc fut obligé d'écrire une lettre d'excuses à l'archevêque, et d'écouter à genoux la réprimande sévère que lui fit le prélat, avant de l'absoudre.

(3) La qualité la plus brillante du duc d'Epernon était une fermeté d'âme extraordinaire, qui ne se démentit jamais. C'était d'ailleurs un homme dur, violent, vindicatif, insolent même avec ses supérieurs, et dédaigneux de tous conseils, comme de toutes remontrances. Les grands le haïssaient à cause de sa hauteur, et les peuples, parce qu'il les opprimait. Il était fort brave, et payait de sa personne lorsqu'il faisait la guerre ; mais il n'avait pas la réputation d'être un bon général. On fit dans le temps crier dans Paris un livre intitulé : *Les hauts faits, gestes et vaillances de M. d'Épernon en son voyage en Provence.* « Le titre de » ce livre, dit Brantôme, était bien imprimé ; mais, en tournant les feuil- » lets, on trouvait tout en blanc. »

DE NOGARET DE CANDALLE (Henri), *duc d'Epernon, pair de France, commandant d'armée*, et fils aîné de Jean-Louis, duc d'Épernon, qui précède, parut dans le monde sous le nom de comte de Candalle. Il porta ensuite le nom de duc de Candalle, jusqu'en février 1611. Il fut nommé gouverneur et lieutenant-général en Angoumois, Saintonge et Aunis, en survivance de son père, par provisions données à Monceaux, le 17 septembre 1596, registrées au parlement de Paris, le 23 mai 1597. Ayant épousé, en 1611, Anne d'Halwin, on le confirma duc d'Halwin, pair de France, par lettres données à Paris, au mois de février 1611, registrées le 18, au parlement de Paris, où il fut reçu, le 24 avril 1614. Il prit alors le titre de duc de Candalle. En 1612, séduit par de mauvais conseils, il s'éloigna de son père, et se rendit à la cour de l'empereur. En 1613, il offrit ses services au grand-duc de Toscane, qui armait contre les Turcs, et s'embarqua sur la flotte de ce prince, à Civita-Vecchia, le 2 avril. Cet armement était destiné à l'attaque d'une forteresse importante dans la Caramanie; mais l'amiral, qui avait compté sur une surprise, fut découvert par une galère qui rentra aussitôt dans le port d'Agliman, et qui annonça aux habitants de cette place l'arrivée des chrétiens. On penchait à abandonner l'entreprise, lorsque le duc de Candalle se chargea de conduire la descente : l'attaque fut résolue. On divisa les troupes en quatre corps, dont un devait tenter l'escalade pendant qu'un autre, commandé par le duc de Candalle, ferait jouer le pétard contre les portes. Arrivé à 120 pas de la place, le duc fut salué d'une grêle de mousquetades, qui prit sa troupe en tête, en flanc et en queue. Ses gens voulaient regagner leurs vaisseaux; mais il les rassura. Cependant les matelots laissaient tomber les pétards et se disposaient à fuir, lorsque le duc les arrête, ramasse les pétards, les confie à des mains plus courageuses, s'avance vers Agliman, et met en fuite un détachement sorti de la ville. Il se préparait à appliquer le pétard, lorsqu'on vient lui apprendre qu'un gros de 300 mousquetaires est prêt à fondre sur lui. Le duc divise alors sa troupe, confie la garde du pétard à une partie, marche

avec l'autre aux ennemis, et les oblige à fuir. Le pétard joue enfin, et ouvre un passage à trois hommes de front. Le duc entre le premier, et emporte avec la même facilité et le même succès la seconde porte. Les Turcs se retirent sur la muraille, dans les tours, derrière les barricades. On se bat pendant 4 heures, et les Turcs sont contraints de céder. Ce fut ainsi que la ville d'Agliman fut prise, pillée et ruinée par les Florentins, au mois de mai. En 1614, le duc de Candalle, étant revenu en France, fut fait premier gentilhomme de la chambre du roi. Quelques mois après, un mouvement de dépit lui fit prendre le parti des princes, et il parut embrasser le calvinisme. Dans l'assemblée des calvinistes de Nîmes, en 1615, il fut déclaré général des Cévennes. Rendu bientôt après à lui-même et à sa religion, il rentra dans le devoir, qu'une passion de quelques moments lui avait fait oublier. La guerre s'étant rallumée, en 1621, entre l'Espagne et la Hollande, il servit sous le prince d'Orange, général des Hollandais, en qualité de colonel d'un régiment d'infanterie. Le 2 août 1622, il se jeta dans Bergues, assiégée par le marquis de Spinola, et se signala à toutes les attaques où il se trouva. Il se démit du gouvernement d'Angoumois, de Saintonge et d'Aunis. Il commanda les troupes de la république de Venise, dans la Valteline, en 1624. Nommé, en 1630, général de l'infanterie vénitienne (il avait un régiment d'infanterie au service de la république), il se trouva à l'attaque de deux quartiers que les Vénitiens avaient à Villebonne et à Mesingo. Les seules troupes françaises, que le duc de Candalle avait amenées, tinrent ferme; le reste s'enfuit à la première charge. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 14 mai 1633. Mécontent de n'avoir point obtenu le bâton de maréchal de France, et aigri contre le cardinal de Richelieu, il retourna à Venise, et y fut nommé généralissime des armées vénitiennes. Le cardinal de la Valette, son frère, ayant ménagé son raccommodement avec le cardinal de Richelieu, le duc de Candalle revint en France. Il leva, par commission du 8 septembre 1634, un régiment d'infanterie de son nom, qui fut licencié en 1635. Le roi

le nomma lieutenant-général de l'armée de Guienne, sous le duc d'Épernon, son père, et le duc de la Valette, son frère, par pouvoir du 11 décembre 1636. Il fut fait lieutenant-général, commandant l'armée de Picardie, sous le cardinal de la Valette, par pouvoir du 9 avril 1637. Nommé lieutenant-général, commandant l'armée d'Italie, sous le cardinal, son frère, par pouvoir du 9 avril 1638; il y commanda jusqu'à sa mort, qui eut lieu à Cazal, le 11 février 1639. Il était alors âgé de 48 ans (1). (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 476; *Mercure francais, le Continuateur du Père Daniel, la Vie du duc d'Epernon, Histoire de la mère et du fils, Histoire de France par Anquetil, tom. VII.*)

DE NOGARET (Bernard, IIe du nom), *duc d'Epernon, pair de France, commandant d'armée*, et frère du précédent, naquit en 1592. Il fut d'abord connu sous le nom de marquis, puis sous celui de duc de la Valette, au mois de mars 1622, et enfin sous le nom de duc d'Épernon, le 13 janvier 1642. Il fut pourvu de la charge de colonel-général de l'infanterie française, en survivance du duc d'Épernon, son père, par provisions données à Paris, le 1er juin 1612. Par autres provisions du même jour, le roi lui donna le gouvernement de Metz et du pays Messin, en survivance de son père. Promu au grade de lieutenant-général de l'armée d'Aunis et de Saintonge, sous le duc d'Épernon, son père, par pouvoir donné à Cognac, le 4 juillet 1621, il servit aux siéges de Saint-Jean-d'Angely et de Royan. Il fut créé duc de la Valette et pair de France, par lettres d'érection de la baronnie de Villebois en duché-pairie, sous le nom de la Valette, données à Paris, au mois de mars 1622, registrées, le 4 septembre 1631, au parlement, où on le reçut, le 5. En 1629, il servit dans

---

(1) Il avait eu part à tous les exploits du cardinal la Valette, son frère, dont la carrière militaire se trouve rapportée dans l'un des articles biographiques qui font suite à celui-ci.

l'armée qui força le Pas-de-Suze, et eut part aux expéditions de la campagne d'Italie dans la même année. Il fut fait chevalier des Ordres du roi, le 14 mai 1633. Il se démit, en 1634, du gouvernement de Metz et du pays Messin, en faveur du cardinal de la Valette, son frère, et obtint celui de Guienne, en survivance de son père, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 31 décembre : il prêta serment, le 17 mars 1635. En 1636, il servit en Picardie, sous le comte de Soissons. Il obtint le régiment d'infanterie de Guienne, par commission du 18 décembre 1636, et le garda jusqu'au 20 juillet 1660, époque à laquelle ce régiment fut licencié. Il commanda l'armée de Guienne, conjointement avec le duc d'Épernon, son frère, par pouvoir du 4 novembre 1636. Les Espagnols marchant vers la Guienne, la Valette laissa son père malade à Bayonne, et s'avança sur la frontière, pour arrêter l'ennemi, et pour inspirer quelque confiance aux milices du pays, unique ressource que l'on eût dans le danger qui menaçait la province. Ses soins furent inutiles, et il eut le chagrin de voir le découragement et la crainte passer du peuple au soldat. La Valette fit alors sa retraite avec beaucoup de péril pour sa personne, mais sans désordre. De concert avec le capitaine des gardes de son père (la Roche) et 40 mousquetaires, il soutint, sur un pont qui sépare le bourg de Siboure de celui de Saint-Jean-de-Luz, les efforts de l'armée espagnole, à laquelle il tua 200 hommes. Pendant cette attaque, son infanterie échappait aux ennemis; et, dès qu'elle fut en lieu de sûreté, la Roche leva le pont et vint rejoindre la Valette : celui-ci rassura la ville de Bayonne, et donna des ordres pour sa conservation. Réuni à son père, dont la santé était rétablie, ils parcoururent les villes frontières, et les mirent en état de se défendre. En 1637, la cour avait promis au duc de la Valette de lui envoyer une armée, qui ne parut point. Le duc entreprit néanmoins de s'opposer aux progrès des Espagnols, avec le peu de troupes que son père avait levées à ses dépens. Il força les ennemis dans quelques postes avantageux qu'ils avaient fortifiés, arrêta leurs courses, et les resserra dans

leurs retranchements. Sur ces entrefaites, il se fit un soulèvement dans la Guienne, et un corps de révoltés s'empara de la Sauvetat. La Valette n'avait, pour reprendre cette ville, qu'environ 2500 hommes, tandis que les factieux étaient en plus grand nombre et bien retranchés par des barricades. Le combat fut meurtrier, et les rebelles abandonnèrent la Sauvetat. La prise de cette place fut suivie de celle de Bergerac. La soumission de ces deux villes fit rentrer dans l'obéissance le reste de la province, et le bruit de la défaite des insurgés rendit le calme à la Saintonge, à l'Angoumois et au Poitou. La Valette se rapprocha ensuite du camp des Espagnols, et, sans tirer l'épée, il les enferma dans leurs retranchements, leur enleva les vivres, ruina leur armée, et les obligea de décamper. Il commanda la même armée, sous M. le prince de Condé, par pouvoir du 6 mars 1638. Au siége de Fontarabie, passant le premier à la tête de toutes les troupes à pied, et dans l'eau jusqu'à la ceinture, il ouvrit le pays ennemi à notre armée, et chassa les Espagnols des retranchements qu'ils avaient formés sur le bord de la rivière, pour en empêcher le passage. Le prince de Condé, ayant été obligé de lever le siége, prétendit avoir été mal secondé par la Valette, et le cardinal de Richelieu, qui haïssait ce dernier, profita de la circonstance pour s'en venger. On persuada à Louis XIII que la Valette était coupable, et le souverain composa lui-même un tribunal, qu'il présida, et qui, malgré l'avis de presque tous les membres, finit par condamner la Valette à avoir la tête tranchée. La Valette étant contumax, le jugement fut exécuté en effigie. Par prudence, il s'était retiré en Angleterre, où il fut fait chevalier de la Jarretière. On le destitua de ses charges, et on supprima celle de colonel-général de l'infanterie, par déclaration du roi, donnée à Saint-Germain-en-Laye, au mois d'avril 1643, registrés au parlement, le 23 du même mois. Il rentra en France après la mort du roi et du cardinal de Richelieu, et le parlement le justifia, par arrêt du 16 juillet de la même année. Le comte de Harcourt, qui avait été revêtu du gouvernement de Guienne, après la mort du

duc d'Épernon, en donna sa démission, et le duc de la Valette, alors duc d'Épernon, fut rétabli dans ce gouvernement, par provisions du 13 août. On rétablit aussi en sa faveur la charge de colonel-général de l'infanterie française, par édit du roi, donné à Paris, au mois d'août de la même année, registré au parlement de Paris, le 26. Il commanda l'armée de Guienne, conjointement avec le maréchal de la Meilleraye, par pouvoir du 15 février 1649. Il la commanda seul, par pouvoir du 22 novembre suivant, et défendit la province contre l'invasion des ennemis. Il leva une compagnie de 100 chevau-légers, par commission du 24 mars 1650. En 1654, il se démit du gouvernement de Guienne, en faveur de M. le prince de Condé, et obtint celui de Bourgogne, sur la démission de ce prince, par provisions du 16 mars; il prêta serment le même jour, et les provisions furent enregistrées au parlement de Dijon, le 13 juin. Il leva, par commission du 3 novembre, un régiment d'infanterie, qui porta son nom, et qui fut licencié, après la campagne de 1652. Il commanda en Bourgogne, en 1652, par pouvoir du 4 novembre 1651, et contint cette province dans l'obéissance due au roi. Il leva un régiment de cavalerie, par commission du 24 avril 1652, et le garda jusqu'au 20 juillet 1660, époque à laquelle ce régiment fut licencié. Au mois de février 1660, il se démit du gouvernement de Bourgogne, et on le pourvut de nouveau de celui de Guienne, sur la démission du prince de Conty, par provisions données à Aix, le 1er février, registrées au parlement de Bordeaux, le 22 mars. Il garda ce gouvernement jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 25 juillet 1661. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 471; *Levassor, Histoire du duc d'Epermon, le continuateur du Père Daniel, Histoire de France, par Anquetil, tom. VII.*)

DE NOGARET d'ÉPERNON (Louis), *cardinal de la Valette, commandant d'armée*, et frère puîné du précédent, naquit le 8 février 1593. Destiné par ses parents à l'état ecclésiastique, il fut pourvu fort jeune des abbayes de Saint-Mesmin, du Gard, et de Bardouë, en 1611; de Gimont,

de Saint-Victor de Marseille, de Sainte-Mélaine, de Grand-Selve, de Saint-Vincent de Metz, et de la Grasse en 1621. Nommé archevêque de Toulouse, en 1614, il assista en cette qualité aux états-généraux, tenus à Paris la même année. Élevé à la dignité de cardinal, le 11 janvier 1621, il assista à l'assemblée du clergé à Bordeaux, la même année, et à celle tenue à Paris en 1625. Il se démit de l'archevêché de Toulouse, vers 1628, et embrassa la profession militaire. Il accompagna le cardinal de Richelieu, et servit sous lui comme volontaire, en 1629 et 1630, en Italie. Il fut fait gouverneur d'Anjou, sur la démission du maréchal d'Effiat, par provisions données à Fontainebleau, le 12 octobre 1631, registrées au parlement de Paris, le 18 novembre suivant. Devenu prieur de Saint-Martin-des-Champs, sur la démission du cardinal de Richelieu, le 28 février 1633, il s'en démit la même année. On le créa commandeur des Ordres du roi, le 14 mai. Nommé gouverneur et lieutenant-général du pays Messin et de la ville de Metz, sur la démission de son père, par provions du 31 décembre 1634, il prêta serment, le 17 mars 1635. Il commanda l'armée d'Allemagne, conjointement avec le duc de Saxe-Weimar, par pouvoir du 29 juin de la même année. Il partagea la gloire des expéditions de ce duc, à la prise de Binghen, à la levée du siége de Mayence, à la prise de Deux-Ponts, à la retraite de l'armée d'auprès de Mayence, où Galas l'avait bloquée; et enfin, à la journée de Vaudrevange, d'où il mena ses troupes en Lorraine. En vertu du même pouvoir, il commanda, avec le duc de Saxe-Weimar, l'armée d'Alsace et de Lorraine, en 1636. Les vivres, que le cardinal de La Valette avait jetés dans Haguenau, sur la fin de la campagne, se trouvant épuisés, et la plupart des passages qui conduisaient à cette place étant gardés par les Impériaux, il entreprit néanmoins de la secourir. Malgré tous les obstacles, il y conduisit un nouveau convoi. Haguenau étant ravitaillé, il vint joindre le duc de Saxe-Weimar au siége de Saverne, qui se rendit. Il se démit du gouvernement d'Anjou, au mois de septembre. Il eut le commandement de l'armée

de Picardie, par pouvoir du 6 avril 1637; ouvrit la tranchée devant Landrecies, le 11 juillet; prit toutes les précautions possibles pour assurer le succès de ce siége, et employa 20 jours à fortifier son camp par des lignes de circonvallation : le gouverneur de Landrecies sortit de la ville avec sa garnison, le 26. Le cardinal de la Valette y fit son entrée, et en repartit le 3 août, pour assiéger Maubeuge, qui se rendit le 5. Dans la nuit du 8 au 9 septembre, il assiégea la Capelle, qui capitula le 21. Il commanda l'armée d'Italie, en 1638 et 1639, par pouvoir du 7 avril 1638. On joignit à son titre de général de l'armée d'Italie, la qualité de plénipotentiaire, pour conclure un traité d'alliance avec la duchesse de Savoie. Le cardinal, accompagné du duc de Candalle son frère, força 2 redoutes, et jeta un renfort de 2,000 hommes dans Verceil, le 2 juin. Il signa, le 3, à Turin, une ligue offensive et défensive, entre le roi et la duchesse. En 1639, le marquis de Leganez assiégeait Cencio; le cardinal attaqua ses retranchements au mois de janvier. Après 8 heures de combat, la Valette se retira sur une hauteur; et il se disposait le lendemain à une seconde attaque, lorsqu'il reçut ordre de la duchesse de Savoie de revenir à Turin. Les ennemis parurent, le 13, à la vue de cette capitale ; mais le cardinal les avait prévenus, et sa présence suffisait pour les éloigner. Casal étant menacé d'un second siége, la Valette y jeta des troupes, des vivres, des munitions. Il investit, le 17 juin, la ville de Chivas, qui capitula le 28. Le 26, 2 régiments français avaient soutenu depuis 8 heures du matin jusqu'à 3 heures après-midi, les efforts du prince Thomas; mais le duc de Longueville étant arrivé pendant l'action, le nonce du pape ménagea une suspension d'armes, dont la durée fut fixée du 14 août au 24 octobre. Pendant cette trêve, le cardinal fut attaqué d'une fièvre, dont il mourut, le 28 septembre 1639. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 450*; Histoire d'Alsace, Mémoires pour l'histoire depuis* 1600 *jusqu'à* 1616*; Histoire de Louis XIII, par le Père Griffet, Mercure français.*)

DE NOGARET DE FOIX (Louis-Charles-Gaston), *duc de Candalle, commandant d'armée*, et fils de Bernard, II[e] du nom, qui précède, naquit à Metz, le 14 avril 1627. Il fut connu sous le nom de marquis de la Valette jusqu'en 1639, époque à laquelle mourut son oncle, Henri, duc de Candalle : il prit alors le titre de duc de Candalle. On leva, sous le nom de la Valette, un régiment d'infanterie, dont il fait fut mestre-de-camp, par commission du 11 août 1627 : ce régiment fut licencié, le 7 février 1628. Il leva, par commission du 10 février 1649, un régiment d'infanterie de son nom, qui fut incorporé, en 1652, dans un autre régiment qu'il eut depuis. Commandant des troupes en Guienne, sous le duc d'Épernon, son père, par commission du 15 du même mois de février; il contribua beaucoup à défendre cette province contre l'invasion des ennemis. Le duc d'Épernon, son père, ayant consenti, le 28 mai de la même année, qu'il eût les provisions de la charge de colonel-général de l'infanterie française, elles lui furent expédiées à Amiens, le 20 juin suivant. On le fit colonel du régiment des Vaisseaux-Mazarin (depuis Royal-Vaisseaux), sur la démission du cardinal Mazarin, par commission du 25 juin 1650 : il le conserva jusqu'à sa mort, sous le nom de régiment de Candalle. Il fut pourvu du gouvernement d'Auvergne, sur la démission du même cardinal, par provisions données à Paris, le 1[er] février 1651, et le posséda aussi jusqu'à sa mort. Il commanda l'armée de Guienne, par pouvoir du 16 septembre 1652, depuis la mort du comte de Harcourt, jusqu'au mois de juin 1654. Il leva un régiment de cavalerie de son nom, par commission du même jour 16 septembre, et le conserva jusqu'à sa mort. Par pouvoir du 10 juin 1654, il servit, en qualité de lieutenant-général, à l'armée de Catalogne, sous le prince de Conty et le maréchal de Hocquincourt. Il se trouva à la prise de Villefranche, au ravitaillement de Roses, et à la prise de Puicerda. Il contribua, en 1655, à la prise du cap-de-Quiers, au siége et à la reddition de Castillon et de Cadagues. Il commanda en chef la même armée, après le départ du prince de Conty, et prit le bourg de Lingoustre;

mais le peu de troupes qu'il avait et les pluies continuelles ne lui permirent pas de tenir la campagne, il reprit le chemin de France. Il tomba malade à Lyon au mois de janvier 1658, et y mourut le 28 du même mois. (*Chronologie militaire*, *tome I*, *page* 528; *le président Hénaut*, *de Larrey*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

DE NOGENT. *Voyez* DE BAUTRU.

LE NORMAND (Nicolas), *comte de Beaumont*, fut créé *maréchal-de-camp*, le 15 février 1659. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 243.)

LE NORMAND (Louis-Claude), *chevalier de Bretteville, maréchal-de-camp*, naquit à Orbec, le 11 février 1744. Il entra au service, en 1759, comme enseigne au régiment de Belsunce infanterie, et fit, avec ce régiment, qui porta depuis le nom de Rougé, les campagnes de 1759, 1760 et 1761, en Allemagne. Il se trouva à la bataille de Minden, en 1759, à la défense de Cassel pendant l'hiver de 1760 à 1761, et à la bataille de Fillingshausen, en 1761. Il servit, en 1762, à l'armée d'observation sur les côtes de Dunkerque. Toujours employé dans le même régiment, qui prit, lors du dédoublement, le nom de Flandre, il y fut fait capitaine, en 1775, et passa, en 1778, capitaine à la suite de l'infanterie. Il fut fait capitaine de remplacement au régiment de Beaujolais jusqu'à l'époque de la révolution. Il avait été créé, en 1786, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. En 1791, il émigra et se rendit auprès des princes, frères du roi Louis XVI, qui se trouvaient alors à Coblentz. Il fut chargé par eux de différentes commissions, et fit sous leurs ordres la campagne de 1792, en qualité de lieutenant-colonel du régiment de Wittgenstein. Après la réforme de ce corps, LL. AA. RR. l'envoyèrent avec M. de Lowendahl et M. le duc de Broglie, dans la Vendée. Il passa en Angleterre, et fut embarqué sur la flotte commandée par le lord Moira, sous les ordres duquel il servit jusqu'en 1795. A cette dernière époque, le chevalier de Bretteville passa en Danemark,

entra au service de cette puissance, et y fut fait colonel. Il obtint la même année du roi Christiern VII, un diplôme de noblesse héréditaire pour lui et ses enfants, et fut nommé général-major, en 1714. Rentré en France, en 1816, S. M. Louis XVIII le créa maréchal-de-camp de ses armées. (*Etats militaires.*)

DE NOYERS (Miles), *maréchal de France*, fut pourvu de cette charge en juillet 1302, et assista, en cette qualité, à la première séance du parlement de Toulouse. Philippe-le-Bel le chargea, en 1305, de faire cesser les divisions qui existaient entre l'évêque et les habitants de Beauvais, et de terminer le différend survenu entre la France et l'Angleterre, au sujet du château de Mauléon. En 1315, il négocia, au nom du roi, la paix avec le fils aîné du comte de Flandre. Il se démit, cette même année, de l'état de maréchal de France. Le roi le nomma porte-oriflamme, en 1325. Il se trouva à la bataille de Cassel, en 1328; et, lors de l'attaque inopinée que les Flamands y firent du camp français, il courut à la tente de Philippe de Valois, et l'avertit que les ennemis s'avançaient pour l'enlever. L'avis fut donné tellement à propos, qu'à peine le prince eut-il le temps de s'armer et de monter à cheval. Le roi, ayant rassemblé quelques troupes auprès de sa personne, se disposait à enfoncer les Flamands, mais de Noyers lui conseilla d'attendre que sa troupe fût grossie, pour les prendre en flanc. L'action devint générale, et les Flamands furent battus. De Noyers eut, en 1336, la charge de bouteiller de France. Avant la bataille de Crécy, en 1346, le roi le détacha, pour aller reconnaître le camp des Anglais. Il en rendit compte à son retour, et conseilla à ce prince de remettre le combat au lendemain. Son avis fut goûté, mais il ne fut pas suivi : les troupes, qui déjà marchaient en désordre, refusèrent de revenir sur leurs pas, et furent défaites par les Anglais. De Noyers mourut en septembre 1350. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 116; *Histoire du Père Daniel, Belleforest, pag.* 156.)

O

O-BRIEN DE CLARE (Charles), *comte de Thomond*, *maréchal de France*, naquit le 37 mars 1699, et fut connu d'abord sous le nom de mylord-comte de Clare. Il fut fait capitaine réformé au régiment d'infanterie de Clare, le 1er juillet 1703, capitaine en second, le 24 octobre 1704, et colonel réformé à la suite du même régiment, par commission du 14 octobre 1718. Il servit en 1719, sur la frontière d'Espagne, aux siéges de Fontarabie, de Saint-Sébastien et de son château, d'Urgel, de Roses. On le pourvut du régiment d'infanterie irlandaise de Clare, par commission du 3 août 1720. Il servit, en 1733, au siége de Kehl, qui capitula le 28 octobre. Créé brigadier d'infanterie, par brevet du 20 février 1734, il fut employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril. Au siége de Philisbourg, pris le 18 juillet, il reçut une contusion à l'épaule, du même coup qui tua le maréchal de Berwick, son oncle. On l'employa, par lettres du 1er mai 1735, à la même armée, qui ne fit aucune expédition. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mars 1738; devint inspecteur-général d'infanterie, par ordre du 22 mai 1741, et fut employé à l'armée de Bohême, par lettres du 20 juillet. On le chargea, en 1742, de la défense de la ville de Lintz, dans la Haute-Autriche, sous le comte de Ségur. Il y soutint les efforts des ennemis, les attaqua plus d'une fois, avec succès, au-delà de la rivière qui le séparait d'eux; força une redoute dont ils s'etaient emparés, et leur prit 4 pièces de canon. Il fut compris dans la capitulation de cette place, signée le 23 février, et par laquelle les troupes et les officiers-généraux qui y étaient enfermés, ne devaient point servir d'un an. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Noailles, par lettres du 1er mai 1743, il combattit à Ettingen, le 27 juin. Employé à l'armée de Flandre, sous le roi et le maréchal de Noailles, par lettres du 1er avril 1744; et créé lieutenant-général, par pouvoir du 22

mai suivant, il marcha au siége de Menin, qui capitula le 4 juin. Il fut employé en qualité de lieutenant-général, par lettres du 7, et servit au siége d'Ypres, dont il emporta le chemin couvert; ce qui obligea les assiégés d'abandonner la ville basse et de capituler le 26. Il était au siége de Furnes, rendu le 10 juillet. Il fut employé à la même armée, sous le maréchal de Saxe, par lettres du 19, lorsque le roi passa de Flandre en Alsace. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1745, il se trouva à la bataille de Fontenoy, le 11 mai. A la tête des brigades irlandaises, il tomba sur le flanc de la colonne anglaise et hanovrienne, qui s'était fait jour au milieu de l'armée française. Cette attaque ayant lieu en même temps que la maison du roi chargeait en front, la colonne ennemie fut culbutée, enfoncée et mise en fuite. Le comte de Thomond prit 2 drapeaux et 4 pièces de canon. Il reçut, à cette action, 2 coups de fusil dans sa cuirasse. Peu de jours après, il fut frappé d'un éclat de bombe au siége de Tournay. Employé en Flandre, sous le duc de Richelieu, par lettres du 18 décembre, on le destina à un embarquement qui ne se fit point. Nommé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1746, il eut, le 2 février, la permission d'en porter les marques. Il fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril. A la bataille de Raucoux, le 11 octobre, il attaqua et força le village, Il fut reçu chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1747. Au commencement de la même année, il défendit Malines et le pont de Valhein, avec un corps de 18 bataillons et de 16 escadrons. Harcelé, pendant 6 semaines, par les ennemis qui s'assemblaient entre Anvers et Malines, il réussit à rendre leurs efforts inutiles; et, lorsqu'ils marchèrent ensuite sur leur gauche, il les observa de si près, qu'ils fut en état d'informer le roi de tous leurs mouvements. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai, il combattit à Lawfeldt, le 2 juillet; attaqua ce village avec les brigades irlandaises, et s'en rendit maître : un de ses aides-de-camp fut tué à ses côtés d'un coup de canon. Employé à la même armée, par lettres du 15 avril 1748, il commanda à Bilsen un corps de troupes qui cou-

vrit la droite de l'armée occupée au siége de Maestricht. Pendant l'armistice, il commanda les troupes qu'on cantonna dans le territoire de Malines. Il fut employé, comme lieutenant-général en Normandie, sous le maréchal de Belle-Isle, par lettres du 1er novembre 1756, à la place du comte d'Estrées, qui partait pour l'ambassade de Vienne. Il obtint le gouvernement de Neuf-Brisak, par provisions du 5. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 24 février 1757, il fut nommé pour commander en Guienne, par ordre du 1er mars. Il prêta serment comme maréchal de France, le 13. Il fut nommé pour commander les troupes sur les côtes de la Méditerranée, par pouvoir du 1er novembre 1757; et commanda en chef dans la province du Languedoc, par ordre du même jour. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tome III, pag.* 424.)

D'OFFEMONT, *voyez* DE NESLE.

OGILVY (David), *comte d'Airly*, fut créé brigadier des armées du roi, par brevet du 10 février 1759, et obtint le grade de *maréchal-de-camp*, le 25 juillet 1762. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 537.)

D'ORANGE, *voyez* DE NASSAU.

D'ORDONNEAU (Louis, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Saint-Martin, en Saintonge, le 23 juillet 1770. Il entra au service, le 29 septembre 1791, comme soldat dans les chasseurs à pied de Mormal, et fut fait sergent-major au même régiment, devenu 4e bataillon de chasseurs francs, le 7 novembre suivant. Il passa sous-lieutenant, au choix des officiers, le 7 février 1793, et fut nommé lieutenant, aussi au même régiment (devenu 17e demi-brigade d'infanterie légère), le 17 janvier 1794. Il devint aide-de-camp du général de brigade Duhesme, le 1er avril suivant, et fut nommé capitaine (toujours aide-de-camp du même général), le 5 octobre 1796. Fait chef d'escadron sur le champ de bataille, à Naples, le 21 janvier 1799, par le général en chef

Championet, il fut confirmé dans ce grade par arrêté du directoire-exécutif, en date du 15 février suivant. Il fit en ces diverses qualités les campagnes de 1791 à 1801 inclusivement, aux armées de la Champagne, du Nord, de Sambre-et-Meuse, de l'Ouest, du Rhin, de Naples, des Alpes, à l'armée de réserve et à celle gallo-batave. Il fut blessé à la jambe droite, par un biscaïen, devant Landrecies, le 31 mai 1794; reçut une balle à la jambe gauche, à l'affaire de Braine-le-Comte, le 28 juin 1795; et un coup de pistolet à la tête, au combat de Maestricht, le 17 septembre suivant. Il fut atteint par un boulet à la fesse droite à la prise de Naples, le 21 janvier 1799, et reçut un coup de sabre au sourcil gauche, à l'affaire de Crémone, le 13 juin 1801. On l'employa dans la 19e division militaire, à Lyon, pendant les années 1802, 1803, 1804 et 1805. Il servit aux armées d'Italie, de Naples et de Rome, en 1806 et 1807; s'y fit remarquer en plusieurs occasions, et y mérita le grade d'adjudant-commandant, qui lui fut conféré par décret du 20 août 1808. Employé à l'armée d'Espagne, en 1811, il s'y distingua dans différents combats, notamment à la levée du siége de Tarragone, et aux affaires du col d'Ordat et de Villafranca. En 1813, il attaqua le corps de Manso et celui de Calatrava, près de San-Estevan, en Catalogne, et les dispersa. Nommé général de brigade, par décret du 28 juin 1813, il fut rappelé en France, avec les troupes sous ses ordres, lors de l'invasion des puissances alliées, en 1814. Il commanda alors une des brigades de la division Meunier, faisant partie du corps d'armée du maréchal Augereau. Le 27 février, il chassa les Autrichiens de Lons-le-Saulnier, les poursuivit jusqu'à Poligny, leur fit 150 prisonniers, et prit position, le 2 mars, à Morey. Dans la retraite du maréchal Augereau sur Lyon, le général Ordonneau tint en échec, avec sa seule brigade, trois divisions de l'armée autrichienne, qui suivaient la route de Beaujeu. Il continua de prendre part aux opérations de cette campagne, et occupa Romans sur l'Isère; mais, des forces supérieures s'étant portées sur lui, il fut attaqué à l'improviste; et, se trouvant forcé de repasser l'Isère, il coupa le pont de Ro-

mans, afin d'assurer sa retraite. Pendant cette même campagne, le général d'Ordonneau fut blessé d'une balle à la jambe droite, à la prise de Bourg, le 19 février, et reçut une contusion causée par une balle qui le frappa à l'épaule droite, à l'affaire de Mâcon, le 11 mars suivant. Après la restauration du trône des Bourbons, il fut employé, comme général de brigade, au commandement supérieur de l'île de Ré, par lettres ministérielles du 31 août 1814. Il exerçait encore ce commandement au mois de juin 1815: depuis cette dernière époque, il a cessé d'être employé. Il avait reçu, le 18 juin 1802, un sabre d'honneur, pour récompense de sa conduite distinguée aux armées du Nord, de Sambre-et-Meuse, d'Italie, des Alpes et gallo-batave, et il avait été nommé officier de la Légion-d'Honneur, lors de la création de cet ordre, le 15 juin 1804. Sa Majesté Louis XVIII lui a accordé la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 29 juillet 1814, et celui de commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 14 février 1815. Le général Ordonneau a été anobli, et a reçu le titre de baron, par lettres-patentes du mois de janvier 1815. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, et annales du temps.*)

D'ORIGNY, *voyez* BOURGEOIS.

D'ORIVAL, *voyez* DE BERNES.

D'ORLÉANS (1) (Charles DE FRANCE, *duc*), *commandant d'armée*, 3e fils de François Ier, naquit le 22 janvier 1523. Il fut nommé, par pouvoir du 8 octobre 1537, pour commander dans les provinces de Picardie, Normandie, Isle-de-France et à Paris. Il eut le commandement de l'armée envoyée au duché de Luxembourg, et le commandement dans toutes les provinces en-deçà de la Loire, par pouvoir

(1) Cet article aurait dû être placé dans le VIe volume du présent ouvrage, page 158, au mot FRANCE, après celui de Henri de France, second fils de François Ier.

donné à Linville, le 22 juin 1542. Il s'empara de Damvilliers, d'Yvoy, de Luxembourg, d'Arlon, et de presque tout le duché de Luxembourg, qui fut repris aussitôt. Il commanda encore, en 1543, la même armée en vertu de son ancien pouvoir, et reprit le duché de Luxembourg avec la même facilité qu'en 1542. Il fut fait gouverneur de Champagne et de Brie, à la promotion du duc de Guise au gouvernement de Bourgogne, par provisions du 3 juin 1543. En 1544, il commanda l'armée de Champagne, sous son frère le dauphin; y fit toute la campagne, et mourut le 9 septembre 1545. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 192; *Histoire de France, du Père Daniel; le président Hénaut, Mémoires du Bellay.*)

D'ORLÉANS (Gaston-Jean-Baptiste DE FRANCE (1) *duc*), *commandant d'armée*; naquit le 25 avril 1608. Il était 3e fils de Henri IV et de Marie de Médicis, et frère de Louis XIII. Il porta d'abord le nom de duc d'Anjou, et prit celui de duc d'Orléans au mois de juillet 1626, époque à laquelle le roi lui donna le duché d'Orléans (2). Nommé commandant des armées de Poitou, de Saintonge, d'Angoumois et d'Aunis, par pouvoir du 29 octobre 1627, il commanda l'armée devant la Rochelle. Il fut fait gouverneur de l'Orléanais, sur la démission du comte de Saint-Paul, par provisions données à Paris, le 4 mai suivant. On lui confia le commandement à Paris et dans les provinces voisines, en l'absence du roi, par pouvoir donné à Lyon, le 8 mai, registré en parlement le 16. Il fut nommé commandant en Champagne, par pouvoir du même jour. Mécontent de la

---

(1) Cet article aurait dû être placé dans le VIe volume du présent ouvrage, au mot FRANCE, après l'article du duc d'Anjou, fils de Henri II.

(2) Il présida, à l'âge de 9 ans, l'assemblée des notables de Rouen, en 1617. On lui fit épouser, le 5 août 1626, mademoiselle de Montpensier. Il présida aussi l'assemblée des notables du royaume réunis au château des Tuileries, dans la même année 1626.

cour, il sortit du royaume, en 1631; se rendit à Bruxelles, et ne rentra en France que par suite du traité signé à Ecouen, le 1[er] octobre 1634. Il fut stipulé dans ce traité, et par la déclaration sur son retour, donnée à Versailles au mois d'octobre de la même année, registrée au parlement, le 27 novembre, qu'il se démettrait du gouvernement de l'Orléanais, et qu'il serait pourvu de celui d'Auvergne, qui lui fut effectivement donné le 1[er] octobre. Général de toutes les armées de Picardie et de Flandre, par pouvoir du 31 août 1536, il fit sous le roi la campagne de Picardie. Ayant quitté une seconde fois la cour et le royaume, on le destitua de son gouvernement d'Auvergne, par déclaration, donnée à Saint-Germain-en-Laye, le 1[er] décembre 1642, registrée au parlement de Paris, le 5. Cette déclaration fut annulée par une nouvelle déclaration donnée à Saint-Germain-en-Laye, le 22 avril 1643, registrée au même parlement le 23. On le fit lieutenant-général du royaume, et chef des conseils sous la reine, le 18 du mois de mai. Il fut rétabli dans le gouvernement d'Auvergne, par déclaration donnée à Paris, le 21 du même mois, registrée au parlement le 3 juin. Il leva, le 31 décembre de la même année, un régiment de cavalerie qui porta le nom d'Orléans jusqu'au 13 février 1660, époque à laquelle il fut licencié. Le duc d'Orléans fut nommé gouverneur du Languedoc, et gouverneur particulier des ville et citadelle de Montpellier, sur la démission du maréchal de Schomberg, par provisions du 25 avril 1644. En vertu de son pouvoir de lieutenant-général de l'état, il commanda, la même année, l'armée de Flandre, et prit Gravelines, le 29 juillet, après 48 jours de tranchée ouverte. Le 20 décembre, il leva un régiment d'infanterie, qui porta le nom d'Altesse-Royale jusqu'au 13 février 1660 : à cette dernière époque, ce régiment fut incorporé dans le régiment Royal infanterie. En vertu du même pouvoir, il commanda l'armée de Flandre, en 1645 et 1646. En 1645, il assiégea et prit, le 9 août, la ville de Bourbourg, après neuf jours d'attaque : la garnison fut prisonnière de guerre. Le 4 septembre, il prit Menin. En 1646, il se rendit maître de

Courtray, de Bergues-Saint-Vinox et de Mardick. Il fut fait gouverneur des ville et château du Saint-Esprit, sur la démission du maréchal de Schomberg, et devint gouverneur du fort de Brescou et des ville et citadelle d'Agde, sur la démission du sieur d'Andouville, par provisions du 10 octobre 1647. Le régiment de Languedoc fut mis sous son commandement et sous le titre de Languedoc-Orléans, par brevet du 14 juin 1648. Ce régiment fut licencié, le 13 février 1660. Le duc d'Orléans commanda de nouveau dans tout le royaume, pendant le voyage du roi en Guienne, par pouvoir donné à Fontainebleau, le 7 juillet 1650. Après les troubles, il se retira à Blois, où il mourut le 2 février 1660. (*Chronologie militaire, tome I, page* 416; *Mercure français, Journal historique de Louis XIV, à la suite de l'histoire de France du Père Daniel; Levassor, Histoire de France, par Anquetil, tomes VI et VII*; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXXII, pag.* 83.)

D'ORLÉANS (1) (Philippe de FRANCE, MONSIEUR, *duc*), *commandant d'armée*, et frère unique de Louis XIV, naquit à Saint-Germain-en-Laye, le 21 septembre 1640. Il porta le nom de duc d'Anjou jusqu'au mois de février 1660, époque à laquelle il prit celui de duc d'Orléans. Il eut un régiment de cavalerie française (depuis Orléans), par brevet du 20 mars 1647. Il en leva un d'infanterie française, par commission donnée à Amiens, le 9 juillet de la même année: ce dernier fut incorporé, le 12 avril 1661, dans le régiment d'Anjou étranger, qui prit alors le nom d'Orléans. Il obtint un régiment de cavalerie étrangère, sur la démission du cardinal Mazarin, par brevet du 15 février 1651. Ce régiment fut incorporé, après la campagne de 1654, dans le régiment d'Anjou de cavalerie française. Il obtint encore un régiment d'infanterie étran-

---

(1) Cet article aurait dû être placé dans le VI[e] volume du présent ouvrage, pag. 149, avant l'article de FRANCE (Louis), appelé MONSEIGNEUR OU LE GRAND DAUPHIN, fils de Louis XIV.

gère (depuis Orléans), sur la démission du cardinal Mazarin, par brevet du 4 mai 1651. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 8 juin 1654. Il accompagna le roi dans sa campagne de Flandre, en 1667, et investit, avec les troupes lorraines, une des avenues de Tournay, au mois de juin. Il suivit encore le roi dans sa conquête de la Franche-Comté, en 1668. Il fut nommé général de l'armée de Flandre, par pouvoir du 30 mars : la paix se fit le 2 mai. Généralissime de l'armée du roi en Hollande, par pouvoir du 18 avril 1672, il passa la Meuse à Viset, avec le roi, à la tête de 40,000 hommes. Monsieur se trouva à la prise de plusieurs places, dont la conquête se fit par le roi. Il se rendit maître de Zutphen, en quatre jours, et fit la garnison prisonnière. Commandant en chef l'armée du roi, par pouvoirs du 3 avril 1673 et du 5 avril 1674, il accompagna S. M. au siége de Maestricht, au mois de juin 1673; à la seconde conquête de la Franche-Comté, en 1674, et se trouva aux siéges de Besançon et de Dôle. Il suivit le roi en Flandre en 1675. Il commanda l'armée de Flandre, par pouvoirs des 10 mars 1676, 25 avril 1677, 28 avril 1678, et 5 avril 1684. Il se trouva à la prise de Condé, dont le roi s'empara au mois d'avril 1676. Il prit Bouchain, le 11 mai, ayant alors sous lui le maréchal de Créquy. Au mois d'avril 1677, Monsieur entreprit le siége de Saint-Omer. Le prince d'Orange, à la tête de l'armée des alliés, ayant marché au secours de la place, parut, le 10 avril, à une demi-lieue de Cassel, près de la ville assiégée. Le duc d'Orléans, laissant alors dans les lignes une partie de son armée, sortit avec l'autre, et rangea ses troupes sur le bord d'un ruisseau qu'il fallait passer pour l'attaquer. Le 11, on en vint aux mains, et Monsieur commença lui-même le combat, à la tête des gendarmes écossais. La victoire fut disputée pendant 2 heures; mais elle resta au duc d'Orléans, qui se couvrit de gloire dans cette occasion. Le prince d'Orange laissa sur la place 3000 morts, 13 pièces de canon, et 2 mortiers. On lui prit en outre 60 drapeaux ou étendards, ses bagages, ses chariots, et on fit 2500 prisonniers. On poursuivit ensuite les fuyards,

une lieue au-dessus de Cassel. Pendant l'action, le duc d'Orléans fut toujours au milieu du feu. Deux bataillons du centre ayant été mis en désordre par la cavalerie ennemie au passage du ruisseau, le prince fit aussitôt avancer quelques bataillons de la seconde ligne, et les mena lui-même à la charge. Il reçut deux coups de mousquet dans ses armes, et eut un cheval tué sous lui. Un seigneur qui lui parlait, fut blessé, et son chambellan fut tué à ses côtés; plusieurs de ses domestiques furent également tués derrière lui. Les maréchaux d'Humières et de Luxembourg commandaient sous M. le duc d'Orléans, à cette bataille. Le prince, étant resté maître du champ de bataille, fit enlever les morts et les blessés, et reparut aussitôt devant Saint-Omer. Il attaqua le chemin couvert et s'en empara: Saint Omer capitula le 20, et le duc d'Orléans revint à Paris avec le roi. Il accompagna le roi pendant la campagne de Flandre, en 1678 : la paix se fit à Nimègue. En 1684, le duc d'Orléans commanda la partie de l'armée française, qui observa les ennemis pendant le siége de Luxembourg. Il fut employé comme lieutenant-général à l'armée de Flandre, sous M. le dauphin, par lettres des 14 mars 1691, et 30 avril 1692. Il servit au siége de Mons, qui se rendit au roi, le 9 avril 1691, et au siége de Namur, que le roi prit le 5 juin 1692. Il fut nommé commandant sur toutes les côtes de Normandie, en Bretagne, Poitou, Aunis, Saintonge, Touraine, au Maine et en Anjou, par pouvoir du 13 mai 1693. Il n'a point servi depuis. Il mourut le 9 juin 1701 (1). (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 547; *Mémoires du Père d'Avrigny, le Continuateur du Père Daniel, le président Hénaut, Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy*; *de Larrey, Histoire des grands-officiers de la Couronne, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXXII, pag.* 102.)

(1) Il avait épousé, en premières noces, le 31 mars 1661, Henriette-Anne, sœur de Charles II, roi d'Angleterre. Cette princesse mourut subitement à Saint-Cloud, le 30 juin 1670.

D'ORLÉANS (Philippe, II° du nom, *duc*), *commandant d'armée, et régent de France*, était fils de Philippe de France, duc d'Orléans, qui précède, et petit-fils du roi Louis XIII. Il naquit à Saint-Cloud, le 2 août 1674, et porta d'abord le nom de duc de Chartres. Il prit celui de duc d'Orléans à la mort de son père, le 9 juin 1701. Il fut fait mestre-de-camp du régiment de cavalerie de Chartres, par brevet du 18 février 1684, et chevalier des Ordres du roi, le 2 juin 1686. Il fit sa première campagne, à l'âge de 17 ans, sous le roi et le maréchal de Luxembourg, en 1691, et se trouva au siége de Mons, qui se rendit au mois d'avril. Au combat de Leuze, en septembre suivant, le duc de Chartres marcha à la tête des gardes-du-corps, et chargea les ennemis. Le maréchal de Luxembourg fut forcé de se servir de toute son autorité pour le retirer du péril où il s'était engagé; mais rien ne put arrêter le jeune prince, surtout vers la fin de l'action. Il échappa alors au maréchal; et, se mêlant avec les escadrons qui se ralliaient, il enfonça la dernière ligne des alliés. Il fut fait colonel du régiment d'infanterie de Chartres, qu'il leva par ordre du 14 novembre. Au siége de Namur, que l'on prit au mois de juin 1692, le duc de Chartres commanda le corps de réserve de l'armée du maréchal de Luxembourg. A la journée de Steinkerke, au mois d'août, il fut blessé d'un coup de mousquet à l'épaule; mais à peine eut-il fait mettre un très-léger appareil sur sa blessure, qu'il revint au champ de bataille. Les ennemis avaient surpris le maréchal de Luxembourg, dont les deux premières attaques avaient été sans succès; mais ce maréchal, soutenu par le duc de Chartres, et par la brigade des gardes, fit une troisième attaque et contraignit le prince d'Orange de repasser les défilés. Le duc de Chartres commanda la cavalerie de l'armée de Flandre, par commission du 21 mai 1693. A la bataille de Neerwinde, au mois de juillet suivant, il combattit avec la maison du roi, qu'il conduisit deux fois à la charge. Engagé au milieu des ennemis, il parvint cependant à s'en retirer, et tua de sa main un des soldats qui cherchaient à l'envelopper. La vivacité avec la-

quelle il s'exposait, lui fit refuser la permission de servir pendant les campagnes suivantes. Il eut, à la mort de M. le duc d'Orléans, son père, le 9 juin 1701, les régiments d'Orléans infanterie et cavalerie, et fut fait chevalier de la Toison-d'Or, le 7 août suivant. Nommé général de l'armée d'Italie, après le duc de Vendôme, par pouvoir du 6 juin 1706, il arriva à Milan le 7 juillet; prit le commandement de l'armée d'observation, et joignit le maréchal de la Feuillade au siége de Turin, le 28 août. Le duc de Savoie et le prince Eugène, s'étant approchés de Turin, le duc d'Orléans fut d'avis qu'on allât au-devant des ennemis pour les combattre, parce qu'on ne pouvait mettre en bataille que 8000 hommes dans les lignes; mais le maréchal de Marchin fit valoir les ordres contraires qui lui avaient été donnés par la cour. Les alliés attaquèrent les retranchements le 7 septembre et les forcèrent, pendant qu'on pansait le duc d'Orléans, qui avait été dangereusement blessé au bras dès le commencement du combat. Tout ce qui s'était approché de trop près du duc d'Orléans avait péri de sa main : l'abbé de Grancey, qui accompagnait le duc d'Orléans, tomba mort, percé des coups qu'on portait à ce prince. Le maréchal de Marchin ayant été blessé mortellement à cette affaire, le prince contribua beaucoup, par son sang froid et par son excellent coup d'œil, à soutenir la retraite et à atténuer en partie les effets de la défaite éprouvée par l'armée. Commandant de l'armée d'Espagne, par pouvoir du 1er avril 1707, le duc d'Orléans arriva à Madrid, le 18 avril, et à Almanza le 26, le lendemain de la bataille gagnée par le maréchal de Berwick. Il prit Requena le 3 mai, et Valence le 8. Les autres villes de ce royaume reconnurent Philippe V. Le duc d'Orléans s'étant avancé vers l'Arragon, Sarragosse le reçut le 25 : Aleira capitula le 18 juin, et Mequinença le 7 juillet. Xativas fut emporté d'assaut, le même jour, et Monçon se rendit le 7 août. De grands capitaines avaient précédemment échoué devant Lérida; mais le duc enleva cette place d'assaut, le 13 octobre, après un siége de onze jours, dont il avait conduit tous les

travaux : le château fut pris le 12 novembre. L'assaut de Lérida s'était donné pendant la nuit, et les grenadiers, maîtres du chemin couvert et de la brèche, étaient entrés dans la ville l'épée à la main. Le duc d'Orléans, voulant éviter le désordre, ne permit le pillage que le lendemain, et prescrivit qu'il ne se fît que par 2 soldats de chaque chambrée, et pendant huit heures seulement. Toute l'armée s'y enrichit. Le duc d'Orléans revint à Madrid, le 11 mars 1708. Il investit, le 12 juin, la ville de Tortose, qui se rendit le 11 juillet : les forts d'Arnès et de Saint-Jean se rendirent, le même jour. 1500 hommes de la garnison, tous Bavarois, Allemands ou Français, prirent parti dans l'armée du duc d'Orléans, qui en forma 2 bataillons. Le 13 août, il força la ville de Pons : elle fut pillée par les dragons, qui enlevèrent la vaisselle du commandant. Le 6, il s'empara d'Alos, où l'on trouva une abondante provisions de grains. Il prit Ager, le 17. Le pont de Montagnana ayant été forcé, le 19, les habitants abandonnèrent la ville. Il fit attaquer Venasque, qui se rendit sur la fin d'août. Il envoya un renfort considérable au chevalier d'Asfeld, qu'il avait chargé d'achever la conquête du royaume de Valence, par la prise de Denia et d'Alicante. Denia capitula, le 12 novembre. Il ne servit pas depuis. A la mort de Louis XIV, arrivée le 1er septembre 1715, le duc d'Orléans fut reconnu régent du royaume, pendant la minorité du roi. On composa le régiment d'Orléans dragons en sa faveur, par ordonnance du 1er avril 1718. Il fut fait principal ministre, par lettres-patentes du 11 août 1723. Il devint grand-maître et surintendant-général des postes, à la mort du cardinal Dubois, par provisions du 22 octobre suivant. Il a tenu les rênes de l'état, soit comme régent, soit comme premier ministre, jusqu'au moment de sa mort, qui eut lieu le 2 décembre 1723. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 589 ; *Histoire militaire de Louis le Grand, par M. de Quincy, la Vie de M. le régent, en 2 volumes, Londres*, 1736 ; *Larrey, Mémoires du Père d'Avrigny, le président Hénaut, Biogra-*

phie universelle, ancienne et moderne, tom. XXXII, pag. 106.)

D'ORLÉANS (Louis, *duc*), *colonel-général de toute l'infanterie française*, et frère de Philippe, II[e] du nom, qui précède, naquit le 4 août 1703, et fut connu en naissant sous le nom de duc de Chartres. Il eut le régiment d'infanterie de ce nom. Il prit séance au parlement, le 12 août 1717; entra au conseil de régence, le 30 janvier 1718, et au conseil de la guerre, le 31 du même mois. Le roi lui accorda voix délibérative au conseil de régence, par déclaration donnée au mois de janvier 1719, enregistrée au parlement, le 24 du même mois. Nommé gouverneur du Dauphiné, sur la démission du duc de la Feuillade, par provisions du 6 septembre 1719, il prêta serment, le 17. Il fut créé, le 12 septembre 1720, grand-maître des ordres de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare, et prêta serment en cette qualité, le 23 février 1721. Il obtint la charge de colonel-général de l'infanterie française et étrangère, qu'on rétablit en sa faveur, par provisions du 11 mai suivant. Il représenta le duc de Normandie au sacre du roi, le 27. Il devint duc d'Orléans, à la mort de M. le régent, son père, le 2 décembre 1723. On le nomma colonel du régiment d'infanterie d'Orléans, et mestre-de-camp de ceux de cavalerie et de dragons du même nom, par commission du 5 janvier 1724. Il se démit, le 5 décembre 1730, de la charge de colonel-général de l'infanterie, qui fut supprimée, par ordonnance du 8. Il se démit aussi du gouvernement du Dauphiné, en septembre 1747. Le duc d'Orléans n'a point servi à la guerre; mais il s'est rendu recommandable par sa piété et sa charité. Il mourut le 4 février 1752 (1), et fut inhumé sans cérémonie, comme il l'avait voulu, dans l'église du Val-de-Grâce, sépulture ordinaire des ducs d'Orléans. (*Chronologie*

---

(1) La reine, en apprenant la mort de ce prince, dit : « C'est un bienheureux qui laisse après lui bien des malheureux. »

militaire, *tom. III*, *pag.* 558; *Biographie universelle, ancienne et moderne*, *tom. XXXII*, *pag.* 121.)

D'ORLÉANS (Louis Philippe, Ier du nom, *duc*), *lieutenant-général*, et fils de Louis, duc d'Orléans, qui précède, naquit le 12 mai 1725, et fut d'abord connu sous le nom de duc de Chartres. On lui donna un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 28 mars 1737. Il fut reçu chevalier des Ordres du roi, le 5 juin 1740. Il fit sa première campagne en 1742, dans la Flandre, où l'on se tint sur la défensive. Il marcha sur le Rhin, sous les ordres du maréchal de Noailles, en 1743, et y commanda la cavalerie, par commission du 1er avril. Après avoir donné les plus grands exemples de courage et de valeur, à la bataille de Dettingen, le 27 juin, il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 juillet. Il finit la campagne en Basse-Alsace, sous les ordres du même général. Employé à l'armée du roi, en Flandre, par lettres du 1er avril 1744, il devint lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 2 mai; mais cette promotion ne fut déclarée que le 16 juin. Il se trouva aux siéges de Menin, d'Ypres, de Furnes et de Fribourg. Employé à la même armée, par lettres du 1er avril 1745, les siéges des ville et citadelle de Tournay, et la bataille de Fontenoy lui fournirent les occasions de donner de nouveaux exemples de valeur. Il continua d'être employé à la même armée, par lettres des 1er mai 1746, et 1er mai 1747. Il se trouva à la bataille de Raucoux, en 1746 et à celle de Lawfeld, en 1747. Il obtint le gouvernement-général du Dauphiné, en survivance du duc d'Orléans, son père, par provisions du 8 novembre de cette même année. Il prit le nom de duc d'Orléans, à la mort de son père, le 4 février 1752. On lui donna les régimens d'infanterie, de cavalerie et de dragons d'Orléans, par commission du 20 mars suivant, et il remit alors celui d'infanterie de Chartres à M. le duc de Chartres. Nommé chevalier de la Toison-d'Or, le 9 juin de la même année, il fut reçu le 9 décembre. Employé à l'armée du Bas-Rhin, par lettres du 1er mars 1757, il par-

tit, le 17 mai, pour la joindre. Il marcha, le 4 juillet, à la tête de 23 bataillons et de 22 escadrons pour s'emparer de Cassel; mais ayant appris en chemin que les ennemis avaient abandonné cette place, il y envoya le marquis de Contades, avec 4 brigades d'infanterie et 20 escadrons, pour s'en mettre en possession, et rejoignit l'armée. Commandant 100 compagnies de grenadiers et tous les dragons, il s'empara, le 20 juillet, de Winskelsen, et combattit, le 26, à Hastembeck : ce fut sa dernière campagne. Il mourut, généralement regretté, le 18 octobre 1785 (1). (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 315 ; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXXII, pag.* 122.)

D'ORLÉANS (Louis-Philippe, II[e] du nom, *duc*), *colonel-général des hussards*, petit-fils du précédent, naquit le 6 octobre 1773, et reçut d'abord le nom de *duc de Valois*, puis celui de *duc de Chartres*. Dès ses premières années, ce prince montra un caractère prudent et réservé, et ne se conduisit pas avec moins de sagesse, lorsque le temps eut amené pour lui l'âge des passions. A l'époque de la révolution, un décret de l'assemblée constituante ayant donné aux colonels-propriétaires la liberté de quit-

---

(1) Le duc d'Orléans aimait beaucoup les gens de lettres et les protégeait. Avec un goût très-décidé pour le plaisir, il portait au plus haut degré la bienfaisance et la charité, vertus dont il avait hérité de son père. Il s'enveloppait toujours du plus grand mystère pour faire le bien, et ce ne fut qu'après sa mort que l'on connut tous les droits qu'il avait acquis à la reconnaissance des malheureux. Chaque année, il leur faisait distribuer au moins 240,000 liv., sans compter les pensions et les gratifications qu'il payait, soit en son nom, soit au nom de ses ancêtres. L'anecdote suivante suffirait pour caractériser sa bonté. Un de ses valets-de-chambre étant mort, le duc demanda avec empressement s'il laissait une femme et des enfants; puis il ajouta, en soupirant : « Il y a » vingt ans que cet homme m'est attaché, et il y a vingt ans que cet » homme me déplaisait. » Une des personnes présentes ayant dit : « Com» ment monseigneur a-t-il pu le garder si long-temps ? » Le prince repartit : « Chez qui aurait-il pu se placer, en quittant mon service ? » Et il répéta : « J'aurai soin de sa femme et de ses enfants. »

ter la carrière militaire, ou de commander eux mêmes leurs régiments, le duc de Chartres, qui en possédait deux, opta pour le 14e de dragons (Chartres), qui se trouvait alors à Vendôme, et alla se mettre à sa tête, au commencement du mois de juin 1791. Peu de jours après son arrivée dans cette ville, il donna une preuve de son humanité et de son amour pour le bon ordre, en arrachant des mains de la populace un prêtre insermenté, prêt à être massacré. A quelque temps de là, le jeune prince vola encore au secours d'un homme qui était sur le point de se noyer, et parvint à le sauver, mais en courant pour sa propre vie le plus grand danger. De Vendôme, le duc de Chartres conduisit son régiment à Valenciennes, puis à Laon, et enfin à l'armée du Nord, où il prit part aux premières hostilités, dans le corps d'armée commandé par le général Biron. Il se trouva au combat de Quiévrain, le 28 avril 1792, et le lendemain à celui de Boussu, où, par son sang-froid, il ne contribua pas peu à arrêter une partie des fuyards de l'armée française, qui, frappés d'une terreur panique, couraient en désordre sur Valenciennes. Nommé maréchal-de-camp, à son rang d'ancienneté, le 7 mai 1792, il eut, en cette qualité, le commandement d'une brigade de cavalerie, composée des 14e et 17e régiments de dragons, faisant partie de l'armée du maréchal Luckner. Lorsque cette armée, après être restée quelque temps dans l'inaction, fit un nouveau mouvement contre l'ennemi, dans le courant du mois de juin de la même année 1792, le duc de Chartres marcha, avec l'avant-garde, qui combattit devant Courtray, et s'empara de cette ville, le 18 du même mois. L'armée du Nord ayant été divisée, au mois de juillet, en deux corps, l'un commandé par Dumourier, et l'autre par le général d'Harville, la brigade aux ordres du duc de Chartres fut classée dans le corps du général d'Harville, auquel succédèrent les généraux d'Aboville et Kellermann. Ce corps, fort tout au plus de 25,000 combattants, était destiné à s'opposer à l'invasion des Prussiens, qui, au nombre de 60,000 hommes, se dirigeaient sur Paris : un corps de 20,000 émigrés les précédait, et 15,000

Autrichiens leur servaient d'arrière-garde. Bientôt l'armée prussienne s'empara de Longwy et de Verdun; et Kellermann fut obligé de se retirer successivement sur Metz, Pont-à-Mousson, Toul et Bar-le-Duc. Pendant cette marche rétrograde, le duc de Chartres commanda constamment sa brigade, en présence de l'ennemi. Kellermann fut appelé en Champagne par Dumourier, et le duc de Chartres l'y suivit. Nommé lieutenant-général, le 11 septembre, ce fut en cette qualité qu'il combattit à Valmy, le 20 septembre du même mois. Il y commanda la seconde ligne de l'armée de Kellermann, défendit le moulin situé en avant du village de Valmy, contre tous les efforts que les Prussiens y dirigèrent pendant fort long-temps, se maintint jusqu'au soir dans cette position importante, et contribua par-là aux succès d'une journée dont les résultats furent de la plus haute importance pour la France. Quelque temps après cette affaire, les amis du duc de Chartres, craignant qu'il ne tombât au pouvoir des Autrichiens, demandèrent et obtinrent pour lui le commandement de Strasbourg; mais le prince ne voulut pas se séparer de ses compagnons d'armes, et refusa un emploi qui l'eût forcé de vivre dans l'inaction. Remplacé dans l'armée de Kellermann, il passa dans celle de Dumourier, et commanda la seconde colonne qui marchait sur la Flandre. Il arriva à Valenciennes, le 26 octobre 1792, et y joignit la première colonne, commandée par Beurnonville. Le 2 novembre, une partie de l'avant-garde de l'armée française ayant été battue à Thulin, le duc de Chartres marcha à son secours avec sa division, et attaqua vivement l'ennemi. Il enleva de vive force, le 3, le moulin de Boussu, ainsi que la batterie qui le défendait; occupa ensuite le village; et de concert avec les généraux Beurnonville, Dampierre, Stengel et Fregeville, il força les Autrichiens de se replier jusqu'à Saint-Guislain. Le 4, il s'avança avec toute l'armée, sous le commandement de Dumourier, et bivouaqua, le 5, sur les hauteurs de Jemmapes, avec sa division, qui formait le centre de cette armée. Le lendemain 6, fut livrée la mémorable bataille de Jemmapes. L'action

s'étant bientôt engagée sur les deux ailes de l'armée, les soldats français firent plier ce qui se trouvait devant eux, et déjà le village de Jemmapes était pris, lorsque le duc de Chartres s'avança avec le centre et en bon ordre contre les Autrichiens. Ceux-ci occupaient une position très-avantageuse, défendue par des redoutes dont le feu faisait de grands ravages. Au débouché d'un bois, les colonnes françaises, foudroyées par l'artillerie ennemie, s'arrêtent; le désordre s'y met et une partie des troupes se débande. Le duc de Chartres s'empresse aussitôt d'arrêter les fuyards, et, par son sang-froid et sa tranquille valeur, il parvient à les rallier; mais, ne pouvant les reformer régulièrement dans leurs corps respectifs, il en fait une colonne, lui donne le nom de *bataillon de Jemmapes*, se met à la tête, marche en avant, et malgré la vive résistance des Autrichiens, pénètre dans les redoutes et les enlève à la baïonnette. Ce fut ainsi que le duc de Chartres prit une grande part à la victoire remportée dans cette journée, qui assura aux Français la conquête de la Belgique. L'armée victorieuse ayant pris quelques heures de repos sur le champ de bataille, se mit à la poursuite des Autrichiens, et le duc de Chartres eut alors le commandement de l'aile droite. Ce fut avec elle qu'il combattit à Anderlecht, à Bruxelles, à Varroux, et qu'il s'empara de Liége, le 27 novembre. L'armée prit quelque temps après ses cantonnements; mais elle ne tarda pas à recommencer les hostilités, et le duc de Chartres fut alors employé au siége de Maestricht, sous les ordres du général Miranda : le prince de Cobourg obligea les Français de lever ce siége; et ceux-ci, après avoir repassé la Meuse, se retirèrent sur Louvain. Dumourier arriva avec des secours, livra un combat près de Tirlemont, et, y ayant obtenu quelques succès, le 15 mars 1793, résolut d'en profiter pour donner une grande bataille et la rendre décisive. Il confia, encore cette fois, au duc de Chartres le centre de son armée, composé des divisions Dietmann et Dampierre, et qui devait particulièrement attaquer le village de Neerwinde. Le 16, l'action commença dès le matin. Le général français Neuilly entra

dans Neerwinde; mais, trop faible pour s'y maintenir, il fut obligé de se retirer. Le duc de Chartres marche alors à la tête des 4ᵉ et 5ᵉ colonnes de l'armée, s'empare du village, et est également obligé de céder aux forces supérieures qui l'en chassent. Une troisième attaque fut aussi infructueuse que les deux premières. L'aile gauche de l'armée ayant été complétement défaite, la bataille fut perdue, et Dumourier, bien qu'il eût conservé son terrain jusqu'au lendemain matin, fit une retraite que le duc de Chartres fut chargé de protéger. A Tirlemont surtout, ce prince déploya beaucoup de courage et un sang-froid admirable. N'ayant qu'une faible arrière-garde à opposer aux nombreux ennemis qui le serraient de près, le duc de Chartres fit fermer les portes de la ville, plaça ses troupes sur les remparts, et par sa bonne contenance, décida ses soldats à tenir ferme, ce qui imposa aux ennemis. Ce fut pendant cette retraite que Dumourier, ne se trouvant pas secondé dans le projet qu'il avait conçu de renverser le gouvernement de la convention nationale, et de rétablir la monarchie, prit le parti de passer à l'étranger. La proscription, dont fut alors frappé ce général en chef, atteignit également le duc de Chartres, qui reçut au milieu de ses troupes, alors incertaines et divisées d'opinion, la notification du décret qui ordonnait son arrestation. De ce moment, le duc de Chartres ne put prendre d'autre parti que celui de quitter l'armée et de mettre sa personne en sûreté. Il partit, le 6 avril, de Saint-Amand, et arriva, le même jour, à Mons, où se trouvait le quartier-général du prince de Cobourg. On lui offrit dans l'armée des coalisés une division qu'il aurait commandée comme lieutenant-général; mais, quoique sa position fut très-fâcheuse, il refusa de servir sous les drapeaux des ennemis de son pays, et se borna à demander des passe-ports, avec lesquels il se rendit en Suisse, où il espérait trouver un asile pour lui et pour mademoiselle d'Orléans, sa sœur, qui, par un concours de circonstances diverses, se trouvait alors sous sa protection. Après avoir placé mademoiselle d'Orléans dans un couvent, le prince voyagea seul, et à pied,

dans les parties les plus sauvages des Alpes. Bientôt ses ressources pécuniaires étant épuisées, il concourut, sans se faire connaître, pour une place de professeur de mathématiques, vacante à Reichenau, dans le pays des Grisons; fut admis, après les examens d'usage, et conserva cet emploi pendant six mois, sous un nom emprunté. Il devint duc d'Orléans, à la mort de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, son père, qui périt sous la hache révolutionnaire, le 6 novembre 1793. Vers le milieu de l'année 1794, il se rendit à Hambourg, et y séjourna quelque temps; mais, s'ennuyant du repos et voulant toujours acquérir de nouvelles connaissances, il parcourut le Danemark, la Norwège, la Laponie, poussa jusqu'au Cap-Nord, et revint à Hambourg en passant par la Suède. Pendant ces voyages, le duc était sans suite et allait presque toujours à pied. Le directoire-exécutif de France fit intimer au duc d'Orléans que s'il voulait quitter l'Europe, on mettrait en liberté ses deux frères, le duc de Montpensier et le comte de Beaujolais, alors enfermés à Marseille dans le fort Saint-Jean. Cédant au sentiment de l'amitié fraternelle et aux instances de la duchesse d'Orléans, sa mère, il s'embarqua, en 1795, pour Philadelphie, avec un passe-port que lui avait envoyé le gouvernement français, et fut rejoint dans cette ville, au commencement de 1796, par les princes, ses frères. Ils parcoururent ensemble tout le nord de l'Amérique. A la fin de 1797, le désir d'avoir des nouvelles de leur mère, qu'ils savaient être déportée en Espagne, les engagea à se rendre dans une des colonies soumises à cette puissance. Après avoir fait plus de 200 lieues à cheval, ils gagnèrent Pittsbourg, s'embarquèrent sur l'Ohio, puis sur le Mississipi, jusqu'à la Nouvelle-Orléans, et arrivèrent à la Havane à la fin de mars 1798. Ils repartirent au bout de 18 mois, et se rendirent en Angleterre, où ils reçurent un accueil digne de leur naissance. Ses deux frères étant morts, l'un en 1807, et l'autre en 1808, il se rendit, dans cette dernière année, en Sicile, et fut bien accueilli par le roi de Naples, qui se trouvait alors à Palerme. Il y épousa, le 25 novembre 1809, la princesse Marie-Amélie, fille de

ce monarque. La régence, formée en Espagne depuis la détention en France du roi Charles IV et de son fils, fit offrir au duc d'Orléans le commandement d'un corps d'armée en Catalogne. Le duc d'Orléans accepta cette proposition, et s'embarqua au mois de mai 1810, pour se rendre au poste indiqué; mais le gouvernement espagnol, soumis à beaucoup d'influences et par conséquent de variations, avait changé d'avis, lorsque le prince arriva. Celui-ci, après avoir fait d'inutiles représentations sur l'inconvenance des procédés de la régence à son égard, repartit pour Palerme, au mois de septembre de la même année. Il y resta jusqu'à ce qu'ayant appris, en 1814, le rétablissement des Bourbons sur le trône de France, il se hâta de venir à Paris. S. M. Louis XVIII le nomma colonel-général des hussards, le 15 mai. Il fut reçu chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 29 du même mois. Par ordonnance royale du 7 octobre de la même année, le duc d'Orléans et mademoiselle d'Orléans, sa sœur, obtinrent la restitution de tous les biens de leur famille, non aliénés. Lorsque Buonaparte fit son invasion sur le territoire français, en mars 1815, le duc d'Orléans partit pour Lyon, par ordre du roi, pour y seconder les opérations de S. A. R. MONSIEUR. Tout espoir de s'opposer à la marche de Buonaparte ayant été promptement perdu, le duc d'Orléans revint à Paris, où il arriva le 12 mars. S. M. l'envoya, le 16 du même mois, prendre le commandement de la frontière du Nord. Il visita les places de cette frontière, accompagné du duc de Trévise, gouverneur de la 16ᵉ division militaire; rassembla des troupes, et prit toutes les mesures possibles pour soutenir la cause royale. Les circonstances étant devenues plus critiques, le roi sortit de France, et le duc d'Orléans quitta Lille, le 24 mars, quelques heures après que S. M. en fut partie. Après avoir traversé la Belgique, il alla joindre, en Angleterre, sa famille qui l'avait précédé. Il ne rentra en France qu'en 1816. (*États militaires, Moniteur, annales du temps.*)

D'ORLÉANS (Henri, Ier du nom), *duc de Longueville*, *commandant d'armée*, naquit en 1568. Pourvu du gouvernement de Picardie, en survivance du duc de Nevers, par provisions données à Paris, le 8 avril 1588, registrées au parlement de Paris, le 5 septembre suivant, il prit possession de ce gouvernement, le 18 janvier 1589. Vers ce temps, le duc d'Aumale assiégea Senlis, et cette ville, mal pourvue, capitula, et promit de se rendre, le 17 mai, si elle n'était point secourue. Le duc de Longueville apprenant à Compiègne que le roi était à la veille de perdre Senlis, rassembla 800 chevaux et 2000 hommes de pied. Sa naissance (1) lui donnait le droit de commander cette armée, et d'ailleurs son courage, sa jeunesse, et la passion de se signaler devaient naturellement lui en faire souhaiter le commandement. Cependant le duc de Longueville, sachant qu'il avait dans sa troupe un officier d'une valeur et d'une expérience reconnue (la Noue), n'envisagea que le bien de l'état et le service du roi; obligea la Noue de prendre le commandement, et prit son poste, de manière à être lui-même subordonné à ce brave capitaine. Ils partirent de Compiègne, le 17 mai, et arrivèrent le même jour devant la place assiégée. Ils avaient, à dessein, fait courir le bruit qu'ils laissaient leurs canons à Compiègne; aussi le duc d'Aumale, trompé par ce bruit, s'avança-t-il sans artillerie loin de son camp. Trois fauconneaux, couverts par l'infanterie qui s'ouvrit, éclaircirent bientôt les rangs de l'avant-garde de la cavalerie des ligueurs, et le duc de Longueville chargea de son côté, et mit en déroute la cavalerie, qu'il poursuivit l'espace de 300 pas. Il revint ensuite contre l'infanterie, qu'il tailla en pièces : 900 cavaliers demeurèrent sur la place, et le duc d'Aumale perdit en outre 1100 fantassins, et ses drapeaux. On s'empara de 10 ca-

(1) Il descendait, au 6e degré, de Jean, comte de Dunois, fils naturel de Louis de France, duc d'Orléans, second fils du roi Charles V. Ce Jean de Dunois se signala à la fameuse défense d'Orléans, en 1429, et fut compagnon d'armes de Jeanne d'Arc.

nons trouvés dans son camp, et de tout le bagage. Le lendemain de ce combat, le duc de Longueville mit dans Senlis des vivres, des munitions, et partit pour aller au-devant de Sancy et des Suisses. En passant, il ravitailla Vincennes, et fit tirer sur Paris quelques volées de canon, dont les boulets tombèrent dans les halles. Le 28 octobre, il conduisit au roi (Henri IV), auprès de Dieppe, un puissant renfort : sa jonction avec le roi détermina le duc de Mayenne à décamper. A l'attaque des faubourgs de Paris par Henri IV, le 1er novembre, le duc de Longueville conduisait un escadron de cavalerie. Cette même année, le roi le nomma lieutenant-général commandant l'armée de Picardie, par pouvoir donné au camp de Janville, le 11 novembre. A la journée *des farines*, le 20 janvier 1591, il commanda l'arrière-garde composée de 800 gentilshommes. Il servit au siége de Rouen, au mois de mai 1594. Il fut fait chevalier des Ordres du roi, le 7 janvier 1595. A son entrée à Doullens, il fut blessé par accident, et mourut à Amiens, de cette blessure, le 29 avril 1595. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 363; *Histoire des grands-officiers de la Couronne, tom. I, pag.* 221; *Histoire de France, par Anquetil, tom. V, pag.* 485, *et tom. VI, pag.* 6.)

D'ORLÉANS (Henri, IIe du nom), *duc de Longueville, commandant d'armée,* et fils du précédent, naquit, le 27 avril 1595. Après la mort de son père, on le pourvut du gouvernement de Picardie, par provisions du 8 mai de la même année, registrées au parlement de Paris, le 15 juin; mais François d'Orléans, son oncle, en exerça les fonctions pour lui. Henri d'Orléans fut confirmé dans ce gouvernement, sur la démission de son oncle, par de nouvelles provisions du 30 mai 1613, registrées au même parlement, le 28 juin suivant. Il s'empara de Péronne, en 1616, pour en chasser le maréchal d'Ancre, et la remit, quelque temps après, à Blerencourt. Il eut le gouvernement de Ham, le 11 novembre. Il se démit, en 1619, du gouvernement de Picardie, et obtint celui de Normandie, sur la démission de la reine-mère, par provisions données

au Plessis-lès-Tours, le 6 août de la même année, régistrées au parlement de Rouen, le 17 décembre suivant. Il fit son entrée à Rouen, le 6 janvier 1620, et posséda ce gouvernement jusqu'à sa mort. En 1624, il servit comme volontaire dans l'armée qui força le Pas-de-Suze, au mois de mars. En 1629, il fit désarmer les calvinistes de Dieppe et de Rouen. Il fut nommé chevalier des Ordres du roi, le 14 mai 1633. Il commanda l'armée de Normandie, par pouvoir du 15 septembre 1636. Il leva dans cette province 8000 hommes de pied et 200 chevaux, destinés à secourir la Picardie, que les Espagnols ravageaient. Il conduisit cette même armée en Franche-Comté, où il la commanda, en vertu du même pouvoir, pendant l'année 1637. Il assiégea la ville de Saint-Amand qu'il emporta d'assaut. Il détacha pendant ce siége, et sous la conduite d'un capitaine de réputation (le comte de Chambors), une compagnie de chevau-légers d'ancienne ordonnance et 300 chevaux, contre 500 cavaliers et 1000 fantassins ennemis, qui furent mis en fuite, et perdirent leurs drapeaux, leurs étendards et leurs timbales, près du village de Saint-Laurent de la Roche : le capitaine Chambors, blessé dès le commencement de l'action, ne quitta cependant le champ de bataille que lorsqu'il en fut le maître par l'entière défaite des Espagnols. Le duc de Longueville, dans l'espace de 4 mois, s'empara des châteaux de Chevreaux, de Courlaon, de Crevecœur, de Chilly, de l'Étoile, de Savigny, de Château-Châlon, et de la ville de Lons-le-Saulnier. La plupart de ces places furent prises d'assaut, et les garnisons passées au fil de l'épée; quelques-unes capitulèrent. Bletterans fut investi, le 26 août, et le duc de Longueville y entra le 31, par une brèche large de 25 pas : tout ce qui résista fut tué. Le château se rendit le 4 septembre. Commandant l'armée, dans la même province, par pouvoir du 25 avril 1638, il y prit plusieurs petites places, et joignit ensuite, avec cette armée, le duc de Saxe-Weimar au siége de Brisack, qui se rendit, le 17 décembre. On le nomma pour commander l'armée dans la même province, par pouvoir du 26 avril 1639; mais il n'eut pas le temps de s'y rendre, ayant été choisi

pour commander en Italie, par pouvoir du 15 mai. A peine était-il arrivé à ce dernier poste, qu'on lui dépêcha un courrier pour lui ordonner de quitter l'Italie, et d'aller prendre le commandement de l'armée d'Allemagne, après la mort du duc de Saxe-Weimar: son pouvoir pour commander cette armée est du 1er août. Il joignit, le 29, les troupes weimariennes à Colmar : elles le reconnurent pour leur général. Il attaqua la ville de Neustadt, qui se rendit, le 8 novembre. Il prit encore plusieurs autres places, et résolut de passer le Rhin. Il n'avait point assez de barques pour faire un pont, ni pour transporter sa cavalerie, et il ne put rassembler que 30 petits bateaux, dans chacun desquels il fit mettre 3 soldats : les chevaux, que ces soldats tenaient par la bride, suivirent à la nage. Par ce moyen, et après un passage qui dura huit jours et autant de nuits, l'armée se trouva réunie de l'autre côté du Rhin, le 4 janvier 1640. Le 15 mai, le duc de Longueville se joignit au maréchal Banier : les deux armées se contentèrent d'observer les Impériaux. Le duc de Longueville, étant tombé malade, au mois de septembre, quitta l'armée, dont il conserva cependant le commandement, qu'il reprit le 1er juillet 1641. Commandant l'armée d'Italie, par pouvoir du 1er juillet 1642, il prit, le 6 septembre, Nice de la Paille, et le château de Tortone, le 26 octobre. Le roi l'envoya comme plénipotentiaire à Munster, en Westphalie, en 1644. Il fut fait capitaine d'une compagnie franche de 100 chevau-légers, qu'il leva par commission du 13 avril 1649. S'étant joint aux frondeurs, avec le prince de Conty, son beau-frère, il fut arrêté, le 18 janvier 1650, par ordre de la reine-régente. Il recouvra la liberté, le 13 février 1651; mais il ne servit plus. Il mourut, le 11 mai 1663. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 467; *Levassor, le continuateur du Père Daniel, le président Hénaut, Mémoires pour servir à l'histoire, depuis* 1600 *jusqu'en* 1716; *Histoire de la Mère et du Fils, Histoire de France, par Anquetil, tom. V, VI et VII.*)

D'ORLÉANS DE LONGUEVILLE (François), *comte de Saint-Paul, pair de France, commandant d'armée*, et oncle du précédent, remplit les fonctions de grand-maître de France au sacre d'Henri IV, en 1594. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 7 de janvier 1595. Il eut, par provisions données à Fontainebleau, le 8 mai suivant, registrées au parlement de Paris, le 15 juin, le gouvernement et la lieutenance-générale en Picardie, à la mort du duc de Longueville, son frère, et jusqu'à ce que le duc de Longueville, son neveu, fût en âge d'en exercer les fonctions. Il devint duc de Fronsac, pair de France, par lettres d'érection du marquisat de Fronsac en duché-pairie, données à Paris, au mois de janvier 1608, registrées au parlement de Paris, le 18 février. Le 3 mai 1613, il se démit du gouvernement de Picardie, en faveur de son neveu, et fut pourvu de celui de l'Orléanais et de la ville d'Orléans, à la mort du comte d'Entragues, par provisions données à Bordeaux, le 16 octobre 1615, registrées au parlement de Paris, le 23 janvier 1616. Il commanda l'armée de l'Orléanais et du Blésois, par pouvoir du 12 juin 1621. La ville de Sargeau ayant été fortifiée avec soin par les calvinistes, le comte de Saint-Paul eut ordre de s'en emparer: la garnison capitula, et promit de sortir de la place le lendemain, 23 mai. Sur cette assurance, le comte congédia une partie des troupes qui investissaient la place; mais 200 calvinistes, profitant de cette imprudence, se glissèrent dans Sargeau, et refusèrent de tenir la capitulation. Les habitants, instruits que le comte faisait venir du canon d'Orléans, remirent la place, comme ils en étaient convenus. Le gouvernement de Chartres fut uni à celui de l'Orléanais, en faveur du comte de Saint-Paul et de ses successeurs, par lettres-patentes données à Montauban, le 7 septembre 1621, registrées au parlement de Paris, le 30 du même mois. Le comte de Saint-Paul se démit du gouvernement de l'Orléanais en faveur de MONSIEUR, et obtint celui de Touraine, sur la démission du marquis d'Effiat, par provisions données à Paris, le 31 janvier 1630, registrées au parlement de Paris, le 2 mars. Il le conserva jusqu'à sa

mort, qui arriva le 7 octobre 1631. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 410; *Levassor, Mercure français, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Histoire de France, par Anquetil, tom. VI, pag.* 339.)

D'ORLÉANS (Alexandre), *marquis de Rothelin, lieutenant-général*, et issu, au 4e degré, de François d'Orléans, fils naturel de François d'Orléans, marquis de Rothelin, aïeul de Henri d'Orléans, Ier du nom, duc de Longueville, l'un des précédents, naquit le 17 mars 1688. Il fut connu d'abord sous le nom de chevalier de Rothelin, et entra enseigne de la colonelle du régiment d'Artois, en 1701. Il fit la campagne d'Allemagne, en 1702, et obtint, par commission du 12 juillet, une compagnie dans le même régiment. Il servit au siége de Kehl, à l'attaque des lignes de Stolhoffen, à l'attaque des retranchements de la vallée d'Hornberg, au combat de Munderkingen, à la première bataille d'Hochstedtt, à la prise de Kempten, en 1703, et à la seconde bataille d'Hochstedtt, sous le maréchal de Tallard, en 1704 : il y fut fait prisonnier avec son régiment. Devenu guidon de la compagnie des gendarmes écossais, par brevet du 13 janvier 1706, il se trouva, la même année, à la bataille de Ramillies. Nommé sous-lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Berry, par brevet du 27 avril 1707, il fit la campagne de Flandre, sous M. de Vendôme, qui se tint sur la défensive. Il obtint le rang de mestre-de-camp de cavalerie, par commission du 26 octobre. Il combattit à la bataille d'Oudenarde, en 1708, et à celle de Malplaquet, en 1709. Employé à l'armée de Flandre, en 1710, il entra dans Aire, assiégée par les ennemis, pour y servir en qualité de volontaire, et se distingua dans les différentes sorties que fit la garnison, et surtout à celle du 23 septembre; mais, y ayant eu la cuisse fracassée d'un coup de feu, il fut obligé de se rendre prisonnier de guerre. Il se démit de la sous-lieutenance de la compagnie des chevau-légers de Berry, le 8 décembre 1711, et obtint le même jour, une commission de mestre-de-camp réformé à la suite du régiment Dauphin

étranger. Créé brigadier, par brevet du 1er février 1719, il obtint le gouvernement du Port-Louis, de Blavet, d'Hennebon et de Quinperlay, par provisions du 10 novembre 1731. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par bervet du 1er août 1734, et à celui de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 1er janvier 1748. (*Chronologie militaire*, *tom. V*, *pag.* 352.)

D'ORNANO (San-Pietro Bastelica), fut le premier *colonel-général des troupes corses* qu'il y ait eu en France; et quoiqu'il ne nous ait pas été possible de découvrir l'acte de création de cette charge, il paraît cependant incontestable qu'elle a été créée, en 1527, pour San-Pietro, qui prit dans la suite le nom d'Ornano, à cause de sa femme, héritière d'une branche de cette maison. La commission du 20 septembre 1643, en faveur de Henri-François-Alphonse d'Ornano (dont l'article est ci-après), dit expressément qu'on lui donne cette charge en considération de ce que San-Pietro son aïeul, et les maréchaux d'Ornano, ses père et frère, l'avaient exercée depuis 1527, époque à laquelle elle avait été créée pour San-Pietro. San-Pietro, élevé dans la maison du cardinal Hyppolite de Médicis, servit en 1536, en Piémont, et se signala à la défense de Fossano. Il passa, la même année, en Provence avec les troupes corses, et fut pris au combat de Brignole. En 1542, il servit au siége de Perpignan, après lequel il retourna en Piémont, où il fut blessé au siége de Coni. Il servit au siége de Landrecies, en 1543, et au combat de Vitry, en 1544. Après la mort de François Ier, en 1547, il passa en Corse; mais le généralat des troupes de l'Église lui ayant été refusé, il se déclara le chef des rebelles de l'île. Arrêté par les Génois, ce fut à la recommandation de Henri II qu'on lui conserva la vie. San-Pietro fut toujours reconnaissant envers la France; mais il ne pardonna jamais aux Génois (1). Il joignit le duc de Parme, en 1551, et servit en

(1) La haine de San-Pietro contre les Génois était si violente, que sa

Piémont jusqu'en 1553. A cette dernière époque, il passa en Corse, avec Paul de la Barthe de Thermes, et contribua à la conquête de la plupart des villes de l'île. Rappelé en France, en 1554, il retourna, au mois de septembre 1555, dans l'île de Corse, où il continua la guerre jusqu'à la paix de Cateau-Cambresis, en 1559. A cette époque, il passa à Constantinople, d'où il revint en Provence. Étant retourné en Corse, en 1564, avec 25 hommes, il s'empara d'Istrie, le 12 juin; fit révolter presque toute l'île, remporta divers avantages et prit plusieurs places. Il fut assassiné, le 17 janvier 1567, dans une embuscade que lui tendirent les Génois. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 578; *Histoire de Thou, édition française de* 1734, *tom. V, pag.* 326 *et suivantes, Moréri, Histoire de France par Anquetil, tom. IV, pag.* 456.)

D'ORNANO (Alphonse), *maréchal de France*, et fils du précédent, fut élevé enfant d'honneur des fils de France à la cour de Henri II. Il passa ensuite en Corse, où il servit sous San-Piétro d'Ornano, son père, colonel-général des troupes de cette nation. San-Piétro ayant été tué, le 17 janvier 1567, Alphonse d'Ornano fut élu général à sa place; mais la plupart des seigneurs de l'île ayant abandonné son parti, deux mois après, il traita alors avec les Génois, sortit de Corse, le 1er avril, et se retira en France, où il leva un régiment corse, par commission du 21 janvier 1569. On le nomma colonel-général des troupes corses, le 26 novembre. Il fut fait chevalier des Ordres du roi, en 1570, et conduisit, la même année, son régiment en Languedoc. Il y suivit, en 1573, le maréchal de Damville aux siéges et à la prise du château de Cauvisson, de Lecques, de Montpesat, de Sommières, de Quissac et du pont de Beaufort. Le duc d'Uzès, s'étant déclaré pour le roi, en 1575,

---

femme, ayant eu l'idée de passer à Gènes pour obtenir la grâce de son mari, il l'arrêta, lui ordonna de se préparer à la mort, lui demanda pardon, et l'étrangla lui-même.

combattit, le 17 et le 18 septembre, près Sommières, le maréchal de Damville, alors uni aux calvinistes : d'Ornano reçut une blessure au second combat. Le roi lui donna la charge de colonel-général des Italiens, et on le paya, en cette qualité, du 1er janvier 1584. Le duc de Montmorency tenta, le 30 mars 1586, de surprendre la ville du Saint-Esprit ; mais d'Ornano, qui y commandait, repoussa Montmorency, qui ne réussit pas mieux dans une seconde tentative, faite cinq jours après. D'Ornano se rendit maître, en 1587, de Collias, de Marguerites et de Remoulins. Il ravitailla, le 22 juillet, cette dernière ville qu'assiégeait Châtillon. Il conclut le lendemain une trève de 4 mois pour les diocèses de Nîmes et d'Uzès. Il seconda la Valette, le 16 août de la même année ; et, avec 1200 arquebusiers, ils battirent 4000 Suisses et 400 Français calvinistes sur les bords du Drac et de l'Istère : à peine échappa-t-il 100 des ennemis, auxquels on enleva 9 drapeaux. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 18 octobre 1588, pour servir à l'armée de Dauphiné, sous le duc de Mayenne, il commanda cette même armée, comme maréchal-de-camp, *le duc de Mayenne ayant été* renvoyé dans son gouvernement (*termes du pouvoir donné à Blois, le 24 décembre*). D'Ornano fut nommé lieutenant-général, en Dauphiné, à la mort de Laurent de Maugiron, par provisions données à Blois, le 27 février 1589, et conclut une trève avec Lesdiguières. Il fut fait prisonnier, vers le mois de novembre 1590 ; et Artus de Prunier-de-Saint-André, président au parlement de Grenoble, eut, le 16 du même mois, le commandement en Dauphiné, pendant son absence. Rendu à la liberté, d'Ornano revint en Dauphiné, d'où il marcha en Languedoc, en 1591, sous le duc de Montmorency, qui mit le siége devant Azillanet : Joyeuse s'avança au secours des assiégés ; mais d'Ornano, logé dans Cesseras, avait posté 500 arquebusiers dans une église de l'autre côté du chemin, et il arrêta Joyeuse, qui rangea ses troupes en bataille, bien résolu de forcer le passage. D'Ornano, qui commandait l'avant-garde des royalistes, chargea le premier sur l'infanterie de Joyeuse, qui soutint fort bien la charge ; mais les arquebusiers, pos-

tés dans l'église par Ornano, mirent le désordre dans deux compagnies des troupes de Joyeuse. Celui-ci se retira après 3 heures de combat, et sans avoir pu forcer le passage : Azillanet capitula le soir même. D'Ornano se trouva à la prise du château de Montfa, le 3 novembre. Le 26 du même mois, le roi fit d'Ornano lieutenant-général en Languedoc. Instruit que la ville de Lyon pensait à reconnaître Henri IV, d'Ornano s'approcha du faubourg de la Guillotière, pendant la nuit du 17 février 1594, dans le dessein d'y soutenir le zèle et les armes des bons serviteurs du roi. Il entra dans Lyon, le lendemain, assembla les principaux bourgeois du parti royal, concerta avec eux les moyens d'assurer parfaitement cette place à son souverain, et de modérer la fougue du peuple contre les ligueurs. D'Ornano déposa les sept échevins et le procureur de la maison de ville, connus par leurs emportements; les chassa de Lyon changea les capitaines des quartiers, et ne s'éloigna point de la ville, qu'il n'eût reçu les ordres du roi. S. M. lui envoya, de Saint-Germain-en-Laye, le 10 mai, un pouvoir pour commander à Lyon et dans le Lyonnais, jusqu'à la nomination d'un gouverneur. Il y commanda jusqu'au mois de septembre 1595. Grenoble et Valence rentrèrent aussi dans l'obéissance, par les soins d'Ornano, en 1594. D'Ornano se démit de la lieutenance-générale du Languedoc, au mois de juillet 1595. Il servit, en 1596, contre le duc d'Épernon en Provence, et la soumission de ce duc fut le fruit des expéditions que firent de concert d'Ornano et Lesdiguières. Henri IV nomma d'Ornano chevalier de ses Ordres, le 5 janvier 1597. Chargé, vers le mois d'août, de s'emparer de Perpignan, il ne put réussir dans cette entreprise. Créé maréchal de France, par état donné au camp, devant Amiens, le 20 septembre 1597, il se démit de la charge de colonel-général des Corses en faveur de son fils. On l'établit lieutenant-général au gouvernement de Guienne, à la mort du maréchal de Matignon, par provisions du mois d'octobre de la même année. Il se démit de la lieutenance-générale du Dauphiné, et conserva celle de Guienne jusqu'à sa mort,

qui arriva le 21 janvier 1610. Il était alors âgé de 62 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag,* 394; *Dupleix, Mézeray, Histoire du Languedoc, le Père Daniel, de Thou, le président Hénaut, Mémoires de Sully, l'abbé le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Moréri, sa vie écrite par Canaut et l'Hermite, Soullier, Davila, d'Aubigné, la Popélinière, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXXII, pag.* 161.)

D'ORNANO (Jean-Baptiste), *comte de Montlor, maréchal de France,* et fils du précédent, naquit à Sisteron au mois de juillet 1581. Capitaine de chevau-légers dès 1596, il servit, en cette qualité, au siége de la Fère, et à celui d'Amiens, en 1597. Sur la démission de son père, qui venait d'être créé maréchal de France, il obtint, le 20 septembre 1597, la charge de colonel-général des Corses, et le régiment de la même nation, par commission du même jour. En 1600 et 1601, il servit dans toutes les expéditions de Savoie. Il eut, sur la démission de son père, alors lieutenant-général en Guienne, le gouvernement du château Trompette, par provisions du 25 février 1610, et se démit du régiment des Corses en faveur de son frère. On le choisit, en 1617, pour annoncer au parlement la mort du maréchal d'Ancre. On le pourvut de la lieutenance-générale de Normandie, et du gouvernement particulier du Pont-de-l'Arche, sur la démission du connétable de Luynes, qui passait au gouvernement de l'Ile-de France, par provisions du 25 mai 1618. On lui donna depuis les gouvernements de Honfleur, de Quillebeuf, du Pont-Saint-Esprit et de Saint-André-d'Avignon. Il fut créé marchal-de-camp, le 22 mars 1619. Après la mort du comte de Lude, le roi Louis XIII confia à d'Ornano les fonctions de gouverneur de Gaston-Jean-François d'Orléans, son frère, et le fit en même temps premier gentilhomme de la chambre de ce prince, surintendant de sa maison et de ses finances, et lieutenant de sa compagnie de 200 hommes d'armes : ces nominations eurent lieu le 1er octobre 1619. D'Ornano fut créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre. Accusé

par le cardinal de Richelieu d'avoir déterminé le frère du roi à contracter une union qui contrariait S. M., d'Ornano reçut, au mois de juin 1624, l'ordre de se retirer dans son gouvernement du Saint-Esprit; mais il n'obéit point, et se rendit à Paris, d'où il écrivit au roi pour se justifier. On le mit à la Bastille, d'où on le transféra au château de Caen. Il sortit de cette prison au mois d'août, et on lui rendit sa place de gouverneur de MONSIEUR. Créé maréchal de France, par état donné à Paris, le 7 janvier 1626, il fut arrêté une seconde fois, le 4 mai, comme complice de la conspiration de Chalais. On le conduisit, le 5, au château de Vincennes, où il mourut, le 2 septembre de la même année, après avoir été dépouillé de tous ses gouvernements. (*Chronol. milit.*, *tom. II*, *pag.* 467; *Histoire de France du Père Daniel, Mercure français, Levassor, l'abbé le Gendre, Hist. de France, par Anquetil, t. VI; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXXII, pag.* 161.)

D'ORNANO (Henri-François-Alphonse, *marquis*), *colonel-général de l'infanterie corse*, et frère de Jean-Baptiste d'Ornano, qui précède, obtint le régiment des Corses, sur la démission de son frère, par commission du 25 février 1610. Il était gouverneur de Tarascon, du Pont-Saint-Esprit, de St.-André-lès-Avignon, et 1er écuyer de Gaston-Jean-Baptiste, duc d'Orléans, lorsqu'on lui accorda, par commission du 20 septembre 1643, la charge de colonel-général des Corses, vacante depuis la mort de son frère : cette charge était alors sans exercice, les Corses ayant été licenciés dès le mois de mai 1626; et ce n'était plus que pour les appointements qu'elle était recherchée. D'Ornano servit dans les guerres du Languedoc contre les religionnaires, en 1627 et 1628, et dans les troupes de MONSIEUR, en 1632. Il mourut en décembre 1652. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 581.)

D'ORNANO (Joseph-Charles, *comte*), *colonel-général de l'infanterie corse*, et frère du précédent, fut d'abord abbé de Montmajour-lès-Arles, puis maître de la garde-robe de M. le duc d'Orléans. Il obtint, par la protection de ce

prince, la charge de colonel-général des Corses, vacante par la mort de son frère, et elle lui fut donnée par commission du 18 décembre 1562. Cette charge s'éteignit à sa mort. Le comte d'Ornano n'a point servi dans les armées. Il est mort le 1er juin 1670, âgé de 78 ans. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 581.)

D'ORSENNE, *voyez* DORSENNE-LE-PAIGE.

D'ORTHÈS, *voyez* D'ASPREMONT.

D'ORTIES, *voyez* DE BOISSONNADE.

D'ORVAL, *voyez* DE BÉTHUNE.

D'ORYOT (Jean-Charles), *comte d'Aspremont,* avait été mestre-de-camp d'un régiment de chevau-légers, lorsqu'on le créa brigadier de cavalerie, le 1er mars 1780. Il fut promu au grade de *maréchal-de-camp,* le 1er janvier 1784, et mourut avant 1793. (*Etats militaires.*)

D'OUCHY, *voyez* DE CONFLANS.

OUDINOT (Charles-Marie), *duc de Reggio, pair et maréchal de France,* naquit à Bar-sur-Ornain, en Lorraine, le 25 avril 1767. Il fut destiné par ses parents à suivre la carrière du commerce; mais à peine avait-il atteint sa 16e année, qu'un penchant invincible l'entraînant vers celle des armes, il s'engagea, en 1781, comme dragon dans le régiment de Médoc, qu'il quitta en 1787. Revenu à Bar-sur-Ornain, il y resta jusqu'à l'époque de la révolution. Au mois de juillet 1789, une émeute populaire ayant éclaté à Bar, le jeune Oudinot, qui déjà manifestait son amour pour l'ordre, vole chez ses amis, leur communique son énergie, les décide à monter à cheval avec lui, se met à leur tête, attaque les séditieux, les désarme et les livre à la justice. En 1792, la guerre ayant éclaté entre la France et l'Autriche, de nombreux corps de volontaires nationaux furent formés, et Oudinot fut nommé, par le choix de ses compatriotes, chef du 3e bataillon du département de la Meurthe. Il ne

tarda pas à se distinguer dans ce grade, en repoussant avec son seul bataillon l'avant-garde de l'armée prussienne, qui se présenta, au mois de septembre, pour attaquer le château de Bitche, dont la défense était confiée au 3e bataillon de la Meurthe. Dans cette occasion, Oudinot fit replier les ennemis jusqu'à leur camp d'Hornebach (l'espace de 3 lieues), leur prit 1 drapeau et fit 700 prisonniers. Cette première affaire lui valut le surnom de *brave*. Au combat de Saverne, dans le mois d'octobre de la même année, Oudinot, secondé par le 33e régiment de ligne, soutint, à la tête de son bataillon, le choc des ennemis, qu'il parvint à arrêter court dans la plaine de Neuvilliers. Dans la nuit suivante, il attaqua la colonne prussienne, lui tua beaucoup de monde, fit 200 prisonniers et s'empara de 2 canons. Attaqué le lendemain par l'armée ennemie, Oudinot, qui réunissait alors au commandement de son bataillon celui du 33e de ligne, ne voulut point rétrograder; et, s'étant jeté sur la montagne dite de Saint-Jean-des-Choux, il y brava pendant 48 heures les attaques des Prussiens: cette résistance donna le temps d'arriver à un secours venant de l'armée du Rhin, et qui, après avoir dégagé les troupes d'Oudinot, les aida à repousser l'ennemi avec avantage. Nommé colonel du régiment de Picardie (2e d'infanterie), le 2 octobre 1773, Oudinot trouva, lors de son arrivée à ce corps, tous les officiers disposés à émigrer; mais il leur parla avec tant de franchise et de cordialité, qu'il parvint à les retenir sous leurs drapeaux, à l'exception de quelques parents de l'ex-colonel. Le 25 novembre suivant, Oudinot commanda son régiment à la bataille de Buxweillers; et, se trouvant placé à l'avant-garde de l'armée, il poursuivit l'ennemi pendant l'espace de 3 lieues, et s'empara de magasins considérables. Le lendemain, il se rendit maître des bois d'Haguenau, et de deux redoutes qui les flanquaient; sauta le premier dans les retranchements ennemis, et excita par ce courageux exemple toute sa troupe à le suivre. Faisant, le même jour, une reconnaissance avec le général de division Burcy, tous deux résolurent de débusquer l'ennemi d'une redoute importante.

Burcy fut tué à cette attaque, et Oudinot fut dangereusement blessé par une balle qu'il reçut à la tête. Le 2 juin 1794, la division Ambert, dans laquelle servait le régiment de Picardie, étant campée à Morlautern, fut attaquée sur ses flancs. Oudinot, qui se trouvait à l'avant-garde avec son seul régiment, résista depuis 4 heures du matin jusqu'à 2 heures après midi aux efforts de 10,000 assaillants, et ne se décida à faire sa retraite que lorsqu'il vit que sa communication avec le reste de la division était totalement coupée. Il effectua son mouvement rétrograde en bon ordre, sans se laisser entamer, et ne fut point ébranlé par la présence de 6 régiments de cavalerie qui l'enveloppaient et lui criaient sans cesse de se rendre. Après 48 heures de marche, il rejoignit l'armée à Pirmassens, ramenant, non seulement son matériel, mais encore 8 drapeaux et 14 pièces de canon que les Français avaient abandonnés dans leur retraite précipitée, et qu'il était parvenu à recueillir (1). Cette brillante action valut à Oudinot le grade de général de brigade, qui lui fut conféré, le 14 du même mois de juin. En juillet suivant, ayant reçu l'ordre de marcher sur Trèves, il s'empara de Wasserbilich, où il fit 400 prisonniers. Il s'embarqua de là sur la Moselle, dans de petites chaloupes; tourna, par une manœuvre hardie, les redoutes qui défendaient l'approche du pont de Trèves, s'en empara et entra le lendemain dans Trèves, où il eut le bras fracassé, son cheval s'étant abattu sous lui au moment d'une charge de cavalerie. Mis ainsi hors de combat, il se retira d'abord sur les derrières de l'armée; et pendant sa convalescence il eut le commandement de Trèves, qu'il conserva jusqu'au 13 septembre 1795, époque à laquelle il rentra en ligne, à l'armée de Rhin-et-Moselle. Chargé de la défense de Neo-

(1) On croyait au camp français que le régiment commandé par Oudinot était tombé au pouvoir de l'ennemi; la surprise et la joie se manifestèrent d'une manière éclatante, lorsqu'on le vit arriver. Le nom d'Oudinot fut proclamé avec éloges, et donné ce jour-là pour ralliement à l'armée. La belle conduite du régiment fut aussi mise à l'ordre de l'armée.

kerau, il y fut attaqué dans la nuit du 18 octobre. Dans le combat très-acharné qui eut lieu à cette occasion, Oudinot, qu'un brouillard épais empêchait de distinguer les ennemis, tomba au milieu des Autrichiens, reçut trois coups de sabre, et fut fait prisonnier. Rendu quelque temps après à la liberté, il rejoignit l'armée à Pfortzheim, s'empara des villes de Nordlingue, Donawerth et Neubourg, et y fit des prisonniers. Oudinot faisait le siége d'Ingolstadt, au mois d'août 1796, lorsque le général autrichien Latour, apprenant les succès remportés par l'archiduc Charles sur l'armée de Jourdan, vint tomber à l'improviste sur les troupes d'Oudinot, et les força de lever ce siége, avec quelque désordre. Oudinot cependant rallia ses troupes dans la plaine, et s'y défendit depuis 5 heures du matin jusqu'à 3 heures après-midi, sans être entamé. Dans les charges qui eurent lieu à cette affaire, Oudinot reçut une balle à la cuisse, 3 coups de sabre sur les bras et un sur le cou. Il se retira pendant quelques jours à Ulm; mais, sans attendre que sa guérison fût parfaite, il rejoignit sa division à Ettenheim, prit part au combat qui y fut livré, y chargea, le bras en écharpe, à la tête des 10e et 17e régiments de dragons, et prit aux ennemis un bataillon entier et plusieurs chevaux. Le 25 janvier 1798, à la prise de la tête du pont de Manheim, Oudinot monta le premier à l'assaut, malgré la vive fusillade des ennemis, et s'empara de cette tête de pont. Après l'action, il entra dans Manheim, où il convint avec le commandant de la place d'une suspension d'armes de 48 heures, en attendant le retour d'un courrier envoyé à Rastadt. Désigné, le 12 mars suivant, pour servir à l'armée d'Angleterre, il se rendit à Coutances; mais, d'après un nouvel ordre, il partit, le 5 avril, pour aller joindre à Colmar la division commandée par le général Lefebvre. Le 24 novembre suivant, il fut envoyé à l'armée française en Helvétie. Cette armée ayant passé le Rhin, le 6 mars 1799, le corps que commandait Oudinot fut chargé d'effectuer ce passage près de Werdemberg, au gué de Hay que l'on croyait praticable. Une crue d'eau, arrivée subitement, rendit cette opération beaucoup plus difficile; mais Oudinot,

accoutumé à surmonter tous les obstacles, donna l'exemple à sa troupe, en se jetant à la nage. Sa colonne le suivit, ayant de l'eau jusqu'à la poitrine, et l'on aborda ainsi la rive opposée, sous le feu très-violent de la mousqueterie ennemie : entraîné par le courant, Oudinot faillit périr pendant ce passage, où environ 80 hommes se noyèrent. Il prit sur la rive droite du fleuve une position avantageuse; mais, comme il se portait sur Wadulz, il fut attaqué de tous côtés par des forces supérieures, qui essayèrent de se placer entre le Rhin et lui. Oudinot repoussa avec sa valeur accoutumée l'attaque opiniâtre des Autrichiens; et, ayant épuisé toutes ses munitions, il résolut de prendre l'offensive avec la terrible baïonnette. Une charge impétueuse qu'il dirigea lui-même, à la tête de ses troupes, mit en déroute les Autrichiens, qui furent rejetés sur Feldkirch, et qui perdirent à cette affaire 4 à 5000 hommes, 12 pièces de canon et une quantité considérable de munitions. Le général en chef de l'armée d'Helvétie, Masséna, ayant résolu d'attaquer Feldkirch, Oudinot fut chargé, le 23 mars, de tourner par la gauche la forte position retranchée que les Autrichiens y occupaient. Après une marche pénible à travers des marais et des rochers escarpés, Oudinot était déjà parvenu à la hauteur de Feldkirch, et s'était même emparé d'un parc d'artillerie, lorsqu'il reçut de Masséna l'ordre de ne pas continuer son mouvement et de faire sa retraite : il l'exécuta en bon ordre. Le 25 du même mois, l'armée repassa le Rhin et se porta au centre de la Suisse. Oudinot se dirigea avec son corps de troupes sur Frauenfeld. Le 28, il attaqua la ville de Constance défendue par quelques corps autrichiens, et par celui des émigrés français, sous les ordres du prince de Condé. Après avoir sommé plusieurs fois la ville de se rendre, il ordonna l'assaut, marcha à la tête des troupes, et entra de vive force dans Constance; où il se maintint malgré la défense opiniâtre des ennemis, qui combattirent de rue en rue, et qui furent enfin rejetés de l'autre côté du Rhin, avec perte d'un assez grand nombre d'hommes tués ou faits prisonniers. Ou-

dinot, resté maître de Constance, s'établit dans la ville, le long du Rhin et sur le lac. Il fut nommé général de division, le 12 avril suivant. Le 19 mai, l'armée ayant reçu l'ordre de faire un mouvement rétrograde vers Zurich, Oudinot, qui commandait la division d'avant-garde, se porta sur Winterthurn, et chargea les ennemis avec succès, au moment où ils prenaient position. Ayant reçu ordre, le 25, d'attaquer Frauenfeld, et de reconnaître l'armée autrichienne sur ce point, il commença cette opération à cinq heures du matin : les ennemis, bien enfermés dans la ville, firent une vigoureuse résistance; mais, au bout de trois heures de combat, ils évacuèrent Frauenfeld, avec une perte considérable en hommes tués ou blessés. Cependant l'armée autrichienne avait presque toutes ses forces de ce côté; aussi la division Oudinot, marchant sur deux colonnes, l'une par la route de Constance, et l'autre sur Will, fut-elle arrêtée, de ce dernier côté, par des troupes tellement supérieures en nombre, qu'elle se trouva obligée de hâter sa retraite. Elle se réunit aussitôt en arrière de Frauenfeld, reprit cette ville au pas de charge, et poursuivit les Autrichiens, la baïonnette aux reins. Arrêté de nouveau par le grand nombre de troupes fraîches que l'ennemi lui opposait, Oudinot se replia encore en arrière de Frauenfeld; mais ayant reçu quelques renforts, vers quatre heures du soir, il enleva de vive force, et pour la troisième fois le même jour, la ville de Frauenfeld, dont il resta maître. Les Autrichiens furent vivement poursuivis, et firent une retraite précipitée pendant trois lieues, abandonnant environ 3000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Le 4 juin, l'archiduc Charles d'Autriche ayant attaqué, en personne, le camp retranché de Zurich, le général Oudinot, qui commandait alors les 3e et 4e divisions de l'armée française, se couvrit de gloire, en combattant aux premiers rangs, et fut blessé d'une balle dans la poitrine : cette blessure l'obligea de s'absenter pour quelque temps de l'armée. A son retour, il reprit le commandement de la 4e division, sur les bords de la Limath; mais Masséna l'appela bientôt après aux fonctions de chef de l'état-major-général de l'ar-

mée. Le 14 août 1799, à l'affaire de Schwitz, Oudinot tenta de se rendre maître de ce poste important, et fut atteint d'une balle, en chargeant à la tête du 1er régiment de dragons. Au passage de la Limath, le 25 septembre, il guida le corps de troupes qui, placé sous le feu à mitraille du canon de Zurich, livra cependant un combat opiniâtre et sanglant, à la suite duquel il s'empara des faubourgs de la ville. Il pénétra ensuite dans Zurich, poursuivit les ennemis au-delà du Rhin, et compléta dans les journées suivantes la défaite des Russes, qu'il attaqua devant Schaffhouse et Constance. Oudinot continua de remplir les fonctions de chef de l'état-major-général de Masséna, lorsque celui-ci eut le commandement de l'armée d'Italie. Il seconda parfaitement Masséna dans les premières opérations du blocus de Gènes jusqu'au 16 avril 1800, époque à laquelle il fut envoyé en mission près du général Suchet. S'étant embarqué sur un frêle esquif, avec un seul de ses officiers, il traversa la flotte anglaise, et joignit Suchet, que les ennemis poussaient alors du côté de Nice (1). D'après les instructions de Masséna, le général Oudinot resta près du corps commandé par Suchet, et prit part aux dangers ainsi qu'à la gloire de la belle défense du Var. Après la bataille de Marengo, les deux armées de réserve et d'Italie ayant été réunies sous le commandement de Masséna, le général Oudinot en fut fait chef de l'état-major-général. Il continua de servir, en cette qualité, à l'armée d'Italie, sous le général en chef Brune, en 1800 et 1801. Au passage du Mincio, le 26 décembre 1800, dans un moment où le succès de l'opération devenait très-incertain, Oudinot, par un élan d'intrépidité, se met à la tête de quelques braves, fond sur un gros de cavalerie ennemie, le met en fuite, marche sur une batterie qui foudroyait l'armée française, se précipite sur les pièces, suivi de son

(1) Entreprendre de remplir cette mission, c'était se dévouer à une mort ou à une captivité presque certaine; cependant Oudinot réussit dans cette entreprise, au grand étonnement des deux armées.

état-major, tue les canonniers autrichiens, jette l'épouvante dans les bataillons ennemis, et les force de repasser l'Adige : cette action, aussi brillante qu'étonnante, décida du succès de la journée. Les consuls de la république française laissèrent à Oudinot une des pièces de canon dont il s'était emparé, et lui décernèrent en outre un sabre d'honneur. Il dirigea également, avec beaucoup de talents et de succès, les passages de l'Adige et de la Brenta, le combat livré sous Vérone, et enfin toutes les opérations qui, en ajoutant à la gloire de l'armée d'Italie, amenèrent la conclusion de la paix, signée à Trévise : ce fut Oudinot qui apporta à Paris la nouvelle de la signature des préliminaires de cette paix. Il fut employé dans l'intérieur, comme inspecteur-général de cavalerie. En 1804, il fut créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin, et obtint la décoration de grand-cordon de cette même Légion, le 6 mars 1805. On lui donna le commandement d'un corps de 10,000 grenadiers réunis, au camp de Boulogne. Lorsque les hostilités recommencèrent avec l'Autriche, dans la même année 1805, le général Oudinot partit, avec sa division de grenadiers, faisant partie du corps commandé par le maréchal Lannes; et, après 45 jours de marche, il arriva à Vienne en Autriche. Après avoir traversé la ville, il se porta sur le pont du Danube, qui était miné et défendu par 180 bouches à feu. Les Autrichiens voulant s'opposer au passage du fleuve, Oudinot s'avance sur le pont, arrache froidement la mèche des mains d'un canonnier ennemi, la jette dans le Danube et entre aussitôt en pourparler avec le commandant autrichien. Le passage s'effectue; et Oudinot s'empare de la rive droite du fleuve, et fait capituler toutes les troupes qui s'y trouvent. Déjà dans cette campagne, le général Oudinot s'était distingué au combat de Wertingen, le 8 octobre, et à celui d'Amstetten, le 3 novembre. Il fut blessé, en poursuivant l'ennemi, après le combat de Juntersdorff; mais, sans attendre sa guérison, il suivit l'armée, se trouva à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre, et s'y couvrit de gloire à la tête de sa division. Chargé, en 1806, de prendre possession

des comtés de Neuchâtel et de Valengin, il se concilia par son équité l'affection et l'estime des habitants, qui, à son départ, lui conférèrent le titre de citoyen de Neuchâtel, et lui firent don d'un épée portant cette inscription : *La ville de Neuchâtel, au général Oudinot*, 1806. La guerre ayant éclaté entre la France et la Prusse, dans la même année, le général Oudinot marcha avec la grande-armée, pénétra à Berlin, entra ensuite en Pologne, et y décida la victoire remportée sur les Russes, à Ostrolenka, le 17 mars 1807. A cette époque, Napoléon lui accorda le titre de comte, et lui donna une dotation d'un million de francs. Il se rendit, au mois de mai suivant, devant Dantzick, dont le maréchal Lefebvre faisait le siége, et seconda parfaitement ce maréchal dans toutes les opérations qui amenèrent la reddition de la place, le 24 du même mois. Le général Oudinot avait livré pendant ce siége différents combats, et tué de sa main plusieurs Russes: il y eut une jambe cassée. Le 14 juin suivant, à la bataille de Friedland, le général Oudinot soutint, avec ses 10,000 grenadiers, le choc de 80,000 Russes, qui, depuis une heure du matin jusqu'à midi, firent de vains efforts pour le forcer de se replier. Cette belle résistance donna au reste de l'armée française le temps d'arriver en ligne; et il s'ensuivit le gain d'une bataille célèbre, à laquelle Oudinot eut une très-grande part, et qui décida la paix de Tilsitt : le général Oudinot fut encore du nombre des blessés. En 1808, il fut fait gouverneur d'Erfurth, et reçut, dans la même année, la décoration de commandeur de l'ordre de Saint-Henri de Saxe. En 1809, la grande-armée ayant marché contre les Autrichiens, qui venaient d'envahir la Bavière, Oudinot y eut le commandement en chef des divisions de grenadiers des généraux Conroux et Claparède, fortes ensemble d'environ 12,000 baïonnettes et 2000 chevaux. Il forma, avec ce corps, l'avant-garde de l'armée jusqu'à Vienne, où il entra seul avec son état-major, avant la capitulation de la place. Le 4 juillet, il contribua au succès du combat d'Enzersdorff, et fit des prodiges de valeur, le 6 du même mois, à la ba-

taille de Wagram, où il forma le centre de l'armée. Napoléon, voulant lui donner une nouvelle récompense de tous ses services et surtout de ceux rendus à la bataille de Wagram, le créa maréchal de France et lui accorda le titre de duc de Reggio. Au commencement de l'année 1810, le maréchal Oudinot fut chargé de prendre possession de la Hollande. Il s'empara d'abord des villes de Berg-op-Zoom, Bréda, Bois-le-Duc et Utrecht. Sur un ordre exprès de Napoléon, il entra à Amsterdam, et sut concilier l'exécution de cet ordre avec les égards qui étaient dus au roi de Hollande (Louis Buonaparte, frère de Napoléon). L'administration du duc de Reggio fut douce et bienfaisante, et les magistrats d'Amsterdam, voulant lui prouver leur reconnaissanee, le prièrent de poser, le jour de la fête de Saint-Charles (son patron), la première pierre d'une caserne qui porterait son nom. Ils lui offrirent aussi une épée du plus grand prix, comme témoignage de leur haute considération (1). Destiné, en 1812, pour servir à la grande-armée d'expédition contre la Russie, le maréchal Oudinot rejoignit cette armée à Munster, en Vestphalie; prit immédiatement le commandement du 2ᵉ corps, et se rendit à Berlin, dont il fut gouverneur pendant deux mois. Dans ce gouvernement, il se montra tout à la fois juste envers les habitants et rigoureux observateur de la discipline militaire. A l'ouverture de la campagne, le corps du maréchal Oudinot était fort de 32,000 hommes d'infanterie et 2400 chevaux. Il passa le Niémen avec l'armée, le 23 juin, et la Wilia, le 24. Le 28, il canonna, à Deweltowo, le corps russe du général Wittgenstein, et le mit en fuite. Chargé de poursuivre ce corps, le maréchal Oudinot entra, le 4 juillet, à Awanta; le 13, à Dünabourg, et se dirigea sur Drissa, où il arriva le 23. Il y fit raser et démolir tous les ouvrages du camp retranché abandonné par les Russes, et

---

(1) En 1816, le maréchal Oudinot a encore reçu une nouvelle preuve de cette considération dans une lettre, par laquelle le roi des Pays-Bas lui envoya le grand-cordon de ses Ordres.

se retira sur Polotsk. Après un combat qui eut lieu, le 31, à Jakobowo, le duc de Reggio, jugeant que la supériorité numérique des ennemis pouvait mettre son corps d'armée en danger, résolut de se retirer derrière la Drissa pour y prendre position. Wittgenstein le suivit dans ce mouvement rétrograde; et, après avoir aussi passé la Drissa, dans la nuit du 31 juillet au 1er août, il arriva, au point du jour, devant la position d'Obožiarszima, occupée par le duc de Reggio. Wittgenstein fit commencer l'attaque; mais ses troupes, écrasées par l'artillerie française, ou enfoncées par les baïonnettes de l'infanterie, furent obligées de repasser la Drissa, laissant le champ de bataille couvert de leurs morts, et, après avoir perdu 14 pièces de canon, 13 caissons, et 2000 hommes faits prisonniers. Le maréchal sachant que Wittgenstein avait reçu des renforts, se replia de nouveau sur Polotsk. Le 17 septembre, il fut grièvement blessé à l'épaule, par un biscaïen, pendant un combat très-vif, livré près de Polotsk, et céda momentanément le commandement de son corps au général Gouvion-Saint-Cyr qui avait alors celui du 6e corps. Le général Gouvion-Saint-Cyr, ayant aussi été blessé, le 19 octobre, le maréchal Oudinot, à peine guéri de sa blessure, alla reprendre le commandement du 2e corps, alors considérablement réduit par les pertes énormes essuyées pendant la campagne. D'après les ordres de Napoléon, le duc de Reggio se mit en mouvement pour gagner la grande route de Moscou, et se placer entre les troupes françaises, opérant leur retraite de Moscou, et la rivière de Bérézina. Bientôt cette armée, déjà si malheureuse, arriva sur la Bérézina, dont le passage fut une calamité de plus. Le maréchal Oudinot, chargé de protéger ce passage, battit les Russes, le 24 et le 26. Le 28, troisième jour du passage de l'armée, il fut attaqué par les armées russes de Wolhynie et de la Dwina, contre lesquelles il se soutint à l'aide des corps des ducs de Bellune, d'Elchingen et de Trévise. Pendant cette bataille de la Bérézina, il fut de nouveau blessé par une balle, qui lui traversa le corps. Porté dans le village de Plettchitzoni, à 4 lieues en avant de l'armée, il

faillit être pris par 5 escadrons de Cosaques ayant 2 pièces de canon. Une trentaine de Français, officiers ou soldats, presque tous blessés, qui se trouvaient dans ce village, se joignirent au maréchal, à ses aides-de-camp et à ses domestiques, soutinrent un siége de 4 heures dans la maison où était réfugié le maréchal, et que l'on avait barricadée; tuèrent un assez grand nombre des assaillants, et donnèrent le temps à l'avant-garde française d'arriver, et de dégager le maréchal, ainsi que ses défenseurs. Echappé à tous les désastres de la fatale retraite de Moskow, le duc de Reggio arriva en France. A l'ouverture de la campagne de Saxe, en 1813, il eut le commandement du 12ᵉ corps de la grande-armée, forte de 18,000 hommes. Ce corps contribua puissamment à la victoire remportée à Bautzen et à Wurschen, les 20 et 21 mai. Le duc de Reggio échoua, le 1ᵉʳ juin, dans son attaque sur Lukau. Commandant en chef les 4ᵉ, 7ᵉ et 12ᵉ corps de l'armée, il marcha sur Berlin; mais, le 7ᵉ corps ayant été battu à Gros-Beeren, le 23 août, le maréchal fut obligé de faire sa retraite sur Baruth. Il fut remplacé dans le commandement en chef de ces trois corps d'armées, par le maréchal Ney; mais il conserva, sous les ordres de ce dernier, le commandement du 12ᵉ corps. Il se trouva à la défaite du maréchal Ney à Jutterbock, le 6 septembre. A la bataille de Wachau, le 16 octobre, le duc de Reggio commanda deux divisions de la jeune garde impériale, qui s'y couvrirent de gloire, ainsi qu'à la bataille de Léipsick, le 18 du même mois. Pendant la retraite que l'armée fit, après cette dernière bataille, le duc de Reggio fut chargé du commandement de l'arrière-garde. Etant tombé dangereusement malade, avant d'arriver à Hanau, il fut obligé de ceder ce commandement; et, quand l'armée eut repassé le Rhin, on le transporta presque mourant à Bar-le-Duc. Après quelques mois d'une pénible convalescence, il se rendit à Paris, où il reçut le commandement d'un corps d'armée qui se distingua aux affaires de Brienne, de Nangis, de Bar et d'Arcis-sur-Aube. Après l'abdication de Napoléon et la restauration du trône des Bourbons, il fut nommé colonel-général

desgrenadiers et chasseurs royaux. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er juin 1814, et pair de France, le 4 du même mois. Il commandait à Metz le corps des grenadiers et des chasseurs royaux de France, lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, en mars 1815. Il amena ces corps jusqu'à Troyes, pour les faire combattre sous les drapeaux du roi; mais la défection générale des troupes entraîna bientôt celle de ces mêmes corps, qui, malgré les efforts du duc de Reggio, se prononcèrent en faveur de Buonaparte. Le maréchal, étant venu à Paris après le 20 *mars*, refusa les commandements que Buonaparte lui offrit, et passa tout le temps de l'interrègne, soit à Tivoli, soit dans une campagne à Montmorency. Après le second retour du roi, il fut fait l'un des majors de la garde royale, dans le mois d'octobre. Par ordonnance du 5 du même mois, il fut nommé membre du conseil privé de S. M. Il devint général en chef, commandant de la garde nationale parisienne, en remplacement du général Dessoles, par ordonnance du 9 du même mois, et fut reçu, le 15, en cette qualité, par S. A. R. MONSIEUR, colonel-général des gardes nationales du royaume. Il obtint, le 10 janvier 1816, le gouvernement de la 3e division militaire, et fut créé grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai suivant. S. A. R. lui fit, le 1er juillet, l'honneur de servir de parrain à l'une de ses filles. Il fut nommé inspecteur des gardes nationales du département de la Seine, le 23 décembre. Au mois de juillet 1817, il fut envoyée, par S. M., pour recevoir à la frontière le roi de Prusse, qui venait en France : ce souverain lui fit remettre, au mois d'août suivant, le grand-cordon de l'ordre de l'Aigle-Noir. En 1821, le maréchal Oudinot fut blessé en dirigeant la garde nationale, pour dissiper des rassemblements qui se formaient dans la capitale pendant le mois de juin. Créé chevalier commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, le 30 septembre, il reçut le cordon-bleu des mains de S. M. dans le même mois. Le maréchal Oudinot est dans ce moment commandant en chef du 1er corps de l'armée

d'Espagne, sous les ordres de S. A. R. Mgr. le duc d'Angoulême. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

OULIÉ (Antoine), *maréchal-de-camp*, naquit à Cahors, le 10 août 1759. Il entra au service comme soldat dans le régiment Royal-Champagne cavalerie, le 3 juin 1780, et passa chasseur à cheval dans le 12e régiment, le 12 février 1784. Il fut fait adjudant-major, le 16 septembre 1792, dans la légion nationale des Pyrénées (depuis 22e régiment de chasseurs à cheval), y devint capitaine, le 1er février 1793, et chef d'escadron, le 6 mars 1794. Il entra avec ce dernier grade dans la cavalerie de la garde des consuls, le 3 janvier 1801, et devint chef de brigade, commandant en second du régiment de grenadiers à cheval de la garde du gouvernement, le 2 septembre 1803. Il fut fait chef de la 18e légion de gendarmerie, le 5 novembre 1804, et passa, par permutation, à la 24e légion de la même arme, le 24 juin 1806. Il fut placé en demi-solde, en attendant son admission à la retraite, le 26 octobre 1814, et obtint cette retraite avec le rang de maréchal-de-camp, le 24 décembre 1814, après 42 ans, 1 mois et 16 jours de service. Il a fait en ces diverses qualités les campagnes de 1792, 1793, 1794 et 1795 à l'armée des Pyrénées-Orientales, et celles de 1796, 1797 et 1778, à l'armée d'Italie. Il a fait partie de l'expédition d'Égypte, en 1798, et a été employé à l'armée du Nord, en 1806. Il s'est distingué en plusieurs occasions, et a constamment donné des preuves de bonne conduite, de talents militaires et d'amour de l'ordre et de la discipline. S. M. lui a accordé, en 1814, la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*.)

D'OUTREMONT, *voyez* DE VILLATE.

D'OYSE, *voyez* DE BRANCAS.

D'OYSEL, *voyez* CLUTIN.

P

DE PADOUE, *voyez* ARRIGHI.

LE PAIGE, *voyez* DORSENNE.

PAJOL (Claude-Pierre, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Besançon, le 3 février 1775, d'une famille distinguée dans la robe. Il faisait son droit à l'université de cette ville, en 1789, lorsque plusieurs duels, qu'il eut avec des officiers de la garnison, et dont il se tira brillamment, le firent remarquer de ses concitoyens et distinguer par ses camarades. Livré avec passion aux lectures de Plutarque, de Rollin, etc., il se sentait une vocation particulière pour la carrière des armes, où son éducation, sa haute stature et son courage lui promettaient d'heureuses chances; aussi saisit-il la première occasion que lui offrit la révolution pour entrer au service. Nommé sous-lieutenant dans le régiment de Saintonge, en 1791, il devint bientôt lieutenant, et ce fut dans ce grade qu'il fit sa première campagne, en 1792. Entrant le premier dans Spire, le 30 septembre de cette année, il y fut grièvement blessé à la main gauche, en parant un coup de baïonnette que lui portait un grenadier autrichien, qu'il étendit à ses pieds : cette blessure ne ralentit point son ardeur, et ne l'empêcha pas de marcher sur Worms. Chargé par le général Custine, qui l'avait remarqué dans les premières affaires, d'éclairer, avec 100 hommes choisis, l'aile gauche de l'armée française qui marchait sur Mayence, il partit du camp d'Edersheim, dans la nuit du 13 octobre; et, longeant les montagnes, il s'empara de Neustadt, de Turkeim et d'Alzey, et arriva avant la cavalerie devant Mayence. Cette place ayant capitulé, le 21 octobre, il continua d'éclairer l'armée qui marchait sur Francfort, où il entra. Détaché ensuite avec le corps du général Houchard, sur Limbourg, il contribua avec sa petite troupe au succès que ce géné-

ral remporta sur les Prussiens, le 8 novembre 1792. L'armée ayant été obligée de se retirer, Pajol fit l'arrière-garde jusqu'à Mayence. A la bataille d'Hocheim, le 6 janvier 1793, il se comporta d'une manière si brillante, que le général Custine lui promit de l'avancement, et le fit entrer à son état-major; mais la ville de Mayence ayant été investie, il fut obligé de rentrer dans cette place et d'y rejoindre son régiment Ce fut avec sa compagnie que, le 8 avril, dans une sortie de nuit, il s'empara d'une des redoutes de Bibrich, défendue par 150 Hessois et 3 pièces de canon. Quoique grièvement blessé dans cette vigoureuse affaire, par un biscaïen qui lui fractura le bras gauche, il n'en ramena pas moins les 150 Hessois prisonniers dans la place. Après sa guérison, il fut nommé aide-de-camp du général Kléber, au mois de janvier 1794, et ce fut sous ce grand capitaine que Pajol se perfectionna dans l'art de la guerre. A la bataille de Marchiennes, dite *du Brouillard,* le 18 juin; à celle de Fleurus, le 26, où il eut un cheval tué sous lui; au combat du mont Palissel; à la prise de la montagne de Fer; à la bataille d'Esneu; à celle de la Roer, et enfin au siége de Maestricht, dont Kléber fut particulièrement chargé, le capitaine Pajol donna tant de preuves de valeur, et s'y distingua de telle manière, que pour lui en témoigner sa satisfaction, le général en chef le chargea de porter à la convention 36 drapeaux enlevés à l'ennemi dans ces différentes batailles: récompense unique à cette époque, et la plus belle à laquelle un officier pût alors aspirer. De retour de cette mission, Pajol rejoignit le général Kléber devant Mayence. Ce général ayant été spécialement chargé d'opérer, avec son corps d'armée, le premier passage du Rhin, le capitaine Pajol fut envoyé en Hollande pour s'y procurer les bateaux et les moyens nécessaires à une si grande entreprise, qui, malgré toutes les difficultés et les efforts de l'ennemi, s'effectua, le 5 septembre 1795, sous les ordres de Kléber, auquel rien ne résistait. Le capitaine Pajol s'embarqua le premier avec le général Damas, qui commandait tous les grenadiers qu'on avait réunis pour cette entreprise.

Ils débusquèrent et repoussèrent tout ce qui osa s'opposer à leur passage, et en résistant courageusement aux efforts de l'ennemi, ils donnèrent au reste de l'armée le temps d'effectuer son débarquement. Au passage de la Vapper, à celui de la Sieg, à la bataille d'Ukerath, Pajol se couvrit de gloire. Il fut blessé, lors du passage de la Lahn, d'une balle dans le ventre; mais n'en continua pas moins à combattre jusqu'au moment où, ayant eu son cheval tué, il fut obligé de se retirer, pour se faire panser. A la bâtaille d'Altenkirchen, le 4 juillet 1796, dans une charge qu'il exécuta avec le colonel Richepanse, sur l'arrière-garde ennemie, qui était en bataille dans une forte position défendue par 20 bouches à feu, ils battirent cette arrière-garde, s'emparèrent de toute son artillerie et ramenèrent 4000 prisonniers, dont faisait partie tout le régiment de Jordis. Cette brillante affaire valut au colonel Richepanse le grade de général de brigade, et au capitaine Pajol celui de lieutenant-colonel : ces grades leur furent conférés sur le champ de bataille. A la bataille de Friedberg, le 24 août 1796; devant Francfort, où il eut son cheval emporté par un boulet; à celle de Bamberg, à la prise de Forckeim, à la bataille de Sulzbach, au combat de la Naab et à celui de Schweinfurt, le lieutenant-colonel Pajol soutint la réputation qu'il s'était acquise d'être un des plus braves de l'armée. Kléber ayant quitté le commandement de l'armée, le lieutenant-colonel Pajol, qui était alors son premier aide-de-camp, alla rejoindre le 4ᵉ régiment de hussards dans lequel il comptait comme chef d'escadron. Il fit avec ce régiment la campagne de 1799, et passa le Rhin à Neuwied, sous les ordres du général Hoche : le 4ᵉ régiment de hussards souffrit beaucoup dans cette affaire; mais il s'y couvrit de gloire. Les hostilités ayant recommencé, en 1798, entre la France et l'Autriche, le lieutenant-colonel Pajol passa le Rhin, avec ses escadrons, à Strasbourg, sous les ordres du général en chef Jourdan. A la bataille d'Ostrack, il eut son cheval tué sous lui; à celle de Liebtingen, il chargea sur l'infanterie ennemie, et lui fit 2 bataillons prisonniers. Le soir de cette même journée,

en se précipitant le premier dans les rangs de la cavalerie ennemie qu'il poursuivait, il fut criblé de coups de sabre. Son cheval ayant été sous lui, il fut sur le point d'être pris; mais, aussi leste que vaillant, il s'empara d'un cheval démonté, et rejoignit son régiment. Après cette bataille, l'armée ayant fait un mouvement rétrograde, Pajol fut chargé d'en faire l'arrière-garde avec 2 escadrons et 2 bataillons. Il alla prendre position aux débouchés de Furthwangen et de Triberg, sans s'être laissé entamer. L'armée ayant continué sa retraite pendant la nuit, on oublia d'en prévenir le lieutenant-colonel Pajol, qui, dès le lendemain matin, se trouva entouré d'ennemis, et fut sommé de se rendre : il ne répondit à cette sommation qu'à coups de fusil; et, ne prenant conseil que de son audace, il se fit un passage à travers l'ennemi, et ramena, par la Forêt-Noire, ses troupes jusqu'à Offembourg, où il rejoignit l'armée, sans avoir éprouvé aucune perte. Le 4ᵉ régiment de hussards fut ensuite envoyé en Suisse. Le lieutenant-colonel Pajol mérita d'en être nommé colonel, le 21 juin 1799, et sa promotion à ce grade est un événement militaire fait pour encourager les braves. En avant de Winterthur, Pajol venait de culbuter quelques escadrons des hussards autrichiens de Barco, lorsque, forcé de se retirer, il eut son cheval tué sous lui, et fut fait prisonnier. Son régiment, qui s'aperçoit de cette perte, se rallie à la voix du capitaine Gérard (aujourd'hui lieutenant-général), exécute une charge, et vient retirer son colonel des mains de l'ennemi. Pajol monte aussitôt un cheval de prise; et, conduisant de nouveau ses braves hussards à l'ennemi (quoiqu'il fût en chemise, ses habits lui ayant été enlevés pendant le peu de moments qu'il avait été au pouvoir des Autrichiens), il en fait un carnage affreux, et ramène bon nombre de prisonniers. Masséna, qui se connaissait en hommes et en vaillance, le nomma colonel sur le champ de bataille. Passé colonel du 6ᵉ régiment de hussards, à l'armée d'Italie, Pajol fit la fâcheuse retraite de cette armée, où son régiment fut presque entièrement détruit. Après la perte de la bataille de Novi,

il revint en France pour y refaire son corps, qui fut bientôt renouvelé, et avec lequel il rentra en campagne, à l'armée du Rhin, dans le corps du général Lecourbe, dont il fit l'avant-garde. Aux batailles de Moeskirch, de Stokach et de Bibcrach; au passage du Danube et à la bataille d'Hochstedt, le colonel Pajol continua de se distinguer à la tête de son régiment. A la bataille de Neubourg, le 27 juin 1801, le colonel Pajol, ayant surpris un régiment de cuirassiers, le battit, lui fit 200 prisonniers, et sabra le reste : cette brillante affaire valut au colonel Pajol un sabre d'honneur. A la bataille de Hohenlinden, se trouvant à l'extrême droite, il sut profiter de sa position, et fit, en poursuivant l'ennemi, beaucoup de prisonniers. Après la paix de Lunéville, il rentra momentanément en France. Bientôt il partit avec son régiment pour aller s'embarquer au Helder, pour l'expédition d'Angleterre, mais après avoir passé 6 semaines à bord des bâtiments il alla faire la campagne d'Autriche de 1805, ou il continua de se distinguer aux batailles d'Ulm, de Léoben et d'Austerlitz. Nommé général de brigade, il fit les campagnes de Prusse et de Pologne, en 1806 et 1807, et se distingua particulièrement au passage de la Passarge, et à l'affaire de Gutstadt. A la bataille de Heilsberg, il soutint, avec le 3ᵉ régiment de chasseurs, et les 5ᵉ et 7ᵉ régiments de hussards, composant sa brigade, la charge de toute la cavalerie ennemie, qu'il arrêta par sa ferme contenance, et donna par ce moyen le temps à la cavalerie française de se rallier et de retourner à l'ennemi : dans cette affaire, il eut un cheval tué sous lui. Après la mémorable bataille de Friedland, il passa le premier la Prégel, harcelant toujours l'ennemi, avec lequel il entra dans Tilsitt. Ce fut là qu'il reçut les premières propositions d'armistice pour traiter de la paix, et qu'il envoya à Buonaparte l'officier-général russe qui en était porteur. La rupture qui se préparait avec l'Autriche lui fit donner, l'année suivante, le commandement de toute la ligne d'avant-postes sur la frontière de Bohême. Ce fut dans cette position qu'il reçut, en 1809, de M. le maréchal Bellegarde, général autrichien, la déclaration de

guerre, et qu'il fut aussitôt attaqué sur tous les points par où l'ennemi déboucha. N'ayant avec lui que 2000 chevaux, il parvint cependant à contenir l'impétuosité des Autrichiens et à retarder leur marche, en les combattant, ce qui donna au maréchal Davout le temps de réunir son grand corps d'armée, dont le général Pajol couvrit la marche sur Ingolstadt. Ayant passé le Danube à Ratisbonne, il vint combattre à Peissing, le 21 avril; et, par sa tenacité et sa valeur, il empêcha l'ennemi de se porter sur la gauche du maréchal. Le surlendemain, 23, il contribua au grand succès de la bataille d'Ekmülh, où il eut 2 chevaux tués sous lui: le 24, il poursuivit l'ennemi jusqu'à Ratisbonne, et fit plus de 2000 prisonniers. Napoléon, qui l'avait vu agir, le nomma commandant de la Légion-d'Honneur. Le général Pajol, continuant à talonner les ennemis après la prise de Ratisbonne, il les conduisit ainsi, l'épée dans les reins, jusqu'en Bohême, où il pénétra avec eux; mais, ayant reçu ordre de rejoindre la grande-armée qui venait de s'emparer de Vienne, il arriva avec sa cavalerie, le 4 juillet, dans l'île de Lobau. Il passa le Danube, le 5; déboucha le premier dans les plaines d'Esling, d'où il chassa les troupes légères ennemies, poussa jusques vis-à-vis Margraff-Neusidel, et prit position sur la Nesselbach, ce qui le mit à même de rendre compte de la situation et des mouvements de l'armée autrichienne, qui se préparait à l'importante bataille de Wagram. Pajol occupa pendant cette bataille l'extrême droite du corps du maréchal Davout, qui formait lui-même avec son corps l'aile droite de la grande-armée. Il eut à soutenir tous les efforts que fit la cavalerie ennemie pour se porter sur les ponts du Danube, et la battit toutes les fois qu'elle chercha à arriver pour les couper. Ce fut dans une de ces charges, qu'à la tête du 11e régiment de chasseurs, le général Pajol reçut celle d'un régiment de dragons autrichiens qu'il défit: cette charge, l'une des plus brillantes de la guerre, contribua au succès de la bataille; le régiment ennemi y périt en entier, et le colonel y fut fait prisonnier par le général Pajol qui, après l'avoir sabré, l'enleva de son che-

val. Le lendemain de cette victoire, Pajol balaya tout ce qui se trouvait sur la rive droite de la Taya, en faisant beaucoup de prisonniers. Il passa le premier cette rivière, avec 2400 chevaux, devant l'arrière-garde ennemie, qu'il culbuta, et la mena toujours battant, sur la rive gauche jusque sur les hauteurs de Znaïm, où toute l'armée autrichienne avait pris position, et où il eut son cheval tué par un obus. A la fin de cette belle journée, le général Pajol, qui s'était emparé d'une partie des équipages de l'ennemi, reçut, à neuf heures du soir, à ses avant-postes le lieutenant-général autrichien, qui venait faire des propositions de paix : Pajol s'empressa de les communiquer à Napoléon. La paix ayant été signée, le général Pajol reçut ordre d'aller prendre le commandement de la cavalerie qui était à Dantzick et sur la ligne de la Vistule. Employé avec ses troupes dans la grande-armée d'expédition de Russie, en 1812, il fit l'avant-garde du corps d'armée du maréchal Davout; passa le premier le Niémen, le 24 juin, et se rendit maître de Kowno, où il fit un bataillon russe prisonnier. Poursuivant ses succès, il s'empara, les jours suivants, de Eré, Zimori et Wilna, après en avoir chassé l'ennemi. Marchant ensuite sur Minsk, il battit l'arrière-garde du prince Bagration à Ochmiana, où le colonel Canouville se couvrit de gloire. Le général Pajol prit ensuite Minski, ainsi que les vastes magasins que cette ville renfermait, et que les Russes furent forcés d'abandonner. Instruit par ses coureurs que le grand parc d'artillerie du général Bagration avait pris, dans sa retraite, une route difficile à parcourir, le général Pajol choisit 100 des meilleurs chevaux de son avant-garde, et se mit à la poursuite de ce parc. Parti à neuf heures du soir, il arrive à cinq heures du matin près de Kaloui, après avoir fait 23 lieues en huit heures, et y trouve le parc attelé et prêt à partir pour suivre sa marche sur Bobruisk. Donnant à peine le temps à sa petite troupe de se reposer et de resangler ses chevaux, il fait sonner la charge; et, avec de grands cris, il tombe de tous côtés sur le parc dont il s'empare, après avoir sabré une partie des artilleurs qui le dé-

fendaient. Trop éloigné de l'armée pour pouvoir y conduire un si grand nombre de voitures, et trop près de l'ennemi pour ne pas craindre que ce parc ne fût repris, le général Pajol fit enclouer les pièces et sauter les caissons, et se contenta de ramener 1200 chevaux et 400 hommes faits prisonniers. Napoléon le récompensa de cette brillante expédition, en le nommant général de division, le 7 août 1812. Chargé d'observer, avec 4 régiments de cavalerie et la brigade d'infanterie du général Duplin, la place de Bobruisk sur la Bérézina, le général Pajol parvint à maintenir la garnison, et à donner par sa bonne contenance le change à l'aile gauche de l'armée russe, qui marchait sur Mohilow, pour y passer le Boristhène, ce qui la força à prendre une autre direction, et laissa au maréchal Davout le temps d'arriver avant elle à Mohilow, de s'emparer de cette ville, et de battre cette portion de l'armée russe, lorsqu'elle se présenta pour y passer le Boristhène. Toujours aux prises avec l'arrière-garde ennemie qu'il ne perdait point de vue, Pajol s'empara de Dombrowna, de Krasnoi, d'Orcha et de Rassasna. Détaché ensuite avec la division dont il venait de prendre le commandement, et qui était composée de 3 brigades, pour balayer la rive gauche de la Dwina, que l'ennemi infestait, et débloquer Vitepsk, il battit les Russes, et les força de repasser cette rivière. Flanquant ensuite toute la gauche de la grande-armée, il s'empara de Poriéchi; et, après une marche forcée et plusieurs combats, à travers le plus horrible pays, il vint se mettre en ligne avec l'armée la veille de la bataille de la Moskowa. Placé au centre de l'armée en avant du corps du maréchal Ney, il soutint les plus grands efforts de l'ennemi. Pendant l'action, les généraux Montbrun, Caulaincourt, Désirat, et ses propres aides-de-camp furent tués à ses côtés; un des chevaux qu'il montait fut emporté par un boulet, l'autre tué par un biscaïen, et un troisième traversé par un obus, qui culbuta Pajol et blessa le général Subervic auquel il donnait des ordres. Débordant enfin avec toute sa cavalerie la grande redoute des russes, pendant que l'infanterie l'enlevait, Pajol força l'ennemi de se retirer. Cepen-

dant vers la fin de cette journée, l'une des plus meurtrières qui aient jamais eu lieu, une forte masse de cavalerie russe, s'étant réunie, venait de s'emparer d'une batterie de 36 pièces, lorsque le général Pajol, qui s'aperçoit de ce mouvement audacieux exécuté sur sa droite, ne perd pas un moment, forme à l'instant en colonne serrée les 11ᵉ et 12ᵉ régiments de chasseurs et tout ce qu'il trouve sous sa main, et charge sur la cavalerie russe, qui, prise par son flanc droit, est bientôt traversée, et contrainte de faire retraite, et d'abandonner l'artillerie dont elle s'était emparée : on fit un carnage affreux des ennemis. Tous les généraux et officiers furent blessés dans cette charge, où Pajol eut ses habits et son chapeau criblés de coups de sabre. L'artillerie française étant ainsi dégagée, les Russes se mirent en retraite, et la bataille fut gagnée. Dans cette seule journée, la division du général Pajol eut plus de 800 chevaux mis hors de combat par le feu de l'artillerie russe. Le lendemain, 8 septembre, à la pointe du jour, Pajol fut chargé par Murat de tout le commandement de l'avant-garde de la grande-armée. Il attaqua l'arrière-garde russe, avec laquelle il eut, dans cette même journée, plusieurs engagements, tous à l'avantage de la cavalerie française. Le 9, après s'être emparé de Mojaïsk, il chargea sur 2 bataillons russes qu'il fit prisonniers : il eut, dans cette affaire, le bras droit cassé d'un coup de fusil, et son cheval tué sous lui, ce qui ne l'empêcha pas de suivre l'ennemi jusqu'à Moscou. Obligé de rester dans cette ville pour y soigner sa guérison, le général Pajol ne voulut pas retourner en France avec les blessés, et préféra attendre que sa blessure lui permît de remonter à cheval ; mais il fut bientôt contraint d'effectuer, avec l'armée, la malheureuse retraite de Russie. Arrivé à Bober, Napoléon fit venir près de lui le général Pajol, pour avoir des renseignements sur la Bérézina, que ce général avait particulièrement reconnue et passée le premier, lorsque l'armée se portait en avant. Pajol indiqua Zambines comme le seul passage praticable dans cette saison, et ce fût sur ce point que les débris de la grande-armée furent dirigés et passèrent cette rivière. Pajol, guéri de

sa blessure au bras, reparut à la grande-armée, en 1813, et reprit son rang parmi les braves qui combattirent à Lutzen, à Bautzen et à Buntzlau, jusqu'au moment de l'armistice. Chargé, durant cet armistice, d'observer toute la frontière de Bohême, sur la rive gauche de l'Elbe, il gagna l'affection des habitants, dont il fit ménager et respecter les propriétés par ses troupes. Ces mêmes habitants lui témoignèrent bientôt leur reconnaissance, en l'instruisant de tout ce qui se passait chez l'ennemi. Ce fut par l'un des principaux personnages du pays, qui se rendit lui-même en Bohême, que Pajol apprit que l'armée russe marchait sur ce point, qu'elle se réunissait à l'armée de l'empereur d'Autriche, qui venait d'entrer de nouveau dans la coalition, et que toutes les troupes des alliés se préparaient à rompre l'armistice et à attaquer l'armée française. Pajol prévint Napoléon de ces diverses circonstances, lorsque celui-ci passa à Freyberg, en revenant de Mayence, et lui donna les plus grands détails sur les projets des ennemis, et sur les forces qui allaient bientôt l'assaillir. Le 16, l'armistice ayant été effectivement rompu, Pajol, qui se trouvait seul pour défendre cette grande frontière, fut attaqué et forcé sur tous les points de sa ligne, mais ses avant-postes, étant sur leur garde, se retirèrent en bon ordre. Pajol, réunissant alors sa cavalerie à 2000 hommes d'infanterie et une batterie d'artillerie légère qu'on lui avait laissée à Freyberg, se préparait à défendre ce point important, lorsqu'il apprit qu'il était débordé, et que déjà des partis interceptaient sa communication avec Dresde. N'ayant d'autre retraite que sur cette ville, il se détermina à s'y porter, en passant sur le corps de tout ce qui voudrait s'y opposer : il y arriva en effet sans avoir été entamé. Il opposa dans cette difficile retraite, au travers de l'armée ennemie, une prudence et un courage qui garantirent de toute mutilation son infanterie, sa cavalerie et son artillerie, quoiqu'il fût continuellement attaqué par des forces tellement supérieures, qu'on le croyait fait prisonnier avec ses troupes, lorsqu'il arriva à Dresde. Chargé de défendre les approches de cette ville, Pajol repoussa tout ce qui se

présenta sur le point où il se trouvait; ce fut de l'une de ses pièces d'artillerie que partit le boulet qui emporta les deux jambes du général Moreau, au moment où celui-ci venait de montrer à l'empereur de Russie l'endroit par où l'on pouvait le plus facilement enlever Dresde : ce qui était de la plus grande importance pour l'armée ennemie, puisque par là elle coupait toute la retraite de la grande-armée française. Pendant deux jours, le corps du maréchal Saint-Cyr, dont le général Pajol commandait la droite, soutint, seul, toutes les attaques que les armées austro-russes firent pour s'emparer de Dresde, et donna, par cette belle défense, le temps à Napoléon d'arriver avec sa garde et une partie de la grande-armée, qui, passant l'Elbe à Dresde, déboucha, culbuta l'ennemi, et gagna cette belle bataille, où plus de 20,000 hommes furent faits prisonniers. La division Pajol s'y couvrit de gloire; et, malgré le temps le plus affreux, rien ne résista à son impétuosité. Pajol s'étant attaché à la poursuite des ennemis, s'empara de Pirna et des défilés de Geizhout. En avant de ce dernier point, il y reçut les débris du corps de Vandamme, dont il protégea la retraite, et contint l'ennemi qui allait s'emparer des débris de ce corps. L'armée ne pouvant plus déboucher en Bohême, après l'échec du corps de Vandamme, Pajol garda les débouchés de ce pays (1). Napoléon lui confia le commandement en chef du 5ᵉ corps de cavalerie, composé de 14 régiments arrivant d'Espagne, et formant 3 divisions, dont 2 de dragons, et la 3ᵉ de troupes légères : la première commandée par le lieutenant-général Millot, la seconde par le lieutenant-général Lhéritier, et la troisième par le général Subervic. Avec cette belle troupe, l'élite de la cavalerie, Pajol soutint tous les efforts de

(1) Ce fut dans cette position que Buonaparte ayant manqué d'être pris par la négligence et le peu de surveillance des piquets de sa garde, s'écria devant tout son état-major, qu'*il n'avait plus de général de cavalerie que Pajol, que celui-là savait non-seulement se bien battre, mais ne pas dormir, se bien garder, et n'être jamais surpris*, et qu'il lui fit sur-le-champ expédier l'ordre de se rendre près de lui.

la cavalerie ennemie réunie contre lui à Wachau, en avant de Léipsick, et conduisait tour-à-tour ses divisions à la charge. Dans l'une de ces charges, un obus qui éclata dans le poitrail du cheval que montait Pajol, fit sauter ce général à plus de 25 pieds en l'air, lui cassa le bras gauche et lui fractura les côtes. Resté pour mort au milieu de plus de 20,000 chevaux, qui étaient encore aux prises, il y serait demeuré oublié, sans l'intrépidité et le dévouement de son premier aide-de-camp, le lieutenant-colonel Biot, et de ses officiers qui vinrent l'enlever et le porter à l'ambulance, où il commença à donner quelques signes de vie (1). Échappé à cet éminent danger, et, quoiqu'il eût encore le bras en écharpe, Pajol vint, deux mois après, offrir de nouveau ses services à Napoléon, qui lui confia le commandement en chef de l'armée d'observation de la Seine, d'Yonne et de Loing, composée des divisions d'infanterie des généraux Pacthod et Alix, et de 4 brigades de cavalerie, commandées par les généraux du Coetlosquet, Delort, Grouvel et Montbrun. Forcé de suivre le mouvement de retraite de l'armée, Pajol quitta Montereau, Sens, Pont-sur-Yonne et Nemours, après en avoir fait sauter les pont, et vint prendre position sur l'Yères, occupant avec une forte avant-garde Melun. Napoléon l'ayant mandé à Guignes dans la nuit du 15 février 1814, lui communiqua ses projets sur Montereau, en lui ordonnant d'y arriver avec son corps le 17 de très-grand matin, afin d'attaquer les ennemis par la route de Melun, dans la belle position qu'ils occupaient sur les hauteurs de Surrine. Le 16, le général Pajol s'empara de nouveau du Châtelet, où il fit, après un assez vigoureux combat, quelques centaines de prisonniers. Le 17, débouchant à 6 heures du matin des bois de Valence, d'où il avait délogé l'avant-garde ennemie, il la

(1) Ce coup extraordinaire et qui tient du prodige, fit dire à Buonaparte, en voyant les débris du cheval du général Pajol : « Je fais une » grande perte que je ne remplacerai pas de sitôt ; et, si Pajol en re» vient, il ne doit plus mourir. »

força de se retirer sur son corps de bataille, qu'il attaqua avec la plus grande vigueur, persuadé que le maréchal Victor, qui devait arriver à la même heure, l'attaquerait aussi de son côté par son flanc droit. Cependant les heures s'écoulant et rien ne débouchant pour concourir à cette attaque, Pajol eut à contenir toute l'armée ennemie. A midi, il était encore seul aux prises avec les alliés; et déjà, sur 24 pièces de canon, 19 avaient été démontées, et il avait perdu un monde considérable. Il se préparait donc à la retraite, lorsque le grand-maréchal du palais, Bertrand, arrivant à toute bride, l'engagea à se maintenir, et lui annonça que le corps du maréchal Victor, dont le commandement venait d'être donné au général Girard, était arrivé, que ses tirailleurs étaient déjà engagés, et qu'enfin l'ennemi allait être vivement attaqué de ce côté. Le général Pajol, ranimant alors le courage de ses troupes, les réunit et les reporte en avant; l'ennemi, attaqué par ses flancs, se décide à abandonner sa position. Pajol, qui s'aperçoit de ce mouvement rétrograde, forme la brigage Delort en colonne serrée, par pelotons; ordonne aux généraux du Coetlosquet et Grouvel de se rapprocher, et de le soutenir; charge, en tête de cette cavalerie, sur la grande route de Montereau; arrive sous le feu le plus meurtrier au milieu de la colonne ennemie, la sabre, lui fait 5000 prisonniers et prend toute son artillerie. Il passe aussitôt le pont de Montereau, auquel l'ennemi venait de mettre le feu, et poursuit, sur les deux rives de l'Yonne, l'armée ennemie, qui ne dut son salut qu'à la nuit qui survint. Cette charge audacieuse et l'une des plus belles que l'histoire militaire puisse offrir, fut récompensée par le grade de grand-officier de la Légion-d'Honneur. Il fut conféré au général Pajol sur le champ de bataille par Buonaparte, qui, en l'embrassant, lui dit: *Si tous les généraux m'avaient servi comme vous, l'ennemi ne serait pas en France.* A la fin de cette belle journée, le général Pajol eut son cheval tué sous lui, et la chute qu'il fit alors ayant rouvert ses blessures, il fut obligé de quitter l'armée, et de se retirer à Paris, pour s'y faire soigner. Il y apprit, quel-

ques jours après, que Napoléon avait abdiqué. Après la restauration du trône des Bourbons, le général Pajol organisa les quatre régiments de cavalerie du Roi, qu'il commanda, en 1814, à Paris. Cette division ayant été dissoute, il fut envoyé à Orléans pour y prendre le commandement de huit régiments qui s'y rendaient. En 1815, Buonaparte, ayant quitté l'île d'Elbe, débarqua à Cannes; et, lorsqu'il fut arrivé à Paris, le 20 mars, le général Pajol lui envoya, le 21, un de ses aides-de-camp pour lui faire sa soumission, ainsi que celle de ses troupes, auxquelles il fit prendre le même jour la cocarde tricolore. A la suite de quelques altercations avec le maréchal Saint-Cyr, le général Pajol prit le commandement de l'armée de la Loire, et la conduisit à Paris, où il proposa à Buonaparte de marcher sur Bruxelles, avec les 18,000 hommes qui la composaient. Nommé membre de la chambre des pairs, créée par Buonaparte, il reçut ensuite le commandement en chef du 1er corps de cavalerie, qu'il rejoignit à Avesnes. Il passa la Sambre avec ce corps, le 15 juin; s'empara de Charleroy, où il entra le premier, après avoir sabré les troupes qui le défendaient, et vint prendre position le soir de cette même journée en arrière de Fleurus, après en avoir délogé l'arrière-garde prussienne. Le 16, occupant l'extrême droite de l'armée, il combattit des forces très-supérieures, et parvint cependant à empêcher les ennemis de porter des secours sur les autres points où ils étaient battus. Le 17, il s'aperçut à deux heures du matin que les ennemis dégarnissaient leur ligne, et effectuaient par conséquent leur retraite. Il fit aussitôt monter à cheval les brigades Ameil et Clary, et leur fit charger ce qui restait d'avant-postes ennemis. Ayant atteint l'arrière-garde prussienne, il l'attaqua, la culbuta, s'empara de 10 pièces de canon avec leurs caissons, et de tous les équipages, et fit un grand nombre de prisonniers : ces canons, les seuls pris dans cette campagne, furent envoyés à Buonaparte, qui récompensa le général Pajol par le grand-cordon de la Légion-d'Honneur. Le 18 juin, après s'être emparé de Namur et y avoir pris ce qui restait d'ennemis, Pajol suivait

la grande route de cette ville à Bruxelles, lorsqu'il entendit sur sa gauche une forte canonnade dans la direction de Waterloo. Ne doutant pas que toute l'armée ne fût aux prises, il quitte bien vite sa route et dirige sa colonne sur le canon, avec la division Teste, que Buonaparte, lui avait envoyée la veille. Il joignit à ces troupes la division Vallin, forte de 4 régiments de cavalerie, qui avait été détachés; mais, comme il avait dix lieues à parcourir, il ne put arriver qu'à cinq heures du soir sur la Dyle, en faisant d'avance prévenir le général Grouchy de son arrivée. Celui-ci envoya aussitôt son aide-de-camp, le colonel de Beranger, au général Pajol pour lui dire de passer la Dyle à Limale, et le prévenir que jusqu'à ce moment il n'avait pu la passer lui-même à Wavres, qu'il attaquait. Le général Pajol ne perd pas un instant; il ordonne au général Vallin, qui faisait tête de colonne, de former le 6ᵉ régiment de hussards en colonne par pelotons, de charger et de passer le pont de Limale. Le passage fut effectué par ce brave régiment, après avoir sabré et pris un bataillon prussien. Par ce mouvement la Dyle fut bien passée; mais comme il était neuf heures du soir, avant qu'une partie des troupes se fût établie sur la rive gauche, ce même passage devint inutile, attendu que le lendemain 19, au moment où l'on se disposait à se porter en avant, on apprit que la bataille de Waterloo était perdue. Cette nouvelle n'abattit cependant pas les esprits, et le général Pajol proposa d'attaquer l'ennemi avec les 36,000 hommes qui se trouvaient réunis sur ce point, et qui n'avaient encore rien souffert, et de tomber sur le flanc gauche des Anglo-Prussiens qu'on trouverait sûrement dans le désordre qui est la suite inséparable d'une grande bataille, quel qu'en soit le résultat. Cet avis n'ayant pas été suivi, Pajol repassa la Dyle et retourna, à marches forcées, sur Namur, qu'il fallait absolument occuper et conserver, comme seul point par où le gros du corps d'armée pouvait effectuer sa retraite; elle se fit dans le meilleur ordre jusque sous les murs de Paris, sans que l'armée fût entamée, l'ennemi ayant continuellement été battu toutes les fois

qu'il osa l'attaquer. Paris s'étant soumis aux puissances alliées, malgré tout ce que fit le général Pajol pour que l'on s'y défendît et qu'on s'y battît (1), ce général suivit l'armée derrière la Loire, où il resta jusqu'au licenciement. Il demanda, le 7 août 1815, sa retraite qui lui fut accordée. Le général Pajol, qui a toujours commandé des avant-gardes, ne s'est jamais laissé prendre par l'ennemi. Plein de sollicitude pour ses troupes, il les a toujours ménagées, et est ainsi parvenu à s'assurer leur affection et leur obéissance. Il est un de nos généraux modernes qui ait reçu le plus de graves blessures. Il a eu dans le cours de ses campagnes 16 chevaux tués sous lui, et a gagné tous ses grades sur le champ de bataille. Il est chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, grand-officier de la Légion-d'Honneur et chevalier des Ordres du mérite de Bavière et de l'Aigle-Blanche de Pologne. (*Documents fournis*, *Moniteur*, *états militaires*, *annales du temps*.)

DE LA PALICE, *voyez* DE CHABANNES.

DE LA PALU (Louis), *comte de Bouligneux*, avait commandé un régiment d'infanterie, lorsqu'il fut créé brigadier, le 30 mars 1693. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 29 janvier 1702, et celui de lieutenant-général, le 10 février 1704. Il fut tué au siége de Vérue, le 14 décembre de la même année. (*Chronologie militaire*, *tom.* *IV*, *pag.* 520.)

DE PANGE (Marie-Jacques-Thomas, *marquis*), *pair de France et maréchal-de-camp*, entra au service dans les gendarmes de la garde du roi, en 1786. Il passa, en 1787, sous-lieutenant au régiment des hussards de Bercheny, et

(1) Les observations trop vives que le général Pajol fit à cet égard, et son refus d'adhérer à la capitulation, déterminèrent le maréchal Davout à donner au général Excelmans l'ordre de faire monter à cheval 25 dragons, et d'arrêter le général Pajol sur les hauteurs de Mont-Rouge.

y fut fait capitaine, en 1789 (1). Il émigra, au commencement de la révolution, fit dans l'armée des princes français les campagnes de 1792 et 1793, en Champagne et en Allemagne, et celles de 1794 et 1795 en Hollande. Il était passé, en 1793, avec son grade de capitaine, dans le régiment de Rohan. Il quitta le service en 1795. Étant rentré en France, il y fut nommé l'un des chambellans de Napoléon. En 1812, il reprit du service, et fut alors nommé colonel de la garde d'honneur du département de la Moselle. Il devint colonel-major du 2ᵉ régiment des gardes d'honneur, le 7 avril 1823, et commanda sans interruption les escadrons de guerre de ce régiment, pendant les campagnes de 1813 et 1814, à la grande-armée, en Saxe et en France. Le 2ᵉ régiment des gardes d'honneur fut particulièrement cité pour sa belle conduite aux batailles de Léipsick et de Hanau, ainsi qu'aux affaires qui eurent lieu lors du passage du Rhin et de l'invasion de la France par les armées étrangères. Après la restauration du trône des Bourbons, le marquis de Pange fut nommé lieutenant de la 2ᵉ compagnie des mousquetaires de la garde de S. M. Louis XVIII, le 1ᵉʳ juillet 1814. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 23 août suivant. A l'époque du 20 mars 1815, il s'éloigna de Paris, et se retira à la campagne. Aussitôt après la seconde rentrée du roi en France, il fut chargé, en qualité de maréchal-de-camp, du commandement du département de l'Ardèche (9ᵉ division militaire), par lettres de service du 8 août 1815. Il passa au commandement du département du Gard, à Nîmes, le 5 mai 1816, et fut nommé, le 12 novembre 1817, commandant de la subdivision composée des départements du Gard, de la Lozère et de l'Ardèche. Il a été créé pair de France, le 5 mars 1819. Il a présidé, en 1820, le collége électoral du département du Gard. Le marquis de Pange est maintenant employé dans la 3ᵉ division militaire. Il est

(1) Le frère du marquis de Pange, colonel en second du régiment de Bercheny, avant la révolution, fut tué en combattant pour la cause royale dans la Vendée.

chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis (1). (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*.)

DE PANNAT, *voyez* ADHÉMAR DE LA SERRE.

DE PARABÈRE, *voyez* DE BEAUDÉAN.

DE PARAZOLS, *voyez* DE MONTRATIER.

DE PARDAILLAN DE GONDRIN (Antoine-Louis), *duc d'Antin, pair de France, et lieutenant-général*, naquit le 5 septembre 1665. Il entra au service comme lieutenant au régiment du Roi, en 1683, fit les campagnes de cette époque dans différents grades, et devint brigadier, le 20 mars 1693. On le créa maréchal-de-camp, le 3 janvier 1696, et lieutenant-général, le 23 décembre 1702. Il fut créé duc et pair, en 1710, et admis au conseil de régence, en 1788. Il avait été nommé surintendant-général des bâtiments du roi, à la création de cette charge, en 1716. Il mourut le 2 novembre 1736. (*Chronologie militaire*, *t. IV*, *pag*. 500.)

DE PARDAILLAN DE GONDRIN (Louis), *duc d'Epernon*, puis *duc d'Antin*, et petit-fils du précédent, naquit le 9 novembre 1707. Après avoir été colonel de 2 régiments, il fut créé brigadier, le 1er août 1734, et *maréchal-de-camp*, le 20 février 1743. Il mourut le 9 décembre de cette dernière année. (*Chronologie militaire*, *tom. VII*, *pag*. 190.)

---

(1) Le marquis de Pange fut appelé à commander à Nîmes dans un temps où il y existait des troubles, et y remplaça le général qui venait d'être assassiné. En alliant la prudence à la fermeté, le marquis de Pange fut assez heureux pour rétablir l'ordre dans quelques circonstances difficiles, et pour maintenir ensuite la tranquillité. Sa conduite en ces circonstances détermina les éloges flatteurs que le ministre de l'intérieur, dont il n'était pas personnellement connu, fit de lui à la tribune de la chambre des députés. L'élévation à la dignité de pair de France fut l'honorable récompense que S. M. crut devoir accorder aux services et au dévouement du marquis de Pange.

DE PARDAILLAN, *voyez* DE BEAUDÉAN.

DE PARME, *voyez* FARNÈZE.

DE PARSEVAL (Pierre-Charles), *comte de Briou*, *lieutenant-général*, naquit au château de Briou, en Orléannais, le 7 février 1743. Il entra au service, le 7 février 1759, comme cornette dans le régiment de cavalerie de Noailles, et fut fait capitaine, le 30 novembre 1761, dans le régiment de Crussol cavalerie, que l'on incorpora dans celui d'Orléans, en 1762. Il fit avec ces 2 régiments les campagnes de 1759, 1761 et 1762. (Le régiment de Noailles ayant été écharpé à la bataille de Minden, était rentré en France, en 1760, pour se recomposer). Le comte de Briou fut nommé exempt (1) des gardes-du-corps dans la compagnie Écossaise, le 21 mars 1770. Il eut un brevet du 27 mars 1773, pour tenir rang de mestre-de-camp; fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en mars 1777; devint lieutenant-chef de brigade des gardes-du-corps, le 24 février 1784; obtint le grade de brigadier des armées du roi, le même jour, et fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. Il était de service auprès de S. M. la reine Marie-Antoinette, dans les malheureuses journées des 5 et 6 octobre 1789. Au mois d'octobre 1791, le comte de Briou émigra, se rendit à Coblentz auprès des princes, frères du roi Louis XVI, et fit, sous leurs ordres, la campagne de 1792, comme commandant en premier des 12 escadrons des gardes-du-corps. Étant passé en Russie, au mois de juin 1795, il y servit successivement sous les règnes de Catherine, de Paul Ier et d'Alexandre; fut d'abord employé comme directeur d'un corps de cadets nobles (École militaire), et ensuite comme général-major dans la ligne. En mai 1808, Sa Majesté Louis XVIII fit au comte de Briou l'honneur de le charger de ses intérêts politiques auprès de l'empereur Alexan-

(1) *Exempt* était ce qu'on a appelé, dans les gardes-du-corps, *sous-lieutenant*, depuis l'ordonnance du 31 décembre 1775.

dre : il resta accrédité en cette qualité jusqu'au mois de septembre 1814, époque à laquelle le roi envoya M. le comte Juste de Noailles à Saint-Pétersbourg, avec le titre de son ambassadeur extraordinaire. De retour à Paris, au mois de décembre de la même année 1814, le comte de Briou fut promu au grade de lieutenant-général, et décoré du cordon rouge. Le roi lui avait conservé son rang dans les gardes-du-corps, et l'avait attaché à la compagnie de Wagram, l'une des deux compagnies de nouvelle création, et pour la formation desquelles on avait pris un noyau dans les quatre anciennes. En 1815, lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, le comte de Briou, étant à la tête de cette compagnie des gardes-du-corps, partit de Paris dans la nuit du 19 au 20 mars, et suivit le roi qui se rendait en Belgique. Près d'arriver à Gand, il fut investi du commandement de tous les corps de cavalerie qui composaient la maison militaire de S. M. Ce corps fut presque aussitôt cantonné à Alost, et dans les environs de cette ville, où S. A. R. Mgr. le duc de Berry établit en même temps son quartier-général. Ce fut sous les ordres immédiats et sous les yeux de ce prince, que le comte de Briou exerça le commandement qui lui avait été confié (1). Après la défaite de Buonaparte à Waterloo, le roi étant rentré en France, le comte de Briou y revint à la suite de S. M. Il fut créé grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er novembre 1815. Les deux compagnies de gardes-du-corps, nouvellement créées, ayant été supprimées par ordonnance royale, le comte de

(1) Peu de temps après la seconde rentrée du roi en France, le comte de Briou se présente un dimanche au palais des Tuileries et se rend chez S. A. R. le duc de Berry pour lui faire sa cour. Le prince sortait de son appartement pour aller chez le roi, lorsque, apercevant le comte de Briou, il le saisit par les deux mains, rentre dans son appartement à reculons, et dit au comte : *Venez, venez, modèle de l'honneur et de la fidélité, que je vous serre dans mes bras devant tout le monde!* Le prince était alors entouré de plus de 200 généraux ou autres officiers de divers grades.

Briou fut chargé des opérations du licenciement de celle de Wagram, qui, depuis la mort du prince de ce nom, n'avait plus été appelée que 5ᵉ compagnie des gardes-du-corps. Il fut aussi chargé de diriger la liquidation des comptes de cette compagnie, et eut la satisfaction de bonifier au trésor de S. M. une somme de 164,000 francs, excédant des crédits sur les dépenses : cette opération valut au comte de Briou une lettre infiniment flatteuse que lui écrivit M. le comte de Pradel, directeur-général du ministère de la maison du roi. Une ordonnance royale ayant mis à la retraite tous les officiers-généraux qui avaient plus de 54 ans d'âge, le comte de Briou termina alors sa carrière militaire et diplomatique, après 57 ans et demi de services honorables ; il se retira à Autry, près de Blois, où il est décédé, en 1822, âgé de près de 80 ans. (*Etats et brevets milit.*)

DE PARTENAY, *voy.* L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX.

PARTOUNEAUX (Louis, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Paris, le 26 septembre 1779. En sortant du collége, il entra comme grenadier volontaire dans le 1ᵉʳ bataillon, qui fut formé à Paris, en 1791. Il passa, en 1792, sous-lieutenant au régiment de Hainaut, ou il parvint au grade de capitaine, en 1793. Il fit ses premières armes sous les généraux Dugommier et Masséna, et se fit remarquer dans les combats livrés sur les montagnes des Alpes. Au combat d'Utelle, le 22 octobre 1793, les capitaines Partouneaux et Guyeux conduisirent, par ordre de Dugommier, 200 grenadiers et chasseurs au secours du poste de la Madone. Il leur était enjoint de repousser les assaillants, et en même temps on leur avait défendu de brûler une seule amorce. Ce fut donc à la baïonnette qu'ils exécutèrent l'ordre qu'ils avaient reçu, et qu'ils contribuèrent, dans cette journée, à la défaite des Piémontais. Dugommier, qui avait particulièrement distingué le capitaine Partouneaux, le choisit pour être l'un des 6 officiers qu'il conduisit avec lui au siége de Toulon. Partouneaux fut blessé dangereusement en montant des premiers à l'assaut de la redoute anglaise, dont la prise décida la reddition de Toulon.

Il fut nommé adjudant-général chef de bataillon sur le champ de bataille, par Dugommier, qui lui écrivit ces mots, en lui envoyant le brevet de ce grade : « Je t'envoie » le tribut de la reconnaissance nationale; je te le fais passer » avec autant de plaisir qu'il y a eu de justice à te l'ac- » corder. » L'adjudant-général Partouneaux étant guéri de ses blessures, alla combattre à l'armée d'Italie, sous les ordres du général en chef Buonaparte. Le général Joubert, qui commandait alors un corps d'armée dans le Tyrol, donna à Partouneaux, dans beaucoup de circonstances, les preuves les plus honorables de son estime et de sa confiance dans ses talents et sa valeur. Les hostilités ayant cessé avec l'Autriche, Partouneaux fut chargé de missions à Rome et à Venise, et s'y concilia l'estime des magistrats et l'affection des habitants. La guerre recommença avec l'empereur d'Allemagne; et Partouneaux, après avoir prit part aux sanglantes batailles livrées sous Vérone, fut promu au grade de général de brigade, le 23 avril 1799. Ce fut en cette qualité qu'il dirigea l'arrière-garde de l'armée française, battant alors en retraite. Il mérita dans ces circonstances difficiles, les éloges que les généraux en chef donnèrent à sa conduite, qui fut constamment marquée au coin de la prudence et de la valeur. Il commanda une brigade à la bataille de Novi, où le général en chef Joubert fut tué le 15 août 1799. Il fut blessé et fait prisonnier le même jour, en faisant, de concert avec les généraux Pérignon et Grouchy, de grands mais inutiles efforts pour rallier les troupes de l'arrière-garde française qui se trouvait prise entre deux feux dans le village de Pasturana : la cour de Vienne l'échangea contre M. de Zack, général-major de l'armée autrichienne. Après cet échange, le général Partouneaux fut chargé, par le premier consul Buonaparte, de démolir la forteresse d'Erhenbreitstein, sur la rive droite du Rhin, vis-à-vis de Coblentz. Partouneaux fut nommé général de division, le 27 août 1803, et employé en cette qualité dans le corps d'armée du maréchal Ney, qui commandait le camp de Montreuil. En 1805, il alla servir en Italie sous les ordres du maréchal Masséna,

qui lui donna le commandement d'une belle division de grenadiers. Il traversa Véronnette, le 25 octobre, culbuta les ennemis jusqu'au village de Saint-Michel et prit position à Vayo, au mois de novembre. Il combattit, le 8 de ce dernier mois, à la bataille de Caldiero, gagnée sur les Autrichiens, et sa division y décida la victoire, en chargeant, à la baïonnette, la réserve que l'archiduc Charles avait fait avancer et qui fut poursuivie jusqu'au-delà des redoutes élevées en arrière de Caldiero. Le général Partouneaux continua de se distinguer dans le cours de cette campagne, après laquelle il fut placé à la tête d'une autre division dans le corps d'armée qui marcha contre Naples, sous les ordres du nouveau roi Joseph Buonaparte. Il attaqua la ville de Capoue, qui se rendit après avoir reçu quelques coups de canon. La ville de Naples ayant capitulé le 13 février 1806, les divisions Partouneaux et Duhesme furent les premières qui y entrèrent. Le général Partouneaux fut nommé, le 19 mai suivant, grand-dignitaire de l'ordre des Deux-Siciles. Appelé quelque temps après au gouvernement difficile des Abruzzes, il s'y occupa avec le plus grand succès de la police et de la sûreté des routes, rallia toutes les classes d'habitants à une opinion favorable au nouveau gouvernement, et fit surtout aimer le nom français. Le roi Joseph, étant allé visiter ces provinces en 1807, fut tellement satisfait de tout ce que le général Partouneaux avait fait pour le bien de ce pays, qu'il lui en témoigna sa satisfaction par une lettre des plus honorables, sous la date du 23 mai de la même année. En 1809, le général Partouneaux commandait dans les Calabres, lorsqu'une expédition anglaise effectua quelques débarquements de troupes sur les côtes maritimes de ces provinces. Il avait pris d'avance des mesures de précaution, si sages et si bien concertées, qu'aucun des mécontents du pays n'osa profiter de la circonstance pour remuer. Le 29 mai, avec 5 bataillons et 2 escadrons de cavalerie, il obligea un détachement anglais de renoncer au siége du fort de Scylla, s'empara de l'artillerie ennemie et fit prisonniers 200 cavaliers anglais qui s'étaient avancés dans les terres.

Appelé, en 1812, à la grande-armée de Russie, il y commanda une division dans le 9ᵉ corps d'armée, qui arriva, dans les premiers jours du mois de septembre, à Smolensk, et s'y arrêta. Pendant la fatale retraite de Moscou, le général Partouneaux reçut, le 27 novembre au matin, du maréchal duc de Bellune, qui commandait ce corps, l'ordre de former l'extrême arrière-garde de la grande-armée. La division Partouneaux était alors réduite à environ 3000 hommes. Partouneaux exécuta cet ordre jusqu'à Borisow. Ses instructions portaient qu'il ferait évacuer cette ville, contiendrait le général russe Tchitchagow sur la rive droite de la Bérézina, et suivrait du reste le mouvement de la grande-armée française. En arrivant à Borisow, le général Partouneaux trouva cette ville encombrée par des milliers de traînards de l'armée française, sans armes, mourant de faim et exténués de fatigues, au milieu d'un encombrement considérable de voitures et de bagages. Il fit entrer la brigade Camus dans Borisow, et lui ordonna de faire évacuer la place et d'observer, par des postes, le général Tchitchagow qui cherchait à passer la Bérézina sur les débris du pont qui avait été brûlé. Il chargea en même temps les brigades Billard et Blamont d'observer, sur la route de Smolensk, la marche des corps ennemis de Witgenstein et de Platow. Il avait ainsi pourvu à l'exécution des ordres du maréchal duc de Bellune, lorsque le colonel d'Ambrugeac lui apporta, de la part de ce maréchal, l'ordre de rester à Borisow et d'y passer la nuit. Ce nouvel ordre exigeait d'autres dispositions, d'autant plus difficiles à faire, que les incendies se multipliaient dans la ville, et que le désordre y était considérable. Sur ces entrefaites, la canonnade et la fusillade des Russes fit encore refouler sur Borisow une grande quantité de bagages et une énorme colonne d'hommes isolés, sans armes et dans le plus grand effroi. La confusion devint bientôt telle, que le général Partouneaux se vit obligé de sortir de Borisow, pour séparer ses troupes de la cohue qui aurait empêché jusqu'au moindre de leurs mouvements dans l'intérieur de la ville. Il ordonna au général Camus de rester dans Bo-

risow, jusqu'à ce que les brigades Billard et Blamont fussent passées, et de faire ensuite l'arrière-garde. Le général Partouneaux se porta ensuie au-devant des deux brigades, laissées par lui en observation sur la route de Smolensk, se proposant de diriger lui-même son artillerie au travers de la ville, alors en feu, afin d'éviter les événements funestes que la moindre négligence pouvait causer. En revenant sur Borisow, qu'il voulait traverser, Partouneaux fut fort étonné d'y trouver, au lieu des troupes du général Camus, celles du corps russe de Tchitchagow. Il fallut livrer un rude combat, et s'ouvrir un passage à la baïonnette. A deux werstes de Borisow, la première brigade, qui marchait en tête de la division, rencontra le gros du corps ennemi; et aussitôt il s'engagea un combat de mousqueterie et d'artillerie, pendant lequel les troupes de la division Partouneaux se trouvaient traversées par les boulets qui les prenaient de tête en queue dans le défilé où elles étaient engagées : cette division tira, dans cette occasion, plus de 400 coups de canon, sans pouvoir néanmoins avancer beaucoup, parce que la résistance de l'ennemi la rendit stationnaire au milieu de bagages accumulés et d'une masse considérable de traînards sans armes, tous sans forces ou sans volonté de combattre. Sur ces entrefaites, arriva un aide-de-camp du général russe Wittgenstein, qui, en annonçant au général Partouneaux qu'il était cerné de tous côtés, le somma de se rendre. Malgré l'état de détresse où il se trouvait, Partouneaux fit à ce parlementaire la réponse que l'on pouvait attendre d'un digne et courageux Français : il refusa de capituler. Il envoya aussitôt l'ordre au général Camus de se porter en avant, et d'enfoncer l'ennemi; mais ce général lui fit dire que le pont sur lequel on espérait pouvoir passer la Bérézina était en feu. Le général Partouneaux ordonna alors au général Camus de chercher à effectuer le passage, soit en remontant, soit en descendant la Bérézina. Déterminé lui-même à tenter ce moyen, et quoiqu'il fût nuit close, il prit sur sa droite, à la tête de sa 2ᵉ brigade, et se mit à gravir la montagne, au pied de laquelle il se trouvait. Au lieu de rencontrer,

comme il l'espérait, la 3e brigade de sa division, à laquelle il avait envoyé l'ordre de s'y rendre (il paraît constant que cet ordre ne parvint pas au général Blamont), le général Partouneaux se trouva en face de l'armée du comte de Wittgenstein, qui l'entourait sur trois côtés, tandis que derrière lui il avait le corps de Platow, et celui de Tchitchagow sur la Bérézina. Partouneaux continua cependant à marcher à la tête d'environ 500 hommes, cherchant jusqu'à la dernière extrémité à remonter la Bérézina. Après avoir erré long-temps, il se trouva sur un lac trop peu gelé et dont la glace, craquant sous les pieds, menaçait à chaque instant de s'ouvrir et d'engloutir ceux qu'elle portait. Dans cette situation critique, et se voyant d'ailleurs serré de près par le gros de la cavalerie russe qui suivait sa marche, le général Partouneaux permit qu'on parlât de se rendre : il était alors environ minuit. Les divers engagements qui avaient eu lieu dans cette journée désastreuse, ainsi que les pertes inévitablement résultantes des accidents attachés à une marche de nuit, dans une saison des plus rigoureuses et sur un terrain hérissé de difficultés, avaient réduit la division Partouneaux à 1500 hommes tout au plus, lorsqu'elle fut obligée de se rendre prisonnière de guerre, après avoir tenté les plus grands efforts de courage contre des forces infiniment supérieures (1). Partouneaux ne rentra en France qu'en 1814, après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le créa grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 23 août de la même année. Lors

(1) Le 29e bulletin de la grande-armée de Russie, et d'après lui les auteurs des *Victoires et conquêts des Français*, depuis 1792 jusqu'en 1815, avaient rendu un compte inexact de l'événement que nous venons de citer, et l'on y avait imputé au général Partouneaux de s'être égaré pendant la nuit, et d'être tombé sans le savoir au milieu de l'armée russe, à laquelle il avait été obligé de se rendre. On avait même été jusqu'à insinuer que ce général avait abandonné son poste dans ce moment critique. Le général Partouneaux a publié, en 1815, une adresse à l'armée, dans laquelle il s'est pleinement justifié de toutes ces inculpations, en exposant les faits tels que nous les rapportons ici.

de l'invasion de Buonaparte en France, en 1815, le général Partouneaux resta attaché à la cause de son roi (1). Il fut nommé gouverneur de la 8ᵉ division militaire, dans la même année, et passa au commandement de la 10ᵉ division militaire, dans le courant du mois de novembre, aussi de la même année. S. M. lui accorda le titre de comte, le 20 novembre 1816. Il fut remplacé dans son commandement de la 10ᵉ division militaire, par le baron Bourke, en vertu d'une ordonnance royale, rendue à sa sollicitation, le 6 octobre 1819; mais on le rappela à ce même commandement, le 27 décembre suivant. Il a été créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1ᵉʳ mai 1821. Nommé président du collége électoral du département du Var, dans la même année, il y a été élu membre de la chambre des députés. Le général Partouneaux est maintenant employé dans la garde royale, en qualité de commandant de la 1ʳᵉ division d'infanterie. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE PAS (Manassés), *marquis de Feuquières, commandant d'armée*, naquit à Saumur, le 1ᵉʳ janvier 1590. Après la mort de François du Pas, son père, chambellan de Henri IV, tué à la bataille d'Yvry (2). Le jeune de Pas servit comme volontaire, et fut fait successivement lieutenant, puis capitaine, dans un vieux régiment, mestre-de-camp d'infanterie appointé, et enfin aide-de-camp des armées du roi. En 1626, après le traité de Monçon, il ra-

(1) Il écrivit alors à Buonaparte pour se plaindre de l'injustice que celui-ci avait commise à son égard, en rendant inexactement compte de l'affaire de Borisow, en 1812, dans le 29ᵉ bulletin de la grande-armée, et il termina sa lettre par ces mots : « Je n'irai point abandonner un prince malheureux, qui n'a pu opposer au torrent qu'entraîna votre fortune que des droits et des vertus.... »

(2) Lorsqu'on apprit sa mort à Henri IV, ce prince s'écria : « Ventre-saint-gris, j'en suis fâché : la race en est bonne. N'y en a-t-il plus ? — La veuve est enceinte, lui répondit-on. — Eh bien, je donne au ventre la même pension qu'au père. »

mena en France les troupes que le roi avait dans la Valteline. Employé au siége de La Rochelle, en 1627 et 1628, il ménageait une intelligence pour surprendre la ville, lorsqu'il fut fait prisonnier, en reconnaissant l'endroit par où l'on devait y entrer : les ennemis le gardèrent pendant neuf mois. Il contribua cependant beaucoup à la reddition de cette place, par le moyen de madame de Navailles. Créé maréchal-de-camp, en 1639, il servit, en cette qualité, à l'armée de Bresse sous le maréchal de la Force, et en Italie au secours de Cazal. Il fut fait lieutenant-général aux pays Messin et Toulois, et gouverneur de Vic, Moyenvic et Toul, en 1631. Ambassadeur extraordinaire en Allemagne, par pouvoir donné à Saint-Germain-en-Laye, le 3 février 1633, il forma, par deux traités signés au mois d'avril, l'union des Suédois, et de plusieurs princes et états de l'Empire avec le roi. Il fut nommé chevalier des Ordres du roi, le 14 mai; mais il ne fut point reçu. Chargé de négocier avec Wallenstein, généralissime des armées de l'empereur, par pouvoir donné à Chantilly, le 11 juillet, il était sur le point de conclure un traité lorsque Wallenstein fut assassiné, au mois de février 1634. Ambassadeur extraordinaire en Allemagne, par pouvoir donné à Saint-Germain-en-Laye, le 24 janvier 1634, il parcourut toutes les cours d'Allemagne, et eut un pouvoir donné à Sainte-Geneviève-des-Bois, le 9 octobre de la même année, pour conclure les traités qu'il jugerait convenables avec les électeurs et prince de l'Empire. Il servait, en 1635, en qualité de maréchal-de-camp, à l'armée d'Allemagne, sous le duc d'Angoulême, lorsqu'il eut un pouvoir donné à Paris, le 18 février, pour commander en chef, en qualité de maréchal-de-camp, l'armée de 12,000 Allemands, qui joignirent le duc de Saxe-Weimar. Il commanda cette armée jusqu'à la jonction du cardinal de la Valette, et y resta jusqu'à la fin de la campagne de 1636. Il se démit, la même année, du gouvernement de Toul, de Vic et de Moyenvic, et fut pourvu de celui de Verdun. Crée lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 14 juillet 1637, il servit, en cette qualité, dans l'armée comman-

dée par le maréchal de Châtillon, et se trouva à la prise de quelques petites places. Au siége d'Yvoy, il força, le 11 août, une demi-lune, ce qui obligea la ville de capituler dès le 13. Le 18, il investit Damvilliers, qui se rendit le 25 octobre. Il fut pourvu de la lieutenance-générale en Verdunois, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 21 février 1638. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 avril, il fut employé dans l'armée du duc de Longueville, qui, après la prise de plusieurs petites places et châteaux en Franche-Comté, joignit l'armée du duc de Weimar pour le siége de Brisack. Lieutenant-général commandant en chef l'armée de Luxembourg, par pouvoir donné à St.-Germain-en-Laye, le 17 mars 1639, il investit Thionville, le 26 mai. Ses lignes n'étaient point encore achevées, et il n'avait pour ce siége que 7500 hommes, lorsque Picolomini s'avança, le 6 juin, avec 14,000 hommes, pour secourir la place. Le lendemain, le général de l'empereur attaqua un des quartiers qui n'était point encore retranché, le força, entra vers le soir dans la ville, et tomba sur l'armée française. La cavalerie de cette armée avait pris la fuite dès le matin, en sorte que l'infanterie, ainsi abandonnée, fut taillée en pièces. Feuquières, blessé de 2 coups de mousquet, dont l'un lui avait fracassé le bras au-dessus du coude, découvrait ce bras tout ensanglanté, et s'efforçait de ramener ses gens à la charge; mais il se vit bientôt seul, tomba en défaillance par la perte de son sang, et fut pris par les ennemis: on l'emporta dans Thionville, où il mourut le 13 mars 1640 (1). (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 480; *le continuateur du Père*

(1) Les ennemis que le marquis de Feuquières avait à la cour contribuèrent à ce revers, en éloignant de son armée les secours qui lui avaient été promis. Ils cherchèrent encore à le calomnier après qu'il eut succombé; mais le roi Louis XIII fit connaître hautement qu'il était satisfait de la conduite de Feuquières. Passant un jour devant la maison du marquis qui était en fort mauvais état, le roi dit à ceux qu étaient auprès de lui: « Ce pauvre Feuquières songeait plus à faire la guerre qu'à » accommoder sa maison. »

Daniel, *Levassor*, *Mémoires du Père d'Avrigny*, *Mémoires du marquis de Feuquières*, *Histoire de France*, *par Anquetil*, *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. XIV*, *pag.* 461.)

DU PAS, *voyez* DE BAUDOIN.

DU PASSAGE, *voyez* QUIOT.

PATÉ DE CHALLERANGES (Ferry), *maréchal de France*, eut la seconde charge de maréchal de France, instituée par Saint-Louis, de 1235 à 1240. En 1226, il fut ambassadeur du roi, avec Raoul de Mello, pour recevoir de Jeanne, comtesse de Flandre, le château de Douay et autres places. Dans un acte du 2 des calendes de décembre 1240, il est qualifié maréchal de France. On le chargea d'une seconde ambassade pour écouter les propositions du comte de Toulouse, en 1243. Dans 3 chartes du trésor du roi de 1244, et quelques années après, il portait encore le titre de maréchal. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 108.)

PÉALARDY (Mathieu), *lieutenant-général d'artillerie*, naquit à Vadans, arrondissement d'Arbois, en Franche-Comté, le 9 septembre 1753. Il entra au service comme soldat au régiment de Grenoble artillerie, le 30 juillet 1771, et y obtint le grade de sergent, le 1er mars 1777. Il fut incorporé, avec le grade de sergent-major, dans le régiment d'artillerie des colonies, le 16 février 1786, et y fut fait lieutenant en troisième, le 3 juillet 1788. Passé dans les colonies des Iles-du-Vent, en 1786, il y fit les campagnes de 1786, 1787, 1788, 1789 et 1790, et y reçut une blessure à la jambe droite. Il repassa en France, en 1791, fut nommé lieutenant en second, le 1er mars 1792, lieutenant en premier le 1er janvier 1793, et capitaine, le 20 septembre suivant. Il fut employé à l'armée du Nord, en 1792 et 1793. Il fut envoyé à l'armée de l'Ouest, au mois de septembre de cette dernière année, et nommé, dans le même mois, directeur provisoire de l'artillerie au Port-Louis. Désigné, au mois de janvier 1794, pour commander l'artillerie dans

les Iles-du-Vent, il s'embarqua de nouveau pour ces colonies, où il arriva le 22 avril. Il y fit les campagnes de 1794 et 1795, se trouva à plusieurs batailles ou combats, et notamment à l'attaque de la Pointe-à-Pitre, où les Anglais perdirent 800 hommes. Ce fut après cette affaire que le capitaine Péalardy obtint, le 5 juillet 1794, le grade de général de division, en considération de la belle conduite qu'il y avait tenue. Cette promotion fut confirmée par un brevet du 24 septembre suivant, et un décret de la convention nationale, en date du 11 du même mois, déclara que ce général avait bien mérité de la patrie. Nommé commandant en chef provisoire des troupes aux Iles-du-Vent, le même jour 5 juillet 1794, il marcha sur la commune de Petit-Bourg, à la Pointe-de-Bacchus, où se trouvaient les magasins de vivres et de munitions des Anglais. Il enleva de vive force ces magasins, le 28 septembre, et fit 150 prisonniers. Il prit ensuite des mesures pour forcer les Anglais dans leurs camps retranchés; et, après plusieurs affaires, il parvint à obliger le général Graham de capituler le 7 octobre, et de mettre bas les armes, avec 1500 hommes qui furent faits prisonniers. Dans l'un des combats qui précédèrent cette capitulation, le général Péalardy fut renversé sans connaissance par la commotion que lui fit éprouver un boulet de canon qui venait de tuer à ses côtés un capitaine nommé Béranger : cette commotion fut si violente, que le général Péalardy eut momentanément le côté droit paralysé. Après la capitulation du général Graham, il ne restait plus aux Anglais dans la colonie de la Guadeloupe que le fort Saint-Charles. Le général Péalardy en fit le siége, et il pressa les travaux avec beaucoup d'activité. Après 58 jours de tranchée ouverte, les Anglais évacuèrent ce fort, et la conquête de la Guadeloupe fut alors assurée à la France. Le général Péalardy repassa en France, le 5 octobre 1795. Il fut encore renvoyé aux colonies des Iles-du-Vent comme général de division commandant la force armée. S'étant de nouveau embarqué pour la France à bord de la frégate *la Vengeance*, le 30 janvier 1800, il essuya une attaque de la part de la fré-

gate américaine *la Constellation*, et fut forcé de relâcher à Caracas, où il resta pendant 7 mois. Au bout de ce temps, il retourna à la Guadeloupe, et s'y embarqua, pour la France, le 27 février 1801, sur la corvette *le général Brune*. Il fut fait prisonnier par les Anglais, le 9 avril suivant, et conduit en Angleterre. Il revint en France sur parole, le 2 juin suivant, et fut échangé après le traité de paix conclu à Amiens. Il a été admis à la retraite du grade de général de division, le 1er juillet 1811, après 52 ans de service, dans lesquels il faut comprendre 12 campagnes de guerre (1). (*Etats et brevets militaires.*)

PECHPEIROU DE COMMINGES (Gilles-Gervais), *comte de Beaucaire*, avait été mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie, lorsqu'il fut créé brigadier, le 1er mai 1745. Il obtint le grade de *maréchal-de-camp*, le 1er janvier 1748. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 282.)

PEGOT (Guillaume-Alexandre-Thomas, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, naquit à Saint-Gaudens en Languedoc, le 7 mars 1773. Il entra au service comme volontaire dans la marine, le 2 février 1790. Il fut nommé, le 8 juin 1792, capitaine au 3e bataillon de son département (depuis 27e régiment d'infanterie de ligne), et y devint lieutenant-colonel en second, le 8 septembre de la même année. Il

---

(1) Le général Péalardy a donné dans plusieurs circonstances des preuves de générosité et d'humanité, parmi lesquelles nous citerons les deux suivantes. En juin 1791, étant à Lorient, il arracha à une mort certaine 2 officiers d'artillerie, nommés Vaurion et de la Haye, qui, sur le soupçon de professer des opinions anti-patriotiques, allaient devenir victimes de l'effervescence des troupes et de la populace. Lors de la capitulation du général Graham, le 7 octobre 1794, à Berville, île de la Guadeloupe, 300 Français furent pris, les armes à la main, dans les rangs anglais. Parmi ces malheureux que Péalardy ne pouvait sauver tous, il choisit la comtesse de Boubers, lui fit donner de suite un sauf-conduit pour le Lamentin, et la recommanda au maire et au commissaire du gouvernement dont il était sûr. De cette maniere, la comtesse échappa aux recherches de Victor Hugues, qui fit fusiller plusieurs de ces prisonniers français.

passa chef de bataillon à la suite de la 3e demi-brigade d'infanterie de ligne, le 26 juin 1799, et fut attaché comme adjoint à l'état-major de la 10e division militaire, le 13 juillet suivant. On lui donna le commandement de la place de Toulouse, le 15 octobre de la même année. Il fut employé comme officier-supérieur au corps d'avant-garde de l'armée des côtes de l'Océan, par lettres de service, du 27 juillet 1805, et passa, en la même qualité, à l'état-major-général de l'armée de Naples, le 28 mars 1806. Il fut fait major au 1er régiment de ligne napolitain, le 16 juin suivant, et colonel du même régiment, le 16 novembre 1807. Nommé inspecteur aux revues, le 1er février 1812, il fut promu au grade de maréchal-de-camp des armées napolitaines, le 20 mars 1813, et obtint, le 11 janvier 1814, du roi des Deux-Siciles, la direction-générale des revues de l'armée de terre et de mer, celle de la conscription militaire, et enfin celle du recrutement maritime. Depuis son entrée au service, il avait fait les campagnes de 1792, 1794 et 1795, à l'armée des Pyrénées; la campagne de 1796, à l'armée d'Italie; celles de 1798 et 1799, à la même armée d'Italie, et dans l'intérieur de la France; celle de 1805, à l'armée des côtes de l'Océan, puis à la grande-armée d'Allemagne, avec le 5e corps, jusqu'après la bataille d'Austerlitz. Il a fait aussi les campagnes de l'armée de Naples, en 1806 et 1807, et celles de 1808, 1809 et 1810, en Espagne. Pendant la durée de sa carrière militaire, il s'est distingué en plusieurs occasions. En 1799, à l'affaire du 20 août, contre les insurgés, près Montrejeau dans la Haute-Garonne, il déploya les talents et la bravoure d'un excellent officier, et fut un de ceux qui se distinguèrent le plus dans cette journée. Pendant la campagne d'Espagne, en 1808, étant colonel du 1er régiment de ligne napolitain, il donna constamment l'exemple du courage. Il enveloppa, le 11 juin, un fort détachement d'insurgés dans l'ermitage de Moncada; et, sur le refus que ceux-ci firent de se rendre, on les passa tous au fil de l'épée. Le colonel Pegot se distingua particulièrement en prenant d'assaut le château-fort de Montgat, en Catalogne : 15

pièces de canon furent le fruit de cette conquête. Il se fit aussi remarquer par l'intelligence et la valeur qu'il déploya dans le commandement des postes avancés, pendant le siége de Barcelonne. Le général Pegot était, en 1814, dans le royaume de Naples, lorsque le roi, Joachim Murat, prit la résolution d'armer contre la France. Possesseur de belles propriétés, et jouissant de plusieurs traitements dont la cumulation s'élevait à 56,000 francs par an, le général Pegot ne balança pas à tout sacrifier, plutôt que de continuer à rester au service d'une puissance en guerre avec sa patrie. Il se démit de ses emplois, vendit à vil prix ses propriétés, quitta Naples au mois d'août, et revint en France, où S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 20 août. Précédemment il avait été fait chevalier de la Légion-d'Honneur, le 29 mai 1806; chevalier de l'ordre royal des Deux-Siciles, le 18 mai 1808, et commandeur du même ordre, le 19 du même mois. Il fut admis au service de France, dans son grade de maréchal-de-camp, le 9 septembre 1814. En 1815, il fut nommé commandant supérieur du département de la Gironde (Bordeaux), par le comte de Damas-Crux. Chargé, au mois d'août, du licenciement de la troupe de ligne qui s'y trouvait, il conduisit cette opération avec autant de prudence que de succès. Les journaux du temps ont rendu compte des services importants que le général Pegot rendit pendant la durée de ce commandement (1). Il n'a pas été employé depuis. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

PEGOT (Jean-Gaudens-Claude, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, et frère puîné du précédent, naquit à Gaudens en Languedoc, le 6 juin 1774. Il entra au service, le 12

---

(1) S. A. R. MADAME, duchesse d'Angoulême, daigna lui dire : « La » ville de Bordeaux vous doit beaucoup de reconnaissance. » S. A. R. Mgr., duc d'Angoulême, lui dit aussi : « Vous serez honorablement » placé. »

février 1792, comme volontaire national, dans le 3e bataillon du département de la Haute-Garonne, qui devint ensuite la 57e demi-brigage d'infanterie de ligne. Il fut fait sous-lieutenant au même corps, le 23 octobre 1792, et capitaine le 1er décembre suivant. Il fit, en ses diverses qualités, les campagnes de 1792 et 1793, aux armées des Alpes et du Var, et servit au siége de Toulon. Il fut employé, en 1794 et 1795, à l'armée des Pyrénées, fit les campagnes de 1796 et 1797 à l'armée d'Italie, et celles de 1798, 1799 et 1800, en Italie. Il reçut un coup de feu au pied droit, le 3 novembre 1799, sous Fossano. Prisonnier de guerre des Autrichiens, le 4 décembre suivant, il fut échangé et rentra à l'armée d'Italie, le 9 novembre 1800. Employé en Hollande, en 1801, il passa, la même année, à St.-Domingue, où il servit jusqu'en 1804. Il y fut nommé, sur le champ de bataille, chef de bataillon au 28e régiment d'infanterie légère, le 15 octobre 1802. Le capitaine-général Rochambeau lui décerna un sabre d'honneur, pour la conduite distinguée qu'il avait tenue à l'affaire du 18 novembre 1803 devant le Cap français. Il fut incorporé, avec son grade de chef de bataillon, dans le 5e régiment d'infanterie légère, le 16 septembre 1804. Étant revenu en France, il fut employé, la même année, dans l'armée de l'intérieur, et servit à l'armée du Nord, en 1805 et 1806, et à la grande armée d'Allemagne, en 1807. Nommé, le 12 juillet de cette dernière année, major au 26e régiment d'infanterie de ligne, il fut employé, en cette qualité, dans l'intérieur, en 1808. Il fit les campagnes de 1809, 1810 et 1811, en Espagne et en Italie. Devenu colonel du 82e régiment de ligne, par décret du 19 avril 1811, il fit avec ce régiment la campagne de Russie, en 1812, et combattit vaillament à la bataille de la Moskowa, le 7 septembre (1). Il fit la

(1) Les auteurs des *Victoires et conquêtes* ont commis une erreur en attribuant à Guillaume-Alexandre-Thomas Pegot, le grade de colonel du 84e régiment de ligne, et le commandement de ce régiment pendant la campagne de Russie, en 1812. C'est à Jean-Gaudens Clau-

campagne de 1813, en Allemagne, puis en Italie. Le général de division Grenier, sous les ordres duquel il servait, le cita avec éloge dans son rapport au vice-roi d'Italie, sur les affaires qui avaient eu lieu à Villac et à Feistritz, les 24 et 29 août. Créé général de brigade, le 31 décembre suivant, il continua de servir en Italie pendant la campagne de 1814, et fut blessé de trois coups de feu au combat de la Starla devant Gènes, le 13 avril. Le général Pegot avait été nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 15 avril 1806; officier de la même Légion, le 30 juillet 1812, et commandant du même ordre, le 5 février 1813. Après la restauration du trône des Bourbons, Sa Majesté Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, au mois de septembre 1814. En 1815, pendant les *cent jours*, il servit dans l'armée de Buonaparte, et se trouva aux combats qui furent livrés en Belgique. Il ne fut point employé après la 2e restauration, et mourut à Saint-Gaudens, le 1er avril 1819. (*Etats et Brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

PELET (Jean-Jacques-Germain), *maréchal-de-camp*, naquit à Toulouse, le 15 juillet 1779. Il reçut une éducation soignée, qu'il tourna ensuite vers les études militaires. Appelé au service comme conscrit, au mois de septembre 1800, il se rendit à l'armée d'Italie, commandée par le général Brune, et ne tarda pas à être employé dans le corps du génie, comme adjudant provisoire, d'abord aux grands travaux de la place d'Alexandrie, puis aux siéges de Peschiera et des forts de Véronne. Nommé sous-lieutenant-géographe, au mois d'avril 1801, il devint lieutenant, en 1802. Ce fut en cette qualité qu'on l'employa aux travaux de la belle carte d'Italie, et qu'il fut chargé des levées de plans et des reconnaissances des champs de bataille, et enfin du

---

de Pegot, dont ces mêmes auteurs ont omis de parler, que ces deux citations devaient s'appliquer. (*Voyez* l'article Pegot, pag. 133 du XXXVIe volume des *Victoires et conquêtes.*)

dictionnaire topographique de cette carte jusqu'en 1805. Ces divers travaux ont été placés au dépôt de la guerre, et ils reçurent des éloges de Napoléon Buonaparte, lorsqu'ils lui furent présentés à l'époque de son couronnement à Milan ; ils donnèrent aussi au jeune ingénieur-géographe Pelet une considération telle, qu'elle lui valut d'être consulté par le commandant en chef provisoire de l'armée d'Italie, en 1805, lorsque ce corps se trouvait menacé d'une attaque de la part des Autrichiens. Un mémoire, que Pelet remit à ce sujet, et dans lequel il discutait les dispositions à prendre, détermina le maréchal Jourdan à se faire accompagner par lui dans la reconnaissance des frontières. Les mêmes travaux, qui déjà l'avaient fait jouir d'une distinction bien méritée, lui valurent ensuite d'être choisi par le maréchal Masséna pour devenir son premier aide-de-camp. Il resta attaché à ce grand capitaine, depuis 1805 jusqu'en 1812, et fut honoré de sa confiance ainsi que de son attachement. Chargé de tout ce qui concernait la topographie et de tout le travail militaire du maréchal Masséna, Pelet s'en acquitta avec beaucoup de succès, et finit par être comblé de distinctions honorables par le maréchal, qui le nomma son *fils d'armes*. Le lieutenant Pelet se distingua dans presque tous les combats de la campagne d'Italie, en 1805, et particulièrement au passage de l'Adige ; à la bataille de Caldiéro, où il fut blessé ; à la Brenta, à Saint-Piétro-in-Gu, etc. Envoyé en mission auprès de Napoléon, il assista à la célèbre bataille d'Austerlitz, après laquelle il retourna en Italie. Il suivit le maréchal Masséna à Naples et à Gaëte, où il fut chargé des détails de l'arme du génie, et rendit des services importants. On demanda pour lui le grade de capitaine et la décoration de la Légion-d'Honneur ; mais il n'obtint alors ni l'un ni l'autre. Il fit la campagne dans les Calabres, en 1806, et celle de Pologne, en 1807. Ayant, pendant cette dernière campagne, obtenu le grade de capitaine, il quitta définitivement le corps des ingénieurs-géographes pour s'attacher entièrement au maréchal Masséna. En 1808, lorsque ce maréchal fut désigné pour un commandement en

Espagne, le capitaine Pelet lui remit une note dans laquelle il présageait les résultats funestes et probables de cette guerre : ce mémoire est au dépôt de la guerre, avec tout le travail militaire qui fut fait en Espagne, en 1810 et 1811. Le capitaine Pelet fit la campagne d'Autriche, en 1809, avec le même maréchal. A la bataille d'Eckmühl, le 22 avril, Pelet apercevant un mouvement que faisait l'aile gauche de l'ennemi pour s'appuyer sur les hauteurs de Nockinger, alla de son propre mouvement se mettre à la tête de quelques compagnies de voltigeurs du corps du maréchal Lannes, passa la Laber au moulin de Steingen, et s'empara d'un bois que l'ennemi vint attaquer vainement. Ce mouvement ayant donné aux divisions du corps de Lannes le temps d'arriver, il en résulta que Pelet contribua, bien au-delà de son grade, au gain de cette bataille d'Eckmülh. Le lendemain, 23, avec une trentaine de dragons badois, il enleva aux Autrichiens un convoi considérable à quatre lieues en avant de l'armée française, et fit 200 prisonniers : cette action lui valut la croix de l'ordre du Mérite-militaire de Bade. Quelques jours après, il se trouva au combat du pont d'Ebersberg, où il marcha à la tête de la cavalerie légère du corps de Masséna. Il y fut blessé d'une balle, ce qui l'obligea de rester à Lintz pendant quelques jours. En récompense de sa conduite au combat d'Ebesberg, il obtint le grade de chef de bataillon. Il rejoignit l'armée française à Vienne, et se trouva au passage du Danube. Il prit part à la bataille d'Essling, les 21 et 22 mai, et particulièrement aux combats acharnés qui furent livrés dans le village d'Aspern. Il fit ensuite toutes les reconnaissances de l'île de Lobau, signala tous les ouvrages de l'ennemi à l'état-major général de la grande-armée, où l'on niait leur existence, et enleva successivement les îles environnantes : celles de Pieberhausen, d'Espagne, et notamment celle de Moulin, sous le feu de l'artillerie autrichienne (1). Cette der-

(1) Cette opération avait été jugée impossible par les officiers du gé-

nière action lui valut la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. Pelet prit également une part fort active aux batailles d'Enzerdorff et de Wagram; aux combats de Korneubourg, de Slockereau, de Schöngraben et de Guntersdorff. A celui de Znaïm, le 11 juillet, il fut chargé, par le maréchal Masséna, de diriger les troupes et de placer l'artillerie. Pendant l'armistice de Znaïm, le chef de bataillon Pelet alla reconnaître les débouchés de la Bohême, pays contre lequel le maréchal Masséna devait marcher avec 80,000 hommes, si la guerre venait à recommencer à la fin de cet armistice, qui fut suivi de la paix, dont on signa le traité, le 14 octobre. Pelet, devenu premier aide-de-camp de Masséna, accompagna ce maréchal en Espagne et en Portugal, en 1810 et 1811; fit tout le travail militaire de son cabinet, et prit une part très-active à tous les combats et affaires qui eurent lieu, ce qui le mit dans le cas de travailler toutes les nuits et d'être à cheval pendant les journées. Il recevait chaque jour de nouvelles preuves de la haute cdnfiance du maréchal Masséna, qui lui en donna un témoignage remarquable, en l'envoyant renpre compte à Napoléon du résultat peu favorable de cette campagne de Portugal. Napoléon imputait au chef de bataillon Pelet une partie des désastres qui avaient eu lieu; aussi ce premier aide-de-camp de Masséna eut-il à soutenir deux conférences extrêmement vives, et dans lesquelles il parvint à prouver évidemment l'injustice des reproches faits au maréchal Masséna et à lui : à la fin de la seconde de ces audiences, Napoléon le nomma colonel. Étant retourné rapidement en Espagne, Pelet prépara les dispositions de la bataille de Fuentes-d'Onoro. Le maréchal Masséna ayant été rappelé en France, Pelet, qui

---

nie et de l'artillerie. Pelet, plus connu au corps d'armée de Masséna qu'au quartier-général impérial, fut oublié dans le bulletin de l'affaire dont il s'agit ici; cependant Napoléon, qui le connaissait très-bien, et qui l'appelait l'*officier aux découvertes*, l'avait presque toujours fait appeler, lorsqu'il était venu dans l'île de Lobau.

lui était fortement attaché, refusa d'obéir à l'ordre qui lui prescrivait momentanément de rester à l'armée de Portugal (1). Employé, en 1812, dans la grande-armée d'expédition de Russie, il y servit d'abord comme chef de l'état-major de l'aile droite, et parvint à obtenir promptement la confiance du roi de Westphalie (Jérôme Buonaparte), et l'amitié du prince polonais Poniatowski. Devenu ensuite chef d'état-major de l'infanterie, il mena les Polonais à la droite de l'attaque de Smolensk, contre le faubourg de Raczenska, sur les bords de la Rottneva. Il se trouva, le 7 septembre, à la bataille de la Moskowa. Dans la nuit qui précéda cette bataille, Pelet avait fait, de mémoire, une esquisse parfaitement exacte de tout le terrain, et l'avait remise au comte de Lobau. A Moscou, il obtint de Napoléon le commandement de l'un des plus beaux régiments d'infanterie de l'armée, le 48e, qui, depuis l'ouverture de la campagne, n'avait pas quitté l'avant-garde commandée par Murat. Lors de la retraite de Moscou, le colonel Pelet fit avec ce régiment partie de l'arrière-garde de l'armée, et combattit à Maloiaroslawetz et à Wiasma. Il se trouva, le 18 novembre, avec le 3e corps d'armée à la terrible bataille de Krasnoï, que les ennemis et particulièrement le général anglais Wilson ont nommée *la bataille des héros*. L'arrière-garde française était alors coupée par l'armée russe, de manière que tout moyen de passer paraissait impossible. Pelet, qui, pendant l'action, avait été blessé successivement par 3 biscaïens, en commandant son régiment, ouvrit alors au maréchal Ney le salutaire avis de passer le Boristhène (ou Dniéper) sur les glaces, afin d'aller rejoindre Napoléon à Orscha. Le colonel Pelet, qui avait conservé une feuille de la grande carte de Russie, discuta froidement avec le maréchal les moyens d'exécution de ce projet, et combattit le plan de Ney, qui voulait

---

(1) Le général Pelet a, dans une courte notice, démontré jusqu'à l'évidence l'injustice des reproches faits à Masséna, relativement à sa campagne en Portugal.

se porter sur Mohilow : le maréchal se rangea à l'avis du colonel. Ainsi furent sauvés les débris de plusieurs corps d'armée, un grand nombre d'aigles (ou drapeaux), et surtout l'honneur des armes françaises qui fut affranchi de la honte d'une capitulation proposée par les généraux russes. Le colonel Pelet acheva la fatale retraite de Moscou, au milieu des plus horribles souffrances du froid, de la faim, et surtout de celles que lui causaient ses blessures, heureux cependant de s'en tirer sans avoir aucun membre gelé. Doué d'une âme fortement trempée, et qui l'élevait au-dessus des chances du sort et de la fortune, il traversa rapidement l'Allemagne; et on le vit bientôt après se rendre avec 2 nouveaux bataillons de son régiment, de Mayence à Erfurth, espérant prendre sa revanche sur les ennemis de son pays. Appelé, par ordre du ministre de la guerre, au dépôt du 48e régiment à Anvers, pour y organiser les bataillons que l'on reformait, il s'y rendit; mais à peine il avait complété le 4e de ces bataillons, qu'il reçut le brevet de sa promotion au grade de général de brigade, sous la date du 12 avril 1813. Quoique ses blessures ne fussent point guéries et que sa santé fût chancelante, Pelet se rendit à la grande-armée d'Allemagne. Son zèle le portait à faire la campagne; mais Napoléon lui donna le commandement de la ville de Dresde, et ensuite celui des dépôts de l'armée : Pelet s'occupa avec succès à les organiser et discipliner. Vers le 10 août, au moment de la rupture d'un armistice, qui avait été conclu le 4 juin précédent, Napoléon donna au général Pelet le commandement d'une brigade de la jeune garde impériale, dans la division du général Decoux. Pelet fut aussi chargé de plusieurs reconnaissances vers Bautzen, Zittau et Gorlitz. Il entra en Bohême avec sa brigade. Lors de la marche rapide de Napoléon sur Dresde, Pelet fut le premier à déboucher de cette ville par la porte de Pilnitz, pour aller attaquer l'ennemi et enlever la position des moulins de Striessen, défendue par la garde russe. Le second jour de la bataille de Dresde (27 août), le général Pelet emporta de vive force les villages de Grune et de Wiese, et défen-

dit celui de Reich, contre les attaques des Prussiens. La conduite distinguée qu'il tint à cette bataille le fit nommer commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 septembre. A la bataille de Léipsick, le 18 octobre suivant, il fut légèrement blessé, et eut deux chevaux tués sous lui. Sa brigade, après avoir combattu vaillamment aux deux journées de Léipsick, fit l'arrière-garde de l'armée jusqu'à Erfurth, et fut journellement aux prises avec l'ennemi. Le général Pelet fut alors nommé adjudant-général des chasseurs à pied de la vieille garde. En janvier 1814, il mit en état de défense la place de Thionville et Châlons-sur-Marne. Il servit volontairement à l'attaque de Brienne dans la division Decoux : ce général, ainsi que le contre-amiral Baste, y furent tués à côté de lui. Il fit ensuite l'arrière-garde jusqu'à Lesmont, entouré par des forces décuples. A Troyes, Napoléon le chargea de la reconnaissance de la place et de la position qu'allait occuper l'armée. Il combattit avec la jeune garde aux affaires de Champaubert, Montmirail, Vauchamps et Montereau. A la bataille de Craone, il prit le commandement des chasseurs à pied de la vieille garde, et soutint avec 400 hommes de ces braves guerriers, le corps du maréchal Ney, qui commençait à faiblir devant des forces supérieures : le général Pelet fut atteint pendant l'action d'un éclat d'obus au pied gauche. La brigade de chasseurs à pied que le général Pelet commandait prit une part très-brillante aux combats de cette campagne. Elle combattit encore à Laon, à Reims et à Arcis-sur-Aube, où elle vint soutenir Napoléon, qui se trouvait pressé par une cavalerie ennemie très-nombreuse, et à Saint-Dizier. A Vitry-le-Français, le général Pelet demanda l'ordre nécessaire pour enlever la place qu'il avait reconnue quelque temps auparavant. En avril 1814, le général Pelet envoya, tant en son nom qu'en celui de sa brigade de vieille-garde, son adhésion au gouvernement des Bourbons. Il suivit l'ex-garde impériale à Nancy, en qualité de major du 1er régiment, et s'occupa alors d'un nouveau système de manœuvres qui promettait d'utiles améliorations. Il se trou-

vait en congé dans son pays natal, lors de l'invasion du territoire français par Buonaparte, en 1815. Il partit alors pour se rendre à son régiment; mais, en arrivant à Paris, dans les derniers jours de mars, il y trouva ce régiment, dont Buonaparte avait donné le commandement au général Cambronne. Le second régiment de chasseurs de la garde, formé à la fin d'avril, lui fut confié, et il combattit avec lui à Charleroy et à Fleurus. A l'affaire de Mont-Saint-Jean (Waterloo), le général Pelet fut chargé, avec son 1er bataillon, de la défense du village de Planchenois, qu'il disputa jusqu'à la nuit contre les violentes attaques des corps prussiens de Bulow et de Pirck, qui ne purent y pénétrer. Il n'abandonna Planchenois qu'après avoir vu l'armée française en retraite bien en arrière de ce village. Le général Pelet avait alors avec lui l'aigle des 4 régiments de chasseurs à pied de la vieille garde, et les ennemis, très-nombreux, mettaient dans leur poursuite un acharnement d'autant plus vif, qu'ils désiraient s'emparer de ce glorieux trophée; mais le général Pelet le sauva, en combattant avec la plus grande intrépidité, à la tête de 200 chasseurs, déterminés comme lui à vendre chèrement leur vie, plutôt que de laisser prendre l'aigle qui les avait vus si souvent vainqueurs. Le général Pelet réunit ensuite les débris des braves régiments de chasseurs de la garde, à Charleroy, et fit l'arrière-garde de l'armée avec cette troupe, dont il avait depuis long-temps acquis l'affection et le dévouement. Il se servit de l'autorité que lui donnaient de tels sentiments pour retenir ses soldats sous leurs aigles, et les décida ainsi à quitter Paris, sous lequel ils voulaient combattre et s'ensevelir. Fidèle à ses devoirs jusqu'à la fin, il suivit ses troupes au-delà de la Loire, et assista au licenciement de ses braves compagnons d'armes : il commandait alors la division de chasseurs à pied de la garde, dont il avait été nommé colonel après la mort du général Michel. A la formation du corps royal d'état-major, le général Pelet y fut compris comme maréchal-de-camp. Le général Pelet a servi sa patrie avec le plus rare désintéressement, et n'a reçu ni titre ni dotations. Il vivait retiré à la campagne, occupé de travaux mi-

litaires et historiques, lorsqu'il fut appelé, en juin 1818, pour faire partie de la commission de défense du royaume comme membre et secrétaire. Il y resta jusqu'au mois de janvier 1821, et ce fut à lui que l'on dut les 23 mémoires qui composent la collection des travaux de cette commission. Rentré dans la non-activité, il s'occupe à rédiger des journaux très-détaillés des campagnes de nos grands capitaines depuis 1792, et à rassembler des matériaux historiques qu'il met en œuvre. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, Victoires et conquêtes, Fastes de la gloire* (1), *documents fournis.*)

PELET, *voyez* DE NARBONNE.

PELLETIER DE LA GARDE (Auguste-Marie-Balthasar, *comte*), *pair de France, et maréchal-de-camp*, émigra très-jeune avec sa famille, en 1792. Il prit du service en Russie, où il fut d'abord aide-de-camp du marquis d'Autichamp, son parent, puis major-général dans les armées russes, et enfin chambellan de l'empereur Alexandre. Il rentra en France après la restauration du trône des Bourbons, et fut nommé maréchal-de-camp, par S. M. Louis XVIII, le 14 février 1815. Il eut, en cette qualité, le commandement militaire à Nîmes, et y reçut, dans la même année 1815, un coup de pistolet qui lui fut tiré au moment où il s'efforçait d'apaiser une émeute populaire. Il eut la générosité de faire tous ses efforts pour soustraire, à l'action de la justice, celui qui avait tiré sur lui. Les suites de cette blessure l'ayant obligé de quitter le service militaire, il fut envoyé, en 1816, comme ministre plénipotentiaire de S. M. près de la cour de Bavière. Le roi de Prusse lui envoya, dans la même année, la croix de chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge.

---

(1) On trouve dans cet ouvrage un éloge du général Pelet conçu en ces termes : « Il fut bon soldat, bon citoyen, bon fils, bon ami, hon- » nête homme par-dessus tout. Il obtint l'amour de ses soldats, le res- » pect des peuples vaincus, la confiance et l'estime des uns et des au- » tres. »

Le comte de la Garde a été créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 18 mars 1819; gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, le 22 avril 1821. Dans la même année, il fut envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. près la cour d'Espagne. A son retour de Madrid, au commencement de 1823, le roi l'a nommé pair de France, par ordonnance du 12 février. (*Moniteur, annales du temps.*)

DE PENIN, *voyez* DE BÉTHUNE.

DE PENTHIÈVRE, *voyez* DE BOURBON.

DE PEREUSE, *voyez* BAUYN.

PERIÈS, *voyez* DE FIRMAS.

DE PÉRIGORD, *voyez* DE TALLEYRAND.

DE PÉRIGNON (Dominique-Catherine, *comte*, puis *marquis*), *pair et maréchal de France*, naquit à Grenade, près Toulouse, le 31 mai 1754. Issu d'une famille très-considérée dans le pays, il fit de fort bonnes études, à la suite desquelles il entra comme sous-lieutenant dans le corps des grenadiers royaux de Guienne, et fut fait aide-de-camp du comte de Preissac. Nommé, en 1791, député du département de la Haute-Garonne à la première assemblée législative, il quitta bientôt après ces fonctions civiles pour aller prendre le commandement d'une légion dans l'armée des Pyrénées-Orientales. Il commença à se faire remarquer au combat de Thuir et du Mas-de-Serre, le 17 juillet 1793, par un de ces traits qui fondent les réputations. Chargé de concourir à l'attaque du Mas-de Serre, que les Espagnols avaient fortifié, Pérignon, à la tête de l'avant-garde, se porte rapidement sur le camp ennemi, commence le combat, et le soutient avec avantage jusqu'à l'arrivée de quelques pièces d'artillerie qui étaient restées en arrière. A la faveur de cette même artillerie, il porte ses troupes en avant; et déjà le succès paraissait certain, lorsqu'une charge de la cavalerie espagnole rompit la ligue française et lui fit faire un mouvement rétrograde. Péri-

gnon, voyant les chasseurs à pied, qui soutenaient sa légion, se retirer en désordre, leur reproche d'abandonner ainsi leurs officiers, et refuse de les suivre. Se saisissant alors du fusil et des cartouches d'un soldat blessé, il va se placer comme simple fusilier à côté des grenadiers du régiment de Champagne, qui soutenaient, avec beaucoup de courage, le feu de l'ennemi. Il ne reprit le commandement de sa légion, que lorsqu'il vit tous ses chasseurs ralliés revenir auprès de lui : le succès de cette journée fut dû en grande partie au colonel Pérignon. Nommé général de division, le 23 décembre 1793, il acquit beaucoup de gloire à l'affaire de Peyrestortes Les Espagnols s'étaient avancés sur Perpignan et retranchés au camp de Peyrestortes. L'armée des Pyrénées, alors peu nombreuse, manquait de tout; et cependant il fallait un coup de force et d'audace pour débusquer les Espagnols et sauver la place de Perpignan : ce fut Pérignon qui eut toute la gloire de cette entreprite. A la tête de 2000 grenadiers, il s'avance pendant la nuit sur le camp des ennemis; ceux-ci font un feu épouvantable de leur artillerie et de leur mousqueterie, et dès cette première décharge, 500 Français restent étendus sur la place. Le reste de la colonne de Pérignon se replie, et, malgré la défense de tirer, fait feu sur les Espagnols : le général Pérignon, qui se trouvait alors fort en avant, faillit être tué et fut obligé de marcher en se baissant pour arriver jusqu'à sa colonne, à laquelle il adressa de vifs reproches pour son infraction à l'ordre donné. Après avoir ranimé le courage de ses troupes, il les ramène à la charge, au milieu du feu des ennemis, et se jette le premier dans le camp espagnol, qui, après un carnage horrible, fut enlevé avec toutes les tentes et les bagages. Pérignon reçut dans cette affaire un coup de baïonnette à la cuisse. Le 30 avril 1794, s'ouvrit la seconde campagne de l'armée des Pyrénées-Orientales, qui, sous les ordres de Dugommier, s'avança contre les Espagnols. Ceux-ci occupaient alors la plaine de Boulou, dans laquelle ils s'étaient couverts de lignes fortifiées et hérissées d'artillerie. Le général Pérignon, à la tête de sa division, passa

le Tech entre Saint-Jean-de-Pagès et Bagnouls-les-Ayspres ; et, après 8 heures de combat, il enleva le village retranché de Montesquieu qui couvrait la droite du camp espagnol. Le lendemain, il attaqua le camp de Boulou ; et, ayant tourné les Espagnols par leur droite, il les obligea d'abandonner leurs retranchements, leur artillerie, leurs bagages et leurs magasins, et de se retirer en désordre derrière les montagnes. Pérignon franchit aussitôt les Pyrénées, et prit position sur la route de Figuières pour empêcher l'ennemi de ravitailler Bellegarde. Par ses savantes manœuvres, il déconcerta les Espagnols qu'il poussa devant lui jusqu'à la Jonquière, où il les défit complétement le 7 juin. Après cette affaire, il commença l'investissement de Bellegarde, qui fut pris au bout de quelque temps. A la bataille de la Montagne-Noire, où fut tué le général en chef Dugommier, le 18 novembre 1794, le centre de l'armée française fut commandé par Pérignon, qui y acquit une nouvelle gloire, en gardant pendant toute l'action une attitude victorieuse que les efforts de l'ennemi ne purent ébranler. Il succéda à Dugommier dans le commandement en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales; et, dès le 20 du même mois, il gagna la bataille d'Escola, où il déploya des talents militaires qui lui assurèrent la réputation d'habile général. Dans cette occasion, Pérignon eut à lutter contre tout ce que la nature et l'art pouvaient réunir d'obstacles. 80 à 100 redoutes, placées sur les positions les plus avantageuses, hérissées de canons et défendues par 50,000 hommes, paraissaient inexpugnables; cependant, en moins de 6 heures, toutes ces redoutes furent enlevées, et l'on fit taire les bouches à feu, qui vomissaient la mort de toutes parts. Les bataillons français s'étaient avancés, l'arme au bras, au milieu des balles, des boulets et de la mitraille; et, arrivés à la portée de l'ennemi, ils avaient tout fait céder, à l'aide de la baïonnette, toujours si terrible entre leurs mains. Les Espagnols, mis en pleine déroute, laissèrent au pouvoir du vainqueur leur camp, ainsi que leur artillerie composée de 200 bouches à feu. Le nombre de leurs morts fut très-considérable, et on y compta

trois officiers-généraux, parmi lesquels se trouva le général en chef comte de la Union. A la suite de cette brillante affaire, Pérignon fit cerner le fameux fort de Figuières, qui capitula le 27 novembre. La garnison, forte de 10,000 hommes, fut faite prisonnière de guerre; et l'on trouva dans la place 200 bouches à feu, la plupart de gros calibre, 200 milliers de poudre, une quantité considérable de boulets et d'obus, et un magasin immense de toutes sortes de subsistances. On y prit aussi 600,000 francs de numéraire qui se trouvaient dans les caisses espagnoles. Quoique le temps de la mauvaise saison fût arrivé, Pérignon n'en conduisit pas moins son armée à de nouveaux succès; il résolut de s'emparer de Roses. Cette place importante était sans cesse ravitaillée par une flotte espagnole, alors commandée par l'un des meilleurs amiraux de l'Espagne. Roses était en outre défendu par le fort de la Trinité, surnommé le *Bouton-de-Rose*, situé sur une montagne très-élevée, au bord de la mer. Pérignon conçut le projet d'enlever ce fort, qui n'avait jamais été pris, parce qu'on l'avait toujours cru inaccessible. Pour attaquer le *Bouton-de-Rose*, il fallait gravir une montagne à pic, élevée de 2000 toises au-dessus du niveau de la mer. Le plateau de cette montagne dominait le fort, et c'était là que Pérignon voulait faire établir une batterie. Les ingénieurs de l'armée prétendaient que la chose était impossible. « *C'est aussi l'impossible que je veux*, » leur répondit ce général. Persistant dans sa résolution, Pérignon fit tailler dans le roc un chemin de trois lieues de long, et les canons furent hissés, à la prolonge, sur une ligne presque perpendiculaire; soldats, officiers, généraux, tous mirent la main à l'œuvre; les obus, les boulets, les mamelons furent portés sur l'arçon de la selle, et enfin on parvint à établir une batterie de 24 canons ou mortiers. La surprise des Espagnols fut des plus grandes, lorsqu'ils se virent attaqués de ce côté. Après 15 jours de tranchée ouverte, et quoique le feu des forts et de la flotte espagnole fût terrible, Pérignon ordonna l'assaut, monta le premier à la brèche, et enleva le fameux *Bouton-de-Rose*, dont la garnison se replia dans la ville :

cette action eut lieu dans la nuit du 6 au 7 janvier 1795 (1). Aussitôt après la prise de ce fort, Pérignon résolut d'attaquer la place de Roses, défendue par une forte garnison et par de nombreux retranchements. La saison était des plus rigoureuses et tellement contraire, que le soldat avait de la neige jusqu'au ventre : quelques factionnaires furent trouvés morts de froid, et l'on fut obligé de relever les postes de demi-heure en demi-heure. L'armée se décourageait, soit à cause des privations auxquelles elle était livrée, soit parce qu'elle croyait impossible de s'emparer d'une place, toujours secourue par la flotte espagnole. Les ingénieurs même déclarèrent au général en chef que les travaux du siége ne pouvaient être continués, si le formidable retranchement qui couvrait Roses n'était enlevé. « Eh bien ! répon» dit Pérignon, qu'on se prépare; demain, à 5 heures » du matin, je serai à la tête des grenadiers, et à 7 j'aurai » chassé les ennemis des retranchements. » Effectivement cette entreprise fut exécutée avec la plus grande bravoure, et son résultat décida bientôt après la reddition de Roses, qui tomba au pouvoir des Français, le 3 février 1795. La paix ayant été conclue entre la France et l'Espagne, par le traité de Bâle, du 22 juin de la même année, le gouvernement français jugea que le guerrier qui, par ses exploits et ses victoires, avait le plus contribué à cette paix, était digne de cimenter les relations amicales avec le gouverne-

(1) Pendant ce mémorable siége, où le soldat français manquait presque de tout, le général Pérignon donna l'exemple des privations, et montra surtout un calme, un sang-froid et une fermeté d'âme bien propres à rassurer les plus craintifs. Un jour il était assis sur une pierre et commandait des manœuvres, lorsqu'une bombe vint tomber assez près de lui, pour que la mèche enflammée pût brûler le pan de son habit. La crainte de le voir écrasé par les éclats de la bombe, fait que de tous côtés on lui crie de s'éloigner; mais Pérignon, qui avait besoin de donner à ses troupes un exemple de courage et d'audace, afin de les rendre plus propres à l'assaut qu'il méditait, dédaigna de faire attention au péril dont il était menacé, et continua de commander les manœuvres, sans vouloir se déranger : la bombe éclata, et il fut assez heureux pour n'être couvert que de terre.

ment espagnol. Le général Pérignon fut donc envoyé comme ambassadeur à Madrid, où S. M. catholique le reçut avec la plus grande distinction (1). Par ordre du directoire-exécutif, il négocia et conclut à Saint-Ildephonse, le 19 août 1796, un traité d'alliance offensive et défensive entre la France et l'Espagne. Ce traité fut signé, le 29 du même mois, par le gouvernement français, et ratifié, le 12 septembre suivant, par les deux conseils législatifs (2). Le général Pérignon occupa, jusqu'en 1798, le poste d'ambassadeur en Espagne, et y honora la nation qu'il représentait, en même temps qu'il s'acquit des droits à l'estime des nouveaux amis qu'il avait eu le talent de donner à la France. De retour en France, il reçut du directoire un commandement dans l'armée d'Italie. Il combattit à la bataille de Novi, le 17 août 1799; y commanda l'aile gauche des Français, et fit des prodiges de valeur en défendant le village de Pasturana. Les Français perdirent cette bataille, et Pérignon fut blessé grièvement et fait prisonnier, en essayant, par des efforts héroïques, de couvrir la retraite de l'armée (3). A son retour en France, en 1801, il fut nommé candidat au sénat-conservateur : bientôt après, il devint sénateur, en remplacement de Démeuniers. Le 11 septembre 1802, un arrêté du premier consul le nomma commissaire extraordinaire pour régler les limites entre la France et l'Espagne du côté des Pyrénées, conformément au traité du 22 juin 1795. En 1804, il fut pourvu de la sénatorerie

(1) Avant d'avoir cette ambassade, Pérignon avait été nommé commandant en chef de l'armée des côtes de Brest, puis de celle des côtes de Cherbourg, devant réunir alors le commandement en chef des deux armées. On lui proposa aussi le ministère de la guerre, qu'il refusa.

(2) Le traité d'alliance avec l'Espagne étonna toute l'Europe, encore liguée contre la France. Il fut dû à la confiance que Pérignon avait su inspirer au prince de la Paix, dont il s'était en même temps concilié l'amitié : la bonne intelligence, qui régnait entre les deux négociateurs, amena sans difficulté la conclusion d'une convention utile à la sûreté et à la prospérité des deux états.

(3) Il reçut des ennemis, au pouvoir desquels il était tombé, tous les

de Bordeaux. Napoléon, devenu empereur des Français, le créa maréchal d'Empire dès le lendemain de son avénement au trône (le 18 mai 1804), et le nomma grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin suivant. Le maréchal Pérignon fut fait grand-cordon de la même Légion, le 2 février 1805. En 1806, il devint gouverneur de Parme et de Plaisance. En 1808, il alla remplacer le général Jourdan à Naples, et prit le commandement en chef des troupes dans ce royaume. Dans la même année, il fut créé grand-dignitaire de l'ordre des Deux-Siciles. En 1814, il quitta Naples, lorsqu'il vit le roi Joachim Murat se déclarer contre la France. Dans la même année 1814, et après la restauration du trône des Bourbons, S. A. R. MONSIEUR le nomma commissaire extraordinaire du roi dans la 1re division militaire. Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er juin 1814. S. M. Louis XVIII l'avait nommé, le 31 mai précédent, membre de la commission créée près du ministère de la guerre, pour la vérification des titres et brevets des anciens officiers. Il fut élevé à la dignité de pair de France, par l'ordonnance royale du 4 juin de la même année. Le maréchal Pérignon fut nommé gouverneur de la 10e division militaire, en 1815. Il se trouvait dans sa terre de Montech, près de Toulouse, lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, en mars 1815. Il se joignit alors à M. le Baron de Vitrolles, commissaire du roi, pour organiser un plan de résistance dans le Midi; mais, les événements qui eurent lieu ayant

---

témoignages de considération et d'intérêt dus à sa bravoure et à ses qualités personnelles. Le grand-duc Constantin de Russie s'empressa de le visiter, et ordonna qu'on eût pour lui tous les égards que son état exigeait. Au milieu de tous ceux qui s'empressaient de l'aller voir sur son lit de douleur, un officier russe osa lui faire, d'un ton énergique, cette question : « Est-ce que vous pensiez conserver l'Italie, général? — Est-» ce que vous penseriez, monsieur, nous en avoir chassés? » répliqua Pérignon d'un ton ferme : un officier-supérieur russe, qui se trouvait présent, ordonna à l'indiscret questionneur de sortir, et fit à Pérignon des excuses sur le manque d'égards auquel il venait d'être exposé.

rendu ce projet impraticable, le maréchal Pérignon refusa de prendre le commandement qui lui fut offert par Buonaparte, et se retira dans ses propriétés, où il resta étranger à tout ce qui se passa pendant les *cent jours*. Après la seconde restauration, le maréchal Pérignon fut nommé gouverneur de la 1re division militaire, le 10 janvier 1816. S. M. lui donna la croix de commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai 1816. Le maréchal Pérignon était déjà grand-dignitaire de l'ordre royal des Deux-Siciles. Il mourut à Paris, le 25 décembre 1818. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE **PÉROUSE**, *voyez* DE BONNAYS.

DE LA **PÉROUSE**, *voyez* D'ATHÈNES.

DU **PERRIER-DUMOURIER** (Charles-François), *général en chef*, naquit à Cambray, le 26 janvier 1739. Issu d'une famille parlementaire de Provence, et fils d'un commissaire des guerres, recommandable par ses vertus et par plusieurs ouvrages de littérature, il reçut une très-bonne éducation au collége de Louis-le-Grand, à Paris. Il annonça, dès son jeune âge, les plus heureuses dispositions, lut avec avidité les Commentaires de César, les analysa, et en fit l'objet particulier de ses méditations. Né avec un caractère bouillant et un grand amour pour l'art de la guerre, il entra au service à l'âge de 18 ans, comme cornette, au régiment d'Escars cavalerie, en 1758, fit les campagnes de cette époque, fut blessé à la bataille d'Amstetten et à celle de Klostercamp, où il fut fait prisonnier. Il obtint le grade de capitaine, en 1761. La paix ayant été faite, en 1763, il fut réformé, et obtint la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis (1). Poussé par son génie qui le rendait ennemi du repos, il passa alors en Italie, et y offrit successivement ses services, d'abord

(1) Dans ses Mémoires, Dumourier dit qu'à cette époque il avait déjà reçu 22 blessures.

aux Génois qui combattaient pour soumettre la Corse, puis à Paoli, qui défendait l'indépendance de ce pays. Refusé par les deux partis, il se rendit néanmoins dans l'île de Corse, s'y joignit à un des ennemis de Paoli, et, après avoir été témoin d'une entreprise qui échoua, revint en France, où, par la protection du comte de Broglie, il entra dans l'état-major-général de l'armée. Il proposa au ministère français des plans pour s'emparer de la Corse : on les reçut et on en profita depuis. Chargé de missions secrètes, Dumourier se rendit d'abord en Portugal, où, pendant un séjour de quelques mois, il traça, de cepays, un tableau, qui fut publié en 1768. De là il passa en Espagne, avec la permission du roi et de fortes recommandations du ministre de France, pour être admis au service de S. M. C. Il y refusa cependant une lieutenance-colonelle, d'après les conseils du marquis d'Ossun, ambassadeur du roi Louis XV à Madrid. Il se trouvait encore en Espagne lorsque le duc de Choiseul, ayant pris connaissance de ses plans pour la conquête de la Corse, le nomma aide-maréchal-des-logis de l'armée envoyée dans cette île. Il fit quelque temps la guerre dans ce pays, qui fut promptement soumis. En 1770, le duc de Choiseul l'envoya en Pologne, pour y donner de l'ensemble et de la consistance à la nouvelle confédération des Polonais, et combattre contre les Russes. Dumourier s'acquitta avec autant de distinction que de courage de ces deux parties de la mission qu'il avait reçue. Employé, en 1771, à Cracovie, avec le baron de Vioménil et quelques autres officiers français, il y fit des prodiges de valeur, et y fut criblé de blessures en défendant vaillamment cette ville. Il revint en France après cette campagne, et publia, en 1772, un ouvrage sur le service des troupes légères. En 1773, il fut envoyé en Suède, où une révolution avait éclaté; mais il n'alla pas au-delà de Hambourg, parce que les deux factions qui avaient agité le gouvernement suédois s'étaient réconciliées avant qu'il eût dépassé cette ville. Revenu à Paris, il fut arrêté par suite d'une intrigue de cour et de la haine que le ministre, duc d'Aiguillon, portait aux per-

sonnes qui avaient été employées particulièrement par ses prédécesseurs, le duc de Choiseul et le comte de Broglie. Dumourier fut mis à la Bastille, où il composa un ouvrage sur la guerre, et quelques autres écrits qu'il adressa au ministère. Au bout de six mois, on le transféra au château de Caen, et bientôt après on lui donna la ville pour prison A la mort de Louis XV, il fut mis en liberté. Une commission ayant été créée en 1776, pour chercher et examiner un lieu propre à la construction d'un port de guerre sur la Manche, Dumourier en fut nommé membre. Il parvint à se faire donner le commandement de Cherbourg, en 1778, et ensuite à faire décider, en faveur de cette ville, la préférence qui lui était disputée par celle de la Hogue, pour la construction du port de guerre. Il proposa alors plusieurs plans pour l'attaque des îles de Jersey et de Guernesey; et, quoique ces plans eussent été rejetés, il ne se découragea pas, et en envoya successivement dix autres aux ministres, qui finirent par les goûter. Le projet d'une descente en Angleterre ayant été conçu, Dumourier fut désigné pour faire partie de cette expédition ; mais elle n'eut pas lieu, et Dumourier retourna à Cherbourg, où, pendant onze années, il s'occupa, avec le zèle et l'activité qui lui étaient propres, des travaux de construction du port : lorsqu'il était arrivé à Cherbourg, on n'y comptait qu'environ 7000 habitants ; et, quand il quitta cette ville, la population était déjà élevée à 20,000 âmes. Il eut l'honneur d'y recevoir S. M. Louis XVI, qui daigna lui accorder une audience particulière, et le créer maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. La révolution française ayant éclaté, en 1789, Dumourier se rendit à Paris pendant l'hiver de cette année, et y publia une brochure intitulée : *Cahier d'un bailliage qui ne députera pas aux états-généraux*. On croit que le désir d'obtenir des suffrages aux élections fut le véritable motif qui le détermina à faire paraître cette brochure, dans laquelle l'auteur se prononçait en faveur des nouveaux principes. Il ne put cependant réussir à être nommé, et retourna à Cherbourg, où il obtint plus facilement le commandement de la garde natio-

nale. En 1790, il revint dans la capitale, se fit recevoir dans la société des *Jacobins*, et écrivit plusieurs pamphlets, un entre autres contre la liberté des Noirs : ce dernier le mit mal avec les amis de la liberté et de l'égalité. Dévoré d'ambition, et ne pouvant obtenir des meneurs d'alors aucun emploi important, il tourna ses vues du côté de la cour, accabla le roi, la reine et les ministres de projets et de plans *pour le bonheur de la France*, et finit par être envoyé dans le Brabant, par M. de Montmorin, pour y prendre connaissance des affaires de ce pays, alors en révolte contre l'empereur d'Allemagne. Mal accueilli par les chefs de la révolution brabançonne, il revint à Paris, et chercha à s'unir d'ambition avec Mirabeau, qu'il avait d'abord combattu dans quelques écrits. Il fut alors nommé, pour servir comme maréchal-de-camp, dans la 12[e] division de l'armée; mais, dédaignant un emploi où il ne serait pas remarqué, il resta dans la capitale, et continua de fatiguer le ministre de ses plans politiques et militaires. Lors du départ du roi pour Varennes, il écrivit au député Barrère qu'il allait rassembler le plus de troupes qu'il pourrait dans son commandement de Poitou, afin de défendre la représentation nationale. S'étant rendu à Nantes, il marcha contre les premiers rassemblements des royalistes vendéens, et les dissipa. Il revint ensuite à Paris, flatta plus que jamais les *Jacobins*, et obtint le grade de lieutenant-général. Caressant tout à la fois le parti populaire et le parti monarchique, il offrit à tous deux ses services. Il se fit nommer commandant de l'Alsace, sous le maréchal de Rochambeau. S'étant présenté aux Tuileries dans un moment où Louis XVI se trouvait dans une position difficile, ce monarque crut ne pouvoir mieux faire que d'accorder quelque confiance à Dumourier, et le nomma, le 16 mars 1792, ministre des affaires étrangères. Dans ce nouveau poste, Dumourier, après avoir invectivé contre la maison d'Autriche, mena les choses au point que, sur la proposition même du roi, l'assemblée nationale, dans la séance du 20 avril de la même année, déclara la guerre à l'empereur François II, roi de Bohême et de Hongrie. Cette

déclaration fut faite avec une précipitation dont les résultats pouvaient être funestes à la France, qui n'avait alors rien de préparé pour résister aux forces de la maison d'Autriche; mais Dumourier avait vu dans la guerre tout ce qui pouvait satisfaire son ambition : un commandement. Le 13 juin suivant, il fut nommé ministre de la guerre; et, cinq jours après, il fut remplacé par Lageard. Il alla servir, en qualité de lieutenant-général, dans l'armée commandée par le maréchal Luckner. Le général Lafayette, qui commandait l'armée française du Nord, s'étant déclaré ouvertement contre les événements de la journée du 10 août 1792, se vit aussitôt en butte aux soupçons du parti *Jacobin* et d'une partie de l'assemblée législative. Dumourier, qui servait alors sous les ordres du général Dillon, proposa l'avis de marcher contre Lafayette. Ce dernier quitta la France, dans la nuit du 19 au 20 août, et Dumourier lui succéda dans le commandement de l'armée du Nord. S'étant mis à la tête de ses troupes, dont le nombre ne s'élevait qu'à 17,000 hommes, il envoie le général Dillon, avec 5000 hommes, s'emparer des défilés de l'Argonne, dont le généralissime prussien, duc de Brunswick, avait négligé de se rendre maître en effectuant l'invasion de la France. L'occupation de ces défilés importants gênant les mouvements des Prussiens, ceux-ci firent plusieurs attaques successives, dans l'intervalle du 10 au 15 septembre. Dumourier fut forcé dans ses positions; mais sa résistance en entravant la marche des ennemis, lui avait donné le temps d'ajouter à ses préparatifs de défense, et d'appeler à son secours le maréchal Kellermann, qui commandait un corps assez considérable. En quittant les défilés de l'Argonne, Dumourier se dirigea sur la Champagne, où déjà les troupes prussiennes pénétraient, après la prise de Longwy et de Verdun; et, par une marche aussi habile que hardie, il s'établit d'abord dans le camp de Grand-Pré, où il s'occupa à rassembler, en toute hâte, les anciens régiments, et les bataillons de volontaires nationaux qui accouraient de toutes parts avec enthousiasme à la défense de la patrie. Cependant Dumourier, se trouvant

bientôt cerné d'un côté par l'armée autrichienne aux ordres de Clayrfait, et de l'autre par l'armée prussienne, prit le parti de changer sa position, et s'établit à Sainte-Ménéhould, au moment même ou Kellermann, qui avait hâté sa marche, arrivait à Dampierre-le-Château. D'après ses ordres, Kellermann vint, le 17 septembre, camper sur les hauteurs de Valmy; mais ce maréchal, jugeant la position mauvaise, apporta quelques changements aux dispositions faites par Dumourier. Le 20, fut livré le combat de Valmy, dont le succès, en faveur des armées françaises, arrêta complétement la marche des coalisés sur la capitale, et eut des résultats extrêmement importants, en ce qu'il rendit aux troupes françaises la confiance que des défaites successives leur avaient fait perdre. Après cette affaire, Dumourier entama, avec le roi de Prusse, des négociations pour l'évacuation du territoire français par les troupes de ce souverain : l'armée prussienne fit effectivement sa retraite, que Dumourier n'inquiéta point. Pendant que Kellermann suivait les Prussiens dans leur mouvement rétrograde, Dumourier se porta rapidement, avec 20,000 hommes, au secours de la ville de Lille, assiégée par le duc Albert de Saxe-Teschen, général des armées autrichiennes dans les Pays-Bas : le siége de Lille fut levé, le 8 octobre. Dumourier vint alors à Paris pour concerter, avec le gouvernement, le plan d'une campagne d'hiver qu'il avait projetée, et pendant laquelle il espérait pouvoir s'emparer de la Belgique. Pendant son séjour dans la capitale, il assista, le 15, à une séance des *Jacobins*, harangua l'assemblée, reçut le bonnet rouge et l'accolade fraternelle, et fut recherché par tous les partis. La convention nationale, tout en lui faisant un bon accueil, sembla cependant se complaire à accabler le général victorieux du poids de l'égalité : à peine fut-il distingué de l'un de ses soldats. De retour à son armée, Dumourier prépare tout pour l'invasion de la Belgique, et adresse, le 24 octobre, une proclamation aux Belges, pour les engager à se soulever contre le gouvernement autrichien. Le 28, il met ses troupes en mouvement et se dirige sur Mons. Le duc

de Saxe-Teschen campait en avant de cette ville, ayant sa droite appuyée au village de Jemmapes, et sa gauche à celui de Cuesmes. Le 3 novembre, Dumourier fait enlever le village de Boussu, et s'empare des bois de Sars. Le 5, il achève ses dispositions pour un engagement général. Le 6, il livre et gagne la bataille de Jemmapes. Pendant l'action, l'aile droite des ennemis avait été enlevée, et leur corps de bataille tourné et pris en revers. Dumourier, voulant décider plus certainement le succès, donne au centre de son armée l'ordre de marcher en avant : « Voilà, dit-il »à ses soldats, les hauteurs de Jemmapes, et voilà l'en»nemi : l'arme blanche et la terrible baïonnette, voilà la »tactique nouvelle à employer pour y parvenir et pour »vaincre. » A ces mots, il s'avance lui-même au pas de charge, en entonnant l'hymne militaire d'alors. 40,000 Français le suivent, gravissent les hauteurs, et marchent contre 50 redoutes défendues par 30,000 Autrichiens et 200 pièces d'artillerie. Ce mouvement ne put s'opérer sans qu'il en résultât un moment de désordre, dont l'ennemi profita pour accabler les Français sous un feu des plus meurtriers; mais Dumourier se met à la tête de sa cavalerie qu'il avait ralliée, et charge celle de l'ennemi pendant que son infanterie emporte le village de Jemmapes et enlève toutes les redoutes : cette bataille fut décisive, et les Français s'y montrèrent très-supérieurs, surtout par l'artillerie et l'arme blanche. Dumourier y déploya personnellement une bravoure admirable : il enleva le village de Carignan, comme l'aurait pu faire un simple capitaine d'avant-garde. Monté sur un cheval rapide, on le vit pendant toute l'action courir d'une extrémité à l'autre de sa ligne, que foudroyait l'artillerie ennemie ; aussi ses soldats ne crurent-ils pas pouvoir trop prodiguer leur vie pour un tel général (1). Le 7 novembre, il entra dans

---

(1) Il suffira de ce trait pour le prouver. Dumourier, voulant emporter les retranchements du mont Palissel, appelle à lui ses grenadiers, et leur dit : « Camarades, c'est pour la liberté des peuples que nous com-

Mons que les Autrichiens avaient évacué, et où l'on trouva 130 pièces d'artillerie en bronze, 107 canons en fer, 3000 bombes, 100,000 boulets, près de 3000 caissons de mitraille et 1,400 fusils. Après s'être emparé de Bruxelles, d'Ath, de Tirlemont et de Liége, Dumourier, devenu ainsi maître de tous les Pays-Bas, fit prendre des quartiers d'hiver à ses troupes sur la Meuse et la Roër. Ayant confié le commandement par *interim* de son armée au général Miranda, il se rendit à Paris pour, selon ce qu'il dit dans son mémoire, essayer de sauver Louis XVI, dont le procès allait commencer. Sa conduite l'ayant exposé à la haine du parti, dit de *la Montagne,* il parut se jeter dans celui des Girondins, et finit par déplaire à toutes les factions. Poursuivi par les déclamations et les fureurs de Marat et de ses adhérents, Dumourier chercha un asile à la campagne, et évita ainsi de faire connaître son opinion pendant le procès de Louis XVI. Après la mort de cet infortuné monarque, le gouvernement républicain ayant déclaré la guerre à l'Angleterre et à la Hollande, le 1er février 1793, la conquête de ce pays fut résolue, et le général Dumourier reçut l'ordre d'y faire marcher ses troupes. Il se rendit en conséquence à Anvers, rassembla son armée qu'il divisa en 4 corps, et entra, le 17 du même mois, sur le territoire hollandais. Il investit, le 25, la ville de Breda, qui capitula après trois jours de siége et qu'on y eût lancé quelques bombes. Le fort de Klaudertz et la ville de Gertruidemberg tombèrent aussi au pouvoir des Français. Dans cette dernière place, Dumourier trouva, outre des munitions considérables, une marine suffisante pour faire exécuter le passage de Moërdyk, dont il ordonna les préparatifs, pendant qu'une autre partie de ses troupes assié-

---

» battons. Vous savez que les despotes craignent l'arme blanche; je vous » demande si nous ne pouvons pas enlever le mont Palissel? Sa prise » nous rend maîtres de Mons. » Aussitôt les grenadiers s'écrient : « Marchons! » Ils jettent fusils et gibernes, escaladent la montagne, et se rendent maîtres de la montagne et des redoutes dont elle était hérissée.

geait Willemstadt et qu'une autre de ses divisions bloquait Berg-op-Zoom. Tout était prêt pour effectuer ce passage, lorsque Dumourier fut obligé d'y renoncer, en apprenant la nouvelle de la déroute d'Aix-la Chapelle. Le corps battu près de cette ville était celui de Miranda, qui, après avoir bombardé Venloo, avait, sur les ordres de Dumourier, entrepris, le 20 février, le siége de Maestricht que l'archiduc Charles d'Autriche, sous les ordres du prince de Saxe-Cobourg, venait de faire lever. Dès qu'il a connaissance de ce revers, Dumourier quitte la Hollande et vient prendre le commandement des troupes qui fuyaient, après l'affaire d'Aix-la-Chapelle. Il les joint, le 13 mars, en avant de Louvain. Le 15, il force les Autrichiens devant Tirlemont, et leur fait 300 prisonniers. Il les bat encore à Goedenhosven, et leur prend environ 500 hommes. Ces deux combats avaient suffi pour rendre toute la confiance à l'armée française, et Dumourier voulut profiter des heureuses dispositions dans lesquelles il voyait ses soldats, pour livrer une bataille qu'il regardait d'ailleurs comme inévitable, et dont il se promettait les plus grands avantages, s'il réussissait à la gagner. Le 16, il livre celle à laquelle on donna le nom de Neerwinde. Le duc de Chartres (aujourd'hui duc d'Orléans), qui commandait le centre, et le général Valence qui conduisait l'aile droite, y firent des prodiges de valeur, et la victoire semblait assurée aux Français, lorsque l'impéritie ou la trahison du général Miranda vint changer totalement cette victoire en défaite : Miranda, qui commandait l'aile gauche, quitta, sans y être forcé, le champ de bataille, et laissa aux Autrichiens le terrain libre, pour déborder et tourner le centre et l'aile droite de l'armée française qui furent horriblement maltraités : 4000 morts, 2,500 prisonniers et la perte d'un matériel immense furent pour les Français le résultat de cette malheureuse journée, qui entraîna en outre l'évacuation presque totale de la Belgique. Dumourier se retira en bon ordre sur les hauteurs de Cumptich, en arrière de Tirlemont. Quoique les causes de la perte de la bataille de Neerwinde ne dussent point être imputées, au moins

totalement, à Dumourier, ce général sentit que cette malheureuse affaire l'exposait aux coups des nombreux ennemis personnels qu'il avait en France; et, à mesure qu'il se rapprochaitdes frontières, cette pensée l'effrayant de plus en plus, il songea à se mettre en état de résistance contre le gouvernement républicain, et d'agir avec son armée contre la convention nationale. Tout en fuyant devant le prince de Cobourg, il entama des négociations avec ce général, le 31 mars, et eut avec le général Mack de fréquents entretiens, dont une suspension d'armes fut le résultat. Dumourier et le général en chef autrichien étaient convenus que la constitution de 1791 serait présentée aux Français, et qu'en cas de refus, tous deux uniraient leurs armées pour la faire recevoir. Arrivé sur les frontières de France, Dumourier termina ses arrangements avec les Autrichiens pour l'exécution de ce plan, et envoya divers détachements de son armée pour s'emparer de Lille, de Valenciennes et de Condé; mais ces tentatives furent inutiles, et les commandants de ces places restèrent fidèles à la convention nationale. Cependant, si Dumourier eût marché de suite sur Paris, comme il l'avait d'abord annoncé à tout ce qui l'entourait, peut-être y aurait-il eu pour lui quelques chances de réussite; mais il manqua de résolution au moment décisif. Le gouvernement républicain, instruit de ses projets, fit partir, le 30 mars, le ministre de la guerre Beurnonville, et quatre conventionnels (1), chargés d'aller signifier à Dumourier l'ordre de se rendre à la barre de la convention, pour y rendre compte de sa conduite. Dumourier répond à cet ordre avec une amère ironie, témoigne devant les commissaires le plus profond mépris pour le gouvernement d'alors, et déclare même que, s'il en avait le pouvoir, la convention n'existerait pas un seul jour de plus. Camus, l'un des conventionnels, lui déclare alors qu'il le suspend de ses fonctions de général, et qu'il l'arrête. Dumourier,

(1) Camus, Lamarque, Quinette et Bancal.

qui avait prévu cette circonstance, et qui se trouvait entouré de tout son état-major, fait entrer des hussards qu'il tenait prêts, et leur commande, en langue allemande, d'arrêter le ministre et les députés. Cet ordre est aussitôt exécuté, et Dumourier fait conduire les cinq prisonniers dans le camp autrichien, où ils sont livrés comme otages au prince de Cobourg. Cette action, qui se passa le 3 avril, indisposa fortement l'armée de Dumourier; et, lorsque celui-ci se montra au milieu de ses troupes pour les haranguer en faveur de ses projets, il n'y fut accueilli que par le murmure des soldats ou par le froid silence des officiers. Il s'avançait cependant, le 4, sur Condé, dans l'intention de s'assurer de cette place, lorsqu'il rencontra une colonne de 3 bataillons de volontaires nationaux. Étonné d'une marche qu'il n'a point ordonnée, il s'arrête pour laisser passer cette troupe, et s'éloigne à quelques centaines de pas dans une terre labourée. La colonne se met alors à sa poursuite, en criant : « Arrête! arrête! » Dumourier prend la fuite. Arrivé au bord d'un fossé, son cheval refuse de le franchir. Mettant pied à terre, il passe à pied ce fossé sous un feu roulant de mousqueterie, auquel il n'échappe que par la vitesse d'un cheval que lui donne un domestique du duc de Chartres. Il va rejoindre, le même jour, le prince de Cobourg avec son aide-de-camp, plusieurs autres officiers et quelques escadrons de hussards. Abandonné et fugitif, Dumourier osa hasarder encore d'envoyer une nouvelle proclamation aux troupes qu'il avait commandées, promettant de rétablir la royauté constitutionnelle dans la personne du fils de Louis XVI, et annonçant en même temps que le prince de Cobourg était d'accord avec lui sur ce point. Cette proclamation fut reçue avec indignation par l'armée, qui s'était ralliée sous le commandement de Dampierre. La convention nationale mit Dumourier hors de la loi, et promit une récompense de 300,000 francs à qui le livrerait mort ou vif. N'osant plus reparaître à son armée, Dumourier resta à l'armée autrichienne avec les 3 à 4000 transfuges qui l'y avaient suivi. Il se retira ensuite à Bruxelles, puis à Cologne où l'électeur lui refusa

assez durement la permission de séjourner à Mergentheim. Il se rendit alors en Suisse, passa, dans le mois de juin suivant, en Angleterre, et fut obligé de quitter presque aussitôt ce pays, d'après les injonctions de lord Greenville. Après avoir erré pendant quelque temps, *incognito*, en Suisse et en Allemagne, il se fixa enfin sur le territoire danois, près de Hambourg, et s'y occupa d'écrire l'histoire de sa vie. Il se rendit en Russie dans la dernière année du règne de Paul Ier, et y donna aux ministres du czar des plans pour une descente sur les côtes de France. De là il passa de nouveau en Angleterre, y communiqua les mêmes plans, et obtint quelque crédit auprès du gouvernement britannique. Il se concilia surtout la bienveillance du duc d'York, et obtint une pension assez considérable. Il est mort en Angleterre, au commencement de l'année 1823. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

PERRIN DES ALMONS (N....), *lieutenant-général*, avait servi dans l'artillerie, lorsqu'il fut créé brigadier, le 3 janvier 1770. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 1er mars 1780, et fut promu à celui de lieutenant-général, le 20 mai 1791. (*Etats militaires*).

PERRIN DE PRÉCY (Louis-François, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Semur, en Bourgogne, le 15 janvier 1742. A peine sorti de l'enfance, il entra au service, en qualité de sous-lieutenant dans le régiment de Picardie, où il ne tarda pas à obtenir de l'avancement. Il fit avec distinction les campagnes d'Allemagne, depuis 1755 jusqu'en 1762, et la campagne de Corse, en 1774, sous M. le comte de Narbonne. Il fut nommé, en 1788, lieutenant-colonel du régiment des chasseurs des Vosges, avec tous les droits attribués aux colonels des régiments de ligne, et cela en récompense de la prompte instruction qu'il avait donnée à ce corps, dont la bonne tenue et la discipline se faisaient remarquer. Au commencement de la révolution, le comte de Précy eut à soutenir, à la tête de son régiment, tous les efforts des factieux qui s'attroupaient, souvent en grand nombre, à Perpignan, Collioure, Lunel et Montpellier.

Il parvint, par sa fermeté et sa présence d'esprit, à maintenir l'ordre dans tout le pays confié à son commandement. Il fut nommé, le 8 novembre 1791, premier lieutenant-colonel de la garde à pied du roi Louis XVI : ce corps fut licencié, le 20 mai 1792; mais le comte de Précy, se regardant toujours comme gardien de la personne du roi, resta à Paris avec tous les officiers et une grande partie des gardes, dans l'espoir d'être utile à S. M. A la journée du 10 août, 9 officiers et 150 gardes périrent en défendant le château des Tuileries : le comte de Précy ne parvint à s'échapper que par miracle, et se réfugia au sein de sa famille. Les habitants de Lyon l'appelèrent, le 10 juillet 1793, à leur secours contre l'oppression des *Jacobins* et des proconsuls de la convention nationale. Peu effrayé de la faiblesse des moyens que l'on pouvait mettre à sa disposition, pour défendre une ville immense, sans fortifications, manquant de tout ce qui était nécessaire à une place de guerre, le comte de Précy, n'ayant à compter que sur son courage et sur le dévouement des Lyonnais, osa entreprendre de défendre la place, avec environ 5000 bourgeois, contre une armée de 50,000 hommes, ayant un corps de génie bien organisé, une artillerie formidable et une nombreuse cavalerie. Il soutint pendant 63 jours un siége que les assiégeants rendirent très-destructeur et meurtrier, par l'immense quantité de bombes et de boulets rouges qu'ils lancèrent sur la ville. Outre les ennemis du dehors, le comte de Précy avait encore à lutter contre la perfidie, la séduction et la malveillance, qui, au sein de la ville, manœuvraient sourdement pour mettre le désordre et rompre toutes les mesures prises par le commandant. Par suite de ces menées, les assiégeants étaient instruits de tout ce qui se passait dans la ville, et ceux-ci profitaient de ces renseignements pour diriger leurs attaques. La plus terrible que les Lyonnais eurent à essuyer fut celle du 25 septembre, effectuée sur tous les points. Plusieurs postes des Lyonnais furent forcés; mais le comte de Précy, se portant partout avec rapidité, parvint à rallier les troupes et reprit tous les postes : il eut un cheval tué sous lui dans cette

journée, qui fut très-meurtrière, surtout au quartier de Perrache, où la plus grande partie de la cavalerie lyonnaise, commandée par le brave comte de Vichy, périt glorieusement. Cependant la ville était resserrée chaque jour de plus près; et bientôt elle fut dominée de toutes parts par de nombreuses batteries, qui portaient continuellement la mort ou l'incendie dans tous les quartiers de la ville. Déjà depuis long-temps les vivres manquaient. Une plus longue résistance, tout en devenant inutile, pouvait compromettre une précieuse population, déjà réduite au désespoir. Le comte de Précy résolut de faire sa retraite, avec 700 braves, déterminés comme lui à périr plutôt que de tomber vivants entre les mains de leurs implacables ennemis. Le 19 octobre, à trois heures du matin, il sortit de Lyon avec sa petite colonne et 4 pièces de canon. Bientôt attaqué et poursuivi vivement par environ 20,000 hommes de troupes réglées, et par une foule innombrable de paysans acharnés contre ce qu'ils appelaient les *aristocrates*, le comte de Précy imposa encore quelque temps à l'ennemi par son intrépidité; mais enfin le nombre l'emporta, et la poignée de braves qui accompagnait le comte fut presque entièrement massacrée. Échappé à ce péril, le comte de Précy erra pendant neuf jours dans les bois, où il fut obligé de disputer aux animaux la plus vile nourriture. Il eut enfin le bonheur de trouver l'hospitalité chez un pauvre habitant des montagnes du Forez, nommé Pierre Ligont, qui, aidé de sa famille et de ses amis, pratiqua un souterrain dans lequel le comte de Précy fut caché pendant 15 mois, et où il échappa aux recherches des républicains. Après la mort de Robespierre, et la chute du parti terroriste, le comte de Précy profita d'un moment de calme, pour se retirer en Suisse, où il fut accueilli avec tous les égards dus à ses malheurs ainsi qu'à sa bravoure, et à son dévouement pour la cause de son roi. De Berne, il se rendit à Turin, en 1795, et y fut nommé aide-de-camp de S. M. le roi de Sardaigne. Au mois de juin de la même année, il fut appelé à Vérone par S. M. Louis XVIII, qui le combla de bontés, le créa maréchal-de-camp, et lui donna des

pouvoirs pour traiter avec ses fidèles sujets de France. En 1796, le comte de Précy fit un voyage en Angleterre; et de là il revint à Berne, où il établit une correspondance avec l'intérieur de la France, comme membre d'un comité chargé des intérêts du roi. En 1800, il résidait à Bayreuth, dans les états du roi de Prusse, lorsqu'il fut arrêté par suite de l'influence qu'exerçait Buonaparte, et enfermé avec plusieurs de ses amis dans un château-fort. Après deux ans de détention, il se retira à Brunswick, où le duc régnant lui donna un asile dans son château de Wolfenbuttel. Après avoir encore erré dans plusieurs villes d'Allemagne, il obtint la permission de rentrer en France, mais sous condition de ne pas séjourner à moins de 40 lieues de la ville de Lyon; cependant, en 1812, il fut autorisé à se fixer dans son pays natal. En 1814, dès les premiers jours de la restauration du trône des Bourbons, il se rendit à Paris, où il présenta à S. M. Louis XVIII les officiers encore existants de la garde du roi Louis XVI. Au mois d'août de la même année, il prit, par ordre de S. M., le commandement de la garde nationale de Lyon, qui le reçut avec le plus grand enthousiasme. En 1815, lorsque Buonaparte entra à Lyon, le comte de Précy suivit S. A. R. Monsieur jusqu'à Paris. Il y fut arrêté; mais on le relâcha bientôt après. Le comte de Précy avait été promu, le 14 août 1814, au grade de lieutenant-général des armées du roi, et S. M. l'avait créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il devint grand'croix du même ordre, le 23 août 1816. Le comte de Précy vivait au sein de sa famille, à Marcigny-sur-Loire, lorsqu'il mourut, le 25 août 1820. Une commission d'officiers et de soldats de l'armée qui a défendu Lyon, sous les ordres du comte de Précy, s'étant formée à Paris, en 1821, avec l'autorisation spéciale du roi, pour élever au comte de Précy un mausolée dans la plaine des Broteaux, près Lyon, où un monument expiatoire consacre la mémoire des victimes du siége de cette ville, les restes du comte de Précy ont été exhumés, le 25 août de cette année, et déposés solennellement, le 29 septembre, aux Broteaux, en présence

de toutes les autorités de la ville, des troupes de toutes armes, et d'un concours très-considérable d'anciens soldats du siége et d'habitants de Lyon ou des villes voisines, accourus de toutes parts pour arroser de leurs larmes la cendre du brave Précy (1). (*Etats et brevets militaires, Moniteur, journaux et annales du temps.*)

PERRIN, *voyez* VICTOR.

DE **PERTH**, *voyez* DE DRUMMOND *et* DE MELFORT.

DE **PÉRUSSE** D'ESCARS (Jean), *comte de la Vauguyon, maréchal-de-camp*, mérita par ses services le cordon de l'ordre du roi, la charge de maréchal et de sénéchal du Bourbonnais, la charge de conseiller-d'état et une compagnie de 100 hommes d'armes des ordonnances du roi. Créé maréchal-de-camp, et payé en cette qualité du 30 avril 1568, il servit dans l'armée commandée par M. le duc d'Anjou. Il se trouva au combat de Jaseneuil et à la bataille de Jarnac; se distingua à celle de Montcontour, et servit au siége de Saint-Jean-d'Angely. A la paix de 1570, il commanda en Bourbonnais, et se démit de la charge de sénéchal et de maréchal de cette province, en faveur de son fils aîné, au mois de mars 1576. Il fut admis au nombre des chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit, le 31 décembre 1578, et obtint des lettres d'érection de la terre de la Vauguyon en comté, au mois de juillet 1586. Il commanda en Bretagne, sous le prince de Dombes, en 1589,

(1) Un des premiers artistes de la ville de Lyon a fait paraître, en 1821, un tableau d'histoire représentant la *journée du* 10 *août* 1792. On y voit, entr'autres personnages, le brave Précy, alors colonel de la garde constitutionnelle du roi Louis XVI; et au bas du tableau, on lit ces mots : *Ah! fidèle Précy!* Ce fut le cri de satisfaction et de reconnaissance que poussa en effet Louis XVI, lorsque, abandonnant le château des Tuileries pour se rendre au milieu de la convention nationale, il aperçut le comte de Précy, partageant la résolution des Suisses, qui voulaient défendre ce monarque, et les animant encore par sa présence.

1590 et 1591, et se retira en 1592 (1). (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 18.)

PETIT (Jean), *grand-maître de l'artillerie*, était capitaine des archers du corps du duc de Bourgogne, lorsqu'il obtint du roi, par le conseil de ce duc, le 7 octobre 1418, les provisions de la charge de général, maître et visiteur de l'artillerie de France, vacante par la destitution de Nicolas de Mandeville. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 474.)

PEYRÈS, *voyez* D'ALBÈS.

DE PEZÉ, *voyez* DE COURTARVEL.

LE PICARD, *grand-maître des arbalétriers*, exerçait cette charge en 1298. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 471.)

LE PICARD (Guillaume), *sieur d'Estelan, grand-maître d'artillerie*, fut nommé, à la mort du sieur de la Cholletière, pour exercer cette charge, jusqu'à ce que le roi y eût pourvu, par commission donnée au Plessis-du-Parc-les-Tours, le 3 octobre 1479. Son exercice finit le 5 décembre suivant. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 479.)

PICHEGRU (Charles), *général en chef*, naquit à Arbois, en Franche-Comté, le 16 février 1761. Après avoir fait ses études, il s'enrôla, en 1783, dans le 1er régiment d'artillerie à pied, où il passa assez rapidement aux grades de sergent, de sergent-major, d'adjudant et de lieutenant. Au commencement de la révolution, il fut fait com-

---

(1) L'historien des *Grands-Officiers de la Couronne*, tom. II, pag. 234, le qualifie mal à propos lieutenant-général des armées du roi en Bretagne. Cette qualité n'existait pas. Il avait seulement une commission pour commander les armées en Bretagne, en l'absence du gouverneur.

mandant d'un bataillon de volontaires nationaux, avec lequel il marcha aux frontières du Nord, dès que l'on eut à craindre une invasion du territoire français par les puissances coalisées. La bravoure dont il fit preuve dans les premières affaires qui eurent lieu, et l'excellente discipline qu'il avait établie dans les troupes sous son commandement, le firent remarquer par les représentants du peuple en mission auprès de l'armée du Rhin, et lui firent obtenir très-promptement d'abord le grade de général de brigade, puis celui de général de division, le 4 octobre 1793. Après la défaite des Français dans les lignes de Weissembourg, les commissaires de la convention nationale, reconnaissant dans Pichegru les qualités nécessaires pour faire un bon général en chef, le placèrent, dans le même mois d'octobre, à la tête de l'armée du Rhin, en même temps que l'on donnait le commandement de l'armée de la Moselle au général Hoche : ces deux armées devaient alors manœuvrer de concert pour débloquer Landau. Pichegru, ayant devant lui le corps d'émigrés commandé par le prince de Condé, et un corps de Prussiens campés sur les rives de la Lauter, fit attaquer la colonne ennemie, dans les premiers jours de décembre 1793, et remporta sur elle quelques avantages, notamment au village de Berchem, qui fut enlevé après plusieurs combats. Le 22 du même mois, il attaqua les hauteurs de Reishoffen, Frechwillers et Werdt, en avant d'Haguenau; emporta les retranchements des ennemis, et ouvrit ainsi à l'armée française le chemin de Landau. Il concourut ensuite à la reprise des lignes de Weissembourg, à la prise de Lauterbourg, à l'enlèvement du camp de Belberotte, et enfin au déblocus de Landau, où les Français rentrèrent en vainqueurs le 28 décembre. Pichegru fut nommé général en chef de l'armée du Nord, à la fin de cette même année 1793. D'après le plan de campagne concerté entre le comité de salut public et Pichegru, ce général devait attaquer le centre de l'armée ennemie; mais ce projet fut bientôt rendu inexécutable, parce que les Autrichiens portèrent la plus grande partie de leurs forces sur le point où

Pichegru devait opérer, et investirent Landrecies, le 18 avril 1794. Pichegru, ne croyant pas devoir s'obstiner à combattre sur un terrain désavantageux, prit la résolution d'envahir la Flandre, afin d'opérer une diversion propre à arracher l'ennemi du théâtre de ses succès. Une des divisions de l'armée du Nord entra dans Courtray, le 26 avril, pendant qu'un autre corps de troupes formait le blocus de Menin. Cette manœuvre habile et audacieuse étonna les Autrichiens, et le général Clairfayt se hâta de marcher au secours de Menin. De son côté, Pichegru sentant la nécessité de prévenir les ennemis, marcha contre eux et les attaqua aux hauteurs de Castel, où ils étaient couverts par cinq défilés très-étroits, garnis d'une artillerie formidable. Le combat fut très opiniâtre ; mais enfin les Autrichiens furent mis en pleine déroute, et perdirent un grand nombre d'hommes tués ou faits prisonniers. Ce succès décida la reddition de Menin, qui fut évacué par les Autrichiens dans la nuit du 30 avril. Clairfayt n'ayant pu réussir à chasser les Français de Courtray, fit établir sur la chaussée, qui conduit de Bruges à Menin, plusieurs batteries, dont quelques-unes couvraient de mitraille les deux seuls défilés par lesquels les Français pouvaient opérer une sortie. Les tirailleurs ennemis s'établirent jusque dans les faubourgs, tandisque les bataillons et les escadrons autrichiens occupaient dans la plaine d'excellentes positions. Tous ces obstacles ne firent qu'enflammer l'ardeur des Français, qui, malgré l'artillerie foudroyante des Autrichiens, parvinrent à se former en bataille, et obligèrent le général Clairfayt de se replier avec ses troupes jusqu'à Thielt. Cependant l'empereur d'Autriche, ébloui par les succès que ses troupes avaient obtenus pendant la campagne précédente, se porta tout-à-coup sur les frontières avec le général Cobourg et un corps de 20,000 hommes qui se joignirent à l'armée anglo-hanovrienne, commandée par le duc d'York. La réunion de ces forces imposantes détermina les coalisés à commencer l'exécution d'une entreprise qu'ils méditaient depuis long-temps. Le 12 mai, le duc d'York part de Tournay à la tête de

45,000 hommes, attaque le camp des Français à Sanghien, et s'empare de Launay, Turcoing, Roubaix, Mouveau, et en un mot, de tous les postes à droite de la grande route de Courtray à Lille. Dans le même temps, Clairfayt s'avance avec 20,000 hommes, passe la Lys à Warwick et à Commines, après avoir égorgé tous les postes qu'il rencontra, et prend position sur les hauteurs de Blolon et de Linoclles. Le plan des coalisés était savamment conçu, et tendait à couper les communications de l'armée française du Nord avec la frontière. Le succès qui venait de signaler le commencement d'exécution de ce plan, semblait devoir rendre inévitable la défaite, et peut-être même la destruction totale de l'armée de Pichegru ; mais ce général, sachant adopter à ce propos un parti extrême, s'arrêta près du champ de bataille, et se détermina à prendre, dès le lendemain, l'offensive contre un ennemi victorieux. Dès trois heures du matin, il dirigea sa principale attaque contre l'armée anglo-hanovrienne. Cette attaque fut des plus vigoureuses, et la résistance des ennemis très-opiniâtre; cependant, après un combat qui dura toute la journée, et dont le succès fut long-temps indécis, la victoire se fixa sous les drapeaux français, et la défaite des ennemis fut complète: les Anglo-Hanovriens perdirent dans cette journée toute leur artillerie. L'armée du Nord se mit aussitôt à la poursuite des ennemis sur la rive gauche de l'Escaut, et livra, le 22 mai, le combat du Pont Achin, qui fut un des plus meurtriers de la campagne, et dans lequel aucun des deux partis ne remporta réellement la victoire. Après avoir fait prendre quelques jours de repos à ses troupes, dans les positions de Courtray et de Sanghien, le général Pichegru fit canonner la place d'Ypres dans les journées des 3 et 4 juin. La place fut cernée le 5, et on se prépara à en faire le siége. Ces préparatifs fixèrent l'attention du général Clairfayt, qui abandonna ses positions, pour s'avancer jusqu'à Rousselaër et Hooglede, dans le dessein d'attaquer les Français. Pichegru, qui avait pour principe de prendre l'offensive toutes les fois qu'il le pouvait, attaque Clairfayt

près de Longuemarck, et le contraint de se retirer en désordre sur Thielt. Cependant le général autrichien, ayant reçu des renforts, revint à la charge et attaqua les Français à Rousselaër et Hooglede. Il eut d'abord quelques succès; mais il fut de nouveau forcé de se replier sur Thielt, après avoir perdu un nombre assez considérable d'hommes. Ces trois victoires, remportées sur les Autrichiens, entraînèrent la reddition d'Ypres, qui capitula le 17 juin, et décidèrent du sort de la West-Flandre, dont Ypres est la clef. Les Autrichiens se retirèrent alors sur Gand, dont Pichegru aurait pu s'emparer; mais l'obligation où il se serait trouvé d'y laisser une forte garnison, l'engagea à renoncer pour le moment à cette conquête, et il marcha sur Bruges, où déjà le général Moreau était entré avec une division de l'armée. Le plan de Pichegru consistait à passer l'Escaut, près d'Oudenarde, et à séparer par ce moyen l'armée anglaise de celle autrichienne, ce qui devait lui faciliter les moyens de battre ces deux armées séparément. Après avoir laissé deux divisions de son armée pour garder la côte, et faire le siége de Nieuport et de l'Écluse. Pichegru se mit à la tête de l'aile droite et du centre de son armée, et marcha sur Gand que les ennemis évacuèrent à son approche. Tournay et Ostende se rendirent également. Il campa derrière Alost, le 8 juillet, et, deux jours après, l'armée de Sambre-et-Meuse ayant envoyé garnison à Bruxelles, la jonction entre les deux armées françaises fut opérée. Pichegru se porta avec celle du Nord sur Malines. Les armées anglo-hollandaises occupant alors cette place, et étant retranchées derrière le canal de Louvain à Malines, le général Pichegru les fit attaquer et les débusqua de la ville, ainsi que de leurs positions, après un combat dans lequel le soldat français étonna les ennemis par son audace et son intrépidité. Le 27 juillet, Pichegru se présenta devant Anvers, que les Anglais évacuèrent, et dont il s'empara le 28. Le duc d'York, averti d'un mouvement que faisait Pichegru pour se rapprocher de l'armée anglaise et la combattre, se replia sur Bois-le-Duc, et laissa ainsi la ville de Breda

livrée aux seules forces de sa garnison. Bientôt après l'armée du Nord prit position sur la Dommel. Elle rencontra, le 14 septembre, l'avant-garde anglaise, forte de 7000 hommes, près de Boxtel, poste naturellement retranché par la Dommel et par un fossé profond. Tous les ponts avaient été rompus; mais, lorsque l'ennemi vit les Français passer la rivière à la nage, il ne songea pas même à faire résistance et mit bas les armes. Ce nouvel échec obligea le duc d'York de se retirer derrière la Meuse. Pour couvrir ce mouvement, il envoya 9 régiments d'infanterie et une forte colonne de cavalerie, avec ordre de seconder une attaque sur Boxtel : ces corps ennemis furent battus, et les deux combats de Boxtel valurent aux Français 2000 prisonniers, ainsi qu'une grande quantité de chevaux. Le duc d'York, ne pouvant plus tenir sur la rive gauche de la Meuse, passa cette rivière, se contentant de laisser des garnisons dans les places de Berg-op-Zoom, Breda et Bois-le-Duc. La possession de cette dernière place étant nécessaire pour assurer la position de l'armée française, et lui permettre de poursuivre ses succès, le général Pichegru en dirigea lui-même le siége. Bois-le-Duc passait avec raison pour une place des plus difficile à prendre, en raison de sa situation locale, des forts qui la défendaient et des inondations qui en couvraient les approches. Dès le 23 octobre, la place fut investie et l'on poussa activement les travaux de la tranchée. On occupa, le 23, le fort d'Orten, abandonné par les assiégés, et on s'empara de vive force, le 28, du fort de Crèvecœur. Cependant de fortes pluies ayant commencé, les inondations augmentèrent et rendirent les travaux des assiégeants d'autant plus difficiles. Les tranchées devinrent impraticables, et, d'un autre côté, l'artillerie de gros calibre, attendue avec impatience, n'arrivait pas. Tant d'obstacles auraient pu arrêter des troupes qui n'auraient pas été constamment animées par l'exemple de leur chef. La persévérance des assiégeants l'emporta à la fin, et le gouverneur de Bois-le-Duc consentit à capituler : la garnison fut faite prisonniè-

re de guerre (1) sur parole, et obtint les honneurs de la guerre. La place de Bois-le-Duc, qui avait autrefois résisté pendant un an à tous les efforts du prince d'Orange, ne tint contre le général Pichegru et ses infatigables troupes que pendant trois semaines. De Bois-le-Duc, Pichegru se porta sur Grave, qu'il fit investir. Le passage de la Meuse fut opéré le 18 octobre, près d'Alpetern, après un combat très vif, livré par les Français à des ennemis fortement retranchés dans une immense prairie, coupée en tous sens par de larges fossés. L'armée du Nord mit ensuite le siége devant Nimègue et Wenloo : ces deux places se rendirent par capitulation. Après leur prise, l'armée du Nord obtint quelque repos, et Pichegru en profita pour la faire pourvoir de tous les objets d'habillement et d'équipement dont elle avait un besoin urgent. Déjà le général Pichegru avait résolu de mettre son armée en cantonnement, lorsqu'une circonstance vint lui inspirer le dessein de tenter une entreprise qui tint du prodige. Dans les temps ordinaires, la conquête de la Hollande présente de très-grandes difficultés, en ce qu'on n'y peut faire un pas sans rencontrer un marais, un lac, une rivière, un fleuve ou de larges canaux. Pour s'opposer aux progrès d'un ennemi victorieux, les Hollandais peuvent, en ouvrant les digues de la Nord-Hollande, mettre la West-Frise, la province de Hollande et celle d'Utrecht sous les eaux de la mer, et il leur suffit de faire des coupures aux digues des rivières pour inonder les provinces de l'Est. Quoique ce moyen d'arrêter l'armée du Nord dans le cours de ses conquêtes fût de nature à nuire beaucoup à la Hollande, il était ce-

(1) Un décret de la convention nationale défendait alors, sous les peines les plus fortes, de faire des prisonniers anglais, et d'après ce décret barbare, tous les soldats de cette nation, tombant au pouvoir des Français, devaient être fusillés. Pichegru, qui professait, ainsi que presque toute l'armée française, la plus profonde indignation contre cette mesure atroce, ne balança pas à consentir que 600 Anglais faisant partie de la garnison de Bois-le-Duc fussent soustraits à une mort certaine.

pendant à craindre que le stathouder ne l'employât comme dernière ressource, si l'on attendait le printemps pour marcher contre la Hollande. Dès le mois de décembre 1795, un froid très-rigoureux se fit sentir, et il prit tellement d'intensité, que les fleuves gelèrent, et que la glace devint assez solide sur le Waal et sur la Meuse pour qu'il fût possible de passer ces deux rivières dans plusieurs endroits. Le gouvernement hollandais avait demandé un armistice; mais Pichegru, trouvant l'occasion trop belle pour la laisser échapper, résolut de profiter de la rigueur de la saison pour achever sa conquête. Le 27 décembre, il donna l'ordre à deux brigades de passer la Meuse et de se porter sur l'île de Bommel. Le froid était ce jour-là d'une rigueur excessive (le thermomètre descendit jusqu'à dix-sept degrés au-dessous de glace) : aussi les Hollandais stupéfaits de l'intrépide audace des Français, n'opposèrent-ils qu'une faible résistance. On fit dans cette expédition environ 1600 prisonniers, et l'on se saisit d'un grand nombre de bouches à feu et de beaucoup de munitions. Le lendemain, la place de Grave, qui est un chef-d'œuvre de fortifications, capitula, faute de vivres et de munitions. Heusden, sur la rive gauche de la Meuse, se rendit. Quelques jours-après, l'armée passa le Waal au-dessus de Nimègue, malgré la résistance des Anglais, et d'un corps autrichien fort de 25,000 hommes. C'était bien certainement un spectacle unique et merveilleux de voir une armée française manœuvrant sur la glace, avec autant de précision et d'assurance qu'elle l'eût pu faire sur la terre ferme; se battant et bivouaquant dans une étendue de plus de vingt lieues, depuis Arnheim jusqu'à Wilhelmstadt. Cependant, au milieu de ces incroyables succès, tout était perdu si le dégel arrivait; et on eut à cet égard des inquiétudes très-vives dans les journées des 12 et 13 janvier 1795. Heureusement le froid reprit dans la journée du 14, et les troupes purent de nouveau faire leurs mouvements sur la glace. Le prince d'Orange avait établi son quartier-général à Gorcum, ville que la bonté de ses ouvrages et la facilité de se fortifier par les inondations

rendent presque imprenable; mais les circonstances qui favorisaient les Français lui faisant juger qu'il n'était point en sûreté dans cette ville, il prit le parti de l'évacuer, et de s'embarquer pour l'Angleterre. Une division française s'empara, le 19 janvier, de Gertruydemberg, dont la garnison fut faite prisonnière sur parole. La province d'Utrecht se soumit tout entière, et les troupes françaises en occupèrent toutes les villes. Ce fut à Utrecht que le général en chef Pichegru reçut les députés de la province de Hollande, qui venaient lui apporter les clefs d'Amsterdam : il se rendit sur-le-champ dans cette belle capitale. Partout les Français n'avaient qu'à se présenter pour voir les portes des villes et des forteresses s'ouvrir devant eux. Dordrecht, Rotterdam, Naërdem, la Haye, Helvoëtsluys, se soumirent; et bientôt les États-généraux de Hollande capitulèrent eux-mêmes, et donnèrent ordre à tous les commandants des places fortes de recevoir les troupes françaises, dès qu'ils en seraient requis. Au milieu de tant de victoires, remportées dans un espace de temps aussi court, et par des moyens qui étonnent l'imagination, vient se placer, comme l'action la plus merveilleuse, la prise des vaisseaux hollandais par la cavalerie et l'artillerie légère de l'armée du Nord. La Hollande ne possédant pas de ports où les vaisseaux de guerre pussent entrer armés; on était obligé de les faire stationner à l'entrée du Zuiderzée, dans un détroit qui se trouve entre la pointe septentrionale de la West-Frise et l'île du Texel. Ce fut dans ce détroit que les Français, traversant au galop des plaines de glace, arrivèrent auprès des vaisseaux, les sommèrent de se rendre, et firent, sans combat, toute l'armée navale prisonnière de guerre. Pour que les Français fussent entièrement maîtres des sept Provinces-Unies, il ne restait plus à soumettre que celles de Frise, de Groningue, d'Ower-Issel et de Zéélande : elles capitulèrent successivement, et bientôt toute la Batavie fut subjuguée. L'armée française reçut, en Hollande, un accueil généreux et hospitalier, dont elle se montra reconnaissante par le désintéressement et l'exacte discipline dont elle donna partout des preuves. Un

traité de paix entre la France et la Hollande mit fin à la tâche difficile que Pichegru s'était imposée et qu'il avait si glorieusement remplie. Un décret de la convention nationale rendu, le 2 mars 1795, sur le rapport de Dubois-Crancé, réunit les deux armées du Rhin et de la Moselle sous le commandement de Pichegru; mais ce général, au lieu de se rendre à ce nouveau poste, vint à Paris, vers la fin du même mois. Une insurrection ayant éclaté dans la capitale, le 1er avril, la convention, qui sentait la nécessité de donner à l'armée parisienne un chef digne par ses talents de se concilier l'estime et la confiance générale, décerna ce commandement au général Pichegru, qui justifia ce choix, en déjouant, par la sagesse de ses dispositions et la fermeté de son caractère, les projets formés contre la convention. La tranquillité ayant été bientôt rétablie, Pichegru fut nommé de nouveau, le 4 du même mois, général en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle, et ne tarda pas à s'y rendre (1). Cette armée devait soutenir les mouvements de celle de Sambre-et-Meuse commandée par Jourdan; mais Pichegru sembla s'attacher à retenir plutôt qu'à exciter l'ardeur de ses troupes, et à les faire rester dans l'inaction (2). L'armée de Sambre-et-Meuse, n'étant point appuyée par celle de Rhin-et-Moselle, suspendit sa marche victorieuse, et fut obligée de faire une retraite désastreuse. Déjà Pichegru était devenu suspect aux républi-

---

(1) Depuis la révolution, Pichegru avait montré beaucoup d'attachement aux principes républicains; mais on est porté à croire qu'élevé dans ceux de la monarchie, il nourrissait dans son cœur le désir de renverser cette république à laquelle il paraissait si affectionné; et que du moment où ses conquêtes l'eurent investi d'une grande puissance militaire, il ambitionna la gloire de jouer en France le rôle que Monck avait joué en Angleterre; et que toutes ses vues se portèrent vers le rétablissement de la famille des Bourbons sur le trône de France.

(2) On a assuré que cette inaction, dans laquelle restait Pichegru, était le résultat d'engagements que déjà ce général avait pris, soit vis-à-vis de M. le prince de Condé, soit vis-à-vis des agents royalistes qu'il avait accueillis à son camp devant Mayence.

cains, et le directoire-exécutif songeait à le destituer; mais, à peine installé, il n'osait encore frapper un général estimé, au milieu d'une armée qui lui paraissait dévouée. De son côté, Pichegru, dégoûté de toutes les contrariétés dont on semblait prendre à tâche de l'abreuver, donna sa démission. Le directoire, en l'acceptant, ne voulut pas qu'elle eût une apparence de disgrâce réelle, et nomma Pichegru ambassadeur en Suède. Le général refusa cette mission diplomatique, et se retira dans l'abbaye de Bellevaux (département de la Haute-Saône), où il vécut ignoré jusqu'aux élections de 1797, époque à laquelle il fut nommé membre du conseil des anciens. Le 20 mai, l'installation du nouveau tiers eut lieu; et dès cette première séance, Pichegru fut élu président. La journée du 5 septembre 1797 (18 fructidor an 5) fut un jour de triomphe pour le parti directorial; et ce même jour vit la chute de Pichegru, que l'on arrêta dans le lieu des séances du corps-législatif, et qui fut transporté, sur une charrette, dans la prison du Temple. Le lendemain, la minorité du corps-législatif, réunie sous la protection des baïonnettes directoriales, proscrivit 50 des membres les plus distingués de la majorité, et Pichegru fut le premier inscrit sur la liste de déportation dressée dans cette séance. On le conduisit, lui et ses compagnons d'infortune, à Rochefort, où on les jeta dans l'entrepont d'une corvette, qui les transporta à l'île de Cayenne. Après quelques mois de captivité dans les déserts pestilentiels de Sinamari, Pichegru parvint à s'évader avec Willot, de Larue, Barthélemy, Aubry et Ramel. Embarqués sur une frêle pirogue, et manquant de tout pendant plusieurs jours, ils abordèrent enfin à la colonie hollandaise de Surinam, où le gouverneur leur fit un bon accueil. De là ils se rendirent en Angleterre, et Pichegru y reçut de nombreux témoignages d'admiration et d'intérêt. S'étant montré franchement attaché à la cause des Bourbons, il fut désigné pour diriger les opérations militaires qui pouvaient tendre à la réintégration de cette auguste famille sur le trône de France. Il partit à cet effet pour l'Allemagne, où les Russes

et les Autrichiens venaient d'obtenir des succès sur les armées françaises, et l'on prétend qu'il donna, avant la bataille de Zurich, d'excellents avis au général russe Korsakow, dont celui-ci eut tort de ne pas profiter. Après la retraite de l'armée russe, et la paix que l'Autriche fit avec la France, Pichegru retourna en Angleterre, et y fut souvent consulté par le ministère britannique et par les princes de la maison de Bourbon. Ce fut alors qu'il se lia avec Georges Cadoudal, et que tous deux résolurent de tout entreprendre pour le rétablissement de la monarchie bourbonnienne. Pour mettre leurs projets à exécution, ils se rendirent secrètement à Paris, dans les premiers jours de janvier 1804, avec quelques royalistes vendéens, décidés, comme eux, à attaquer personnellement le premier consul Buonaparte, qui était le plus grand obstacle à leurs desseins. Pendant plusieurs mois, ils firent d'inutiles tentatives pour atteindre Buonaparte. Leurs projets ayant été découverts par la police consulaire, Georges Cadoudal et plusieurs autres conjurés furent arrêtés les premiers. Pichegru parvint à se soustraire, pendant quelque temps, aux recherches; mais il fut enfin livré par la perfidie d'un nommé Leblanc, chez lequel il s'était réfugié. Conduit dans la prison du Temple, il répondit avec beaucoup de fermeté à tous les interrogatoires qu'on lui fit subir. On a cru que la force de caractère qu'il déploya en cette circonstance fit craindre que, si on le traduisait devant un tribunal, il ne parvînt à intéresser le public en sa faveur, et ne fît des déclarations fâcheuses. Le fait est qu'au moment où il devait paraître sur les bancs des accusés, avec Georges et les autres conjurés, on annonça qu'il s'était étranglé dans sa prison. Son corps fut apporté au greffe du tribunal criminel avec un procès-verbal signé par plusieurs médecins, et constatant que la strangulation avait été volontaire, et opérée au moyen d'une cravate. Cependant le bruit qui courut alors fut que Pichegru avait péri de la main de quatre Mameluks. En 1815, sous le règne des Bourbons, les anciens compagnons d'armes de Pichegru firent célébrer en sa mémoire, le 6 novembre, un ser-

vice funèbre dans l'église de Saint-Médard, de Paris, et, après cette cérémonie, on fit l'inauguration du tombeau érigé à cet illustre général dans le cimetière de Sainte-Catherine. En 1816, S. M. Louis XVIII ordonna, le 27 février, qu'il fût élevé une statue au général Pichegru, et chargea le sieur Dumont de l'exécution de ce monument, dont le modèle fut achevé au mois de décembre 1820. En 1822, une commission parisienne fit agréer au roi, le 4 février, le projet d'un autre monument à ériger, par souscription, au général Pichegru, dans Arbois, sa ville natale. (*États militaires, Moniteur, annales du temps.*)

PICOT DE BAZUS (Étienne-Guillaume), *général de brigade*, entra dans le corps des gendarmes de la garde, en 1756. Il passa dans les gardes-du-corps, en 1778, obtint successivement différents grades, et fut promu à celui de général de brigade, le 24 février 1793. (*Etats militaires.*)

PICOT DE DAMPIERRE (Auguste-Henri-Marie), *général en chef*, naquit à Paris, le 19 août 1756, d'une famille déjà distinguée par ses services militaires. Dès sa plus tendre enfance, il se montra passionné pour les armes; et, dès qu'il fut parvenu à l'âge d'entrer dans la carrière militaire, il s'y jeta avec une sorte d'entraînement irrésistible. Désespéré de ce que l'état de paix où se trouvait alors la France lui ôtait les moyens de se signaler, il résolut d'en aller chercher ailleurs les occasions; mais l'autorité de ses parents et les ordres du gouvernement apportèrent des obstacles à son ardeur belliqueuse. Après avoir sollicité en vain la faveur d'aller combattre dans la guerre de l'indépendance de l'Amérique, et ensuite en Espagne lors du siége de Gibraltar, il quitta furtivement le régiment des gardes-françaises, auquel il était attaché, se mit en route pour se rendre à Gibraltar, fut arrêté à Barcelonne, par ordre de la cour, et ramené à son corps. En 1788, son goût pour les choses extraordinaires et hasardeuses le porta à s'élever dans les airs avec le duc d'Orléans dans l'un des premiers ballons que Montgolfier construisit à Paris. Peu de temps après, il répéta ce voyage aérien à Lyon. Il s'é-

tait absenté de son régiment sans permission ; et, comme il se livra trop long-temps aux fêtes qui furent données à cette occasion, et à l'empressement du public dont il recevait les applaudissements, il fut mis aux arrêts à son retour à Paris. Cet acte de sévérité lui déplut à tel point, qu'il quitta les gardes-françaises, et alla voyager en Angleterre. Précédemment il était allé à Berlin, et y avait étudié les évolutions dirigées par le grand Frédéric, pour lequel il avait conçu une admiration telle, que depuis lors il singeait dans toutes ses actions les manœuvres prussiennes (1). A son retour d'Angleterre, il servit encore pendant quelque temps dans les régiments de Chartres et des chasseurs de Normandie, et se retira ensuite dans ses terres, où il vivait paisiblement au milieu de ses vassaux, dont il se faisait aimer (2), lorsque la révolution française éclata. Il fit connaître dès-lors ses opinions en faveur de la cause populaire, et fut nommé, en 1790, président du département de l'Aube. Des fonctions aussi tranquilles ne pouvant convenir long-temps à son humeur guerrière, que les circonstances semblaient d'ailleurs très propres à favoriser, il devint, en 1791, aide-de-camp du maréchal de Rochambeau, et peu de temps après, colonel du 5e régiment de dragons. Il fit, à la tête de ce corps, la campagne de 1792, et se trouva, le 28 avril, à la malheureuse affaire de Quiévrain, sous les ordres du général Biron : en faisant de vains efforts pour rallier les fuyards, il fut renversé et foulé aux pieds des chevaux. Envoyé ensuite en Champagne, au secours de l'armée de Dumourier, avec son régiment et 4000 hommes d'infanterie, il arriva au moment de la canonnade

---

(1) Il parut un jour à une revue avec une longue queue, comme la portait Frédéric. Louis XVI l'ayant remarqué, dit à M. de Biron : « Avez-vous vu ce fou avec ses manières prussiennes ? » Ce mot, qui fut bientôt connu, nuisit à l'avancement de Dampierre.

(2) On a cité de lui plusieurs traits de générosité, parmi lesquels nous rapporterons celui-ci : Un malheureux étant tombé dans une rivière au milieu de l'hiver, Dampierre, sans consulter le danger, se jeta à la nage, et lui sauva la vie.

de Valmy, et reçut dès-lors le commandement d'une division. Il se distingua, le 6 novembre 1792, à la bataille de Jemmapes, où, par une résolution héroïque, il sauva l'armée française d'un péril imminent, en marchant à la tête du régiment de Flandre et du 1er bataillon des volontaires de Paris, et en se jetant sur 6 bataillons ennemis qui débordaient le corps du général Beurnonville, et le mettaient dans le cas de faire retraite. Dampierre culbuta ces bataillons, enleva les deux premières redoutes qu'ils gardaient, se saisit de leurs canons, les tourna contre les Autrichiens, et rendit ainsi au général Beurnonville la liberté d'agir et de reprendre l'offensive. Dampierre se distingua encore dans plusieurs affaires qui eurent lieu à la suite de cette bataille. Le général en chef Dumourier n'ayant pas jugé convenable de pousser alors les ennemis au-delà du Rhin, Dampierre établit ses quartiers d'hiver sur les bords de la Roër. Il couvrit ensuite le siége de Maestricht, commencé par Miranda, et dut, avec 15,000 hommes, tenir tête à 50,000 Autrichiens. Dès le 1er mars 1793, toute sa ligne ayant été forcée, il fut obligé de se replier sur Liége, et d'abandonner à leur propre défense quelques corps de ses troupes qui se trouvaient isolés. Sur ces entrefaites, le prince de Cobourg avait fait lever le siége de Maestricht, et l'armée française se retirait en désordre sur Louvain. Dumourier livra alors aux Autrichiens, près de Tirlemont, plusieurs combats, dans lesquels la valeur de Dampierre contribua puissamment à rendre quelque confiance aux troupes françaises. Il commanda le centre de l'armée à la bataille de Neerwinde, le 16 du même mois de mars; conserva toutes ses positions, et seconda heureusement les efforts de l'aile droite; mais, se trouvant débordé, par la retraite de l'aile gauche, il fut contraint de suivre le mouvement général de retraite. Dampierre avait rendu des services importants à l'armée; mais, son ardeur naturelle l'ayant quelquefois emporté au-delà des ordres que Dumourier lui avait donnés, il s'établit entre ces deux généraux une mésintelligence qui ne fit que s'accroître au moment où Dumourier se préparait à résister aux ordres de

la convention, et à se faire un parti dans l'armée. Dampierre fut alors envoyé sur les derrières avec le commandement de la place du Quesnoy, où il se trouvait lors de la défection de Dumourier. S'étant prononcé fortement en faveur de la république, la convention le choisit, le 4 avril, pour remplacer ce général dans le commandement en chef de l'armée. Il donna aussitôt tous ses soins à prendre une position centrale, qui le mit à même de porter rapidement des secours aux villes frontières menacées par l'ennemi, et profita de l'inactivité momentanée des généraux autrichiens pour rétablir l'ordre et la discipline dans son armée, qui, forte à peine de 30,000 hommes, avait à lutter contre un ennemi beaucoup plus nombreux, et fier de ses derniers succès. Dix jours s'étaient à peine écoulés depuis que Dampierre avait pris ce commandement, lorsqu'il fut inopinément attaqué sur cinq points différents, depuis Flecon jusqu'à Commines. Les Autrichiens dirigeaient leurs forces sur Condé et sur Valenciennes; mais Dampierre, pénétrant leurs desseins, s'avança par une marche habile sur Valenciennes, et réussit à se rendre maître du camp de Famars. Il était déterminé à se tenir sur la défensive, en attendant les renforts qui lui avaient été promis, et dont la nécessité était urgente; mais, obligé de céder aux instances pressantes des commissaires de la convention nationale, et aux vœux manifestés hautement par les troupes, il lui fallut courir, contre son gré, la chance, alors imprudente, des combats. Sa première tentative fut de dégager la place de Condé; mais les Autrichiens, quoique abordés avec beaucoup de vigueur, repoussèrent l'attaque et firent éprouver aux Français une perte assez considérable. Dampierre, qui ne se dissimulait pas la faiblesse des moyens dont il pouvait disposer, hésitait à faire une attaque générale, qu'il fut encore contraint de hasarder. Sorti du camp de Famars à la pointe du jour, le 6 mai, il fit une attaque sur l'Escaut, et son aile droite parvint jusqu'à Quiévrain, après avoir renversé tout ce qui se trouvait devant elle. Dans le même temps, son aile gauche marchait avec rapidité sur

Valenciennes, et attaquait l'ennemi avec le même avantage; mais le centre de l'armée française, se trouvant écrasé par le feu meurtrier des batteries ennemies, faiblit et recula. En vain Dampierre, qui se trouvait à ce centre, fit-il des efforts prodigieux pour ranimer le courage de ses soldats et rétablir sa ligne. La marche rapide du centre autrichien, perçant cette même ligne, augmenta le désordre; et Dampierre, ayant à craindre d'être enveloppé, fit replier ses troupes en toute hâte sur le camp de Famars. Le lendemain, 7 mai, les opiniâtres commissaires de la convention contraignirent encore Dampierre à reprendre l'offensive. Elle réussit sur quelques points; et Dampierre, après avoir traversé Raismes, se porta contre la réserve autrichienne, rétranchée dans le bois de Vicogne. Il fut reçu vigoureusement par les Autrichiens, et il s'ensuivit un combat opiniâtre qui se prolongea jusque vers la fin du jour. Irrité de la longue résistance qu'il éprouvait, Dampierre se mit à la tête de l'une de ses colonnes d'attaque, et marcha à l'ennemi avec le plus courageux dévouement : il fut presque aussitôt frappé d'un boulet, qui lui emporta la cuisse. Ce fatal événement ralentit tout-à-coup l'ardeur des Français, parmi lesquels il jeta la confusion et le désordre. Ils furent cependant ralliés par les soins du brave général Ihler, et firent leur retraite avec beaucoup de fermeté, en marchant au pas ordinaire. Le général Dampierre mourut, le 8 mai, des suites de sa blessure, et la convention nationale lui décerna les honneurs du Panthéon, où sa dépouille mortelle fut effectivement déposée. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*, *Biographie universelle, ancienne et moderne*, *tom. X*, *pag.* 480.)

DE PICOT DE LA MOTTE (Bernard-François-Bertrand, *marquis*), *maréchal-de-camp*, né à Saint-Malo, le 29 mars 1734, entra, en 1744, au service de la marine. A l'âge de 15 ans, il avait déjà fait sa première campagne de mer dans l'Inde, sur l'escadre de M. de la Bourdonnaie, et y avait reçu trois blessures légères. Le 10 avril 1748, dans un combat que le vaisseau de guerre *le Saint-Louis*,

de 44 canons, sur lequel il servait, soutint dans la rade de Mahé, contre 2 vaisseaux anglais, l'un de 64 canons, et l'autre de 56, le marquis de Picot fut blessé grièvement au commencement de l'action, mais il n'abandonna point le poste qui lui était confié. Six heures après, vers la fin du combat, il eut une jambe emportée par un boulet de canon. Il fut employé à Mahé, sur la côte de Malabar, jusqu'en 1751 : on le nomma alors commandant en second à Zamataly. En 1753, on lui confia la défense du fort Nélicéram, et, en 1756, il commanda en second à Mahé. Dès 1758, il eut l'expectative du commandement en chef; mais, Mahé ayant été forcé de se rendre aux Anglais, en 1761, le marquis de Picot fut fait prisonnier, et sa captivité dura trois ans. Après la paix de 1763, il fut nommé, par le roi, commandant-général de la côte de Malabar et gouverneur de Mahé, fonctions qu'il remplit de la manière la plus honorable jusqu'en 1779 (1). Le brevet lui en fut expédié, le 21 janvier 1775, le même jour on lui conféra le grade de lieutenant-colonel d'infanterie. Le 20 février suivant, il reçut la décoration de l'ordre de Saint-Louis. Le 19 mars 1779, les Anglais s'étant de nouveau emparés de Mahé, le marquis de Picot fut fait une seconde fois prisonnier. Rentré en France, en 1782, il y fut conservé en activité, pour le service dans l'Inde, jusqu'en 1787. Le roi lui accorda alors, en récompense de ses services, une pension de retraite de 5000 francs. Il reçut, le 19 juin 1792, le brevet de maréchal-de-camp, pour prendre rang du 1er mars 1791, et sa pension fut portée à 10,000 francs. Il se retira à Senlis, et y mourut, le 15 février 1797, à l'âge de 63 ans. (*Brevets et états militaires.*)

PICOT DE PECCADUC (Henri-René-Marie), dit *le vicomte de Picot, maréchal-de-camp*, émigra, en 1791, et fit partie du cantonnement d'Ath, dans la compagnie de S. A. R. Mgr.

(1) Le 20 février 1769, le roi avait nommé le marquis de Picot membre du conseil-supérieur de Pondichéry.

duc d'Angoulême. Il a fait la campagne de 1792, au corps d'armée de S. A. S. Mgr. le duc de Bourbon. Au mois d'avril 1793, il entra au service de la Hollande, dans le régiment d'Orange-Frise, et fit toutes les campagnes suivantes sous les ordres du prince Frédéric d'Orange. Immédiatement après la conquête de la Hollande par l'armée française, il passa au service d'Angleterre, et y resta attaché jusqu'en 1808, époque à laquelle il entra dans les troupes de la confédération du Rhin. Il fit avec ces troupes les campagnes de 1809, 1810, 1811, 1812 et 1813, en Catalogne, puis en Russie et enfin en Allemagne. Rentré en France, en 1814, après la restauration du trône des Bourbons, après avoir été absent de sa patrie pendant 23 ans, et être resté constamment au service de l'étranger, S. M. Louis XVIII a daigné le réintégrer dans l'armée française comme colonel d'infanterie, grade dans lequel il avait fait les deux dernières campagnes. Le vicomte de Picot a été créé maréchal-de-camp, le 25 avril 1821. Il est chevalier de l'ordre et royal et militaire de Saint-Louis, et de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur. Il commande en ce moment une des brigades de l'armée d'Espagne. (*Etats militaires*, *Moniteur*.)

PICQUET DE BOISGNY (N...), fut créé *maréchal-de-camp*, le 4 juin 1814, et fut employé en cette qualité dans la 2[e] division militaire, en 1820. Il est chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur. (*Etats militaires.*)

DE PIENNES, *voyez* DE BROUILLY.

DE PIÉPAPE, *voyez* D'AMONCOURT.

PIERRE, est le premier *maréchal de France* que l'on connaisse ; il se trouve désigné en cette qualité dans diverses chartes et ordonnances, données par Philippe-Auguste, depuis l'an 1185 jusqu'en 1190 inclusivement. On ignore quelle était l'origine de ce maréchal, qui n'est même désigné dans plusieurs pièces que par la lettre initiale de son nom. On est encore incertain sur l'époque de sa

mort, et si, lorsqu'il mourut, il possédait sa charge, ou s'il en avait été destitué. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 105.)

DE PIERRE DE BERNIS (N...., *comte*), avait été mestre-de camp du régiment du Roi dragons, lorsqu'il fut fait brigadier d'infanterie, le 20 avril 1768. Il obtint le grade de *maréchal-de-camp*, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

DE LA PIERRE (Jean-Toussaint), *marquis de Fremeur*, *lieutenant-général*, entra aux mousquetaires en 1719, et fut fait capitaine au régiment du colonel-général des dragons, le 21 août 1721. Devenu mestre-de-camp-lieutenant du même régiment, par commission du 27 février 1727, il le commanda au camp de la Moselle, du 10 juillet au 9 août de la même année; au siége de Kehl, en 1733; au siége de Philisbourg, en 1734, et à l'armée du Rhin, en 1735. Créé brigadier, par brevet du 1er janvier 1740, et employé à l'armée du Bas-Rhin, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août 1741, il marcha avec la seconde division des troupes qui partit de Sédan, le 31; conduisit son régiment jusqu'en Westphalie, et y passa l'hiver. Il se rendit, au mois d'août 1742, avec la 2e division de cette armée, sur les frontières de la Bohême, où il se distingua à la tête des dragons dans plusieurs escarmouches fort vives. Il cantonna pendant l'hiver à Eggenfeld, sous les ordres de M. le prince de Conti; se distingua particulièrement à la défense de ce poste; rentra en France avec la 1re division de l'armée, au mois de juillet 1743, et finit la campagne en Haute-Alsace, sous les ordres du maréchal de Coigny, par lettres du 1er septembre. Il fut employé à Strasbourg pendant l'hiver, par lettres du 1er novembre. Employé à l'armée du Rhin, le 1er avril 1744, et nommé maréchal-de-camp, par brevet du 2 mai, il contribua à la reprise de Weissembourg et des lignes de la Lautern. Déclaré maréchal-de-camp, le 13 avril, il se démit du régiment Colonel-Général des dragons. Il reçut une blessure dangereuse à l'attaque du village de Suffelsheim, le 23

août; servit au siége de Fribourg, et fut employé en Alsace pendant l'hiver, par lettres du 1er novembre. Il fut employé, par lettres du 1er avril 1745, à l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres de M. le prince de Conti qui se tint sur la défensive. Il alla commander à Weissembourg pendant l'hiver, par lettres du 1er novembre. Employé à l'armée commandée par M. le prince de Conti, par lettres du 1er mai 1746, il servit aux siéges de Mons et de Charleroy; passa, au mois d'août, au corps de troupes campé entre Sambre et Meuse, sous les ordres du comte de Ségur, et servit avec ce corps au siége de Namur. Il joignit ensuite la grande-armée, combattit à Raucoux, et retourna à Weissembourg, où il commanda pendant l'hiver, par lettres du 1er novembre. Il se rendit sur la frontière de Provence, le 10 mai 1747. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 1er juin, il se trouva au passage du Var, à l'attaque des retranchements de Villefranche et de Montalban, à la prise de ces deux places, au siége et à la prise de Vintimille, et au ravitaillement de la même place au mois d'octobre. Il passa l'hiver sur cette frontière, par lettres du 1er novembre, et y fut de nouveau employé, par lettres du 1er juin 1748, jusqu'au dernier décembre 1749. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai 1748, il ne fut déclaré tel qu'au mois de décembre. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il y servit sous les ordres du maréchal d'Estrées, depuis le 10 mai jusqu'au mois de juillet. Il fut employé, en sa qualité de lieutenant-général, sur les côtes de Provence, sous le maréchal de Mirepoix, par lettres du 1er de ce mois, et sur les côtes de la Méditerranée, sous le maréchal de Thomond, par autres lettres du 1er novembre. Nommé pour commander dans l'île de Minorque, en l'absence du comte de Lannion, par ordre du 1er mai 1758, il s'y rendit au mois de juin, et il y mourut le 2 avril 1759, âgé de 62 ans. On posa sur sa tombe une inscription portant, que le roi en avait ordonné le placement pour honorer la mémoire d'un sujet *vertueux et fidèle*. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 436; *Gazette de France, annales du temps.*)

DE LA PIERRE (N....), *marquis de Fremeur, maréchal-de-camp*, et parent du précédent, servit d'abord dans les gardes-françaises. Il fut fait colonel du régiment d'Angoumois, en 1761, puis du régiment Royal-Roussillon infanterie, en 1774. Il obtint le grade de brigadier, le 3 janvier 1770, et fut promu à celui de maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

DE PIERREVERT, *voyez* BERNIER.

DE PILLES, *voyez* DE FORTIA.

PILLICHODI DE BAVOY, *maréchal-de-camp,* et aide-de-camp de S. A. R. MONSIEUR, était attaché, en 1820, à l'état-major-général des troupes suisses. (*Etats militaires.*)

DE PILLON D'ARQUEBOUVILLE (N....), fut créé brigadier d'infanterie, le 1er janvier 1784, et *maréchal-de-camp*, le 9 mars 1788. Il avait été fait chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, avant 1791. (*Etats militaires.*)

PILOTTE (Jacques-Marguerite), *baron de la Barollière, lieutenant-général,* naquit à Lunéville, en 1746. Il fut fait, en 1757, exempt des gardes de S. M. le roi de Pologne qui habitait alors Lunéville. Devenu aide-de-camp du lieutenant-général marquis de Soupire, il fit en cette qualité les campagnes de Hanovre, en 1761 et 1762, s'y trouva aux batailles de Fillingshausen, de Grebenstein et de Johannesberg; au siége de Wolfenbuttel, et à différentes autres affaires. Étant passé dans le régiment de la marine, il fit encore les campagnes de 1768 et 1769, et s'y trouva à un grand nombre de combats. Il entra comme capitaine dans l'état-major-général de l'armée, en 1770; fut ensuite réformé, puis successivement incorporé dans les dragons, les chasseurs, etc. Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1781. Devenu major d'un régiment de chasseurs à cheval, en 1784, il fut admis à la pension de l'ordre de Saint-Louis, en 1787. Il passa, en 1788, colonel du régiment dont il était major.

En 1789, 1790 et 1791, il fut employé, avec son régiment, à la répression des émeutes populaires qui eurent lieu dans les environs de Paris et de Versailles. Créé maréchal-de-camp, en 1792, il commanda en cette qualité les avant-gardes de l'armée de la Moselle, lors des premières opérations de guerre, et se trouva à la bataille de Valmy, à la reprise de Verdun, etc. Au combat de Pellingen et de la montagne Verte, le 5 décembre 1792, il protégea le mouvement rétrograde des troupes françaises, en faisant faire aux troupes sous ses ordres un feu très-vif sur les colonnes autrichiennes. Après les combats de Wavren et de Ham, le 15 du même mois, il couvrit encore la retraite sur Sarre-Louis par les attaques réitérées qu'il fit pour distraire l'attention des ennemis. Nommé lieutenant-général, le 6 mai 1793, il commanda par *interim* l'armée républicaine de la Vendée; se trouva à la bataille de Martigné-Briand, le 15 juillet; au premier combat de Vihiers, le 17, et à la bataille de Vihiers, le 18. Peu de temps après, il fut destitué et emprisonné. Ayant été mis en liberté et réintégré dans ses fonctions, on lui donna successivement le commandement dans le département de la Mayenne, en 1795; en Bretagne (13ᵉ division militaire), en 1796; en Franche-Comté (14ᵉ division militaire), en 1797; en Bretagne (11ᵉ division militaire), en 1799, et enfin en Normandie (14ᵉ division militaire), en 1800. Il fut admis à la retraite du grade de lieutenant-général, en 1802, après 50 ans et demi de service. Il avait obtenu des armes d'honneur, en 1796, et on l'avait nommé membre de la Légion-d'Honneur, à la première création de cet ordre. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur, annales du temps.*)

DU PIN, *voyez* DE LA TOUR.

PINOTEAU (Pierre-Armand), *maréchal-de-camp*, naquit à Ruffec, en Angoumois, le 5 octobre 1769. Il s'enrôla volontairement, au mois de juillet 1791, dans le 1ᵉʳ bataillon de la Charente, où il fut fait capitaine, le 17 octobre suivant. Il fit avec ce bataillon les premières cam-

pagnes de l'armée du Nord, sous les ordres des généraux Luckner, Dumourier et Dampierre. Il se trouva aux différents combats qui précédèrent la bataille de Jemmapes, et notamment au combat de Frameries, où son bataillon dégagea les hussards de Chamborant, qui se trouvaient enveloppés par les dragons de Cobourg, et par 3 autres régiments ennemis. Il combattit à la bataille de Jemmapes, et aux diverses affaires qui eurent lieu dans la direction de l'armée sur Aix-la-Chapelle, et jusqu'à Linich, près de Juliers. Pendant la retraite de l'armée, son bataillon fut obligé d'enfoncer les portes d'Aix-la-Chapelle, que l'on traversa sous le feu des ennemis, qui s'étaient embusqués dans les maisons. Le capitaine Pinoteau combattit à la bataille de Neerwinde. Il faisait partie de la garnison de Valenciennes, lors du siége de cette place par les ennemis, et mérita une part des éloges que son bataillon reçut pour sa conduite pendant ce siége. Le chef du 1er bataillon de la Charente ayant été nommé général de brigade, le 22 août 1793, Pinoteau devint son premier aide-de-camp, le 15 septembre suivant. Employé en cette qualité à l'armée de l'Ouest, il s'y distingua en plusieurs occasions, et particulièrement au combat de Mortagne, où, voyant le général Beaupuy et ses troupes cernés par des forces considérables, il se mit à la tête d'un bataillon, et parvint à dégager la division française, après avoir fait éprouver une perte assez considérable aux Vendéens. Sur la demande de Beaupuy, le capitaine Pinoteau fut attaché pendant quelque temps à ce général, qui l'employa avec succès lors du passage de la Loire. Il fut nommé adjudant-général chef de bataillon, le 8 mars 1794, et adjudant-général chef de brigade, le 13 juin 1795. Il servit aux armées du Rhin-et-Moselle et du Rhin, sous les ordres des généraux Gouvion-Saint-Cyr, Michaud, Bourcier et Desaix. Il combattit, en 1794, à Landshutt et à Kayserslautern; se trouva aux affaires qui eurent lieu dans la marche sur Mayence, et devant cette place, toutes les fois que les assiégés firent des sorties. Il commanda les troupes qui enlevèrent de nuit le village de la Wantznau, sous les murs

de Mayence : ce village était occupé par un corps de Croates, dits *manteaux rouges*, qui furent tous tués, blessés ou faits prisonniers. Le 28 octobre, à l'attaque des lignes de Mayence par les ennemis, se trouvant le seul officier-supérieur d'état-major à la division Courtot, qui occupait l'extrême droite de la ligne française, Pinoteau défendit le terrain pied à pied, et conduisit la division jusqu'à la position indiquée en cas de retraite : ce fut là que le général Ferino vint prendre le commandement de cette division, en remplacement du général Courtot. Peu de temps après, Pinoteau passa à l'arrière-garde de l'armée, sous les ordres du général Desaix, qui lui confia plusieurs missions difficiles et périlleuses, notamment aux combats sur la Phrim et à Lambsheim. Lors de la retraite de la Phrim, un des bataillons de l'arrière-garde étant resté en arrière de l'armée ennemie, Pinoteau traversa cette armée, à la faveur de la nuit, et parvint à ramener le bataillon : le général Desaix félicita Pinoteau, et l'embrassa en présence des troupes. L'armée ayant achevé sa retraite, prit position sur les frontières de France, et l'on confia alors à Pinoteau le commandement des avant-postes en avant de Zuiscam, sous les ordres du général Joba : il enleva plusieurs postes de cavalerie aux ennemis. La perte qu'il avait faite de ses équipages pendant la retraite, et le besoin qu'il avait d'un peu de repos, engagèrent le général en chef à le faire passer à la 3ᵉ division de l'armée du Rhin, sous les ordres du général Bourcier. Une suspension d'armes ayant eu lieu quelque temps après, le général en chef donna à Pinoteau le commandement de 3 régiments de cavalerie et d'une campagnie d'artillerie volante, pour les conduire dans le département des Vosges. Pinoteau fit observer dans ces corps la plus exacte discipline, et établit dans les distributions un si bon ordre, que les habitants, obligés de fournir les subsistances, n'eurent à se plaindre d'aucune dilapidation, et témoignèrent à Pinoteau toute leur reconnaissance et toute leur estime pour la conduite qu'il avait tenue avec eux dans cette circonstance. A la réorganisation générale des armées de la république, en 1795, Pinoteau, se trouvant

un des plus jeunes adjudants-généraux, fut réformé; mais il eut du moins l'avantage de voir le général Desaix, qui avait su l'apprécier, témoigner son mécontentement de cette disposition. Il fut admis au traitement de réforme, le 28 octobre 1797. Au mois de décembre 1798, il reçut l'ordre de se rendre à Rennes, pour être employé dans l'une des demi-brigades que l'on y formait. Ayant moins d'ancienneté que les autres chefs, envoyés pour le même objet, il accepta le commandement du second bataillon de la 82ᵉ demi-brigade de ligne. Le général Moulin le détacha presque aussitôt, avec des troupes d'élite, et le chargea spécialement de poursuivre les *chouans* qu'il trouverait en armes dans la 13ᵉ division militaire. Pinoteau obtint des succès marquants pendant cette mission. Au moyen des mesures fermes et adroites qu'il sut prendre à propos, le repos, la tranquillité et la sécurité furent rétablies dans tout le pays de son commandement; les habitants, de quelque parti qu'ils fussent, applaudirent à ses mesures, et le gouvernement en témoigna sa satisfaction à Pinoteau, qui reçut même, à cet égard, une lettre flatteuse du ministre de la guerre Schérer. En 1800, Pinoteau reçut le commandement de 2 bataillons de grenadiers, avec lesquels il marcha sous les ordres du général Brune, qui parvint à pacifier le Morbihan sans effusion de sang. En 1801, il fut envoyé à Tours, où il organisa 3 bataillons de grenadiers dont on lui donna le commandement. Ils étaient destinés à être employés à l'armée d'Italie; mais la paix de Campo-Formio fit changer cette destination, et ils revinrent à Tours, où Pinoteau s'attacha à compléter leur instruction. Employés momentanément en Bretagne et sur les côtes, ils furent ensuite séparés, et envoyés aux corps respectifs dont ils dépendaient. Le général Bernadotte, satisfait de la conduite de Pinoteau, lui fit remettre un sabre portant cette inscription : « Le conseiller-d'état, général en chef » Bernadotte, au chef de brigade Pinoteau, en récompense » de ses services à l'armée de l'Ouest. » Nommé chef titulaire de la 82ᵉ demi-brigade d'infanterie de ligne, le 15 juin 1801, il s'occupa avec zèle de la réorganisation de ce

corps, dont toutes les parties étaient en souffrance, et parvint, en six mois, à en faire un des corps les plus beaux et les mieux disciplinés de l'armée. Dénoncé et signalé pour avoir manifesté des sentiments contraires au gouvernement consulaire, il fut arrêté, incarcéré à Paris dans la maison du Temple, et destitué, le 18 juillet 1802. Après 31 jours de détention au secret, il fut mis en liberté, et renvoyé dans ses foyers, où il resta sous la surveillance des autorités locales et sans traitement, jusqu'au mois de novembre 1808. Dans cet intervalle, il avait cependant été réintégré dans ses fonctions, avec ordre de se rendre à la Martinique, pour y prendre le commandement du 82e régiment de ligne; mais une décision postérieure s'opposa à ce qu'il prît ce commandement, et il resta à la disposition du ministre de la marine, mais toujours sans traitement. Nommé administrateur-général et commandant du Sénégal, le 7 septembre 1808, sa mauvaise santé l'empêcha d'accepter cet emploi, et il renvoya au ministre sa commission et les instructions qui y étaient jointes. Le 31 octobre 1808, Napoléon, passant à Ruffec, pour se rendre en Espagne, fit appeler le chef de brigade Pinoteau; et, après l'avoir questionné sur l'état de sa santé et la possibilité de servir encore aux armées, il lui fit expédier, le 4 novembre, l'ordre de se rendre au grand-quartier-général. Pinoteau joignit ce quartier-général à Madrid, dans les premiers jours de décembre, et fut aussitôt employé comme chef d'état-major de cette place. Le 19 du même mois, il reçut ordre de rentrer au grand-quartier-général de l'armée, qui se dirigeait sur Valladolid. Le 10 janvier 1809, il fut fait chef d'état-major de la division Heudelet, dépendante du 2e corps d'armée, et fit, en cette qualité, les campagnes d'Espagne et de Portugal, sous le maréchal duc de Dalmatie. A la retraite d'Oporto et de tout le Portugal, il fit partie des 3 corps qui marchèrent sur les derrières de l'armée anglo-espagnole; et, après la bataille de Talaveira-de-la-Reyna, il fit partie des troupes qui exécutèrent des marches et contre-marches sur Badajoz et Ciudad-Rodrigo : pendant ces mouvements, plusieurs combats

furent livrés. Le 9 septembre 1810, il rentra en Portugal avec la division Heudelet. Le 27 du même mois, il fut blessé d'une balle sur le téton gauche, à la bataille de Busaco. Il commanda les avant-postes à Villa-Franca, sur le Tage et près de Lisbonne. A la seconde retraite de l'armée de Portugal, il eut un cheval tué sous lui, au combat de Sabugal, le 30 avril 1811. Le 5, à la bataille de Fuentès d'Onoro, on le chargea d'inquiéter, avec une brigade d'infanterie, la gauche de l'armée ennemie. Il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 7 du même mois. Promu au grade de général de brigade, le 6 août suivant, il resta constamment à l'armée active, et commanda la 6ᵉ division de l'armée de Portugal, sous le duc de Raguse et le comte Reille, depuis le mois de juillet 1812 jusqu'au 12 avril 1813. Il commanda le blocus de Ciudad-Rodrigo, en avril 1812; combattit aux Arapilles, le 22 juillet, et y fut renversé de son cheval par des cavaliers anglais qui pénétrèrent dans son carré. Le même jour, il couvrit la retraite de l'armée avec les 17ᵉ régiment d'infanterie légère, et 65ᵉ de ligne, qui firent un feu très-meurtrier sur les colonnes anglaises jusqu'à 10 heures du soir. Au mois d'octobre 1812, l'armée, sous les ordres du comte Souham, ayant repris l'offensive, le général Pinoteau marcha à la tête de la 6ᵉ division. Il concourut aux brillants combats qui eurent lieu jusqu'auprès de Salamanque, et particulièrement au pont de Cabelon, où l'on enleva aux ennemis beaucoup de provisions et de bagages. Après un court séjour à Salamanque, il alla, avec la 6ᵉ division, cantonner à Medina-del-Campo et villes environnantes. Il s'y établit, le 22 novembre 1812, et y resta jusqu'au 12 avril 1813. Quoique cette partie de l'Espagne eût été épuisée par le séjour des armées ennemies, et le passage des Français, il parvint, au moyen de beaucoup d'ordre, à y assurer les subsistances de sa troupe, sans froisser les habitants. L'armée française ayant été réduite à 5 divisions, le général Pinoteau passa à la 5ᵉ de ces divisions, sous les ordres du général Maucune, le 12 avril 1813, jour où l'on commença à effectuer lentement la retraite. Le 12 juin, les ennemis

qui suivaient l'armée française, se montrèrent en forces au village de Villagertines. Le général Pinoteau gagna alors les hauteurs de Médinilla, où le général en chef lui ordonna de se maintenir jusqu'à ce que l'armée eût passé le pont de Villabumeil sur la route de Burgos. Attaqué par 5 régiments de cavalerie, Pinoteau forma sa troupe en 2 bataillons carrés que les ennemis ne purent entamer. Il fit éprouver à la cavalerie anglo-espagnole une perte assez considérable, n'eut que 7 hommes tués par le canon, et opéra en bon ordre le passage du pont de Villabumiel, toujours harcelé par la cavalerie anglaise. Le 18 juin 1813, la division Maucune marchant par la rive gauche de l'Èbre, pour se réunir à l'armée vers Osma, fut suivie par des forces ennemies très-supérieures. Cette division avait à traverser des gorges, dans lesquelles il était impossible de marcher deux de front. L'ennemi, qui avait filé derrière les montagnes, gagna du terrain sur les Français, plaça des forces au débouché du défilé, et distribua sur les montagnes plusieurs corps de troupes, dont le feu plongeait sur la division Maucune. Arrivé au débouché, Pinoteau se mit à la tête du 17ᵉ régiment d'infanterie légère; et, aidé par le colonel de ce régiment, il se fit jour entre les ennemis, et attendit de pied ferme le reste de sa brigade. Dans cette action hardie, il eut son chapeau traversé par une balle; un de ses aides-de-camp fut tué à ses côtés, et un second eut son cheval tué sous lui. Le général Pinoteau se trouva à l'attaque des positions de l'armée anglaise devant Pampelune, le 28 juillet. Le 30, il couvrit la retraite de l'armée qui se trouvait débordée par les deux flancs : sa brigade y éprouva de grandes pertes. Le 31, une partie de l'armée française ayant passé sur la rive gauche de la Bidassoa, afin, disait-on, de secourir la garnison de Saint-Sébastien, l'attaque fut dirigée sur la montagne de Saint-Martial, occupée par un camp espagnol. Pinoteau fut chargé d'attaquer le centre de ce camp, pendant que la division Lamartinière opérerait sur la droite. Pinoteau arriva avec quelques voltigeurs au sommet de la montagne; et déjà les troupes qui le suivaient, commençaient à y ar-

river, lorsque les Espagnols, qui venaient de repousser la division Lamartinière, se portèrent contre Pinoteau, et le forcèrent aussi à la retraite. La brigade Pinoteau perdit encore beaucoup de monde, et repassa la Bidassoa, le même jour, au soir. Le 7 octobre, Pinoteau commandait la droite des avant-postes et l'armée sur la Bidassoa jusqu'au pont d'Irun inclusivement. L'armée ennemie passa cette rivière à différents gués, notamment à celui en face de Fontarabie, et attaqua en masse tous les petits camps en arrière de la Bidassoa. Pinoteau, s'apercevant qu'une colonne anglaise cherchait à tourner la position dite *du Café républicain*, où se trouvait le 17e régiment d'infanterie légère, se mit à la tête des carabiniers de ce régiment, chargea vivement la colonne ennemie, et donna, par ce moyen, le temps au reste du régiment d'effectuer sa retraite. Le 10 novembre, les Anglo-Espagnols firent une attaque générale. Le général Pinoteau, qui occupait les avant-postes à la droite de l'armée, et à la hauteur d'Orogne, se retira sur la ligne de Saint-Jean-de-Luz, et fit couper, sous le feu de l'ennemi, un petit pont vers lequel se dirigeait une forte colonne anglaise, pour venir attaquer la droite des lignes. On se battit toute la journée; mais la droite de l'armée française ayant été battue, la gauche évacua les lignes de Saint-Jean-de-Luz pendant la nuit. Pinoteau y resta jusqu'à 4 heures du matin pour couvrir la retraite; après quoi il passa la Nivelle sur le pont de Saint-Jean-de-Luz, que le général en chef fit détruire. Pinoteau combattit avec sa brigade à toutes les affaires qui ont eu lieu à la droite de l'armée, en avant de Bayonne, depuis le 12 novembre 1813 jusqu'au 20 janvier 1814. A cette dernière époque, la division Leval, dont sa brigade faisait partie, reçut l'ordre de partir en poste pour se rendre à la grande armée en France, et Pinoteau la suivit. Cette division arriva à Provins, le 7 février, et concourut à la seconde et belle affaire de Montmirail, le 15 du même mois. Dans cette journée, le général Pinoteau, avec une cinquantaine de voltigeurs des 130e régiment d'infanterie légère et 10e léger, précédé d'un tambour battant la charge, poursuivit

les Prussiens jusqu'à 10 heures du soir, et les serra de si près, qu'arrivés près d'Étoges, ils jetèrent leurs armes et leur équipement pour se sauver plus vite. Le 27 février, le général Pinoteau fut blessé d'un coup de feu à la jambe droite et mis hors de combat, pendant la vigoureuse résistance que fit la division Leval en arrière et à gauche de Bar-sur-Aube. A cette affaire, la brigade Pinoteau forma 4 carrés que la nombreuse cavalerie des alliés n'osa pas charger; mais la mousqueterie, la mitraille et les boulets firent éprouver des pertes considérables à la division Leval, qui resta sous le feu le plus violent pendant 5 heures, et qui n'abandonna la position importante qu'elle occupait, qu'après en avoir reçu l'ordre positif du duc de Reggio : le capitaine Mimaud, aide-de-camp du général Pinoteau, fut mortellement blessé dans cette affaire (1). Le général Pinoteau fut nommé officier de la Légion-d'Honneur, le 12 mars suivant. Après la restauration du trône des Bourbons, le général Pinoteau, quoique n'étant pas encore guéri de sa blessure, reçut de S. M. Louis XVIII, le 24 mai 1814, le commandement du département de la Dordogne. Le 25 juillet suivant, il éclata à Périgueux une émeute populaire, occasionée par l'ordonnance royale, relative à la reprise des exercices sur les impôts indirects. Les soldats de la garnison, gagnés et peut-être même soldés par les mutins, appuyèrent le mouvement insurrectionnel, qui prit en peu de temps un caractère aussi sérieux qu'affligeant. Dans l'état d'ivresse où ils étaient, les soldats méconnurent la voix de leurs officiers, et poussèrent les choses jusqu'à croiser la baïonnette sur le général Pinoteau; cependant, en alliant la prudence à la fermeté, Pinoteau parvint à faire rentrer les soldats dans le devoir, à dissiper les attroupements et à faire exécuter l'ordonnance royale : les officiers de l'état-major et ceux de

---

(1) Quelques jours après, ce brave officier reçut sa nomination de chevalier de la Légion-d'Honneur; il n'eut que le temps d'embrasser sa décoration et de la poser sur son cœur : il expira.

la garnison, le secondèrent parfaitement dans cette circonstance. Vers le 10 mars 1815, la garnison de Périgueux fut informée par des voies secrètes du débarquement de Buonaparte sur le territoire français, et, quelques jours après, de la défection des troupes royales sur divers points. Quoi qu'il en fût, le général Pinoteau maintint cette garnison dans l'obéissance au roi jusqu'au 27 mars; mais, à cette dernière époque, il céda à la force des circonstances, et surtout à la nécesité de prévenir l'anarchie et tous les maux qui pouvaient s'ensuivre. Il conserva son commandement pendant les *cent jours*, et y maintint l'ordre et la tranquillité. Après la seconde restauration, il y fut encore conservé; et, dans les mois de septembre et d'octobre, il licencia, par ordre, 8 régiments d'infanterie. Il venait de commencer le licenciement du 1[er] régiment de chasseurs à cheval de l'ex-garde impériale, lorsqu'il reçut, le 25 octobre, l'ordre de se rendre dans ses foyers pour y jouir du traitement de non activité. Par arrêté du préfet du département de la Charente, en date du 14 mai 1816, le général Pinoteau fut exilé à la Rochelle; mais cet exil ne dura qu'un mois. Le général Pinoteau a été classé, le 1[er] janvier 1819, parmi les maréchaux-de-camp disponibles. En 1815, Buonaparte lui avait accordé le titre de baron; mais cette nomination fut annulée au retour du roi, ainsi que toutes celles qui dataient de la même époque. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE PINS (N...., *baron*), *maréchal-de-camp*, a été créé maréchal-de-camp, par brevet du 12 octobre 1654. (*Chronologie militaire*, *tom*. *V*, *pag*. 400.)

PIOCHART D'ARBLAY (Alexandre-Jean-Baptiste, *comte*), naquit à Joigny, le 13 mai 1754. Il fut créé maréchal-de-camp, le. . . . . , et servit comme sous-lieutenant des gardes-du-corps du roi. (*Etats militaires*.)

DE PIONSAC, *voyez* DE CHABANNES.

DE LA PLATIÈRE DE BOURDILLON (Imbert), *maréchal de France*, combattit, en 1544, à Cérisoles, au corps de bataille que conduisait le comte d'Enghien. Pourvu, le 27 avril 1545, de la charge de bailli d'Auxois, il fut successivement premier écuyer du Dauphin, lieutenant de la compagnie du duc de Nevers, et capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances. On le fit lieutenant-général en Champagne et en Brie, pendant l'absence du duc de Nivernois, par provisions données à St.-Germain-en-Laye, le 6 avril 1547. Il suivit d'Essex dans son expédition d'Écosse, en 1548. Le roi chargea Bourdillon, au mois d'avril 1551, de conduire à Reims le jeune duc de Lorraine, que Henri II jugeait à propos de faire élever à sa cour. Créé maréchal-de-camp, au mois d'août, pour servir dans l'armée de Lorraine, sous le connétable, il commanda 200 hommes d'armes envoyés au duc d'Aumale, qui avait demandé au roi ce renfort: Albert de Brandebourg battit le duc d'Aumale près de Toul, avant l'arrivée de ce secours. Bourdillon se démit de la lieutenance de Champagne au mois d'octobre suivant. Il couvrit Mézières avec sa compagnie d'ordonnance, en 1754. Il arrêta sur les frontières de Champagne, en 1555, les désordres et les pillages des paysans, reprit le château de Fumen, se rendit maître de quelques forteresses voisines, mit ses troupes en sûreté, et, par sa présence, garantit de l'insulte des ennemis les travailleurs employés aux fortifications de Marienbourg, de Rocroy et de Mauber-Fontaine. Après la bataille de Saint-Quentin, perdue le 10 août 1557, il sauva 2 pièces de canon, les fit transporter à La Fère, et s'enferma dans la place pour la défendre. Il se saisit de toutes les avenues de Thionville, en 1558, et décida du sort de cette ville par la prise des casemates, et par le logement qu'il fit faire, de concert avec le duc de Nevers, sur les ruines d'une tour voisine : on put dès-lors avancer les mines commencées sous le rempart. Le lendemain, 22 juin, Thionville capitula, et le duc de Guise y entra le 23. Le roi envoya Bourdillon à la diète d'Augsbourg, tenue le 25 février 1559. S. M. le nomma gouverneur et lieutenant-général du marquisat de Saluces, et des 5 villes réservées en Piémont,

sur la démission du maréchal de Brissac (1), par provisions du 31 mars suivant. Il y commanda jusqu'à la restitution de ces places, que l'on rendit au duc de Savoie, le 12 décembre 1562, contre l'avis et malgré les remontrances réitérées du maréchal de Bourdillon. François de Scépeaux de Vieilleville ayant obtenu, par le crédit du duc de Guise, le 21 du même mois, la place du maréchal de Saint-André, le roi, pour dédommager Bourdillon, lui assura, par un brevet du 22, la première charge vacante, et lui en accorda les honneurs. Bourdillon prêta serment à Amboise, le 10 avril 1563. Il servit au siége du Havre-de-Grâce, qui capitula le 28 juillet suivant. Il obtint la charge de maréchal de France, après la mort du maréchal de Brissac, par état donné à Troyes, le 6 avril 1564. Cette même année, on l'envoya en Guienne, à l'occasion de quelques troubles qui y étaient survenus. Il assista à l'entrevue du roi avec la reine d'Espagne à Bayonne, en 1565. Il mourut à Fontainebleau, le 4 avril 1567. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 300; *Dupleix*, *Mézeray*, *Vie des hommes illustres*, *le président de Thou*, *Histoire du Père Daniel*, *Bauclas*, *Histoire des grands-officiers de la Couronne*, *Mémoires de Castelnau*.)

DU PLESSIS-RICHELIEU (Armand-Jean), *duc et cardinal de Richelieu, commandant d'armée*, naquit à Paris, le 5 décembre 1585. Son éducation fut confiée à des maîtres habiles; et, dès son enfance, il montra un génie très-distingué. Après avoir étudié en Sorbonne, il passa à Rome, et fut sacré évêque de Luçon, le 17 avril 1607 (2). Revenu en France, il s'avança à la cour par ses manières

---

(1) Ces cinq villes étaient Turin, Quiers, Pignerol, Chivas et Villeneuve-d'Ast, que le roi se réserva, pour trois ans, par le traité de Cateau-Cambrésis, du 3 avril 1559.

(2) On a dit que, pour avoir ses bulles, il avait trompé le pape Paul V, en lui faisant croire qu'il avait 24 ans, et qu'ensuite il lui avait demandé l'absolution de ce mensonge.

insinuantes, et fut nommé grand-aumônier de la reine-régente, en 1616. Il devint secrétaire-d'état au département de la guerre, par commission donnée à Paris, le 30 novembre 1616, avec droit de préséance sur tous les autres secrétaires-d'état, par lettres-patentes données à Paris, le même jour. Après la mort du maréchal d'Ancre, son protecteur et son ami, il fut remercié, le 1er mai 1617, et le roi révoqua les lettres de préséance par de nouvelles lettres données à Paris, le 19 août. Totalement disgracié, il fut exilé d'abord à son prieuré de Coussai, en Anjou, puis à Avignon, par ordre du 7 avril 1618. Rappelé peu de temps après, il fut fait surintendant de la maison de la reine, puis abbé de Fleury, le 11 août 1621; cardinal le 5 décembre 1622; abbé de Pontlevoy, le 1er septembre 1623; ministre-d'état, le 29 avril 1624; et enfin grand-maître, chef et surintendant-général de la navigation et du commerce de France, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, au mois d'octobre 1726, registrées au parlement de Paris, le 18 mars 1627. En 1627, les Anglais, étant descendus dans l'île de Ré, environnèrent cette île de leurs vaisseaux, et le fort de Saint-Martin fut bientôt investi de tous côtés, de manière qu'il était difficile d'y jeter du secours. Le cardinal, se rappelant alors qu'il y avait à Bayonne et à Saint-Jean-de-Luz de petits bâtiments (des pinasses) qui allaient à la voile et à la rame, et que les gens du pays conduisaient avec une grande adresse, il en fit équiper plusieurs, sur lesquels on chargea une quantité considérable de provisions : 12 de ces bâtiments abordèrent heureusement au fort de Saint-Martin, à la faveur de la marée, le 5 septembre, sans être aperçus de la flotte anglaise. Depuis long-temps les Rochelais vivaient dans la révolte et dans l'indépendance. Le roi Louis XIII, sur les instigations pressantes du cardinal, résolut de réduire ce boulevart du calvinisme, et se rendit, le 12 octobre, à son armée devant la Rochelle avec le cardinal de Richelieu. On proposait d'assiéger la Rochelle par le moyen des tranchées, des batteries et des brèches; mais, la saison étant très-avancée et la ville se trouvant défendue par autant de

soldats qu'elle avait d'habitants, le cardinal ne goûta point cet avis. Préférant une voie plus lente et plus sûre, il détermina le roi à prendre la ville par famine; mais pour y parvenir, il fallait la priver de toute communication au dehors, par mer et par terre. Le cardinal fit embrasser l'enceinte de la ville, du côté de la terre, par une circonvallation de quatre lieues d'étendue, hors de la portée du canon, et soutenue de 13 forts avec des redoutes. Du côté de la mer, il entreprit de fermer le passage par une digue solide, capable de tenir contre les flots, les tempêtes et les plus fortes marées : il y réussit. Le 10 février 1628, le roi partit pour Paris, après avoir nommé le cardinal lieutenant-général commandant l'armée devant la Rochelle, par pouvoir du 9. Admiré dans le conseil de guerre par la justesse et l'étendue des ses vues, attentif à maintenir la discipline militaire, à procurer l'abondance dans le camp, à en bannir le vol, les jurements, le blasphème, à payer les soldats tous les huit jours, par les mains des commissaires qu'il avait établis, et qui examinaient avec soin si les compagnies étaient complètes; il eut le talent de conduire pendant plusieurs mois une armée de 25,000 hommes avec la même facilité qu'un père gouverne une famille nombreuse dont il est respecté. Le 11 mars, il entreprit de surprendre une des portes de la Rochelle, et de la faire sauter avec le pétard. Tout ayant été préparé sous ses yeux, il se trouva au temps marqué pour l'exécution du projet, et passa même la nuit à une portée de mousquet des murailles de la ville; mais la plus grande partie des troupes s'égara dans les ténèbres, et rendit infructueux la valeur et les soins du cardinal. Le roi revint au siége, le 29 mars. La Rochelle se soumit le 28 octobre. En 1629, le cardinal pensa à secourir le duc de Nevers, héritier du duché de Mantoue, opprimé alors par l'empereur, les Espagnols et le duc de Savoie. Le roi partit à cet effet pour le Piémont, accompagné du cardinal; força le Pas-de-Suze, le 6 mars; reçut, le 7, les clefs de Suze, et y signa, le 11, de concert avec le cardinal, un traité qui obligeait le duc de Savoie à donner passage aux troupes dans le Monferrat, à

fournir les étapes et les munitions nécessaires pour ravitailler Casal, et enfin à remettre au roi la citadelle de Suze et le château de Saint-François. Le roi alla ensuite bloquer Privas en Vivarais, et le cardinal resta en Savoie avec la plus grande partie de l'armée, jusqu'à ce que les Espagnols eussent évacué le Montferrat. Le cardinal conduisit les troupes qu'il commandait devant Privas, qui fut saccagé, le 27 mai. L'armée marcha vers les Cévennes, prit Saint-Ambroise, et assiégea Alais, qui capitula, le 8 juin. La paix fut accordée aux calvinistes, à condition que les fortifications de celles de leurs villes qui étaient encore en la puissance du roi seraient rasées. Après le traité, que le duc de Rohan signa, le 27, à Alais, le roi revint à Paris, laissant au cardinal le soin d'obliger Montauban de recevoir les conditions de paix. Le 20 août, le cardinal entra dans Montauban, à la tête de 2000 hommes de pied et de quelque cavalerie, et y reçut de grands applaudissements et des honneurs extraordinaires. Il en partit pour se rendre à la cour, et arriva, le 13 septembre, à Fontainebleau. Il s'était démis de l'abbaye de Pontlevoye, et avait été pourvu de celles de Moustier, de Saint-Jean et de Saint-Maixent de Poitiers Il eut encore, le 10 juillet, l'abbaye de la Chaise-Dieu, et, le 3 août, celle de Cluny, dont il était coadjuteur depuis le 18 décembre 1627. Il fut nommé lieutenant-général au gouvernement de Brouage, Oleron, Ré, Marans, Royan, Saint-Jean-d'Angély, sous la reine-mère, qui en était gouvernante, par provisions données à Fontainebleau, le 9 octobre 1629, registrées au parlement de Paris, le 19 décembre suivant. Il devint premier ministre, par lettres-patentes données à Paris, le 21 novembre. Commandant les armées d'Italie, par pouvoir du 24 décembre, il partit de Paris, le 29. Les Espagnols étaient alors rentrés dans le Montferrat, dont ils avaient enlevé la plupart des places, et l'armée de l'empire assiégeait la capitale du duché de Mantoue. De son côté, le duc de Savoie éludait l'observation du traité de Suze. Le cardinal passa la Doire, dans la nuit du 17 au

18 mars 1630 (1); et, quoique le duc de Savoie fût campé sur l'autre bord avec son armée, il feignit de marcher vers Turin. Le duc de Savoie rappela alors 1000 hommes qu'il envoyait au secours de Pignerol, que le cardinal fit investir par le maréchal de Créquy. Il arriva lui-même devant cette place, le 21, accompagné de 2 maréchaux de France, et sa présence fit hâter les travaux. On battit en brèche, le 22, et les habitants capitulèrent aussitôt. 700 hommes, qui défendaient la citadelle, se rendirent, le 29. Le roi ayant joint son armée, fit la conquête de la Savoie, avant la fin du mois de juin. Le duc de Mantoue fut ainsi maintenu dans son duché que les ennemis évacuèrent, le 27 novembre, et dut son rétablissement à la sagesse et à la fermeté du cardinal. Celui-ci obtint, sur la démission de Toiras, le gouvernement du pays d'Aunis, auquel on joignit celui de Brouage, sur la démission de la reine-mère, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 12 décembre 1630; registrées au parlement de Paris, le 4 juin 1633. Le roi érigea en duché-pairie le marquisat de Richelieu, par lettres données à Monceaux, au mois d'août 1631, registrées au parlement, le 5 septembre. Le cardinal fut nommé gouverneur et amiral de Bretagne, par provisions du 7 septembre, et prêta serment le 16; ses provisions furent registrées au parlement de Rennes, le 17 avril 1632. Créé chevalier des Ordres du roi, le 14 mai 1633, il accompagna le roi au siége de Nancy. Ce prince, voulant reconnaître les lieux les plus avantageux à son ar-

---

(1) Richelieu passa cette rivière sur un superbe cheval, ayant l'épée au côté, une plume à son chapeau, et une cuirasse de couleur d'eau sur un habit couleur de feuille morte, brodé d'or. Il était précédé de deux pages, dont l'un portait son casque, l'autre ses gantelets. Deux autres pages marchaient à ses côtés, et chacun d'eux tenait par la bride un coursier de grand prix. Enfin le capitaine de ses gardes marchait derrière à la tête de sa troupe. Le cardinal, dans cet équipage guerrier, entre dans l'eau, l'épée au côté et deux pistolets à l'arçon de sa selle, et passe la rivière. (*Vie du cardinal de Richelieu*, dans les *Hommes illustres*, tom. IV, pag. 80.)

mée, fit, le 31 août, le tour de Nancy, à la portée du mousquet, ayant le cardinal à ses côtés. Le siége commença le 2 septembre. Le cardinal fut fait prieur de Saint-Martin-des-Champs, le 7 novembre 1633. Il acquit, en 1634, le marquisat de Fronsac, qui fut érigé en duché-pairie, en sa faveur, et en celle de ses héritiers, par lettres données, au mois de juillet, registrées au parlement de Paris, le 5 du même mois. Il leva, en 1635, un régiment de cavalerie, qui porta son nom jusqu'à sa mort, et dont il fut fait mestre-de-camp, et capitaine de la 1re compagnie, par commission du 16 mai. Ce régiment fut cassé, comme tous les autres, par ordre du 30 juillet 1636, et rétabli, le 24 janvier 1638. Le cardinal en fut mestre-de-camp et capitaine de la 1re compagnie, par une nouvelle commission du même jour. Il en leva un autre de dragons, qui porta aussi son nom jusqu'à sa mort, et dont il fut mestre-de-camp, et capitaine de la 1re compagnie, par commission du 27 mai 1635. Il fut nommé commandant à Paris, dans l'Ile-de-France, en Picardie, en Normandie et dans les provinces voisines, pendant l'absence du roi, par pouvoir du 23 août de la même année. Mestre-de-camp et capitaine de la 1re compagnie d'un régiment d'infanterie, qu'il leva par commission du 26 septembre, il le garda jusqu'à sa mort. Élu général des ordres de Cluni, de Prémontré et de Citeaux, le 19 novembre, le pape refusa d'approuver cette élection, parce que les chefs de ces ordres résidant dans les pays étrangers n'y avaient point été appelés. Le cardinal devint mestre-de-camp et capitaine de la 1re compagnie du régiment des Vaisseaux, sur la démission de l'archevêque de Bordeaux, par commission du 3 février 1640. Il obtint, le même jour, le gouvernement-général du Havre-de-Grâce, et le régiment qui portait ce nom, sur la démission du commandeur de la Porte. En 1642, le roi, revenu à Paris après la campagne du Roussillon, laissa le cardinal malade à Tarascon, et lui envoya les plus amples pouvoirs, par une lettre datée de Bagnols, le dernier jour de juin. Ce prince y expose « qu'il a une confiance entière en lui, que son

»intention est qu'il fasse les choses qui regardent son ser-»vice avec la même autorité que s'il y était; que les ordres »qu'il enverra, soit dans les provinces de deçà ou au dehors »du royaume, aux lieutenants-généraux d'armée, ou aux »ministres, soient aussi exactement exécutés que ses ordres »personnels; enfin, qu'il pourvoie aux choses pressées, sans »lui en donner avis. » Le cardinal, dont la santé s'affaiblissait tous les jours, se fit porter à Lyon, au mois de septembre. De retour à Paris, dans un état de langueur et d'infirmité, il y mourut, le 4 décembre 1642. Il avait alors une compagnie de gendarmes, une compagnie de chevau-légers et une de gardes. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 419; *Vies des Hommes illustres, tom. IV*; *Levassor, Histoire militaire des Suisses, le président Hénaut, Mercure français, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Gallia christiana, tom. II, col.* 1263, *tom. IV, col.* 350, 367, 1162, *tom. VII, col.* 543, 1388, 1568, *et Histoire de la mère et du fils.*)

DU PLESSIS DE LA CORÉE (Simon-Louis), entra au service comme cornette de cavalerie, en 1712. Il servit pendant les guerres de cette époque, passa par différents grades, et fut fait *maréchal-de-camp*, le 1er janvier 1748. Il mourut en 1749. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 265.)

DU PLESSIS-CHATILLON (Louis, *marquis*), *lieutenant-général*, fut d'abord connu sous le nom de marquis de Nonant. Il entra aux mousquetaires, en 1695, et servit à l'armée de Flandre cette année et la suivante. Il obtint, par commission du 27 décembre 1696, une compagnie dans le régiment royal des Cravattes, avec lequel il se trouva au siége d'Ath, en 1797, et au camp de Coudun, près Compiègne, en 1698. Colonel du régiment d'infanterie de Provence, par commission du 9 mars 1700, il le commanda à l'armée d'Allemagne, en 1702; au siége de Kehl, à l'attaque des lignes de Stolhoffen, à la prise des postes de Gengemback, de Bibrack, et d'Husen; à la prise des retranchements de la vallée d'Hornberg; au combat

[illegible]

[illegible]

[illegible]

de Courtray et de Dixmude, et au bombardement d'Oudenarde. Il fut employé à l'armée de Flandre qui couvrit le siége de Luxembourg, en 1684. On lui donna le régiment d'infanterie d'Aunis à sa formation, par commission du 22 septembre. Ce régiment ayant été mis au nombre des régiments de campagne, par ordonnance du 19 septembre 1691, le vicomte de Polignac le commanda au siége de Namur, au combat de Steinkerque, et au bombardement de Charleroy, en 1692; sur les côtes, en 1693; à l'armée d'Italie, en 1694; à l'armée de Catalogne, en 1695; au siége de Valence, en Italie, en 1696, et à l'armée de la Meuse, en 1697. Créé brigadier, par brevet du 29 janvier 1702, et employé à l'armée de Flandre, par lettres du 21 avril, il contribua à la défaite des Hollandais sous Nimègue; il passa ensuite en Allemagne, sous les ordres du marquis de Villars, et fut blessé à la bataille de Fredelingen, où il se distingua. Employé à l'armée d'Allemagne, en 1703, il servit au siége de Brisack, sous M. le duc de Bourgogne; au siége de Landau, sous le maréchal de Tallart, et combattit à Spire, sous le même général. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 10 février 1704, il se démit du régiment d'Aunis, et alla servir, en sa nouvelle qualité, à l'armée de Savoie, sous le duc de la Feuillade. Il y contribua à la défense de Chambéry, à la prise de Suze, à la soumission des Vaudois dans les vallées de Saint-Martin et de Saint-Germain, et à la réduction de la vallée d'Aost. Employé, sous le même général, en 1705, il se trouva aux siéges et à la prise de Villefranche, de Saint-Ospitio, de Montalban et de Nice; au passage de la vallée de Suze; au siége de Chivas, à la défaite de l'arrière-garde des Savoyards, lors de leur retraite devant cette place; à la prise d'Aumont, au blocus de Montmélian; au siége et à la bataille de Turin, en 1706. Il n'a point servi depuis. Il obtint le gouvernement du Vélay et de la ville du Puy, par provisions du 4 décembre 1718, et le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 1er février 1719. Il mourut, le 4 avril 1739, âgé de 79 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 60; *mémoires du temps.*)

DE POLOGNE, *voyez* DE BÉTHUNE.

PONIATOWSKI (Joseph, *prince*), maréchal d'empire, et neveu du comte Stanislas Poniatowski, trésorier de la couronne de Pologne. Il se montra, dès sa jeunesse, le défenseur le plus zélé et le plus sincère de la liberté de sa patrie. Il la servit les armes à la main pendant la campagne de 1792, et déploya une grande habileté dans la manière dont il s'opposa aux progrès de l'ennemi. Après la confédération de Targowitz, Poniatowski quitta l'armée polonaise, et n'y reparut qu'en 1794, comme volontaire, à l'époque où ses compatriotes faisaient de nouveaux efforts pour secouer le joug des Russes. Il obtint bientôt le commandement d'une division à la tête de laquelle il se distingua en différentes occasions, et particulièrement aux deux siéges de Varsovie. Cette ville ayant été prise, le grade de lieutenant-général des armées russes fut offert à Poniatowski, qui le refusa, ne voulant pas concourir à l'oppression de son pays. Les victoires remportées par Napoléon sur les armées russes et prussiennes ayant amené un traité, d'après lequel fut créé le grand-duché de Varsovie, donné au roi de Saxe, l'espoir de voir leur patrie indépendante reprit naissance dans le cœur des patriotes polonais. Poniatowski fut alors (en 1808) nommé ministre de la guerre de ce grand-duché, et eut, dans la même année, le commandement en chef des troupes françaises et polonaises qui s'y trouvaient. En 1809, les Autrichiens, alors en guerre avec la France et la confédération du Rhin, commencèrent la conquête du grand-duché de Varsovie. Poniatowski, non-seulement les força d'abandonner le pays dont ils s'étaient emparés; mais il marcha contre eux dans la Galicie, et y fit des progrès remarquables. Il attaqua, le 3 mai, la tête du pont de Gora, l'enleva à la baïonnette, tua 1000 ennemis, fit 2000 prisonniers, et prit 3 canons et un pareil nombre de drapeaux. Après cette affaire, il poursuivit ses succès, remonta la Vistule jusqu'à la Pulawi, occupa Lublin, le 14 mai, et marcha dès le lendemain, sur Sandomir, à la tête de la première colonne de son armée. Sur ces

entrefaites, l'archiduc Ferdinand d'Autriche ayant concentré ses forces sur la Bzura, le prince Poniatowski profita de l'éloignement de son adversaire et fit attaquer à la fois la tête du pont et la place de Sandomir, que les Autrichiens avaient fortifiée avec beaucoup de soin. La tête du pont fut enlevée, le 18 mai, par le chef d'escadron Wladimir Potoki, et la ville, pressée vivement par le général Sokolnicki, se rendit, le même jour, par capitulation. Sur les points de Thorn, Bromberg et Plosck, un corps détaché, aux ordres du général Dombrowski, avait également des succès. Le prince Poniatowski marcha contre la forteresse de Zamosch, place bien approvisionnée, pourvue d'une garnison suffisante pour sa défense, et qui se rendit après trois jours d'investissement : 3000 Autrichiens y mirent bas les armes, et on y trouva 40 pièces de canon, ainsi que des magasins considérables. Après avoir résisté à différentes attaques de l'archiduc Ferdinand, le prince Poniatowski, qui poussait toujours les Autrichiens devant lui, était parvenu, vers la fin du mois de mai, à leur faire évacuer toute la Galicie occidentale et une partie de l'orientale. Il établit, le 30 du même mois, son quartier-général à Brody, ville de cette dernière province, située vers la frontière de la Wolhynie. Il conclut aussi une convention avec le général en chef autrichien, et occupa Cracovie. En 1812, lors de l'expédition de Napoléon contre la Russie, le prince Poniatowski eut le commandement du 5ᵉ corps de l'armée française, fort de 38,400 hommes, et composé des divisions polonaises, aux ordres des généraux Dombrowski, Zajonscheck et Fischer. Il commanda la droite de l'armée à la bataille de Smolensk, concourut à la prise de cette ville, le 17 août, et poursuivit ensuite les Russes sur la route d'Elnia. Le 5 septembre, pendant l'attaque des Russes à Alexino, le prince Poniatowski les délogea des bois d'Ielnia. A la bataille de la Moskowa, le 7 septembre, Poniatowski fut chargé de tourner la forêt sur laquelle l'ennemi appuyait sa gauche. Vers midi, il était parvenu à s'emparer d'un mamelon occupé par une réserve russe ; mais il ne put s'y maintenir contre les forces supé-

rieures qui vinrent reprendre ce poste. Cependant, à deux heures après midi, Poniatowski, voyant que le centre de l'armée française avait fait de grands progrès, se détermina à faire marcher de nouveau contre la position ennemie. Son mouvement fut tellement décisif qu'il enleva le mamelon, et s'y maintint, quelques efforts que tentassent les ennemis pour l'en chasser. Il suivit avec son corps d'armée le mouvement sur Moscou; et, pendant l'occupation de cette ville par les Français, il cantonna dans les environs. Il fit la retraite de Moscou, et seconda de tout son pouvoir les opérations qui eurent lieu à cette désastreuse époque. En 1813, il s'occupa avec autant de zèle que de talent, de la réorganisation de l'armée polonaise, et fut nommé général en chef de l'arrière-ban de la Pologne. Le corps d'armée qu'il leva fut mis à la solde de la France, et reçut une organisation conforme à cette disposition. Le 6 février, Poniatowski quitta Varsovie avec ses troupes, et dirigea sa marche vers la grande armée française, avec laquelle il fit la campagne de Saxe et de Silésie. Le corps polonais, sous ses ordres, reçut le n° 8 des corps de cette armée. Il força les défilés de la Bohême; et, quelque temps après, il culbuta à Altembourg un corps autrichien auquel il fit 400 prisonniers et qu'il chassa jusqu'en Bohême. A la bataille de Wachau, le 16 octobre, le prince Poniatowski défendit le passage de la Pleiss, et les Autrichiens firent, pendant toute la journée, de vains efforts pour le forcer. La belle conduite qu'il tint en cette circonstance fut récompensée par le grade de maréchal d'empire, que Napoléon lui conféra sur le champ de bataille. A la bataille de Léipsick, le 18 du même mois, la défense du pont de Connevitz lui fut confiée. Attaqué par des forces autrichiennes très-supérieures en nombre, il parvint à se maintenir dans sa position, et à empêcher les ennemis de déboucher de Lossnig. Après la perte de cette bataille de Léipsick, l'armée française ayant été obligée d'opérer sa retraite, le prince Poniatowski fut chargé, conjointement avec le maréchal duc de Tarente, de faire l'extrême arrière-garde, et de tenir le plus long-temps possible dans les faubourgs de

Léipsick. Il repoussa en effet plusieurs attaques faites par des coalisés; et lorsqu'enfin il fut obligé de se retirer, il le fit dans le plus grand ordre. L'explosion anticipée qui fit sauter le pont de l'Elster, avant que l'arrière-garde française eût passé cette rivière, ayant coupé toute retraite aux troupes qui défendaient encore les faubourgs de Léipsick, le prince Poniatowski, qui avait été blessé, ne voulant point tomber au pouvoir des ennemis, se jeta dans la rivière avec son cheval; mais il eut le malheur de s'y noyer. Sa dépouille mortelle, retirée de l'eau par des pêcheurs saxons, fut envoyée en Pologne, et remise sur la frontière de ce pays au général Uminsky, qui vint l'y recevoir. Le général russe, Barclay de Tolly, lui rendit des honneurs funèbres, et suivit même, à la tête de son état-major, le char qui portait le corps du prince. En 1816, d'après le vœu général des habitants et de l'armée de Pologne, et avec le consentement de l'empereur de Russie, une souscription fut ouverte, à Varsovie, pour l'érection d'un monument à la mémoire de Poniatowski. En juillet 1817, le corps de ce prince fut transporté de Varsovie à Cracovie, et déposé dans le tombeau des rois de Pologne. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE PONS, *voyez* DE LORRAINE.

DU PONT, *voyez* DUPONT.

DE PONT-L'ABBÉ, *voyez* BAUDE.

DE PONTE-CORVO, *voyez* BERNADOTTE.

DU PORAL (Jean-François), *lieutenant-général*, naquit le 20 avril 1717. Il entra comme officier surnuméraire dans le corps royal de l'artillerie, en 1731, et y fut fait officier-pointeur, par ordonnance du 20 septembre 1732. Il se rendit en cette qualité au camp de M. le comte de Belle-Isle, sur la Meuse, par ordre du 21 mai 1733, et servit, sous le maréchal de Berwick, au siége de Kehl, qui capitula, le 28 octobre suivant. Nommé capitaine d'une compagnie de nouvelle levée dans le régiment Royal

infanterie, par commission du 10 novembre de cette année, il servit avec ce régiment au siége de Philisbourg, en 1734; passa à l'armée d'Italie, au mois de décembre, et se trouva aux siéges de Reggio, de Révéré et de Gonzague, en 1735. Nommé capitaine au régiment des cuirassiers du roi, par commission du 11 avril 1736, il commanda sa compagnie en Flandre pendant la campagne de 1742; combattit à l'affaire de Dettingen, en 1743; et se trouva aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes, en 1744. Il passa, au mois de juillet de cette dernière année, dans l'armée commandée par le maréchal de Saxe, et finit la campagne au camp de Courtray. Nommé aide-maréchal-général-des-logis de la cavalerie de l'armée, par ordre du 1er avril 1745, il se trouva à la bataille de Fontenoy, où il fut blessé d'un coup de sabre à la tête. Il servit ensuite au siége de Tournay. Il obtint, le 26 mai suivant, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie, et servit aux siéges de la citadelle de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, à celui de Bruxelles, en janvier et février 1746. Il fut décoré, par lettres du 16 mars de cette même année, de la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il continua de remplir les fonctions d'aide-maréchal-des-logis de la cavalerie de l'armée de Flandre, sous le maréchal de Saxe, par ordres des 12 avril 1746, 18 mars et 1er mai 1747, 9 mars et 1er avril 1748. Il se trouva à la bataille de Raucoux en 1746; à celle de Lawfelt, en 1747, et au siége de Maestricht, en 1748. Il servit avec sa compagnie au camp de Mézières, en 1753. Nommé aide-major-général-des-logis de la cavalerie de l'armée d'Allemagne, aux ordres du maréchal d'Estrées, par commission du 1er mars 1757, il se démit de sa compagnie, en avril. S. M., pour lui marquer la satisfaction qu'elle avait de ses services (termes du brevet), voulut qu'il fût entretenu en qualité de mestre-de-camp réformé à la suite du régiment des cuirassiers, avec les appointements de son grade et le rang qui lui appartenait dans les troupes de cavalerie. Il se trouva à la bataille d'Hastembeck, à la prise de Minden et de Hanovre,

et à la marche sur Clostersevern et Zell. Il continua les fonctions d'aide-maréchal-général-des-logis de la cavalerie de l'armée commandée par le maréchal de Richelieu, par ordre du 15 juin 1757, et servit en la même qualité à l'armée de M. le comte de Clermont, pendant la campagne suivante. Il obtint le grade de brigadier de cavalerie par brevet du 1er mai 1758, et combattit à Crewelt. Employé dans les mêmes fonctions, d'aide-maréchal-général-des-logis, par lettres du 1er mai 1759, il se trouva à la bataille de Minden. Il continua d'être employé, comme brigadier seulement, sous le maréchal de Broglie, en mai 1760, et se trouva à l'affaire de Corback. Il fit encore les fonctions de brigadier à la même armée, pendant toute la campagne de 1761, n'ayant été déclaré maréchal-de-camp qu'au mois de novembre, quoique son brevet lui eût été expédié dès le 20 février précédent. Ce ne fut que pendant la campagne suivante qu'on l'employa dans son grade de maréchal-de-camp, aux armées commandées par les maréchaux d'Estrées et de Soubise, par ordres des 8 mars et 28 mai 1762. Après la paix de 1763, il continua d'être employé dans le même grade, pour inspecter les troupes dans les provinces d'Artois et du pays Messin, par ordonnances signées du roi, pendant les années 1764, 1765, 1766, et jusqu'en juillet 1778. Il fut promu au grade de lieutenant-général, par brevet du 1er mars 1780. Nommé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, par provisions du 19 août 1781, S. M. lui en donna la décoration, le 25 du même mois. Il mourut à Paris, le 28 décembre 1788. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 466; *brevets, provisions, commissions, états de services, produits en originaux, états militaires, annales du temps.*)

PORET DE MORVAN (N...., *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Saint-Étienne, en Normandie, dans l'année 1777. Il était encore au collége, lorsque la révolution française éclata. Son père ayant été plongé dans les cachots comme suspect de professer des sentiments contraires au nouvel

ordre de choses que l'on voulait établir, le jeune Poret de Morvan quitta ses études, d'après le conseil de l'auteur de ses jours, et prit du service comme simple soldat, refusant même le grade de sergent-major qui dès-lors lui fut offert. Il fit ses premières armes, en 1793, dans un corps d'artillerie employé contre l'Espagne, et passa ensuite fourrier dans le régiment des chasseurs à cheval de la Vendée. Il entra plus tard dans la 78ᵉ demi-brigade d'infanterie de ligne, où il parvint en peu de temps au grade d'adjudant sous-officier. Il se trouva, le 15 avril 1800, à l'affaire de Sacello (blocus de Gènes), s'y fit remarquer par son intrépidité, fut blessé, reçut plusieurs contusions, et n'en resta pas moins à son poste jusqu'à la fin de l'action. Sa conduite dans cette journée l'ayant fait remarquer par les officiers supérieurs, il fut promu au grade d'officier sur le champ de bataille. En 1801, il passa sous-lieutenant de grenadiers au 90ᵉ régiment d'infanterie de ligne, sollicita vivement pour faire partie de l'expédition de Saint-Domingue, et obtint d'y être envoyé. Peu de temps après le débarquement de l'armée française dans cette île, il fut appelé dans la garde du général en chef Leclerc, et y obtint le grade de lieutenant. Chargé, le 15 octobre 1802, d'enlever le fort Saint-Michel situé au haut du Cap, il marcha à cette expédition à la tête d'une compagnie de grenadiers de cette même garde, réussit dans son entreprise, et fut blesé d'une balle qui l'atteignit au milieu du corps. La fièvre jaune que le lieutenant Poret avait bravé avec une heureuse audace, ayant fait des progrès très-destructeurs pour l'armée, le général en chef Leclerc y succomba, et Poret fut un de ceux qui accompagnèrent en France sa dépouille mortelle. Il entra dans les grenadiers à pied de la garde consulaire, en qualité de lieutenant en premier, fit avec ce corps, qui devint plus tard garde impériale, toutes les campagnes de la grande-armée, et y parvint au grade de lieutenant-colonel. Après la bataille de Wagram, en 1809, il passa en Espagne, où il eut le commandement du 1ᵉʳ bataillon des tirailleurs-grenadiers du 1ᵉʳ régiment de la garde. Chargé à différentes reprises de faire rentrer les sub-

sistances, il eut souvent à lutter, même avec des forces inférieures, contre des bandes de guérillas, qu'il battit dans toutes les occasions. Ce fut à son zèle et à son activité que les places de Valladolid et de Burgos, furent plusieurs fois redevables de leurs approvisionnements. Après avoir participé au déblocus de Ciudad-Rodrigo, sous les ordres du général Dorsenne qui commandait l'armée du Nord, en Espagne, il accepta le commandement du 34ᵉ régiment d'infanterie légère, qui lui fut offert par ce général, et en fut nommé colonel, le 10 décembre 1811. Au mois de mai 1812, la ville de Soria, dans la Vieille-Castille, avait été prise par 2000 guérillas; et 7 à 800 Français qui en formaient la garnison, avaient été obligés de se retirer dans le fort. Cette place ayant été reprise par le général Vandermaler, sous les ordres duquel se trouvait placé un bataillon du 34ᵉ régiment d'infanterie légère, le commandement des ville et province de Soria fut confié, le 22 du même mois de mai, au colonel Poret de Morvan, auquel le général Vandermalen laissa, pour garder ce pays, le bataillon du 34ᵉ léger dont l'effectif était alors de 550 hommes, 80 lanciers de Berg, quelques blessés et une pièce de canon. La place de Soria, qui a une demi-lieue de circonférence, avait un petit fort sitné sur une éminence, et elle était fermée par une muraille dont 120 toises se trouvaient détruites. Éloigné de 25 à 30 lieues de toute communication avec l'armée, ce fort était d'ailleurs mal approvisionné en vivres. Tel était l'état de la place, lorsqu'on la confia à la garde du colonel Poret de Morvan, auquel on promit des subsistances et des munitions qui n'arrivèrent point. Bientôt après le départ du général Wandermalen, le général Durand et plusieurs chefs de bandes espagnoles se présentèrent avec leurs troupes devant Soria, en couronnèrent les hauteurs, et firent sommer la place de se rendre. Le parlementaire chargé de cette sommation chercha à gagner le colonel Poret de Morvan, en lui offrant des sommes assez considérables; mais celui-ci, fidèle à l'honneur et à son devoir, repoussa ces propositions avec la plus vive indignation, et prit toutes les mesures convenables pour répondre à la confiance que l'on avait placée dans sa bravou-

re et ses talents militaires. Il adressa, le 24 mai, aux habitans de Soria et de la province une proclamation tendante à prévenir et réprimer tout ce qui pouvait être nuisible à la sûreté du pays, et dans laquelle il annonçait en termes énergiques son intention de s'ensevelir sous les ruines de la place, plutôt que de la rendre aux Espagnols ou à leurs alliés. Il fit couler un obusier avec des morceaux de tuyaux en fonte, et fit forger des boulets. Par ses orders, les parapets de la muraille furent garnis de chaînes, de ballots, de solives et de pierres pour écraser les assaillants, s'ils osaient tenter une attaque. La pénurie des munitions de guerre était si grande, que le colonel Poret de Morvan fit faire le service aux soldats de la garnison avec des fusils arrangés en forme d'espingolles, afin qu'on ne pût tirer qu'à 12 ou 15 pas au plus. Les vivres de toute espèce manquant également, on fut obligé de réduire la ration du soldat à quatre onces de viande de cheval et à deux onces de biscuit. Les habitants furent aussi en proie à la plus grande disette. Le 3 août, le colonel Poret de Morvan fit une sortie, s'empara de 66 bœufs, reçut une blessure, et rentra dans la place avec le convoi; mais cette ressource, alors si précieuse, fut enlevée peu de jours après par une nuée de guérillas à cheval qui vinrent reprendre ces bestiaux, au moment où ils pâturaient sous les murs de la ville. Le 26 du même mois, le colonel Poret de Morvan, ayant aperçu à une lieue de la ville un autre troupeau assez considérable, se décide à tenter une seconde sortie; et, malgré l'état de souffrance dans lequel le mettaient les blessures qu'il avait reçues à la première, et la maladie connue sous le nom de *colique d'Espagne*, il monte à cheval, le 27, passe en revue un détachement de 450 hommes sur la place de Soria, sort de la ville avec cette troupe, et attaque un parti espagnol composé de bandes réunies, tandis que le lieutenant-colonel Lefebvre-des-gardes s'empare avec la plus grande célérité d'un troupeau de 102 bœufs. Sur ces entrefaites, une colonne de 3000 ennemis fut aperçue passant le Duero près de Garigo; mais quelques volées de canon à mitraille, tirées par l'ordre du colonel Poret de Mor-

van, et surtout la bonne contenance et la bravoure des troupes sous ses ordres, mirent les ennemis en défaut, les obligèrent d'avancer avec hésitation et leur firent éprouver une perte assez considérable, tandis que la garnison de Soria n'eut que quelques blessés, parmi lesquels se trouvait encore le colonel Poret de Morvan. Le 11 septembre, la place de Soria fut cernée par 8 à 9000 ennemis, et sommée pour la seconde fois de se rendre. Le colonel Poret de Morvan répondit encore avec fermeté à cette sommation, et déclara même qu'il ne voulait plus entrer dans aucun pourparlers (1). Dans la nuit du 11 au 12 du même mois, les ennemis firent de vaines tentatives sur Soria; mais, dans la nuit du 13, une colonne de 6000 Français, sous les ordres du brave colonel Darquier, vint délivrer la garnison de Soria, après avoir chassé les Espagnols de deux fortes positions qu'ils occupaient à douze lieues, ou environ de cette place. Lorsque la garnison de Soria rejoignit l'armée à Vittoria, le général en chef la reçut avec les plus grandes démonstrations de joie et de satisfaction; et, en mettant le plus grand zèle pour faire obtenir

---

(1) Nous croyons devoir rapporter ici la réponse énergique que le colonel Poret de Morvan adressa aux chefs espagnols :

»Je ne sais (leur écrivit-il), si vos troupes sont aussi braves que vous »paraissez le croire; pour les miennes, plusieurs fois elles vous ont don»né des preuves de leur intrépidité, et vous oublierez difficilement la »journée du 27.

»Cette place sera défendue jusqu'à la dernière extrémité, et les flam»mes consumeront la ville et les habitants, avant que vous l'occupiez. »Vous savez que tous mes préparatifs sont faits pour tout réduire en »cendres, et faire de Soria une seconde Numance (l'ancienne Numan»ce est près de Soria). Si le grand nombre l'emportait sur la bravoure, »je me retirerais au fort, où tous les moyens imaginables seraient em»ployés pour vous opposer une résistance digne du nom français. Les »braves sous mes ordres ont juré de s'ensevelir sous les ruines de ce »fort, plutôt que de s'écarter un seul instant du sentier de l'honneur. »Ces sentiments sont aussi gravés dans le cœur du gouverneur de cette »province et de cette ville : ils y seront inviolables jusqu'au dernier mo»ment de son existence. »

des grades et des décorations aux officiers, sous-officiers et soldats qui la composaient, il prouva combien il jugeait digne de récompense tous ces braves qui ne s'étaient laissé ébranler ni par le nombre de leurs ennemis ni par la famine, les maladies, et la presque certitude de la mort. A sa rentrée en France, le colonel Poret de Morvan reçut particulièrement la récompense de sa belle conduite à Soria : il fut nommé au commandement du 3ᵉ régiment de tirailleurs-grenadiers de la garde impériale, créé officier de la Légion-d'Honneur, et titré baron, avec dotation. Il fit, à la tête de son régiment, la campagne de Saxe, en 1813, dans la division du général Barrois, qui dépendait du corps d'armée commandé par le maréchal duc de Trévise. A la bataille de Bautzen, le 20 mai, cette division ayant eu l'ordre d'aller s'établir sous le feu des redoutes ennemies, elle y fut formée, en partie, en carrés par bataillons; et, malgré les soins que prirent les chefs pour masquer, le plus possible, leurs troupes, celles-ci souffraient considérablement de la mitraille, des boulets et des obus qui pleuvaient sur elles. Le général Barrois venait d'être démonté, lorsque le colonel Poret de Morvan offrit au général Berthezenne, commandant de la brigade, d'enlever la première redoute ennemie. Le duc de Trévise, auquel on fit part de cette proposition, y ayant consenti, le 1ᵉʳ bataillon du 3ᵉ régiment de grenadiers-tirailleurs fut formé en colonne d'attaque, et le second eut ordre de se tenir prêt à faire son mouvement. Le colonel Poret de Morvan se porte alors au galop jusqu'à la contrescarpe de la redoute; et, accompagné de l'adjudant-major Champagne, ainsi que du capitaine Crevel, aide-de-camp du général Berthezenne, il fait cette reconnaissance sous un feu des plus vifs. Cependant, les ennemis voyant les préparatifs d'une attaque, hardie à la vérité, mais exécutable, ralentirent leur feu. Le colonel Poret de Morvan, revenu à la tête de son régiment, le mène au pas de charge contre la redoute; la division Barrois le suit, et les ennemis se hâtent d'évacuer non-seulement cette redoute, mais encore deux autres. Deux jours après cette brillante affaire, le colonel Poret de Morvan fut

nommé commandant de la Légion-d'Honneur. A la bataille de Dresde, le 26 août 1813, le commandement de la 1re brigade de la division Barrois fut confié au colonel Poret de Morvan, qui s'y conduisit de manière à mériter d'être présenté, le 29, à Napoléon, qui le créa général de brigade, attaché à sa garde, et le fit recevoir devant lui à la tête de la division Barrois. Le 27 octobre suivant, cette division ayant été chargée, à Eisenach, de soutenir la retraite, la brigade du général Poret de Morvan reçut l'ordre de former l'arrière-garde avec les 3e et 4e régiments de tirailleurs, forts, ensemble, d'environ 1200 hommes. Le duc de Trévise fit prendre position en arrière du défilé, à trois quarts de lieue environ, et le général Poret de Morvan eut ordre de ne céder le terrain que pied à pied, afin de favoriser la retraite des blessés Français. Sur ces entrefaites, les ennemis s'occupaient de faire filer des troupes sur les flancs de l'arrière-garde française, par le milieu des bois qui se trouvaient à gauche et à droite; et, quoiqu'un bataillon placé sur une hauteur les inquiétât, ils n'en continuaient pas moins leur mouvement. Lorsqu'ils crurent avoir entièrement cerné la brigade de Poret de Morvan, et n'avoir plus d'obstacles à surmonter, il engagèrent une vive fusillade, et leurs têtes de colonnes battirent la charge; mais, par un mouvement spontané, le général Poret de Morvau appelle à lui tous ses braves et se précipite, l'épée à la main, sur sa route. Le colonel Masson, du 3e régiment de tirailleurs; le lieutenant colonel Martinot, et le capitaine Galle, sont des premiers à le suivre; et bientôt toute la troupe réunie ne forme qu'une masse, devant laquelle les ennemis s'arrêtent un moment. Le général Poret de Morvan profite de leur hésitation pour effectuer sa retraite; mais il est bientôt assailli sur ses flancs, et la tête de la colonne ennemie se présentant avec une nouvelle impétuosité, la brigade française se trouve cernée au sortir du défilé par 5 à 6000 hommes qui lui crient de se rendre. Le général Poret fait cesser le feu, et s'écrie : « Croisez la baïonnette; la charge, la charge : vaincre ou mourir. » A l'instant même l'ennemi est culbuté, et fuit

dans les bois, après avoir éprouvé une perte énorme. Le général Poret de Morvan forme alors ses troupes en bataillons carrés, et achève sa retraite dans l'ordre le plus parfait: la dernière balle partie des rangs ennemis, dans cette affaire, le blessa à la cheville du pied; mais il n'en resta pas moins à la tête de sa brigade jusqu'à Mayence. En janvier 1814, il reçut de Napoléon une mission particulière pour les départements de la Somme, du Nord et du Pas-de-Calais, où il fut chargé de former une division de jeune-garde, et d'en prendre le commandemant. Le 9 mars suivant, cette division, qui avait déjà agi à Soissons et à Craone, occupait une position sous Laon, près d'Ardon, lorsque le duc de Trévise ordonna au général Poret de Morvan de s'emparer de ce village, qui fut effectivement pris. Obligé ensuite de l'abandonner, le général Poret de Morvau profite habilement d'un mouvement fait par le général Rouffec, pour reprendre Ardon. Le général prussien Bulow revint à la charge avec des forces considérables, qui forcèrent encore une fois la division française de se retirer. Le général Poret voulant reprendre ce village pour la troisième fois, allait donner la direction à son artillerie, lorsqu'il fut blessé d'un coup de biscaïen à la fesse. Beaucoup d'officiers et une grande quantité de soldats furent mis en même temps hors de combat; mais la division ne fit pas pour cela un seul pas rétrograde. Le 14 du même mois, le général Poret de Morvan fut nommé commandant d'une brigade de grenadiers de la vieille-garde. En 1815, pendant les *cents jours*, il fut employé dans l'armée de Buonaparte. A la bataille de Ligny, le 16 juin, il reçut l'ordre de traverser ce village, et de prendre position sur la hauteur. Il fit exécuter ce mouvement l'arme au bras, et sans que le feu très-vif des ennemis pût arrêter ses vieux grenadiers. Le général Roguet, qui commandait la division, ayant fait porter un bataillon en avant, afin d'opposer un carré à la cavalerie prussienne, le général Poret de Morvan prit le commandement de ce bataillon, et s'enferma dans le carré, qui reçut deux fortes charges de cavaliers-lanciers et une de cuirassiers sans se laisser entamer : les

ennemis éprouvèrent une grande perte dans ces trois charges. A la bataille de Waterloo, le 18 du même mois, le général Poret de Morvan monta sur le plateau, à la tête des 3ᵉ et 4ᵉ régiments des grenadiers de la vieille garde. Déjà, dans la première ligne de la garde impériale, les braves généraux Friant et Michel avaient été, l'un blessé, et l'autre percé de trois coups de feu, et le colonel Mallet avait également été tué. La confusion commençait à se mettre dans les rangs, lorsque l'apparition de la colonne, conduite par Poret de Morvan, et qui gravissait le plateau au pas de charge sous un feu terrible, vint ranimer cette première ligne. Poret déploye sa colonne à 20 pas de la ligne anglaise, fait croiser la baïonnette, et entame une charge tellement meurtrière, qu'elle force d'abord les Anglais à faire demi-tour : cependant le combat continue, et bientôt le carnage devient épouvantable. Le maréchal Ney, démonté, et l'épée à la main, se trouve dans cette melée, et fait mordre la poussière à tout ce qui se présente devant lui. De son côté, le général Poret de Morvan, par son calme et son courage, excite l'ardeur de ses troupes, et il paraissait certain que la possession du plateau, auquel le sort de la journée paraissait attaché, resterait aux Français, lorsque la déroute de quelques corps de cavalerie, et bientôt après celle d'une partie de l'infanterie de la ligne, vinrent changer la face de l'affaire. Ce fut en vain que les vieux et vaillants soldats de la garde cherchèrent à s'opposer à la fuite de ces masses énormes : eux-mêmes furent obligés de se retirer, mais en combattant avec leur intrépidité accoutumée et en jonchant le champ de bataille, soit de leurs morts, soit de ceux de leurs ennemis. (*Etats militaires, documents fournis, Moniteur, annales du temps.*)

PORSON (Jean-François, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à la Heycourt, le 28 septembre 1765. Il entra au service, le 16 mai 1782, comme soldat dans le 8ᵉ régiment de chasseur à cheval, où il fut fait brigadier, le 14 juillet 1786; fourrier, le 15 septembre 1787; maréchal-des-logis,

le 1er mai 1788, et maréchal-des-logis-chef, le 15 septembre 1791. Il devint sous-lieutenant, le 1er mai 1793, et fut fait aide-de-camp du général Combez, le 14 novembre de la même année. Il fit la campagne de 1792 et 1793 à l'armée du Rhin, commandée par Custine, et se trouva aux combats d'Offembach, de Francfort-sur-le-Mein, de Stromberg, d'Alzey et de Beligheim. Il fut nommé adjoint aux adjudants-généraux, le 11 octobre 1794, et devint lieutenant au 14e régiment de dragons, par décret de la convention nationale, daté du 13 décembre suivant. Il remplit les fonctions d'aide-de-camp du général Pierre-Deviantes, depuis le 21 mars 1795, jusqu'au 14 juillet suivant. Le 16 du même mois de mars, il fut placé parmi les adjoints aux adjudants-généraux de l'armée du Rhin, sous les ordres du général Moreau. Chargé, le 10 mai, par le général en chef de conduire une brigade de 2500 hommes, avec 4 pièces de canon, au secours de Kehl, il partit d'Ulm; et, malgré tous les efforts que put faire le général autrichien Tetrache, pour l'empêcher de passer la Forêt-Noire, il arriva au Vieux-Brisach, après avoir soutenu de fréquents combats, et recueilli plusieurs détachements français qui se rendaient de leurs dépôts à l'armée. Il laissa aussi, en passant à Fribourg, un bataillon de la 93e demi-brigade d'infanterie de ligne, pour couvrir cet important débouché, par lequel l'armée du Rhin devait se retirer : l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par Jourdan, avait été également obligée de se replier devant l'armée autrichienne. A la tête de sa colonne, le lieutenant Porson passa le Rhin sur un pont volant; se rendit à marche forcée à Kehl, se joignit aux troupes qui y étaient réunies en petit nombre, et mit le fort à l'abri de toute surprise. Le 5 octobre de la même année, il fut promu au grade de capitaine, et se trouva au mémorable siége de Kehl. Le 5 février 1799, il fut nommé chef d'escadron, faisant fonctions d'adjudant-général. Il servit, en cette qualité, à l'armée du Danube, commandée par le général Masséna, et fut fait chef de l'état-major de la division du général Lecourbe. Il se trouva au combat de Sus, dans la Basse-Engadine, le 2 mai, et fut le seul offi-

cier-supérieur non blessé à cette affaire. Le général de Mont ayant été blessé et fait prisonnier, dès le commencement de l'action, et le général Lecourbe ayant été atteint d'une balle au bras gauche, le chef d'escadron Porson résista avec tant d'opiniâtreté aux attaques des Autrichiens, que, quoiqu'assailli de toutes parts par l'armée ennemie et un grand nombre d'habitants du Tyrol, il empêcha le général Bellegarde de s'emparer de Zernesk, ce qui donna le temps à 15 compagnies du 36ᵉ régiment d'infanterie d'exécuter leur retraite de la vallée de Sainte-Marie par le seul débouché qui leur restait. Le 3 juillet de la même année, étant à la tête de 310 hommes seulement, Porson passa la Mutten de vive force, à son confluent dans le lac des quatre cantons suisses, et pénétra dans la ville de Brunnen, après avoir enlevé, l'épée à la main, les retranchements ennemis, s'être emparé de 6 pièces de canon dont ils étaient armés, et s'être saisi de 25 mulets chargés de cartouches. Il fit ensuite emmener les bestiaux qu'il trouva dans le port de Brunnen, et détruisit le chantier de construction que le major anglais Williams y avait établi. Le 24 août suivant, à la tête de 2 bataillons de la 76ᵉ demi-brigade, il franchit des montagnes regardées comme inaccessibles, attaqua les Autrichiens retranchés à Seedorff, et s'empara du village, après un combat des plus meurtriers. Il rejeta ensuite l'ennemi derrière la Reuss, le tint en échec de l'autre côté de cette rivière, par un feu soutenu, et facilita, par ce moyen, le débarquement de 12 compagnies de grenadiers, commandées par le général Lecourbe en personne, qui marchèrent de concert avec lui sur Altorff et s'en emparèrent, malgré la vive et opiniâtre résistance que les Autrichiens leur opposèrent. Ce fut dans cette brillante journée que Porson obtint le grade d'adjudant-général, qui lui fut conféré sur le champ de bataille, par le général Masséna. Il se trouva aux combats du pont du Diable, de Wessen, de Steig et d'Altorff, où l'armée russe, commandée par Soworow fut battu, quoique très-supérieur en nombre à l'armée française. Le 22 avril 1800, l'adjudant-général Porson fut nommé chef de l'état-major du général Le-

courbe, qui commandait l'aile droite de l'armée. Dans cette mémorable campagne, Porson dirigea le passage du Rhin, qui fut exécuté de vive force au-dessus de Schaffhouse; celui du Lech à Landeberg et Friedberg, et enfin celui du Danube à Blentheim. Il se trouva ensuite aux batailles de la Renchen, de Stockach, de Mœskirch, de Hohenlinden, de Kremsmunster et d'Ulm, et prit part à tous les combats que l'armée française livra ou eut à soutenir pendant les campagnes de 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1813 et 1814. Le 5 février 1804, il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur; et, le 14 juin suivant, officier du même ordre. On le chargea, le 16 mars 1808, de remplir les fonctions de chef de l'état-major-général du prince Borghèse, gouverneur des départements au-delà des Alpes. Il fut promu au grade de maréchal-de-champ, le 3 juin 1811, et obtint le titre de baron le même jour, en récompense de ses services. Il était à Turin, lorsqu'il apprit les désastres de l'armée française pendant la campagne de 1813. Prévoyant dès-lors les suites que ces événements pourraient avoir, il fit, dès le mois de février 1814, évacuer de la manufacture d'armes de Turin et des diverses autres places du gouvernement-général du Piémont, plus de 30,000 fusils, qui furent transportés à Briançon, ainsi qu'une grande quantité de pièces de rechange. Il fit aussi retirer d'Alexandrie toute l'artillerie transportable, et dirigea de la fonderie de Turin et de l'entrepôt de Fenestrelles plus de 100 bouches à feu qui arrivèrent en France. Du moment où il apprit, par des avis confidentiels, la restauration du trône des Bourbons, il s'empressa de prêter serment de fidélité au roi, et son exemple fut suivi par toutes les troupes françaises stationnées dans le Piémont: elles arborèrent dès-lors la cocarde blanche. Le général Porson fut créé, en 1814, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il fut fait inspecteur-général-adjoint pour l'arme de l'infanterie, le 5 janvier 1815, et conserva ces fonctions jusqu'au 1er janvier 1816, époque à laquelle on l'admit à la retraite, comme ayant plus de 32 ans de service, conformément aux dispositions de l'ordonnance

royale du 1er août 1815. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE LA PORTE (Charles), *marquis*, puis *duc de la Meilleraye, pair et maréchal de France*, et cousin germain du cardinal de Richelieu, premier ministre de Louis XIII, leva, par commission du 20 septembre 1627, un régiment de son nom, avec lequel il servit au siége de la Rochelle, qui se rendit le 28 octobre 1628. Il se distingua au combat du Pas de Suze, le 6 mars 1629, et au combat du pont de Carignan le 6 août 1630. Pourvu de la lieutenance-générale de Bretagne et du comté Nantais, le 2 mars 1632, il prêta serment en cette qualité, le 18 du même mois. On lui donna le gouvernement de la ville et du château de Nantes, en survivance du cardinal de Richelieu. On le commit pour exercer la charge de grand-maître de l'artillerie, en l'absence du marquis de Rosny, par commission du 28 mars 1633. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 14 mai. Il marcha au siége de la Mothe, en Lorraine, que l'on prit le 28 juillet 1634. Revêtu de la charge de grand-maître de l'artillerie, vacante par la mort du marquis de Rosny, et la démission du maréchal de Sully, par provisions du 21 septembre, il prêta serment le 27. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 17 avril 1635, et devint mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie formé par commission du 16 mai. Employé comme maréchal-de-camp à l'armée commandée par les maréchaux de Brezé et de Chatillon, il réduisit Orcimont dans le Luxembourg, et alla reconnaître les forces du prince Thomas, que les Français battirent à Avein, le 20 mai. Il se trouva à la prise de Tillemont, de Diest et d'Arschot : l'armée française était alors réunie aux troupes hollandaises commandées par le prince d'Orange. La Meilleraye leva un régiment de cavalerie hongroise, par commission du 8 juillet. Nommé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 mai 1636, et employé en cette qualité dans l'armée de Bourgogne, commandée par M. le prince de Condé, il soumit quelques places voisines de la frontiè-

re. Le régiment de cavalerie française de la Meilleraye fut réduit, comme tous les autres, en compagnies séparées, par ordre du 30 juillet de la même année. Employé comme lieutenant-général, par lettres du 20 septembre suivant, dans l'armée de Normandie commandée par le duc de Longueville, La Meilleraye conduisit cette armée au cardinal de la Valette et au duc de Saxe-Weimar. Lieutenant-général à l'armée de Picardie, par lettres du 15 juin 1637, sous le cardinal de la Valette, il prit Bohain, et joignit ensuite le cardinal au siége de Landrecies, qu'il prit le 26 juillet. Maubeuge se rendit le 5 août, et la Capelle le 28 septembre. On licencia son régiment de cavalerie hongroise à la fin de cette campagne. Les compagnies de cavalerie ayant été rétablies en régiment, le marquis de la Meilleraye en obtint un, par commission du 24 janvier 1638. Commandant l'armée d'Artois, par pouvoir du 18 mars 1639, il reçut Lillers à composition, investit Hesdin, le 19 mai, et reçut une mousquetade en reconnaissant la place, qui se rendit le 30 juin : le roi voulut y entrer par la brèche; et y fit le marquis de la Meilleraye maréchal de France, par état daté de Hesdin le même jour (1). Le maréchal prêta serment à Abbeville, le 6 juillet. Il marcha ensuite vers Saint-Omer, se saisit des forts d'Esperlegue et de Ruminguen. L'armée espagnole, conduite par le marquis de Fuentes, avait, en partie, passé la rivière d'Aa à Saint-Nicolas; mais les troupes qui n'avaient point encore effectué ce passage, ayant été averties de l'approche des Français, se retranchèrent entre des marais et une digue qu'elles coupèrent, et qu'elles bordèrent de quatre pièces de canon. Trois bataillons du maréchal donnèrent, le 2 août, dans

---

(1) Pour faire cette promotion, Louis XIII prit une canne et dit, en la présentant à la Meilleraye : « Je vous fais maréchal de France; voilà » le bâton que je vous en donne. Les services que vous m'avez rendus » m'obligent à cela; vous continuerez à me bien servir. » La Meilleraye ayant répondu qu'il n'était pas digne de cet honneur : « Trève de com» pliments, reprit le roi; je n'ai jamais fait un maréchal de meilleur » cœur que vous. »

ces retranchements, les ouvrirent, tuèrent 1800 hommes, et en prirent 400. Le maréchal atteignit, entre Aire et Saint-Venant, un des quartiers espagnols, bien retranchés dans trois différents postes, tailla en pièces 600 Croates, prit Ludovic, leur colonel et 700 chevaux. Il se rendit maître, au mois d'octobre, du fort de Matricourt et du Mont Saint-Éloi. Les Espagnols menaçant Câteau-Cambresis, le maréchal en renforça la garnison. Commandant l'armée de Champagne, par pouvoir du 18 avril 1640, il investit Charlemont, au commencement de mai; mais les pluies continuelles l'obligèrent d'abandonner ce siége. La levée des écluses ayant inondé tout le pays, il renonça également au siége de Marienbourg. Il joignit les maréchaux de Chaulnes et de Châtillon au siége d'Arras. Il partit du camp, le 19 juillet, à la tête de 2500 chevaux, pour escorter un convoi qui venait de Péronne. Ayant rencontré, chemin faisant, le comte de Buquoi, qui conduisait aussi un convoi au cardinal infant, le maréchal de la Meilleraye l'attaqua et le combattit durant une heure et demie : les ennemis revinrent quatre fois à la charge; et les Français, quoique restés maîtres du champ de bataille, perdirent leur convoi. L'armée espagnole, profitant de l'absence des maréchaux de la Meilleraye et de Chaulnes, et des 6000 hommes qu'ils avaient tirés, le 1er août, du camp pour escorter un grand convoi, attaqua les lignes du maréchal de Châtillon le 2. Les maréchaux de la Meilleraye et de Chaulnes revinrent avant la fin de l'action, et les trois généraux, agissant de concert, contraignirent les ennemis d'abandonner un des principaux forts dont ils s'étaient emparés et de se retirer, avec perte de 4000 hommes: Arras capitula le 8, le maréchal de la Meilleraye fut nommé pour commander l'armée de Picardie et de Flandre, par pouvoir du 18 avril 1641. Il investit, le 17 mai, la ville d'Aire, qui se rendit le 26 juillet. La Bassée résista quelques jours. Bapaume se rendit aux maréchaux de la Meilleraye et de Brezé le 18 septembre. La Meilleraye commanda l'armée du Roussillon, conjointement avec le maréchal de Schomberg, sous le roi, par pouvoir du 24 janvier 1642.

Il assiégea Collioure, qui se rendit le 10 avril. Le gouverneur de Perpignan capitula le 29 août, et remit la place le 9 septembre : on y trouva de quoi armer 20,000 hommes. Salces ouvrit ses portes le 29. Il commanda en Bourgogne, par pouvoir du 28 avril 1643. Commandant l'armée de Picardie, sous MONSIEUR, par pouvoir du 22 avril 1644, il concourut au siége de Gravelines, qui, après 48 jours de siége et quatre assauts, capitula le 28 juillet. Il commanda l'armée de terre jointe à la navale, conjointement avec le maréchal du Plessis, où seul, en l'absence de ce dernier, par pouvoir du 18 août 1646, il prit Piombino le 8 octobre, et Portolongone le 29 : cette dernière place était une des plus fortes qu'eut l'Espagne sur la Méditerranée, et sa prise ôtait aux Espagnols la communication avec l'Italie, tandis qu'elle assurait un port à l'armée française et une retraite à ses vaisseaux. Il se démit en faveur de son fils, le 16 avril 1648, de la charge de grand-maître de l'artillerie. Il fut fait surintendant des finances, par commission du 9 juillet 1648, et conserva cette charge jusqu'en 1649. Il obtint la survivance de la charge de grand-maître de l'artillerie qu'il avait cédée à son fils, par provisions du 21 avril 1649. Il commanda l'armée du Poitou, de la Saintonge et du Limousin, par pouvoir du 8 avril 1650, et fit le siége de Bordeaux, qu'il réduisit après quelques combats vifs et opiniâtres (1). Il commanda en Anjou, par pouvoir donné à Saumur, le 5 mars 1652. Il se démit au mois de juin de son régiment de cavalerie en faveur de son fils. Son régiment d'infanterie fut licencié après la campagne de 1656. Le roi le créa duc et pair, par lettres d'érection du marquisat de la Meilleraye en duché-pairie, données à Paris, au mois de décembre 1663, registrées au parlement de Paris, le 15. Il mourut, le 8 février 1664,

---

(1) La pétulance ordinaire au maréchal de la Meilleraye occasiona un évènement fort triste. Il avait reçu à discrétion un officier bordelais, et il le fit pendre. En représailles de cette cruauté, les Bordelais firent attacher à un poteau le baron de Canolle, capitaine royaliste, qui s'était rendu à la même condition.

âgé de 62 ans(1). (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 511; *Histoire de Louis XIII, du Père Griffet, Dupleix, le président Hénaut, l'abbé le Gendre, Histoire des Grands-officiers de la Couronne, Bauclas, Hist. milit. de M. de Quincy, Larrey, Histoire de France par Anquetil, tom. VII; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXVIII, pag.* 152.)

DE LA PORTE (Armand-Charles), *duc de Mazarin, grand-maître de l'artillerie*, et fils du précédent, naquit en 1632. Il fut d'abord connu sous le nom de marquis de la Porte, puis sous celui de marquis de la Meilleraye. Il eut la lieutenance-générale des Haute et Basse-Bretagne, et celle du comté Nantais, en survivance de son père, par provisions du 12 décembre 1642. Il commença à servir, comme capitaine, au régiment de cavalerie de son père, en 1645, et se trouva aux siéges et à la prise de Mardik, de Link, de Bourbourg et de Béthune. Il servit, en 1646, à la prise de Longwi, et au siége de Furnes. Il eut la survivance de la charge de grand-maître de l'artillerie, par provisions du 20 septembre, et marcha au siége de Dunkerque, qu'on prit, le 7 octobre. Employé à l'armée de Flandre, en 1647, sous le maréchal de Gassion, il servit aux siéges et à la prise de la Bassée et de Lens. Pourvu de la charge de grand-maître et capitaine-général de l'artillerie de France, sur la démission de son père, par provisions du 16 avril 1648, il prêta serment, le 16 janvier 1649 : ses provisions furent enregistrées au parlement le 7 janvier 1615. Il servit, sous M. le prince de Condé, à la prise d'Ypres, le 28 mai 1648; à la bataille de Lens, le 20 août, et à la retraite de Furnes, au mois de septembre. Créé maréchal-de-

(1) Le maréchal de la Meilleraye avait reçu de la nature les plus brillantes qualités. Comme militaire, il concevait rapidement les meilleures dispositions, et les exécutait lui-même. Il maintenait parmi les troupes la plus sévère discipline, et donnait l'exemple de la patience et de la sobriété. On le considérait comme le meilleur officier-général de son temps, surtout pour faire les siéges.

camp, par brevet du 20 février 1649, il servit à l'armée de Flandre, sous le comte de Harcourt, comme grand-maître de l'artillerie, et se trouva à la prise de Condé, le 25 août. Employé à la même armée, en 1650, sous le maréchal du Plessis-Praslin, il eut part à la levée du siége de Guise par l'archiduc de Lorraine, le 1er juillet; à la prise de Rethel, le 13 décembre, et à la bataille de ce nom, le 15. Il servit à la même armée, en 1651 : on s'y tint sur la défensive. Il obtint, sur la démission de son père, un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 22 juin 1652, et servit en Flandre. Il se trouva, en 1653, sous le vicomte de Turenne, aux siéges de Rethel, de Mouzon et de Sainte-Ménéhould. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 12 juin 1654, et employé en cette qualité à l'armée commandée par le vicomte de Turenne, il combattit, le 25 août, les Espagnols devant Arras, et servit au siége du Quesnoy. Il leva un régiment d'infanterie de 20 compagnies, par commission du 19 avril 1655, et servit à la prise de Landrecies, de Condé et de Saint-Guilain. Son régiment d'infanterie fut licencié à la fin de la campagne. En 1656, sous le vicomte de Turenne, il concourut au siége de Valenciennes, qui fut levé, le 16 juillet, et à la prise de Capelle, le 27 septembre. En 1657, il se trouva à la prise de Montmédi, de Saint-Venant et de Mardik. En 1658, il combattit à la bataille des Dunes, le 14 juin, et se trouva à la prise de Dunkerque, de Bergues-Saint-Vinox, de Furnes, de Dixmude, d'Oudenarde et de Menin. Il prit part à la défaite du prince de Ligne par l'armée française, et à la prise d'Ypres. En 1659, il servait à la même armée : une suspension d'armes fut signée au mois de mai, et la paix le 7 novembre. Il devint duc de Mazarin, par son contrat de mariage avec la nièce du cardinal Mazarin, du 28 février 1661, confirmé par les testament et codicile de ce prélat, des 6 et 7 mars, et par lettres-patentes du roi, du 18 : il prit alors le nom de duc de Mazarin. Il obtint, par provisions du 2 mars 1661, le gouvernement d'Alsace, et le grand-bailliage d'Haguenau, en survivance du cardinal Mazarin, et entra en possession,

le 9 du même mois, jour de la mort du cardinal. Il eut le gouvernement de la Fère, à la mort du même cardinal, par provisions du 11, et se démit alors de la lieutenance-générale du comté Nantais. Son régiment de cavalerie fut licencié, par ordre du 18 avril suivant. La terre de Rethelois fut érigée en duché-pairie, sous le nom de Mazarin, en sa faveur, et en faveur de ses descendants, par lettres données à Paris, au mois de décembre 1663, registrées, le 15 décembre 1663, au parlement de Paris, où on le reçut le même jour. Il devint duc de la Meilleraye et pair de France, à la mort de son père, le 8 février 1664, et fut reçu au parlement, le 18. Il se démit de la charge de grand-maître de l'artillerie, et de la lieutenance-générale du gouvernement de Bretagne, au mois de juillet 1669. Il se démit aussi du gouvernement de la Fère, en 1682, et fut reçu chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1688. Il a gardé jusqu'à sa mort le gouvernement d'Alsace, et le gouvernement de Brisack, qu'il avait obtenu, après la prise de cette place, le 6 septembre 1703. Il mourut, le 9 novembre 1713. (*Chronologie militaire, tom. III, pag. 493; Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis le Grand, par le marquis de Quincy; Mémoires du Père d'Avrigny, le président Hénaut.*)

POTHON DE SAINTRAILLES OU DE XAINTRAILLES (Jean), *maréchal de France*. Fidèle au dauphin (depuis Charles VII), il défendit Crespy contre le duc de Bourgogne, auquel il rendit cette place par composition, en 1419. Il soutint, l'année suivante, le siége de Saint-Riquier. Il fut fait prisonnier, le 31 août, près d'Abbeville, et rendit cette ville en échange de sa liberté. Après avoir surpris la ville de Ham sur les Anglais, le 3 octobre 1423, il tomba dans une embuscade, où il fut pris par le comte de Saint-Pol. Il servit au siége de Braine, dans le Hainaut, en 1424. A la bataille de Verneuil, le 17 août de la même année, il commanda une des deux ailes de la cavalerie. En 1427, Saintrailles fut chargé, par le comte de Dunois, de ravitailler Montargis. La rivière de Loin séparait les quartiers

du comte de Varvick, qui assiégeait cette ville, et en rendait la communication difficile; mais les généraux français, instruits de la situation des ennemis, forcèrent les retranchements, dissipèrent les Anglais, et délivrèrent Montargis. Saintrailles combattit, sous le comte de Clermont, à la journée *des harengs* (1), le 12 février 1429. Il rentra, après cette défaite, dans Orléans qu'il continua de défendre : il y fut blessé dans une sortie. Cette ville étant vivement pressée, députa Saintrailles vers le duc de Bourgogne, pour prier ce prince d'engager les Anglais à renoncer au siége d'une place qui était l'apanage du duc d'Orléans, alors prisonnier à Londres. Le duc de Bourgogne proposa effectivement aux Anglais de la mettre en séquestre, tout le temps que durerait la prison du duc d'Orléans; mais le duc de Bedfort rejeta avec hauteur cette proposition. Le duc de Bourgogne, choqué de la fierté du général anglais, envoya ordre à ses troupes de quitter l'armée anglaise. Saintrailles revint à Orléans, où il accompagna Jeanne d'Arc, lorsqu'elle força la bastille des Augustins : le siége d'Orléans fut levé, le 8 mai. Saintrailles servit ensuite aux siéges et à la prise de Jargeau, de Meun et de Baugency. A la bataille de Patay, le 18 juin, il commanda l'avant-garde, fut renversé de son cheval, et fit cependant Talbot prisonnier. Il assista au sacre du roi à Reims, le 17 juillet. Il était écuyer d'écurie du roi, lorsque ce prince le nomma son premier écuyer du corps, et maître de son écurie. Il marcha contre Jacques de Helly, général bourguignon, qui fut défait et tué à Germini, en 1430. En 1431, Saintrailles tomba dans une embuscade auprès de Beauvais, et y fut pris. Talbot, qu'il avait eu la générosité de relâcher sans exiger de rançon, usa de représailles, et s'acquitta de la même manière envers Saintrailles.

---

(1) On nomma ainsi cette journée, ou plutôt la déroute que les Français y éprouvèrent, parce que, comme on était dans le carême, le convoi que les Français voulaient faire entrer dans Orléans était composé en grande partie de harengs.

En 1635, avec 600 hommes, Saintrailles battit, auprès de Gerberoy, en Beauvaisis, 3000 Anglais commandés par le comte d'Arondel, qui demeura prisonnier. Le roi le fit bailli du Berry, et commandant de la grosse tour de Bourges, par lettres du 19 août 1437. Il servit au siége de Montreuil, aux mois de septembre et d'octobre suivant, à la tête de 98 hommes d'armes. Il accompagna Charles VII à son entrée dans Paris, au mois de novembre de la même année. Devenu capitaine de Château-Thierry, il obtint du roi, pour lui et pour les siens, la ville et seigneurie de Tonneins, par lettres du 31 mars 1450. Il eut une compagnie de 40 hommes d'armes, par provisions données à Montils-les-Tours, le 2 avril de la même année. Le 6 juillet suivant, Saintrailles investit Falaise. Le roi arriva quelques jours après devant cette place, qui se rendit, le 21, et dont ce prince donna le gouvernement à Saintrailles. Par la prise de Cherbourg, qui capitula, le 12 août, Charles VII acheva la conquête entière de la Normandie dans l'espace d'un an. Saintrailles s'était beaucoup distingué dans ces expéditions, qui affranchirent la France du joug d'une domination étrangère. Il ne se distingua pas moins dans la conquête de la Guienne, en 1451. Le comte de Dunois l'ayant envoyé aux Bordelais, avec plein pouvoir de traiter de la reddition de la ville, Saintrailles fit régler, le 12 juin, les conditions auxquelles Bordeaux se rendrait. Le roi lui donna, la même année, la seigneurie de Saint-Macaire, pour en jouir pendant sa vie seulement, et le gouvernement du Château-Trompette. Nommé sénéchal du Limosin, en 1453, il concourut à soumettre une partie de la Guienne et la ville de Bordeaux, qui s'étaient encore révoltées. Il emporta d'assaut, sous les yeux du roi, la ville de Cadillac. Il succéda au maréchal de Jaloignes dans la charge de maréchal de France, en 1454. Saintrailles commanda, avec le maréchal de Loheac, l'armée française qui, sous le comte de Clermont, marcha contre le comte d'Armagnac. Ils assiégèrent, vers la fin de mai 1455, la ville de Lectoure, qu'ils prirent après l'évasion du comte d'Armagnac. Ils se saisirent ensuite de tous les domaines de ce comte. En 1458, le roi

nomma Saintrailles commandant à Bordeaux et en Guienne, en l'absence du duc de Bourbonnais, gouverneur de la province. A son avénement à la couronne, le roi Louis XI se montra l'ennemi des plus zélés serviteurs du feu roi son père ; et Saintrailles, qui avait été de ce nombre, fut destitué, le 3 août 1461, de sa charge de maréchal de France. Il mourut au Château-Trompette, le 7 octobre de la même année. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 172; *Vies des Hommes illustres, Histoire de France, du Père Daniel; Histoire du Languedoc, l'abbé le Gendre, Bauclas, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Dupleix, Moréri, Histoire de France, par Anquetil, tom. III; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. XV, pag.* 435.)

POTIER DE GESVRES DE BLERENCOURT (Bernard), fut fait cornette de cavalerie, en 1600. Il devint lieutenant-colonel de la cavalerie légère de France, en 1609; vice-amiral et capitaine des côtes de Normandie, en 1614, et capitaine de 50 hommes d'armes, en 1616. On le créa *maréchal-de-camp*, le 23 avril 1621. Il mourut en 1662. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 63.)

POTIER (Léon), *comte de Sceaux*, puis *duc de Gesvres*, eut une compagnie de cavalerie au régiment du cardinal Mazarin, en 1644. Il passa successivement par différents grades, fit les campagnes de cette époque, et obtint le grade de maréchal-de-camp, le 4 janvier 1647. Il fut créé *lieutenant-général*, le 12 décembre 1650, et chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1688. Il mourut le 9 décembre 1704, à l'âge de 82 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 93.)

POTIER (Pierre-Jacques, *comte*), *maréchal-de-camp*, naquit à Metz, le 7 mars 1780, d'une famille déjà illustrée par ses services dans l'armée, et dans les hautes fonctions de l'administration. Il entra au service, le 5 mai 1796, comme hussard dans le 8ᵉ régiment, où il fut fait brigadier, le 12 août 1798; fourrier, le 20 avril 1799; ma-

réchal-des-logis-chef, le 31 mai 1801; sous-lieutenant de la compagnie d'élite, le 15 septembre 1802, et lieutenant de la même compagnie, le 6 avril 1805. Il fit les campagnes de 1797 et 1798, à l'armée d'Helvétie; celles de 1799, 1800 et 1801, à l'armée du Danube; celles de 1803 et 1804, sur les côtes de l'Océan, et enfin celles de 1805 et 1806, à la grande-armée d'Allemagne. Il fut blessé, le 13 octobre 1806, à la bataille d'Eylau, d'un coup de feu à l'épaule droite, et d'un coup de sabre à la tête. Il devint aide-de-camp du général de division Bourcier, inspecteur-général de cavalerie, le 1er mars 1807; fit, en cette qualité, la campagne de Pologne, et fut promu au grade de capitaine, le 1er juin de la même année. Il fit les campagnes de 1808 et partie de celle de 1809, en Espagne, et obtint le grade de chef d'escadron, le 13 février 1809. Il fit la seconde partie de la campagne de 1809 à la grande-armée d'Allemagne, et passa, avec son grade de chef d'escadron, dans le 25e régiment de chasseurs à cheval, le 3 septembre de la même année. Il fit avec ce régiment la campagne de Russie, en 1812, et se distingua dans toutes les affaires auxquelles son régiment eut occasion de prendre part. A la tête de 50 chevaux seulement, il pénétra, le premier de toute la cavalerie française, dans la ville de Krasnoï; et, par une charge très-hardie, il y facilita l'entrée de deux compagnies de voltigeurs et d'infanterie de ligne. Le 7 septembre, à la bataille de la Moskowa, il rétablit et forma deux fois son régiment au milieu de l'infanterie russe; et, après avoir enfoncé 2 bataillons, il le reconduisit la charge sur la cavalerie ennemie : quoique blessé, il ne quitta pas son poste. Aux affaires de Krasnoï et de la Moskowa, il eut trois chevaux tués sous lui. Dans cette même campagne, le colonel Potier commanda, outre son régiment, la 10e brigade de cavalerie légère, depuis le 7 septembre jusqu'au 18 octobre. Une garde-d'honneur ayant été organisée, sous le nom d'*escadron sacré*, pendant la retraite de Moskow, avec les officiers supérieurs de diverses armes, le colonel Potier fut fait brigadier de la 3e compagnie de cette même garde. En 1813, il fut promu au grade

de major par décret de Buonaparte, du 17 juillet; fit la campagne de cette année, à la grande-armée d'Allemagne, et y eut le commandement d'un régiment provisoire de hussards, faisant partie du 3e corps de cavalerie. Il reçut deux coups de sabre, le 22 août, à l'affaire de Gross-Beeren, sous Berlin, où il culbuta et sabra, avec 2 escadrons du 4e régiment de hussards, un régiment de hussards suédois : il eut un cheval tué sous lui dans cette affaire. Il fut blessé d'un coup de lance à l'affaire de Jutterbock, le 7 septembre. L'armée effectuant sa retraite sur le Rhin, après la perte des batailles de Léipsick, le colonel Potier commanda 500 chevaux à l'arrière-garde, où il se distingua en plusieurs occasions, et particulièrement à l'affaire de Hocheim, le 3 novembre. Il fut nommé colonel du 3e régiment de chasseurs à cheval, le 6 du même mois, et fit en cette qualité la campagne de France, en 1814. Il fut mis colonel à la suite du même régiment, le 22 octobre 1814, par l'effet de l'incorporation de plusieurs régiments dans le 3e de chasseurs, et de la rentrée en France du colonel de ce corps, qui sortait alors des prisons de l'ennemi. En 1815, pendant l'invasion de Buonaparte en France, le colonel Potier rejoignit l'armée royale à Gand, le 6 mai. Il fut nommé, le 15 juin suivant, colonel du régiment Royal-Chasseurs, et devint colonel des chasseurs à cheval de la garde royale, avec rang de maréchal-de-camp, le 7 septembre de la même année. Il fut confirmé dans le grade de maréchal-de-camp, par décision ministérielle du 21 novembre 1817, pour prendre rang du 6 du même mois, conformément à l'ordonnance royale du 5 novembre 1816 : cette promotion lui conserva le commandement des chasseurs à cheval de la garde royale. Le comte Potier a été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur, le 25 août 1809; officier de la même Légion, le 25 août 1814; chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 26 octobre suivant, et commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 18 mai 1820. S. M. Louis XVIII l'a nommé gentilhomme honoraire de sa chambre, le 22 avril 1821. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

POUCHELON (Étienne-François-Raymond, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Romans, en Dauphiné, le 12 octobre 1770. En 1791, il s'enrola dans les volontaires nationaux du département de la Drôme, et fut nommé sergent-major dans le 2e bataillon, le 12 octobre. Il fut employé, pendant les derniers mois de cette année, dans le comtat d'Avignon, pour y comprimer les malfaiteurs. En 1792, il fit la campagne de Savoie, et campa devant Genève. En 1793, il fut employé sur le Var dans les avant-postes de l'armée d'Italie. Nommé lieutenant-quartier-maître-trésorier, le 29 juin de la même année, il fut incorporé, en 1794, dans la 118e demi-brigade, qui faisait partie de la division Masséna, et se trouva à la prise de Saorgio et du col de Tende. Devenu premier lieutenant de la compagnie de canonniers, il servit, avec la garde du parc, à Tende. En 1795, il fut incorporé par amalgame dans la 21e demi-brigade, qui devint ensuite 32e, et qui mérita le surnom de *brave*. Après s'être trouvé aux combats de Montenotte et de Lodi, il entra avec l'armée victorieuse à Milan, d'où il partit pour prendre poste sur l'Adige, à Véronne. En 1796, il combattit à toutes les batailles et affaires auxquelles la division Masséna prit part, et notamment à Caldiero, Lonato, Rivoli, Saint-Georges et Arcole. Il fit partie de l'avant-garde qui, après le passage du Tagliamento, poussa les Autrichiens l'épée dans les reins, et força l'empereur d'Autriche de souscrire au traité de paix de Léoben : après cette campagne, son régiment tint garnison à Padoue. En 1797, il fut employé dans l'armée d'occupation de la Suisse. Embarqué à Toulon pour l'expédition d'Égypte, il concourut à la prise de Malte, combattit à l'attaque d'Alexandrie, et fut nommé capitaine sur le champ de bataille. Il se trouva à l'affaire de Chebreiss, et à la bataille des Pyramides contre les Mameluks. Il fit partie de l'expédition de Syrie, servit aux premières opérations contre le fort d'El-Arich, à la prise de Jafa, et à l'ouverture des premières tranchées devant Saint-Jean-d'Acre, où il reçut une blessure grave, en repoussant une sortie faite par les assiégés. Dans la première affaire d'Aboukir, il tourna, avec sa compagnie,

la redoute occupée par les Turcs, s'empara de la tête du village, et fit un bon nombre de prisonniers. Pendant le blocus du fort d'Aboukir, il chassa, avec une compagnie d'éclaireurs, les Turcs logés dans un santon (espèce de chapelle), dont la position leur servait à empêcher l'établissement d'une ligne qui devait faire serrer le fort de plus près. Nommé aide-de-camp du général de division Rampon, il servit en cette qualité à la seconde affaire d'Aboukir. Devenu chef de bataillon, le 29 mars 1801, il continua son service au camp d'Alexandrie, pour empêcher les approches de la place. Il rentra en France avec l'armée d'Orient, et reçut une commission de 4e chef de bataillon. Chargé du détail dans la 32e demi-brigade d'infanterie de ligne, alors en garnison à Saint-Denis, il partit avec le 1er bataillon de sa demi-brigade pour se rendre à Saint-Malo, où il devait s'embarquer sur des chaloupes canonnières que l'on voulait faire descendre jusqu'à Boulogne. Il reçut, le 22 décembre 1803, la commission de major au 33e régiment de ligne, se rendit au camp d'Ostende, y fut reconnu à la tête du corps, et alla prendre le commandement du dépôt à Tournay. En 1806, il eut le commandement d'un régiment provisoire de dragons à pied, à la tête duquel il se trouva à la bataille d'Iéna. Ces dragons ayant été montés, le major Pouchelon eut l'ordre de prendre le commandement du 33e régiment de ligne qui marchait en Pologne. Le 24 décembre, à l'affaire de Nazielsk, il reçut une blessure dangereuse. Il fut nommé colonel du même régiment, le 7 janvier 1807, à l'époque de la bataille de Friedland, il fut employé sur la gauche vers Kœnisberg, et continua jusqu'à Tilsitt, d'où il revint camper près de Sockazew. En 1808, il cantonna, avec son régiment, à Bromberg, puis à Breslau, et enfin à Bayreuth. Employé à la grande-armée, en 1809, il fit la campagne d'Autriche, se distingua en plusieurs occasions et notamment aux batailles d'Eckmühl et de Wagram. En 1810, il cantonna à Braunau, Nuremberg et Francfort-sur-le-Mein. En 1811, il se dirigea sur le Mecklembourg, prit d'abord ses quartiers à Wismar et aux environs, et campa ensuite à Rostock. En 1812, il entra dans la Poméranie suédoise,

et s'établit à Greiswalde. Il fit la campagne de Russie, et reçut deux blessures à la bataille de la Moskova. Nommé général de brigade, le 8 octobre, il fut chargé, en 1813, d'inspecter des bataillons de nouvelle levée qui se trouvaient à Erfurth. Il eut ensuite le commandement d'une brigade qui manœuvra sur les rives de l'Elbe depuis Magdebourg jusqu'à Dresde : cette brigade faisait partie du corps d'armée du général Vandamme. Il reçut, à l'affaire de Kulm, une blessure grave. En 1814, il eut le commandement d'une brigade à l'armée de réserve de Lyon. En 1816, il fut admis à la retraite. En récompense de ses services, il avait été successivement nommé membre de la Légion-d'Honneur, et officier dans la même Légion. Napoléon l'avait créé baron, et lui avait donné une dotation en Westphalie. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*.)

DU POUGET (François-Louis), *comte de Nadaillac*, *lieutenant-général*, entra au service dans les mousquetaires, le 19 juillet 1721. Il obtint, le 5 novembre 1733, une compagnie de cavalerie au régiment de Talleyrand (depuis Chabrillant). Il la commanda à l'attaque des lignes d'Etlingen, et au siège de Philisbourg, en 1734; à l'affaire de Clausen, en 1735; à la prise de Prague, en 1741; au combat de Sahay, au ravitaillement de Frawemberg, à la défense et à la retraite de Prague, en 1742, et à la bataille de Dettingen, en 1743. Le 30 juillet de cette dernière année, il reçut le bâton d'exempt des gardes-du-corps. Il fit toutes les campagnes de Flandre, de 1744 à 1748, soit avec le roi, soit avec les gardes-du-corps, et se trouva aux siéges de Menin, d'Ypres, de Furnes et de Fribourg, en 1744; à la bataille de Fontenoy, aux siéges de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745; à la bataille de Raucoux, en 1746; à celle de Lawfeld, en 1747, et au siége de Maestricht, en 1748. Dès le 3 janvier 1745, il avait obtenu une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie. Il fut promu au grade de brigadier, le 10 mai 1748, et obtint, le 11 juin 1758, un brevet pour tenir rang d'enseigne des gardes-du-corps. Nommé maré-

chal-de-camp, le 20 février 1761, il fut employé, en cette qualité, au camp de Dunkerque, par lettres du 1er mai 1762. Le roi le gratifia d'une pension, en considération de ses longs services, et des blessures qu'il avait reçues dans les diverses campagnes qu'il avait faites. En 1770, il eut l'honneur d'être choisi pour aller chercher la reine à Strasbourg. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, le 1er mars 1780, et mourut à Brie-Comte-Robert au mois de septembre 1783. (*Chronologie militaire*, *tom. VII*, *pag.* 432; *annales du temps.*)

DE POYANNE, *voyez* DE BAYLENS.

DE PRACONTAL (Armand, *marquis*), *lieutenant-général*, fut d'abord capitaine au régiment de Lyonnais, en 1671, et servit, en 1672, à tous les siéges que fit M. le prince de Condé, et fut employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Turenne, en 1673. Il leva une compagnie dans le régiment de la Reine-Dragons, par commission du 2 janvier 1674; combattit à Sintzheim, à Ensheim, et à Mulhausen, la même année; à Turkeim, le 5 janvier 1675. et à Attenheim, après la mort du maréchal de Turenne. Il contribua à faire lever aux ennemis les siéges d'Haguenau et de Saverne, Il combattit à Kokesberg, sous M. de Luxembourg, en 1676. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 11 mars 1677, il combattit à Cassel, sous les ordres de MONSIEUR; servit au siége et à la prise de Saint Omer; et se trouva, en 1678, aux siéges et à la prise de Gand et d'Ypres. Son régiment ayant été réformé, le 8 août 1679, il fut incorporé, par ordre du 15, avec sa compagnie, dans le régiment de Bartillat. Il servit au camp du pays Messin, en 1682; au camp de la Saône, en 1683; à l'armée qui couvrit le siége de Luxembourg, en 1684; au camp de la Saône, en 1685, et au camp sur la même rivière, du 6 juin au 12 août 1688. Il rétablit son régiment, par lettres du 20 août de la même année. Il servit, en 1689, au camp de Florainville, en Flandre, d'où il passa, au mois de septembre, à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Lorges. Créé brigadier,

par brevet du 10 mars 1690, il fut employé à l'armée de la Moselle, sous le marquis de Boufflers, et à l'armée de Flandre, sous M. de Luxembourg, en 1691. Il y fut aussi employé pendant l'hiver, sous M. de Boufflers, par ordre du 21 octobre. Il se trouva au siége et à la prise des ville et château de Namur, et au combat de Steinkerque, en 1692, et fut employé en Flandre pendant l'hiver, par ordre du 29 octobre. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 30 mars 1693, il se démit de son régiment, combattit à Neervinde, où il fut blessé; servit au siége de Charleroy, et commanda pendant l'hiver à Mons, sous M. de Ximenès, par ordre du 29 octobre. En 1694, on l'employa à la défense des lignes sous le marquis de la Valette; et, pendant l'hiver, à Mons, sous le marquis de Montrevel, par ordre du 2 novembre. Il commanda un camp volant, pendant le siége de Namur, en 1695. Il servit ensuite au bombardement de Bruxelles, sous le maréchal de Villeroy; à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, en 1696 et 1697, et au camp de Coudun près Compiègne, par lettres du 13 août 1698. Il fut pourvu du gouvernement de Menin, en 1699. Employé à l'armée du Milanais, par ordre du 26 décembre 1700, il y combattit à Carpi et à Chiari, en 1701. Détaché au mois de septembre, avec 1300 chevaux pour l'escorte d'un convoi, il battit le général Palfi, qui vint l'attaquer avec 1200 chevaux, tua 40 hommes, fit 30 prisonniers, ne perdit qu'un cornette, et conduisit le convoi au camp. Instruit, au mois de novembre, qu'un détachement des ennemis, composé de 150 cuirassiers et de 100 hussards, avait enlevé quelques chevaux des vivres, il se mit en embuscade avec 100 chevaux et 4 compagnies de grenadiers, attaqua le détachement ennemi, tua 30 hommes, en prit 25, enleva 50 chevaux, et reprit tous ce que les ennemis emmenaient. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 29 janvier 1702, et employé à l'armée d'Italie, sous le duc de Vendôme, par lettres du 21 février, il contribua à la victoire remportée à San-Vittoria. Il se trouva au siége et à la bataille de Luzzara, à la prise de Canetto et de

Borgoforte. Employé en Flandre, sous le maréchal de Villeroi, en 1703, il y commanda un camp volant, avec lequel il fut chargé de défendre les lignes de la Mehaigne. Commandant, au mois de septembre, un corps de 20 bataillons et de 20 escadrons, il se posta sur la frontière du Luxembourg, et y observa les ennemis, qui faisaient le siége de Limbourg. Il conduisit ensuite à l'armée du Rhin 24 escadrons, et joignit le maréchal de Tallart, le 15 novembre, à 4 heures du matin. La bataille de Spire fut livrée le même jour, et le marquis de Pracontal y fut tué aux premières décharges. (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 442; *Mémoires du temps*, *Gazette de France.*)

DE PRADEL (François), *commandant d'armée*, commença à servir comme lieutenant au régiment de Piémont, en 1638. Il concourut, la même année, au siége de Saint-Omer; à celui d'Hesdin, en 1639, et à celui d'Arras, en 1640 : à cette dernière époque, il était capitaine au même régiment. L'année suivante, il servit avec distinction au siége d'Aire, sous le maréchal de la Meilleraye. Il se trouva, en 1642, à la bataille d'Honnecourt, où le maréchal de Guiche fut défait. Employé sous le duc d'Enghien, en 1643, il combattit à la journée de Rocroy, et se trouva à la prise d'Emery, Barlemont, Maubeuge et Binch, et aux siéges de Thionville et de Sierck. Employé à l'armée de Flandre, sous MONSIEUR, en 1644, il servit au siége de Gravelines, et se trouva, en 1645, aux siéges de Bourbourg et de Menin. La distinction de ses services lui fit donner une lieutenance au régiment des gardes-françaises, le 30 décembre de la même année. Il se trouva l'année suivante aux siéges de Courtray, de Bergues et de Mardick. Devenu capitaine au régiment des gardes-françaises, en 1641, il servit aux siéges de la Bassée et de Lens. En 1648, servant sous M. le prince de Condé, il se trouva au siége d'Ypres, et à la bataille de Lens. Il fut employé à l'armée devant Paris, et ensuite en Flandre, en 1649, sous le comte de Harcourt. Il se trouva aux siéges de Cambray, de Condé et de Maubeuge. Il commanda le régiment des gardes à la

bataille de Rethel, le 15 décembre 1650, et le fit passer très à propos du centre à l'aile droite : ce mouvement décida de la victoire, en obligeant le vicomte de Turenne de sortir de son poste, et de charger les gardes-françaises, qui défirent entièrement tout ce qu'on leur opposa. Après la bataille, il fut fait maréchal-de-camp. Il servit les années suivantes, avec le régiment des gardes. Créé lieutenant-général des armées du roi, en 1657, il servit, cette année et la suivante sous le vicomte de Turenne. Pendant la bataille de Dunes, en 1658, il resta dans les tranchées devant Dunkerque, pour commander le siége, avec 14 compagnies des gardes-françaises et 6 escadrons. Il fut nommé, le 20 mars 1661, pour commander en Lorraine, et eut des lettres de service, le 12 août 1663, pour servir, comme lieutenant-général dans l'armée du maréchal de la Ferté, en Lorraine : il y fit travailler à la démolition de Nancy. Le duc de Lorraine fit sa paix en septembre. Commandant en chef l'armée envoyée au secours de l'électeur de Mayence, par pouvoir du 25 mars 1664, Pradel assiégea Erfurth, dont il se rendit maître après 20 jours d'attaque, et remit cette place entre les mains de l'électeur. Commandant en chef l'armée envoyée aux Hollandais contre l'évêque de Munster, par pouvoir du 20 octobre 1665, il contraignit ce prince de faire la paix avec les Hollandais, et de leur restituer les places qu'il leur avait prises. Il revint en France au commencement de 1666. Après la paix faite entre ces deux puissances, il fut fait gouverneur de Bapaume, en décembre 1664, et lieutenant-colonel du régiment des gardes, par commission du 1er mars 1667. Employé comme lieutenant-général à l'armée de Flandre, sous le vicomte de Turenne, par lettres du 6 mai suivant, il se trouva à la prise de Charleroy, au mois de juin. Il servit ensuite à l'armée des Pays-Bas, sous le même général, par lettres du 30 mars 1668 : la paix se fit à Aix-la-Chapelle, au mois de mai. Il devint grand-bailli de Bapaume, par provisions du 24 juillet de la même année. Il se démit du gouvernement de Bapaume et obtint celui de Saint-Quentin, par provisions du 29 mars 1672.

Il n'a point servi depuis. Il se démit de la lieutenance-colonelle du régiment des gardes, le 28 mars 1675; se retira dans ses terres, et mourut, le 17 juin 1690. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 544. *Histoire militaire de Louis XIV par M. de Quincy; le président Hénaut, le Père d'Avrigny, Histoire de la maison du roi par l'abbé de Neufville; Gazette de France.*)

DE PRASLIN, *voyez* DE CHOISEUL.

DU PRAT DE NANTOUILLET (Louis-Antoine), *marquis de Barbançon,* entra au service comme lieutenant, en 1731. Il eut, en 1735, au régiment de cavalerie, qu'il commanda pendant les guerres de cette époque. On le créa brigadier, le 13 août 1744, et maréchal-de-camp, le 1er janvier 1748. Il obtint le grade de *lieutenant-général,* le 1er mai 1758. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 596.)

LE PRÉCIGNY (Renaud), *maréchal de France*, fit en cette qualité le voyage d'Afrique, et y périt, en 1270. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 110.)

DE PRÉCY, *voyez* PERRIN.

DE PREISSAC D'ESCLIGNAC (Charles-Louis, *comte*), fut mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, que l'on incorpora dans un autre corps. Il devint alors mestre-de-camp du régiment de Clermont-Prince. Il obtint le grade de brigadier de cavalerie, le 25 décembre 1766, devint maréchal-de-camp, le 3 janvier 1770, et fut fait *lieutenant-général des armées du roi,* le 1er mars 1784. (*Etats militaires.*)

LE PRESTRE DE VAUBAN (Sébastien), *maréchal de France,* naquit le 1er mai 1633. Il entra, dès l'âge de 17 ans, comme cadet au régiment de Condé, en 1651, et fit ses deux premières campagnes sous M. le prince de Condé, alors attaché aux Espagnols. Son génie extraordinaire et ses talents pour les fortifications, portèrent ce prince à l'employer aux fortification de Clermont en Lorraine, dès 1652.

Servant, la même année, au siége de Sainte-Ménéhould, il y fit quelques logements; et, pendant l'assaut, il passa la rivière à la nage sous le feu des ennemis. Ayant été pris, en 1653, par un parti français, le cardinal Mazarin l'engagea au service du roi, et lui obtint une lieutenance au régiment de Bourgogne. Il servit, la même année, en qualité d'ingénieur en second, sous le chevalier de Clerville, au siége de Sainte-Ménéhould, que le roi prit, le 26 novembre : Vauban fut chargé d'en faire réparer les fortifications. Il fit encore les fonctions d'ingénieur au siége de Stenay, pris le 6 août 1654, et y fut dangereusement blessé. Il marcha ensuite au siége de Clermont, qui se rendit, le 24 novembre. Nommé ingénieur, par brevet du 3 mai 1655, il servit aux siéges et à la prise de Landrecies, de Condé et de Saint-Guilain. Il obtint, en 1656, une compagnie au régiment d'infanterie de la Ferté; servit au siége de Valenciennes, levé par les Français, le 16 juillet, et y reçut une blessure considérable. Au siége de Montmédy, rendu le 6 août 1657, il reçut encore trois blessures. Il conduisit en chef les siéges de Gravelines, d'Oudenarde et d'Ypres. Il devint, en 1662, lieutenant-colonel du régiment de la Ferté. Il obtint, par commission du 24 octobre 1663, une compagnie au régiment de Picardie, et se démit alors de la lieutenance-colonelle du régiment de la Ferté. Il fortifia Charleroy, en 1667, et reçut, au siége de Douay, un coup de mousquet à la joue, dont il porta toujours la marque. Il obligea Lille de se rendre, après 9 jours de tranchée ouverte. Le roi lui donna une gratification considérable, et une lieutenance au régiment des gardes, le 2 septembre. En 1668, il construisit la citadelle de Lille, dont Louis XIV lui donna le gouvernement, par provisions du 3 juin. Il se démit alors de la lieutenance aux gardes. Il se démit aussi de sa compagnie dans le régiment de Picardie, au mois d'avril 1669. La paix ayant été faite, il alla en Piémont, et y donna au duc de Savoie des dessins et des plans pour fortifier Vérue, Verceil et Turin. Ce prince lui fit présent de son portrait enrichi de diamants. Pendant la guerre qui commença en 1672, il accompagna

toujours le roi Louis XIV, conduisit tous les siéges importants, fit réparer et fortifier toutes les places prises, visita les frontières, et fit fortifier toutes les parties exposées. Il se transporta successivement dans toutes les armées, et alla, lorsqu'il fut nécessaire, d'une extrémité du royaume à l'autre. Il se servit pour la première fois des parallèles et des places d'armes au siége de Maestricht, en 1673. Il fut blessé à celui d'Aire, en 1676. Le roi le fit successivement brigadier, par brevet du 30 août 1674; maréchal-de-camp, par brevet du 3 août 1676; et commissaire-général des fortifications de France, à la mort du chevalier de Clerville, par provisions du 4 janvier 1678. Vauban fut nommé gouverneur de Douay, à la mort de M. des Bonnets, par provisions du 24 décembre 1680, en remettant le gouvrenement de la citadelle de Lille. Il fit construire, pendant la paix, le fort de Dunkerque; fortifia, en 1681, Casal et Strasbourg, et dirigea lui-même l'exécution difficile des écluses pour la navigation de la Bruche. Il se démit du gouvernement de Douay, au mois de février 1683. Le roi lui ayant rendu celui de la citadelle de Lille, par de nouvelles provisions du 12 janvier 1684, il le garda pendant toute sa vie. La même année, il conduisit le siége de Luxembourg, qu'il força de se rendre. La trève conclue à Ratisbonne, le 15 août, ayant pacifié l'Europe, Vauban construisit, pendant cette paix, l'aqueduc de Maintenon, perfectionna le canal de communication des mers, et fortifia Montroyal et Landau. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 24 août 1688, et employé en cette qualité, par lettres du 16 septembre, dans l'armée de Mgr. le dauphin, il conduisit le siége de Philisbourg, qui se rendit, le 29 octobre, après 24 jours de tranchée ouverte; celui de Manheim, qu'on prit, le 11 novembre, et enfin celui de Franckenthall, qui ouvrit ses portes, le 18. Le roi le récompensa de ses services, en lui donnant quatre pièces de canon, à prendre dans les arsenaux de ces trois places, pour les mettre dans son château de Basoche : ce privilége était unique jusqu'alors. Vauban eut le commandement à Ypres, à Dunkerque, à Bergues et dans la Basse-Flandre, par commis-

sion du 9 mai 1689, pour s'enfermer dans celles de ces places qui seraient attaquées : aucune ne le fut. Les soins qu'il prit pour fortifier Ypres, en 1690, lui occasionnèrent une maladie, qui l'empêcha de servir cette année; mais il répara cette oisiveté forcée, en dirigeant le siége de Mons, que le roi prit, en seize jours de tranchée ouverte, le 9 avril 1691; celui de la ville de Namur, qui se rendit au roi, le 5 juin 1692, et celui de la citadelle qu'on prit le 30. Il fut nommé grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, par provisions du 8 mai 1693. Il conduisit, la même année, le siége de Charleroy, qui se rendit, le 11 octobre. Employé en Bretagne, par lettres du 28 avril 1694, il en défendit les côtes contre les entreprises des ennemis. Une flotte anglaise ayant doublé l'île d'Ouessan, le 16 juin, entra, le 17, dans la baie de Camaret, avec 36 vaisseaux de guerre, 12 galiotes à bombes et 80 petits bâtiments et y débarqua 900 hommes. Le 18, les Anglais furent chargés, renversés et poursuivis jusques dans leur chaloupes. Ils laissèrent sur la place 400 morts et 548 prisonniers, dont 40 officiers. Leurs chaloupes ayant échoué, ils perdirent 5 de leurs bâtiments. Il commanda à Brest et sur les côtes, par pouvoir du 20 mars 1695. Il dirigea, en 1697, le siége d'Ath, sous le maréchal de Catinat, et y fut blessé. Il se servit à ce siége, et pour la première fois, de trois parallèles, nouveau système de son invention, excellent pour contenir les sorties d'une garnison : la place se rendit, le 5 juin. On le reçut membre honoraire de l'académie des sciences, en 1699. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 14 janvier 1703, il prêta serment le 31 mars. Il commanda l'armée d'Allemagne, avec le maréchal de Tallart, sous M. le duc de Bourgogne, par pouvoir du 28 juillet, et conduisit les travaux au siége de Brisack, qui se rendit, le 6 septembre, après 13 jours et demi de tranchée ouverte. Le roi le fit chevalier de ses Ordres, le 2 février 1705. Après la bataille de Ramillies, que les Français perdirent, le 23 mai 1706, il eut un pouvoir du 12 juin, pour commander à Dunkerque et sur les côtes maritimes. S'étant rendu dans cette place, le 20, il fit faire entre

Dunkerque et Bergues un camp retranché, qui eut obligé les ennemis, s'ils eussent voulu faire le siége de Dunkerque, d'investir en même temps Bergues et le camp retranché : cette mesure fit échouer le dessein des Anglais sur Dunkerque. Il mourut l'année suivante (1) (2). (*Chronol. milit., t. III, pag.* 126; *Mém du Père d'Avrigny, M. de Quincy, Journal du Père Griffet, Bauclas, le président Hénaut, Abrégé de son éloge, à la tête de son Traité de l'attaque et de la défense des places, Histoire de France, par Anquetil, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, t. XIV; pag.* 344.)

---

(1) Le maréchal de Vauban était un véritable Romain, sous les traits d'un Français ; sujet plein d'une inviolable fidélité, il aimait mieux bien servir que plaire. Personne n'eut plus que lui un zèle ardent pour la gloire de sa patrie. Il s'occupait aussi, avec soin, des moyens de soulager les citoyens. Il possédait un sens droit et très-étendu. Méprisant la politesse artificielle dont le monde se contente, il la remplaçait par une bonté, une humanité et une libéralité bien plus solides. Ses mœurs pures et austères tinrent bon contre les plus brillantes dignités. Il possédait au degré le plus éminent la science difficile des fortifications et de la défense des forteresses. Lorsqu'il mourut, il avait travaillé à 300 anciennes places, en avait construit 33 nouvelles, s'était trouvé à 140 combats ou actions de vigueur, et avait conduit 53 siéges. Il a laissé sur ces matières des mémoires dont le mérite a toujours été généralement reconnu. Fortifications, détails des places, discipline militaire, campements, manœuvres, courses par mer, en temps de guerre; finances, culture des forêts, colonies françaises, telles furent les diverses parties que son profond génie traita avec les plus grands développements.

(2) Le corps du maréchal avait été inhumé dans sa terre de Basoche, en Nivernois. Pendant les orages de la révolution, ses restes furent enlevés du cercueil qui les renfermait, et il n'a resté que son cœur, enfermé dans une boîte de plomb. En 1804, le corps du génie obtint de Buonaparte l'autorisation de recevoir des mains du sous-préfet d'Avallon le cœur du maréchal Vauban, pour être transféré en l'église des Invalides à Paris, où il a été effectivement déposé, et où on a élevé un mausolée en l'honneur de cet illustre guerrier.

DE **PRÉVAL** (Claude-Antoine, *chevalier*), *général de brigade*, était issu d'une famille ancienne et recommandable, qui avait donné à l'état plusieurs officiers-supérieurs de tous grades. Orphelin dès son bas âge, il eut à vaincre beaucoup de difficultés pour succéder à ses ancêtres dans la profession des armes, où ils s'étaient distingués. Il s'échappa, à l'âge de 14 ans, de chez son tuteur pour se réfugier dans le régiment d'Enghien, où M. Pecauld de Chaugui, son parent, était capitaine. Il servit comme volontaire, pendant la guerre de *sept ans*, et fut blessé aux batailles d'Hastembeck et de Creweldt. Il fit ensuite les campagnes de la guerre d'Amérique, où il acquit une expérience qu'il développa depuis dans les guerres de la révolution. En 1791, il était en semestre à Salins, sa ville natale, lorsque des troubles vinrent agiter la France entière. Ses concitoyens, très-proches voisins d'un pays ennemi, craignirent alors pour leur sûreté; mais ils furent rassurés du moment où M. de Préval eut accepté le commandement de la garde nationale, poste que déjà il avait précédemment refusé. Il justifia la confiance que l'on avait eue en lui, en maintenant le bon ordre, la tranquillité et la sécurité à Salins; aussi, lorsqu'il fut forcé de quitter cette ville pour rejoindre son régiment, reçut-il les témoignages les plus flatteurs de la reconnaissance publique. Dès qu'il fut arrivé à son régiment, le lieutenant-général de Ferrières, qui connaissait la réputation et les talents militaires de M. de Préval, le choisit pour défendre les gorges du Porentruy, regardées alors comme un point très-important, et pour couvrir en même temps l'Alsace et la Franche-Comté. Les dispositions que fit M. de Préval, furent tellement bonnes et avantageuses, qu'ils obtinrent l'approbation de tous les généraux de l'armée du Rhin. Après la prise de Spire, on lui donna le commandement de cette place, comme à l'un des officiers le plus en état de faire aimer et respecter le nom français, et de se concilier l'estime d'une population nouvellement conquise. Il justifia ce choix par le respect qu'il fit porter aux personnes et aux propriétés, et par la discipline sévère qu'il fit observer parmi les troupes. Ap-

pelé peu de temps après à Landau, il arriva dans cette ville avec son régiment, lorsque déjà elle était serrée de près par les armées ennemies. La réputation de bravoure qui avait précédé M. de Préval, détermina le général Laubadère, commandant en chef dans la place, de lui confier le commandement du fort de Landau, à la conservation duquel était attaché le salut de la place. L'attaque des ennemis était très-vigoureuse contre ce fort, sur lequel ils dirigèrent leurs principales batteries; mais la défense que fit M. de Préval ne fut pas moins opiniâtre; jour et nuit, il parcourait les remparts, accompagné de son fils (dont l'article biographique suivra celui ci), donnant par tout des ordres et faisant même le service aux parcs d'artillerie. Enfin l'intrépide et tenace résistance du brave commandant du fort de Landau *lassa* la persévérance des assiégeans, et fut en grande partie cause de la levée du siége de la place (1). Pendant le siége de Landàu, deux factions divisaient les hàbitants de cette forteresse; mais M. de Préval ne prit aucune part aux scènes politiques qui en furent la suite: seulement, il utilisa le crédit et l'influence dont il jouissait, pour arracher tour-à-tour le représentant du peuple Dentzel et le général Laubadère des mains de leurs ennemis respectifs. Le gouvernement récompensa les services de M. de Préval, en lui conférant le grade de général de brigade, et en lui donnant en même temps le commandement en chef de la place de Landau, à la défense de laquelle il venait de concourir si glorieusement. Sous l'administration sage et paternelle de M. de Préval, les habitants de Landau commençaient à oublier les malheurs d'un siége long et meurtrier, lorsqu'un accident des plus fâcheux vint replonger cette ville dans le deuil et l'affliction : le feu

---

(1) Sommé par un officier prussien de rendre le fort de Landau, que l'on savait être dépourvu de vivres, M. de Préval répondit : « Dites à » votre général qu'il nous reste nos bottes et nos souliers à manger, et » qu'après cela nous aurons encore la ressource de nous ensevelir sous » les ruines de la place. »

prit à l'arsenal Aussitôt que l'explosion eut annoncé ce qui se passait sur ce point, le général Préval y accourut à travers une population considérable, déjà consternée, et qui fuyait ce théâtre d'horreurs et de dangers. Les soldats les plus intrépides de la garnison n'osaient même approcher; mais le général Préval parvint, par ses exhortations pressantes, à ramener leur courage; et, après avoir donné ses ordres, il se précipita au milieu des matières enflammées. Ce généreux dévouement enhardit les plus timides; tous se mirent à l'ouvrage, à l'exemple du chef, et chacun rivalisant de zèle et d'activité, on parvint en peu d'heures à couper toute communication entre l'arsenal et le magasin à poudre, dont l'explosion était fortement à craindre. On peut dire avec vérité que sans le courage, la présence d'esprit et la fermeté du général Préval, la ville de Landau n'aurait offert qu'un monceau de ruines, sous lequel ses habitants se seraient trouvés engloutis. Des services aussi signalés, et un tel dévouement à la chose publique, devaient mettre le général de Préval à l'abri de tout soupçon; cependant des malveillants, qui déjà avaient cherché à le représenter comme regrettant l'ancien ordre de choses, saisirent avec avidité cette malheureuse circonstance pour faire revivre leurs anciennes calomnies, et osèrent imputer au général Préval d'être l'auteur ou le complice d'une catastrophe, dans laquelle il avait lui-même failli perdre la vie. Le représentant du peuple près de l'armée du Rhin et les autorités locales de Landau, prirent hautement la défense du général Préval; mais le gouvernement d'alors, était tellement faible et tellement dominé par des factieux, auxquels il croyait devoir céder, que, tout en rendant hommage à l'innocence de ce brave et digne officier, il lui ordonna de cesser ses fonctions, et de se retirer dans ses foyers. Rentré chez lui à Besançon, par suite de cette décision, le général Préval y fut souvent consulté par les autorités civiles qui s'aidèrent de ses conseils et de son expérience. De leur côté les généraux qui se succédèrent dans le commandement de la 6e division militaire, le nommèrent président d'un conseil de guerre, où il rendit en-

core des services à l'état. L'inaction à laquelle il avait été si injustement condamné, devint donc, par le fait, une continuation d'activité. Pour réparer en quelque sorte les injustices dont ce brave et respectable officier était depuis si long-temps la victime, le premier consul Buonaparte l'attacha, dans son grade de général de brigade, au corps des vétérans, dont l'état-major résidait à Besançon. Environné de la considération publique, et entouré d'amis, le général de Préval fut frappé, le 2 janvier 1808, d'une attaque d'apoplexie, à laquelle il succomba le 13 du même mois. M. de Préval avait été créé, avant la révolution, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*États et brevets militaires, annales du temps.*)

DE PRÉVAL (Claude-Antoine-Hippolyte, *vicomte*), *lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit à Salins en Franche-Comté, le 18 août 1772. Destiné dès son enfance à l'état militaire, et ayant une vocation naturelle pour la carrière des armes, la vie des grands capitaines qui ont illustré la France devint sa lecture favorite. Dès l'âge de 10 ans, il avait été porté comme volontaire sur les contrôles du régiment d'Enghien, dans lequel servait son père. Le 2 septembre 1789, il fut admis dans ce corps comme sous-lieutenant, et passa, le 5 mars 1791, avec le grade de lieutenant, dans le 21e régiment d'infanterie de ligne (ci-devant Guienne). Des réclamations s'élevèrent alors à cause de son âge; mais, après des examens réitérés, sa capacité ayant été bien reconnue, il fut maintenu dans son emploi. Nommé lieutenant, le 26 août 1792, il eut le commandement de l'artillerie régimentaire du corps, et justifia ce choix par la bravoure et l'intelligence qu'il déploya pendant le blocus et le bombardement de Landau. Devenu capitaine, le 23 juin 1794, il se signala encore en délogeant, avec 8 pièces de canon, et après un combat long et opiniâtre, une batterie ennemie de 14 bouches à feu, en avant de Weingarten près de Spire. Quelques jours après, l'artillerie qu'il commandait seconda habilement, dans la forêt de Schifferstadt, la compagnie d'artillerie du capi-

taine Mossel. Au siége du fort du Rhin, dépendant de Manheim, il fut adjoint à l'arme du génie, et mérita par ses talents et son activité les éloges du colonel cette arme qui en dirigeait les travaux. Une loi de circonstance, commune à beaucoup de braves officiers, l'ayant fait descendre du rang de capitaine à celui de soldat, de nombreuses réclamations furent faites en sa faveur par ses camarades, et furent basées sur les talents, le courage, la bonne conduite et la capacité dont il n'avait cessé de donner des preuves. Les généraux Michaud, Desaix et Beaupuy lui firent rendre l'emploi de capitaine, et il passa alors à l'état-major de l'armée. Pendant la campagne de 1796, le capitaine Préval fut adjoint à l'adjudant-général Grandjean. Le général Gouvion, qui commandait alors le centre de l'armée du Rhin-et-Moselle, lui confia plusieurs missions difficiles et lui donna habituellement la conduite des têtes de colonnes, et celle des tirailleurs. Lors de la retraite de l'armée du Rhin-et-Moselle, le capitaine Préval fut détaché près du général Gérard, dit *le Vieux*, qui devait forcer le passage du val d'Enfer : ce général déclara dans son rapport officiel sur ce passage, que Préval avait efficacement concouru au succès de l'entreprise. La confiance dont le capitaine Préval jouissait le fit charger d'une opération aussi importante que délicate. Aussitôt que les premières colonnes de l'armée de Rhin-et-Moselle commencèrent à déboucher des montagnes Noires, il fut envoyé, avec 3 escadrons de troupes légères, pour éclairer toute la plaine entre Fribourg et le Vieux-Brisach. On le chargea en même temps de reconnaître les positions de l'armée ennemie, et d'établir, si cela était possible, des communications avec la rive gauche du Rhin. Dès le même jour, à onze heures du soir, Préval, après avoir rempli avec le plus grand succès la premiere partie de sa mission, se jeta dans le Vieux-Brisach, y ramena et rétablit les troupes qui avaient abandonné la place, et leur donna des instructions. En même temps, il expédia des dépêches aux commandants de Neuf-Brisach et de Strasbourg, pour les informer de la marche de l'armée, dont ils n'a-

vaient point de nouvelles, et leur suggéra ce qu'ils pouvaient avoir à faire pour favoriser le retour de cette armée. Le général en chef loua hautement ces sages dispositions, qui n'avaient pu être prévues ni dictées, et que Préval avait faites de son propre mouvement. Préval servit avec beaucoup de distinction au siége de Kehl. En 1797, il passa, avec l'adjudant-général Grandjean, à l'armée d'Italie. Par arrêté du 5 février 1798, il fut nommé chef de bataillon, et du nombre des 10 officiers d'état-major que le gouvernement autorisa à faire les fonctions d'adjudant-général. Employé dans la division d'avant-garde de l'armée, il profita de toutes les occasions pour justifier l'opinion que l'on avait de sa capacité et de son sang-froid, et ces occasions se présentèrent d'autant plus souvent, qu'il eut alors la conduite de différents corps de troupes assez nombreux et de toutes armes. A la bataille, livrée le 26 mai 1799, jour de l'ouverture de la campagne en Italie, il fut chargé de soutenir l'avant-garde avec 2 bataillons dont il dirigea parfaitement les efforts contre l'ennemis. Sa conduite dans cette journée lui valut le grade d'adjudant-général chef de brigade, auquel il fut promu, le 23 avril, et dont le brevet lui fut adressé avec une lettre de félicitations du gouvernement. A la bataille de Magnano, le 5 du même mois d'avril, l'adjudant-général Préval, étant à la tête de 4 bataillons et d'un pareil nombre d'escadrons, parvint à contenir, pendant six heures, des corps ennemis très-supérieurs en nombre, et qui venaient d'être victorieux sur une autre partie du champ de bataille. La précision des manœuvres qu'il fit exécuter empêcha les Autrichiens de gagner sur lui le moindre terrain et d'arriver au village de Buttepreda, position essentielle, vers laquelle tendaient tous leurs efforts. Après un long combat, les ennemis, comptant sur la fatigue et l'épuisement de forces des troupes françaises firent un mouvement vigoureux pour les enfoncer; mais celles-ci, bien dirigées par l'adjudant-général Préval, enlevèrent un bataillon de grenadiers hongrois et 6 pièces de canon. Peu de jours après cette affaire, Préval fut chargé des détails de l'état-major de la division

d'avant-garde, dont le commandement venait d'être donné au général Laboissière. Ce général, à l'exemple de son prédécesseur, confia à M. de Préval des directions importantes de troupes, et le chargea d'opérations essentielles. L'adjudant-général Préval fut nommé sous-chef de l'état-major-général de l'armée d'Italie, le 12 août. Il se trouva en cette qualité à la bataille de Novi, le 25 du même mois; et, quoique ses nouvelles fonctions dussent absorber tous ses moments, le général en chef Joubert et le chef de l'état-major-général Suchet le chargèrent de la reconnaissance des positions et des postes de l'armée ennemie. Quelque temps après cette bataille, l'adjudant-général Préval, auquel on avait déjà reconnu un coup-d'œil sûr et rapide dans les combats, et une intrépidité calme et réfléchie, prouva qu'il réunissait aussi la force de caractère et le courage d'esprit qui imposent à la multitude et donnent sur elle un ascendant irrésistible. L'armée d'Italie, battue à Novi, était depuis long-temps en proie à toutes les privations et au dénûement le plus absolu. Le mécontentement et le découragement s'étaient glissés parmi les troupes, et 4000 soldats révoltés, dans le pays qui s'étend de la rivière de Gènes à Nice, avaient forcé les officiers et même les généraux à leur ouvrir un passage jusqu'à cette dernière ville. L'adjudant-général Préval y arrive et oblige les mutins de se former en corps sur la place d'armes; là, il leur déclare, d'une voix forte, qu'ils ne recevront que le quart de la ration de pain, attendu que la justice veut qu'avant tout on nourrisse ceux de leurs camarades restés dans le devoir, et qui sont à leur poste : il ajoute que d'ailleurs on ne doit rien à des soldats qui ne sont pas sous leurs drapeaux. Le lendemain, il parcourt la place à cheval, accompagné de tous les officiers de l'état-major-général, et voit avec peine que cette troupe mutinée, persiste à méconnaître l'autorité de ses chefs. Cependant, habile à manier l'esprit du soldat, Préval parvint à engager un grenadier à faire battre le rappel : un tambour obéit et donne le signal. Aussitôt les soldats se rassemblent et forment un demi-carré, dans le centre duquel Préval vient se placer. « Soldats, s'écrie-t-il, on

»se promet de votre honneur et de votre dévouement au »premier consul (Buonaparte), que vous attendrez pendant »deux jours encore l'arrivée du brave Masséna. Il amène »avec lui des secours, des renforts; il vous reconduira à la »victoire. » Cette allocution produisit l'effet que Préval en attendait; et les soldats, fidèles à la promesse qu'il parvint ainsi à leur arracher, ne commirent aucun désordre pendant les deux jours qu'ils restèrent encore à Nice. L'adjudant-général Préval fut nommé, le 20 février 1800, chef de l'état-major du lieutenant-général Suchet, qui commandait les divisions du centre de l'armée d'Italie. A cette époque, le général Masséna s'étant jeté dans Gênes avec l'aile droite de l'armée, le général Suchet eut, bientôt après, à défendre les lignes du Var, opération importante, pendant laquelle les fonctions du chef d'état-major Préval prirent un haut degré d'importance. Il s'en acquitta de manière à faire apprécier son zèle et ses talents militaires, par le général Suchet, qui, à la fin de cette brillante campagne, lui proposa le grade de général de brigade. Pressé par tous les généraux du corps d'armée d'accepter cette nomination, Préval s'en défendit, et fit connaître qu'il attachait alors plus d'importance à commander un régiment. Il fut chargé, le 19 juin, de régler les articles de l'évacuation de Gênes, avec le général autrichien de Hohenzollern, et remplit cette mission délicate avec beaucoup d'habileté. Il fit encore la campagne de 1801, en qualité de chef de l'état-major des divisions du centre. Le rapport qu'il adressa au général Oudinot, chef de l'état-major-général, sur les opérations de ces divisions pendant la campagne, fut imprimé et contient des détails très-instructifs, qui peuvent servir de matériaux pour l'histoire de la guerre. A la fin de cette campagne, le souhait qu'il avait manifesté de commander un régiment fut accompli, et on le nomma chef de brigade du 3e régiment de cavalerie, avec lequel il avait fait la guerre. Lors de l'insurrection des troupes françaises à Turin, ce corps qui, comme les autres, était dans un grand dénûment, refusa un jour de toucher la solde. Le colonel Préval dégrade les plus mutins et fait recevoir le

prêt en sa présence. Ayant cependant appris que ses cavaliers étaient prêts à se réunir aux autres régiments de la garnison révoltée, il va s'établir à la porte du quartier, et déclare que, pour en sortir, il faudra lui passer sur le corps. La fermeté bien connue de son caractère ne laissant aucun doute sur sa résolution, les cavaliers, autant par respect que par attachement pour la personne de leur colonel, rentrent dans leur chambrées. Le lendemain le désordre augmenta, et le colonel Préval usa de prudence pour prévenir une lutte inégale entre ses soldats et ceux des autres corps. Il choisit par compagnie 6 hommes braves et sages tout à la fois, et les envoya se réunir aux factieux. Ces cavaliers, d'après les instructions de leur colonel, ouvrirent leurs rangs aux généraux et aux officiers que l'on voulait entraîner et enfermer dans la citadelle, qui déjà était au pouvoir des insurgés. Le premier consul loua publiquement la conduite que le colonel Préval avait tenue dans cette circonstance, et rapprocha le 3e régiment de cavalerie de sa personne, en l'appelant dans la 1re division militaire (1). Pendant la paix, le colonel Préval partagea son temps entre l'instruction de son régiment et la rédaction des *Mémoires sur quelques parties de l'organisation, de l'administration et de la police des troupes*. Il publia ces mémoires qui obtinrent les suffrages des officiers-généraux les plus distingués, et qui méritèrent d'être mis sous les yeux de Buonaparte. Le colonel Préval composa aussi, pour son régiment, un réglement de service intérieur, fondé sur les anciennes ordonnances, et sur ce qu'une expérience de plusieurs années lui avait fait reconnaître

(1) A l'époque où Napoléon relevait les autels, l'oubli des sentiments religieux étant encore dans toute sa force aux armées, plusieurs cavaliers du 3e régiment de cavalerie, alors en garnison à Pignerol, s'étaient promis de rester debout et couverts devant une procession solennelle. Le colonel Préval, qui en fut instruit, parut au moment où l'évêque et son clergé passaient; et, voyant plusieurs cavaliers rester debout, il cria d'une voix forte : « Imitez vos pères; à genoux! » A ces mots, les soldats se prosternèrent.

bon et utile (1). En 1805, le colonel Préval fut employé à l'armée d'Allemagne, avec son régiment, et fit partie de la division du général Nansouty, qui contribua beaucoup à la victoire remportée à Austerlitz, le 2 décembre, par les brillantes charges qu'elle y exécuta. Le 2e régiment de cavalerie en fit notamment une pour culbuter l'ennemi, et lui enlever son artillerie, et l'on vit alors 60 hommes de ce régiment se précipiter au milieu des colonnes russes, et atteindre au-delà d'un défilé les canons de l'ennemi dont ils s'emparèrent. Cette brillante action fut louée sur le champ de bataille même par les généreaux Murat et Nansouty : le colonel Préval eut, dans cette charge, son cheval atteint par un boulet. Quoique d'anciennes blessures, encore aggravées par la chute d'un cheval renversé sur sa poitrine, semblassent condamner le colonel Préval à une inactivité, du moins momentanée, il s'empressa de rejoindre son corps à l'ouverture de la campagne de 1806, contre la Prusse, et se trouva à la bataille d'Iéna. Le surlendemain de cette bataille, la ville d'Erfurth ayant été investie, le grand-duc de Berg (Murat), chargea le colonel Préval de faire capituler cette place, défendue par 14,000 hommes, plus de 600 officiers et 6 généraux, et armée de 200 bouches à feu. Parmi les officiers-généraux ennemis se trouvaient le maréchal de Mollendorff et le prince d'Orange, qui, craignant de ternir leur gloire par une capitulation, voulaient faire résistance; mais le général Préval, ne considérant que l'intérêt de l'armée, leva cette difficulté, en proposant aux deux généraux des troupes prussiennes de ne faire aucune mention d'eux dans la ca-

(1) Ce règlement a servi de base au règlement de service intérieur que le général Préval a rédigé en 1816, et qui a été converti en ordonnance, en 1818. Le général Préval est encore auteur de plusieurs autres ouvrages importants, et entr'autres, d'un traité sur l'organisation de la cavalerie, d'un autre sur l'administration des troupes, et d'un projet de règlement de campagne, précédé de commentaires historiques fort curieux. C'est ce travail que l'auteur de l'excellent ouvrage sur la constitution de l'administration militaire, cite avec éloge, page 486.

pitulation. Ces marques d'égards et de ménagement gagnèrent la confiance de M. de Mollendorff et du prince d'Orange, qui se décidèrent alors à traiter plus promptement de la reddition d'Erfurth, dont la garnison fut faite prisonnière de guerre et conduite en France. M. de Préval fut nommé général de brigade, le 31 décembre 1806. Napoléon lui donna alors une preuve éclatante d'intérêt, en l'envoyant dans l'intérieur pour s'y remettre des fatigues de la guerre, et y servir, selon que sa santé le lui permettrait. Peu de temps après, le général Préval fut nommé au commandement du département de la Manche. Le 26 avril 1809, il demanda à réjoindre la grande-armée, qui marchait alors contre l'Autriche; mais Napoléon lui donna l'ordre de s'arrêter à Strasbourg, et le chargea de l'organisation de tous les renforts que l'armée devait successivement recevoir en cavalerie. Il fut nommé inspecteur-général de cavalerie, le 12 septembre 1809, et remplit les fonctions de cet emploi pendant les années suivantes. Il fut fait maître des requêtes au conseil-d'état, et attaché en cette qualité à la section de la guerre, par décret du 8 février 1810. Le général Préval sollicita encore vainement de rentrer en ligne pour la campagne de 1813; Napoléon jugea qu'il était plus important de lui confier l'inspection et l'organisation de la cavalerie qui devait reconstituer la grande-armée, détruite pendant la fatale retraite de Moskow. Le général Préval fut donc laissé à Mayence, et chargé de la cavalerie qui se trouvait dans les 5e, 25e et 26e divisions militaires, ainsi que du dépôt général de cette arme placé à Hanau. On ajouta, peu de temps après, à ces détails d'organisation ceux du commandement du duché de Francfort, commandement que les désastres de la grande-armée rendirent bientôt très-difficile. En effet, dans le mois d'octobre, on apprit les mouvements rétrogrades de l'armée, la défection des Saxons, et le désastre de Léipsick. Bientôt après, on sut que les Bavarois se joignaient aux armées des souverains coalisés contre la France, et qu'ils marchaient sur Aschaffembourg. Le général Préval n'avait pu réunir qu'environ 4000 hommes, dont 1200 de cavale-

rie ; et ce fut avec ce peu de forces qu'il parvint à contenir la ville de Francfort dans l'obéissance, et qu'il retarda la marche de l'armée bavaroise sur Hanau. Le 26 octobre, il défendit cette dernière ville pendant toute la journée, afin de couvrir la marche des débris de la grande-armée, qui déjà avait dépassé Hanau. Il parvint à conserver cette place jusqu'au 27 au matin, jour auquel une colonne de 20,000 hommes de toutes armes, marchant en désordre et, remplie de blessés, parut à la hauteur de Hanau, où elle trouva une bonne batterie de canons, dont elle se servit avec succès, pour repousser l'ennemi et retarder sa poursuite. Après le passage de cette masse, le général Préval se retira sur la hauteur de Berghen, et y attendit des nouvelles de l'armée. N'en ayant point reçu, le 30 au matin, et sachant que les Bavarois se portaient sur lui avec des forces considérables, il exécuta l'ordre qu'il avait reçu depuis plusieurs jours du maréchal Kellermann, et ramena ses troupes sur Mayence, dont elles étaient à peu près la seule défense. En 1814, il remplaça le général Roussel-d'Hurbal dans le commandement du dépôt général de la cavalerie. Après la restauration du trône des Bourbons, il fut nommé, le 20 avril de la même année 1814, membre de la commission de la guerre créée par arrêté de S. A. R MONSIEUR, lieutenant-général du royaume. Il fut créé lieutenant-général, inspecteur-général de la gendarmerie et chef de l'état-major-général de cette arme, par ordonnance royale du 10 mai suivant. Une autre ordonnance, du 18 juillet, le nomma inspecteur-général du corps de la gendarmerie, et il fut fait membre du comité de la guerre, par ordonnance du 18 décembre 1814. En 1815, pendant les *cent jours*, le général Préval commanda à Beauvais, et s'y fit remarquer par sa prudence et sa modération. Après le second retour du roi, il fut chargé d'une direction au ministère de la guerre, où le maréchal Gouvion Saint-Cyr le retint jusqu'au 6 septembre 1815. Depuis cette dernière époque, il a été employé comme inspecteur-général de cavalerie. Il a été compris, comme lieutenant-général, dans l'organisation du corps royal d'état-major, créé par

ordonnance royale du 6 mai 1818. Sous le règne de Napoléon, M. de Préval avait été nommé commandant de la Légion-d'Honneur, le 25 décembre 1805; chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer d'Italie (1), le 20 décembre 1807; grand'croix de l'ordre chapitral de Saint-Joachim de Wurtzbourg (2), le 24 septembre 1808, et revêtu du titre de baron. S. M. Louis XVIII l'a créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet 1814, et lui a conféré le titre de vicomte, le 29 mai 1818. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

LE PRÉVOST (Pierre) sieur du Barail, *maréchal-de-camp*, entra au service comme cadet aux gardes-françaises. Il servit en cette qualité, en 1630, au siége de Veillane et au combat livré devant cette place, contre les Impériaux, les Espagnols et le duc de Savoie, par le duc de Montmorency et le marquis d'Effiat. Il servit la même année à la prise de Saluces, et au combat de Carignan. Il fut du nombre des volontaires choisis pour attaquer une demi-lune au bout du pont de Carignan, et fut blessé à cette action d'un coup de mousquet au bras gauche. Il se trouva le même année au secours de Cazal assiégé par le marquis de Spinola. En 1632, il servit au siége de Nancy, en qualité de lieutenant au régiment de Saint-Étienne. En 1634, il se trouva au siége de la Motte, en qualité de capitaine au régiment de Navailles. En 1639, il était à la bataille d'Avein, gagnée par les maréchaux de Brézé et de la Ferté, contre le prince Thomas de Savoie. En 1640, la guerre ayant recommencé en Piémont, il servit au ravitaillement de Chivas; se trouva à la bataille de Cazal, et à la levée du siége de cette place; aux siéges et à la prise de Turin, Coni, Nice-de-la-Paille, et Trin. Il servit ensuite aux siéges et la prise de Sainte-Avoie et de Piombino, et à tout ce qui fut fait de

---

(1) S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Lombardie, a agréé cette nomination depuis l'année 1814.

(2) M. de Préval a été autorisé, le 15 août 1814, par Sa Majesté Louis XVIII, à porter la décoration de cet ordre.

considérable depuis l'année 1640 jusqu'en 1647. En 1650, il repassa du Piémont en Lorraine, où il se trouva au combat de la Vallée, livré par le maréchal de la Ferté contre le comte de Ligneville. Il combattit ensuite à la bataille de Rethel, gagnée par le maréchal Duplessis-Praslin. Il fut pourvu, en 1651, de la cornette de la compagnie de chevau-légers de Lorraine, sous le commandement du maréchal de la Ferté, gouverneur de la province. Depuis cette époque jusqu'en 1656, il défit et tailla en pièces plusieurs partis d'infanterie et de cavalerie sortis des villes de Luxembourg, d'Amvilliers, de Commercy, Voie, Montmédy et Linchamp, qui pour lors étaient occupées par les ennemis, et dont les garnisons faisaient des courses en Lorraine. Il servit ensuite, à la tête de sa compagnie, aux siéges et à la prise de toutes ces mêmes places. Pendant ces siéges, on lui confia la conduite du canon et des munitions de guerre. Ce fut dans une de ces rencontres que, au mois de juin ou juillet 1653, il défit un parti lorrain sur la chaussée de Commercy, près du village de Vignan. A la vue de 300 hommes sortis de Commercy, du Barail, n'étant accompagné que de 50 chevau-légers de sa compagnie, chargea les ennemis, leur enleva le butin ainsi que les prisonniers qu'ils emmenaient, et leur prit plusieurs hommes : il fut blessé en cette occasion d'un coup de mousquet. Du Barail fut nommé lieutenant de roi à Toul, en 1653. Au mois d'août de la même année, il obtint le grade de maréchal-des-camps et armées du roi, et commanda pour S. M. sur la Sarre. (*Titres conservés par la famille, Gazette de France, mémoires du temps.*)

LE PREVOST DU BARAIL (Louis), *vicomte* de Villers-le-Helon, *lieutenant-général*, et fils du précédent, entra cadet au régiment du Roi en 1679. Il y fut fait sous-lieutenant, le 17 décembre suivant, et lieutenant le 6 février 1680. Il servit au siége de Courtray, à la prise de Dixmude, et au bombardement d'Oudenarde, en 1683. Employé à l'armée qui couvrit le siége de Luxembourg, en 1684, il obtint une compagnie, par commission du 4 septembre. Il la comman-

da aux siéges et à la prise de Philisbourg, de Manheim, de Franckendal et de Mayence, en 1688; à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Lorges, pour le secours de Mayence, en 1669; à la bataille de Fleurus, en 1690, et au siége de Mons, puis à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Luxembourg en 1691, il servit aux siéges et à la prise des ville et châteaux de Namur, au combat de Steenkerque, et au bombardement de Charleroy, en 1692. Il passa à une compagnie de grenadiers, par lettres du 8 octobre de cette même année, et servit au siége de Hui. En 1693, il se distingua à la bataille de Neerwinde, où il eut l'épaule droite fracassée d'un coup de feu; puis au siége de Charleroy. Il était de la marche de Vignamont au pont d'Espierre, en 1694. Il se trouva au bombardement de Bruxelles, en 1695; servit à l'armée de Flandre, en 1696 et 1697; au camp de Coudun, près Compiègne, en 1698, et devint commandant de bataillon, le 25 décembre. Il servit à l'armée de Flandre, en 1701 et 1702, et contribua, dans cette dernière année, à la défaite des Hollandais sous Nimègue. Nommé lieutenant-colonel du régiment du Roi, le 2 mars 1703, il servit au siége de Brisack, sous Mgr. le duc de Bourgogne; au siége de Landau, sous le maréchal de Tallart, et à la bataille de Spire, sous le même général: il y eut le poignet cassé. Créé brigadier, en 1704, il servit à l'armée de la Moselle, sous le comte de Coigny, puis sous le maréchal de Villars, en 1705. Colonel-lieutenant du régiment du Roi, par commission du 6 janvier 1706, il le commanda à la bataille de Ramillies, la même année; à l'armée de Flandre, sous le duc de Vendôme, qui n'entreprit rien, en 1707; à la bataille d'Oudenarde, en 1708; à la bataille de Malplaquet, en 1709, enfin à l'armée de Flandre, en 1710 : ce fut sa dernière campagne. On le fit maréchal-de-camp par brevet du 24 janvier 1711, et on lui donna le gouvernement de Landrecies, par provisions du même jour. Cette place ayant été investie pendant 17 jours, au mois de juillet 1712, le roi jugea à propos de la mettre sur le même pied que les grands gouvernements, en faveur de M. du Barail; et, pour témoignage de la satisfaction que S. M. avait éprou-

vée de la conduite tenue par cet officier dans cette circonstance. Le vicomte du Barail se démit du régiment du Roi, et fut créé lieutenant-général, le 3 mars 1720. Il conserva le gouvernement de Landrecies jusqu'à sa mort, arrivée le 26 novembre 1734. (*Chronologie militaire*, *tom. V. pag.* 97 ; *brevets militaires*, *mémoires du temps.*)

LE PREVOST (Louis-Jacques-Charles), *marquis du Barail*, *lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit à Valenciennes au mois d'octobre 1708. Il fut fait lieutenant réformé au régiment du Roi, le 20 août 1720, et lieutenant en second, le 20 janvier 1722. Il servit au camp de Montreuil, la même année, et devint lieutenant en premier, le 27 novembre. Il fut employé au camp de la Moselle, en 1727. Il obtint, le 27 septembre 1732, une commission pour tenir rang de capitaine. Pourvu d'une compagnie, le 9 mars 1733, il la commanda la même année aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone, et du château de Milan ; de Tortone et de Novarre, au mois de février 1734; à la défense de Colorno et à la bataille de Parme, le 29 juin, jour auquel il eut une côte fracassée d'un coup de fusil ; à la bataille de Guastalla, au mois de septembre ; à la prise de Gonzague, de Reggiolo et de Révéré, en 1735 ; à la prise de Prague, en 1741 ; au combat de Sahay, à la levée du siége de Frawemberg par les ennemis, à la défense de Prague, où il reçut une balle à la tête dans une sortie, et à la retraite de cette place, en 1742. Devenu colonel du régiment de Vivarais, par commission du 6 mars 1743, il le commanda, en 1744, sous les ordres du prince Conti, à l'attaque des retranchements de Moutalban, où il emporta 40 terrasses, et d'où il chassa les ennemis : il y fut blessé à la main (1). Il servit au siége de Nice, au mois d'avril ;

(1) Le régiment de Vivarais fut réduit à près de moitié dans cette action meurtrière. Le soir même, le prince de Conty complimenta le marquis du Barail ; et, le présentant à l'infant d'Espagne : « Voilà, monseigneur, dit-il à ce prince, un homme dont vous avez entendu parler

obtint le grade de brigadier, par brevet du 2 mai; marcha aux siéges du Château-Dauphin et de Demont, qu'il fit battre à boulets rouges, et à celui de Coni. Employé à la même armée, par lettres du 1er avril 1745, sous le maréchal de Maillebois, il fut chargé de la défense du comté de Nice, et de conserver la communication entre l'armée qui allait agir en Italie et les frontières de la France. Il se trouva à la bataille de Plaisance et au combat du Tidon, en 1746; couvrit la retraite de l'armée, et finit la campagne à Savone, où son régiment fut mis en quartier d'hiver. Il contribua, en janvier et février 1747, à chasser les ennemis de la Provence. Employé à la même armée, par lettres du 1er juin suivant, il commanda à Leventzo, sur le Var, pour veiller à la garde des ponts et des postes environnants. Il marcha, au mois d'octobre, au secours de Vintimille, et se trouva au combat qui se donna sous cette place. Créé maréchal-de-camp, le 1er janvier 1748, il se démit du régiment de Vivarais, et fut employé à l'armée d'Italie, le 1er mai suivant : on n'y entreprit rien, la paix ayant été faite dès le 30 avril précédent. Il continua de servir sur cette frontière jusqu'en avril 1749. On lui donna le commandement de Dunkerque, par commission du 11 novembre 1754. Il fut employé comme maréchal-de-camp, au camp d'Aimeries sur la Sambre, par lettres du 31 juillet 1755, et sur les côtes de Flandre, par lettres du 31 décembre suivant. Il reçut, le 1er mars 1757, un ordre pour commander en Flandre. Créé lieutenant-général des armées, par pouvoir du 28 décembre 1758, il fut employé, en cette qualité, par lettres du 1er janvier 1759. Il mourut dans son château de Villers-le-Helon, le 4 juin 1773. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 623; *brevets militaires, annales du temps.*)

» toute la journée. » Ce fut le prince de Conty qui demanda pour le marqui du Barail le grade de brigadier, qui lui fut conféré, quoiqu'il ne fût colonel que depuis un an. Ce prince lui annonça cette faveur par une lettre datée du 21 mai.

LE PRÉVOST (Louis-Philibert-Gabriel), *marquis du Barail, maréchal-de-camp*, et frère du précédent, naquit le 2 novembre 1750. Il entra aspirant à l'école royale d'artillerie de la Fère, en 1763, et devint successivement sous-lieutenant dans les carabiniers de MONSIEUR, en 1767; capitaine dans Royal-Pologne cavalerie, en 1772, et colonel d'infanterie, en 1781. Il passa à cette époque dans les Indes-orientales, en qualité d'aide-de-camp de M. le marquis de Bussy, lieutenant-général des armées du roi, qui commandait les forces de terre et de mer en-deçà du cap de Bonne-Espérance. Employé par ce général, en sa qualité de colonel, à la tête d'un bataillon de la légion de Lauzun, il commanda ce bataillon pendant la campagne. Il fut pourvu, en 1784, de la lieutenance-colonelle du régiment de la Guadeloupe, avec promesse, de M. le maréchal de Castries, d'avoir le régiment, dès que le colonel Fitz-Maurice, gouverneur de Cayenne par *intérim*, serait confirmé dans son gouvernement. Le marquis du Barail vint, par congé, en France, en 1788, et y fut nommé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis : il rejoignit son régiment, par ordre exprès du roi, en 1790. Arrivé à la Guadeloupe, il ne cessa jamais (quoique l'on fût alors dans le plus fort de la révolution) d'y donner des preuves de son dévouement au roi et à son auguste famille. Ayant émigré en 1793, il se réfugia dans les îles anglaises, et obtint, à la Dominique, le commandement d'un corps de grenadiers émigrés, avec lequel il concourut à la prise, faite par les Anglais, de la Martinique, de Sainte-Lucie, de la Guadeloupe et des îles adjacentes (1). Le marquis du Barail n'est rentré en France qu'à la fin de novembre 1814. En janvier 1815, il fut nommé maréchal-de-camp. A l'époque du 20 mars 1815, il passa à Londres, et ne revint en France qu'au second retour du roi. Depuis le mois d'avril 1816, il fut employé, en qualité de grand-prévôt du département de

---

(1) Ces faits sont constatés par un certificat donné au marquis du Barail par le duc de Kent, le 16 septembre 1815.

Lot-et-Garonne, jusqu'à la suppression des cours prévôtales, qui a eu lieu au mois de mai 1818. Le marquis de Barail est mort à Paris, en 1822. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

PRÉVOT DE SANCAS (Louis), *commandant d'armée*, fut fait prisonnier, avec plusieurs autres personnes de marque, au retour d'un convoi conduit dans la ville de Térouanne, que les Impériaux assiégeaient, en 1537. Il était, dès 1550, gouverneur d'Angoulême et de l'Angoumois, et sénéchal de Saintonge, sous le roi de Navarre, alors gouverneur-général de la Guienne : il y commanda pendant 2 ans. En 1553, les Impériaux, après la prise d'Hesdin, marchaient vers Doullens, et l'armée française les cherchait pour les attirer au combat, et les faire tomber dans des embuscades dressées d'espace en espace. Sancas était sur les bords de la rivière d'Anthie, avec 20 cornettes de cavalerie légère. Les ennemis, ayant coupé le chemin à 4 compagnies d'infanterie, que le connétable avait envoyées en avant, Sancas chargea d'abord les Impériaux, puis il feignit de fuir, et conduisit l'ennemi jusqu'au lieu où un officier était en embuscade avec 500 gendarmes. Les Impériaux, qui poursuivaient Sancas à toute bride, s'arrêtèrent à la vue de cette troupe, et bientôt, ne gardant plus leurs rangs, ils s'enfuirent, et laissèrent prisonniers un grand nombre des leurs. Sancas, après avoir fait tirer 120 coups de canon contre le château d'Emmery, au commencement d'octobre 1555, parvint à reprendre cette place peu éloignée de Metz, et qui était d'une grande importance pour la sûreté du pays. Il avait été fait lieutenant-général à Metz et au pays Messin, en l'absence et pendant la maladie du maréchal de Vieilleville, par provisions données à Villers-Coterets, le 25 septembre de cette année. En 1557, le roi, craignant que les Anglais ne tentassent une entreprise sur Abbeville, donna le commandement de cette ville à Sancas, qui s'y jeta avec sa compagnie. Il se démit, le 7 novembre de cette année, de la lieutenance-générale du pays Messin, et fut fait, le même jour, lieutenant-général en Picardie, où

il commanda jusqu'au mois de mars 1559. On le choisit, la même année, pour être un des gouverneurs de François II. En 1562, lorsque l'armée protestante menaçait Paris d'un siége, Sancas amena au roi un bon corps d'infanterie, tiré de la Gascogne et des environs. Il se démit, au mois de décembre 1566, du gouvernement de l'Angoumois. Il fut blessé à la bataille de Saint-Denis, en 1567. Il se trouva à toutes les expéditions contre les calvinistes, et eut le commandement des troupes au siége de la Charité, par pouvoir donné à Orléans, le 24 juin 1569 : ce pouvoir ne le constitua point lieutenant-général. Il forma le siége de la Charité; mais, le gouverneur ayant adroitement fait courir le bruit que l'amiral de Coligny avait quitté Poitiers, et qu'il venait au secours de la place, Sancas, qui ne put parvenir à rassurer ses troupes, fut forcé de lever, en désordre, le siége de la Charité, après avoir donné un assaut qui n'avait point réussi. Il apprit bientôt après, mais trop tard, que les ennemis n'avaient fait marcher vers la Charité que 600 chevaux. Il fut nommé lieutenant-général commandant l'armée au pays d'Auxerrois, sous l'autorité du duc d'Anjou, par pouvoir donné à Tours, le 23 août de la même année. Il prit Donzy et Noyers; attaqua à deux reprises différentes Vézelay, d'où il fut repoussé, et où il perdit plus de 1000 hommes dans plusieurs assauts. On ne trouve point qu'il ait été employé depuis. Nous ignorons également la date de sa mort. (*Chronologie militaire, tom. I, pag. 254, Dupleix, Davila, M. de Thou, le Père Daniel.*)

DES PREZ DE LA BOURDONNAYE, fut créé *maréchal-de-camp*, le 9 mars 1788 (*Etats militaires.*)

DE PRIE (Aimar), fut pourvu de la charge de *grand-maître des arbalétriers*, le 10 juin 1515. Il avait cessé de vivre, en 1525. Il fut le dernier qui posséda cette charge. (*Chronologie militaire, tom. III, pag. 472.*)

PRIVÉ (Ythier-Silvain, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Vannes en Sologne, le 19 juillet 1762. Il entra au service dans le régiment des carabiniers, le 15 mai 1779, et passa comme dragon dans le régiment Dauphin, le 14 juillet 1787. Nommé sous-lieutenant au 12ᵉ régiment de dragons, le 25 janvier 1792, il se trouvait en garnison avec son régiment à Thionville, lorsque cette place fut assiégée, la même année, par les Autrichiens. Il se distingua par des actions de valeur qu'il fit sous les yeux du général Félix Wimpfen, commandant de cette place, et surtout dans deux sorties que fit la garnison. Dans l'une de ces sorties, effectuée pendant la nuit du 22 au 23 septembre, il passa la Moselle à la tête de 16 dragons de son régiment, attaqua un poste ennemi qui gardait un magasin considérable de farine, de vin et d'eau-de-vie, s'empara de toutes ces subsistances, et fit de sa main 4 prisonniers. Dans la seconde sortie qui eut lieu le 16 octobre au matin, il s'empara encore d'un convoi considérable de blé et d'avoine. Nommé lieutenant, dans son régiment, le 20 avril 1793, il servit à l'armée du Nord, sous les ordres du général Dampierre. Dans la nuit du 22 au 29 mai, on le chargea d'attaquer, avec 30 dragons du 13ᵉ régiment, un poste prussien retranché près de l'abbaye d'Auchin. Ayant reçu, dès le commencement de l'action, une balle qui lui traversa la jambe droite, il resta néanmoins à la tête de son détachement, chargea vigoureusement les ennemis qu'il tailla en pièces, et fit dans cette affaire 10 prisonniers, parmi lesquels se trouvait le major qui commandait le poste. Unissant la générosité à la bravoure, il fit relever tous les blessés, Français ou Prussiens, les fit panser sous ses yeux, et ne se fit panser lui-même qu'après leur avoir donné tous ses soins. Il passa aide-de-camp du général de division Bonnaud, avec le rang de lieutenant, le 15 août 1794. Il servit, avec son général, à l'armée du Nord, commandée par Pichegru, en 1794. Chargé par le général Bonnaud de reconnaître les lignes de Breda, il s'acquitta de cette mission périlleuse et difficile avec autant d'intelligence que de succès, et fit un rapport très-détaillé, dans lequel il

indiqua la force et l'emplacement des postes ennemis, ainsi que les points sur lesquels on pouvait diriger des attaques avec quelque espoir de réussite. Ce rapport fut mis sous les yeux du général Pichegru qui l'approuva, et donna l'ordre d'attaquer les lignes ennemies, sur les points que le capitaine Privé avait indiqués : l'attaque eut lieu, et l'ennemi, culbuté sur tous les points, perdit 300 pièces d'artillerie. Le général en chef Pichegru, satisfait des connaissances militaires que Privé avait montrées dans la rédaction de son rapport, et de la belle conduite qu'il avait tenue à l'attaque des lignes ennemies, envoya ce brave officier porter, à la convention nationale, 19 drapeaux pris dans cette glorieuse journée. Privé présenta ces drapeaux à la convention nationale, le 16 mars 1795, et on rendit un décret portant que son discours, ainsi que la réponse du président, seraient imprimés au bulletin. Il fut aussi décidé que le lieutenant Privé recevrait du président l'accolade fraternelle, qu'il aurait les honneurs de la séance, et que le comité de salut public lui donnerait de l'avancement. Il obtint le grade de capitaine de cavalerie, le 14 août 1795, et resta attaché, avec ce grade, au général de division Bonnaud, en qualité d'aide-de-camp. En la même année, il suivit, à l'armée des côtes de Cherbourg, le général Bonnaud, qui en avait le commandement en chef. Le 9 septembre, il fut envoyé, à la tête de 800 hommes d'infanterie, pour chercher un convoi considérable de grains destiné à l'approvisionnement de la ville d'Angers. Ces grains se trouvaient dans le pays occupé par les *chouans*, qui se réunirent au nombre de 4000, et vinrent attaquer le convoi. Les dispositions que le capitaine Privé fit alors, furent prises avec une telle prudence, que les *chouans* éprouvèrent une défaite complète, et que le convoi arriva à Ingrande, où tous les grains furent embarqués sur la Loire et conduits à Angers. Le général Bonnaud ayant rendu compte au ministre de la guerre de cette opération importante, Privé en fut récompensé par le grade de chef d'escadron, qu'on lui conféra le 2 février 1796. Il fut employé, la même année, à l'armée de Sambre-et-Meuse, aux or-

dres de Jourdan, et continua de servir, en qualité d'aide-de-camp du général Bonnaud, qui avait le commandement de toute la cavalerie de cette armée. Le chef d'escadron Privé déploya dans cette campagne beaucoup de valeur, et se fit remarquer dans différentes charges exécutées contre l'ennemi. Il reçut à la main droite un éclat d'obus, en soutenant, près d'Amberg, à la tête de la division de grosse cavalerie, la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse. Quoique blessé, il resta à son poste, jusqu'à ce que cette armée fût totalement repassée sur la rive gauche du Rhin. Nommé colonel du 21ᵉ régiment de cavalerie, le 3 septembre 1799, il commanda ce régiment à l'armée d'Italie pendant les campagnes de 1799, 1800 et 1801, sous les ordres des généraux en chef Buonaparte, Brune et Moncey. Il passa colonel du 5ᵉ régiment de dragons, le 24 mars 1803, puis du 2ᵉ régiment de la même arme, le 31 août suivant, et fit avec ces corps les campagnes de 1803, 1804, 1805, et 1806 à la grande-armée, commandée par le général en chef Buonaparte. A la bataille d'Iéna, le 14 octobre 1806, le colonel Privé exécuta, à la tête du 2ᵉ régiment de dragons, 3 charges qui eurent le plus grand succès. Son régiment fit prisonnier de guerre tout un bataillon prussien, auquel il enleva de vive force son drapeau. Dans cette même journée, il s'empara de 12 pièces de canon. Le colonel Privé, étant à la tête du 1ᵉʳ escadron de son régiment, chargea aussi, pendant l'action 200 dragons saxons, et, après les avoir culbutés et mis en fuite, il les poursuivit jusqu'à plus d'un quart de lieue en arrière de l'armée prussienne. A son retour de cette poursuite, il trouva sa retraite coupée par la cavalerie ennemie qui s'était ralliée et remise en ligne. Sans se déconcerter, Privé charge vigoureusement, se fait jour à travers la ligne prussienne, et ramène, sans perte, son escadron à l'armée française. Au combat de Golymin, le 26 décembre suivant, le colonel Privé, ayant sous ses ordres les 1ᵉʳ, 2ᵉ et 4ᵉ régiments de dragons, exécuta, vers 9 heures du soir, plusieurs charges contre la cavalerie russe, à laquelle il prit 3 pièces de canon. Au combat en avant d'Eylau, le 7 février 1807, il eut

un cheval tué sous lui, par une balle, en chargeant contre une colonne d'infanterie russe, qui fut taillée en pièces, et faite prisonnière de guerre. Le lendemain (8 février), à la bataille d'Eylau, le général Privé fut blessé au pied gauche par un biscaïen. Le 14 mai suivant, il fut nommé général de brigade. Employé, en 1808, à l'armée des côtes de l'Océan, commandée par le général Dupont, il marcha en Espagne avec cette armée, et y commanda une brigade de dragons, qui fit l'avant-garde. Le 6 juin, il chargea vigoureusement une colonne espagnole, forte de 3000 hommes, la sabra, et la mit en fuite. A la bataille de Baylen, en Andalousie, le 19 juillet, il fut chargé par le général Dupont de déposter les ennemis d'une colline élevée, couverte d'oliviers. Pour atteindre ce but, il fallait traverser un terrain couvert de broussailles et qui ne permettait aucun ordre de bataille. Privé fait avancer en tirailleurs les dragons du 1er régiment provisoire, et marche ensuite, avec le 2e régiment de la même arme, tandis qu'un escadron de cuirassiers se porte en colonne sur le flanc droit à la hauteur des tirailleurs. Sa brigade étant arrivée dans cet ordre au pied de la colline, le général Privé ordonne la charge, et bientôt deux bataillons ennemis sont enfoncés, sabrés et mis en fuite. La position fut enlevée; mais Privé, ne pouvant la conserver à cause du feu violent auquel sa troupe était exposée, ramena sa brigade sur le terrain d'où elle était partie. Deux autres bataillons espagnols vinrent prendre la place de ceux que les Français avaient culbutés, et le général Dupont ordonna une nouvelle attaque, que Privé exécuta avec autant de succès que la première. Obligé de quitter encore la position qu'il venait de prendre, par le même motif que celui qui la lui avait fait abandonner la première fois, le général Privé apporta au général Dupont deux drapeaux ennemis que sa brigade avait pris : le général en chef ordonna de suite qu'ils fussent portés sur le front de l'infanterie, pour que leur aspect pût exciter l'ardeur et l'émulation des autres corps de l'armée. Par suite des conventions qui servirent de base à la capitulation de Baylen, le général Privé fut envoyé à la Caroline, avec

un officier espagnol, pour y porter au général Vedel l'ordre formel de ramener sa division à Baylen. La capitulation ayant été indignement violée, le général Privé fut, ainsi que tous ses compagnons d'armes, fait prisonnier de guerre, et conduit d'abord en Andalousie, puis aux îles Baléares, et enfin en Angleterre. Il rentra en France, le 1er juin 1814, après la restauration du trône des Bourbons, et fut mis en demi solde de non activité. En 1815, pendant les *cent jours*, Buonaparte l'envoya à Épinal, pour y organiser les bataillons qui se formaient dans le département des Vosges. Cette organisation terminée, le général Privé fut remplacé dans le commandement qu'on lui avait donné de ces mêmes corps. Il rentra dans la non activité, et y demeura jusqu'au 1er juillet 1818, époque à laquelle on l'admit à la retraite du grade de maréchal-de-camp. Il a été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur, le 11 décembre 1803; officier de la même Légion, le 14 juin 1804, et l'un des commandans de cet ordre, le 25 décembre 1805. Napoléon lui a accordé le titre de baron, avec une dotation, le 19 mars 1808. S. M. Louis XVIII l'a créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 17 janvier 1815. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DU PUGET (Hilarion-Paul-François-Bienvenu), *marquis de Barbantane*, naquit à Paris, le 7 mars 1754. Il fut cré maréchal-de-camp, le 6 octobre 1791, et *lieutenant-général*, le 7 septembre 1792 (*Etats militaires.*)

DE PUISIEUX, *voyez* BRULART DE SILLERY.

DE PUISICNIEU, *voyez* DE BOFFIN.

PUNIET-DE-MONTFORT (Joseph), *maréchal-de-camp*, naquit le 6 avril 1774. Il entra, en 1792, à l'école du génie à Mezières, avec le grade de sous-lieutenant. En 1793, il fut promu d'abord au grade de lieutenant, puis à celui de capitaine, et employé successivement à Namur, à Philippeville et à Maubeuge. En 1794, il servit aux sièges de Charleroy, Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes

et Maestricht. A la suite de ce dernier siége, il obtint le grade de chef de bataillon. En 1799 et 1800, il fit les campagnes de Naples et d'Italie, et se trouva aux batailles et combats de Modène, de la Trebia, de Novi, de Mondovi et de Fossano. En 1806 et 1807, il fut employé à la grande-armée d'Allemagne, et prit part aux différentes affaires que le 8e corps de cette armée eut dans la Poméranie suédoise. Il servit aussi au siége de Colberg et à celui de Stralsund, pendant lequel il obtint le grade de colonel. En 1812 et 1813, il fit partie de la grande-armée d'expédition de Russie, et s'y trouva aux batailles de la Moskowa et de Krasnoë. Après la fatale retraite de Moscou, il fut employé, en 1813, à la grande-armée d'Allemagne, fit la campagne de Saxe, et se trouva aux batailles de Lutzen, de Bautzen, de Wurtschen, de Léipsick et de Hanau. En 1814, il fut bloqué dans la place de Mayence, où il resta jusqu'au mois de mai de la même année, époque à laquelle la garnison rentra en France, par suite de la paix générale que la restauration du trône des Bourbons avait amenée. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 8 juillet suivant, et le nomma maréchal-de-camp, le 20 août de la même année. Il a été fait inspecteur du génie, et a dirigé, en cette qualité, l'organisation du 2e régiment de cet arme, faite à Arras, en 1816. Par ordonnance royale du 20 juin 1822, il est classé parmi les inspecteurs d'armes attachés au génie militaire. On le trouve placé dans cette arme, avec la même qualité, en 1822. Il est officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur. (*Etats militaires, annales du temps.*)

DE PUYGAILLARD, *voyez* DE LEAUMONT.

DE PUYSÉGUR, *voyez* DE CHASTENET.

Q

DE QUELEN (Barthélemi), *vicomte du Broutay*, entra au service à l'âge de 19 ans, comme volontaire, passa par divers grades, et obtint celui de *maréchal-de-camp*, le 16 janvier 1652. Il se trouva, en 1667, au siége de Tournay, et y reçut une blessure, dont il mourut, le 13 juillet de la même année. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 337.)

DES QUERDES, *voyez* DE CREVECOEUR.

QUIOT-DU PASSAGE (le baron Jérôme-Joachim), *maréchal-de-camp*, naquit à Alixan, département de la Drôme, le 9 février 1775. Il entra au service, le 12 octobre 1791, dans le 3ᵉ bataillon de la Drôme, et obtint, à la fin de la campagne de 1792, en Savoie, le grade de capitaine. Il servit, pendant les années 1794 et 1795, à l'armée des Pyrénées-Orientales, et se trouva à la bataille du Boulou, ainsi qu'aux siéges de Collioure et de Roses. La paix ayant été faite avec l'Espagne, le bataillon dont il faisait partie, alors incorporé dans le 18ᵉ régiment d'infanterie de ligne, passa à l'armée d'Italie, où il partagea la gloire que les Français acquirent pendant les mémorables campagnes de 1796 et 1797. Le général Victor (depuis duc de Bellune et maréchal de France) prit pour l'un de ses aides-de-camp le capitaine Quiot, qui se trouva, en cette qualité, au passage du Pô et à celui du Mincio. Quiot fut blessé d'une balle qui lui traversa le bras gauche, le 29 juillet 1796, à la bataille de Rivoli, en enlevant à la tête de 4 compagnies du 18ᵉ régiment de ligne, une position occupée par les troupes autrichiennes. A peine rétabli de sa blessure, il prit part aux combats de la Favorite et de Saint-Georges, devant Mantoue, et contribua à la défaite du général autrichien Provéra, en chargeant très à propos avec l'escorte du général Victor, et en faisant mettre bas les armes à une colonne de 2000 hommes. La conduite qu'il tint, en cette oc-

casion, lui mérita les éloges les plus flatteurs de la part de son général, et du général en chef. Il se trouva aux batailles des 26 mars et 5 avril 1799, devant Vérone, sous les ordres du général Schérer. Le général en chef Moreau le nomma chef d'escadron sur le champ de bataille, le 12 mai suivant, au combat qui eût lieu contre une division russe, en avant de Marengo. Il combattit ensuite aux batailles de la Trébia et de Fossano, et se fit remarquer par son courage à la bataille de Marengo. Il fit en Hollande, les campagnes de 1801 et 1802. Employé à la grande-armée d'Allemagne, en 1805, en qualité d'aide-de-camp de M. le maréchal duc de Montebello, il assista aux affaires qui eurent lieu devant Ulm, au passage du Danube, à Vienne; au combat d'Hollabrünn, et à la célèbre bataille d'Austerlitz. La valeur qu'il déploya dans cette dernière affaire, lui mérita d'être nommé colonel du 100ᵉ régiment d'infanterie de ligne, à la tête duquel il fit la campagne de 1806 contre les Prussiens. Blessé grièvement d'un coup de feu à la bataille d'Iéna, en s'emparant du village de Wierzen-Heiligen où s'appuyait l'aile gauche de l'armée ennemie, il n'attendit pas que sa blessure fût entièrement guérie pour rejoindre son régiment, avec lequel il fit, dans le 5ᵉ corps d'armée, la campagne de Pologne. Après la paix de Tilsitt, le 100ᵉ régiment fut cantonné pendant onze mois à Breslaw, en Silésie, et se fit constamment remarquer par sa belle tenue et par sa discipline. Le 5ᵉ corps de la grande-armée ayant passé en Espagne, en 1808, le colonel Quiot l'y suivit avec son régiment, et trouva bientôt, au second siége de Sarragosse, une nouvelle occasion de se distinguer. Dans la campagne de l'Andalousie, en 1809, lors du passage de la Sierra-Moréna, le colonel Quiot attaqua avec son régiment la division espagnole du général Lascy, qui était retranchée dans le défilé de Spena-Perros, la battit complétement, lui fit 800 prisonniers, et s'empara des drapeaux du 2ᵉ régiment des gardes espagnoles et du régiment de Jaën. Au siége de Badajoz, le colonel Quiot, commandant la tranchée, repoussa deux sorties de la garnison. Il se distingua particulièrement, le 19 février

1811, à la bataille de la Gébora, et fut honorablement cité dans les rapports de MM. les maréchaux ducs de Dalmatie et de Trévise. Il concourut, quelque temps après, à la prise d'Albuquerque et au siége de Campo-Mayor, en Portugal. Les brèches faites au corps de cette dernière place, pendant le siége, n'étaient pas encore réparées, lorsque le colonel Quiot, qui en avait été nommé gouverneur, apprit que 15,000 hommes de troupes anglaises et hanovriennes, dont 4000 de cavalerie, venant de Lisbonne, sous les ordres du général Béresford, n'étaient qu'à trois lieues de lui. Il en instruisit de suite le général La-Tour-Maubourg, qui se trouvait à Albuquerque avec 2 régiments de cavalerie, et réunit ses troupes à celles de ce général, sous les murs de Campo-Mayor. M. de La-Tour-Maubourg, jugeant qu'il ne pouvait tenir contre les forces trop supérieures que l'ennemi déployait, se décida à gagner Badajoz, et chargea le colonel Quiot de manœuvrer avec son infanterie pour protéger sa retraite. Celui-ci forma les 3 bataillons de son régiment, fort de 1800 hommes, en 3 carrés avec lesquels il reçut et repoussa vaillamment plusieurs charges que la cavalerie anglaise fit dans une plaine de quatre lieues de long et sous la protection de 6 pièces d'artillerie légère, qui faisaient un feu continuel sur les bataillons français. Cependant ces 3 faibles bataillons parvinrent à rejoindre l'armée sous Badajoz, sans avoir à regretter d'autre perte que celle d'une trentaine d'hommes blessés par la mitraille : les dragons anglais couvrirent le champ de bataille de leurs morts. Le succès de ce mouvement rétrograde, exécuté dans le plus grand ordre, valut au colonel Quiot un témoignage fort honorable de la satisfaction de M. le duc de Trévise et du général La-Tour-Maubourg. Le colonel Quiot fut promu au grade de général de brigade, le 19 mai 1811, et reçut, en quittant le 100[e] régiment, un gage bien flatteur de l'attachement que lui portaient ses officiers : ils lui offrirent une épée, en reconnaissance de sa constante sollicitude pour le corps, pendant les campagnes de Prusse, de Pologne et d'Espagne. Il continua, dans ce nouveau grade, d'être employé à l'armée d'Estramadure (5[e] corps). A la

bataille d'Albuhéra, il fut blessé à la cuisse gauche d'un coup de baïonnette. On l'envoya, à la fin d'août, avec deux régiments d'infanterie et deux de cavalerie, contre le général espagnol Ballesteros, qu'il battit à l'embouchure de la Guadiana, l'obligeant, après lui avoir fait 300 prisonniers, à se rembarquer pour regagner Cadix avec sa division. Rentré en France au commencement de 1813, le général Quiot fut appelé à commander en Allemagne une brigade dans le 1er corps de la grande-armée. A l'affaire de Kulm, le 30 août, ayant reçu l'ordre d'attaquer avec les troupes sous ses ordres le corps prussien commandé par le général Kleist, il culbuta la première ligne ennemie, fit 1200 prisonniers, et s'empara de quatre pièces de canon; mais se trouvant réduit à ses propres forces, par la fausse direction qu'avaient prise les troupes chargées de le soutenir, il vit bientôt la moitié des siens hors de combat; lui-même dangereusement blessé d'un coup de feu qui lui traversa l'épaule droite, fut laissé sur le champ de bataille, et fait prisonnier. On le conduisit d'abord à Prague, en Bohême, et de là en Hongrie, où il resta jusqu'à la paix générale de 1814. A sa rentrée en France, il reçut de Sa Majesté Louis XVIII, le 29 juin 1814, le commandement du département de la Drôme. Le général Quiot se trouvait à Valence, lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, en mars 1815. Par un ordre du jour, il rappela alors aux troupes sous ses ordres, leur serment et leurs devoirs envers le roi : en même temps il adressa aux habitants une proclamation dans laquelle il les engagea à s'armer pour la cause de la monarchie (*Moniteur* du 13 mars). Par ordre de Buonaparte, il fut remplacé dans son commandement. Le 23 avril, il reçut une lettre de service pour le 1er corps d'observation qui se trouvait à Lille. Après la seconde rentrée du roi en France, il alla reprendre le commandement du département de la Drôme, passa à celui de la Haute-Vienne, le 3 janvier 1816, et alla de nouveau commander à Valence, par ordonnance royale du 1er octobre 1817. Il prit, en mars 1818, le commandement de la 7e division militaire, à Gre-

noble, en attendant l'arrivée du général Ledru des Essarts, nommé en remplacement du général Donnadieu, et fut pourvu du commandement de la 1re subdivision formée du département de l'Isère, le 21 avril 1820. Le baron Quiot a été nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804, officier de cet ordre, le 14 mai 1807, et titré baron, le 19 mars 1808. Le roi l'a créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 29 juillet 1814, et commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 23 août suivant. Il a été confirmé, par S. M., dans son titre de baron, le 20 avril 1816, et élevé à la dignité de grand-officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, par ordonnance royale du 17 août 1822. Au moment où nous écrivons cette note biographique (juin 1823), il commande encore le département de l'Isère.

DE QUITRY, *voyez* DE CHAUMONT.

R

DE RABEAU DE BEAUREGARD-CHABRY, était maréchal-des-logis de la compagnie des gendarmes du duc d'Orléans, lorsqu'on le fit *maréchal-de-camp*, par brevet du 24 octobre 1651. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 322.)

DE LA RABLIÈRE, *voyez* DE BRUC.

DE RABUTIN (Roger), *comte de Bussy Rabutin*, naquit le 3 avril 1618. Il fut fait premier capitaine au régiment que possédait son père, en 1633; passa par divers grades, fit les campagnes de cette époque, et obtint le grade de maréchal-de-camp, le 18 octobre 1651, et celui de *lieutenant-général*, le 4 mai 1654. Il mourut le 9 avril 1693. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 193.)

DE RACAN D'AIGUEPERSE (Jean), entra au service comme capitaine, le 20 septembre 1627. Il servit dans divers

grades pendant les campagnes de cette époque, et fut créé *maréchal-de-camp*, le 24 mai 1650. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 278.)

DE RADEPONT, *voyez* DU BOSC.

DE LA RAFFINIÈRE, *voyez* RIVAUD.

LE RAGOIS (Benigne), *marquis de Bretonvilliers*, entra aux mousquetaires, en 1712. Il fit dans divers grades les campagnes de cette époque, obtint le grade de brigadier, le 20 février 1734, et fut nommé *maréchal-de-camp*, le 1er mars 1738. Il mourut le 27 août 1760. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 154.)

RAGUET DE BRANCION (Charles-Antoine, *comte de*), fut créé brigadier d'infanterie, le 1er janvier 1784, et *maréchal-de-camp*, le 9 mars 1788. Il était chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, lorsqu'il mourut en 1793. (*Etats militaires.*)

DE RAGUSE, *voyez* VIESSE DE MARMONT.

DE RAINIER DE DROUÉ DE BOISSELEAU, entra comme cadet au régiment des gardes, en 1667. Après avoir passé par divers grades, il devint brigadier le 15 octobre 1689. Il obtint le grade de *maréchal-de-camp*, le 3 janvier 1696, et mourut le 8 octobre 1698. (*Chronologie militaire, tome VI, pag.* 511.)

DE RAITZ, *voyez* DE LAVAL.

DE RAMBOUILLET, *voyez* D'ANGENNES.

DE RAMBOURGT (Gabriel-Pierre-Patrice, *baron*), *maréchal-de-camp*, entra au service comme sous-lieutenant dans le 10e régiment de cavalerie, le 18 septembre 1792, et y fut fait lieutenant, le 14 novembre suivant. Il fut employé comme adjoint aux adjudants-généraux, depuis 1794 jusqu'en 1797, et obtint le grade de capitaine dans le 10e régiment de cavalerie, sur le champ de bataille, le 21 mars

de cette dernière année, pour la conduite honorable qu'il avait tenue le même jour, dans un combat livré près de Friedberg. Il fit, en ces diverses qualités, les campagnes de 1792 à 1801 inclusivement, aux armées de la Moselle, de Sambre-et-Meuse, du Rhin et du Danube; se trouva aux siéges de Mayence, de Charleroy et de Maestricht, et combattit aux batailles d'Arlon, de Kaiserslautern, de Jemmapes, Fleurus et de Hohenlinden. Il était sous-lieutenant au même régiment, lorsqu'au mois de janvier 1794, il soutint, près de Kirchempoland, avec 25 hommes de ce régiment, la charge d'un escadron prussien, et sauva 6 pièces de canon qui étaient sur le point de tomber au pouvoir de l'ennemi. Le 16 mai 1800, il donna, à la tête de sa compagnie, l'exemple d'un brillant courage, en soutenant, près d'Ulm, trois charges consécutives, faites par un ennemi très-supérieur en nombre, et qui fut cependant repoussé et mis en pleine déroute. Le capitaine Rambourgt passa, le 18 novembre 1803, avec son grade, dans le 1er régiment de chasseurs à cheval, sur la demande du colonel Montbrun qui commandait ce régiment. Nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 15 juin 1804, il fut employé, la même année et en 1805, à l'armée des côtes de l'Océan. On lui donna, dans la même année 1805, le commandement des gardes d'honneur à cheval du département de l'Aube, avec lequel il fit la campagne contre l'Autriche, et se trouva à la bataille d'Austerlitz. Devenu aide-de-camp du général de division Cafarelli, le 20 mars 1806, il fit encore les campagnes de la grande-armée en Allemagne et en Pologne. Il passa au service du royaume d'Italie, le 9 janvier 1807, sur la demande du prince Eugène, vice-roi d'Italie, qui le chargea de l'organisation de la cavalerie légère italienne. Il fut promu au grade de major de cavalerie, le 13 mai de la même année. Employé à l'armée d'Espagne, en 1808, il se distingua, le 3 janvier, à la tête du régiment de chasseurs à cheval qu'il commandait, en passant le Lobregat sous le feu de l'ennemi. Dans cette occasion, le major Rambourgt fit exécuter une charge des plus vigoureuses, s'empara de 2 pièces de canon ainsi

que de leurs caissons, tua plus de 300 hommes aux ennemis et fit 200 prisonniers. Le 16 juin suivant, il dirigea une colonne de 1500 hommes que l'on avait placée sous son commandement, pour attaquer 7 à 8000 Espagnols retranchés sur les hauteurs de Montcada, en Catalogne. Il repoussa alors les ennemis, en tua un bon nombre et prit 4 pièces de canon, ainsi que leurs munitions. Il fut fait chevalier de l'ordre de la Couronne de-Fer, le 23 août suivant. Le 2 septembre de la même année, dans l'attaque faite contre le camp ennemi de Saint-Boi, en Catalogne, il commandait l'avant-garde, à la tête de laquelle il marcha contre les Espagnols, enleva la position, brûla le camp, prit 2 bouches à feu, et força les ennemis d'abandonner des magasins considérables qui se trouvaient dans Saint-Boi. Le 8 novembre, les Espagnols ayant attaqué avec des forces supérieures la ligne des Français, en avant de Barcelonne, étaient parvenus à repousser les troupes françaises. Le major Rambourgt fit alors, dans le village de Seuz, avec le régiment qu'il commandait, une charge hardie qui culbuta les ennemis, et les força à une retraite précipitée, pendant laquelle ils abandonnèrent une quantité considérable de voitures chargées de bagages, de provisions de bouche et de munitions de guerre. Le 5 décembre, les Espagnols, ayant fait une attaque nocturne, s'emparèrent de la redoute de la Croix-Couverte, près de Barcelonne; mais le major Rambourgt fit, avec son régiment, plusieurs charges sur les ennemis, et réussit à reprendre cette position importante, ainsi que les pièces de canon qui servaient à sa défense. Il commanda pendant six mois, dans la Catalogne, une avant-garde qui se battit journellement, et avec succès, contre des forces décuples. Promu au grade de colonel, le 13 janvier 1809, il fut attaché, en cette qualité, à l'état-major du prince vice-roi, le 1er avril suivant, et fit la campagne de cette année, dans le corps d'armée commandé par ce prince. Chargé, par ordre du même prince, de diriger une des colonnes de l'armée à l'attaque du fort de Malborgetto, le colonel Rambourgt y monta à l'assaut, et entra un des premiers dans

les retranchements. Il se trouva aux batailles de Raab et de Wagram ; fut créé baron, avec dotation, le 15 août de la même année, et nommé officier de la Légion-d'Honneur, le 31 octobre suivant. Il passa au commandement du 3e régiment de chasseurs à cheval italiens, le 30 octobre 1810, à l'effet d'organiser ce régiment. Il fit la campagne de Russie, en 1812, et combattit à la bataille de la Moskowa et à celle de Maloïaroslawetz. Employé en Italie, en 1813, il exécuta, à la tête de son régiment, le 3 décembre, dans les environs de Rovigo, une charge tellement heureuse sur les ennemis, qu'il leur fit 800 prisonniers. Cette brillante action valut au colonel Rambourgt le grade de général de brigade, qui lui fut conféré sur le champ de bataille, et la croix de commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer. En 1814, au combat de Parme, le 2 mars, le général Rambourgt, qui commandait l'avant-garde, fit tellement à propos plusieurs charges avec sa cavalerie légère (composée des 1er et 3e régiments de chasseurs à cheval italiens, et du 19e régiment de chasseurs à cheval français), qu'il prit aux ennemis, dans cette journée, 600 hommes, 2 canons, 2 caissons et 8 fourgons attelés : un escadron de lanciers napolitains fut écharpé, et il n'échappa aucun des hommes qui le composaient. Le 3 mars, le général Rambourgt entra, avec l'avant-garde sous ses ordres, à Reggio, où il tua ou fit prisonnière l'arrière-garde ennemie, dont un escadron des hussards de Radesky faisait partie. Le 7 du même mois, au combat de Reggio, lorsque le lieutenant-général Severoli eut eu la jambe emportée par un boulet, le maréchal-de-camp Rambourgt, lui succéda dans le commandement du corps de droite, qui se trouvait opposé à l'armée austro-napolitaine. Il combattit cette armée avec beaucoup d'honneur et d'avantage, et lui fit éprouver des pertes considérables. Pendant l'action, les ennemis redoublèrent d'efforts pour emporter Reggio, et en même temps qu'ils attaquaient de front, ils dirigeaient une forte colonne par la route de Scandiano sur la porte du château. Dans ce moment le général Rambourgt fit charger cette colonne par un bataillon de ligne italien

sorti de la ville, et exécuta lui-même une charge, à la tête d'un escadron du 19e régiment de chasseurs à cheval : cette charge mit en pleine déroute la cavalerie ennemie, qui fut détruite en grande partie. Dans la même journée, le général Rambourgt opposa une si vive résistance sur tous les points, que le roi de Naples (Murat), malgré la grande supériorité de ses forces, lui fit proposer de cesser le feu, pour épargner le sang des siens. Le général Rambourgt y consentit, et profita habilement de la nuit pour repasser le Crostolo, et se réunir, derrière l'Euza, au lieutenant-général Gratien. Ainsi, dans ce combat de Parme, le général Rambourgt, avec 3000 combattants seulement, était parvenu, au moyen de ses manœuvres bien dirigées, et à la vérité bien secondées par l'intrépidité de ses troupes, à causer une perte de 2000 hommes à l'armée austro-napolitaine, forte de 25,000. Il tira en même temps les troupes sous ses ordres d'une mauvaise position dans laquelle il paraissait presque inévitable qu'elles succombassent, surtout en raison de la très-grande supériorité numérique des assaillants. Dans la retraite de l'armée italienne, du Taro sur Plaisance, l'arrière-garde, aux ordres du général Rambourgt, combattit encore avec avantage l'armée austro-napolitaine, qui ne put obtenir aucun succès. Après la restauration du trône des Bourbons, en 1814, le général Rambourgt rentra en France. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 18 juillet. Il fut admis au service de France, avec le grade de maréchal-de-camp, par ordonnance royale du 23 septembre suivant. En 1815, pendant les *cent jours*, il fut employé par Buonaparte dans le corps d'armée du Jura. Le 1er juillet, il fit exécuter au 2e régiment de hussards, près du village de Souvenaud, sous Belfort, une charge vigoureuse sur un carré d'infanterie autrichienne, qui fut enfoncé, sabré, et dont 600 hommes mirent bas les armes. Le 4 du même mois, il chargea, à la tête du 13e régiment de chasseurs à cheval, sur la route de Chevremont, près de Belfort, contre un bataillon carré ennemi, formé par le régiment autrichien Empereur-Alexandre (ci-devant Collore-

do), dont 400 hommes furent tués sur place et le reste fait prisonnier. La seconde restauration du trône des Bourbons mit un terme à la guerre. Le général Rambourgt avait été blessé d'un coup de sabre à la tête, à la bataille de Kayserslautern, dans le Palatinat, en 1794. Lorsqu'il servait à l'armée des côtes de l'Océan, escortant, le 20 juin 1804, un convoi de bateaux, entre Ostende et Nieuport, il eut la jambe cassée, par la chute du cheval qu'il montait, et qui fut tué par un boulet de canon tiré par les vaisseaux anglais. Depuis son entrée dans le service, en 1792, jusqu'à la paix de 1815, le général Rambourgt n'a pas cessé d'être employé activement. S. M. Louis XVIII lui a donné, le 21 avril 1820, le commandement de la 2ᵉ subdivision de la 5ᵉ division militaire. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE RAMBURES (David), fut nommé *grand-maître des arbalétriers*, le 20 février 1412, sur la démission de Jean de Hangest. Il mourut en 1416. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 471.)

RAMOND DU BOSC (Adrien-Jean-Baptiste-Amable), *comte du Taillis*, naquit à Nangis, le 12 novembre 1760. Il fut créé *lieutenant-général*, le. . . . ., et admis à la retraite de ce grade, après 27 ans de service. (*Etats militaires.*)

DU RANCHER, *voyez* DE BRULART.

DE RANDAN, *voyez* DE DURFORT DE LORGES.

DE RANNES, *voyez* D'ARGOUGES.

DE RANTZAU (Josias, *comte*), *maréchal de France*, naquit en Danemark, le 18 octobre 1609. Il servit d'abord en Hollande, et obtint ensuite une compagnie d'infanterie dans l'armée du roi de Suède. Il y commanda un régiment d'infanterie et un de cavalerie au siége d'Andernack. Mécontent du roi de Suède, il passa au service de l'Empereur, et servit sous le général Altringen. Il se trouva à

la prise et au pillage de la ville de Mantoue, le 8 juillet 1630, et préserva, dans le quartier où il commandait, toutes les dames des insultes des soldats. Rentré au service du roi de Suède, il commanda, le 10 août 1633, l'aile gauche de l'armée du prince de Birckenfeld, au combat de Pagnenau, contre le duc de Lorraine. Le 15 septembre suivant, au siége de Brisack, il se rendit maître de tous les dehors qui couvraient le pont, prit une grande provision de poudre, 4 pièces de canon et un mortier, jeta dans le Rhin 2 canons, et amena les 2 autres au camp. Le roi de Suède lui donna, au mois d'octobre, le gouvernement de Strasbourg. Étant venu en France, en 1635, avec Oxenstiern, chancelier de Suède, Louis XIII le retint à son service, et lui accorda un régiment d'infanterie allemande, qu'il leva par commission du 11 mai. Il servit, avec ce corps, dans l'armée d'Allemagne, commandée par le cardinal de la Valette et le duc de Saxe-Weimar. Il entra en Alsace, avec le cardinal, le 17 janvier 1636, et les troupes impériales, effrayées, quittèrent alors leurs quartiers. La fuite des ennemis ouvrit les passages, et laissa à Rantzau la liberté de ravitailler Colmar et Schelestadt. Il marcha à Erstein, ou étaient postés 100 cavaliers, les poursuivit, les atteignit à deux lieues de Strasbourg, en tua une partie, et fit 36 prisonniers. Il ravitailla ensuite Haguenau. Après cette expédition, on lui accorda un régiment de cavalerie allemande, qu'il leva, par commission du 17 février; et on le fit maréchal-de-camp, par brevet du 18. Il servit dans l'armée de Franche-Comté, et perdit un œil d'une mousquetade, au siége de Dôle. Chargé de conduire 1600 hommes à Saint-Jean-de-Lône, il partit à l'entrée de la nuit, franchit une rivière profonde et rapide, força 3 corps-de-garde à Auxône, entra dans Saint-Jean-de-Lône, lui dixième, à la faveur des ténèbres, et y introduisit ensuite ses troupes. Il fit à la pointe du jour une sortie, dans laquelle il tua 200 hommes. La vigoureuse défense que fit Rantzau obligea le duc de Lorraine et Galas de lever le siége de Saint-Jean-de-Lône, le 3 novembre : ils abandonnèrent leurs gros canons, et une partie de leurs bagages. Rantzau

tomba sur leur arrière-garde, et leur fit encore éprouver une perte de 8000 hommes. Il fut nommé, par pouvoir du 3 mars 1637, lieutenant-général commandant un corps d'armée, qu'il devait lever en Allemagne, et amener au service du roi. N'ayant point réussi dans cette commission, il se démit de ses régiments, en 1638, et passa, avec la permission du roi, en Danemark, où il demeura 2 ans. Revenu en France, en 1640, on l'employa comme maréchal-de-camp, à l'armée de Flandre. Il eut une main estropiée et une jambe emportée au siége d'Arras, qui se rendit le 10 août. Employé avec le même grade dans l'armée commandée par le maréchal de la Meilleraye, il reçut trois blessures au siége d'Aire, qui capitula le 27 juillet 1641. Il signala son courage à la retraite de l'armée française, après la prise de cette place. Il combattit, sous le maréchal de Guiche, à la bataille d'Honnecourt, le 26 mai 1642, y reçut quatre blessures, et demeura au nombre des prisonniers. Maréchal-de-camp dans l'armée commandée, en 1643, par M. le duc d'Enghien, il se trouva à la bataille de Rocroy, le 19 mai, et au siége de Thionville, qui se rendit, le 10 août. Il eut, par commission du 12, un régiment de cavalerie allemande, sur la démission du comte de Schack. Il marcha à l'attaque de Sierck, qui fut emporté le 1er septembre : le château capitula, le 3. On le nomma, par pouvoir du 22 septembre, pour commander le secours destiné à joindre le maréchal de Guébriant, qui faisait le siége de Rothweil. Rantzau prit le commandement de l'armée, après que le maréchal de Guébriant, eut été blessé, et contraignit le gouverneur de Rothweil de se rendre, le 19 novembre. Surpris et battu à Tuttlingen, le 24, par Jean de Wert, Rantzau fut du nombre des prisonniers. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 22 avril 1644, et employé dans l'armée de Flandre, sous le maréchal de la Meilleraye, il servit au siége de Gravelines, qui se rendit le 28 juillet. Il leva, par commission du 10 décembre, un régiment d'infanterie allemande sous le nom de Royal-Allemand. Employé en qualité de lieutenant-général dans l'armée de Picardie, sous MONSIEUR, par

lettres du 19 mai 1645, il prit d'assaut la ville de Cassel. Créé maréchal de France, par état du 30 juin, il assiégea Mardick, qui capitula le 11 juillet. Il reçut des mains de Monsieur, le 16, son état de maréchal de France. Il prit Link et Bourbourg, le 9 août; Lillers, Béthune et Saint-Venant, sur la fin du même mois. Il fit abjuration du luthéranisme, le 15 du même mois. Commandant l'armée de Flandre, sous Monsieur et M. le duc d'Enghien, avec les maréchaux de Gassion et de Gramont, en 1646, il eut part à la prise de Courtray, de Bergue-Saint-Vinox, de Mardick, de Furnes et de Dunkerque. Il obtint le gouvernement de Dunkerque, de Bergues, de Mardick, de Furnes et des forts qui en dépendaient, par provisions du 5 novembre. Commandant l'armée de Flandre, avec le maréchal de Gassion, par pouvoir du 27 avril 1647, ils marchèrent au secours de Landrecies, assiégée par Piccolomini. Arrivés, le 1er juillet, à Harrape, ils passèrent, le 2, la Sambre à Câtillon, avec 20 pièces de canon. Résolus de forcer les lignes ennemies, ils avaient déjà fait préparer les fascines propres à combler les fossés, et tout était disposé pour l'attaque, lorsqu'ils reçurent ordre de la cour de ne point hasarder cette attaque, et d'abandonner Landrecies à ses seules forces. Pendant que Gassion s'emparait de la Bassée, Rantzau se rendit maître de Dixmude, de la Kenaque, de Nieufdam et de l'Écluse. Pour transporter à Dixmude les munitions et les armes prises au fort de l'Écluse que Rantzau avait fait raser, il fallait passer sur une digue, où le marquis de Caraccène s'était posté. Le convoi arriva; et bientôt, Français et ennemis, se trouvant placés sur cette digue, et n'ayant point l'espace nécessaire pour se servir des armes à feu, mirent l'épée à la main : les Espagnols eurent 300 hommes tués dans ce combat, et les Français en perdirent 50 faits prisonniers. Après la blessure du maréchal de Gassion, Rantzau continua le siége de Lens : cette ville demanda à capituler, le 2 octobre, et la garnison en sortit le 3. L'un des commandants de l'armée de Flandre, sous M. le prince de Condé, par pouvoir du 18 mars 1648, Rantzau concourut à la prise d'Y-

pres, le 28 avril. Le comte de Fuensaldagne l'attaqua quelques jours après vers Dixmude, le battit, et le fit prisonnier. Rantzau avait alors formé sur Ostende un projet, que cette défaite fit échouer. On licencia son régiment à la paix de Munster, le 24 octobre. Sur quelques soupçons qu'on eut de sa fidélité, il fut arrêté, le 27 février 1649; mais il se justifia, et sortit de prison, le 22 janvier 1650. Il mourut d'hydropisie, le 4 septembre suivant (1). (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 558; *Histoire d'Alsace, Histoire de France, continuée par le Père Griffet; Histoire militaire, par M. de Quincy; Mémoires du Père d'Avrigny, l'abbé le Gendre, le président Hénaut; Histoire de France, par Anquetil; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. XIV, pag.* 548.)

RAOUL (Ier du nom), *comte de Clermont en Beauvaisis, connétable de France,* fut pourvu de cette charge, en l'an 1158, et signa en cette qualité toutes les chartes et patentes délivrées depuis 1165 jusqu'à 1189. Il mourut au siége de Saint-Jean-d'Acre, en Syrie, au mois de juillet 1191. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 68; *Recueil des ordonnances par Secousse, tomes I, III, IV, V, VII et VIII.*)

---

(1) Le maréchal de Rantzau était fort bel homme; il avait beaucoup d'esprit et d'éloquence, et possédait les principales langues de l'Europe. Sa valeur était admirable dans les grandes occasions; mais il dédaignait les petits dangers, et paraissait alors très-nonchalant. La passion excessive qu'il avait pour le vin lui fit manquer plusieurs projets, et le livra à des emportements qui auraient pu lui devenir très-funestes. Il avait été tellement mutilé à la guerre qu'on lui fit cette épitaphe :

« Du corps du grand Rantzau tu n'as qu'une des parts;
» L'autre moitié resta dans les plaines de mars.
» Il dispersa partout ses membres et sa gloire.
» Tout abattu qu'il fut, il demeura vainqueur :
» Son sang fut en cent lieux le prix de sa victoire;
» Et Mars ne lui laissa rien d'entier que le cœur. »

DE RASSAY, *voyez* AUBERT.

DE RATSKY, *voyez* BOR.

RAULIN DE BELVAL (N....), fut créé *maréchal-de-camp*, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

DE RAULT DE RAMSAULT (Charles-Antoine), *maréchal-de-camp*, naquit à Abbeville, le 8 juin 1688, d'une famille noble et ancienne. Entré de bonne heure au service, il se trouva à la bataille de Ramillies, en 1706; fut fait capitaine au régiment de Boufflers, en 1708, et servit en cette qualité et en celle de commissaire d'artillerie, au siége de Douay, en 1710. Il entra dans cette place avec des secours, 8 jours après son investissement par l'armée des alliés, et y reçut plusieurs blessures. Il se trouva à plusieurs autres actions de la même guerre, et fut fait prisonnier au siége de Béthune. En 1721, le duc d'Orléans, régent du royaume, récompensa ses services et sa valeur par la croix de Saint-Louis. En 1735, employé à la réserve du comte de Belle-Isle, pendant la guerre d'Allemagne, il se trouva au combat de Clausen, et à d'autres actions. En 1740, il fut chargé de diriger des travaux importants, pour rétablir la navigation dans le port d'Honfleur. En 1755, ayant reconnu dans le plus grand détail les places de Furnes, Nieuport, Ostendes, Ypres et Tournay, il fit un projet pour emporter de vive force, dans la même nuit, les trois premières places, et les deux autres, soit en même temps, si l'on pouvait faire arriver les troupes nécessaires, soit au moins immédiatement après. Le prince de Soubise, sous lequel il servait alors, lui ordonna d'aller rendre compte de ce projet de vive voix au comte d'Argensón. M. de Ramsault et ses fils furent destinés à diriger les attaques de cette entreprise; mais elle n'eut pas lieu, la rupture entre la France et l'Empire n'ayant point éclaté. Ce ne fut pas seulement comme militaire que Rault de Ramsault donna des preuves de son zèle pour l'intérêt de son pays. Chargé, en 1728, d'éclaircir une matière vainement agitée dans les conférences qui s'étaient tenues à Lille après la paix de Rastadt,

sur les limites entre la France et l'Empire, et de constater la souveraineté du roi sur la rivière de l'Escaut, il s'acquitta de cette commission, qui lui coûta cinq années de recherches : le succès fut complet, et jugé d'une telle importance pour l'avantage du commerce français, qu'en 1739, les magistrats de la ville de Dinant crurent devoir lui adresser une lettre de remercîment, en lui offrant une médaille, monument de leur reconnaissance. En 1746, il fut nommé à la direction des fortifications des places de la Flandre et commandant du fort Saint-Sauveur de Lille. Le 12 décembre 1762, une lettre du ministère apprit à M. de Ramsault que le roi venait de l'adjoindre à MM. du Barail, d'Hérouville, de Claye et de Croy, pour assister à une visite qui devait être faite du port de Dunkerque, par des ingénieurs anglais, relativement à l'article 5 des préliminaires de paix qui venaient d'être signés entre la France et la Grande-Bretagne; et, le 4 mars de l'année suivante, ayant été nommé commissaire du roi pour faire exécuter les conventions stipulées par l'article 5 du traité de paix, M. de Ramsault continua seul, pendant près de 7 ans (1), une négociation qui rencontrait chaque jour de nouvelles difficultés, et dont, à force de soins et de persévérance, il obtint un résultat fort au-dessus des espérances que le gouvernement en avait conçues. Le duc de Choiseul, alors ministre, lui en témoigna dans plusieurs lettres sa vive satisfaction. Nommé maréchal-de-camp, le 20 avril 1768, M. de Ramsault continua jusqu'à sa mort de donner des preuves d'un zèle et d'un dévouement qu'il eut plus d'une fois le bonheur de voir seconder par ses 5 fils, tous chevaliers de Saint-Louis (2). Il termina sa laborieuse carrière, le 6 novembre

---

(1) Sauf l'espace d'un mois, que le roi d'Angleterre ayant envoyé à Dunkerque deux nouveaux commissaires, on adjoignit à M. de Ramsault, avec le même titre, MM. de Borie et Doisy, capitaines de vaisseau.

(1) De ces cinq fils, deux périrent aux armées pendant la vie de leur père, et deux après sa mort, des suites de leurs blessures. L'aîné (Rault

1774, au fort Saint-Sauveur, dans la 87e année de son âge. (*Brevets et états mllitaires.*)

DE **REBEVAL**, *voyez* BOYER.

DE **RECULOT** (Jean-Joseph), naquit le 29 janvier 1758. Il parvint, après de longs services, à obtenir le grade de *lieutenant-général* honoraire. Il a été major des gardes de la porte de S. M. Louis XVIII. (*Etats militaires*).

DE **REDING** DE BIBERECG (Joseph-Nazaire), *comte de Reding*, entra comme cadet dans les gardes-suisses, en 1725. Il fut créé brigadier, le 1er mai 1745, maréchal-de-camp, le 10 mai 1747, et *lieutenant-général*, le 17 décembre 1759. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 640.)

DE **REFFUVEILLE**, *voyez* DE LA BARBERIE.

DE **REGGIO**, *voyez* OUDINOT.

DE **REIGNAC**, *voyez* BARBERIN.

DE **REMIENCOURT**, *voyez* DE BOUFFLERS.

DE **RENEL**, *voyez* DE CLERMONT-D'AMBOISE.

DU **REPAIRE**, *voyez* GUYOT-DUREPAIRE.

DE **RESIE**, *voyez* AUBERT.

---

de Ramsault de Rauscourt), brigadier des armées du roi, directeur des fortifications des places de la Meuse, commandant en chef l'école du génie et les places de Mézières et de Charleville, a laissé un fils, Charles-Eugène-Pierre, officier au régiment Mestre-de-Camp cavalerie, et lieutenant des maréchaux de France, qui obtint, en 1792, l'agrément des princes pour la levée d'un régiment, conjointement avec le comte de Pienne, et une fille, mariée au comte d'Ivory, maréchal-de-camp. Le dernier des cinq fils de Charles-Antoine de Rault de Ramsault (Ramsault de Tortonval), chevalier de Saint-Louis, à 24 ans, et lieutenant de roi, en 1791, a terminé ses jours, à Paris, en 1817, dans la 86e année de son âge, laissant à ses enfants l'exemple de son courage et de sa fidélité.

DE RETZ, *voyez* DE GONDI.

DE REVEL, *voyez* DE BROGLIE.

REVEREND DE BOUGY (Jean), *lieutenant-général,* entra comme cadet dans les gardes-françaises, en 1630. Il fit les campagnes de cette époque, et obtint le grade de maréchal-de-camp, le 18 novembre 1648. On le créa lieutenant-général, le 10 juillet 1652. Il mourut au mois de décembre 1657, à l'âge de 40 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 41.)

REY (Jean-Pierre-Antoine, *baron*), *maréchal-de-camp,* naquit le 15 septembre 1767. Il entra, en 1786, comme soldat, au 59e régiment d'infanterie, ci-devant Bourgogne; fut fait caporal, le 1er avril 1792, et caporal-fourier, le 1er juillet de la même année. Il fit, en ces qualités, la campagne de Savoie, en 1792, sous les ordres du général en chef Montesquiou, et se trouva au blocus de Genève. En 1793, il entra comme sergent-major au 1er bataillon des côtes maritimes de l'Ouest; fut fait sous-lieutenant, au mois de juin de la même année, et fit avec ce bataillon les campagnes de 1793, 1794 et 1795 à l'armée des Pyrénées-Orientales, sous les ordres des généraux en chef Dagobert, Dugommier et Schérer. Il se trouva au combat du Vernet, le 3 septembre 1793, et le même jour à la bataille de Peyrestortes, où il fut fait adjudant-major-capitaine, sur le champ de bataille, pour avoir franchi l'un des premiers les retranchements du camp espagnol. Il se trouva aussi, dans cette même année, à la bataille de Thoni; au combat de Villelongue, le 17 décembre; aux batailles de Montesquiou et du Boulou, les 1er et 2 mai 1794. Il servit au siége de Coulioure et du fort Saint-Elme jusqu'à la reddition de ce fort. Il combattit aux batailles des 17 et 20 décembre 1794, où le général en chef Dugommier fut tué, et il fut employé au siége de Roses. Vers le mois d'août 1795, le bataillon des côtes maritimes passa à l'armée d'Italie, commandée par le général Schérer. L'adjudant-major Rey se trouva à la bataille du 23 novembre, en avant du Bour-

guet. Le 21 mars 1796, son bataillon fut incorporé dans la 99ᵉ demi-brigade, qui devint 51ᵉ à la nouvelle organisation de l'armée. L'adjudant-major Rey fit, avec ce nouveau corps et sous les ordres de Buonaparte, les deux célèbres campagnes de 1796 et 1797. Il se trouva aux batailles de Millesimo et de Montenotte, les 10 et 11 avril 1796, et les 14 et 15, à celle de Dego, où la demi-brigade à laquelle il était attaché se fit une haute réputation. Il se trouva aussi au passage du Pô, et au combat de Fonbio, le 8 mai; au blocus de Pizzighitone, qui capitula le 14; au combat du Bourguet et au passage du Mincio; au premier blocus de Mantoue; à l'expédition de la Romagne; aux batailles de Bassano; à la reprise de Lignago, au mois de septembre; à la bataille de Saint-Georges, le 19 du même mois; et, le 23, au combat de Governolo, où sa demi-brigade enleva 5 pièces de canon, et fit 1400 prisonniers. Il combattit à la bataille de la Brenta, le 6 novembre, et à celle d'Arcole, les 15, 16 et 17. Le 16, il fut nommé chef de bataillon sur le champ de bataille, pour avoir passé le canal d'Arcole à la nage, à la tête des tirailleurs, sous le feu de l'ennemi. Le 17, il reçut un coup de feu qui le mit hors de combat. Le 14 janvier 1797, le chef de bataillon Rey combattit à Anguiari. Il se trouva au passage du Tagliamento, et à la bataille du même nom, le 16 mars. Il se trouva aussi au camp de Leoben, où furent signés les premiers préliminaires de paix avec l'Autriche, qui mirent un terme à la gloire et aux travaux de l'armée d'Italie. En 1799, la 51ᵉ demi-brigade fut employée contre les révoltés de la Belgique. Après avoir contribué à ramener la paix dans cette belle contrée, elle se rendit à l'armée du Nord-Hollande, sous les ordres du général Brune. Le chef de bataillon Rey se trouva, le 6 octobre 1799, à la bataille de Kastricum, qui amena la capitulation du duc d'York et de l'armée anglo-russe : il reçut, à cette affaire, un coup de feu au jarret droit. Employé, dans la même année, à l'armée du Rhin, sous le général en chef Moreau, il se trouva au passage de ce fleuve, à Neu-Brisak; au combat de Fribourg, le même jour; à la balaille de Biberac, le 9 mai, et

au combat de Valstetten, où le colonel de la 51ᵉ demi-brigade fut tué. Le chef de bataillon Rey se trouva au combat d'Abac, sous Ratisbonne, le 14 juin; à la célèbre bataille de Hohenlinden, le 3 décembre 1800; enfin, au passage de l'Inn, de l'Ens et de l'Ips : les préliminaires de la paix de Lunéville arrêtèrent la marche triomphante de l'armée du Rhin. Le chef de bataillon Rey fut fait adjudant-commandant, le 27 août 1803, et employé à la formation du camp d'Ostende. Il passa colonel du 57ᵉ régiment d'infanterie de ligne, surnommé le *Terrible*, le 12 novembre suivant, joignit ce nouveau corps au camp de Boulogne, et fit, avec ce régiment, les campagnes de la grande-armée, sous les ordres de Napoléon. Il se trouva au passage du Rhin, à Spire, le 28 septembre 1803; au passage du Danube, à Donawert, le 8; au passage du Leck, le 9; à la prise de Memingen, qui fut enlevé de vive force, le 15; à la capitulation du général Mack et de l'armée autrichienne à Ulm, le 17; à la prise de Vienne, le 14 novembre; au combat d'Ollabrun, le 17, et à la mémorable bataille d'Austerlitz, le 2 décembre. A la campagne de Prusse, en 1806, le colonel Rey se trouva, avec son régiment, à la bataille d'Iéna, le 14 octobre de la même année. Il concourut au passage de l'Elbe, à Tanguermunde, le 28, et à la prise de Lubeck, où le général prussien Blucher mit bas les armes, avec son corps d'armée, fort de 18 à 20,000 hommes. Il se trouva au passage de la Vistule, devant Plosck, le 22 décembre ; au combat de Bergfried, le 3 février 1807; à la bataille d'Eylau, le 8 du même mois, et le 5 juin, au combat de Lomiten, sur la Passarge, où le 57ᵉ régiment se couvrit de gloire; il combattit à la bataille d'Eilsberg, le 8, et à la prise de Kœnisberg, le 15. On reçut alors la nouvelle de la signature des préliminaires, qui furent bientôt suivis de la paix de Tilsitt. Le 18 février 1808, le colonel Rey fut promu au grade de général de brigade. Il partit de suite de la grande-armée pour l'armée d'Espagne, où il fit les campagnes de 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813 et 1814. En partant de Bayonne, sa brigade, composée des 2ᵉ et 12ᵉ régiments d'infanterie légère,

fut chargée d'escorter le nouveau roi d'Espagne, jusqu'à Madrid. Dans le cours de ces 7 campagnes, le général Rey s'est trouvé au passage de la Guadiana, et au combat de Ciudad-Réal, le 27 mars 1809; au passage de l'Alberche, le 27 juillet; le 28, à la bataille de Talaveyra-de-la-Reina, où il reçut un coup de feu au bras droit; à la bataille d'Almonacid, le 11 août; au combat de Goscim et d'Attagate, les 28 et 29 mai 1810; au combat de Rio-Almanzora, en avant de Baza, le 3 novembre; au combat de la Venta-de-Baoul, le 9 août 1811; au combat de la Tour-Carbonère, devant Gibraltar, le 28 novembre; au siége de Tarifa, en décembre, et au combat d'Allora, le 14 avril 1812. Il prit part à toutes les opérations et à tous les mouvements que l'armée fut obligée de faire dans sa longue retraite, depuis Cadix jusqu'aux frontières de France. Il se trouva, le 21 juin 1813, à la malheureuse bataille de Vittoria, qui fut si fatale aux armes françaises; aux deux batailles de Sororen, les 28 et 30 juillet, et au combat sur la montagne de Méarin, en avant de Sarre, les 7 et 8 octobre. A la bataille de Sarre, le 10 novembre, il commanda la division, après la mort du général Conroux. Il prit une part très-active au combat de Bassouri, en avant de Bayonne; à la bataille d'Orthez, le 27 février 1814; au combat de Castillon, le 17 mars; au combat de Tarbes, le 19, et à la bataille de Toulouse, le 10 avril : cette bataille termina la guerre. Le général Rey comptait alors 23 campagnes de guerre. En récompense de ses services, il a été créé commandeur de l'ordre de la légion-d'honneur et baron d'empire. S. M. Louis XVIII lui a accordé la décoration de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Le général Rey est maintenant classé parmi les maréchaux-de-camp disponibles. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE LA RIBOISSIÈRE, *voyez* BASTON.

RICARD DE GENOUILLAC DE BRUSSAC (Jacques), fut fait *grand-maître et visiteur-général de l'armée de France*, à la mort de Jean-Cholet de la Cholletière, par provisions du 5 décembre 1479, et prêta serment en cette qualité, le

14 du même mois. A l'avénement de Charles VIII au trône, il obtint, le 13 septembre 1483, des lettres de confirmation de cette charge. Il mourut le 16 mars 1493. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 479.)

RICARD DE GENOUILLAC (Jacques), parent du précédent, obtint la charge de *grand-maître et visiteur de l'artillerie de France*, à la mort de Paul de Busserade, par provisions données à Blois, le 16 mai 1512. Il était encore pourvu de cette charge, lorsqu'il mourut en 1546. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 480.)

DE RICHELIEU, *voyez* DU PLESSIS ET DE VIGNEROT.

RIEL (Pierre), *marquis de* BEURNONVILLE, *pair et maréchal de France*, naquit à Champignelles, en Bourgogne, le 10 mai 1752. Il fut d'abord destiné à l'état ecclésiastique, et vint, très-jeune, suivre un cours d'études dans la capitale; mais un penchant décidé pour les armes le porta à s'adonner de préférence aux mathématiques et à la géographie, et il se fit inscrire comme surnuméraire dans la compagnie des gendarmes de la Reine. La mort de son frère aîné leva tous les obstacles que sa famille opposait à sa vocation pour l'état militaire. Il s'embarqua sur l'escadre de M. de Suffren, en 1781; alla servir dans l'Inde, d'abord comme simple soldat, puis comme sergent, et fit dans ce pays un mariage riche. Il devint major de la milice de l'île Bourbon; mais, ayant été destitué, sans motif, par le commandant de cette île, il revint en France, et se plaignit fortement de l'injustice commise envers lui. Le gouvernement l'en dédommagea, en lui accordant la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. La guerre ayant éclaté entre la France, l'Autriche et la Prusse, en 1792, Beurnonville obtint le grade de lieutenant-général, le 22 août de la même année. Employé en cette qualité dans l'armée commandée par le général en chef Dumourier, il commanda, à la bataille de Valmy, le 20 septembre suivant, un corps de 4000 hommes, avec lequel il soutint parfaitement les manœuvres du maréchal Keller-

mann, en repoussant constamment le général autrichien Clairfayt, qui faisait tous ses efforts pour entamer la droite de ce maréchal. L'invasion de la Belgique ayant été résolue, Dumourier, qui aimait beaucoup Beurnonville, et qui, connaissant sa bravoure, le surnommait l'*Ajax français*, lui confia le commandement de l'avant-garde de son armée. Beurnonville donna des preuves d'une grande valeur à la bataille de Jemmapes, le 6 novembre; et, sur 8 canons tombés au pouvoir des Français dans cette journée, ses troupes en prirent 5. Le 9 du même mois, par suite d'une nouvelle organisation des armées, Beurnonville remplaça le maréchal Kellermann dans le commandement en chef de l'armée de la Moselle, dont il prit la direction à Sarre-Louis, le 14. Après avoir successivement fait avancer et manœuvrer ses troupes, de manière à tenir les ennemis en échec, il se trouvait, le 4 décembre, en position entre Holtzberg et Wasweiller. Ayant fait débusquer l'armée autrichienne de divers points, il alla reconnaître la montagne Verte, où ils s'étaient fortement retranchés dans un camp défendu par plusieurs rangs de redoutes échelonnées les unes sur les autres. Le 5, il attaque la montagne Verte; et, déjà tout lui présageait le plus heureux succès, lorsque l'arrivée d'un renfort considérable, venu aux Autrichiens de leur camp sous Luxembourg, l'oblige de renoncer à une victoire presque assurée, et de donner le signal d'une retraite, qui fut exécutée en bon ordre. Le 12, il fit renouveler une attaque sur le village de Pellingue, qui fut emporté de vive force, le 13, mais dans lequel les Français ne purent se maintenir. Tous ces divers combats avaient pour but la réussite d'une expédition que Beurnonville projetait contre la ville de Trèves, dont il voulait s'emparer, d'après les ordres qu'il avait reçus du directoire-exécutif; aussi, malgré la vive résistance que les Autrichiens lui opposaient, persista-t-il dans l'exécution de ce plan d'opérations. Le 14 et le 15 décembre, il fit attaquer les hauteurs de Wavren et de Harnm. Ces positions, très-élevées, étaient couvertes de plus de 3 pieds de neige, et les ennemis y étaient nombreux, fortement retranchés,

et défendus par une artillerie formidable. La bouillante ardeur du général en chef, la valeur des généraux Delaage, Pully et Humbert, qui commandent chacun une colonne, et enfin, le courageux dévouement des troupes, surmontent tous les obstacles : les positions ennemies sont enlevées à la baïonnette, et les Autrichiens abandonnent leurs retranchements aux Français, qui restent maîtres de presque toute l'artillerie (1). En moins de deux mois, Beurnonville, qui se trouvait partout où il y avait à combattre et à vaincre, et qui semblait se multiplier, parvint à conquérir tout le territoire situé entre la Sarre et la Moselle jusqu'au pont de Consarrebruck. Ces succès, et surtout l'esprit de sagesse et de maturité qui caractérisait toutes les actions de Beurnonville, firent remarquer ce général par ceux qui tenaient alors les rênes du gouvernement. Le ministre de la guerre, Pache, ayant été destitué, Beurnonville fut désigné, en même temps que plusieurs généraux distingués, pour lui succéder, et le directoire le choisit pour cet emploi important, le 4 février 1793. Beurnonville envoya bientôt après sa démission, et écrivit à la convention nationale qu'il se croyait plus propre à servir son pays avec son épée qu'avec sa plume. Après quelques débats, on lui permit de retourner à l'armée. Appelé de nouveau au même ministère, le 4 mars suivant, il accepta alors le portefeuille. Quelque temps après cette nouvelle nomination, Beurnonville faillit être assassiné par des émissaires du club des *Jacobins*, qui voulait se défaire des ministres et de quelques représentants du peuple : il n'é-

(1) Dans le rapport que Beurnonville fit de l'une des affaires qui eurent lieu à cette époque, il dit qu'après trois heures d'un combat terrible, les ennemis avaient perdu beaucoup de monde, tandis que les Français en avaient été quittes pour le *petit doigt* d'un grenadier. Cela fit faire alors cette plaisanterie : « Le petit doigt n'a pas tout dit. » Il faut considérer qu'en rédigeant son rapport, Beurnonville avait dû se conformer aux ordres du gouvernement, qui voulait cacher les pertes que les armées françaises essuyaient, afin de ne pas affaiblir l'enthousiasme des jeunes soldats.

chappa à ce péril qu'en escaladant les murs de son jardin. Vers ce temps, Dumourier qui venait d'être obligé d'abandonner ses conquêtes en Belgique, et qui devait craindre un gouvernement implacable, aux yeux duquel rien ne pouvait excuser une défaite, écrivit à Beurnonville, pour lui exprimer son indignation contre la convention nationale, et l'engagea en même temps à entrer dans ses projets contre cette assemblée, en traitant avec les Autrichiens. Beurnonville communiqua aussitôt cette lettre au comité de défense générale, qui arrêta l'envoi de commissaires chargés de surveiller la conduite de Dumourier, et même de faire arrêter ce général. Le comité jugea en même temps convenable de faire accompagner ces commissaires par le ministre de la guerre, Beurnonville, qui, connaissant bien l'armée, était plus que tout autre en état de donner sur les lieux, et de faire exécuter les ordres que les circonstances pourraient rendre nécessaires. Arrivé au quartier-général de Dumourier, qui se trouvait alors à Saint-Amand, les commissaires notifièrent à ce général en chef le décret de la convention, qui le mandait à la barre, pour y rendre compte de sa conduite. Dumourier refusa d'obtempérer à cet ordre, fit même arrêter les commissaires, ainsi que Beurnonville, et les fit conduire au quartier-général de l'armée autrichienne, où ils furent livrés au général Clairfayt. Dès que Beurnonville eut vu que la voiture dans laquelle on l'avait placé, avec son aide-de-camp, prenait la route de Tournay, il tenta de s'échapper, et de se débarrasser, par la force, de l'escorte de hussards qui le conduisait. Sortant tout-à-coup de la voiture, il tombe à coups de sabre sur l'officier commandant l'escorte; mais bientôt 200 hussards l'enveloppent, et il est obligé de renoncer à son audacieux projet d'évasion, après avoir eu la cuisse entamée d'un coup de sabre. De Tournay, les commissaires conventionnels et Beurnonville furent conduits à Mons, où le général Mack, aide-de-camp du prince de Cobourg, leur déclara qu'ils seraient retenus en otage pour la reine de France et pour son fils. Le général Mack, s'adressant particulièrement à Beurnonville, lui dit que s'il voulait

donner sa parole d'honneur, il serait traité comme prisonnier de guerre, et qu'il aurait la faculté de demeurer dans une ville d'outre-Rhin. Beurnonville répondit que le droit des gens, reconnu par toutes les nations policées, ayant été violé à son égard, comme à celui des commissaires de la convention, ce n'était pas dans de pareilles circonstances qu'on pouvait donner sa parole d'honneur de rester prisonnier de guerre, et que d'ailleurs il ne voulait pas séparer son sort de celui de ses autres compagnons d'infortune. Le général Mack lui annonça alors qu'il resterait prisonnier d'état. Beurnonville et les commissaires conventionnels furent conduits à la forteresse d'Ehrenbreitstein, située sur la rive droite du Rhin, vis-à-vis Coblentz. A son arrivée dans ce fort, Beurnonville fut attaqué d'une maladie grave qu'augmentait chaque jour l'insalubrité de la chambre qui servait de prison à ses compagnons et à lui. Cette maladie retardant le départ des prisonniers pour leur destination ultérieure, on fit prendre à Beurnonville, pendant plusieurs jours, une quantité excessive de quinquina, qui fit cesser momentanément la fièvre dont il était dévoré. On se mit en route; mais, la maladie ayant repris une nouvelle violence, il fallut encore s'arrêter à Wurtzbourg, puis à Égra. Enfin Beurnonville arriva à Olmutz, où il resta plongé seul dans un cachot étroit, et presque privé d'air, jusqu'au 3 novembre 1795, époque à laquelle on lui annonça que ses fers allaient être brisés, au moyen d'un échange convenu entre les gouvernements français et autrichien. On le mena, ainsi que les autres détenus, à Bâle, en Suisse, où ils furent effectivement échangés, le 27 décembre, contre S. A. R. MADAME (maintenant duchesse d'Angoulême), fille de Louis XVI. A peine Beurnonville était-il rentré en France, que le gouvernement, connaissant ses talents militaires, songea à lui donner un commandement supérieur dans les armées de la république. Nommé général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, il mit d'abord tous ses soins à y faire cesser l'indiscipline et la désertion, qui faisaient chaque jour d'effrayants progrès. Quelques exemples de justice et de sévé-

rité produisirent un bon effet, et arrêtèrent le pillage auquel le soldat s'était accoutumé. Les Autrichiens, enhardis par quelques avantages qu'ils venaient de remporter, crurent pouvoir attaquer impunément l'armée de Sambre-et-Meuse; mais Beurnonville leur opposa la plus vigoureuse résistance. Il dirigea ensuite quelques opérations sur les bords du Rhin; et, avec fort peu de troupes, il parvint à forcer à la retraite 10 à 12,000 Autrichiens, qui abandonnèrent quatre de leurs camps, et perdirent un nombre d'hommes assez considérable. Moreau ayant obtenu le commandement en chef des armées réunies du Nord, de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, Beurnonville eut, sous lui, le commandement de la première de ces trois armées, qui, forte d'environ 40,000 hommes, était destinee à servir de réserve aux deux autres, pendant qu'elles agiraient offensivement sur le Rhin. Dans cette position, Beurnonville concourut, autant que les circonstances le lui permirent, aux succès des opérations militaires. Après la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse, en 1796, le général Jourdan, qui la commandait, ayant donné sa démission, Beurnonville eut ordre de le remplacer, et reçut de lui ce commandement, le 28 septembre. Il prit de suite des mesures pour seconder efficacement les opérations du général Moreau, qui faisait aussi, à cette époque, effectuer la mémorable retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle. Beurnonville, dont la santé était fortement altérée, fut remplacé, au mois d'avril 1797, par le général Hoche dans le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il se retira alors dans ses foyers. Après la journée du 18 fructidor an 5 (4 septembre 1797), il fut chargé du commandement en chef de l'armée française en Hollande; mais il s'en démit au mois de novembre. Le directoire-exécutif lui donna, en 1798, une des inspections-générales des troupes. La révolution du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799) ayant mis les rênes du gouvernement dans les mains du premier consul Buonaparte, le général Beurnonville fut nommé ambassadeur à Berlin, d'où il passa, deux ans

après, à l'ambassade de Madrid (1) : il déploya une grande habileté dans l'exercice de ces fonctions diplomatiques. Il fut nommé sénateur, au mois de février 1805. Il avait précédemment reçu la décoration de grand-officier de la Légion-d'Honneur, à la création de l'ordre, et le titre de comte. Au commencement de 1814, le général Beurnonville fut nommé commissaire extraordinaire du gouvernement, et chargé d'organiser les moyens de défense dans la 2e division militaire; mais l'envahissement de cette frontière, par les troupes des souverains alliés, l'obligea bientôt après de revenir à Paris. Comme membre du sénat, il prit part à l'acte qui prononça la déchéance de Napoléon, et fut nommé l'un des membres du gouvernement provisoire. Après la restauration du trône des Bourbons, et lors de l'arrivée de S. M. Louis XVIII en France, le comte de Beurnonville fut nommé ministre-d'état, et revêtu de la dignité de pair, le 4 juin. Il obtint du roi la décoration de grand'croix de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 22 juillet suivant. En mars 1815, à l'époque de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, le comte de Beurnonville suivit S. M. à Gand, et cet acte de fidélité lui valut, de la part de Buonaparte, sa mise hors de la loi, et le séquestre de ses biens. Après la seconde restauration, il fut nommé président du conseil électoral du département de la Moselle, le 26 juillet 1815. S. M. l'appela au nombre des membres de son conseil privé, institué par ordonnance du 19 septembre suivant. Il fut nommé président de la commission chargée de l'examen des titres des anciens officiers, par ordonnance du 23 octobre de la même année. On le créa commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai 1816, et il fut élevé à la dignité de maréchal de France, le 3 juillet suivant. Il obtint le titre de *marquis*, le 31 août 1817. En 1819, il fut l'un des fondateurs de la société pour l'amélioration des prisons. S. M.

---

(1) Il épousa à cette époque, en secondes noces, mademoiselle de Durfort.

le nomma chevalier-commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, le 30 septembre 1820. Le maréchal de Beurnonville mourut, le 23 avril 1821, dans la 69ᵉ année de son âge. Son éloge a été prononcé, dans la chambre des pairs, par M. le maréchal Macdonald, duc de Tarente, le 12 juin de la même année. (*Etats milit.*, *Moniteur, ann. du temps.*)

RIEL (Étienne), *baron de Beurnonville, pair de France*, et neveu du précédent, a été nommé *maréchal-de-camp*, le 7 novembre 1816. Il a succédé au maréchal, son oncle, dans la dignité de pair de France, en vertu d'une ordonnance royale du 24 avril 1821. Il commande le 6ᵉ régiment de la garde royale, et est l'un des aides-de-camp de S. A. R. MONSEIGNEUR, duc d'Angoulême. (*Etats militaires*, *Moniteur.*)

DE RIEUX (Jean), *maréchal de France*, fit ses premières armes dans l'armée que le prince de Galles conduisit, en 1364, au secours de Pierre-le-Cruel, roi de Castille. Avec ce secours, Pierre gagna, en 1367, la bataille de Navarette, et reconquit une partie de son royaume. De Rieux s'attacha depuis à la France, se distingua à la journée de Rosebecq, en 1382, et fut un des otages de la paix conclue entre le roi, le duc de Bretagne et le connétable de Clisson, en 1392. Créé maréchal de France, par état du 19 décembre 1397, à la place du maréchal de Sancerre, que le roi avait honoré de l'épée de connétable, il défit, en 1404, les Anglais qui étaient descendus en Basse-Bretagne. La même année, il mena 12,000 hommes dans la province de Galles contre les Anglais; cette expédition échoua, faute de vivres. On ne lui ôta point le bâton de maréchal de France, comme l'écrit l'abbé le Gendre, et on ne le destitua point, en 1412, de la charge de maréchal de France, comme l'avancent l'auteur du *Dictionnaire des Maréchaussées*, et l'historien des *Grands-Officiers de la Couronne;* mais on commit seulement Louis de Loigny, conseiller et chambellan du roi, pour exercer sa charge. La commission est du 4 février 1412. Loigny en prêta serment au parlement, le 12 du même mois. L'historien des

Grands-Officiers de la Couronne, l'abbé le Gendre, et Bauclas redonnent, à Jean de Rieux, la charge de maréchal de France, le 24 octobre 1413, ce qui est une erreur, parce qu'on ne pouvait lui rendre ce qu'on ne lui avait point ôté. On le remit seulement en exercice des fonctions de sa charge qu'il avait toujours possédée, et on supprima la commission de Louis de Loigny. Jean de Rieux donna sa démission, le 12 août 1417, se retira dans ses terres, et y mourut, le 7 septembre 1417, âgé de 75 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 143; *l'abbé le Gendre, Bauclas, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Monstrelet, Moréri, Histoire de Bretagne, par Dargentré, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. XV, pag.* 112.)

DE RIEUX DE ROCHEFORT (Pierre), *maréchal de France*, et fils du précédent, naquit à Ancenis, le 9 septembre 1389. Il fut fait maréchal de France, à la place de son père, par état donné à Paris, le 12 août 1417. Il était à Paris, lorsque la faction bourguignone surprit cette ville, le 29 mai 1418. Assuré de la Bastille, et secondé par Tannegui-du-Châtel, il tenta, le 1er juin, de reprendre Paris; mais ses soldats se débandèrent pour piller. L'Isle-Adam étant venu à leur rencontre, il se donna un combat sanglant, pendant lequel la populace, qui s'était déclarée pour l'Isle-Adam, grossissant continuellement, Rochefort et du Châtelet se retirèrent, en combattant, jusqu'à la Bastille. Ils y laissèrent garnison, et jetèrent des troupes dans Meaux, dans Corbeil et dans Melun. La faction bourguignone destitua le maréchal de Rochefort, le 2 juin 1418. Charles Dauphin (depuis Charles VII) le reconnut toujours pour maréchal de France. Il conduisit à ce prince 500 hommes d'armes et 300 arbalétriers, qui arrivèrent à Bourges, le 21 juin. Rochefort marcha en Angoumois, contre les Anglais, vint ensuite en Normandie, et s'enferma dans la ville du Mans. Il fut pris dans une sortie, et conduit en Angleterre. Ayant payé sa rançon, il revint en France, et emporta de vive force la ville d'Avranches, en

1419. Il contribua à la levée du siége d'Orléans, le 8 mai 1429. Le général anglais Talbot assiégea Saint-Denis avec de nombreuses troupes, en 1435. Cette ville était ouverte de tous côtés, et la garnison, que commandait le maréchal de Rochefort, était médiocre. Celui-ci passa les jours et les nuits sur les murailles pour défendre les brèches; soutint un assaut qui dura deux heures, et repoussa les Anglais. Le connétable Artus de Richemont n'ayant pas jugé à propos de secourir la place, Rochefort la remit aux Anglais, par composition, après la paix faite à Arras, le 21 septembre. La même année, il prit Dieppe par intelligence, Fécamp, Moutiers et Villiers. Il insulta Harfleur, d'où il fut repoussé. Il donnait ses ordres pour un second assaut, lorsque Harfleur capitula. Il soumit le Bec-Crépin, Tancarville, les Loges, Valmont, Graville, Longueville, Neuville et Lambreville. Le connétable l'ayant joint, ils prirent ensemble Charles-Menil, Aumale, Saint-Germain, Fontaine-le-Bourg, Préaux, Blainville, et firent la conquête de presque tout le pays de Caux. Rochefort fit lever aux Anglais le siége de Harfleur, en 1437. Il revenait de cette expédition à Paris, lorsque les gens de Guillaume Flavi, capitaine de Compiègne, et tout dévoué aux Anglais, l'arrêtèrent. On le garda en prison jusqu'à sa mort, qui arriva en 1439. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 145; *l'abbé le Gendre*, *Histoire de France du Père Daniel*, *Monstrelet*, *Dupleix*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Dictionnaire des Maréchaussées*, *Moréri*, *Dictionnaire universel*, *par Chaudon et Delandine*, *tom. XV*, *pag.* 112.)

DE RIFFARDEAU, *voyez* DE RIVIÈRE.

RIGAUD (Jean), *chevalier*, puis *vicomte de Vaudreuil*, *lieutenant-général*, entra aux mousquetaires, le 27 mai 1710, et fit la campagne de 1711, en Flandre. Nommé enseigne au régiment des gardes-françaises, le 9 janvier 1712, il servit, cette année, aux siéges du Quesnoy et de Douay, et à ceux de Landau et de Fribourg, en 1713. Il devint successivement sous-lieutenant, le 23 juillet 1715; sous-

lieutenant de grenadiers, le 10 janvier 1720; sous-aide-major, le 6 août 1721; eut rang de lieutenant, le 15 mai 1728; fut fait lieutenant, le 22 mars 1730, et aide-major, le 1er juin suivant. Il se trouva à l'attaque des lignes d'Etlingen, et servit au siége de Philisbourg, en 1734. Il obtint le rang de colonel d'infanterie, par commission du 30 mars 1735, et fit la campagne de cette année sur le Rhin. Capitaine au même régiment, par commission du 6 mai 1738, il servit sur les frontières de Flandre, en 1742. Il passa à l'armée sur le Rhin, en 1743; combattit à Dettingen; obtint, le 22 juillet, un ordre pour remplir les fonctions de major-général de l'infanterie de l'armée du Rhin, en l'absence du comte de Chabannes, et servit en cette qualité pendant le reste de la campagne. Il servit au siége de Menin, en 1744. Il fut fait major du régiment des gardes-françaises, à la place du comte de Chabannes, le 22 mai, et eut, le 2 juin, un ordre pour remplir les fonctions de major-général de l'infanterie de l'armée du roi. Il fut déclaré, le 7 juin, brigadier, dont le brevet lui avait été expédié dès le 2 mai précédent. Il se trouva aux siéges d'Ypres et de Furnes; passa de Flandre en Alsace avec une partie de l'armée du roi, et contribua à chasser les ennemis au-delà du Rhin. Il servit, en qualité de major-général de l'infanterie, au siége et à la prise de Fribourg. Il continua de remplir les fonctions de major-général de l'infanterie de l'armée du roi en Flandre, par ordre des 1er avril 1745, 1er mai 1746, 15 avril 1747, et 1er avril 1748, et contribua, en cette qualité, au gain de la bataille de Fontenoy, à la prise des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde, de Gand, de Bruges, d'Ostende, de Nieuport et d'Ath, en 1745. Il concourut à la prise des ville et châteaux de Namur; à la victoire remportée à Raucoux, en 1746; à la prise des places de la Flandre hollandaise; à la victoire remportée à Lawfeld; à la prise de Berg-op-Zoom, en 1747, et à celle de Maestricht, en 1748. Le roi le créa commandeur de l'ordre de Saint Louis, par provisions du 16 janvier 1745. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mai suivant, et à

celui de lieutenant-général, par pouvoir du 10 mai 1748. Il fut fait grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 26 août 1751. Ayant obtenu le gouvernement de Gravelines, par provisions du 11 novembre 1755, il se démit, le 16, de la majorité des gardes-françaises, et quitta le service. Il mourut avant le 1er décembre 1780. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 555, *annales du temps.*)

RIGOLLET DU BOUSQUET, *maréchal-de-camp*, naquit le 10 novembre 1694. Il entra, comme sous-lieutenant, au régiment d'infanterie de Vivarais, en 1705, passa par tous les grades, et devint brigadier d'infanterie, le 10 février 1759. Il fut fait maréchal-de-camp, le 25 juillet 1762. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 557.)

RIQUET DE BONREPOS (Pierre-Paul), *comte de Caraman, lieutenant-général*, entra comme enseigne au régiment des gardes-françaises, le 6 juillet 1666, et servit aux siéges de Tournay, de Douay et de Lille, en 1667. Il devint lieutenant au même régiment, le 20 janvier 1668; se trouva, en 1672, à tous les siéges que le roi fit en personne, et servit au siége de Maestricht, en 1673. Il obtint une compagnie, par commission du 1er février 1675, et la commanda aux siéges de Condé, en 1676; de Valenciennes, de Cambray et de sa citatelle, en 1677; de Gand et d'Ypres, en 1678. Il combattit, la même année, à Saint-Denys près Mons. Il servit à l'armée qui couvrit le siége de Luxembourg, en 1684, et à l'armée de Flandre, sous le maréchal d'Humières, en 1689. Il commanda un bataillon des gardes au combat de Valcourt, en Flandre, sous M. de Luxembourg, en 1690, et combattit à Fleurus. Il servit au siége de Mons, en 1691. Créé brigadier par brevet du 25 avril, il finit la campagne sous M. de Luxembourg, et commanda à Courtray pendant l'hiver, par ordre du 20 octobre. Au siége de Namur, en 1692, il emporta, à la tête du régiment Dauphin infanterie, l'ouvrage à corne et le fort Guillaume. Il combattit la même année à Steinkerque, et commanda pendant l'hiver à Poperingue, par ordre du 29

octobre. Il se trouva à la bataille de Neerwinde, et au siége de Charleroy, en 1693, et commanda pendant l'hiver à Huy, par ordre du 26 octobre. Il continua de servir à l'armée de Flandre, en 1694 et 1695, et se trouva cette dernière année au bombardement de Bruxelles. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 3 janvier 1696, on l'employa à l'armée de Flandre. Détaché dans la nuit du 17 au 18 mai, avec quelques compagnies de grenadiers et 2000 chevaux, il s'empara de Deinse, et fit la garnison prisonnière de guerre. Il continua d'être employé à l'armée de Flandre, en 1697. Il servit au camp de Coudun près Compiègne, par lettres du 13 août 1698, et à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Boufflers, par lettres du 30 juin 1701. Employé à la même armée, sous M. le duc de Bourgogne, par lettres du 21 avril 1702, il y contribua à la défaite des Hollandais sous Nimègue. On le créa lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 23 décembre. Employé, en cette qualité, à l'armée de Flandre, sous les maréchaux de Villeroy et de Boufflers, en 1703, il combattit à Eckeren. Il servit à la même armée, en 1704, et devint lieutenant-colonel du régiment des gardes, par commission du 1er juin 1705. Les lignes du Brabant ayant été forcées, le 18 juillet suivant, le comte de Caraman forma un bataillon carré, avec lequel il fit l'arrière-garde; et, quoiqu'il fût attaqué plusieurs fois par la cavalerie ennemie, il ne se laissa point entamer. Cette bonne contenance procura à l'armée la tranquillité dans sa retraite sous Louvain. Après la bataille de Ramillies, où il se distingua, en 1706, il entra dans Menin, pour y commander. Il fut investi pendant 39 jours, soutint 18 jours de tranchée ouverte, et ne rendit la place qu'avec une capitulation honorable. Il combattit à la bataille d'Oudenarde, en 1708. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 30 juin 1709, il combattit à Malplaquet. Il se démit de la lieutenance-colonelle du régiment des gardes, le 18 février 1710, et ne servit plus. Il mourut, le 25 mars 1730, âgé de 84 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 492

mémoires du temps, Histoire de la maison du roi, par l'abbé de Nœufville (1).

RIQUET (Victor-Pierre-François), *marquis* de Caraman, *lieutenant-général*, et neveu du précédent, fut successivement cadet dans les gardes-du-corps, en 1715; cornette de la compagnie des chevau-légers dauphin, par brevet du 19 février 1717, et mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie de Berry, par commission du 15 mars 1718. Il servit au camp de la Sambre, du 26 août au 25 septembre 1727; au camp sur la même rivière, en 1730, et au camp du pays Messin, en 1733. Créé brigadier, par brevet du 20 février 1734, il fut employé à l'armée d'Italie, par lettres du 1er mai; combattit à Parme, au mois de juin, à Guastalla, au mois de septembre, et continua de servir à l'armée d'Italie, jusqu'au mois de juillet 1735, époque à laquelle il rentra en France avec son régiment. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mars 1738, il se démit du régiment de Berry. Employé à l'armée de Bohême, par lettres du 5 mars 1742, il la joignit à Pisseck, combattit à Sahay, concourut à la défense de Prague, sortit de cette place avec l'armée, au mois de décembre, et alla joindre l'armée de Bavière, où il fut employé, par lettres du 1er mars 1743. Il se trouva à la levée du siége de Braunau, par les ennemis; rentra en France, avec la 2e division de cette armée, au mois de juillet, et finit la campagne en Haute-Alsace, sous les ordres du maréchal de Coigny, par lettres du 1er août. Il commanda à l'attaque de la gauche, et battit les ennemis à Rhinvillers, à la tête des brigades de Champagne et de la Sarre : les 3000 ennemis, qui avaient passé le Rhin, furent tués, noyés ou pris. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du

---

(1) L'abbé de Nœufville, tom. III, pag. 79, dit que M. de Caraman fut fait, en 1705, grand'croix de l'ordre de Saint-Louis. Il n'a été ni commandeur, ni grand'croix de cet ordre.

2 mai 1744, il fut employé a l'armée du Rhin comme maréchal-de-camp, par lettres du 16 juillet; se trouva à l'affaire d'Haguenau, le 23; passa le Rhin, le 29 août, et servit au siége de Fribourg. Déclaré lieutenant-général, le 1er décembre, il ne servit point en cette qualité. Il mourut le 22 avril 1760, âgé de 62 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 292, *Gazette de France, Mémoires du temps.*)

RIQUET (Victor-Maurice), *marquis* de Caraman, *lieutenant-général* et fils du précédent, naquit le 16 juin 1722. Il entra aux mousquetaires, en 1740, et fit la campagne de Flandre, en 1742. Ayant obtenu une compagnie au régiment de cavalerie de Berry, par commission du 14 mai 1743, il la commanda à l'armée de Bavière, jusqu'au mois de juillet, et sur les bords du Rhin, pendant le reste de la campagne. Il se trouva aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes, à l'affaire d'Haguenau, et au siége de Fribourg, en 1744; à la bataille de Fontenoy, au siége de Tournay, à l'affaire de Mesle, et à la prise de Gand, en 1745. Il obtint, le 1er décembre, un régiment de dragons de son nom. Il le commanda au siége de la citadelle d'Anvers et à la bataille de Raucoux, en 1746; aux siéges de Berg-op-Zoom, en 1747, et de Maestricht, en 1748; au camp d'Aimeries, en 1755; à celui de Cherbourg, en 1756; à la bataille d'Hastembeck, au mois de juillet 1757; à la prise de Minden et d'Hanovre, au mois d'août; au camp de Closterveseu, au mois de septembre, et à la marche sur Zell, au mois de décembre. Il fut attaqué, le 4 du même mois, par un corps d'infanterie, de cavalerie et de troupes légères hanovriennes, formant plus de 3000 hommes; et, quoiqu'il n'eût que son régiment et 180 chasseurs de Fischer, il enfonça et mit en déroute le corps de troupes ennemies, lui tua plus de 100 hommes, et en blessa autant; parmi ces derniers, se trouvait le comte de Schullembourg, général-major. Il prit aussi le commandant des chasseurs ennemis et 100 cavaliers, et continua sa marche avec beaucoup de tranquillité. Cette action lui mérita le grade de brigadier,

qu'on lui accorda par brevet du 22. Il se trouva à la bataille de Crewelt, en 1758, et lors de l'évacuation de Dusseldorff par les ennemis, il en poursuivit la garnison, et lui fit 150 prisonniers. Il combattit à la bataille de Minden, en 1759, et aux affaires de Corback et de Warbourg, en 1760. Nommé maréchal-de-camp par brevet du 20 février 1761, il se démit de son régiment, et fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres des 1er mai 1761 et 1762. Il se distingua particulièrement à la levée du siége de Cassel par les ennemis, au mois d'avril 1761. Le 13 septembre, il attaqua les ennemis au camp de Neuhauff; leur prit un drapeau, 3 pièces de canon, et 150 hommes; pilla le camp et enleva la plus grande partie des équipages. Le 9 octobre, il battit un autre corps des ennemis; dont il prit le commandant et 70 hommes. Il fut créé lieutenant-général, le 1er mars 1780. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 457.)

RIQUET (Marie-Jean-Louis), *marquis* de Caraman, *maréchal-de-camp*, et frère du précédent, naquit le 26 novembre 1731. Il entra au service, en 1748, comme cornette au régiment de dragons que possédait son frère. Il y fut fait capitaine, en 1749, et major, en 1756. Il devint lieutenant-colonel du régiment Colonel-général des dragons, en 1758, et fut créé brigadier des armées du Roi, le 20 avril 1768. On le nomma maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. (*Etats militaires*.)

RIQUET (Maurice-Gabriel-Joseph), *comte de Caraman*, *maréchal-de-camp*, et neveu du précédent, né le 7 octobre 1765, entra au service, en 1780, comme sous-lieutenant au régiment de Béthune dragons. Il passa, en 1781, avec le même grade, dans le régiment de Noailles dragons, où il fut fait capitaine, en 1783. Il remplit les fonctions d'aide-maréchal-général-des-logis au camp de Saint-Omer, en 1788, et devint major en second du 1er régiment de carabiniers de MONSIEUR, au mois de janvier 1789. Il émigra au commencement de la révolution, fut nommé

aide-de-camp de S. A. R. MONSIEUR (aujourd'hui S. M. Louis XVIII), en 1791, et fit en cette qualité la campagnede 1792, à l'armée des princes français. Devenu commandant d'escadron dans le régiment des hussards de Rohan, en 1793, il fit avec ce régiment les campagnes de 1793, 1794 et 1795, en Hollande et en Westphalie. Il obtint le grade de colonel, et fut nommé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1798. On le fit chef de légion de la garde nationale du département de Jemmapes, le 15 juillet 1813, et colonel du 1er régiment d'Anvers, le 7 décembre de la même année. Il fit en ces deux qualités les campagnes de 1813 et 1814 dans la Belgique. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 4 juin 1814, et devint chevalier de l'ordre de la Légion-d'Honneur, le 19 octobre suivant. On le nomma inspecteur de cavalerie, le 12 janvier 1815, et officier de la Légion-d'Honneur, le 11 du même mois. Il fut chargé du commandement du département de la Charente, le 8 août de la même année, puis du commandement de celui du Pas-de-Calais, le 16 septembre suivant. Il eut une inspection de cavalerie, par ordres des 15 juillet 1818 et 18 juin 1819. Il fut nommé inspecteur-général de cavalerie, le 21 avril 1820, et commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 18 mai suivant. (*Etats et brevets militaires.*)

DE RIVAROL (1) (Joseph-Philippe de SAINT-MARTIN D'AGLIÉ, *marquis*), *maréchal-de-camp*, naquit en Italie. Il fut d'abord capitaine de cavalerie, au service de France. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, qu'il leva, par commission du 9 novembre 1672, il le commanda à l'armée du Roussillon, en 1674, sous le duc de Schomberg, qui se tint sur la défensive. En 1675, le marquis de Rivarol se trouva à la prise de Figuières, à l'attaque des faubourgs de Gironne, à la prise d'Ampurias,

(1) Pinard l'a nommé RIVAROLES dans sa Chronologie militaire.

et à celle de Bellegarde et du château de la Capelle. Peu de temps avant d'entrer en quartier d'hiver, il alla faire le coup de pistolet contre la garnison de la ville de Puicerda, dont on faisait le siége, et y eut une jambe emportée par un boulet de canon (1). Il se trouva, en 1676, au combat de Kokesberg, en Alsace, sous les ordres du duc de Luxembourg. Employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créquy, il fut dangereusement blessé a la défense du pont de Kehl. Il fut créé brigadier par brevet du 20 janvier 1678. Nommé mestre-de-camp lieutenant du régiment Royal-Piémont, par commission du 20 mars suivant, il se démit alors de celui qui portait son nom. Il ne servit point pendant cette campagne, à cause de ses blessures. Il fut employé, comme brigadier, au siége de Luxembourg, en 1684. Promu au grade de maréchal-de camp, par brevet du 24 août 1688, il ne servit plus. Il se démit du régiment Royal-Piémont, au mois de mai 1690. Il fut nommé grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, à la création de cet ordre, par provisions du 8 mai 1693. Il était grand-prieur de l'ordre de Saint-Lazare, en Languedoc, et commandeur de l'ordre de Saint-Maurice de Savoie. Il mourut le 31 mai 1704 (2) (3).

---

(1) Il se fit mettre une jambe de bois, qui fut encore emportée quelque temps après par un boulet de canon. « Pour cette fois-ci, dit-il » alors, en se relevant, l'ennemi est pris pour dupe ; j'ai une autre jam» be dans mes équipages. »

(2) Pinard a oublié de faire mention de la belle conduite que tint le marquis de Rivarol au siége de Campredon. Voici ce qu'en dit M. Aspect dans son Histoire des officiers grand'croix de l'ordre de Saint-Louis : « Il fit des prodiges de valeur au siége de Campredon, et finit » cette glorieuse campagne (celle de 1675), par faire lever le siége de » Las-bel-Drase, à la tête de 2500 hommes : action qui fut très-applau» die, parce qu'elle demandait autant de capacité que de valeur. » Le bouillant courage du marquis de Rivarol l'avait fait surnommer le *débauché de bravoure.*

(3) Un des parents du marquis de Rivarol, nommé *Philippe* DE SAINT-

(*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 470, annales du temps.*)

DE RIVAROL (1) (Charles-André DE SAINT-MARTIN D'AGLIÉ, *marquis*), *maréchal-de-camp*, et fils du précédent, naquit en Italie. Il entra dans les mousquetaires de la garde du roi de France, Louis XIV, en 1695, et se trouva, la même année, au bombardement de Bruxelles. Devenu cornette au régiment du Mestre-de-camp-géneral des dragons, en 1696, il servit à l'armée de la Meuse. Il obtint une compagnie dans le régiment de Vérue dragons, par commission du 18 août 1697, joignit ce régiment à l'armée de la Lys, et servit au siége d'Ath. Le régiment de Vérue ayant été réformé par ordre du 30 janvier 1698, le marquis de Rivarol fut entretenu capitaine réformé à la suite de celui de Mestre-de-camp-général des dragons, avec lequel il se trouva au camp de Compiègne, la même année; à l'armée de Flandre, en 1701, et au combat de Nimègue, en 1702. Ayant obtenu une compagnie dans le même régiment, le 31 décembre 1702, il la commanda au combat d'Eckeren, en 1703; à la bataille d'Hochstedt, en 1704; à l'armée de Flandre, en 1705; à la bataille de Ramillies, en 1706; en Flandre, en 1707; à la bataille d'Oudenarde, en 1708; à celle de Malplaquet, en 1709, enfin à l'armée du Rhin, en 1710, et les années suivantes jusqu'à la paix. Il se trou-

---

MARTIN D'AGLIÉ, obtint un brevet de maréchal-de-camp, au service de France, le 20 décembre 1632, époque à laquelle le prince Thomas de Savoie, auquel il était attaché, cherchait à passer aussi au service de Louis XIII. Le prince Thomas ayant obtenu le commandement des armées de France, en 1642, Philippe de Saint-Martin fut confirmé dans son grade de maréchal de camp, en 1643. Il fit plusieurs campagnes en cette qualité, et se retira ensuite en Savoie, où il mourut lieutenant-général des armées de Savoie, surintendant-généralissime des finances, conseiller-d'état, grand-maître de Savoie, et chevalier de l'ordre de l'Annonciade.

(1) Pinard l'a, par erreur, nommé RIVAROLES.

va aux siéges de Landau et de Fribourg, et à la défaite du général Vaubonne, en 1713. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de dragons de son nom, le 6 mars 1714, il le commanda à l'armée du Rhin jusqu'à la paix avec l'empire germanique. Ce régiment ayant été réformé, le 15 août de la même année, le marquis de Rivarol fut entretenu mestre-de-camp réformé à la suite du régiment Mestre-de-camp-général des dragons, avec lequel il fit la campagne d'Espagne, en 1719. Il reprit, le 1er mars 1730, une compagnie dans ce même régiment, et eut, le même jour, un ordre pour la commander, ce qu'il fit effectivement pendant la conquête de la Lorraine, en 1733. Créé brigadier, le 20 février 1734, il servit, la même année, à la prise de Trèves, au siége de Traërbach, à l'attaque des lignes d'Etlingen et au siége de Philisbourg. Il se trouva, en 1735, à l'affaire de Clausen. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mars 1738, il se démit de sa compagnie, et ne servit plus. Il mourut dans la province du Forez, où il s'était retiré (1). (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 152; *annales du temps.*)

DE RIVAROL (Claude-François, *comte*), *maréchal-de-camp*, frère cadet du célèbre littérateur de ce nom, et parent du précédent, naquit à Bagnols, en 1760. Il servait dans la maison militaire du roi, lorsqu'il passa, en 1784, lieutenant de chasseurs dans la légion de Maillebois. A la réforme de cette légion, il fut reçu garde-du-corps du roi Louis XVI, compagnie de Noailles, en 1786, et fut fait capitaine dans le 3e régiment d'État-Major, en 1788. Au moment où la révolution française éclata, en 1789, il embrassa hautement le parti de la monarchie, et fut un des chefs de l'association royaliste, *dite* du maréchal de Broglie, et dont le serment était de défendre le roi et la reli-

(1) C'était un homme aussi pieux que brave. Il dota de pauvres filles, donna des secours aux hôpitaux, et nourrit, jusqu'à sa mort, plusieurs braves soldats qui avaient servi sous lui.

gion avec un dévouement sans bornes. Les événements qui se succédèrent rapidement, et surtout la prise de la Bastille, ayant détruit cette association, M. de Rivarol fit partie de celle qui prit le nom de *Salon français*, et dont les membres se trouvèrent bientôt après dispersés par l'émigration. Il écrivit alors quelques brochures en faveur de la cause royale, et entre autres celle ayant pour titre *les Crimes de Paris*. Il émigra, en 1790; se rendit à Maestricht auprès de M. le comte de Maillebois, sous lequel il avait servi, et qui l'avait nommé son aide-de-camp. Il alla ensuite à Coblentz, d'où il fut envoyé à Paris, en mission auprès du roi et de la reine, pour leur faire des communications importantes. Il se trouvait dans la capitale le 10 août 1792, fut témoin des massacres de cette journée, et n'y échappa que par une espèce de miracle. Il repartit le lendemain pour aller rejoindre l'armée des princes français, qui s'avançait dans la Champagne, et fit dans cette armée la campagne de 1792. Il revint encore à Paris, par ordre du comte d'Avaray, chargé d'une mission pour Louis XVI; mais, dès son arrivée, il fut arrêté et gardé à vue jusqu'au 31 janvier 1793. Mis en liberté, il resta en France, fut arrêté de nouveau au bout de six mois, et incarcéré successivement dans les prisons de la Force, de Picpus et du Luxembourg. Il n'en sortit que 5 mois après la chute de Robespierre, et prit la route de Hambourg. Il revint de nouveau à Paris, pour entretenir avec M. d'Avaray une correspondance qui devait être mise sous les yeux de S. M. Louis XVIII. Il avait été nommé colonel, pendant l'émigration, en 1797. Il en était à sa 17ᵉ lettre avec le comte d'Avaray, lorsqu'il fut arrêté, au mois d'octobre 1800, par ordre du premier consul Buonaparte, et enfermé au Temple, d'où il ne sortit, au mois d'août 1802, que pour être exilé à Grenoble, et de là dans le département du Gard, où il resta sous la surveillance des autorités locales pendant neuf ans. En 1812, le comte de Rivarol voulut profiter de l'absence de Napoléon Buonaparte, qui faisait alors la guerre en Russie, pour faire un voyage à Paris;

mais il fut arrêté pour la quatrième fois, et incarcéré jusqu'au 21 janvier 1813. A cette dernière époque, on l'envoya en exil, et il y resta jusqu'à la restauration du trône des Bourbons, en 1814. S. M. Louis XVIII le créa maréchal-de-camp, le 10 mai 1816, et le nomma, la même année, grand-prévôt du département du Gard. Il est maintenant à la retraite, jouissant, comme traitement, du maximum de la retraite de colonel. (*Etats militaires*, *Moniteur, annales du temps.*)

DE RIVAUD DE LA RAFFINIÈRE (Olivier Macoux, *comte*), *lieutenant-général*, naquit le 11 février 1766, à Civray, en Poitou, de parents qui se distinguèrent alternativement dans la magistrature et dans les armes. Son père, après avoir exercé pendant 40 ans, avant la révolution, la place de lieutenant-général de justice, laissa une mémoire honorée par les plus hautes vertus. Le jeune Rivaud-de-la Raffinière fut fait sous-lieutenant, en 1789, et lieutenant en 1790. Il fit sa première campagne, en 1792, à l'armée du Nord, à la tête d'une compagnie de chasseurs, qui par suite fit partie du 4e bataillon-franc. Il se signala à la bataille de Jemmapes, se trouva à celle de Neerwinde, et se distingua particulièrement à la bataille d'Honscoote, et à celle de Warwick, où il eut la jambe fracassée d'un coup de feu, et un cheval tué sous lui; il y fut fait adjudant-général sur le champ de bataille. Il se distingua aussi à la bataille de Walignies, sous Maubenge, et y eut plusieurs chevaux tués sous lui. En 1795, il passa à l'armée des Alpes et d'Italie, et se distingua à un combat livré contre les Piémontais, sur le mont Genèvre et dans la vallée de Barcelonnette, sous les ordres du maréchal Kellermann. En 1796, il se trouva à la bataille de Saint-George, où il reçut une balle à la tête; aux batailles d'Arcole et de Rivoli; au siége et au blocus de Mantoue, et à la prise de cette place; il rendit, pendant cette mémorable campagne, de grands services, y donna des preuves éclatantes de son courage, et contribua beaucoup aux succès des armes françaises. Il se

trouva à la première prise de Rome, et passa de là à l'armée d'Angleterre, en qualité de chef de l'état-major, sous les ordres du général Kilmaine, et s'y conduisit de manière à mériter l'estime de tous ses compagnons d'armes. Créé général de brigade, en 1799, il fit la campagne en Belgique et en Hollande, contre les Anglais et les Russes, et contribua aux succès brillants de cette campagne. Rappelé à l'armée d'Italie, en 1800, il se trouva au mémorable passage du grand Saint-Bernard, et se distingua à plusieurs actions, au fort de Bard et dans le Piémont. A la tête de sa brigade, il décida, par plusieurs charges à la baïonnette, la victoire de Montebello, et se couvrit de gloire à la bataille de Marengo, en défendant un village pendant 7 heures contre des forces quintuples : il perdit dans cette affaire plus de la moitié de sa brigade, et y reçut un biscaïen à la cuisse. En récompense de la belle conduite qu'il avait tenue, il fut fait général de division sur le champ de bataille. En 1801, le comte de Rivaud de la Raffinière fut envoyé, comme chef d'état-major, à l'armée de la Gironde. Il traversa l'Espagne, et alla faire les campagnes contre le Portugal. Il commanda en chef l'armée, après le départ du général Leclerc pour Saint-Domingue. Il ramena l'armée en France, en 1802, après la conclusion de la paix générale, et reçut les témoignages les plus flatteurs sur ce commandement, par une lettre du chef du gouvernement. En 1803, il commanda une des divisions de l'armée, qui attaqua et prit le Hanovre. Il défendit, avec distinction, les côtes de la mer du Nord, pendant deux années, sous les ordres du maréchal Bernadotte. Plusieurs combats furent livrés aux Anglais; et ce fut pendant qu'il servait à cette armée, que Napoléon le nomma membre, puis officier, et enfin commandant de la Légion-d'Honneur. En 1805, le général Rivaud de la Raffinière commanda la 1re division du 1er corps de la grande-armée, et se trouva à l'attaque d'Ulm, où le général Mack était renfermé. Il attaqua, à Nordlingen, le corps de 15,000 hommes, commandé par le prince Ferdinand d'Autriche, qui était sorti d'Ulm, et,

après une charge très-audacieuse, à la baïonnette, il fit mettre bas les armes à 8000 hommes, et favorisa la prise de 7000 autres. A la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805, étant à la tête de sa division, il soutint deux charges de cavalerie de la garde impériale russe, et enfonça, par une charge à la baïonnette, l'infanterie de cette même garde : il eut un cheval tué sous lui, au fort de cette charge, et contribua puissamment au gain de la bataille. En 1806, il combattit, à la tête de sa division, à la bataille d'Iéna, et y fit prisonnier un régiment prussien. Il combattit, 5 jours après, avec la plus grande distinction, à l'affaire de Hall, où il fit 1200 prisonniers. Il contribua puissamment à la prise de vive force de Lubeck, et y fit 2000 prisonniers. Le lendemain de cette affaire, il fit capituler, à Schwartau, le général Blücher, signa avec lui la capitulation, par suite de laquelle 13,000 Prussiens faits prisonniers furent remis au général Rivaud de la Raffinière. Au nombre de ces prisonniers, se trouvaient le général Blücher et le duc de Brunswick-Oëls. En janvier 1807, le comte de Rivaud resserra les Prussiens dans Graudentz, en Pologne, après des affaires fort vives. Il se trouva aux affaires sanglantes d'Osterode et de Mohrungen, où les Russes furent battus complétement. Dans une affaire de nuit contre les Russes, à Lübbau, en Pologne, il eut le bras gauche cassé. Cette affaire prépara la fameuse bataille d'Eylau, à la suite de laquelle le général Rivaud de la Raffinière fut nommé gouverneur-général du duché de Brunswick. En 1808, après la paix de Tilsitt, on lui donna le commandement en chef des troupes sur le Rhin, et il en eut aussi l'inspection générale. Il reçut le titre de baron et une dotation en Westphalie. Pendant toute la campagne de 1809, en Autriche, il commanda une division de la grande-armée d'Allemagne, et manœuvra isolément, sous les ordres directs de Napoléon, sur les frontières de la Bohême. Il eut, dans ce temps, plusieurs affaires très-chaudes, près de Bayreuth et de Budweiss, avec le général autrichien Kinmayer. Il fut nommé, en 1811, au commandement de la 12e division

militaire, sur les côtes de la Charente-Inférieure, de la Vendée et de la Loire-Inférieure, devant lesquelles les Anglais tenaient constamment des croisières. Il quitta ce commandement, le 26 mars 1815, et y fut replacé par le roi, à la fin de juillet de la même année. Il s'y est concilié l'estime et la confiance des habitants de toutes les classes et de toutes les opinions. Appelé par le roi à la présidence du collége électoral du département de la Charente-Inférieure, il y fut nommé membre de la chambre des députés, au mois d'août 1815. Nommé inspecteur-général d'infanterie, en 1818, il inspecta les troupes qui tenaient garnison dans le Languedoc, et reçut du ministre de la guerre des témoignages de satisfaction. Au mois d'avril 1820, il fut nommé par le roi, au commandement de la 15e division militaire (Rouen). Il a été nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 23 août 1814; titré comte, le 31 décembre de la même année, et créé chevalier de l'ordre de Saint-Louis, le 27 juin 1814. Il a obtenu, le 1er mai 1821, la croix de commandeur de cet ordre, à l'occasion du baptême de S. A. R. Mgr. le duc de Bordeaux. Le général Rivaud de la Raffinière commande encore aujourd'hui, en qualité de lieutenant-général, la 15e division militaire, dont le duc de Trévise est gouverneur. (*États et brevets militaires, annales du temps.*)

FIN DU TOME HUITIÈME.

